



UNION DES OFFICIERS DE RESERVE DE L'OCEAN INDIEN
BP 60669 — 97473 SAINT-DENIS CEDEX
(Membre de l'Entente Patriotique de la Réunion : <http://www.epr974.re/>)



Union Nationale des Officiers de Réserve
Fondée en 1922/Déclarée d'utilité publique par décret du 24 février 1967
Siège social : 12 rue Marie Laurencin 75012 Paris
<http://www.unor-reserves.fr/>

BULLETIN N°12 en date du 25 mars 2019

Je ne juge pas... je livre, sommairement triés et compilés, les médias tels qu'ils sont... à chacun de faire son Opinion, les articles n'engagent que leurs auteurs.

Planification des Thèmes & Sujets

1 – Lois & Décrets 2 – Nécrologies & Mémoires 3 – Décorations & Commémorations 4 – Autorités, Etats-Majors 5 – Chroniques & Libres propos 6 – Actualités internationales 7 – OPEX 8 – MISSINT/OPINT 9 – Défense de par le Monde 10 – Nos Forces Armées a) – Armée de Terre b) – Marine Nationale c) – Armée de l'Air d) – Gendarmerie Nationale	e) - Service de Santé f) – Renseignement g) – Cybersécurité h) – Service du commissariat des armées i) – Service des essences des armées j) – Forces Prépositionnées k) – Réserves l) - D.G.A. 11 – France : Armements & Industries 12 – Le Monde : Modernisations & Equipements 13 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc) 14 – Livres & Publications 15 – Société 16 – Vie de l'UOROI

Le mot du président de l'UOROI



Chers amis

Le colonel ® Dominique BERTRAND
Président de l'UOROI

Table des matières

1 – Lois et décrets	21
PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE.....	21
PREMIER MINISTRE	21
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	22
MINISTÈRE DES ARMÉES	22
2 – Nécrologies & Mémoires.....	23
3 – Décorations & Commémorations	23
Une commémoration à relocaliser	23
http://lemamouth.blogspot.com/ dimanche 17 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy.....	23
4 – Autorités, États-Majors	24
Ministre	24
Mme Parly : « La clause de solidarité de l'Otan est l'article 5, pas l'article F-35 ».....	24
Mme Parly annonce aux Chasseurs alpins l'instauration d'une prime de technicité de haute montagne	25
CEMA.....	26
Ouverture du SIGEM 2019 par le Chef d'état-major des armées	26
Plan Stratégique des armées 2019-2021	27
CEMAA/Armée de l'Air.....	28
Le CEMAA en visite à l'école de formation des sous-officiers de l'Armée de l'air	28
DGGN/Gendarmerie Nationale.....	29
Le général Lizurey transforme la "Feuille de route" en "Cap Modernisation"	29
"Une campagne des irritants"	29
Le mercato des généraux se met en place.....	30
Autres autorités	31
Visite de la directrice centrale auprès du personnel de l'HIA Percy.....	31
5 – Chroniques & Libres propos.....	32
6 – Actualités internationale.....	32
AFRIQUE	32
Sahara Occidental : les indépendantistes sahraouis confiants dans le soutien de l'Algérie à leur cause	32
Barrage de la Renaissance : Crisis Group alerte sur les « graves conséquences humanitaires » en cas de conflit sur le Nil	34
« Fenêtre d'opportunité »	34
28 morts au Sahel: lourdes pertes pour les armées du Mali et du Burkina.....	35
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 18.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	35
ALGÉRIE	35
La Dissuasive dans le port de Toulon	35
http://lemamouth.blogspot.com/ mardi 19 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	35
Algérie : Bouteflika confirme qu'il restera président après l'expiration de son mandat.....	36
Algérie : le « dilemme » du clan Bouteflika pour la formation du gouvernement	36
« Contournement » et « zizanie »	37
« Les conditions ne sont pas propices »	37
Algérie: "L'armée demeure le rempart du peuple", dit le général Salah.....	38
BURKINA FASO	38
Burkina Faso : un prêtre burkinabè enlevé près de la frontière malienne.....	38

CENTRAFRIQUE	39
Centrafrique : onze groupes armés demandent la démission du Premier ministre.....	39
Accord pas assez « inclusif »	39
Centrafrique : autorités et groupes armés s'accordent sur un nouveau gouvernement inclusif.....	40
Huitième accord	41
Centrafrique : ce que prévoit l'accord d'Addis-Abeba entre le gouvernement et les groupes armés.....	41
Deux vice-Premiers ministres	41
COMORES.....	42
Présidentielle aux Comores – Mohamed Soilihi, indépendant : « Les Comoriens ont soif d'une vraie alternance »	42
CONGO	43
Gécamines, le bon timing pour un nouveau départ	43
ÉTHIOPIE	46
Crash de l'Ethiopian Airlines. Les données des boîtes noires montrent des « similarités claires » avec le crash de Lion Air	46
Les données des boîtes noires « téléchargées avec succès »	47
MALI	47
Mali : l'attaque du camp militaire de Dioura fait 21 morts	47
Attaque terroriste	48
IBK critiqué	48
Une attaque jihadiste inflige de lourdes pertes aux forces armées maliennes à Dioura	49
TCHAD	50
Le président Deby remanie l'appareil sécuritaire tchadien.....	50
AMÉRIQUES.....	51
Un nouveau bloc sud-américain voit le jour en excluant le Venezuela	51
Dans la région de Santiago au Chili, la sécheresse fait disparaître la nature et les hommes.....	52
Dans les environs de Santiago, le lac d'Aculeo, qui jadis attirait une foule de vacanciers, n'est aujourd'hui plus qu'une vaste étendue de terre craquelée.	52
Moins de dix ans ont suffi	52
Des précipitations réduites de moitié.....	53
L'activité humaine alentour, l'autre responsable	53
ARGENTINE.....	53
Cinq Super Etendard toujours en attente de départ pour l'Argentine	53
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 20.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	53
BRÉSIL.....	54
Bolsonaro est plus dangereux que Trump même si on en entend moins parler.....	54
Jair Bolsonaro et Donald Trump se rencontrent ce mardi, deux mois après l'élection du controversé président brésilien.....	54
Trump et Bolsonaro, mêmes idées, même lutte	54
Bolsonaro n'est pas un "Trump Tropical"	55
Le Brésil "n'a pas une tradition forte de contre-pouvoir"	55
"Une séparation justice/pouvoir/milice parfois floue".....	56
CANADA	56

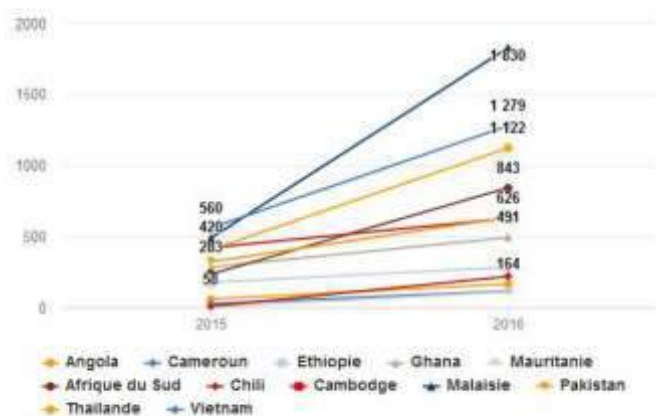
Quatre ans après son élection, Justin Trudeau ne fait plus rêver personne	56
À quelques mois des élections fédérales, le Premier ministre canadien fait face à un scandale politique qui déchire son parti. Il ne peut que difficilement compter sur son bilan pour se relever.	56
Délicate affaire SNC-Lavalin	57
Sables bitumineux et greenwashing	57
Provinces incontrôlables	58
Finances mal maîtrisées	59
Diplomatie aux abois.....	59
ÉTATS-UNIS	61
"Snap mobilization": projection expresse en Europe pour 1 500 soldats de Fort Bliss	61
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 19.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	61
Vol record pour un Advanced Hawkeye	62
Les plastrons US vont investir les bases aériennes de Kingsley Field et Holloman	62
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 21.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	62
Le chef de l'US Marine Corps critique le projet visant à construire un mur à la frontière mexicaine.....	63
Trump et Bolsonaro mettent en scène leur complicité à Washington	65
États-Unis: fin de l'enquête russe, ses éléments clé possiblement connus ce week-end	66
Enquête russe aux Etats-Unis: ce que le procureur Mueller a déjà conclu	67
Trump n'a pas choisi le meilleur endroit pour en rajouter une couche sur McCain	68
En déplacement dans une usine de blindés dans l'Ohio, il a (encore) attaqué le héros de guerre. Problème: des militaires étaient dans la salle.....	68
La réponse de Meghan McCain aux attaques de Trump sur son père	70
Alors que le président américain a (encore) ciblé John McCain, décédé d'un cancer au mois d'août, sa fille Meghan a trouvé la réponse parfaite.	70
Le navire de recherche R/V Petrel a retrouvé l'épave du porte-avions USS Wasp, coulé en septembre 1942	70
VÉNÉZUELA	72
À New York, l'étrange «prise» du consulat du Venezuela	72
Une «violation extrêmement grave des obligations internationales américaines»	72
Venezuela: après six jours sans courant, l'or noir en chute libre	73
Venezuela: une heure de queue pour deux dollars, la bataille du cash	75
Au Venezuela, des soins médicaux en échange de votes pour Maduro.....	76
Des médecins cubains envoyés au Venezuela racontent comment leur métier a été instrumentalisé à des fins politiques.	76
«C'est devenu une forme de chantage»	76
Venezuela: heurts dans un hôpital avant la visite d'une mission de l'ONU.....	77
ASIE	78
AFGHANISTAN	78
Les forces afghanes sont en grande difficulté dans la province de Baghdis, près du Turkménistan	78
En Afghanistan, la jeunesse veut la paix mais pas celle des talibans.....	79
CHINE	81
Crash d'un chasseur-bombardier JH-7A de la marine chinoise	81
La Chine se dote d'une nouvelle loi sur les investissements étrangers.....	84
Les ambitions de la Chine en matière de transport aérien civil : entre instrument de développement régional et outil de projection d'influence à l'international	85
https://www.diploweb.com/ Par Julien LEBEL, le 17 mars 2019	85

I. Un essor continu du trafic aérien.....	85
II. La connectivité aérienne comme pilier des projets internationaux des autorités chinoises	87
III. De puissantes compagnies nationales qui ont pleinement intégré les dynamiques du secteur aérien mondial, tout en restant contrôlées par les autorités	88
Conclusion.....	90
CORÉES.....	90
Pyongyang envisage la suspension des discussions avec Washington	90
Trump annule des sanctions contre Pyongyang parce qu'il «apprécie» Kim Jong-un.....	91
Trump « apprécie » Kim	92
INDE.....	93
L'Inde devrait jouer un rôle majeur dans le spatial dans les années à venir, voici pourquoi.....	93
SINGAPOUR.....	94
Budget : et si la France s'inspirait (un peu) de Singapour ?	94
L'équilibre budgétaire, un minimum requis	94
La «prudence fiscale» érigée en dogme	94
Une dette à 115% du PIB... mais qui correspond aux investissements des Singapouriens.....	95
Un État puissant et une administration responsabilisée	95
De nombreuses passerelles entre fonction publique et emploi privé.....	95
EUROPE	96
EUROPE (Union européenne)	96
Une fusillade dans un tram à Utrecht fait au moins trois morts	96
Ce 18 mars au matin, au moins trois personnes ont été tuées par balles à l'intérieur d'un tramway et plusieurs blessées, selon les autorités.	96
	96
Un homme recherché	97
Pays-Bas. L'auteur présumé de la fusillade d'Utrecht a été arrêté	100
Le dispositif de sécurité renforcé.....	100
La piste terroriste reste privilégiée par les autorités.....	101
La campagne pour les élections locales suspendues.....	101
Une femme prise pour cible dans le tramway.....	101
« Restez chez vous ».....	101
Messages de soutien.....	102
La solidarité de la France	102
Pays-Bas. Une lettre accrédite la piste terroriste pour la fusillade d'Utrecht	102
D'autres pistes ne sont pas à « exclure »	103
Au lendemain de la fusillade, Utrecht tourne au ralenti	103

Les services de renseignement turcs	103
Gokmen Tanis bien connu de la justice néerlandaise.....	103
Fusillade d'Utrecht: un nouveau suspect interpellé, la piste terroriste étudiée	104
• Les faits	104
• Une lettre accrédite la piste terroriste	104
• Le bilan.....	104
• Le principal suspect: un homme de 37 ans, d'origine turque	105
• Le niveau d'alerte abaissé.....	105
Brexit. La France et l'Allemagne exaspérées face à l'impasse	105
« Ce n'est pas un jeu »	106
« La prolongation n'est pas une solution »	106
Fonds européen de défense : 100 millions d'euros pour l'eurodrone	107
La Commission de Bruxelles propose 100 millions d'euros pour financer le futur drone MALE européen	108
Et si on reparlait des Reaper européens?	109
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 22.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	109
Dossier Huawei et 5G : quand les Etats-Unis menacent l'Europe dans leur guerre économique contre la Chine.....	110
Trump plus agressif qu'Obama	110
La 5G, un avantage colossal pour Huawei	111
La crainte de l'espionnage	111
Une troisième voie européenne	112
Faisons l'Europe comme il faut. Chiche ! (libre opinion)	112
Pourquoi le parti de la droite européenne s'échine à garder Viktor Orban.....	113
Le parti d'Orban n'est pas "exclu" mais "suspendu"	114
Les ennuis renvoyés à plus tard	114
ALLEMAGNE	115
Otan : L'Allemagne ne tiendra pas son engagement de porter ses dépenses militaires à 1,5% de son PIB	115
BELGIQUE	116
Dernier vol pour le Sea King belge	116
ESPAGNE	117
Corée du Nord. Des dissidents auraient attaqué l'ambassade de Madrid	117
Action des services secrets ou de dissidents ?.....	117
Des documents sensibles ont été volés	117
L'Espagne demande des explications à la CIA.....	117
Un mystérieux groupe dissident serait à l'origine de l'attaque de l'ambassade de Corée du Nord à Madrid.....	118
FRANCE.....	119
Trèbes: Radouane Lakdim, un terroriste autonome mais très entouré par des tenants de l'islam radical	119
Le pire des scénarios.....	119
Brexit : les inquiétudes sur l'économie française se multiplient	120
La société Brittany Ferries en alerte	121
1,7% de PIB en moins en cas de "no deal"	121
Un scénario perdant-perdant ?.....	122

Brexit : en cas de "no deal", l'Eurostar pourra toujours circuler	122
En cas de Brexit sans accord, les opérateurs ferroviaires qui ne détiennent qu'une licence britannique ne pourront plus automatiquement circuler sur les voies de l'UE.....	122
Une compagnie détenue à 55 % par la SNCF.....	122
La France songe à se doter de moyens pour exercer son droit à la légitime défense dans l'espace	123
Engagement des armées sur le territoire national: relire l'Instruction ministérielle de 2017	125
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 21.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	125
Xi Jinping, Merkel et Juncker réunis à Paris mardi pour discuter commerce et climat.....	126
Xi Jinping en tournée européenne	126
L'effet de l'immigration sur l'emploi et les salaires	127
Si elle a en moyenne des effets négligeables, le niveau de qualification des personnes nouvellement entrées sur le territoire explique toutefois certaines disparités.	127
Lien entre population et emploi	127
Influence du contexte migratoire	128
Niveau de qualification et redistribution	129
La croissance française résiste mieux que prévu.....	130
La consommation reste le moteur de la croissance	130
Une inflation favorable	131
Investissement dynamique des entreprises	131
"Gilets jaunes" : un impact macroéconomique à relativiser	131
Des tensions internationales persistantes.....	132
À quel point sommes-nous dépendants de l'économie chinoise ?	132
• Commerce: la locomotive chinoise s'essouffle	133
• Investissements extérieurs: un aspect essentiel du développement	134

Des flux d'IDE chinois en forte hausse dans plusieurs nations en développement (en millions de dollars)



Données ONUCED

Infographie LE FIGARO

.....	135
• Dette: une arme à double tranchant.....	135
• Tourisme: une manne alléchante	135
La "Marche du siècle" : mobilisation historique contre le changement climatique.....	136
L'appel à manifester en faveur du climat et de la justice sociale a été très suivi. 145 000 personnes selon le ministère de l'Intérieur, 350 000 personnes selon les organisateurs, y ont participé.	136
Convergence entre lutte écologique et gilets jaunes	137

"Un avant et un après"	137
Acte XVIII des gilets jaunes : violents heurts à Paris, des commerces incendiés et pillés	138
237 personnes ont été interpellées dans la capitale au terme d'une journée agitée, entre heurts avec les forces de l'ordre, incendies et pillages.	138
Des heurts, des magasins pillés et incendiés	138
Un incendie important, 11 blessés légers	141
Philippe sur place, Macron quitte La Mongie	142
Ailleurs en France	143
EN IMAGES. Gilets jaunes. Saccages, pillages, incendies... Scènes de violences sur les Champs-Élysées	143
Le Fouquet's incendié	144
Incendie dans un immeuble, une mère et son bébé mis hors de danger	145
Christophe Castaner dénonce des « assassins »	146
Gilets jaunes. Le dispositif policier était-il suffisant face aux violences à Paris ?	146
Des dégâts importants	147
Des effectifs prévus en conséquence	148
Une stratégie de confinement	148
Les syndicats policiers mécontents	148
Violences à Paris. Des Gilets jaunes demandent « des comptes » à l'exécutif.....	149
Appel à la démission de Christophe Castaner	149
Gilets jaunes. « Ça fait peur de voir tout ça » : un samedi soir sur les Champs-Élysées saccagés	150
« On a un peu l'appétit coupé »	151
« Il y en a qui s'en mettent plein les poches »	151
Une odeur de brûlé	151
"Gilets jaunes" : Toute la chaîne de commandement examinée, dit Nunez	152
Castaner veut des poursuites contre Drouet et Nicolle, ce dernier lui répond	153
Le ministre de l'Intérieur a estimé que "la responsabilité financière" de ces deux leaders des gilets jaunes devait- être "engagée".	153
Gilets jaunes. Pour répondre aux violences et aux pillages, Philippe annonce une série de mesures	154
Philippe « assume » une stratégie plus risquée	155
Punir les « personnalités » qui encouragent les violences	155
« Un permis de casser »	155
Indignation générale devant les scènes de pillage et d'incendie	156
Manifestations des «gilets jaunes»: qu'est-ce que le «marquage codé» évoqué par le gouvernement?	156
• Qu'est-ce qu'on appelle un produit de marquages codés (PMC).....	157
• Quel est l'objectif de ces marqueurs ?	157
• Quand et comment les marqueurs codés vont-ils être utilisés ?	157
• Le marquage codé a-t-il déjà été utilisé ?.....	157
• Le marquage codé, preuve irréfutable lors d'un procès ?.....	158
Acte 19 des Gilets jaunes : Emmanuel Macron appelle l'armée en renfort pour assurer la sécurité	158
Ce qui est prévu pour l'acte 19	159
Les casseurs, combien de divisions?	160

La somme des activistes issus de l'ultra-gauche et de l'ultra-droite ne suffit pas à expliquer le nombre de personnes violentes dans les manifestations des «gilets jaunes».	160
Décompte des activistes issus de l'ultra-gauche.....	160
Les radicaux de droite grossissent-ils les rangs?.....	161
Un climat social propice à la radicalisation	161
Gilets Jaunes. 200 millions d'euros de dégradations, annonce Bruno Le Maire	162
Des « difficultés sérieuses pour des secteurs entiers de notre économie »	162
Jusqu'à 50% de pertes de chiffre d'affaires	162
«Gilets jaunes»: qu'est-ce que l'opération «Sentinelle» mobilisée ce samedi?.....	163
• Qu'est-ce que la mission «Sentinelle»?.....	163
• Pourquoi mobiliser les militaires de l'opération Sentinelle pour le 19 ^e samedi des «gilets jaunes» ?	164
• Quelles sont leurs prérogatives pour ce 19 ^e samedi de mobilisation des «gilets jaunes» ?	164
• Les réactions face à cette annonce	164
Préfecture de police de Paris : les raisons du limogeage de Michel Delpuech.....	165
L'usage des LBD au cœur des dissensions.....	165
Qui a donné les consignes de retenue ?	166
Christophe Castaner, tête de turc des gilets jaunes et de l'opposition	166
Le ministre de l'Intérieur, très affaibli par un bilan sécuritaire entaché par la crise des gilets jaunes, peine à sortir la tête hors de l'eau.	166
Les "fusibles" ne suffiront pas.....	167
La "doctrine" Castaner a trop tardé.....	167
Violences: ce qu'il faut retenir des auditions de Castaner et Le Maire au Sénat	168
Études de médecine : les députés votent la suppression du « numerus clausus »	170
Consensus à l'Assemblée	171
Une mesure de long terme	171
Incertitude sur les critères de sélection.....	171
Les pharmaciens autorisés à vendre certains médicaments sans ordonnance.....	171
Par exemple, des médicaments pour soigner les cystites ou les angines pourront être délivrés sans ordonnance.	171
Les réserves d'Agnès Buzyn	172
Les possibilités de vaccination des pharmaciens élargies	172
Paris : le passager du chauffeur ivre était un djihadiste recherché.....	173
« Préparation d'actes de terrorisme en région parisienne »	173
Cinq questions sur les enfants de jihadistes français qui viennent d'être rapatriés de Syrie.....	174
Qui sont-ils ?	174
Pourquoi ces enfants-là plutôt que d'autres ?.....	175
Comment s'est organisé leur rapatriement ?	175
Comment vont-ils ?	175
Que vont-ils devenir ?	175
Le djihadiste Peter Cherif mis en examen pour l'enlèvement de trois Français au Yémen	177
Proche des frères Kouachi	177

Tués, capturés ou revenants, où en sont les djihadistes français partis en Syrie?	177
Alors que le groupe État islamique est sur le point d'être rayé de la carte en Syrie, le sort des djihadistes français ayant rallié le «califat» concentre les attentions.....	177
Les frères Clain, «voix» des attentats de 2015 (tués)	178
Maxime Hauchard, le bourreau (tué)	178
Sabri Essid, l'agent de renseignement (exécuté)	179
Thomas Barnouin, le théologien (capturé)	179
Adrien Guihal, le propagandiste (capturé)	180
Emilie König, la recruteuse (capturée).....	180
Quentin Le Brun (capturé)	180
Les proches d'Amedy Coulibaly (sort inconnu).....	181
Omar Diaby, l'électron libre (capturé)	181
Jonathan Geffroy, le «repenti» (revenant)	182
Djebali, El-Baghdadi et Maurize, les déçus (revenants).....	182
GRANDE-BRETAGNE.....	182
PORTRAIT. Arlene Foster, la femme qui détient les clés du Brexit.....	182
À 16 ans, elle réchappe à un attentat.....	182
Caractère trempé.....	183
« Façonnée » par les attaques	183
Première ministre d'Irlande du Nord.....	183
Brexit: Le HuffPost britannique nous explique les scénarios possibles pour la suite	184
Alors qu'une semaine de votes consécutifs sur le Brexit s'achève, le temps est désormais aux prédictions sur les suites possibles.	184
	
Un Brexit sur le "modèle norvégien"?	184
La possibilité d'un second référendum?	184
Des pêcheurs remontent la rivière Tyne contre le report du Brexit.....	185
Brexit: la «gifle» de John Bercow à Theresa May	186
«Ramener le même texte devant la Chambre à l'infini»	186
Paralysée par une crise constitutionnelle, Theresa May demande un report du Brexit	187
L'UE avertit May : un report du Brexit n'est possible que si les députés britanniques approuvent l'accord	188
À neuf jours de la date fatidique du Brexit, Theresa May a demandé aux pays européens un report au 30 juin de la sortie du Royaume-Uni de l'UE	189
La France réclame une stratégie "crédible"	189
"Graves risques politiques et juridiques pour l'UE"	189
Macron fait monter la pression contre un report du Brexit	190
Brexit : plus de 1.100 milliards d'euros de transferts d'actifs depuis Londres	191

Dublin favorite pour les relocalisations	192
Brexit: Theresa May accepte les deux options de report proposées par l'UE	192
À huit jours de la sortie théorique du Royaume-Uni de l'Union européenne, les chefs d'État de l'UE affinent le plan B.	192
Theresa May proposait le 30 juin.....	193
La menace du "no deal" de plus en plus pressante	193
Plus d'un million de Britanniques signent une pétition contre le Brexit	194
Parmi les signataires, l'acteur Hugh Grant.....	194
« C'est maintenant ou jamais ».....	194
Brexit : les 10 pays qui seront les plus affectés par une sortie sans accord	195
10. Etats-Unis : - 0,03% en cas de Brexit sans accord (- 0% en cas de Brexit avec accord)	195
9. Espagne : - 0,6% (- 0,24%)	196
8. France : - 0,6% (- 0,28%)	196
7. Italie : - 0,6% (- 0,3%)	196
6. Pologne : - 0,8% (- 0,43%)	196
5. Allemagne : - 0,9 % (- 0,48%)	196
4. République tchèque : - 1% (- 0,66%).....	196
3. Belgique : - 1,1% (- 0,52%)	197
2. Pays-Bas : - 1,2% (- 0,51%)	197
1. Irlande : - 4,1% (- 1,4%)	197
Brexit. Douze questions pour comprendre où on en est.....	197
1- Que va-t-il se passer le 29 mars 2019 ?	197
2- Concrètement, de quel délai dispose Londres ?.....	198
3- Quels sont les scénarios possibles ?	198
4- Quelles conséquences pour les expatriés ?	198
5- Faudra-t-il bientôt un visa pour se rendre au Royaume-Uni ?	199
6- Comment en sommes-nous arrivés là ?.....	199
7- Qui a eu cette idée folle un jour d'amorcer le Brexit ?.....	199
8- Pourquoi les Britanniques ont-ils voté pour le Brexit ?	200
9- Aujourd'hui, que veulent les Britanniques ?.....	200
10- Pourquoi la frontière irlandaise agrège-t-elle toutes les peurs ?	201
11- En quoi consiste le « backstop » ?	201
12- Pourquoi les Britanniques ne veulent pas du « backstop » ?	201
Formation : le marché ASDOT revu par les Britanniques qui trouvent d'addition trop lourde.....	202
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 21.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	202
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 22.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	202
Un "bataillon" de Gurkhas en plus dans l'armée britannique	202
ITALIE.....	203
L'Italie saisit un navire humanitaire bloqué au large de Lampedusa.....	203

Bloqué au large de Lampedusa	203
NORVÈGE	204
La Norvège dit avoir des preuves sur le brouillage de signaux GPS par la Russie	204
UKRAINE	205
5 ans après l'annexion de la Crimée, les mensonges et les crimes russes continuent.....	205
La désoccupation de la Crimée et son retour à la souveraineté de l'Ukraine est un puissant impératif moral pour la communauté internationale	205
Élection présidentielle : l'Ukraine redoute les actions de Moscou.....	208
Kiev pointe les manœuvres russes destinées à déstabiliser l'élection du 31 mars. Parmi celles-ci, les cyberattaques et le rôle de politiciens pro-russes.....	208
Fédéralisation du pays	209
Plus de suffrages de la population russophone	209
MOYEN-ORIENT	210
ARABIE SAOUDITE	210
Le prince héritier saoudien a approuvé une campagne contre des dissidents, selon le New York Times	210
IRAK	211
Irak : un premier charnier exhumé dans le bastion des Yézidis décimés par Daech.....	211
En présence de la Prix Nobel Nadia Murad, l'ONU tente de faire la preuve d'un potentiel « génocide yézidi ». ...	211
Plusieurs centaines de victimes	211
Nadia Murad appelle à « faire rendre des comptes aux auteurs de crimes ».....	211
PALESTINE	212
Israël pilonne Gaza après des tirs de roquettes vers Tel-Aviv à un moment risqué.....	212
Gaza: des manifestations violemment réprimées	214
SYRIE.....	215
Les travailleurs humanitaires, cible privilégiée en Syrie	215
Syrie: la France en quête de précisions sur le plan américain	216
Les moyens stratégiques détenus par les États-Unis.....	217
Paris attend toujours des précisions sur les intentions américaines pour maintenir une présence militaire en Syrie	217
Trump et la force antidjihadiste annoncent la fin de l'État islamique en Syrie	219
Des milliers de djihadistes prisonniers.....	220
Même après avoir perdu son dernier bastion syrien, l'État islamique reste une menace	221
YÉMEN.....	223
Un tribunal demande à Berlin de vérifier la légalité des frappes réalisées par les drones américains au Yémen.....	223
Océanie	224
Australie	224
Cette carte montre dans quels pays les espèces sont les plus menacées	224
NOUVELLE ZÉLANDE.....	225
La Nouvelle-Zélande interdit les fusils d'assaut et continue d'inhumer les victimes des mosquées	225
« Toutes les armes semi-automatiques utilisées dans l'attaque terroriste de vendredi seront interdites dans ce pays »	226
« Arrêter la violence des armes »	226
Des centaines de personnes rassemblées	226
Tombes fraîches	226

Après la tuerie de Christchurch, des Néo-Zélandais rendent leurs armes	227
ORGANISATIONS INTERNATIONALES.....	230
CPI	230
Premières sanctions de Washington contre la Cour pénale internationale.....	230
G5 SAHEL.....	231
Des officiers supérieurs sahéliens de retour au Collège.....	231
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 20.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	231
OIF	232
[Tribune] Notre langue française pour dire le monde.....	232
Une langue d'émancipation et de liberté	233
Une langue de création et d'innovation	233
ONU.....	234
Un Guide pratique pour les pays contributeurs aux opérations de maintien de la paix.....	234
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 22.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	234
OTAN	235
Dépenses de défense: 7 pays dans les clous selon les chiffres de l'Otan (2011-2018)	235
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 17.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	235
L'Otan et la Géorgie lancent des manœuvres conjointes près de Tbilissi	236
Un premier drone HALE RQ-4 Global Hawk devrait être livré à l'Otan à partir de l'automne prochain.....	237
Le président Trump envisage l'adhésion du Brésil à l'Otan.....	238
Paris retoque l'idée de M. Trump consistant à faire adhérer le Brésil à l'Otan	239
RUSSIE	240
Russie : Déclarations contradictoires au sujet du déploiement de bombardiers Tu-22 en Crimée	240
Pour Moscou, les récents vols de bombardiers américains en Europe créent des « tensions supplémentaires ».....	241
SANTÉ.....	242
Des anti-vaccins harcèlent les parents d'enfants morts de la grippe	242
Sur Facebook, les personnes qui militent contre les vaccins accusent ces parents d'avoir eux-mêmes tué leurs enfants ou disent que ce sont les vaccins qui les ont tués.	242
Repérage des cibles et menaces	242
CANCER	243
Cancer : 1,4 million de décès prévus en 2019 dans l'Union européenne.....	243
Le cancer du poumon reste le plus meurtrier	243
DENGUE.....	244
Les renforts nationaux arrivent dans quelques jours	244
Dengue : 566 nouveaux cas recensés, 22 communes touchées.....	244
DIVERS.....	245
Oui, le syndrome du cœur brisé existe et il peut être aussi dangereux qu'un infarctus.....	245
Qu'est-ce que le syndrome du cœur brisé?.....	245
Aussi dangereux qu'un infarctus.....	246
PALUDISME	246
Un médicament pourrait rendre notre sang mortel pour les moustiques.....	246
Un espoir dans la lutte contre le paludisme.	246

Le bout du tunnel ?	247
ROUGEOLE	247
Au fond, le mouvement anti-vaccination est fondé sur la notion de privilège	247
Le virus de la rougeole se propage rapidement dans le monde, laissant des victimes dans son sillage, faute de vaccination.	247
Le refus des vaccins, une des dix plus grandes menaces au monde	247
La rougeole, un intérêt pour toute la société	248
Quand les gouvernements échouent à protéger leur population	248
Hausse du taux de refus de vaccination	249
La méfiance atteint les populations instruites et aisées.....	249
Rumeurs, scepticisme et trolls russes.....	250
Corrélation entre populisme et sentiment anti-vaccination	251
Aux États-Unis, la rougeole guérirait le cancer	251
TERRORISME	252
1 ^{ère} centurie, 2 ^e manipule	252
http://lemamouth.blogspot.com/ mardi 19 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	252
7 – OPEX.....	253
POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS	253
Point de situation des opérations du 15 au 21 mars	253
BARKHANE (SAHEL).....	257
BARKHANE : Le directeur central du service des essences des armées en visite à Barkhane	257
BARKHANE : Relève d'un CH-47 Chinook sur la base de Gao	258
BARKHANE : Préparation opérationnelle du poste de commandement interarmées par le CPOIA	259
BARKHANE : Le rehearsal, un incontournable dans la préparation d'une opération.....	260
BARKHANE : Lieutenant Lise, chef du détachement de transit interarmées.....	261
BARKHANE : Inauguration d'un « hub » de matériel des systèmes d'information et de communication	262
BARKHANE : Instruction anti-explosifs au profit des soldats maliens	263
BARKHANE : Les armuriers du détachement « chasse »	264
CHAMMAL (IRAK)	265
CHAMMAL : Sergent Denis, militaire du DETSIC engagé au Levant.....	265
CHAMMAL : Quatre ans de formation au bénéfice des troupes irakiennes.....	266
MISSIONS MARITIMES	267
Corymbe.....	267
CORYMBE : Le Mistral s'entraîne avec le Primauguet et la marine marocaine.....	267
Le PHA Mistral rentre de mission Corymbe 145	268
MISSIONS OTAN	269
Actualités OTAN	269
Un bilan record depuis 10 ans pour les chasseurs de mines de l'OTAN déployés en Manche	269
Bilan d'un an d'engagement opérationnel au sein de l'OTAN.....	270
MISSIONS DE L'UNION EUROPÉENNE	271
Mali	271
Les cours reprennent à Koulikoro	271
République Centrafricaine	272

EUTM-RCA : des instructeurs français forment un bataillon d'infanterie territorial centrafricain au combat rapproché	272
SOPHIA	272
Douze jours avant le clap de fin pour l'opération Sophia. Et toujours rien... ..	272
Un sous-marin portugais en Méditerranée	273
MISSIONS ONU.....	274
DAMAN (Liban)	274
DAMAN : Un concours de la francophonie au profit d'élèves Sud-Libanais	274
DAMAN : Début du 33 ^e mandat de l'opération de maintien de la paix au Liban	275
8 – MISSINT	275
VIGIPRATE RENFORCE (Sentinelle).....	275
"Gilets jaunes": le dispositif Sentinelle mobilisé samedi pour sécuriser des bâtiments	275
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 20.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	275
"Gilets jaunes": le dispositif Sentinelle mobilisé samedi pour sécuriser des bâtiments (actualisé).....	276
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 20.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	276
Les militaires de l'opération Sentinelle seront mobilisés pour la prochaine manifestation des « gilets jaunes »	276
Sentinelle se reprend un boulet à la patte	277
http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 20 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	277
Avec le 8 ^e RPIMa de Castres, au cœur de l'opération Sentinelle à Paris	278
« On est en totale immersion dans un flux constant et ininterrompu de population »	279
Le centre opérationnel (CO) : La partie « invisible » de Sentinelle.....	279
Colonel Debray : « Un groupement 100 % parachutiste »	280
Cacophonie, quand tu nous tiens	280
http://lemamouth.blogspot.com/ vendredi 22 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	280
Acte 19 des « gilets jaunes » : Les militaires ne feront pas de maintien de l'ordre, assure le ministère des Armées .	281
Acte 19 des « gilets jaunes » : Si leur vie est menacée, les militaires pourront aller jusqu'à ouvrir le feu	283
Gilets jaunes : la polémique enfle sur le recours à l'armée	284
Les oppositions vent debout.....	284
La décision de Macron bouscule les militaires	285
«Il risque d'y avoir des morts»	285
9 – Défense de par le Monde	286
10 – Nos Forces Armées.....	286
L'ANAJ-IHEDN est devenue "Les Jeunes IHEDN"	286
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 19.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	286
Pas de Flyboard en vol à Sofins	286
http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 20 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	286
a – Armée de Terre	286
Dans la peau d'un chauffeur de PPLOG sur Barkhane	287
Un soldat au service des autres	287
Un soldat engagé comme les autres	287
La logistique : un rôle essentiel.....	288
Une prime pour les chasseurs (mais pas que)	288

http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 20 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	288
L'armée de Terre au salon du livre 2019.....	289
L'atelier d'écriture de l'armée de Terre	289
Lieutenant-colonel Yann, auteur de Clausewitz et Sun Tzu (ed. Amiot)	290
Major Myriam, auteure des Larmes d'Aëlwynns (auto-édition)	290
Caporal Antonin, auteur d'Engagement (ed. Saint Honoré).....	291
Créé en 1995, le prix littéraire de l'armée de Terre - Erwan Bergot récompense chaque année une œuvre grand public, rédigée en français et honorant un exemple d'engagement, au service des valeurs de notre pays. Cette récompense littéraire tire son nom de l'ancien parachutiste et rédacteur en chef du journal de l'armée de Terre, Erwan Bergot connu pour ses ouvrages consacrés au patrimoine militaire. Ce prix a pour objet de promouvoir le travail des écrivains qui transmettent au public les valeurs de courage et de dévouement envers la nation. Pour le salon du livre, l'armée de Terre a mis à l'honneur son lauréat 2018, Nicolas Mingasson pour son œuvre Pilote de combat, focalisée sur l'expérience des pilotes d'hélicoptères durant la guerre d'Afghanistan.....	291
Quand les élèves sous-officiers se dépassent pour les blessés	291
La fraternité d'armes	292
50 militaires mobilisés pour l'ouverture de la 61e session du Conseil de la fonction militaire Terre	292
Deux principaux thèmes	292
Le CFMT se modernise	292
Et la suite ?.....	293
Plus de hauteur pour les troupes de montagne	293
Une loi de programmation militaire à hauteur d'homme	294
b – Marine Nationale	294
Création du réseau Jeanne Barret, une application concrète du plan mixité ministériel	294
Mobilisation maximale contre la pollution dans le golfe de Gascogne	295
Le Var a rejoint le SNMG2 en mer Ionienne	296
Le Primauguet s'entraîne avec l'US Navy.....	296
Sémaphore de la Hague, une rénovation d'ampleur.....	297
EN IMAGES. Brest. Dernier retour de mission pour la frégate Primauguet.....	298
Selon le commandant de la force d'action navale, un nouveau porte-avions coûterait au moins 5 milliards d'euros.....	299
Dernier déploiement pour la frégate anti sous-marine Primauguet.....	301
La lutte contre la pollution se poursuit dans le golfe de Gascogne.....	301
c – Armée de l'Air	302
Le CPA 30 devrait intégrer le COS	302
Période militaire d'initiation et de perfectionnement à la Défense nationale à Nancy	302
Ejection d'un passager sur un Rafale à Saint-Dizier.....	304
http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 20 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	304
Ejection imprévue d'un passager civil ayant pris place à bord d'un Rafale B.....	304
Quatre questions sur l'éjection accidentelle du passager d'un avion de chasse Rafale au décollage	305
Que s'est-il passé ?.....	305
Éjection : quelle est la procédure ?	306
Pourquoi le passager s'est-il blessé ?.....	306
Y a-t-il eu des précédents ?	306
Préparation opérationnelle interarmées	306
Un tutorat Plan égalité des chances à l'École de l'air	308
Concert de gala de la Musique de l'air.....	309

Des avions de l'US Air Force sur la BA 123 d'Orléans	310
Le Phénix officiellement navigable	311
9 millions de \$: c'est le coût de la facture pour armer les drones Reaper français.....	311
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 23.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	311
d – Gendarmerie Nationale.....	312
Le centre de coopération policière et douanière de Kehl a fêté ses 20 ans !.....	312
20 ans d'échanges d'informations	312
20 ans de lutte contre la délinquance.....	313
Dix autres CCPD à la frontière française	313
Graves incidents samedi à Paris : les gendarmes réagissent et proposent !.....	314
L'association de golf de la police nationale remet 13 175 euros à la gendarmerie	317
Du golf solidaire	318
3 millions d'euros redistribués en 2018 par la Fondation	318
Après les Champs-Élysées, des gendarmes accusent	318
Formation des élèves gendarmes : des changements dans les matières et les coefficients.....	320
Les black blocs, fer de lance des violences lors des manifestations de Gilets jaunes	322
Concours de sous-officier de Gendarmerie d'octobre 2019 : les dates et les modalités	323
Un avocat menace de saisir le juge d'application des peines si Dettinger n'indemnise pas les victimes!	327
e – Service de Santé	328
Interview de Mickaël, kiné du SSA	328
Histoire : le concept du barbier-chirurgien.....	329
Réinsertion des blessés psychiques : la recherche avance	330
Conseils de chercheurs à l'HIA Bégin pour la journée du sommeil	331
Concours externe sur titres : Devenez aides-soignants civils du ministère des armées !	333
f – Renseignement	333
g – Cybersécurité	333
Le coup d'envoi de la sixième édition de l'exercice de cyberdéfense DEFNET a été donné	333
DEFNET 2019 : s'entraîner au combat numérique	334
h – Service du commissariat des armées	335
Fort Lee 2019 : ils sont champions du monde !	335
Au Joint Culinary Training Exercise 2019, l'USMC l'emporte mais la France remporte la palme des nations	336
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 19.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	336
i - Service des essences des armées.....	337
La base pétrolière interarmées a 25 ans !	337
Le service des essences des armées obtient la certification ISO 9001	338
j - Forces Prépositionnées	338
Forces de Souveraineté.....	338
FANC : Coopération franco-fidjienne pour le P400 "La Glorieuse"	338
FAPF : Le « Prairial » en mission dans le Pacifique	339
FAZSOI : Les militaires du 2 ^e RPIMa portent secours à un randonneur	340
FAZSOI : Le patrouilleur Le Malin à Cape Town	341
Forces de Présence	341
FFCI : Exercice amphibie en République de Côte d'Ivoire	341
FFCI : le retour des Fennec sur le camp de Port-Bouët	342
FFDj : Le président de la République accueilli sur la base aérienne 188 à Djibouti.....	343
FFDj : Rétrocession d'un bâtiment d'habitation aux autorités djiboutiennes.....	344
EFG: Stage « initiateur tir de combat » pour les forces armées camerounaises	344

EFS : Formation au logiciel QGIS pour les militaires ivoiriens.....	345
k - Réserves	346
Six nouvelles conventions de soutien à la politique de réserve	346
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 19.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	346
l - D.G.A.	346
Le ministère des Armées salue le choix d'une offre industrielle française pour équiper les marines belge et néerlandaise dans la lutte contre les mines	347
Le Missile Moyenne Portée qualifié pour opérer dans des conditions de froid extrême	347
La DGA évalue la future optronique du Tigre	348
Une innovation va rendre encore plus performant l'hélicoptère d'attaque Tigre	349
11 – France : Armements & Industries	350
Bourse	350
Les profits du CAC 40 en baisse mais pas pour tout le monde	350
Commerce	351
Avec un "hard Brexit", le commerce extérieur serait fortement pénalisé	351
Un coût de 1,7% sur le PIB en cas de "hard Brexit"	351
Le secteur agroalimentaire en première ligne.....	352
Finances	352
Réforme des retraites: la mise en garde des experts	352
Envol de la dette privée : Bercy somme les banques de faire des réserves.....	353
"Incompréhension" des banques.....	354
Impôts : vers la fin de la déclaration de revenus	354
La taxe Gafa concerne 26 entreprises en France.....	355
Les entreprises concernées, selon l'activité (certaines sont présentes dans plusieurs activités):	355
Un calendrier de mise en place rapide	356
Les pistes pour augmenter à nouveau la taxe carbone sans heurter les «gilets jaunes»	356
Une taxe plus juste et équitable	357
Suppression des exonérations pour certains secteurs	357
Le retour de la «taxe carbone flottante».....	357
Entre défiance et méconnaissance, les Français ont un rapport compliqué à l'argent et aux banques	358
Posture prudente, jeunes tentés par les crypto-actifs	358
« Confiance mitigée » à l'égard des banques	359
Industries	360
Le gaz naturel n'est pas celui qu'on croit.....	360
Industries d'armement	361
Futurs missiles antinavires et de croisière : jusqu'ici tout va bien entre Paris et Londres	361
Mais, parce qu'il y a un mais.....	361
Supersonique ou furtivité ?.....	362
Un concurrent de plus pour le VBAE.....	362
http://lemamouth.blogspot.com/ mardi 19 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	362
MBDA, qui fête ses 18 ans, est en pleine croissance	363
Commandes domestiques en hausse	363
Année de croissance en 2019	364

Futurs missiles antinavires et de croisière : jusqu'ici tout va bien entre Paris et Londres	364
Mais, parce qu'il y a un mais.....	365
Supersonique ou furtivité?	365
MBDA poursuit sa croissance.....	366
Le développement du successeur des missiles SCALP, Exocet et Harpoon a franchi une étape.....	367
Comment Nexter se défend face à ses rivaux.....	368
7,7 milliards de carnet commande	368
Des prévisions prometteuses.....	368
Appontage automatique d'un drone sur un drone.....	369
http://lemamouth.blogspot.com/ vendredi 22 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	369
Technologie.....	369
Record mondial : Thales a développé le laser le plus puissant au monde	369
Une équipe franco-roumaine.....	370
Technologie numérique	370
Podcast : en plein boom, la plateforme suédoise Acast veut conquérir la France.....	370
Faciliter la monétisation des podcasts.....	371
70,2 millions de dollars levés depuis 2014	371
Transports	371
L'alliance Renault-Nissan doit simplifier sa gouvernance, déclare Senard.....	371
Aéroport : Orly-Ouest et Orly-Sud s'effacent au profit d'un terminal unique.....	372
Un seul terminal à partir de mi-avril.....	372
Capacité de plus 40 millions de passagers.....	373
Les low-cost représentent 40% du trafic	373
Airbus reçoit une commande de 17 A350 de la compagnie Starlux Airlines	373
Corsair mise sur une flotte 100% Airbus pour s'assurer un avenir	374
TUI a procédé à une nouvelle recapitalisation avant de partir.....	374
Rachat de trois B747 à TUI.....	375
Un plan de développement ambitieux	375
Plus de sièges dans les classes "affaires" et "premium"	375
Les salariés détiennent 20% du capital.....	375
12 – Le Monde : Modernisations & Équipements	376
Généralités.....	376
« Le ticket restaurant papier va disparaître d'ici 3 ans » selon Edenred	376
Investissement de 100 millions par an dans le digital	376
Des synergies opérationnelles avec les startups	377
Commerce	377
Trump est-il en train de gagner la guerre économique contre Xi Jinping ?.....	377
Alors que les négociations continuent, Trump maintient les droits de douane punitifs à l'encontre de la Chine, qui plie.....	377
La Chine en baisse de croissance	378
Lenteur du processus de décision chinois	378
Un «plan de bataille» pour doper l'activité en Chine	379

L'affaire Huawei, un levier politique	379
Les négociations se poursuivent	380
Finances	381
La Fed envisage une longue période de «patience» sur la hausse des taux	381
Journée banale à Wall Street	381
Industries d'armement	382
L'industrie allemande de l'armement critique la politique de Berlin en matière de défense.....	382
Transports	383
Le Boeing 737 MAX, l'avion qu'Airbus a poussé à faire	383
Montée et descentes irrégulières pendant la phase de montée.....	384
Le MCAS dans le viseur	384
Vers une enquête sur la certification du B 737 MAX.....	385
Airbus a dicté sa stratégie	385
La guerre éclair d'Airbus en 2011	385
4 problèmes à l'origine des deux crashes du Boeing 737 MAX	386
Y a-t-il eu précipitation de la part de Boeing lors du lancement du MAX?	386
Problème 1: le pilote n'est pas seul aux commandes.....	386
Problème 2: le MCAS n'utilise qu'une seule sonde pour s'activer.....	386
Problème 3: le MCAS est quatre fois plus rapide que prévu	387
Problème 4: Boeing certifie tout seul une partie de ses avions	387
Tous les Boeing 737 MAX seront désormais équipés d'un signal d'alerte.....	387
Après le crash d'un avion d'Ethiopian Airlines, le constructeur aéronautique a été sommé d'améliorer son système anti-décrochage MCAS.....	387
Un instrument qui aurait dû "être la norme"	388
Jusqu'ici payant, le signal sera gratuit	388
La production de 737 MAX ralentie pendant 3 jours.....	389
Au moment du crash du Boeing de la compagnie Lion Air, les pilotes cherchaient le manuel d'utilisation	389
Manuel introuvable.....	389
13 – Rubriques divers (Conférences, etc)	390
Conférences	390
Le 3 avril, "Europe de la défense : statu quo ou relance ?"	390
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 20.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	390
Salons	391
Salon du Bourget 2019 avec Air et Cosmos magazine le 14 juin	391
14 – Livres & Publications	392
15 – Société	392
Sciences.....	392
Le plan complètement fou pour refroidir la planète	392
Selon des scientifiques, répandre du carbonate de calcium par avion pourrait réduire de moitié l'augmentation de la température mondiale.....	392
Une technique peu coûteuse mais risquée.....	392

Une découverte étonnante sur les pics de radioactivité à Fukushima	393
Pour limiter le réchauffement climatique, des chercheurs d'Harvard veulent renvoyer des rayons du Soleil dans l'espace	394
Plus d'eau, moins d'ouragans	395
Océan Arctique	396
La hausse des températures en Arctique est désormais inévitable	396
Même si l'accord de Paris est respecté, les températures en Arctique devraient augmenter entre 3 et 5 degrés, selon un rapport de l'ONU. Avec des conséquences désastreuses pour la planète.....	396
Quatre millions d'habitants directement menacés	396
Acidification de l'océan Arctique	397
Océan Indien	397
Lutte contre la dengue : Qui sont ces renforts nationaux qui vont débarquer sur l'île ?	397
Océan Pacifique	399
Une énorme explosion de météorite détectée 3 mois après au large de la Russie	399
L'explosion qui s'est produite au-dessus de la mer de Béring est la deuxième plus puissante enregistrée ces trente dernières années.....	399
La Nasa à la recherche d'images de l'explosion	399
16 – Vie de l'UOROI.....	400

1 – Lois et décrets

PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR

Décret du 18 mars 2019 portant nomination

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038250090&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret du 20 mars 2019 relatif à la discipline des membres de la Légion d'honneur (Accès protégé)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038257635&dateTexte=&categorieLien=id>

ORDRE NATIONAL DU MERITE

Décret du 18 mars 2019 portant nomination dans l'ordre national du Mérite

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038242699&dateTexte=&categorieLien=id>

PREMIER MINISTRE

Arrêté du 21 mars 2019 portant application, dans les juridictions financières, du décret n° 2016-1073 du 3 août 2016 relatif à la mise à disposition et à la conservation sur support électronique des bulletins de paye et de solde des agents civils de l'Etat, des magistrats et des militaires

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038260893&dateTexte=&categorieLien=id>



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 20 février 2019 modifiant l'arrêté du 1er février 2019 portant attribution de la qualité d'officier de police judiciaire à des militaires de la gendarmerie nationale

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038235184&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret du 18 mars 2019 portant affectation d'officiers généraux

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038243073&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 21 mars 2019 modifiant l'arrêté du 27 avril 2011 modifié fixant les programmes, les conditions d'organisation et de déroulement ainsi que les coefficients attribués aux différentes épreuves des concours prévus à l'article 13-1 du décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038257831&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 21 mars 2019 autorisant l'ouverture de concours pour le recrutement de sous-officiers de gendarmerie (session d'octobre 2019)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038257839&dateTexte=&categorieLien=id>

MINISTÈRE DES ARMÉES

Décret n° 2019-193 du 15 mars 2019 modifiant le décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 portant statut particulier du corps des officiers des armes de l'armée de terre

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038234637&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret n° 2019-194 du 15 mars 2019 portant statut particulier des officiers du corps technique et administratif de l'armée de terre

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038234678&dateTexte=&categorieLien=id>

Avis de concours sur titres pour le recrutement d'élèves en vue d'une admission à l'école d'enseignement technique de l'armée de l'air - formation au certificat d'aptitude professionnelle aéronautique, options systèmes (concours 2019)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038235475&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 6 mars 2019 fixant la composition du jury des concours externe et interne de recrutement d'assistants de service social des administrations de l'Etat au sein du ministère de la défense

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038242839&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 13 mars 2019 fixant les taux d'avancement de groupe applicables aux personnels à statut ouvrier du ministère des armées au titre des années 2019 à 2021

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038242848&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 1er mars 2019 portant nomination au comité ministériel d'audit interne

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038243056&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret du 18 mars 2019 portant promotion dans l'armée active au titre de la promotion fonctionnelle

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038250388&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret du 18 mars 2019 portant nomination dans la réserve opérationnelle

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038250390&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 13 mars 2019 portant attribution du brevet technique d'études militaires supérieures

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038250396&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 6 février 2019 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2014 relatif à l'organisation et au fonctionnement du contrôle général des armées

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038252033&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 14 mars 2019 modifiant l'arrêté du 23 mai 2016 fixant les conditions de déroulement de la période de formation initiale des militaires engagés en qualité d'élèves gendarmes

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038252055&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 13 mars 2019 modifiant l'arrêté du 26 juin 2018 portant nomination au conseil pris en application de l'article L. 4139-15-1 du code de la défense

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038261408&dateTexte=&categorieLien=id>

2 – Nécrologies & Mémoires

Décès du colonel (h) Roger Vienne

Association GORL mercredi 20 mars 2019

J'ai le regret de vous annoncer le décès du Colonel (H) Roger VIENNE, membre du GORL, ancien président national de l'UNOR.

Il est décédé le lundi 18 Mars 2019 à l'âge de 89 ans.

Ses funérailles auront lieu le samedi 23 Mars à 11h00 en l'église Saint Vincent, place du général de Gaulle à Marcq en Baroeul

C.V. (H) Marc DESTOMBES
GORL

3 – Décorations & Commémorations

Une commémoration à relocaliser

<http://lemamouth.blogspot.com/> dimanche 17 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

La demande vient d'un des trois survivants du **1^{er} bataillon de fusiliers marins commandos, Léon Gautier** : c'est à Colleville-Montgomery, où le Commando a débarqué, et non à Ouistreham, qu'il faut commémorer les 75 ans du débarquement de Normandie. Pour l'instant, c'est à Ouistreham que la force des fusiliers et commandos a prévu sa cérémonie.

Le vétéran, longtemps très actif sur le front de la mémoire -notamment avec les scolaires- tient à ce que l'histoire soit au rendez-vous pour cet anniversaire, sans doute le dernier à attirer politiques, vétérans et leurs familles.

C'est à Colleville, à quelques mètres de la plage du débarquement, que les fusiliers et commandos tiennent régulièrement leur cérémonie de tradition (comme d'ailleurs l'an dernier avec **Geneviève Darrieussecq**), sous l'oeil de **Bill Millin** statufié, le piper de **Lord Lovat**, patron des commandos britanniques, qui avait les Français sous sa responsabilité en juin 1944.

Les commémorations ne sont pas toujours un long fleuve tranquille. Les familles du 1er BFMC avaient déjà dit leur opposition à un concert de rock, prévu en juin prochain, finalement annulé. A cela, en juin, il faudra ajouter une sécurité à toute épreuve pour garantir celle des chefs d'Etat et de gouvernement, ce qui risque d'enlever pas mal d'authenticité à l'évènement.

4 – Autorités, États-Majors

Ministre

Mme Parly : « La clause de solidarité de l'Otan est l'article 5, pas l'article F-35 »

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 18 mars 2019



Se trouvant actuellement à Washington où elle rencontrera le chef du Pentagone par intérim, Patrick Shanahan, pour évoquer la suite des opérations en Syrie, la ministre des Armées, Florence Parly, a été invitée, ce 18 mars, à s'exprimer devant le groupe de réflexion Atlantic Council, spécialisé dans les relations internationales. Une occasion pour remettre les pendules à l'heure avec l'administration Trump.

Dans un premier temps, Mme Parly a souligné combien l'Alliance transatlantique est plus que jamais « importante », compte tenu de l'évolution de la situation mondiale. Et de rappeler que les États-Unis ont toujours été présents aux moments les plus critiques de l'histoire européenne, en particulier durant les deux guerres mondiales et la guerre froide.

« En ce qui concerne la France, nous croyons aux faits. Et, jusqu'à présent, les faits parlent du fantastique engagement des États-Unis envers la sécurité européenne : le Congrès a alloué des milliards de dollars à l'«European deterrence initiative», des milliers de soldats américains sont présents dans bon nombre de pays européens, les États-Unis ont soutenu la présence avancée renforcée dans le cadre de la posture de dissuasion de l'Otan à l'Est », a rappelé Mme Parly.

Et d'insister : « Nous avons donc mille raisons de remercier les États-Unis. Et la France peut-être plus que beaucoup d'autres » au regard du soutien américain aux opérations en Afrique et au Proche-Orient. Et sans les États-Unis, a continué la ministre française, « notre capacité à vaincre le terrorisme et à protéger notre sécurité serait considérablement réduite. »

Seulement, « cet engagement américain sera-t-il éternel? Devrions-nous supposer que cela va continuer comme ce fut le cas au cours des 70 dernières années? », a ensuite demandé Mme Parly.

« Les Européens observent les événements récents et constatent que la sécurité en Europe a été mise à rude épreuve. En 2008, la Géorgie a été déchirée en morceaux. En 2014, ce fut le tour de l'Ukraine. Ainsi, lorsque les Européens ont appris, en juillet à l'Otan, que si leurs dépenses de défense ne passaient pas à 2% du PIB, les États-Unis suivraient leur propre chemin, ils n'ont pas été rassurés. Et ils se demandent si l'impensable pourrait se produire », a-t-elle expliqué.

Pour rappel, lors du dernier sommet de l'Otan, à Bruxelles, en juillet 2018, le président Trump avait insisté sur la hausse des dépenses militaires des pays européens. Et il fit même monter les enchères, estimant qu'elles devaient représenter non pas 2% mais 4% du PIB.

Quoi qu'il en soit, Mme Parly a donc plaidé en faveur d'une autonomie stratégique européenne, laquelle passe par un investissement dans les capacités clés et la consolidation de la base industrielle de défense du Vieux Continent. Car, a-t-elle fait valoir, « une Europe forte n'est pas synonyme d'un lien transatlantique distendu », d'autant plus que, des deux côtés de l'Atlantique, on partage les mêmes valeurs tout en faisant face aux mêmes menaces et défis. Seulement, comme l'a déjà dit le président Macron, « être un allié ne signifie pas être un vassal ».

Or, cet objectif visant à atteindre une autonomie européenne a aussi été critiquée par le chef de la Maison Blanche. « Le président Macron vient de suggérer que l'Europe construise sa propre armée pour se protéger contre les États-Unis, la Chine et la Russie. Très insultant mais peut-être que l'Europe devrait d'abord payer sa part à l'Otan que les États-Unis subventionnent largement! », avait-il « twitté », peu avant d'arriver à Paris pour les commémorations du centenaire de l'armistice du 11-Novembre.

D'où la « pique » envoyée par Mme Parly. Ayant défendu l'idée que les Européens se doivent de développer leurs propres capacités chaque fois que cela est possible, elle a nié toute volonté de « protectionnisme ».

« La Belgique achète des F-35, la Suède achète des batteries Patriot. La Pologne achète des systèmes HIMARS. L'Europe a le marché de l'armement le plus ouvert », a relevé Mme Parly. « Personnellement, je suis plus préoccupé par l'idée selon laquelle la solidarité au sein de l'Otan pourrait être subordonnée à des alliés qui achèteraient tel ou tel équipement », a-t-elle dit.

Et, une fois encore, d'insister : « L'alliance devrait être inconditionnelle, sinon ce n'est pas une alliance. La clause de solidarité de l'Otan est l'article 5, pas l'article F-35 », en faisant référence au Traité de l'Atlantique-Nord.

Par ailleurs, Mme Parly a fait valoir que la France est actuellement le « le partenaire militaire le plus solide des États-Unis » [ce qui ne devrait pas plaire à Londres... même si James Mattis, l'ex-chef du Pentagone, l'avait déjà sous-entendu...]. « Mais dans le même temps, la France a toujours veillé à tracer sa propre route en affaires diplomatiques et stratégiques », a ajouté la ministre.

Mme Parly annonce aux Chasseurs alpins l'instauration d'une prime de technicité de haute montagne

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 22 mars 2019



La ministre des Armées, Florence Parly, n'est pas venue les mains vides à Annecy, où elle a rencontré le personnel du 27^e Bataillon de Chasseurs alpins [BCA], le 21 mars. En effet, à cette occasion, elle a annoncé l'instauration d'une « prime de technicité de haute montagne » [PTHM], pour laquelle une enveloppe de 25 millions d'euros a été prévue dans le cadre de la Loi de programmation militaire [LPM] 2019-25.

« Annoncée il y a 10 ans, elle n'a cessé d'être repoussée. Aujourd'hui, elle devient une réalité : la prime de technicité de haute montagne récompense les qualités hors-normes et la responsabilité de ceux qui assurent notre sécurité en montagne », a expliqué la ministre.

En effet, servir au sein d'une unité de montagne, que l'on soit chasseur alpin ou légionnaire au 2^e Régiment Étranger du Génie [REG], est exigeant. Les combattants de ces unités sont d'ailleurs tous détenteurs du brevet d'alpiniste militaire [BAM] et du brevet de ski militaire [BSM]. Les meilleurs d'entre-eux ont la possibilité de devenir chef d'équipe de haute-montagne. Quant aux

officiers et sous-officiers, ils peuvent obtenir un brevet de chef de détachement de haute montagne, à l'issue d'un stage de 6 mois à l'École militaire de haute montagne [EMHM].

En outre, comme le souligne l'armée de Terre, si le métier militaire suppose, au combat, une « prise de responsabilité exorbitante du droit commun », cette dernière est accrue en montagne, étant donné les particularités et l'hostilité de ce milieu. En outre, poursuit-elle, « l'entraînement y comporte autant de risque que l'engagement opérationnel. » Et l'actualité de ces dernières années l'a malheureusement démontré.

Pour résumer, la « spécificité 'Montagne » se définit comme l'ensemble des aptitudes morales, physiques, techniques et tactique, qu'elles soient individuelles ou collectives, à vivre, se déplacer et combattre dans un milieu caractérisé par un relief élevé ou accidenté et dans des conditions climatiques extrêmes. »

D'où l'instauration de cette « prime de technicité de haute montagne », qui vise à reconnaître « la valeur spécifique des qualifications requises, la responsabilité qui en résulte et la particularité du milieu montagnard comme facteur de risque. »

Selon les annonces de Mme Parly, le montant de la PTHM est relativement conséquent puisqu'un chef d'équipe de haute montagne percevra mensuellement 115 euros de plus tandis que les guides de haute montagne verront leur solde augmenter de 350 euros.

CEMA

Ouverture du SIGEM 2019 par le Chef d'état-major des armées

Mise à jour : 18/03/2019

Le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA), est intervenu ce matin à l'Ecole militaire en ouverture du séminaire interarmées des grandes écoles militaires (SIGEM). Celui-ci se tient du 18 au 22 mars 2019 avec pour thème, cette année : « L'officier au service de la Nation dans le monde du XXI^e siècle ».

Dans son adresse aux futurs « jeunes chefs » militaires, le CEMA a insisté sur la singularité de ce métier, l'éthique et la disponibilité.

D'abord, en préambule : « [...] vous avez en commun d'être au seuil d'une période de service, d'action, de mise en œuvre. Vous serez au contact, en charge de la conduite de l'action. [...] Ce séminaire a pour objet de vous éveiller entre autres à la singularité de l'état militaire que vous vivez de manière plus ou moins consciente. »

Ensuite, autour de questions qui permettront aux élèves-officiers présents de nourrir leur réflexion personnelle et le questionnement qui pourra en naître : Êtes-vous prêts :

- A exercer un métier singulier
- à commander,
- à faire confiance ?

Enfin, en conclusion : « [...] Ce que j'attends de vous, c'est que vous vous posiez ces questions durant tout le temps de votre formation pour arriver fin prêts à exercer vos responsabilités de jeune officier. [...] »

Le SIGEM 2019 rassemble près de 600 élèves-officiers issus de 10 grandes écoles militaires et vise à donner aux futurs cadres des armées, directions et services, une première expérience de brassage interarmées, à leur permettre d'aiguiser leur réflexion sur le sens de leur engagement et à acquérir un embryon de culture commune sur l'outil de défense, sur les responsabilités de commandement et l'environnement complexe dans lequel ils évolueront.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Plan Stratégique des armées 2019-2021

Mise à jour : 22/03/2019

La vision stratégique « *Pour une singularité positive* » fixe mon ambition pour les armées que je veux puissantes, inspirantes et fortes dans leur mode de pensée, fluides dans leur fonctionnement et dotées de capacités de combat les plus modernes.

Cette ambition s'inscrit en totale cohérence avec le projet porté par la ministre des armées. Elle bénéficie de l'effort consacré par la Loi de programmation militaire 2019-2025 qui donne aux armées les moyens de corriger leurs fragilités, de se moderniser et de consolider les réformes.

Pour donner à cette vision une traduction concrète, rapide et pertinente, je sais pouvoir compter sur la mobilisation active de l'ensemble du personnel militaire et civil des armées, des directions et des services placés sous mon autorité et sur l'appui des directions du SGA et du DGA.

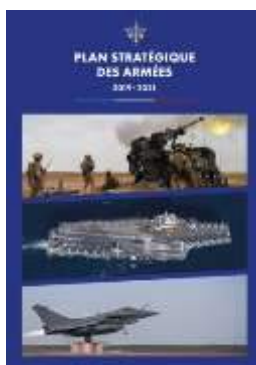
Pour être pleinement acteur de cette dynamique de changement, chacun doit avoir une connaissance fine des grands objectifs à atteindre. Tel est l'objet de ce plan stratégique, véritable guide pour l'action pour la période 2019-2021.

Ces trois années sont, en effet, déterminantes pour la réparation de nos armées et la préparation de l'actualisation de la loi de programmation militaire. Elles doivent permettre de créer collectivement les conditions d'un emploi optimisé des ressources par la recherche d'un nouvel équilibre respectueux des principes qui garantissent l'efficacité des armées.

Tous nos travaux devront être abordés avec le triple souci de l'affirmation de la singularité des armées, de la recherche de la performance et de la promotion de la subsidiarité. La finalité reste inchangée : permettre à la France de peser, tenir son rang et défendre ses intérêts par l'excellence opérationnelle.

Général d'armée François Lecointre
Chef d'état-major des armées

- Télécharger le plan stratégique des armées <https://www.defense.gouv.fr/ema/chef-d-etat-major-des-armees/actualite/plan-strategique-des-armees-2019-2021>



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Le CEMAA en visite à l'école de formation des sous-officiers de l'Armée de l'air

Mise à jour : 18/03/2019 – Direction : Armée de l'air

Mardi 12 mars 2019, l'école de formation des sous-officiers de l'Armée de l'air (EFSOAA) a eu l'honneur de recevoir le général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'Armée de l'air (CEMAA) et le général Alain Ferran, directeur des ressources humaines de l'Armée de l'air (DRHAA).



Accueilli par le général Manuel Alvarez, commandant l'EFSOAA, le CEMAA et les hautes autorités ont enchaîné les rencontres avec les cadres et les élèves sous-officiers tout au long d'une «journée ordinaire à Rochefort».

Le général Lavigne a assisté au traditionnel «amphi garnison» d'une promotion de techniciens des systèmes et supports de télécommunication (SIC). Moment important dans la carrière des jeunes sous-officiers en fin de formation, ils ont scellé leur avenir en choisissant leur base d'affectation suivant leur classement dans la promotion. *«Vous êtes maintenant des aviateurs, vous avez acquis dans cette école de Rochefort notre ADN : agilité, précision, audace et passion»*, a notamment déclaré le CEMAA aux nouveaux sous-officiers. Le général Lavigne a également pu apprécier le temps d'avance dont l'école peut se prévaloir dans le domaine de la pédagogie en visitant le centre expert de la formation pédagogique, véritable référent national dans le domaine de l'ingénierie de formation et dans l'élaboration des aides pédagogiques multimédia. Il a ainsi pu se mettre dans la peau d'un élève et découvrir les possibilités offertes par le campus numérique de Rochefort. Il a ensuite rencontré les élèves sous-officiers en formation militaire initiale et suivi une démonstration de technique d'intervention opérationnelle rapprochée, d'instruction sur le tir au combat et de sauvetage au combat.



Dans l'après-midi, les trois premiers élèves sous-officiers et l'élève le plus méritant de la compagnie 2018-43 de l'escadron de formation militaire se sont vus remettre par le CEMAA, le DRHAA et le général Alvarez leur certificat d'aptitude militaire et le carnet de l'aviateur. Certificat qui clôt les quatre mois de formation militaire initiale de tous les sous-officiers de l'Armée de l'air, qui tous sont formés à Rochefort. *«Je compte sur vous et sur votre engagement à servir la France, avec abnégation, générosité, enthousiasme et esprit d'équipe. En retour, vous pouvez compter sur moi»*, a indiqué le CEMAA à l'attention des nouveaux aviateurs. Au terme de cette journée rochefortaise, le CEMAA a pu apprécier l'amélioration des conditions de vie des élèves en visitant des chambres rénovées dans le cadre du projet « Rêve ta chambre ». Il a conclu sa visite par une ultime rencontre avec les élèves et les instructeurs de spécialité vecteur en travaux pratiques de synthèse à l'escadron de formation à la maintenance aéronautique de défense.



L'école de formation des sous-officiers de l'Armée de l'air forme 60% des aviateurs. 25 000 sous-officiers sur 43 000 militaires de l'Armée de l'air en service actuellement sont forcément passés par l'école de formation des sous-officiers de l'Armée de l'air avant d'être engagés dans les forces. Véritable pilier de l'engagement opérationnel de l'Armée de l'air, l'EFSOAA forme 100% des spécialistes à la maintenance aéronautique de toutes les armées et de la gendarmerie, soit plus de 6300 élèves et stagiaires par an.

Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

DGGN/Gendarmerie Nationale

Le général Lizurey transforme la “Feuille de route” en “Cap Modernisation”

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 19 mars 2019 A la une, Brèves, Vie des personnels D.C



Le général d'armée Richard Lizurey, directeur général de la Gendarmerie le 10 janvier à Paris
(Ph:M.GUYOT/ESSOR)



Le logo de Cap Modernisation. Résolument moderne et connecté.

Créée il y a six ans par l'ancien directeur général, le général d'armée Denis Favier, la “Feuille de route” vit ses dernières heures. Du moins pour son appellation et son application.

Le général Richard Lizurey annonce en effet sur son blog publié sur les supports internes de l'Arme le changement de nom et l'évolution de cet ordre de mouvement dont il dresse un *“bilan très positif avec de nombreuses avancées réalisées à cette occasion et qui sont à présent complètement intégrées dans notre quotidien”*.

*“Cette feuille de route a connu un immense succès grâce à sa méthode participative, source de bon sens, d'innovation et de dynamisme et aujourd'hui, fidèle à la volonté d'inscrire dans la durée ce processus d'introspection continue, et tirant les enseignements des années passées, la Feuille de route évolue pour devenir **Cap Modernisation**”* écrit le directeur général. *“Plus qu'un simple changement de nom, c'est un moyen de consacrer le principe d'une modernisation permanente”,* ajoute le DG qui promet *“de tout mettre en œuvre pour qu'il n'y ait pas de changement et de simplification à plusieurs vitesses.”*

“Une campagne des irritants”

Le général Lizurey veut aussi *“s'attaquer sans tarder aux questions qui fâchent”*. Il annonce le lancement pour un mois d'une *“campagne des irritants”* dont l'objectif est de dresser *“la photographie des points de blocage ou des lenteurs administratives que nous pouvons encore rencontrer en interne”*.

Les gendarmes disposent ainsi d'une hotline dédiée pour signaler ces *“irritants”*.

“Les mesures correctrices identifiées pour y remédier” seront présentées par le directeur général lors des prochains séminaires de commandement.

“En France, aucune administration ne s’est autant transformée, en si peu de temps, que la gendarmerie”, assure le patron des gendarmes qui se dit “très fier d’eux”.

Le mercato des généraux se met en place

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 19 mars 2019 A la une, Vie des personnels D.C.



Général Illustration (MG/L'Essor).

Lancé par la nomination du général Jean-Marc Loubes à l'Inspection générale des armées-Gendarmerie (IGAG), et celle du général Armando de Oliveira à la direction des personnels militaires de la Gendarmerie, (DPMGN), le mercato des généraux se met en place.

Ce jeu de chaises musicales s'est accéléré ce mardi avec la publication au Journal officiel de la nomination de trois généraux.

Le général de corps d'armée Hervé Renaud, ancien DPMGN est nommé, comme annoncé dans L'Essor ,adjoint au major général de la Gendarmerie. Il succède ainsi à son successeur!

Le général de brigade Arnaud Browaëys, sous-directeur de l'organisation et des effectifs, est nommé adjoint au directeur des personnels militaires. Il succède au général de division Éric-Pierre Molowa, promu général de corps d'armée et nommé à la tête de la région Ile-de-France.



Le général Bertrand François (Photo JFC)

Le général de brigade Bertrand François, premier commandant de l'école de Dijon, est nommé sous-directeur de la coopération multilatérale et partenariale à la direction de la coopération internationale (DCI) à compter du 1^{er} juin 2019.

Selon nos informations, le colonel Pascal Hurtault, (inscrit à la liste d'aptitude), commandant en second la région Bourgogne Franche-Comté, devrait lui succéder.

Les mouvements vont se poursuivre avec le départ théorique – (ils peuvent être prolongé en 1^{ère} section) en 2^{ème} section de plusieurs généraux atteints en 2019 par la limite d'âge (60 ans) : les généraux Michel Labbé, IGGN, Damien Streibig, commandant de la Garde Républicaine, Lambert Lucas, commandant de l'outre-mer, (CGOM), Olivier Guerif, commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale (COMSOPGN) en juillet.

D'autres généraux arrivent au terme de leur mandat comme le commandant de la Gendarmerie de l'armement, le général Didier Rémond, celui de la Gendarmerie de l'Air, le général Philippe Guichard, ou celui de la Gendarmerie des transports aériens (GTA), le général Francis Formell. Le général de division Éric Bio Farina, commandant militaire de l'Elysée, arrive aussi au terme de sa mission. Il avait été nommé par le président Hollande.

Leurs futures affectations devraient être connues rapidement ainsi que le nom de leurs successeurs.

Autres autorités

Visite de la directrice centrale auprès du personnel de l'HIA Percy

Mise à jour : 18/03/2019 – Direction : DCSSA

Le jeudi 14 mars, la médecin général des armées Maryline Gygax Généro, directrice centrale du service de santé des armées (SSA), a rencontré le personnel civil et militaire de l'hôpital d'instruction des armées (HIA) Percy. Ces rencontres ont été enrichies par un discours en présence d'une centaine de soignants, administratifs et logisticiens.

L'humain au cœur de ses priorités



Avec ces échanges directs et spontanés, la médecin général des armées a apprécié de partager le vécu, les ambitions professionnelles mais aussi les préoccupations du personnel. « *Un de mes combats est la conciliation de la vie professionnelle et personnelle* », rappelle la médecin général des armées. « *Ainsi, les mandats opérationnels ont été réduits pour les médecins et prochainement pour les paramédicaux* ». Notons que certaines spécialités, telles que la neurochirurgie, la réanimation ou encore la chirurgie orthopédique, sont très sollicitées pour un soutien sanitaire auprès des forces engagées en opération extérieure.

Durant cette visite dynamique, la MCA Gygax Généro a remarqué la motivation du personnel associée à de nombreuses idées pertinentes pour améliorer toujours davantage leur outil de travail. « *Votre mission, au quotidien, a du sens. Votre métier est reconnu. Soyez fiers de ce que vous faites* », cite l'autorité auprès d'une équipe pluridisciplinaire.

Percy, un outil incontournable au SSA



Au cours de son discours prononcé à l'issue de la visite, la directrice centrale a rappelé avec fierté les atouts et engagements de l'établissement. « *Percy est un hôpital à l'humanité modeste mais largement ressentie. C'est aussi l'hôpital des blessés, un Trauma center mais aussi un haut lieu de l'enseignement et de la recherche clinique* ». *Devant l'assemblée, la médecin général des armées a fourni quelques chiffres clés pour illustrer le travail respectable fourni par l'établissement. « Percy, c'est 18% des projections en missions et plus de 300 patients polytraumatisés pris en soin au cours de l'année 2018 ».*

Par la dynamique de son activité significative, l'HIA Percy est un outil incontournable du Service de santé des armées, à l'avenir avéré. Chaque spécialité compte, chaque savoir-faire enrichit l'offre de soins proposée aux patients civils et militaires, malades ou blessés. A la fin de son allocution, la médecin général des armées Maryline Gygax Généro souligne la confiance accordée à tous, quel que soit le grade et la fonction de chacun. « *Que vous soyez en HIA ou en mission, vous participez pleinement à l'activité opérationnelle du SSA* ».



Personnel du centre de traitement
des brûlés



Droits : © Service de santé des armées

5 – Chroniques & Libres propos

6 – Actualités internationale

AFRIQUE

Politique

Sahara Occidental : les indépendantistes sahraouis confiants dans le soutien de l'Algérie à leur cause

En plein soulèvement contre le système Bouteflika en Algérie et à trois jours de la deuxième table ronde sur le Sahara Occidental convoquée par l'ONU à Genève, un représentant de la société civile sahraouie répond à trois questions de Franceinfo Afrique.



Le président du comité Action et réflexion pour l'avenir du Sahara occidental, Najem Sidi (D), au Parlement européen à Strasbourg, le 12 février 2019. (Caraso75)

<https://www.francetvinfo.fr/> Alain Chémali Rédaction Afrique France Télévisions Mis à jour le 18/03/2019 | 14:32 publié le 18/03/2019 | 14:32

Alors que le monde a les yeux braqués sur le mouvement de contestation qui secoue l'Algérie depuis le 22 février 2019, le Maroc et le mouvement indépendantiste du Front Polisario ont les leurs rivés sur les conséquences qu'un changement pourrait avoir sur la situation au Sahara Occidental.

Source de conflits entre l'Algérie et le Maroc, depuis la marche verte lancée en 1975 par le roi Hassan II et l'émergence du mouvement indépendantiste du Front Polisario soutenu par le pouvoir algérien, ce territoire contesté est un véritable casse-tête pour les Nations Unies.

Le Maroc rejette toute autre solution qu'une autonomie sous souveraineté marocaine, alors que le Front Polisario, qui a proclamé depuis l'exil dans le sud algérien une République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) en 1976, réclame un référendum d'autodétermination.

L'émissaire personnel du secrétaire général de l'ONU, Horst Kohler, a convoqué les parties au conflit pour une deuxième table ronde les 21 et 22 mars 2019 à Genève en vue de renouer les discussions, au point mort depuis 2012.

Le président du comité Action et réflexion pour l'avenir du Sahara occidental, Najem Sidi, favorable au combat du Front Polisario pour l'indépendance, livre les premières réflexions sahraouies sur la situation.

Franceinfo Afrique : Avez-vous été surpris par le soulèvement actuel en Algérie et quel regard portez-vous dessus ?

Najem Sidi : Ce qui se passe en Algérie ne nous a pas surpris, ni étonné la plupart des observateurs de la vie politique algérienne, preuve de la vitalité de la vie démocratique dans ce pays ami. C'est une question interne algérienne.

Cependant, nous sommes impressionnés par le caractère pacifique et bon enfant des manifestations, et leur déroulement en bon ordre. Ce qui est rare dans notre région. Les Algériens ont eu le courage, le civisme et la responsabilité d'organiser ces manifestations. Il n'y a pas eu de répression ni de heurts. Par contre, si les Marocains avaient organisé de telles manifestations, ils auraient été réprimés et tabassés, comme ce fut le cas pour les militants du Rif, au nord du Maroc.

Craignez-vous qu'il y ait des conséquences à terme sur l'avenir de votre mouvement et de la RASD ?

La position officielle de l'Algérie sur la question du Sahara Occidental est une position de principe, cohérente, découlant des constantes de la lutte de libération algérienne. Les récents développements en Algérie ont montré que les manifestants croyaient, dur comme fer, aux principes de la révolution du 1er novembre. Ce qui signifie qu'il n'y aurait aucun changement dans la position algérienne sur la question du Sahara Occidental. Celle-ci est considérée comme une question de décolonisation inscrite sur les listes des Nations Unies. L'Algérie soutient la cause sahraouie conformément aux valeurs et principes fondateurs de la lutte du peuple algérien pour son émancipation.

Ce soutien indéfectible n'est pas l'affaire de tel ou tel homme. Le président Boumedienne est parti, El Ouali, leader du Front Polisario, est parti. Notre mouvement a continué d'exister car émanant de la volonté d'un peuple. Il faut retenir que le combat que nous menons bénéficiera toujours de l'appui solidaire du peuple algérien, car dirigé contre la violation des droits des peuples.

Quel peut être votre plan B, si comme l'écrit l'auteur marocain Tahar Ben Jelloun dans le 360, "le Polisario est dans les bagages de Bouteflika" ?

Le Maroc, qui siège à côté de la République sahraouie à l'Union africaine, devrait réfléchir à la reconnaissance de la République sahraouie. C'est ça, le plan "B". Depuis longtemps, l'écrivain marocain, thuriféraire du régime expansionniste et oppressif, chantre de l'occupation illégale du Sahara Occidental, souhaite dans une diatribe la disparition du Front Polisario, pourtant unique et légitime représentant du peuple sahraoui.

Le Front Polisario est là, représentant d'un peuple aspirant à la liberté. Il est affligeant qu'un écrivain comme Ben Jelloun piétine les principes les plus élémentaires des droits humains, dont celui sacré de l'autodétermination des peuples. Et la France, qui a une influence importante dans la région, qui est de surcroît amie du Maroc, pourrait et doit contribuer à la recherche d'une solution juste et pacifique. Donc la France doit s'acquitter d'un rôle plus actif marqué de neutralité et plus équilibré pour l'avènement de la paix, de la stabilité et de la coopération dans la région et entre ces peuples.

Sécurité

Barrage de la Renaissance : Crisis Group alerte sur les « graves conséquences humanitaires » en cas de conflit sur le Nil

Politique <https://www.jeuneafrique.com/> 20 mars 2019 à 08h54 | Par Jeune Afrique avec AFP Mis à jour le 20 mars 2019 à 12h37



Le site du grand barrage de la Renaissance, en 2013. © Elias Asmare/AP/SIPA

L'absence d'accord sur le Nil entre l'Éthiopie, le Soudan et l'Égypte pourrait avoir de « graves conséquences humanitaires », alors qu'un immense barrage construit par Addis Ababa inquiète Le Caire, a estimé mercredi le cercle de réflexion Crisis Group dans un rapport.

L'Égypte craint que la construction du grand barrage de la Renaissance (GERD) sur le Nil Bleu, entamée en 2012, n'entraîne une réduction du débit du fleuve, dont elle dépend à 90% pour son approvisionnement en eau. Les pourparlers se sont multipliés récemment entre les trois Etats riverains mais sans aboutir à des avancées concrètes.

« Les parties pourraient dégénérer en conflit, avec de graves conséquences humanitaires, s'ils ne peuvent pas formuler de solutions techniques permettant à la construction du GERD de se dérouler de manière à éviter les chocs économiques et environnementaux des pays en aval », a prévenu Crisis Group dans un rapport publié mercredi.

Le Nil Bleu, qui prend sa source en Éthiopie, rejoint le Nil Blanc à Khartoum pour former le Nil qui traverse le Soudan et l'Égypte avant de se jeter dans la Méditerranée. Le barrage de la Renaissance est censé devenir la plus grande centrale hydroélectrique d'Afrique, avec une production de 6000 mégawatts.

« Fenêtre d'opportunité »

L'International Crisis Group, spécialisé dans la prévention et la résolution des conflits a appelé les dirigeants des trois pays concernés à « rechercher un accord aujourd'hui, plutôt que d'attendre que le projet soit achevé ». « Malgré des suspicions mutuelles, il existe actuellement une fenêtre d'opportunité », ont toutefois souligné les auteurs du rapport, évoquant notamment l'arrivée au pouvoir du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed en avril 2018.

Ce dernier avait rencontré le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi en juin au Caire, peu après sa prise de fonction. Crisis Group propose notamment de renforcer les discussions sur l'impact du GERD et négocier un « traité sur le Nil pour le long-terme ». La communauté internationale est également appelée à jouer un rôle pour aboutir à un compromis, notamment les États-Unis et la Chine, ainsi que les pays européens et du Golfe.

En mai 2018, l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie ont décidé de créer un comité scientifique consacré au barrage, après des mois d'impasse sur ce dossier.

Terrorisme

28 morts au Sahel: lourdes pertes pour les armées du Mali et du Burkina

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 18.03.2019 Par Philippe Chapleau

Vingt-trois militaires maliens ont été tués dimanche à l'aube dans une attaque contre leur camp à Dioura, dans le centre du Mali.



Cette opération a été menée, selon Bamako, par un "groupe terroriste" dirigé par un ancien officier malien passé dans les rangs jihadistes en 2012. Il s'agirait de Ba Ag Moussa, dit Bamoussa, un ex-colonel ayant rejoint les rangs jihadistes en 2012 et considéré comme un proche du Touareg malien Iyad Ag Ghaly, qui dirige la principale alliance jihadiste du Sahel.

Le Burkina Faso a été endeuillé au cours du week-end par la mort de cinq membres des forces de sécurité dans deux explosions d'IED, à Kompienga, dans l'est du pays.

ALGÉRIE

Défense

La Dissuasive dans le port de Toulon

<http://lemamouth.blogspot.com/> mardi 19 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Elle n'a raté le départ du groupe aéronaval, garni d'une frégate danoise et portugaise : la frégate algérienne **El Erradii** (La Dissuasive) est actuellement en visite de courtoisie à Toulon, amarrée à côté d'une frégate **La Fayette**.

C'est une des deux Meko 200 exploitée par la marine algérienne, fabriquée en Allemagne par HDW. Elle a été livrée en avril 2016 (on peut voir ici un sujet sur la cérémonie de réception, et les témoignages des marins du bord en fin de sujet https://www.youtube.com/watch?v=QvxqQ_XzXD0), la deuxième un an plus tard.

Les deux seuls composants français à bord sont le sonar Thales et celui des hélicoptères Super Lynx 300 ainsi que les torpilles Mu-90, le reste est suédois (radars et missiles antinavires), sud-africain (missiles surface-air de la frégate et antisurface des hélicoptères), britannique (canons d'autodéfense), italien (canon de 127 mm) et allemand (guerre électronique).

Politique

Algérie : Bouteflika confirme qu'il restera président après l'expiration de son mandat

Actualité Flash Actu Par Le Figaro avec AFP Mis à jour le 19/03/2019 à 07:05 Publié le 18/03/2019 à 20:19

Le président algérien Abdelaziz Bouteflika a confirmé aujourd'hui dans un message, qu'il prolongerait son 4^e mandat au-delà de son terme constitutionnel, le 28 avril, jusqu'à un nouveau scrutin organisé à l'issue d'un processus de révision constitutionnelle.

«Que l'Algérie vive, dans un avenir proche, une transition harmonieuse et assiste à la remise de ses rênes à une nouvelle génération (...) tel est l'objectif suprême que je me suis engagé à concrétiser avant la fin de mon mandat présidentiel, à vos côtés et à votre service», souligne le chef de l'Etat dans ce message, publié par les médias d'Etat. Son actuel mandat expire constitutionnellement le 28 avril et le président a annoncé le 11 mars qu'il entend remettre ses pouvoirs à un successeur élu lors du scrutin qui sera organisé à l'issue d'une Conférence nationale devant réformer l'Algérie et modifier la Constitution.

Dans un message aujourd'hui à l'occasion de la fête de la Victoire (19 mars 1962) sur le colonisateur français, Bouteflika assure que cette «Conférence nationale» chargée de changer le «régime de gouvernance» de l'Algérie et «renouveler ses systèmes politique, économique et social» se tiendra «dans un très proche avenir».

La révision constitutionnelle «globale et profonde» dont est chargée la Conférence nationale et qui sera soumise «à référendum», préludera à un nouveau processus électoral qui verra l'élection d'un nouveau président", rappelle, comme il l'avait fait le 11 mars, Abdelaziz Bouteflika dans son message, confirmant qu'il entend rester au pouvoir bien après le 28 avril.

Au pouvoir depuis 20 ans, Abdelaziz Bouteflika, 82 ans, est affaibli par les séquelles d'un AVC qui l'a empêché depuis 2013 de s'adresser de vive voix aux Algériens et ont rendu rares ses apparitions publiques. Cible depuis près d'un mois d'une contestation inédite depuis qu'il est au pouvoir, il a renoncé le 11 mars à briguer un 5e mandat et a repoussé la présidentielle prévue le 18 avril jusqu'à la fin de la Conférence nationale -dont la date n'est pas fixée.

Algérie : le « dilemme » du clan Bouteflika pour la formation du gouvernement

Politique <https://www.jeuneafrique.com/> 18 mars 2019 à 19h11 | Par Rania Hamdi - à Alger Mis à jour le 18 mars 2019 à 19h13



Le nouveau Premier ministre, Nouredine Bedoui (à dr.), et son Vice-Premier ministre Ramtane Lamamra, lors d'une conférence de presse organisée jeudi 14 mars 2019 à Alger. © Anis Belghoul/AP/SIPA

Entamées dimanche 17 mars, les consultations pour la formation d'un gouvernement « de compétences nationales et de large ouverture », annoncée la semaine dernière par le président Bouteflika, comptabilisent déjà plusieurs refus de participation. Explications.

« Nous avons commis une erreur monumentale en faisant des offres de concertation à des personnalités et organisations qui ont déjà refusé la feuille de route du président de la République », avoue une source au niveau du Premier ministre, qui pense que cette cascade de rejets va avoir un impact négatif sur la concrétisation du reste des engagements d'Abdelaziz Bouteflika.

Au Premier ministre, tous les conseillers sont mis à contribution pour trouver une solution urgente susceptible de sauver la face, confiée à *Jeune Afrique* un ex-ministre du Rassemblement national démocratique (RND), parti d'Ahmed Ouyahia.

« Contournement » et « zizanie »

Entre dimanche et lundi, des invitations adressées à 13 syndicats autonomes relevant de la santé publique, de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, ont toutes été déclinées. La formation d'un nouveau gouvernement sous la tutelle du pouvoir en place est « une tentative de contournement des revendications du peuple que nous devons défendre. C'est aussi une démarche visant à semer la zizanie au sein du mouvement populaire », estime Abdelmalek Azzi, coordinateur national du Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes).

Nous sommes contre le prolongement du quatrième mandat, et de ce fait pour une rupture totale et définitive de cette façon de gérer le pays

Dans cette quête de formation d'un gouvernement consensuel, Nouredine Bedoui a recours à plusieurs intermédiaires. Lyes Merabet, secrétaire général du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), raconte qu'il a été contacté par le ministère de la Santé pour une rencontre ce lundi avec le nouveau Premier ministre. À qui il a opposé un refus catégorique : « Nous sommes contre le prolongement du quatrième mandat, et de ce fait pour une rupture totale et définitive de cette façon de gérer le pays. Ces conditions ne sont pour l'instant pas remplies », justifie-t-il.

« Les conditions ne sont pas propices »

La démarche de Nouredine Bedoui s'est heurtée à une réponse similaire de la part du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine, considérant que « les conditions actuelles ne sont pas propices à un vrai débat démocratique, apte à mener vers des solutions en phase avec les revendications et les attentes du peuple. Les compétences et les organisations professionnelles doivent être consultées et associées dans le cadre d'un changement, et non dans la continuité. »

Sollicités également, plusieurs membres dissidents du Forum des chefs d'entreprises (FCE) ont refusé, apprend *Jeune Afrique*, de prendre part à ces consultations – à l'instar de Hassen Khelifati, patron d'Alliances Assurances, qui a gelé son appartenance au syndicat patronal le 2 mars dernier et marché dès le vendredi suivant aux côtés des manifestants.

Le départ de Bouteflika comme préalable

Les consultations en cours pour la formation d'un nouveau gouvernement devraient s'étendre dans les prochains jours aux représentants de la société civile et aux formations politiques. Ceux de l'opposition ont déjà affiché leur position : le départ de Bouteflika est un préalable à toute action de sortie de crise.

Si nous ne les associons pas, nous serons accusés de les exclure. Si on les convie, je pense qu'ils vont refuser de s'asseoir autour de la même table que nous

« Nous sommes face à un dilemme : si nous ne les associons pas, nous serons accusés de les exclure. Si on les convie, je pense qu'ils vont refuser de s'asseoir autour de la même table que nous. On est donc en train de calculer les risques de chacune des deux options », explicite notre source à la Primature.

Nouredine Bedoui est confronté, en outre, à la désaffection des organisations crédibles de la société comme les différentes organisations des droits de l'homme (LADDH et LADH), des familles de victimes du terrorisme (Djazairouna), des familles de disparus, le Rassemblement-Actions-Jeunesse (RAJ) et les associations de femmes comme Tharwa Fatma N'soumer et le réseau Wassila. Ces différentes organisations ont signé ce lundi une feuille de route pour une

transition démocratique en dehors de la tutelle du régime en place. Première des six étapes : le retrait de l'actuel président de la République à la fin de son mandat, prévue le 27 avril prochain.

Algérie: "L'armée demeure le rempart du peuple", dit le général Salah

 **Reuters** 18 mars 2019



L'armée algérienne "demeure le rempart du peuple et de la Nation", a assuré lundi le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général Ahmed Gaïd Salah (à droite), affirmant l'existence de solutions à la crise politique que traverse actuellement le pays. /Photo d'archives/REUTERS/Ramzi Boudina

ALGER (Reuters) - L'armée algérienne "demeure le rempart du peuple et de la Nation", a assuré lundi le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général Ahmed Gaïd Salah, affirmant l'existence de solutions à la crise politique que traverse actuellement le pays.

"J'ai toujours insisté lors de mes interventions sur le lien sacré entre le peuple algérien et son armée (...), ma confiance en la sagesse de ce peuple et en sa capacité à surmonter toutes les difficultés, quelle qu'en soit la nature, est totale voire absolue", a ajouté dans un communiqué le général Salah, qui est également vice-ministre de la Défense.

"Le peuple algérien a fait preuve, dans les circonstances actuelles, d'un grand sens de patriotisme et d'un civisme inégalé qui dénotent une profonde conscience populaire ayant suscité une vive admiration partout dans le monde."

Le général a ajouté que "pour chaque problème existe une solution, voire plusieurs" et a dit son "intime conviction qu'un sens aigu des responsabilités est requis pour apporter ces solutions au moment propice".

"Je suis parfaitement convaincu que le peuple algérien, qui a toujours placé les intérêts de la Nation au-dessus de toute considération, dispose des aptitudes nécessaires pour éviter à son pays toute conjoncture pouvant être exploitée par des parties étrangères hostiles", a-t-il conclu.

(Hamid Ould Ahmed; Guy Kerivel pour le service français)

BURKINA FASO

Terrorisme

Burkina Faso : un prêtre burkinabè enlevé près de la frontière malienne

Sécurité <https://www.jeuneafrique.com/> 18 mars 2019 à 16h29 | Par Jeune Afrique avec AFP



Une unité de l'armée burkinabè lors de l'attaque de l'état-major, à Ouagadougou, le 2 mars 2018. © Ludivine Laniepce/AP/SIPA

Un prêtre burkinabè a été enlevé dimanche près de Djibo, chef-lieu de la province du Soum, dans la région frontalière du Mali, en proie à de nombreuses attaques jihadistes.

« L'abbé Joël Yougbaré, curé de Djibo, parti à Bottogui, hier dimanche 17 mars 2019, pour la messe, n'est pas rentré à Djibo jusqu'à cette heure », a annoncé l'évêque de Dori, Mgr Laurent Dabiré dans un communiqué. « L'alerte a été donnée dès hier (dimanche) vers 20h30 au niveau des forces de défense et de sécurité de Djibo, mais nous restons sans nouvelle », a-t-il précisé.

Selon une source sécuritaire jointe par l'AFP, « des opérations de ratissage ont été menées » dès l'alerte mais « aucune trace de lui ou de son véhicule » n'a été retrouvée. « Il a vraisemblablement été enlevé par des individus armés aux environs de Sergosoma, vers 1h00 (locales et GMT), selon les témoignages des habitants », a précisé cette source.

Mi-février, un prêtre espagnol et quatre douaniers avaient été tués dans une attaque jihadiste dans l'est du Burkina, alors qu'au Niger voisin un missionnaire italien a été enlevé dans le Tillabéri en septembre 2018.

CENTRAFRIQUE

Politique

Centrafrique : onze groupes armés demandent la démission du Premier ministre

Politique <https://www.jeuneafrique.com/> 19 mars 2019 à 18h53 | Par Jeune Afrique



Firmin Ngrebada, ici en 2016, est le directeur de cabinet de Faustin-Archange Touadéra, président centrafricain. © DR

Onze des quatorze groupes armés signataires de l'accord de paix centrafricain ont exigé la démission du premier ministre Firmin Ngrebada et souhaitent « discuter directement avec le Président de la république ».

« Firmin Ngrebada n'est plus crédible, il ne fait donc plus office d'interlocuteur pour la suite du processus et doit être remplacé aux fonctions de Premier ministre », précise le communiqué signé lundi par onze des quatorze groupes armés présents à Addis Abeba où se tient une réunion de suivi de l'accord de paix sous l'égide de l'Union africaine (UA). Les groupes « exigent la formation d'un gouvernement d'union nationale » et « souhaitent désormais discuter directement avec le président de la République ».

Parmi les onze groupes à l'origine de ce communiqué, on retrouve deux des trois principaux mouvements issus de l'ex-Séléka, la coalition à dominante musulmane qui a renversé François Bozizé en 2013 : l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) et le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC).

Le troisième groupe issu de l'ex-Séléka, l'influent Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), dirigé par Noureddine Adam, n'a de son côté pas signé la déclaration, de même que deux groupes antibalaka, qui prétendent défendre les intérêts des chrétiens et des animistes.

Accord pas assez « inclusif »

Cette réunion de suivi, qui a débuté lundi à Addis-Abeba, a été convoquée par l'UA le 6 mars, après l'annonce du nouveau gouvernement issu de l'accord, jugé insuffisamment « inclusif » par la majorité des groupes armés présents à Khartoum.

La plupart d'entre eux ont alors appelé à un remaniement ministériel, affirmant toutefois ne pas se désolidariser du texte signé le 6 février et censé ramener la stabilité dans ce pays en guerre depuis 2013. Dans leur communiqué les onze groupes armés « considèrent l'accord toujours valable, au détriment d'un gouvernement mort-né ».

Mardi, le commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA et principal médiateur de cette réunion, Smail Chergui, a écrit sur Twitter avoir consulté tous les signataires de l'accord et avoir rencontré de nouveau « le Premier ministre pour échanger les points de vues sur les moyens d'accélérer la mise en œuvre de l'accord de paix ».

Cet accord de paix, soutenu par tous les partenaires de Bangui et préparé depuis 2017 par l'Union africaine, est le huitième signé depuis le début de la crise. Aucun des précédents accords n'a abouti à un retour de la stabilité, pas plus que la présence de la Minusca, déployée en 2014 et forte de 11 000 Casques bleus.

Centrafrique : autorités et groupes armés s'accordent sur un nouveau gouvernement inclusif

Politique <https://www.jeuneafrique.com/> 20 mars 2019 à 18h13 | Par Jeune Afrique avec AFP



Moussa Faki Mahamat et les parties centrafricaines à Addis-Abeba le 20 mars 2019. © Twitter UA

Le Premier ministre centrafricain et les quatorze groupes armés signataires de l'accord de paix négocié début février à Khartoum sont parvenus à s'accorder sur un gouvernement « inclusif », au terme d'une séance plénière à Addis-Abeba le 20 mars.

« Je suis heureux d'annoncer qu'aujourd'hui au siège de l'Union africaine, les parties centrafricaines sont parvenues à un accord pour un gouvernement inclusif en Centrafrique », a annoncé sur Twitter Smaïl Chergui, à la tête du Conseil paix et sécurité de l'UA.

Depuis lundi, les signataires de l'accord de paix centrafricain sont à Addis-Abeba, où l'Union africaine a convoqué une réunion de suivi. L'organisation tente de sauver l'accord de paix, mis à mal après l'annonce début mars d'un nouveau gouvernement jugé insuffisamment « inclusif » par les groupes armés.

« La délégation du gouvernement centrafricain et les représentants des 14 groupes (sont) en séance plénière mercredi », a écrit l'UA sur Twitter.



[Amb. Smail Chergui @AU_Chergui](#)

I am pleased to announce that today at [#AU](#) HQ the Central African Republic [#CAR](#) parties have reached an agreement for an inclusive government in [#Centrafrique](#). Congratulations to the people of [#RCA](#) for this achievement and thereafter a new start in implementation of the Agreement

[131](#)

[20:19 - 20 mars 2019](#)

« Les concessions sont difficiles, douloureuses, mais elles sont le prix de la paix », a déclaré lors de cette session le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, selon un tweet publié mercredi par la Minusca (Mission des Nations unies pour la stabilisation de la Centrafrique). « La paix définitive en RCA est à portée de votre main. Tout dépend de votre volonté », a-t-il ajouté.

Huitième accord

Mardi, la Minusca avait déclaré dans un tweet « que des progrès importants » avaient « été notés » et que les négociations se poursuivaient.

Alors que lundi, onze groupes armés sur les quatorze présents avaient exigé dans un communiqué commun la démission du Premier ministre Firmin Ngrebada et demandé de traiter directement avec le président de la République, Faustin-Archange Touadéra.

Cet accord de paix, soutenu par tous les partenaires de Bangui et préparé depuis 2017 par l'Union africaine, est le huitième signé depuis le début de la crise. Aucun des précédents accords n'a abouti à un retour à la stabilité, pas plus que la présence de la Minusca, déployée en 2014 et forte de 11 000 Casques bleus.

Centrafrique : ce que prévoit l'accord d'Addis-Abeba entre le gouvernement et les groupes armés

Diplomatie <https://www.jeuneafrique.com/> 21 mars 2019 à 17h15 | Par Mathieu Olivier



Firmin Ngrebada, ici en 2016, est le directeur de cabinet de Faustin Archange Touadéra, président centrafricain. © DR.

Le gouvernement et les groupes armés centrafricains ont trouvé le 20 mars un nouvel accord de sortie de crise. Celui-ci prévoit un nouveau remaniement et un gouvernement au sein duquel les ministères régaliens devront être partagés entre les deux camps.

Après trois jours de discussions à Addis-Abeba, en Éthiopie, le commissaire Paix et sécurité de l'Union africaine (UA), l'Algérien Smaïl Chergui, a finalement pu annoncer la bonne nouvelle : le gouvernement et les quatorze groupes armés de Centrafrique – qui contrôlent 80% du pays – ont trouvé, mercredi 20 mars, un nouvel accord de sortie de crise.

Les deux camps s'opposaient depuis plusieurs semaines sur la composition du gouvernement du Premier ministre Firmin Ngrebada, issu du dernier accord signé le 5 février dernier. L'équipe gouvernementale n'était, selon les groupes armés, pas assez inclusive.

Ceux-ci réclamaient donc une meilleure répartition des postes, raison pour laquelle les Nations unies et l'UA, représentée par Smaïl Chergui et Moussa Faki Mahamat, président tchadien de la Commission, avait appelé à de nouvelles discussions.

Deux vice-Premiers ministres

Nouredine Adam et les autres chefs rebelles ont, pour le moment, obtenu gain de cause. L'accord trouvé le 20 mars prévoit ainsi un remaniement dans les cinq jours, soit lundi 25 mars au plus tard. Selon nos informations, le nouveau gouvernement, à la tête duquel Firmin Ngrebada serait maintenu, devra compter deux postes de vice-Premiers ministres, réservés aux groupes armés.

L'accord d'Addis-Abeba, s'il était respecté par le président Faustin-Archange Touadéra, prévoit en outre une répartition des principaux portefeuilles régaliens. Le camp Touadéra est ainsi invité à choisir un ministère entre la Défense et la Sécurité, un autre entre l'Intérieur et les Affaires

étrangères, et un dernier entre les Finances et les Mines. Il laisserait les trois autres choix aux groupes armés.

COMORES

Politique

Présidentielle aux Comores – Mohamed Soilihi, indépendant : « Les Comoriens ont soif d'une vraie alternance »

Elections <https://www.jeuneafrique.com/> 17 mars 2019 à 16h05 | Par Olivier Caslin



Mohamed Soilihi, candidat indépendant à la présidentielle du 24 mars aux Comores. © YouTube/Capture écran/Mediapac Comores

Surnommé affectueusement « Campagnard », le colonel Mohamed Soilihi mise sur une stratégie de proximité avec les Comoriens pour tenter de battre le président Azali Assoumani à la présidentielle du 24 mars.

Mohamed Soilihi est bien entré en campagne le 13 janvier dernier pour la présidentielle du 24 mars. Une bataille de plus pour ce colonel qui a déjà su tenir tête aux mercenaires de Bob Denard lors du coup d'État de 1995. Ce n'est pourtant pas pour ses faits d'armes que cet officier réputé est surnommé « Campagnard » dans son pays, mais bien pour ses origines sociales. Il n'hésite d'ailleurs pas à les mettre en avant, à mesure que ce novice en politique voit sa cote monter auprès de la population. Jusqu'à bousculer les ambitions de son ancien compagnon Azali Assoumani, qui l'avait sèchement remercié de ses fonctions à la tête de la société nationale d'électricité début 2017.

Jeune Afrique : Pourquoi êtes-vous candidat à la présidentielle du 24 mars ?

Mohamed Soilihi : Face au désordre institutionnel installé par le pouvoir en place, les problèmes de gouvernance et de pauvreté qui s'accroissent et l'échec de la classe politique dans son ensemble, j'ai estimé qu'il était de mon devoir de me présenter.

Vous êtes crédité de bons scores jusqu'à présent. Pourquoi, selon vous ?

Parce que les Comoriens ne croient plus dans une classe politique qui, dans son ensemble, n'a jamais respecté ses promesses. Ils ont soif d'une vraie alternance, portée par une personnalité en qui ils peuvent avoir confiance.

Vous êtes peu connu du grand public, quelle est votre stratégie de campagne ?

J'ai choisi justement la proximité, le contact avec la population pour à la fois mieux connaître leurs attentes et leur présenter mes solutions. J'ai parcouru les trois îles [Grande Comore, Anjouan et Mohéli, ndlr] et j'ai même été en France rencontrer la diaspora. Je peux également m'appuyer sur de nombreux mouvements apolitiques locaux qui soutiennent ma candidature.

Je ne suis pas un politique et je n'ai donc pas d'approche partisane

Pour défendre quel programme ?

D'abord la refonte de l'actuelle Constitution, très loin de renforcer l'unité du pays malgré ce qu'affirme une présidence qui concentre aujourd'hui tous les leviers du pouvoir entre ses mains. Il faut ensuite trouver une réponse durable à la question énergétique, sinon aucun développement économique ne sera possible. Je veux enfin veiller à la moralisation de la vie publique.

Quelles sont vos différences par rapport aux autres opposants ?

Je ne suis pas un politique et je n'ai donc pas d'approche partisane. Mon objectif, à travers cette candidature, est d'amener le peuple à être exigeant avec ses gouvernants, pour que ces derniers développent un sentiment de redevabilité en proposant des solutions pragmatiques, dans le respect des ressources publiques.

Avec Azali Assoumani nous n'appliquons pas les mêmes méthodes et nous ne défendons plus dorénavant les mêmes valeurs

Pensez-vous disposer du soutien d'une partie de la hiérarchie militaire ?

L'armée est ma deuxième famille et comme dans toutes familles, les avis peuvent diverger. J'entretiens par exemple une longue relation avec Azali Assoumani, mais si nous portons les mêmes galons, nous n'appliquons pas les mêmes méthodes et nous ne défendons plus dorénavant les mêmes valeurs. Ce qui nous sépare est plus grand que ce qui nous unit.

Nous constatons ces derniers mois un très net recul des libertés individuelles. Le pays redécouvre des termes oubliés comme ceux de « prisonniers politiques ».

Redoutez-vous des débordements durant ces élections ?

Seulement si le parti présidentiel refuse de jouer le jeu démocratique et tente de faire pression sur les institutions électorales.

Ne craignez-vous pas, avec 12 opposants, de renforcer les chances d'une réélection du président sortant dès le premier tour ?

Avec 13 listes il est mathématiquement impossible qu'un seul candidat puisse passer au premier tour. Et avec sa cote de popularité en baisse, le candidat-président pourrait bien ne pas en faire partie du tout.

CONGO

Economie

Gécamines, le bon timing pour un nouveau départ

La Une de l'Hebdo <https://www.agenceecofin.com/> vendredi, 15 mars 2019 11:29 Louis-Nino Kansoun



(Ecofin Hebdo) - La RDC fait partie de ces pays extrêmement riches en ressources naturelles, mais dont les habitants sont parmi les plus pauvres du monde. Symbole de cette «malédiction des matières premières», Gécamines, la compagnie détenue par l'État et censée porter ses intérêts dans les mines de cuivre et cobalt, broie depuis plusieurs années du noir. Alors que le pays a récemment élu un nouveau président, Gécamines redeviendra-t-elle, sous ce nouveau régime, le géant minier qu'elle était dans ses années fastes, pour le profit des Congolais ?

Jadis géant...

La Générale des Carrières et Mines tire son origine de l'Union minière du Haut Katanga, une compagnie créée en 1906 et nationalisée en 1967. L'UMHK ne deviendra Gécamines qu'en 1972 après plusieurs changements d'appellation, Gécomin (1967), Gécomines (1970). La nouvelle entité a été durant longtemps la principale source de revenus de la RDC, en termes d'apports fiscaux (impôts, taxes et droits divers) et d'investissement dans les infrastructures routières via sa filiale Sicomin.



L'UMHK ne deviendra Gécamines qu'en 1972 après plusieurs changements d'appellation.

En 1986, Gécamines a enregistré un record de production avec 476 000 tonnes de cuivre, 14 500 tonnes de cobalt et 64 000 tonnes de zinc lingots. Aux niveaux actuels de production de la RDC, le volume de cuivre représenterait près de 40% de la production nationale et le volume de cobalt environ 15%. Outre les données opérationnelles qui affolaient les compteurs, le chiffre d'affaires de la société a atteint au cours de cette période le milliard de dollars, alors que ses versements fiscaux à l'Etat s'élevaient en 1988 à 368 millions \$.

En 1986, le chiffre d'affaires de la société a atteint le milliard de dollars, alors que ses versements fiscaux à l'Etat s'élevaient en 1988 à 368 millions \$.

Les heures fastes de Gécamines ont duré jusque dans les années 90, puis la compagnie a sombré progressivement entre crises du secteur minier, guerre civile en RDC entre 1996 et 2002. Aujourd'hui, elle est une société commerciale de droit privé (depuis 2010) dont l'État congolais est l'unique actionnaire. Elle assure les intérêts publics en concluant des partenariats avec des groupes étrangers. Avant et après cette transformation, elle a essayé plusieurs fois de se relancer, mais semble échouer à chaque fois, avec accumulation de dettes.

Prise pour cible par les ONG internationales...

Depuis plusieurs années, Gécamines essuie les critiques de la part des ONG internationales et de plusieurs observateurs. Entre corruption, détournement de fonds, mauvaise gestion, les accusations ne manquent pas, et depuis 2017, elles se sont accrues.



Entre corruption, détournement de fonds, mauvaise gestion, les accusations ne manquent pas.

Dans un rapport paru fin 2017 et intitulé *«Affaire d'État : privatisation du secteur du cuivre en République démocratique du Congo»*, l'ONG Carter Center a accusé Gécamines d'avoir dissimulé entre 2011 et 2014, près de 750 millions de dollars de revenus de transactions portant sur le cuivre et le cobalt.

L'ONG Carter Center a accusé Gécamines d'avoir dissimulé entre 2011 et 2014, près de 750 millions de dollars de revenus de transactions portant sur le cuivre et le cobalt.

Pour l'organisation, la *«position privilégiée»* de Gécamines lui a permis de générer, à travers ses partenariats, entre 2009 et 2014, 262 millions \$ par an en redevances, bonus et autres frais contractuels, revenus qui *«sont largement hors du contrôle public»*.

«La Gécamines demeure une boîte noire d'un point de vue financier [...]. La mauvaise gouvernance lui a permis de conclure des accords miniers opaques qui ne servent pas l'intérêt général», peut-on lire dans le rapport.

Dans la même lignée que Carter Center, l'ONG Global Witness indiquait plus tôt dans l'année que Gécamines serait le principal responsable de la disparition de plus de 750 millions de recettes versées par des compagnies minières à destination du Trésor public entre 2013 et 2015.



« Imposer un meilleur partage des revenus entre les investisseurs et les pays hôtes ».

La compagnie congolaise a réfuté à chaque fois les accusations. Après la parution fin 2018 d'un rapport de l'organisation à but non lucratif Enough Project à l'encontre de la société, cette dernière a décidé de publier à son tour un rapport pour répondre à toutes les accusations *«outrancières et systématiques»* des ONG qui la soupçonnent de *«détournements»*. Dans le document, elle estime qu'elle n'est pas la cause du déséquilibre dans la répartition des richesses de la RDC.

«C'est l'impact du code minier de 2002 et du système mis en place par les sociétés multinationales du secteur minier, qui conduit à priver l'État et Gécamines de bénéfices attendus», a-t-elle déclaré.

«C'est l'impact du code minier de 2002 et du système mis en place par les sociétés multinationales du secteur minier, qui conduit à priver l'État et Gécamines de bénéfices attendus», a-t-elle déclaré.

Pour elle, les allégations sont destinées à *«servir les mêmes intérêts qui, partout dans le monde, voient d'un mauvais œil les pays en développement qui ont fait le choix légitime de se réapproprier leurs ressources naturelles et d'imposer un meilleur partage des revenus entre les investisseurs et les pays hôtes»*.

Les perspectives pour Gécamines sous le nouveau régime

Gécamines a annoncé début 2018 vouloir renégocier ses partenariats avec les groupes étrangers. Selon Albert Yuma, le président de son conseil d'administration, cette décision serait motivée par le fait que les accords existants ne lui donnaient pas à l'État, son unique actionnaire, *«une part suffisante»*, des richesses minérales du pays.



Depuis, plusieurs ententes ont été trouvées sur les 17 partenariats de la société.

«Ce déséquilibre est principalement le fruit d'une histoire qui a placé notre État dans une situation difficile et l'a contraint à négocier en position de faiblesse.», a-t-il indiqué. Depuis, plusieurs ententes ont été trouvées sur les 17 partenariats de la société.

- Un accord de partage de production a ainsi été signé en décembre 2018 avec la société chinoise Hongkong Excellen Mining Investment, sur les gisements Kingamyambo et Kilamusembo, dont les réserves pourraient dépasser de 1 000 000 tonnes de cuivre et 100 000 tonnes de cobalt.
- Plus tôt dans l'année, Gécamines a renégocié son partenariat avec le kazakh Eurasian Resources Group avec à la clé : une plus grande participation (49% contre 30% précédemment) dans leur coentreprise Boss Mining, l'annulation d'une dette de 1,5 milliard \$ de la filiale à l'égard du groupe et une indemnité de 30 millions \$ en règlement d'un différend entre les deux parties.
- Même modus operandi concernant le partenariat avec le géant suisse Glencore, renégocié en 2018. Glencore a ainsi accepté de réduire de 9 milliards \$ à 3,45 milliards \$ la dette de la filiale

KCC (entité opérationnelle détenue conjointement par les deux parties) et de payer une «*indemnité transactionnelle*» de 150 millions \$.

- Un accord a également été trouvé avec le Groupe Forrest pour reprendre le plein contrôle de l'usine de traitement du terril de Lubumbashi.

Le bon timing

Le timing semble être le bon. Les nouveaux objectifs de Gécamines coïncident avec un changement de régime en RDC. La compagnie avance sur son programme de production et d'investissement annoncé en 2016 pour redevenir « *un grand acteur minier international* ».



Redevenir « un grand acteur minier international ».

Dans ledit programme, elle a décidé de se focaliser uniquement sur ses filières de production réellement profitables, avec pour objectif à terme la production de 74 000 tonnes de cathodes de cuivre.

Elle a décidé de se focaliser uniquement sur ses filières de production réellement profitables, avec pour objectif à terme la production de 74 000 tonnes de cathodes de cuivre.

En attendant que le nouveau gouvernement soit constitué et que les objectifs pour le secteur minier soient clairement définis, il ne fait aucun doute que Gécamines aura un rôle clé à jouer dans toutes perspectives pour les mines dans le plus grand pays d'Afrique centrale. En effet, elle opère dans deux sous-secteurs clés, celui du cuivre et du cobalt. Si le pays est leader africain pour le premier, il faut noter que le cobalt congolais est devenu depuis peu un produit stratégique qui attire de grandes firmes internationales actives dans le secteur de l'industrie automobile électrique et dans l'électronique. La République Démocratique du Congo est le plus grand producteur mondial du métal.

ÉTHIOPIE

Société

Crash de l'Ethiopian Airlines. Les données des boîtes noires montrent des « similarités claires » avec le crash de Lion Air

Accueil Société Faits divers Crash <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP Modifié le 18/03/2019 à 05h52 Publié le 17/03/2019 à 18h57



L'un des deux boîtes noires de Boeing 737 MAX 8 qui s'est écrasé le 10 mars 2019 en Ethiopie. | BUREAU D'ENQUÊTE ET D'ANALYSES, AFP

Les données des boîtes noires du Boeing 737 MAX 8 qui s'est écrasé le 10 mars en Éthiopie, faisant 157 morts, ont mis en évidence des « similarités claires » avec le crash en octobre d'un appareil du même type de la compagnie Lion Air au large de l'Indonésie.

Les boîtes noires du Boeing 737 MAX 8 commencent à parler. Et elles tendent à confirmer le parallèle entre le crash de l'avion de l'Ethiopian Airlines, qui a fait 157 morts, le 10 mars, en Éthiopie, et celui d'un appareil du même type de la compagnie Lyon Air, qui avait fait 189 morts en octobre 2018, au large de l'Indonésie.

« **Lors de l'enquête sur l'enregistreur des paramètres (FDR - Flight data recorder), des similarités claires ont été notées entre le vol 302 d'Ethiopian Airlines et le vol 610 de Lion Air** », a déclaré la ministre éthiopienne des Transports Dagmawit Moges au cours d'une conférence de presse. La ministre, interrogée à plusieurs reprises par des journalistes sur la question, n'a pas précisé quelles étaient ces similarités. Elle a en revanche indiqué que le rapport préliminaire sur les causes du crash en Éthiopie serait publié dans 30 jours.

L'accident de dimanche, qui a provoqué la mort des 157 personnes à bord de 35 nationalités, est le second en moins de cinq mois pour le Boeing 737 MAX 8, désormais cloué au sol dans de très nombreux pays, dont les États-Unis.

Les données des boîtes noires « téléchargées avec succès »

Les boîtes noires retrouvées sur le lieu du crash - le FDR ainsi que l'enregistreur des discussions dans le cockpit - avaient été envoyées en France pour analyse. Dimanche, le Bureau d'enquêtes et d'analyses (BEA) français a annoncé sur Twitter que « **les données contenues (dans les boîtes noires) avaient été téléchargées avec succès** » et « **remises à l'équipe d'enquête éthiopienne** ».

Depuis le crash, de nombreux experts et responsables ont évoqué des « **similarités** » entre les crashes de mars et d'octobre. Comme dans le cas de la compagnie indonésienne Lion Air, la chute du Boeing d'Ethiopian Airlines a eu lieu peu de temps après le décollage. Les deux appareils ont connu des montées et des descentes irrégulières juste après avoir décollé.

L'enquête sur l'accident de Lion Air a pour le moment mis en cause un dysfonctionnement sur le système de stabilisation en vol destiné à éviter un décrochage de l'avion, le MCAS (Manoeuvring Characteristics Augmentation System). Le MCAS, conçu spécialement pour les 737 MAX afin de remédier à des moteurs plus gros et plus lourds que ceux équipant les 737 d'ancienne génération, met l'avion en « **piqué** » lorsque l'appareil est en décrochage afin de regagner de la vitesse - sur la base d'une appréciation erronée dans ce cas.

Le journal américain *New York Times* a rapporté, jeudi, que le pilote aux commandes du Boeing 737 MAX d'Ethiopian Airlines avait rencontré une situation d'urgence immédiatement après le décollage, demandant d'une « **voix paniquée** » un retour alors que la vitesse de l'avion augmentait dangereusement.

MALI

Sécurité

Mali : l'attaque du camp militaire de Dioura fait 21 morts

Sécurité <https://www.jeuneafrique.com/> 17 mars 2019 à 22h57 | Par Jeune Afrique avec AFP Mis à jour le 18 mars 2019 à 08h33



Déploiement de policiers et militaires à Bamako, en 2012. © Rebecca Blackwell/AP/SIPA

Vingt-et-un militaires maliens ont été tués dimanche dans une attaque contre leur camp à Dioura, dans le Centre, ont indiqué des sources locales. Une opération menée, selon Bamako, par un "groupe terroriste" dirigé par un déserteur passé dans les rangs jihadistes.

Le camp de Dioura a été « attaqué aux environs de 6H (GMT et locales) par des terroristes », selon l'armée. La hiérarchie militaire, qui ne donne pas de bilan, assure avoir repris le contrôle du poste à 16H dimanche 17 mars.

« 21 corps de militaires maliens ont été enterrés dimanche à côté de Dioura », a déclaré un élu local. Le « bilan provisoire est de 21 corps découverts », a confirmé une source militaire malienne.

Le camp attaqué est situé dans une zone où est active depuis plusieurs années la katiba Macina, liée à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), entre la capitale régionale, Mopti, et la frontière mauritanienne.

Attaque terroriste

Le chef de la mission de l'ONU au Mali, Mohammad Saleh Annadif, a condamné une attaque ayant engendré « de lourdes pertes ». La Minusma a « organisé dans la journée l'évacuation médicale de plusieurs blessés », selon un communiqué.

Selon l'armée, l'attaque de dimanche a été menée par « des groupes terroristes sous le commandement de Ba Ag Moussa », dit Bamoussa, un ex-colonel ayant rejoint les rangs jihadistes en 2012 et considéré comme un proche du Touareg malien Iyad Ag Ghaly, qui dirige la principale alliance jihadiste du Sahel.

L'opposition malienne, réunie au sein du Front pour la Sauvegarde de la Démocratie, a évoqué le plus « lourd bilan » depuis la cuisante défaite de l'armée malienne face à des groupes rebelles touareg et arabes à Kidal (nord) en mai 2014. « Le commandant de compagnie, le capitaine Mohamed Sidati Ould Cheikh est parmi les militaires tombés sous les feux des terroristes », a ajouté l'opposition.

IBK critiqué

« Toutes nos pensées pour les fiers soldats de l'Armée malienne tombés à Dioura », a réagi le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, que l'opposition exhorte à « prendre les mesures d'urgence qui s'imposent ».



Presidence Mali

✓ [@PresidenceMali](#)

"Toutes nos pensées pour les fiers soldats de l'Armée Malienne tombés ce jour à Dioura dans l'accomplissement de leur mission de sécurisation des biens et des personnes face à un ennemi lâche. Le Mali et son Peuple sont unis et déterminés contre ces actes ignominieux" – IBK

[125](#)

[21:36 - 17 mars 2019](#)

Malgré la Minusma, une forte présence militaire française et la création de la force militaire régionale G5-Sahel, les violences jihadistes persistent dans le pays, avec 237 attaques recensées en 2018, selon l'ONU.

Les autorités maliennes et les forces internationales espéraient une baisse des violences dans le centre après avoir donné pour mort fin novembre le chef de la katiba Macina, le prédicateur radical peul Amadou Koufa, lui aussi membre de l'alliance d'Iyad Ag Ghaly. Mais l'homme est réapparu récemment sur une vidéo jugée crédible par l'état-major français, et les violences se sont poursuivies dans la région.

Six militaires maliens ont été tués mardi : leurs véhicules ont sauté sur une mine dans la région de Mopti. Deux soldats français de Barkhane avaient été grièvement blessés quelques jours plus tôt dans leur campement temporaire près de la frontière du Niger.

Une attaque jihadiste inflige de lourdes pertes aux forces armées maliennes à Dioura

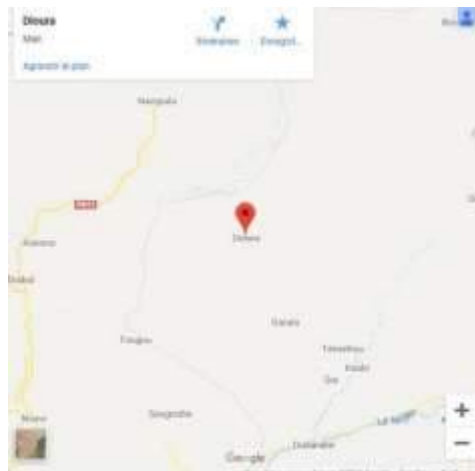
<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 18 mars 2019



Le 17 mars, à l'aube, plusieurs dizaines de jihadistes, venus à moto et à bord de pickups, ont attaqué le camp des Forces armées maliennes [FAMa] installé à Dioura, une localité située entre la frontière avec la Mauritanie et Mopti, dans le centre du Mali. Et l'effet de surprise a dû jouer à plein au regard des lourdes pertes subies par les soldats maliens.

Si aucun bilan officiel n'a pour le moment été donné par Bamako, plusieurs sources ont évoqué une vingtaine de tués parmi les FAMa. L'opposition malienne, réunie au sein du « Front pour la Sauvegarde de la Démocratie », parle d'une « vingtaine de disparus » et d'un « nombre indéterminé de blessés ». En outre, poursuit-elle, il y aurait également « huit véhicules brûlés, dont des (camions) citernes et huit véhicules équipés d'armes de guerre emportés par les assaillants. »

Quant à l'état-major des FAMa, il a publié trois communiqués au sujet de cette attaque, dont un pour préciser que « l'aviation militaire survolait la localité » et que des « renforts terrestres étaient en mouvement. » Puis, il a annoncé la reprise du camp de Dioura à 16 heures. On ignore si la force française Barkhane a été sollicitée pour intervenir.



Selon les FAMa, cette attaque aurait été dirigée par un certain Ba Ag Moussa, alias Bamoussa Diarra, un ex-colonel malien ayant déserté pour rejoindre les rangs jihadistes en 2012. Depuis, il est devenu un proche d'Iyad Ag Ghali, le chef du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans [GSIM], une organisation qui fédère plusieurs groupes jihadistes, dont une katiba d'al-Qaïqa au Maghreb islamique [AQMI], Ansar Dine et le Front de libération du Macina [ou Ansar al-Din Katiba Macina].

Le mode opératoire suivi par les jihadistes rappelle celui des deux attaques qui visèrent, en 2015 et en 2016, le camp des FAMa implanté à Nampala, localité située à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de Dioura. L'une avait été attribuée à AQMI tandis que l'autre, qui fut 17 tués dans les rangs maliens, fut revendiquée par la Katiba Macina.

La situation dans le centre du Mali demeure difficile, malgré les opérations récemment conduite par la force Barkhane. Le 12 mars, deux véhicules des FAMa et de la gendarmerie malienne ont

été détruits par des engins explosifs improvisés [IED] dans les environs de Hombori et de Dialloubé [au moins 6 tués au total].

TCHAD

Défense

Le président Deby remanie l'appareil sécuritaire tchadien

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 23 mars 2019



Les forces armées tchadiennes sont actuellement engagées sur plusieurs fronts. Outre leur implication dans la lutte anti-jihadiste, que ce soit au niveau de la Mission des Nations unies au Mali [MINUSMA], de la Force multinationale mixte [FMM] au Nigéria et de la Force conjointe du G5 Sahel, elles sont aux prises avec des orpailleurs illégaux installés dans les zones aurifères de Miski et de Kouri Bougoudi [Tibesti] tout en tenant à l'oeil les groupes rebelles qui, repliés en Libye, sont susceptibles de passer à l'action à tout moment.

Et, ces dernières années, l'armée tchadienne a payé ses engagements au prix fort, en particulier sur le front anti-jihadiste. Dans la nuit du 21 au 22 mars, encore, 23 des siens ont perdu la vie au cours d'une attaque lancée par le groupe jihadiste nigérian Boko Haram dans le sud-ouest du Tchad.

Cela a-t-il joué un rôle dans les décisions que vient de prendre le président Idriss Deby Itno? Probablement, bien qu'il n'ait pas pris la peine de dévoiler ses motivations.

Ainsi, par un décret signé le 22 mars, le président tchadien a démis le général Brahim Seid Mahamat de ses fonctions de chef d'état-major des armées. Fonctions qu'il a occupées pendant six ans. Il a été remplacé par le général Taher Erda, qui, jusqu'alors, tenait les rênes des forces terrestres tchadiennes depuis janvier seulement, après avoir été directeur général de la Police nationale [entre 2014 et 2018] et commandant adjoint de la Garde présidentielle.

D'après la presse, le général Erda est très proche de M. Deby puisque ce dernier a combattu à ses côtés jusqu'à son accession au pouvoir en 1990.

Dans le même temps, le général Baharadine Adoum Haggar a été promu chef d'état-major de l'armée de Terre tchadienne. Le président Deby a également décidé de remplacer son chef d'état-major particulier par le général Bichara Issa Djadallah [un ancien ministre de la Défense] et de nommer le général Oki Dagache Yaya au poste de conseiller pour la défense nationale. Seul le général Djidi Salah, un ancien chef du renseignement tchadien, a conservé sa place de conseiller à la sécurité.

Enfin, et après l'annonce de la découverte de l'épave d'un hélicoptère de transport Mi-17 porté disparu depuis plus d'une semaine, le président Deby a décidé de suspendre le chef d'état-major de la force aérienne tchadienne ainsi que son adjoint.

AMÉRIQUES

Diplomatie

Un nouveau bloc sud-américain voit le jour en excluant le Venezuela



AFP 23 mars 2019



(g-d) Les présidents du Paraguay Mario Abdo Benitez, de Colombie Ivan Duque, d'Argentine Mauricio Macri, du Chili Sebastian Pinera, du Brésil Jair Bolsonaro, de l'Equateur Lenin Moreno et du Pérou Martin Vizcarra, le 22 mars 2019 à Santiago du Chili pour le lancement de la nouvelle organisation régionale Prosur

Santiago du Chili (AFP) - Les présidents de sept pays d'Amérique du Sud, réunis vendredi à Santiago, ont jeté les bases d'une nouvelle organisation régionale appelée Prosur et destinée à remplacer l'Union des nations sud-américaines (Unasur) en excluant le Venezuela de Nicolas Maduro.

Les présidents conservateurs Sebastian Piñera (Chili), Ivan Duque (Colombie), Mauricio Macri (Argentine), Jair Bolsonaro (Brésil), Lenin Moreno (Equateur), Martin Vizcarra (Pérou) et Mario Abdo (Paraguay), ont signé la déclaration finale, ainsi qu'un représentant du Guyana.

L'Uruguay et la Bolivie, qui avaient envoyé des représentants, ne l'ont pas signée.

"C'est un bon jour pour la collaboration, le dialogue, la compréhension mutuelle et l'intégration en Amérique du Sud, car depuis plus de cinq ans, les présidents d'Amérique du Sud n'avaient pas eu l'occasion de se réunir", s'est félicité l'hôte de la réunion, M. Piñera, après la signature de la déclaration qui a officiellement donné naissance au Forum pour le progrès de l'Amérique du Sud (Prosur).

L'organisation se mettra en place "graduellement" et aura "une structure flexible, légère, peu coûteuse, avec des règles de fonctionnement claires et un mécanisme simple de prise de décisions qui permettra d'avancer sur des accords et des programmes concrets d'intégration en Amérique du Sud", stipule la déclaration finale.

Parmi les conditions "essentielles" pour adhérer au Prosur figurent "la pleine validité de la démocratie, des différents ordres constitutionnels, le respect du principe de la séparation des pouvoirs, la promotion, protection, respect et garantie des droits humains et des libertés fondamentales, ainsi que la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats, conformément au droit international", ajoute le texte.

Des conditions qui excluent de fait le Venezuela, les signataires, tous conservateurs, considérant le gouvernement du président socialiste Nicolas Maduro comme illégitime.

L'idée d'une nouvelle organisation avait été lancée par les dirigeants chilien et colombien avec l'intention de remplacer l'Unasur, créée en 2008 à l'initiative du défunt Vénézuélien Hugo Chavez (1999-2013) et de son homologue brésilien de l'époque, Luiz Inacio Lula da Silva, deux présidents de gauche qui voulaient réduire les tensions régionales en Amérique du Sud.

A une époque où la gauche avait le vent en poupe dans la région, l'organisation, dont le siège est à Quito, visait également à faire contrepoids à l'Organisation des Etats américains (OEA), qui intègre les Etats-Unis et dont le siège est à Washington.

Mais l'Unasur, qui comptait à l'origine douze Etats membres, ne s'est pas réunie depuis plusieurs années. Elle n'a plus de secrétaire général depuis janvier 2017 et plus de la moitié de ses membres ont claqué la porte ou suspendu leur participation. Seuls le Venezuela, le Guyana, l'Uruguay, le Surinam et la Bolivie en font toujours partie.

Avant la signature vendredi, le président de gauche uruguayen Tabaré Vasquez avait rejeté la création de la nouvelle organisation estimant qu'elle commettait les mêmes "erreurs" que l'Unasur en étant créée à des "fins idéologiques".

Juan Guaido, l'opposant vénézuélien au président Nicolas Maduro, président par intérim autoproclamé qui est soutenu par une cinquantaine de pays, avait été invité mais ne s'est pas rendu à Santiago.

Concernant le Venezuela, le président colombien Ivan Duque a indiqué s'être entretenu avant la réunion avec son homologue chilien et d'autres chefs d'Etat de la région sur la possibilité d'accorder l'asile aux militaires vénézuéliens qui souhaiteraient rompre avec le gouvernement de Nicolas Maduro.

Interrogé par une chaîne de télévision locale, M. Duque a dit espérer un "effet domino" pour provoquer "un mouvement massif de troupes ne reconnaissant plus Maduro". Selon lui, 1.200 déserteurs de l'armée vénézuélienne ont trouvé refuge en Colombie.

Environnement

Dans la région de Santiago au Chili, la sécheresse fait disparaître la nature et les hommes

Climat <https://www.sciencesetavenir.fr/> avec AFP le 20.03.2019 à 17h29

Dans les environs de Santiago, le lac d'Aculeo, qui jadis attirait une foule de vacanciers, n'est aujourd'hui plus qu'une vaste étendue de terre craquelée.



Un cadavre de cheval sur le lac asséché d'Acuelo près de Santiago du Chili, le 12 février 2019. AFP - ARIEL MARINKOVIC

Des squelettes de chevaux et de vaches, venus brouter les ultimes brins d'herbe, sont étendus sur le sol craquelé. Principale attraction touristique des environs de Santiago, le lac d'Aculeo a disparu, victime de la sécheresse et de la surconsommation d'eau.

Avec une superficie de près de 12 km² et une profondeur d'environ six mètres, le lac fut pendant des décennies l'une des principales attractions touristiques de la capitale chilienne, située à 70 km de là. Chaque été, les 10.000 habitants de la région attendaient avec impatience l'arrivée des vacanciers qui venaient y nager ou pratiquer des sports nautiques. Hôtels, campings et restaurants ne désemplissaient pas.

Moins de dix ans ont suffi

Mais l'eau n'est aujourd'hui plus qu'un lointain souvenir. Le paysage se résume à un sol couvert de poussière, à des carcasses d'animaux, des bateaux abandonnés, des arbustes secs. Le soleil ardent de l'été austral frappe le sol aride qui libère une odeur de terre brûlée. La végétation disparaît jour après jour, pour ne laisser place qu'à un terrain craquelé. "Nous subissons la sécheresse depuis dix ans. Et maintenant le lac a disparu, il a emporté avec lui le tourisme, le camping, le business, tout", déplore Marcos Contreras, un employé du camping du village de

Pintué, situé sur les berges de l'étendue d'eau. Ici plus de vacanciers, seulement des canoës qui prennent la poussière.

Le niveau d'eau du lac a commencé à baisser graduellement à partir de 2011. Moins de dix ans après, en mai 2018, il s'est complètement asséché. Il n'y a pas d'explication unique à cette situation : habitants et experts citent la diminution drastique des précipitations – principale source d'approvisionnement en eau du lac –, la pratique intensive de l'agriculture et l'urbanisation anarchique des environs.

Des précipitations réduites de moitié

"Mes grands-parents se souviennent du moment où des pluies torrentielles tombaient durant une semaine minimum. Aujourd'hui, s'il pleut deux jours, on a de la chance", se désole Camila Nunez, 20 ans, qui travaille dans un restaurant. Si dans les années 1980, il pleuvait en moyenne 350 mm par an dans le centre du Chili, en 2018, les précipitations ont été réduites de moitié et l'on estime que dans les années à venir, la quantité de pluie continuera à baisser en raison du réchauffement climatique.

"Nous observons qu'il y a une tendance à la baisse des précipitations, il est donc fort probable que les prochaines années seront aussi sèches que celles que nous venons de vivre", explique Eduardo Bustos, directeur d'un centre de recherche sur le changement climatique à l'Université catholique du Chili. Près de 70 % de la population chilienne vit dans des zones soumises à la sécheresse où les précipitations ont diminué de manière significative ces dernières années. Les spécialistes estiment que la température continuera d'augmenter jusqu'en 2030 et que les bassins hydrographiques du centre du pays verront leur niveau baisser jusqu'à 30 %.

L'activité humaine alentour, l'autre responsable

Le manque de pluie n'est toutefois pas le seul responsable de cette catastrophe écologique. Quand le lac était encore rempli, le tourisme battait son plein, les lieux sont donc devenus attractifs pour la construction de commerces et de résidences secondaires, pour beaucoup avec piscines. Cela a eu pour conséquence une augmentation significative de la demande en eau sur un laps de temps très court.

À cela s'ajoute l'agriculture, qui face à la sécheresse, a besoin de plus d'eau pour l'irrigation, entraînant une surexploitation des réserves d'eau. La culture de l'avocat en réclame notamment de grandes quantités. "Le besoin d'eau pour les cultures dans les zones adjacentes a accru la pression sur le lac", confirme le chercheur Eduardo Bustos. "On a lentement tué le lac", constate amèrement Antonia Romero, 26 ans, qui habite sur place.

ARGENTINE

Défense

Cinq Super Etendard toujours en attente de départ pour l'Argentine

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 20.03.2019 Par Philippe Chapleau



La vente de cinq *Super Etendard* modernisés français à l'Argentine continue de patiner.

Ces cinq appareils font partie du dernier lot de SEM retirés du service actif le 12 juillet 2016 sur la base aéronavale de Landivisiau. Finalisée en janvier 2018, la vente à la marine argentine avait

pris du retard, tout comme le paiement de 12 millions d'euros qui serait intervenu en août l'an dernier.

Les SEM qui appartiennent désormais aux Argentins, sont toujours sur le territoire français, suite à des difficultés d'ordre logistique. Mais, selon des sources françaises, ils doivent enfin partir le mois prochain pour l'Argentine.

BRÉSIL

Politique

Bolsonaro est plus dangereux que Trump même si on en entend moins parler

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 19/03/2019 04:22 CET | Actualisé il y a 1 heure
Par Claire Tervé

Jair Bolsonaro et Donald Trump se rencontrent ce mardi, deux mois après l'élection du controversé président brésilien.



(AP Photo/Carolyn Kaster) et (AP Foto/Silvia Izquierdo) Bolsonaro est-il vraiment le Trump brésilien ?

INTERNATIONAL - Le président brésilien Jair Bolsonaro et Donald Trump se rencontrent ce mardi 19 mars à Washington afin de discuter "des moyens de construire un hémisphère Ouest plus prospère, plus sûr et plus démocratique", a annoncé la Maison Blanche. Mais si le Brésilien a vite été comparé à son homologue américain, il s'avère que sa politique est en réalité encore plus préoccupante.

Jair Bolsonaro et Donald Trump n'ont jamais caché leur désir de proximité depuis l'élection du président brésilien en janvier dernier. Le président américain a même personnellement téléphoné à son homologue pour le féliciter de sa victoire. Et pour cause: leur idéologie d'extrême droite populiste leur permet d'entretenir de nombreuses idées communes sur les minorités, le climat, l'égalité femmes/hommes, les médias, la religion ou encore l'ultralibéralisme. Jair Bolsonaro a même été surnommé le "Trump Tropical".

À tort. Car même si en France on entend davantage parler de celle de son homologue américain, il semblerait que la politique du président brésilien soit bien plus dangereuse que celle de Donald Trump. C'est ce qu'expliquent au *HuffPost* Corentin Sellin, spécialiste de la politique américaine et Anaïs Fléchet, historienne spécialiste du Brésil.

Trump et Bolsonaro, mêmes idées, même lutte

Pendant sa campagne, Jair Bolsonaro assurait qu'il allait prendre de nombreuses mesures dès son arrivée au pouvoir afin de renouveler le pays. Et il tenu ses promesses: dès les premières heures de son mandat, le nouveau président a signé de nombreux décrets et circulaires. En dix jours, il a restructuré ses ministères et confirmé sa ligne (il a notamment exclu des prérogatives de son nouveau ministère des Droits de l'homme les préoccupations liées aux personnes LGBT). Un comportement qui n'est pas sans rappeler celui de Trump. Dès la première semaine il avait lui aussi signé un certain nombre de décrets et ordonnances polémiques (les décrets anti-immigration et contre l'avortement notamment).

Et ce n'est pas le seul point où les deux dirigeants semblent se retrouver: tous deux partagent de nombreux partis pris tels que la promotion des armes à feu, le rejet du multilatéralisme, le scepticisme face au concept de réchauffement climatique, la volonté de déménager les

ambassades en Israël à Jérusalem, le mépris du politiquement correct ainsi que la reconnaissance de l'opposant Juan Guaido comme président par intérim du Venezuela.

Le point commun de ces prises de position: la "lutte constante contre le marxisme culturel", nous explique l'historienne Anaïs Fléchet. Cette expression décrit une théorie répandue dans les milieux d'extrême-droite d'après laquelle les pensées politiques de gauche sont à la base d'un complot qui vise à détruire la culture occidentale.

Trump et Bolsonaro sont aussi des habitués des phrases choc et provocatrices. Leur réputation sulfureuse n'est plus à faire: le président Trump envoie quasi quotidiennement des salves de tweets incendiaires à l'égard des médias et/ou de ses opposants, et sa politique migratoire ainsi que ses décisions à propos de la communauté LGBT et du climat ne cessent d'alimenter les critiques à son égard. De son côté, le populiste Bolsonaro, 63 ans, a lancé à une députée brésilienne qu'elle "ne mérit[ait] même pas" qu'il la "viole" car elle était "très laide", de même qu'il serait "incapable d'aimer [son] enfant s'il était homosexuel". Des sorties qui permettent de se faire une idée sur l'état d'esprit du personnage.



ASSOCIATED PRESS

Bolsonaro n'est pas un "Trump Tropical"

A force, le Brésilien a acquis le surnom de "Trump Tropical". Un nom trompeur selon Corentin Sellin. "Certes, Jair Bolsonaro et Donald Trump peuvent sembler similaires sur certains points, notamment, avec leurs idées, l'aspect 'sans filtre' et outrancier et leurs systématiques critiques contre les médias. Mais il me semble que leurs différences sont encore plus remarquables", nous explique-t-il.

D'une part, l'homme d'affaires américain, avant d'être élu, était complètement extérieur à la politique. Bolsonaro, lui, a été député fédéral pendant près de vingt ans (1991-2019). D'autre part, "cet ex-capitaine de l'armée ne cache pas être nostalgique de la dictature militaire qu'a subie le Brésil de 1964 à 1985. Il qualifiait même la junte de 'révolution démocratique'. Enfin, il a déclaré ouvertement ambitionner d'attenter à l'équilibre des institutions et fragiliser les libertés démocratiques", poursuit Corentin Sellin. Après tout, le 21 octobre dernier, avant son élection, il assurait vouloir "accélérer le grand nettoyage du pays des marginaux rouges, des hors-la-loi gauchistes" et annonçait "une purge comme jamais le Brésil n'en a connu".

Donald Trump peut être critiqué sur de nombreux points, "mais les libertés individuelles et ses opposants ne sont pas menacés", met en évidence le spécialiste.

Le Brésil "n'a pas une tradition forte de contre-pouvoir"

C'est ce qui rend Bolsonaro plus "dangereux" pour ses citoyens et le système démocratique de son pays. Certes, Donald Trump, à la tête de la plus grande puissance mondiale, est quotidiennement sur le devant de la scène avec ses sorties et ses scandales, pointé du doigt pour son traitement des minorités et son mépris des grandes causes environnementales (entres autres). Mais il a face à lui un contre-pouvoir solide pour éviter les dérives et les prises de décisions périlleuses: le système de 'check and balance' inscrit dans la Constitution (l'échec du décret anti-immigration en est un bon exemple).

Ce barrage, Jair Bolsonaro n'y est pas confronté. "Au Brésil, les contre-pouvoirs sont fragiles. C'est une démocratie qui est encore relativement jeune. 34 ans seulement se sont écoulés depuis la fin de la dictature militaire", nous explique l'historienne Anaïs Fléchet. Une fragilité qui s'explique aussi par la fragmentation du Parlement, faute de partis forts pour structurer la vie politique. "Le parlement est constitué de nombreux petits partis qu'il est difficile d'unifier. Les alliances sont fragiles. Le plus grand d'entre eux est le parti des travailleurs, mais il a été ébranlé

par la destitution de Dilma Rousseff et le seul candidat qui pouvait remporter l'élection présidentielle face à l'extrême droite a été mis en prison, Lula Da Silva", ajoute la spécialiste.

Face à ce fragile Congrès, Jair Bolsonaro, lui, s'est entouré de soutiens forts. Faute d'alliances politiques, il s'appuie sur le lobby des armes à feu, de l'Agrobusiness et des Évangéliques (la religion en plein essor au Brésil, face au déclin des Catholiques). "Il a les coudées franches pour faire passer les lois qu'il veut. Évidemment, il y aura quand même de la résistance de la part du Congrès, mais beaucoup moins que s'il s'agissait du Congrès Américain", renchérit Corentin Sellin.

"Une séparation justice/pouvoir/milice parfois floue"

En attendant, depuis deux mois, "les atteintes à la démocratie se multiplient au Brésil, notamment contre les Indiens, la communauté LGBTQ, les paysans sans terre. Ces groupes sont stigmatisés", déplore Anaïs Fléchet. "Il existe désormais un sentiment de peur car on ne sait pas ce qu'il va se passer. Bolsonaro multiplie les sorties choc, souvent très contradictoires qui dénotent une grande impréparation et font douter de sa capacité à gouverner. Il fait beaucoup de déclarations mais il est difficile de savoir dans quel sens va pencher son gouvernement", poursuit encore l'historienne avant de mettre en lumière une autre crainte des Brésiliens: voir les pouvoirs de Bolsonaro dépasser leurs limites légales.

"La séparation entre les pouvoirs exécutif et judiciaire est parfois floue. Par exemple, les raisons de l'emprisonnement de Lula sont juridiquement vagues. D'autres personnalités politiques issues d'autres partis sont ou ont été accusées des mêmes torts et pourtant elles sont toujours en liberté. Il y a eu un acharnement sur Lula, ils ont tapé très vite et très fort. Des questions se posent sur l'impartialité de la justice"... et le sort qui peut être réservé aux opposants de Bolsonaro. Et l'historienne de conclure: "Les liens entre le clan Bolsonaro et les milices soupçonnées de l'assassinat de la conseillère municipale de gauche, Marielle Franco, inquiètent également".

CANADA

Politique

Quatre ans après son élection, Justin Trudeau ne fait plus rêver personne

Monde <https://www.slate.fr/> Rémy Bourdillon — 18 mars 2019 à 13h45 — mis à jour le 18 mars 2019 à 18h19

À quelques mois des élections fédérales, le Premier ministre canadien fait face à un scandale politique qui déchire son parti. Il ne peut que difficilement compter sur son bilan pour se relever.



Conférence de presse de Justin Trudeau, le 7 mars 2019 à Ottawa | Dave Chan / Getty Images / AFP

Tout avait si bien commencé: en octobre 2015, un jeune premier prend le pouvoir au Canada, appuyé par une forte majorité au Parlement. Lorsque des journalistes lui demandent pourquoi il a choisi un Conseil des ministres paritaire, sa réponse est déroutante de simplicité: «*Parce qu'on est en 2015.*»

Un mois plus tard, il porte un message fort à la COP21 de Paris: «*Canada is back*», le cancre qui traîne depuis de longues années un cartable alourdi de sables bitumineux entend changer de comportement. Réconciliation avec les nations autochtones, *leadership* féministe et vert,

coopération internationale humaniste: le progressisme s'installe à Ottawa sous les traits charmeurs de Justin Trudeau, et la planète fond pour lui.

Délicate affaire SNC-Lavalin

Trois ans et demi plus tard, le vernis a craqué: si les élections avaient lieu aujourd'hui, Justin Trudeau serait battu par le peu charismatique Andrew Scheer, chef du Parti conservateur. Et il ne peut accuser le dédagisme ambiant pour sa déroute: la légalisation du cannabis est la seule réalisation majeure à son actif. Ailleurs, c'est la pagaille.

Le Parti libéral de Justin Trudeau traverse une crise majeure depuis que la ministre de la Justice Jody Wilson-Raybould, aussi procureure générale du Canada, a démissionné, le 12 février 2019. Cette dernière dénonce des pressions indues venant du cabinet du Premier ministre afin qu'elle renonce à des poursuites judiciaires contre la société SNC-Lavalin, impliquée dans un scandale de corruption en Libye.



Jody Wilson-Raybould entendue dans l'affaire SNC-Lavalin devant le Parlement canadien, le 27 février 2019 à Ottawa
| Lars Hagberg / AFP

Justin Trudeau voulait un règlement hors cour, car si ce bureau d'études employant 50.000 personnes dans le monde est condamné, il sera exclu de tout contrat gouvernemental, son avenir sera donc compromis.

Le symbole est ennuyeux: un homme se présentant comme progressiste faisant lourdement pression, accompagné d'une dizaine d'autres membres du Parti libéral, sur une femme ministre, autochtone de surcroît. «*L'imposteur*», telle a d'ailleurs été la une choc de la revue Maclean's après cette histoire.

Une autre ministre, Jane Philpott, a démissionné par solidarité avec Jody Wilson-Raybould, laissant entrevoir des divisions grandissantes au sein du parti au pouvoir.

Mais cette «imposture» se constate aussi dans d'autres domaines, provoquant des relations tendues avec le reste du monde et entretenant un climat malsain à l'intérieur même de la Confédération canadienne, immense pays peu peuplé dont les provinces (équivalents des États américains) ont des intérêts divergents.

Sables bitumineux et greenwashing

Le Canada souffre d'un cancer: ses sables bitumineux de la province de l'Alberta, qui émettent à eux seuls 10% des émissions de gaz à effet de serre (GES) du pays. Ce pétrole est l'un des plus polluants du monde, à tel point qu'en 2015, la revue Nature prévenait que pour limiter à 2°C la hausse de température par rapport à l'ère préindustrielle, le Canada devrait laisser 85% des réserves prouvées dans le sol. Mais Justin Trudeau raisonne différemment: les sables bitumineux peuvent aider à financer la transition écologique, argue-t-il.

En novembre 2015, peu avant la conférence de Paris sur le climat, l'Alberta présente son tout premier plan de réduction des GES. Un parterre de vedettes écolos et de représentants de l'industrie pétrolière entourent la Première ministre de cette province, Rachel Notley, qui annonce la fermeture progressive des centrales au charbon, l'instauration d'une taxe carbone et un plafonnement des émissions des sables bitumineux (à cent mégatonnes d'équivalent CO₂ par année en 2030, contre soixante-dix aujourd'hui).

Quand on regarde ce plan de plus près, il a toutes les caractéristiques du *greenwashing*: il s'agit de libérer des «crédits carbone» afin de poursuivre la croissance de l'exploitation des sables

bitumineux. Alors que l'on sortait 2,6 millions de barils par jour du sol albertain en 2016, on en extraira 4,5 millions quotidiennement en 2040.

Mais pour exporter cette quantité toujours grandissante de pétrole, il faut construire des oléoducs, qui soulèvent une forte opposition dans les territoires traversés, les risques de déversement étant particulièrement élevés.

Fin 2016, Justin Trudeau passe en force en autorisant l'expansion du pipeline Trans Mountain, long de 1.000 km et débouchant sur l'océan Pacifique non loin de Vancouver, en Colombie-Britannique. L'année suivante, la population de la province élit une coalition de gauche (incluant les Verts), qui entend imposer un suivi environnemental plus strict au projet mené par la compagnie Kinder Morgan.



Manifestation contre l'extension du pipeline Trans Mountain, le 10 mars 2018 à Burnaby, en Colombie-Britannique | Jason Redmond / AFP

Oui, mais dans ce méli-mélo canadien où les compétences sont divisées entre le gouvernement fédéral et les provinces, la Colombie-Britannique peut-elle faire appliquer sa juridiction environnementale à un oléoduc régi par des lois fédérales? Les tribunaux sont convoqués, l'Alberta est furieuse, Kinder Morgan fait connaître son inconfort et menace de jeter l'éponge...

Sûr de son fait, Justin Trudeau hausse le ton et décide de nationaliser le projet d'oléoduc: il dépense 4,5 milliards de dollars (soit près de 3 milliards d'euros) de fonds publics pour se l'approprier et garantir qu'il sera bel et bien construit. Pourtant, rien n'est moins sûr: en août 2018, la Cour d'appel fédérale a statué que les Premières nations n'ont pas été adéquatement consultées avant l'approbation de ce projet, et toute une –longue– partie du processus est donc à refaire.

Provinces incontrôlables

En résumé, l'ambiance est délétère entre les provinces pétrolières (l'Alberta et sa voisine du Saskatchewan) et les provinces plus «vertes» (la Colombie-Britannique et, de l'autre côté du pays, le Québec, qui a aussi fait capoter un projet de méga-oléoduc en 2017). L'Alberta a menacé de limiter ses livraisons de pétrole à la Colombie-Britannique, afin d'y faire monter les prix de l'essence.

Jason Kenney, le probable futur Premier ministre albertain (les élections ont lieu ce printemps), veut tenir un référendum pour que soit revue la manière dont sont calculés les transferts d'argent entre les provinces –en ce moment, le Québec en est le principal bénéficiaire. *«Si les autres coins du pays veulent continuer à recevoir les richesses de l'industrie pétrolière de l'Alberta, ils doivent participer, au moins avec les pipelines»*, a-t-il affirmé à Radio-Canada.

Autre bide du gouvernement Trudeau: sa difficulté à faire accepter une taxe carbone aux provinces qui n'en ont pas déjà adopté une de leur plein gré. Celle qu'il a créée est pourtant peu ambitieuse: son prix est bas (vingt dollars la tonne d'émissions de CO₂, montant à cinquante dollars au bout de trois ans, soit treize et trente-trois euros) et les revenus seront en grande partie reversés aux ménages. Mais les quatre provinces concernées (Saskatchewan, Manitoba, Ontario et Nouveau-Brunswick), qui sont gouvernées par des conservateurs, ne l'entendent pas de cette oreille et attaquent la constitutionnalité de cette taxe en justice.

Avec toutes ces péripéties, il n'est pas surprenant de constater que le Canada ne sera pas en mesure d'atteindre ses cibles de réduction d'émissions de GES. Pire, chaque année voit augmenter l'écart entre les résultats et les intentions.

Ces dernières étaient pourtant peu ambitieuses (réduction de 30% entre 2005 et 2030) et avaient été fixées par le précédent gouvernement de Stephen Harper, un homme pourtant réputé pour sa politique anti-environnementale. Malgré ses belles paroles, Justin Trudeau n'a pas fait mieux.

Finances mal maîtrisées

Lorsqu'il accède au pouvoir en 2015, Justin Trudeau succède à un gouvernement qui n'a pas hésité à infliger des coupes budgétaires importantes aux services publics. En campagne électorale, le candidat du Parti libéral annonce que ses premiers budgets seront déficitaires afin d'encourager la croissance, mais que l'équilibre sera rétabli en 2019, avant les élections suivantes.

La première partie de la promesse est remplie de manière spectaculaire, avec dix-neuf milliards de dollars (soit 12,6 milliards d'euros) de déficit en 2016-2017 et 2017-2018 –sachant qu'une somme similaire est attendue pour cette année. La seconde, en revanche, est reportée: il faudra attendre au moins 2040, de l'avis du ministère des Finances, pour revoir un budget équilibré à Ottawa.

Le premier mandat de Justin Trudeau n'a pas été un long fleuve tranquille: il a dû affronter l'orage Trump et ses velléités de taxation sur l'acier, l'aluminium et le bois d'œuvre canadien, ainsi qu'une longue renégociation de l'Aléna.



Signature du nouvel accord de libre-échange entre les États-Unis et le Canada par Donald Trump et Justin Trudeau, le 30 novembre 2018 à Buenos Aires (Argentine) | Saul Loeb / AFP

Bon an mal an, le Canada s'en est sorti honorablement sur le plan économique: 3% de croissance en 2017, puis 1,8% en 2018. C'est pourquoi les déficits enregistrés ne paraissent pas trop importants: la dette du gouvernement fédéral tourne toujours autour de 30% du PIB, et celle totale du pays, incluant les dettes des provinces, représente 88% du PIB. Mais en cas de crise économique –que l'on annonce de plus en plus imminente–, la marge de manœuvre du gouvernement sera limitée pour relancer la machine.

Et la pire bombe se trouve du côté des individus: le ménage canadien moyen est endetté à plus de 170% de ses revenus. Sur l'ensemble du pays, cela représente une dette cumulée de 2.000 milliards de dollars, soit 1.320 milliards d'euros.

La moindre hausse des taux d'intérêt pourrait avoir des conséquences catastrophiques. Et si cela arrive, on se demandera pourquoi le gouvernement ne s'est pas ménagé des surplus budgétaires lorsque la situation économique était meilleure.

Diplomatie aux abois

Au niveau planétaire, le Canada a une réputation de gentil; il a été à l'origine de la création des Casques bleus, a défendu le multilatéralisme et l'aide au développement. Le règne de Stephen Harper (2006-2015) a toutefois été marqué par un certain militarisme, un mépris de l'Onu et un appui indéfectible à Israël.

«En 2015, Justin Trudeau a promis le retour du Canada sur la scène internationale, rappelle Jocelyn Coulon, ancien conseiller du tout premier ministre des Affaires étrangères de Justin Trudeau, Stéphane Dion. Non seulement cela ne s'est pas concrétisé, mais quatre ans après son élection, notre situation est très embarrassante. Le Canada se retrouve dans la situation exceptionnelle où il entretient des relations tendues sinon exécrables avec les quatre grandes puissances mondiales: les États-Unis, la Russie, la Chine et l'Inde.»

À l'instar de son père Pierre Elliott Trudeau, chantre du multiculturalisme canadien, Justin Trudeau défend la diversité et se distingue par son attitude accueillante à l'égard des réfugiés. Mais en février 2018, il couvre le Canada de honte à l'occasion d'un séjour en Inde.

Avec sa famille, il se promène aux quatre coins du pays, arborant chaque jour une tenue traditionnelle différente. Ce voyage, supposément diplomatique, se transforme en un véritable fiasco: le Premier ministre indien Narendra Modi reçoit son homologue canadien de manière expéditive, seulement plusieurs jours après son arrivée. Pire, l'invitation d'un séparatiste sikh extrémiste à une réception canadienne jette un froid entre les deux pays.



Justin Trudeau et sa famille à Amritsar, en Inde, le 21 février 2018 | Narinder Nanu / AFP

De l'avis de nombreux spécialistes, l'amateurisme observé en Inde est un élément marquant de la politique internationale de Justin Trudeau. En témoigne l'affaire Huawei: le Canada a arrêté la directrice financière du géant chinois des télécoms, en transit à Vancouver, sur demande des États-Unis, qui lui reprochent d'avoir fait affaire avec l'Iran. Ce faisant, il s'est mis dans une position hautement inconfortable, coincé entre les deux super-puissances que sont les États-Unis et la Chine.

Il n'y avait pourtant pas de fatalité, selon Jocelyn Coulon: *«L'ancien ministre des Affaires étrangères, John Manley, a dit après l'arrestation de la dirigeante chinoise que nous aurions dû faire preuve d'“incompétence créative” et avertir discrètement cette dirigeante de ne pas transiter par le Canada.»* Au contraire, mis au courant plusieurs jours à l'avance de l'arrestation, Justin Trudeau n'a rien fait pour l'empêcher.

Malgré ce «service» rendu au voisin du sud, la relation américano-canadienne est au plus bas, la responsabilité incombant ici au caractère bouillant et imprévisible de Donald Trump. Et alors que la Russie est l'autre voisin du Canada, les deux pays ne se parlent pas.

«J'ai parlé récemment encore à un diplomate canadien qui connaît bien nos relations avec la Russie, poursuit Jocelyn Coulon: elles sont pratiquement inexistantes. Aucun pays occidental n'est dans cette situation.» Pour celui qui est maintenant chercheur à l'Université de Montréal, des calculs électoraux expliquent un tel snobisme envers la Russie: il y a au Canada un million d'électeurs et électrices d'origine ukrainienne –l'actuelle ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, est elle-même issue de cette communauté–, qui peuvent faire basculer le vote dans plusieurs circonscriptions.

Jocelyn Coulon n'hésite pas non plus à évoquer *«un aveuglement idéologique de la part de dirigeants canadiens qui font de l'imposition des principes libéraux au reste du monde une véritable croisade»*. Il aura suffi d'un tweet du ministère de Chrystia Freeland, exigeant la *«libération immédiate»* d'activistes des droits des femmes, pour que l'Arabie saoudite expulse l'ambassadeur canadien et gèle les relations commerciales entre les deux pays.



Foreign Policy CAN

✓ [@CanadaFP](#)

Canada is gravely concerned about additional arrests of civil society and women's rights activists in [#SaudiArabia](#), including Samar Badawi. We urge the Saudi authorities to immediately release them and all other peaceful [#humanrights](#) activists.

[5 730](#)

[18:10 - 3 août 2018](#)

«Le Canada est très inquiet des arrestations supplémentaires en Arabie saoudite de membres de la société civile et d'activistes des droits des femmes, dont Samar Badawi. Nous demandons aux autorités saoudiennes de les relâcher, tout comme l'ensemble des autres activistes pacifiques des droits humains.»

Le récent rapport du Canadian Foreign Policy Journal de l'Université Carleton d'Ottawa, publié le 12 mars 2019, accorde la note médiocre de C- à Justin Trudeau pour ce qui a trait à la diplomatie. *«La nomination de Chrystia Freeland comme ministre des Affaires étrangères est le meilleur symbole de la diplomatie plus agressive et conservatrice du Canada, peut-on y lire. Sous sa gouverne, la politique étrangère du Canada ne démontre plus un engagement clair en faveur du multilatéralisme ou d'une diplomatie apaisée et constructive.»*

Après le désaveu de Michaëlle Jean, qui a perdu son poste de secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, le Canada risque bien d'échouer pour la deuxième fois en dix ans à obtenir un siège non permanent au Conseil de sécurité de l'Onu. L'étoile de ce pays nordique, tout comme la «marque» Justin Trudeau, continue de faiblir.

ÉTATS-UNIS

Défense

"Snap mobilization": projection expresse en Europe pour 1 500 soldats de Fort Bliss

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 19.03.2019 Par Philippe Chapleau



1 500 soldats de la 2^e brigade de combat blindée (2nd ABCT) appartenant à la 1^e division blindée ont quitté Fort Bliss, au Texas, en direction de l'Allemagne. Leur déploiement express a eu lieu ce mardi.



L'objectif est de "tester la capacité de l'US Army à être placée en état d'alerte, à être projetée puis à être déployée dans l'urgence". Cet afflux massif (le "surge") de troupes prêtes au combat s'inscrit dans le cadre du concept "Dynamic Force Employment".

Les soldats ont atterri à Berlin où 700 véhicules et pièces d'équipement les attendaient. Ces matériels ont été extraits du stock prépositionné (APS) à Eygelshoven (Pays-Bas) et acheminés par le 21^e Theater Sustainment Command par voie ferrée et par route.

Une fois équipés, ces militaires de la 2^e ABCT ont aussitôt fait mouvement vers les terrains de manœuvres de Drawsko Pomorskie, en Pologne, où ils vont prendre part à des exercices conjoints avec l'armée polonaise.

Vol record pour un Advanced Hawkeye

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Avions de mission Actualité Défense 20 mars 2019 | Par Emmanuel Huberdeau



L'E-2D du VX-1 a volé pendant plus de huit heures. © VX-1

Un E-2D Advanced Hawkeye de l'US Navy a volé pendant plus de huit heures. Un record pour un avion de guet aérien embarqué.

L'escadron VX-1 de l'**US Navy** a annoncé, sur sa page Facebook, avoir battu un record de durée de vol. Dans le cadre d'un vol d'essai opérationnel, un **E-2D Advanced Hawkeye** a réalisé un vol de plus de huit heures. Jamais un appareil de la famille Hawkeye n'avait volé aussi longtemps.

Cette endurance a été rendue possible par l'intégration d'une perche de ravitaillement sur l'Advanced Hawkeye, équipement dont le Hawkeye n'est pas équipé. Durant ce vol d'expérimentation, l'E-2D du VX-1 a été ravitaillé en vol par un KC-707 de la société Omega.

L'Advanced Hawkeye de **Northrop Grumman** est la dernière version de l'avion de guet aérien, de contrôle et de commandement embarqué E-2 Hawkeye. Si la cellule reste la même, les systèmes embarqués ont été totalement modifiés. L'Advanced Hawkeye est doté d'un nouveau radar, d'un cockpit tout écran, d'un nouveau système IFF, d'un nouveau système de mission et de systèmes de communication et de liaison de données modernisées. L'appareil peut donc aussi être équipé d'une perche de ravitaillement.

L'Advanced Hawkeye est déjà en service dans l'US Navy où il remplace progressivement le Hawkeye. La **France** prévoit d'acquérir trois avions de ce type pour remplacer ses Hawkeye.

Les plastrons US vont investir les bases aériennes de Kingsley Field et Holloman

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 21.03.2019 Par Philippe Chapleau



Nellis AFB ne sera plus la seule grande base de l'USAF qui accueille en permanence des "aggressors" privés (actuellement les avions de l'ESSD Draken y sont déployés).

Kingsley Field Air National Guard Base Falls (située à Klamath Falls, dans l'Oregon) et Holloman AFB (Nouveau Mexique) vont servir aussi de nids aux plastrons des ESSD spécialisées comme Draken, ATAC, TacAir, Top Aces etc

C'est ce qui ressort d'un des multiples documents qui accompagnent le projet de budget de la défense pour 2020 (page 2) :

"This budget proposal includes funds to modernize our live and virtual ranges and infrastructure to provide relevant and realistic training capabilities against our most advanced threats. This includes targeted funding for the Nevada Test and Training Range, Joint Pacific Alaska Range Complex, Utah Test and Training Range, and several smaller range complexes to replicate the capabilities of our peer adversaries. We are expanding contract adversary air from one to three locations,

which frees our Airmen to practice their own skills rather than spend time simulating the skills of our adversaries."



Kingsley Field Air National Guard Base abrite le 173rd Fighter Wing. C'est là que sont formés les pilotes de *F-15 Eagle*. En 2018, Draken avait basé deux de ses *L-156E Honey Badger* (photo du haut) mais ce déploiement était temporaire.

A Holloman AFB opère le 54th Fighter Group (qui fait partie du 56th Fighter Wing) chargé de la formation des pilotes de *F-16*.

L'extension des bases permanentes d'*aggressors* s'inscrit dans le cadre du futur marché ADAIR (ou *Combat Air Force Contracted Air Support*, CAF/CAS) qui va voir l'externalisation de quelque 40 000 heures de vol (plus 10 000 heures pour entraîner les JTAC). Ce marché devrait avoir une valeur totale de 6 milliards de dollars.

Le chef de l'US Marine Corps critique le projet visant à construire un mur à la frontière mexicaine

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 23 mars 2019



Comme il l'avait promis durant la course à la Maison Blanche, le président Trump fait feu de tout bois pour construire un mur à la frontière mexicaine afin de mettre un coup d'arrêt à l'immigration clandestine. Seulement, pour cela, il faut trouver des financements, ce qui donne lieu à des échanges tendus avec le Congrès, où même des élus de son propre camp contestent ce projet.

Aussi, M. Trump a décrété, le 15 février, « l'urgence nationale » pour débloquer des fonds fédéraux pour la construction de ce mur, en évoquant une « invasion » de migrants en situation illégale. Cette procédure doit ainsi permettre à l'exécutif américain de trouver 8 milliards de dollars, pris principalement sur les crédits du Pentagone.

Le 15 mars, et comme la Chambre des représentants l'avait fait avant lui, le Sénat, avec l'appui d'une douzaine de sénateurs républicains, a voté une résolution proclamant que « l'urgence nationale déclarée par le président [...] était par la présente annulée. » Immédiatement, M. Trump a usé de son droit de veto, estimant qu'il s'agissait là d'un texte « dangereux ».

Désormais, pour passer outre ce veto, le Congrès doit obtenir une majorité des deux tiers tant au Sénat qu'à la Chambre des représentants. Même si ce scénario paraît improbable, la « bataille » continue. Ainsi, quatre jours plus tard, le Pentagone a fait parvenir au Congrès une liste de 20 pages contenant le détail des d'infrastructures susceptibles d'être menacés pour financer, à hauteur de 6,7 milliards de dollars, le mur voulu par M. Trump.

« Maintenant que les membres du Congrès peuvent constater l'impact potentiel que cette proposition pourrait avoir sur des projets dans leurs États, j'espère qu'ils en tiendront compte

avant le vote visant à contrecarrer le veto présidentiel », a commenté le sénateur [démocrate] Jack Reed, membre du comité des Forces armées.

Mais, a priori, cela ne devrait pas permettre aux démocrates de remporter la partie. À moins que les critiques du général Robert Neller, qu'on n'est autre que le commandant de l'US Marine Corps [USMC] fasse pencher la balance in-extremis.

Ainsi, dans deux mémos publiés par le Los Angeles Times et dont l'authenticité a été confirmée par l'USMC, le général Neller estime que le déploiement de troupes à la frontière mexicaine [4.500 militaires, dont 500 Marines] et le financement du mur représentent un « risque inacceptable » pour ses Marines.

S'agissant des envois de troupes à la frontière sud des États-Unis, « imprévus et non budgétisés », le général Neller a expliqué qu'il avait été contraint d'annuler des exercices militaires dans cinq pays.

« Les Marines ne participeront pas à des exercices prévus en Indonésie, en Écosse et en Mongolie, et leur participation à des manœuvres conjointes en Australie et en Corée du Sud sera réduite », a en effet indiqué le chef de l'USMC. Et cela, « à un moment où nous essayons de doubler le renforcement des alliances et d'attirer de nouveaux partenaires », a-t-il ajouté.

Mais là n'est sans doute pas le plus grave. En effet, certains projets d'infrastructure – et non des moindres – impactés par « l'urgence nationale » décrétée par M. Trump concerneront les Marines.

« Le corps des Marines ne pourra pas financer la reconstruction de ses bases ravagées par des ouragans en Caroline du Nord et en Géorgie. La saison des ouragans démarre dans trois mois, et nous avons des Marines, des marins et des civils qui travaillent dans des structures qui ne sont pas sûres », a fait valoir le général Neller.

Et ce dernier d'insister : « Le budget 2019 était censé être un 'bon' budget, dans les délais et d'un montant supérieur. Ces attributs positifs sont désormais dépassés par les facteurs négatifs [...], imposant des risques inacceptables à la préparation au combat du corps des Marines et à sa solvabilité. »

Plus tard, le capitaine Joseph Butterfield, un porte-parole de l'USMC a enfoncé le clou. « Financièrement, la reconstruction des zones affectées par les ouragans est, de loin, la plus conséquente des pressions énumérées dans les mémos », a-t-il expliqué.

Plus généralement, pour certains responsables militaires américains, la menace ne vient pas du sud des États-Unis mais du nord... « L'Arctique est une région sur laquelle nous devons vraiment nous concentrer et investir avant tout. Ce n'est plus une zone tampon », a en effet expliqué l'un d'eux, à savoir le général Terrence O'Shaughnessy, de l'US Northern Command et du NORAD [North American Aerospace Defense Command / Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord].

Et d'expliquer, lors d'une audition au Sénat américain, fin février : La Chine et la Russie « ont établi une assise sensiblement plus solide dans l'Arctique, le long des approches nord des États-Unis et du Canada » et il est donc nécessaire de « prendre des mesures actives pour assurer notre capacité à détecter, contrecarrer et contrecarrer les menaces potentielles dans cette région. »

Diplomatie

Trump et Bolsonaro mettent en scène leur complicité à Washington



Jerome CARTILLIER AFP 20 mars 2019



Donald Trump et Jair Bolsonaro s'expriment lors d'une conférence de presse commune à la Maison Blanche

Washington (AFP) - Unis dans la dénonciation des "Fake News", Donald Trump et Jair Bolsonaro, l'un de ses plus fervents admirateurs, ont affiché une forme de complicité mardi à Washington, louant une proximité sans précédent entre les Etats-Unis et le Brésil.

"Vous faites un travail fantastique, vous avez rassemblé votre pays", a lancé le président américain sous un grand soleil, depuis les jardins de la Maison Blanche.

"J'ai toujours admiré les Etats-Unis et cette admiration est devenue encore plus forte après votre prise de fonction", a répondu le président brésilien, se disant convaincu que le milliardaire serait réélu en 2020.

Soulignant l'énorme potentiel de coopération entre les deux pays, M. Trump s'est dit prêt à ce que soit accordé au Brésil le statut d'allié majeur non-membre de l'Otan et a même évoqué, à la stupeur générale, une possible adhésion de la première puissance économique d'Amérique latine à l'Alliance atlantique.

Au-delà d'une passion commune pour les tweets et d'un goût revendiqué pour la provocation, l'ancien magnat de l'immobilier et l'ex-parachutiste sont à l'unisson sur nombre de sujets, de leur rejet du multilatéralisme à la dénonciation de l'accord de Paris sur le climat.

"Le Brésil et les Etats-Unis n'ont jamais été aussi proches", a lancé M. Trump, saluant la campagne électorale menée par M. Bolsonaro, élu comme lui sur un message de rupture.

Le président brésilien, parfois surnommé "le Trump des tropiques", a depuis son arrivée au pouvoir le 1er janvier affiché un pro-américanisme très marqué qui tranche avec la tradition de la diplomatie brésilienne, qui s'efforçait de se tenir à égale distance des grandes puissances.

"Regardez les journaux télévisés, je les appelle "Fake News"", a lancé M. Trump avant de souligner qu'il était "très fier" d'avoir entendu son homologue brésilien utiliser cette expression quelques minutes plus tôt.

- Trump évoque Pelé -

Sans surprise, les deux hommes ont affiché leur unité sur le Venezuela, faisant encore monter la pression sur le président Nicolas Maduro dont ils réclament avec force le départ depuis qu'ils ont reconnu l'opposant Juan Guaido comme président par intérim.

"Nous appelons les militaires vénézuéliens à mettre fin à leur soutien à Maduro", a une nouvelle fois lancé M. Trump, évoquant de possibles sanctions supplémentaires "beaucoup plus dures" contre Caracas.

"Toutes les options sont sur la table", a-t-il répété, restant évasif sur une éventuelle intervention militaire. "Ce qui se passe au Venezuela est honteux", a-t-il dit.

Cette nouvelle évocation par M. Trump de "toutes les options" envisagées sans exclure l'option militaire a suscité l'indignation du gouvernement de M. Maduro. "Il est grotesque de voir deux

chefs d'Etat ayant des responsabilités internationales essentielles faire l'apologie de la guerre sans aucune gêne, en violation flagrante de la Charte des Nations unies", a déclaré dans un communiqué le ministère vénézuélien des Affaires étrangères.

Un peu plus tôt, devant les journalistes, MM. Trump et Bolsonaro ont échangé des maillots des équipes de football de leurs pays. "Je me souviens encore de Pelé", a lancé M. Trump, louant les qualités de la Seleção.

Pour M. Trump, cette visite devait être l'occasion de tourner la page d'une séquence difficile entre l'échec du sommet de Hanoï avec le leader nord-coréen Kim Jong Un et le camouflet d'un vote du Congrès sur son projet de mur à la frontière avec le Mexique.

- Bolsonaro défend le mur -

Dans un entretien à la chaîne Fox News, M. Bolsonaro a loué la pugnacité du président des Etats-Unis sur la question du mur en prenant comme contre-exemple la France où, a-t-il affirmé contre toute évidence, "les frontières sont ouvertes aux réfugiés sans le moindre filtre".

"L'immense majorité des immigrants potentiels n'ont pas de bonnes intentions", a-t-il déclaré, avant de s'excuser un peu plus tard pour ses propos lors d'un point de presse où il a précisé qu'il voulait en réalité parler d'une "minorité" de ceux qui tentent de rejoindre l'Amérique.

Le président des Etats-Unis et celui de la première puissance d'Amérique latine ont insisté sur une coopération économique renforcée.

Dans une décision chargée en symboles, le Brésil a annoncé lundi qu'il autoriserait les Etats-Unis à lancer des satellites depuis le centre spatial d'Alcantara, dans l'Etat septentrional de Maranhao.

Alcantara est idéalement situé en raison de sa proximité avec l'équateur, qui permet des économies de combustible de l'ordre de 30% pour les lancements ou la mise en orbite de charges plus lourdes.

Justice

États-Unis: fin de l'enquête russe, ses éléments clé possiblement connus ce week-end

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Publié le 22/03/2019 à 23:20



Le procureur spécial Robert Mueller. ALEX WONG/AFP

Le procureur spécial Robert Mueller a remis le rapport vivement attendu de son enquête sur le rôle présumé de la Russie dans l'élection présidentielle de 2016 à l'Attorney General William Barr.

Le procureur spécial Robert Mueller a remis vendredi son rapport d'enquête sur les soupçons de collusion entre Moscou et l'équipe de campagne de Donald Trump en 2016 et le ministre de la Justice pourrait dès ce week-end en révéler la substance. Bill Barr, «Attorney General» des États-Unis, espère livrer les «principales conclusions» de ce rapport d'enquête très attendu aux membres des commissions judiciaires du Congrès «dès ce week-end», a-t-il assuré dans un courrier adressé aux parlementaires.

La Maison-Blanche a de son côté indiqué ne pas «avoir reçu le rapport du procureur spécial» ni avoir «été informée de son contenu». «Les prochaines étapes sont du ressort du ministre de la Justice (Bill) Barr et nous avons hâte que le processus suive son cours», a ajouté la porte-parole de l'exécutif américain, Sarah Sanders.

Les démocrates du Congrès ont indiqué qu'ils étaient prêts à assigner le gouvernement en justice pour s'assurer que ce rapport ultra-sensible, qui touche au cœur du pouvoir aux États-Unis, soit accessible pour tous les Américains. Même si Robert Mueller n'apporte pas de preuves d'entente entre Moscou et l'équipe de campagne de Donald Trump, les observateurs pensent qu'il pourrait accuser le milliardaire républicain d'avoir tenté d'entraver l'enquête, en raison des pressions verbales qu'il a exercées sur l'ancien ministre de la Justice Jeff Sessions et son adjoint Rod Rosenstein ou encore en limogeant le chef du FBI James Comey en mai 2017.

Donald Trump lui-même a semblé vendre, dans un entretien sur la chaîne Fox, s'attendre à être accusé d'entrave à la justice. Le président ne cesse de répéter qu'il n'y a pas eu «collusion» et dénonce depuis deux ans une chasse aux sorcières. Selon les médias américains, le procureur Mueller ne procédera pas à de nouvelles inculpations.

Ancien patron du FBI sous les présidents George W. Bush (républicain) et Barack Obama (démocrate), Robert Mueller a été nommé en mai 2017 comme «procureur spécial» par le ministère de la Justice afin de garantir l'indépendance des investigations sur ce dossier ultrasensible.

Enquête russe aux Etats-Unis: ce que le procureur Mueller a déjà conclu



Paul HANDLEY AFP 23 mars 2019



Le procureur spécial Robert Mueller et le président américain Donald Trump

Washington (AFP) - Le procureur spécial Robert Mueller a mené son enquête sur une possible collusion entre Moscou et l'équipe de campagne de Donald Trump sans dire un mot. Mais les milliers de pages qu'il a livrés à la procédure parlent pour lui.

En attendant la publication du rapport qu'il a remis vendredi au ministère de la Justice, voici ce que l'on sait grâce à ces documents, dont des parties entières restent cependant confidentielles:

- Le "complot" russe -

Dans deux actes d'inculpation distincts, le procureur Mueller a décrit un "complot" orchestré par le gouvernement russe de Vladimir Poutine pour "discréditer" la candidate démocrate Hillary Clinton et "soutenir" le républicain Donald Trump pendant la présidentielle de 2016.

Le premier, daté du 16 février 2018, concerne treize Russes inculpés pour avoir animé une campagne de désinformation sur les réseaux sociaux depuis l'Agence de recherche sur l'internet (Internet research Agency) basée à Saint-Pétersbourg et contrôlée par Evgueni Prighozine, un proche de Poutine.

Cette agence "avait pour but stratégique de semer la discorde dans le système politique américain", écrit Robert Mueller, en expliquant comment elle avait créé de faux comptes sur Facebook, Twitter, YouTube ou Instagram pour intervenir dans le débat américain.

En juillet 2018, c'est au tour de douze agents du renseignement de l'armée russe (GRU) d'être inculpés pour le vol de milliers d'emails de responsables démocrates. La publication de ses emails par le site Wikileaks à l'été 2016 avait brouillé le message d'Hillary Clinton.

- Les contacts russes de l'équipe Trump -

Le procureur a dressé, au travers de la procédure, le tableau de contacts répétés entre une dizaine de proches du milliardaire républicain et des Russes.

L'ancien avocat de Donald Trump, Michael Cohen, a reconnu lors de ses interrogatoires avoir mené de 2015 à juin 2016 des discussions sur un projet de Trump Tower à Moscou.

Conseiller diplomatique du candidat, George Papadopoulos a lui admis avoir échangé avec des Russes en vue d'organiser une rencontre - qui n'a jamais eu lieu - entre Poutine et Trump. Il s'était également vu offrir des informations compromettantes sur Hillary Clinton.

Une avocate russe avait suscité l'intérêt de la famille Trump avec la même promesse. Le fils aîné du candidat, Donald Trump Junior, son gendre Jared Kushner et son directeur de campagne Paul Manafort l'ont rencontrée en juin 2016 à la Trump Tower pour en discuter.

En parallèle, Paul Manafort continuait à échanger avec un de ses anciens associés, un Russe soupçonné par les Etats-Unis d'être lié aux services de renseignement de son pays. Il lui a notamment transmis un sondage d'opinion.

Entre l'élection et l'investiture de Donald Trump, son conseiller à la sécurité nationale Michael Flynn a eu des échanges confidentiels avec l'ambassadeur russe à Washington.

- Les mensonges à répétition -

Michael Cohen, George Papadopoulos et Michael Flynn ont tous reconnu avoir menti sur leurs contacts avec des Russes.

L'ont-ils fait à la demande de M. Trump? Celui-ci a-t-il tenté de faire obstruction à la justice? Robert Mueller n'a pour l'instant rien écrit qui permette de répondre à ces questions.

Mais le locataire de la Maison Blanche a de lui-même alimenté les soupçons d'obstruction en mai 2017, en limogeant le chef du FBI James Comey alors chargé de l'enquête sur les ingérences russes.

- Les révélations "hors sujet" -

Le procureur Mueller a le droit de poursuivre toutes les malversations débusquées dans le cadre de son enquête, même déconnectées de son "sujet" initial.

Dans ce cadre, il a établi que Michael Cohen avait, pendant la campagne, acheté le silence de deux femmes qui prétendent avoir eu une liaison avec Donald Trump.

Il a aussi mis au jour de nombreuses fraudes commises par cet ancien bras droit de M. Trump, mais aussi par Paul Manafort et son ancien associé Rick Gates qui ont notamment dissimulé des millions de dollars au fisc.

Politique

Trump n'a pas choisi le meilleur endroit pour en rajouter une couche sur McCain

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 21/03/2019 02:27 CET | Actualisé il y a 54 minutes Par Romain Herreros

En déplacement dans une usine de blindés dans l'Ohio, il a (encore) attaqué le héros de guerre. Problème: des militaires étaient dans la salle.



ASSOCIATED PRESS Donald Trump durant son discours dans une usine de blindés à Lima, dans l'Ohio, mercredi 20 mars.

ÉTATS-UNIS - C'est ce qui s'appelle avoir la rancune tenace. Après une première salve de tweets accusateurs à l'encontre de John McCain, décédé il y a sept mois d'un cancer, Donald Trump a jugé bon ce mercredi 20 mars d'en rajouter une couche contre l'ancien sénateur de l'Arizona.

À l'occasion d'un déplacement organisé dans une usine de blindés à Lima (Ohio), le locataire de la Maison Blanche a prononcé une nouvelle charge contre celui qui est considéré comme un héros de guerre outre-Atlantique. "Je lui ai donné le genre de funérailles qu'il voulait, ce que j'avais à faire en tant que président", a-il déclaré. "Je m'en fiche. Je n'ai jamais eu de 'merci', mais ce n'est pas grave", a-t-il poursuivi, répétant qu'il n'était "un fan de John McCain".

Pour le *Washington Post*, Donald Trump évoque ici le fait qu'il ait autorisé qu'un convoi militaire transporte le corps du défunt jusqu'à Washington. Un geste pour lequel il aurait donc être aimé remercié personnellement. Pour rappel, c'est sous une énorme pression qu'il avait finalement consenti à mettre le drapeau flottant sur la Maison Blanche en berne après la mort du sénateur républicain.

"Je dois être honnête, je ne l'ai jamais beaucoup aimé. Il n'était pas quelqu'un pour moi. Et je pense qu'il ne le sera probablement jamais", a ajouté Donald Trump, devant un parterre composé en partie de vétérans et de militaires, selon *USA Today*. Ce qui explique sans doute le silence de mort qui a accompagné ce nouveau coup porté à John McCain, comme le montrent les images ci-dessous (et comme l'ont souligné des journalistes sur place).



Manu Raju

✓ [@mkraju](#)

Trump, unprompted at tank factory in Ohio, attacks the late McCain over

- Mideast wars
- health care vote
- dossier
- veterans issues ("didn't get the job done")
- McCain funeral (which he said he approved and never was thanked)

McCain, "is not my kind of guy," Trump says

[4 955](#)

[23:54 - 20 mars 2019](#)

Cette nouvelle pique intervient dans un contexte où, en dépit des critiques que tout ceci provoque au sein de la société américaine et de son propre parti, Donald Trump multiplie les critiques envers John McCain, qu'il accuse d'avoir fait fuiter un dossier du FBI lors de la campagne de 2016 et de ne pas avoir voté pour l'abrogation de l'Obamacare.

La réponse de Meghan McCain aux attaques de Trump sur son père

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 19/03/2019 02:18 CET | Actualisé il y a 4 heures
Rédaction du HuffPost

Alors que le président américain a (encore) ciblé John McCain, décédé d'un cancer au mois d'août, sa fille Meghan a trouvé la réponse parfaite.

INTERNATIONAL - Parfois, un dessin vaut mille mots. Alors que Donald Trump a déversé sa colère sur John McCain, décédé d'un cancer il y a sept mois, la fille de l'ancien héros de guerre a publié la réponse parfaite sur son compte Instagram lundi 18 mars, après avoir répondu sur Twitter.

Mais cette fois, celle qui officie comme chroniqueuse politique à la télévision américaine a choisi un dessin pour répondre. Publié dans le Toronto Star au moment de la mort de l'ancien sénateur, celui-ci est l'oeuvre du dessinateur Michael de Adder. Particulièrement explicite, le dessin compare le parcours militaire de John McCain (jugé particulièrement glorieux aux États-Unis) aux emportements répétés de l'actuel locataire de la Maison Blanche.

Le reste se passe de commentaires :



Le navire de recherche R/V Petrel a retrouvé l'épave du porte-avions USS Wasp, coulé en septembre 1942

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 19 mars 2019



Après avoir récemment retrouvé les restes du porte-avions américain USS Hornet, coulé le 27 octobre 1942 par l'aéronavale japonaise près des îles Santa Cruz, dans le Pacifique, le navire de recherche R/V Petrel, affrété par Vulcan, une structure fondée par Paul Allen, le co-fondateur de Microsoft, a annoncé, la semaine passée, une autre découverte : celle de l'épave de l'USS Wasp, gisant à 4.200 mètres de profondeur, en mer de Corail, au nord-est de l'Australie.

Mis en service en 1940 malgré des soucis récurrents au niveau de ses turbines, ce porte-avions de 20.000 tonnes a la particularité d'avoir été engagé sur le théâtre européen avant d'aller affronter la marine impériale japonaise après l'attaque de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941.

En effet, dans un premier temps, ce navire fut sollicité pour acheminer des chasseurs Curtiss P-40 en Islande. Ses dirigeants étant réticents à s'engager contre les forces de l'Axe [Allemagne et Italie], le Royaume-Uni décida d'occuper ce pays stratégique pour la suite des opérations [« celui qui contrôle l'Islande a dans les mains un revolver pointé sur l'Angleterre, les États-Unis et le Canada », avait affirmé le géopoliticien allemand Karl Haushofer, ndlr]. Puis, dans le cadre d'un accord passé avec Washington en juillet 1941, Londres accepta de voir ses troupes y être relevées par des forces américaines. D'où la mission de l'USS Wasp.

Puis ce porte-avions fut à nouveau mobilisé pour transporter des avions Spitfire de la Royal Air Force à Malte, alors sous la menace allemande. Une mission délicate car le passage via le détroit de Gibraltar devait se faire en toute discrétion, afin d'éviter les espions. Il dut s'y reprendre à deux fois, un premier lot d'appareils ayant été détruit par un bombardement de la Luftwaffe dès son arrivée sur l'île.



Après l'affaire de Pearl Harbor, l'US Navy fut contrainte de redéployer l'USS Wasp dans le Pacifique. Avec ses F-4F Wildcat, TBF-1 Avenger et SBD-3 Dauntless, le porte-avions, toujours aux prises avec des problèmes de propulsion, prend part aux opérations de Guadalcanal [août 1942-février 1943]. Mais il n'en verra pas la fin.

Le 15 septembre 1942, l'USS Wasp fut en effet touché par deux ou trois torpilles lancées par le sous-marin japonais I-19. Devant les dégâts causés par les incendies qui s'étaient déclarés à bord, il fut décidé d'évacuer le navire. Son pacha, Forrest Sherman, n'abandonna la passerelle qu'après s'être assuré que tous les marins survivants avaient bel et bien quitté le bâtiment. Sur ses 2.162 hommes d'équipage, 176 y laissèrent cependant la vie.

Plus tard, le destroyer USS Lansdowne mit un terme à l'agonie de l'USS Wasp en l'envoyant par le fond. Il aura donc fallu près de 77 ans pour retrouver son épave.

Actuellement, le nom d'USS Wasp est porté par un navire d'assaut amphibie. Son commandant, Colby Howard, a salué le travail du R/V Petrel et rendu hommage aux marins du porte-avions coulé.



« Pendant la Seconde Guerre Mondiale, l'équipage de l'USS Wasp a fait preuve d'une bravoure, d'une ténacité et d'une détermination que nos marins s'efforcent aujourd'hui d'imiter. [...] Nous espérons que cette découverte permettra aux survivants et à leurs familles de rester proches. Je tiens à remercier sincèrement l'ensemble de l'équipage du R/V Petrel, dont l'engagement et la persévérance ont conduit à cette découverte », a-t-il déclaré.

Le navire affrété par les équipes de Paul Allen [décédé en octobre 2017, ndlr] a déjà retrouvé bon nombre d'épaves de navires ayant tenu un rôle important durant la Seconde Guerre Mondiale. La

marine américain y trouve un intérêt étant donné leur étude lui permet d'évaluer les dommages subis afin d'en tirer des leçons pour la conception de ses futurs bâtiments. La Marine nationale fait exactement la même chose, comme avec le cuirassé Bouvet, coulé en mars 1915

Pour l'anecdote, le lieutenant David McCampbell, qui se trouvait à bord de l'USS Wasp lors de son torpillage, établira le record de victoires obtenues en combat aérien en une seule mission, avec 9 avions ennemis abattu [le 24 octobre 1944, lors de la bataille du golfe de Leyte].

VÉNÉZUELA

Diplomatie

À New York, l'étrange «prise» du consulat du Venezuela

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 20/03/2019 à 06:29 Publié le 19/03/2019 à 23:32



Une pièce du consulat vénézuélien de New York, tel que les journalistes ont pu le visiter ce mardi. JOHANNES EISELE/AFP

Les partisans du président autoproclamé Juan Guaidó ont investi le lieu, en même temps que deux bâtiments diplomatiques à Washington DC, qu'ils ont aussitôt présenté aux journalistes.

Des salles vides, des demandes de passeport empilées, des tableaux entassés: un partisan du chef de l'opposition vénézuélienne Juan Guaidó a fait visiter mardi en propriétaire le consulat du Venezuela à New York, une prise de contrôle qualifiée de «libération». Le consulat, un bâtiment de six étages proche du siège de l'ONU, «était habité illégalement par des fonctionnaires du régime de Nicolas Maduro, accrédités auprès des Nations unies, qui ne disposent d'aucun statut juridique pour être ici», a affirmé aux journalistes Gustavo Marcano, ex-député vénézuélien en exil, désigné «ministre conseiller» par Juan Guaidó, président autoproclamé du Venezuela, reconnu par une quarantaine d'États, dont la France et les États-Unis.

Alors que Donald Trump répétait devant le président brésilien Jair Bolsonaro que «toutes les options étaient sur la table» pour faire tomber le régime de Nicolas Maduro, Gustavo Marcano a fait le tour du consulat avec les journalistes. Certaines salles avaient été vidées, mais on pouvait voir ici ou là des affiches à la gloire de l'ex-président Hugo Chavez, dont Maduro se veut l'héritier, des cartes du Venezuela, des tableaux et œuvres d'art... Une salle informatique avait été vidée de son contenu, sans que l'on sache précisément qui avait embarqué serveurs et ordinateurs.

Une «violation extrêmement grave des obligations internationales américaines»

Qualifiant le régime Maduro de «criminel», Gustavo Marcano a comparé la prise du consulat new-yorkais à une «libération», une «reconquête» de bâtiments usurpés par le régime - prélude selon lui à la libération du pays et au retour des exilés. La prise de contrôle par les partisans de Juan Guaidó du consulat new-yorkais et de deux bâtiments diplomatiques vénézuéliens à Washington DC avait été annoncée lundi par l'ambassadeur de Juan Guaidó à Washington, Carlos Vecchio. Elle a été soutenue par l'administration Trump, qui prône le départ de Maduro et n'a plus de relations diplomatiques avec son gouvernement et a rapatrié l'ensemble de son personnel diplomatique à Caracas.



Donald Trump, recevait mardi à la Maison blanche son homologue brésilien Jair Bolsonaro. Ils se sont entretenus après avoir échangé des t-shirts de football de leur équipe nationale.

«Ce développement est bienvenu pour nos relations bilatérales», a indiqué un porte-parole du département d'État américain. «La politique américaine est de soutenir la démocratie au Venezuela, le président par intérim Guaido et l'Assemblée nationale, seule institution démocratiquement élue du pays». Le gouvernement vénézuélien a lui qualifié l'occupation du consulat de «violation extrêmement grave des obligations internationales américaines», et menacé de prendre des mesures de rétorsion.

Economie

Venezuela: après six jours sans courant, l'or noir en chute libre



Esteban ROJAS AFP 15 mars 2019



Un camion-citerne de la compagnie PDVSA, le 11 mars 2019 à Caracas

Caracas (AFP) - La gigantesque panne de courant qui a plongé le Venezuela dans le noir va précipiter l'effondrement de la production pétrolière, déjà minée par la crise et les sanctions américaines qui lui feront bientôt perdre son marché principal.

Après six jours sans lumière et avec le pompage à l'arrêt, l'horizon est plus que sombre pour cette ressource essentielle à l'économie du pays et pour la compagnie publique d'exploitation PDVSA.

A partir du 28 avril, les citoyens et entreprises nord-américains seront interdits de vendre ou d'acheter le brut vénézuélien qui rapporte 96% de ses recettes au pays, et dont les réserves sont les plus importantes au monde.

Même si les exportations étaient déjà en chute libre, c'est un mauvais coup de plus porté au gouvernement de Nicolas Maduro car les Etats-Unis assurent 75% de la trésorerie de PDVSA.

Selon le président Maduro, les sanctions des Etats-Unis, avec lesquels les relations diplomatiques sont rompues, ont déjà coûté 30 milliards de dollars.

La paralysie que vient de subir le Venezuela a encore impacté ce secteur affaibli. "Pas un seul baril n'est sorti pendant toute la durée de la panne", affirme à l'AFP l'expert Luis Oliveros, en prévoyant "une détérioration bien pire encore à venir".

Une situation qui préoccupe aussi l'Agence internationale de l'énergie (AIE). "La semaine dernière, les opérations du secteur (pétrolier vénézuélien) ont été sérieusement perturbées et les pertes actuelles à grande échelle pourraient représenter une difficulté pour le marché", note-t-elle

dans son rapport mensuel sur le pétrole. L'AIE prévient aussi que "la dégradation du système électrique est telle que nous ne pouvons pas être certains que les réparations seront durables".

- Puits à l'arrêt -

La production de brut vénézuélien a commencé sa descente aux enfers en février de l'année passée, stagnant autour d'un peu plus du million de barils par jour, soit 142.000 de moins que la moyenne du mois précédent, selon des sources proches de l'OPEP. Il y a dix ans, les exportations atteignaient 3,2 millions de barils/jour.

Avec les dégâts causés aux installations, le volume pourrait chuter à 500.000 cette année, prévient l'économiste Asdrubal Oliveros, directeur de l'Institut Ecoanalitica.

PDVSA n'a pas encore présenté le bilan de la panne. Pendant la coupure, la compagnie nationale s'est bornée à annoncer qu'elle assurerait les livraisons d'essence à l'intérieur du pays, quand de longues files ont commencé à se former devant les stations-services.

"Nous n'avons pas arrêté les opérations et elles ne vont pas s'arrêter!", a martelé la compagnie.

Mercredi soir, trois citernes de stockage appartenant à la compagnie ont été incendiées dans l'Etat d'Anzoategui (nord-est): comme pour la panne, le gouvernement a incriminé les Etats-Unis et l'opposition qui auraient selon lui commandité une "action terroriste".

Relancer les installations ne sera pas chose facile parce qu'elles auront forcément subi des dommages.

"Dans certains cas, les dégâts causés aux puits peuvent être irréversibles, dans d'autres ils nécessiteront de lourds investissements pour redevenir opérationnels. Mais les conséquences vont être très sévères", avertit Luis Oliveros.

Le nombre de puits réellement en fonction était déjà en chute libre en raison d'un manque de maintenance et d'investissements et de la corruption.

Selon le prestataire de services pétroliers Baker Hughes, 26 plateformes fonctionnaient encore au Venezuela fin février, contre 47 un an auparavant. Et 74 en février 2014.

- Asphyxie -

M. Maduro a accusé une "cyber-attaque" contre la principale centrale du pays d'avoir causé la panne du 7 mars. Mais des experts interrogés par l'AFP ont rappelé la fréquence des pannes. "Les infrastructures du pays ne cessent de se dégrader", relève Luis Oliveros.

L'administration Trump a gelé les fonds et les actifs de PDVSA aux Etats-Unis et ceux de CITGO, sa filiale, confiant leur contrôle au leader de l'opposition Juan Guaido, reconnu comme président intérimaire par une cinquantaine de pays.

Dès la fin 2017, Washington avait interdit à ses ressortissants et à ses entreprises de négocier de nouvelles obligations de la dette du pays et de PDVSA, soit environ 150.000 millions de dollars.

M. Trump étend désormais ces mesures aux partenaires de la compagnie nationale. Selon le cabinet-conseil Eurasia Group, Washington veut encore étendre ces sanctions à des tiers afin de "miner davantage le financement" du gouvernement Maduro.

Cette semaine, le département du Trésor a sanctionné une banque russe, Evrofinance Mosnarbank, pour avoir "assisté, parrainé ou fourni un soutien financier, matériel ou technologique" à PDVSA.

Venezuela: une heure de queue pour deux dollars, la bataille du cash



AFP 19 mars 2019



Des billets de dollars et de bolivars pris en photo le 28 janvier 2019 à Caracas

Caracas (AFP) - Rare et surtout très dévaluée, la monnaie vénézuélienne disparaît chaque jour un peu plus mais reste indispensable pour se déplacer et acheter à manger, obligeant à de longues attentes pour s'en procurer aux guichets des banques.

Sept mois après leur mise en circulation, en août, les nouveaux billets de cinq bolivars sont déjà aussi insuffisants que les précédents malgré les garanties données par le président Nicolas Maduro.

Or chaque jour, le retrait maximum autorisé de 6.000 bolivars aux guichets équivaut à deux dollars, à peine de quoi payer deux cafés dont les Vénézuéliens raffolent. Et un tiers du salaire minimum.

Avec son retrait du jour lundi à Caracas, Victor Albarran espère payer le carton d'aliments subventionnés par le gouvernement dans les zones populaires (dix produits de base pour 1.000 bolivars), distribué par les Clap, les comités populaires pour l'alimentation.

"Je dois régler le carton de Clap, payer mon bus et donner le reste à ma fille pour ses transports, 150 bolivars par trajet" explique Victor à l'AFP en attendant l'ouverture de la banque. A côté de lui, le distributeur automatique n'attribue que 1.000 bolivars par jour.

Faute d'espèces en circulation les paiements électroniques se sont généralisés mais la nouveauté est que le dollar, autrefois accepté dans les hôtels, l'est désormais dans les restaurants et même sur les marchés populaires.

Avec la panne de courant du 7 mars qui a paralysé le pays pendant près d'une semaine, le billet vert s'est encore plus installé dans le paysage.

Avec la pire crise économique qu'a jamais subie le pays, les Vénézuéliens, en particulier dans les villes, comptent surtout sur les devises envoyées de l'extérieur par leurs proches exilés dont le nombre est évalué à 3,4 millions par le HCR.

Depuis la reprise du travail au sortir de la panne, les Vénézuéliens se sont rués sur les guichets pour sortir des espèces qui leur ont cruellement fait défaut.

Même si l'attente aux banques tend à se réduire depuis jeudi, il fallait encore compter une bonne heure lundi, comme l'a constaté Andreson Moncada.

"Ça va me faire deux jours, entre les transports et quelques bonbons pour ma fille. Un pain c'est 3.000 bolivars, la moitié de ça..." lâche-t-elle, sa fillette dans les bras.

Politique

Au Venezuela, des soins médicaux en échange de votes pour Maduro

Monde <http://www.slate.fr/> Repéré par Claire Levenson — 18 mars 2019 à 10h18 Repéré sur New York Times

Des médecins cubains envoyés au Venezuela racontent comment leur métier a été instrumentalisé à des fins politiques.



Un hôpital de Caracas au Venezuela, le 8 mars 2019 | Matias Delacroix / AFP

Depuis plus de dix ans, le gouvernement cubain envoie des milliers de médecins au Venezuela: elles et ils soignent la population et en échange, Cuba reçoit du pétrole. Mais il s'avère que les activités de ces envoyés ne sont pas purement médicales. En effet, seize médecins cubains, dont beaucoup ont préféré rester anonymes, ont expliqué au New York Times comment les gouvernements vénézuélien et cubain avaient mis en place un système dans lequel le personnel médical était censé faire de la propagande politique et parfois ne pas soigner les opposants et les opposants au régime de Nicolás Maduro.

Yansnier Arias, un médecin cubain qui a récemment fui le Venezuela pour se réfugier au Chili, raconte que ses supérieurs l'ont empêché de donner de l'oxygène à un patient qui souffrait d'insuffisance cardiaque. Les consignes étaient de garder le matériel médical et les médicaments pour la période juste avant l'élection présidentielle de 2018, au lieu de gérer les urgences. Le but étant de donner l'impression, à la veille du vote, que Maduro avait réglé la pénurie d'équipement médical.

«C'est devenu une forme de chantage»

Comme l'indique le journaliste Nicholas Casey, la manipulation politique des soins a lieu à plusieurs niveaux. Avant les élections, les médecins qui font du porte-à-porte dans les quartiers pauvres devaient dire aux résidentes et aux résidents qu'ils ne seraient plus soignés s'ils ne votaient pas Maduro. D'autres ont dû refuser de soigner des personnes parce qu'elles étaient membres de l'opposition.

Carlos Ramírez, un dentiste cubain qui a fui le Venezuela pour se réfugier en Équateur, explique au New York Times qu'il avait pour ordre de dire à ses patientes et à ses patients que si Maduro perdait les élections, le Venezuela n'aurait plus de système de santé. «C'est devenu une forme de chantage», résume-t-il.

En 2017, le gouvernement a créé un système de carte d'identité, la «carte de la patrie», utilisée à la fois pour obtenir des denrées alimentaires et pour voter. Le Dr Arias raconte qu'à l'hôpital, le personnel n'a pas donné de médicaments à une femme épileptique parce qu'elle n'avait pas cette carte et qu'elle avait critiqué Maduro.

Selon les médecins interviewés par le New York Times, en 2015, des officiels du gouvernement se sont fait passer pour des docteurs et ont fait du démarchage avant les élections pour distribuer des médicaments afin d'encourager les gens à voter Maduro.

La manipulation politique des personnels médicaux est devenue tellement connue que certaines personnes opposées à Maduro les ont chassés de leurs maisons avec des chiens ou des armes.

Les médecins cubains qui ont quitté le Venezuela sont considérés comme des déserteurs par le gouvernement cubain, et ne peuvent pas retourner dans leur pays pour voir leurs familles.

Venezuela: heurts dans un hôpital avant la visite d'une mission de l'ONU



RFI 18 mars 2019



Au Venezuela, des heurts ont éclaté dimanche 17 mars entre pro et anti-Maduro, dans un hôpital de Barquisimeto. Cela s'est produit alors que l'établissement de cette ville du nord-ouest du pays attendait la mission des Nations unies mandatée par Michelle Bachelet, la Haut-commissaire aux droits de l'homme. Avec notre correspondant à Caracas, Benjamin Delille Depuis près d'une semaine, la mission technique des Nations unies sillonne le Venezuela avec un programme chargé. Et à chacune de ses étapes, de nombreux opposants se rassemblent pour tenter de montrer aux membres de la mission l'ampleur de la crise vénézuélienne. Plusieurs d'entre eux, dont des médecins, ont été pris pour cible ce dimanche par un groupe de personnes qui leur a lancé des pierres alors qu'ils attendaient devant un hôpital de Barquisimeto. Selon Jaime Lorenzo de l'ONG Medicos Unidos, les assaillants étaient des partisans de Nicolas Maduro. Malgré cet incident, la visite des représentants de l'ONU a pu se dérouler sans problème. Mais cela témoigne de la tension qui règne autour de cette mission. De nombreuses ONG accusent Nicolas Maduro de tenter de lui « camoufler » ce qui se passe réellement dans le pays, notamment dans les hôpitaux. Le but de la mission est de préparer une éventuelle visite de Michelle Bachelet, invitée en novembre dernier. Mais depuis plusieurs semaines, la Haut-commissaire aux droits de l'homme est l'objet de nombreuses critiques de l'opposition vénézuélienne, qui l'accuse de ne pas condamner assez fermement le gouvernement de Nicolas Maduro.

Au Venezuela, des heurts ont éclaté dimanche 17 mars entre pro et anti-Maduro, dans un hôpital de Barquisimeto. Cela s'est produit alors que l'établissement de cette ville du nord-ouest du pays attendait la mission des Nations unies mandatée par Michelle Bachelet, la Haut-commissaire aux droits de l'homme.

*Avec notre correspondant à Caracas, **Benjamin Delille***

Depuis près d'une semaine, la mission technique des Nations unies sillonne le Venezuela avec un programme chargé. Et à chacune de ses étapes, de nombreux opposants se rassemblent pour tenter de montrer aux membres de la mission l'ampleur de la crise vénézuélienne.

Plusieurs d'entre eux, dont des médecins, ont été pris pour cible ce dimanche par un groupe de personnes qui leur a lancé des pierres alors qu'ils attendaient devant un hôpital de Barquisimeto. Selon Jaime Lorenzo de l'ONG Medicos Unidos, les assaillants étaient des partisans de Nicolas Maduro.

Malgré cet incident, la visite des représentants de l'ONU a pu se dérouler sans problème. Mais cela témoigne de la tension qui règne autour de cette mission. De nombreuses ONG accusent Nicolas Maduro de tenter de lui « camoufler » ce qui se passe réellement dans le pays, **notamment dans les hôpitaux.**

Le but de la mission est de préparer une éventuelle visite de **Michelle Bachelet**, invitée en novembre dernier. Mais depuis plusieurs semaines, la Haut-commissaire aux droits de l'homme est l'objet de nombreuses critiques de l'opposition vénézuélienne, qui l'accuse de ne pas condamner assez fermement le gouvernement de Nicolas Maduro.

ASIE

AFGHANISTAN

Opérations

Les forces afghanes sont en grande difficulté dans la province de Baghdis, près du Turkménistan

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 18 mars 2019



Lors d'une audition au Congrès des États-Unis, le général Joseph Votel, le chef de l'US CENTCOM [commandement pour l'Asie centrale et le Moyen-Orient] a été clair : la situation de l'Afghanistan « ne permet pas » un retrait des forces américaines et un désengagement de la mission Resolute Support, de l'Otan.

« Les forces afghanes dépendent du soutien de la coalition » et « mon avis est que toute décision de réduire les forces en Afghanistan devrait être prise après une pleine consultation de nos partenaires de la coalition et bien sûr du gouvernement afghan », a en effet affirmé le général Votel, le 7 mars. Et d'insister : « Les conditions politiques et les progrès achevés sur la voie de la réconciliation ne permettent pas aujourd'hui » un retrait, lequel doit être lié à des « progrès politiques ».

Un rapport remis une semaine plus tôt au Conseil de sécurité par Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations unies, a affirmé que les « conditions de sécurité » en Afghanistan restent « très précaires ». Ainsi, si le nombre d'atteintes à la sécurité a diminué de 5% en 2018 [22.478 contre 23.744 constatés un an plus tôt, un record], de même que celui des affrontements armés [-10%], « les assassinats ciblés et les enlèvements ont augmenté de 9 % par rapport à 2017, tandis que 106 attentats-suicides ont été enregistrés, chiffre le plus élevé depuis 2014, soit 5 % d'augmentation par rapport à 2017. »

Dans le même temps, le nombre de victimes civiles a atteint son plus haut niveau depuis 2009, avec 3.804 tués et 7.189 blessés. La Mission des Nations unies en Afghanistan [MANUA] a « attribué 63% de toutes les pertes civiles à des éléments hostiles au gouvernement [dont 37 % aux Taliban et 20 % à l'EI-K], 24 % aux forces progouvernementales [14 % aux Forces nationales de sécurité afghanes, 6 % aux forces militaires internationales et 2 % aux groupes armés progouvernementaux] et 10 % à des tirs croisés dont l'origine n'a pu être confirmée survenus durant des affrontements au sol. »

En outre, indique ce rapport, « les Taliban ont réussi à prendre temporairement le contrôle de 21 centres administratifs de district tout au long de l'année [2018], soit le deuxième chiffre le plus important depuis que la responsabilité de la sécurité a été transférée aux forces afghanes à la fin de 2014. » Et cela, alors que « les frappes aériennes, qui avaient déjà augmenté de 67,6 % entre 2016 et 2017, ont accusé une hausse de 42 %, passant de 950 en 2017 à 1 352 en 2018. »

Cela étant, les États-Unis et le mouvement taleb afghan ont entamé des négociations afin d'obtenir un accord de paix. Ce qui donne d'ailleurs lieu à des tensions entre Washington et Kaboul dans la mesure où les autorités afghanes ne sont pas associées à ces discussions qui, aux dires l'émissaire américain pour l'Afghanistan, Zalmay Khalilzad, ont connu une « vraies avancées » ces derniers jours.

Seulement, parallèlement à ces discussions, les taliban continuent d'attaquer. Le 1er mars, alors que devait s'ouvrir un nouveau cycle de négociations à Doha [Qatar], ils ont lancé un assaut « complexe » contre une base américano-afghane implantée dans la province du Helmand. Puis, depuis maintenant deux semaines, ils tentent de s'emparer du district de Bala Murghab, dans la province de Baghdis, située dans le nord-ouest de l'Afghanistan, à la frontière avec le Turkménistan.

Dans un premier temps, les taliban ont bloqué toutes les routes menant à Bala Murghab. Puis ils ont donné l'assaut contre 11 postes de sécurité, mettant en déroute une compagnie de l'armée nationale afghane [ANA]. Puis, selon Tolo News, ils ont progressé jusqu'à arriver à 1 km du centre de ce district. La police locale a ensuite annoncé une « contre-attaque », à l'issue de laquelle, a-t-elle assuré, les insurgés ont été « vaincus ».

Le 15 mars, les responsables de la sécurité de ce district ont en effet assuré que la situation était « sous le contrôle » des forces gouvernementales. « Nous avons lancé des opérations militaires dans certaines zones et la situation est désormais normale dans le district. Nous pouvons cibler l'ennemi où qu'il se trouve », a même déclaré Khalil-Ur-Rahman Jawad, le chef de la police provinciale.

En réalité, la situation est très confuse. En effet, si l'on en croit Mohammad Naser Nazari, un membre du conseil provincial, la force frontalière afghane, qui relève du ministère de la Défense, a été mise en déroute par les taliban, avec environ 50 de ses membres capturés et une centaine d'autres ayant trouvé refuge au Turkménistan voisin. Ce qui a été confirmé au New York Times par le Saleh Mohammad Mubarez, le commandant de la police afghane dans le district, ainsi que par son adjoint, le lieutenant Habibullah.

Et dans cette affaire, les autorités turkmènes n'auraient pas hésité à remettre les fuyards aux taliban. Ce qui fait que, selon un décompte du New York Times, les combats de Bala Murghab auraient fait 44 tués parmi les forces de sécurité afghanes, ainsi que 190 prisonniers.

Cependant, les responsables afghans ont contesté ces chiffres, assurant qu'au moins 58 soldats ayant fui au Turkménistan étaient depuis rentrés chez eux. Et le porte-parole de la province de Badghis a même expliqué que cette fuite faisait « partie d'un plan de sécurité précédemment établi. » Puis le ministère afghan de la Défense a assuré que les combattants en question n'étaient pas des soldats réguliers mais des miliciens locaux. En un mot, c'est la confusion totale.

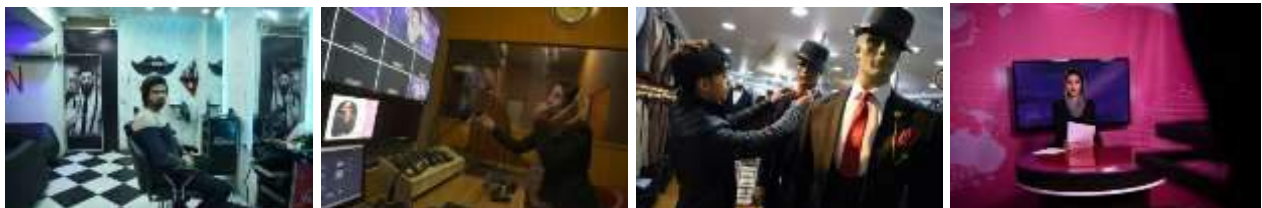
Quoi qu'il en soit, selon le chef de la police du district de Bala Murghab, « la situation est très mauvaise » et les taliban sont sur le point de s'emparer de ce secteur. « Les renforts n'ont pas été suffisants. La force aérienne doit aider et lancer des frappes aériennes », a-t-il confié au New York Times. Or, a priori, un tel appui n'est pas envisageable pour le moment étant donné que les taliban « utilisent les maisons des civils comme abris. »

Société

En Afghanistan, la jeunesse veut la paix mais pas celle des talibans



Usman SHARIFI AFP 17 mars 2019



L'Afghan Zabihullah dans son salon de beauté pour hommes, le 17 février 2019 à Kaboul



Kaboul (AFP) - Assis dans son salon de beauté pour hommes à Kaboul, Zabihullah, rêve de paix pour l'Afghanistan, mais pas au prix d'un retour de la police religieuse traquant et frappant les gens pour leurs coiffures ou leurs vêtements.

Enfant, il travaillait chez un barbier alors que les talibans étaient au pouvoir dans les années 90. "Je me souviens que la police religieuse des talibans amenait chaque jour de jeunes hommes pour qu'on leur rase la tête en punition car ils avaient osé se faire une coiffure", souligne le jeune homme de 25 ans, qui a lui-même les cheveux longs attachés en arrière.

Les talibans ont été chassés en 2001 et Kaboul regorge à présent de salons comme le sien, pleins de clients branchés en quête de la dernière tendance occidentale, musique pop en fond sonore.

La population de l'Afghanistan, estimée à 35 millions de personnes, est très jeune, avec près des deux tiers sous la barre des 25 ans. Des millions d'entre eux ont grandi en milieu urbain, chassés par les combats dans les provinces.

Zabihullah fait partie de cette génération qui comprend de nombreux militants, journalistes, mannequins ou vedettes des réseaux sociaux et qui est vent debout contre l'idéologie des talibans.

Mais à mesure que les pourparlers de paix entre insurgés et Etats-Unis se prolongent et font état de progrès croissants, ils se rendent compte que les talibans pourraient revenir dans le jeu politique, ce qui les inquiète profondément. "Je ne veux pas d'une paix dans laquelle je perdrais mes libertés", lâche Zabihullah.

- Années de guerre -

Mohammad Anil Qasemi, un militant pour la jeunesse, était étudiant à l'Université américaine de Kaboul lorsque les talibans ont pris d'assaut le campus en août 2016.

L'un des assaillants a lancé une grenade à main dans sa salle de classe, tuant nombre de ses camarades. La déflagration l'a projeté par la fenêtre et il a chuté du deuxième étage. Il a survécu mais a souffert de graves blessures à la tête, à l'estomac et aux jambes.

Lui aussi dit redouter que les discussions conduites par des hommes grisonnants à Doha (Qatar) signifient que sa génération n'aura pas son mot à dire dans ce qui va suivre.

"Je suis prêt à pardonner aux talibans pour ce qu'ils m'ont fait à moi et à mes camarades (...) Mais je ne peux pas négocier la liberté et les accomplissements de ma génération", dit-il à l'AFP.

Mais le débat sur ce que les Afghans sont prêts à accepter en échange de la paix révèle des fractures sociologiques dans le pays.

Les femmes, que les talibans avaient à l'époque confinées à l'espace domestique et contraintes à porter la burqa, sont sur la même ligne que la jeunesse, prévenant qu'elles ont changé depuis 2001 et ne sont pas prêtes à faire des compromis quant à leurs droits.

"Pour les talibans, voir une présentatrice à la télévision est intolérable, et pour moi, perdre ma liberté et mes droits est intolérable", souligne Diba, 21 ans, qui présente les informations sur la chaîne Zan TV.

"Je risque de devoir quitter le pays, ou de mourir de dépression sous la férule talibane", souligne-t-elle.

- Amis perdus -

D'autres, plus âgés, ont connu plus d'années de guerre que de paix et ne jurent que par un répit.

"Je suis prêt à laisser repousser ma barbe comme l'exigent les talibans", souligne Haji Ahmad Shah, client d'un centre commercial à Kaboul.

"J'ai perdu beaucoup d'amis et de parents dans cette guerre, je veux juste qu'elle s'arrête", ajoute-t-il.

Une autre ligne de fracture est apparente entre jeunes ruraux et jeunes urbains.

Les habitants des campagnes, où dominent des traditions très conservatrices et patriarcales, à l'opposé du relatif cosmopolitisme de villes comme Kaboul, semblent souvent moins réticents à accepter les restrictions exigées par les talibans.

Faridullah, un jardinier de 23 ans vivant dans une zone rurale de Kandahar (sud), a des habitudes relativement libérales comme se raser la barbe et écouter de la musique.

Si les talibans reviennent, il pourrait perdre ces libertés: "Mais ça va, car ce que je veux, c'est la sécurité. Pour le moment, je ne peux même pas me rendre dans mes jardins, car ils sont pleins de mines", explique-t-il.

Les talibans affirment pour leur part avoir modéré leurs positions sur certaines questions sociales. Ceux qui vivent actuellement sous leur joug ne sont toutefois pas de cet avis.

Le mouvement n'a à ce stade pas indiqué clairement quel rôle il entend jouer dans la gouvernance du pays et dans la société civile, se contentant de dire qu'il voulait l'instauration d'un "système islamique".

Farshad, 23 ans, vendeur au look ultra branché dans une boutique de costumes occidentaux et chapeaux mous déclare être prêt à la voir reconvertie en magasin de turbans traditionnels si c'est le prix à payer pour que les combats cessent. "J'espère seulement qu'ils ne toucheront pas à ma coupe de cheveux", déclare-t-il.

CHINE

Défense

Crash d'un chasseur-bombardier JH-7A de la marine chinoise

<http://www.eastpendulum.com/> Air By Henri KENHMANN 2019-03-21



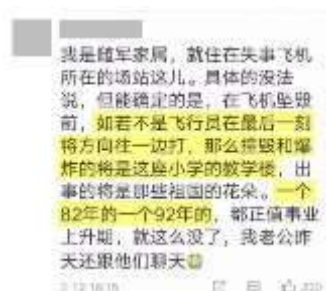
Un appareil en panne dans l'air, une école primaire au sol... Au moment de devoir s'éjecter, les deux jeunes pilotes de la marine chinoise, volant alors sur un chasseur-bombardier JH-7A, ont préféré laisser la vie aux enfants qui n'auraient pas pu s'échapper si l'avion était amené à s'écraser suivant sa trajectoire initiale.

Selon les dernières informations révélées par la presse locale, les deux pilotes du 27^e régiment de la force d'aviation de la marine ont dirigé l'avion, en état de perdition, vers un château d'eau situé à seulement 15 mètres d'une école primaire, le mardi 12 Mars dans la matinée.

« On ne connaît pas encore tous les détails, mais une chose est sûre, si les pilotes n'avaient pas essayé de braquer l'avion vers le côté, alors l'explosion aurait certainement eu lieu dans le bâtiment de l'école », raconte une mère de famille militaire sur le réseau social dans l'après-midi

du jour de l'incident, qui habite non loin de la base aérienne de Ledong, sur l'île de Haïnan, « L'un est né en 82, l'autre en 92, mon mari parlait encore avec eux hier... »

Dans le même fil de discussion, une autre proche des personnels de la base rajoute : « Parmi les deux, il y en a un qui n'est pas encore marié, l'autre a laissé une petite fillette de 5 ans, je ne sais même pas comment consoler les familles. La petite n'est pas encore au courant, je ne trouve pas de mot... »



Si les autorités chinoises n'ont révélé aucun détail dans le communiqué officiel, que ce soit sur le modèle de l'avion en question ou le nom des pilotes, elles indiquent néanmoins que les deux pilotes sont décédés et qu'il n'y a eu aucun blessé au sol. Une enquête est ouverte pour connaître les causes de l'incident.

Et depuis, les observateurs s'acharnent pour en savoir plus – Où exactement l'avion s'est écrasé ? Quel est le modèle exact de l'avion ? Qui sont ces deux pilotes ? Et, que sait on sur la circonstance ?



En regroupant les vidéos et les éléments de sources diverses, on est en mesure de localiser assez précisément l'endroit du crash, qui se trouve en fait à 5 km sud-ouest de la base aérienne de Ledong, sur le prolongement de la piste d'atterrissage, à quelques mètres d'une école primaire appelée « Cheng Chang » (程畅小学). Cette observation est donc conforme vis-à-vis des premiers éléments diffusés sur le réseau social chinois.

Les nombreuses traces de pneu laissées sur la piste de Ledong suggèrent ensuite que les appareils atterrieraient toujours de la direction sud-ouest dans cette base. Autrement dit il est fort probable que le JH-7A en question ait eu la panne fatale durant son retour à la base, lors de la descente, et les pilotes ont parvenu à engager et viser la piste avant de perdre le contrôle de leur appareil.

Si cela se confirme, cela revient à dire que les deux pilotes ont poussé la manche quand ils ont jugé que l'avion, d'une dizaine de tonnes au minimum, n'est plus récupérable et qu'il y a un fort risque pour qu'il s'écrase sur l'école, en plein jour, quand tous les élèves sont encore dedans.



Une fois le lieu localisé vient ensuite la question sur l'identification de l'appareil. On sait que la base aérienne de Ledong héberge deux types d'appareil, le J-11BSH et le JH-7A, tous appartenant à la 9ème division de la force d'aviation de la marine chinoise.

Si le doute subsistait au début pour savoir si l'avion biplace du crash était un J-11BSH ou un JH-7A, malgré les premiers témoignages locaux qui mentionnent ce dernier, on a la confirmation qu'il s'agissait d'un JH-7A lorsque la presse locale de Xi'an, ville originaire de l'un des deux pilotes décédés, fait une couverture ce lundi sur le retour du corps de REN Yong Tao (任永涛), capitaine de frégate de la marine chinoise « mort dans une mission d'entraînement en vol le 12 Mars ».

Dans l'introduction du journal, on apprend que REN, né en Août 1982, est entré dans l'armée chinoise en 2000. Pilote niveau 1 de la marine chinoise, REN a plus de 1 000 heures de vol au compteur et a volé sur 5 différents types d'appareil, parmi lesquels deux sont des chasseurs, le J-6 et le JH-7A.

C'est donc grâce à cette information que l'on peut déduire le modèle de l'avion qui s'est écrasé mardi dernier, le J-6 n'étant plus en service et surtout pas à Ledong, il ne reste plus que le JH-7A qui correspond aux « critères ».

En ce qui concerne l'identité du deuxième pilote, d'après un article officiel de la marine chinoise paru le 20 Mars, il s'agit de l'enseigne de vaisseau de première classe ZHAN Jin Xin (粘金鑫), né en Juillet 1992. C'était un jeune pilote de niveau 3.



Le corps de l'un des pilotes décédés est retourné dans sa ville natale près de Xi'an

On notera qu'il y aurait 12 crashes de JH-7 et JH-7A depuis 1988, sur près de 300 appareils produits, causant la mort d'au moins 17 pilotes de l'armée de l'air et la marine chinoise réunies.

Le dernier incident remonte au 22 Octobre 2016, un JH-7A s'est écrasé dans la ville de Liuzhou, en province du Guangxi, au sud de la Chine. Les deux pilotes de la PLAAF sont saufs.

N'ayant pas les heures de vol totales de tous les JH-7 et JH-7A en service il est difficile d'établir le niveau de sécurité aérienne du programme, néanmoins, le taux d'incident de niveau 1, impliquant la mort de tous les pilotes dans les 24 heures que survient l'incident et aussi la destruction de l'appareil, est relativement élevé par rapport aux autres programmes d'avion de chasse de conception chinoise.

A titre d'exemple, sur les 18 incidents répertoriés de J-10, J-10A, J-10B, J-10C et J-10S, deux seuls sont de niveau 1. Est-ce que ceci est dû au fait que le JH-7 et le JH-7A, bien que conçus comme un chasseur-bombardier, sont plutôt utilisés comme un avion d'attaque au sol de première ligne pour l'appui aérien rapproché ? Son système d'éjection a-t-il contribué à ceci ? Quid des autres programmes d'entraînement des deux corps d'armée vis-à-vis de cet avion ?

En tout cas c'est un incident de plus, avec malheureusement deux morts sur le compte aussi, pour un programme dont le développement remonte au début des années 70'.

La Chine se dote d'une nouvelle loi sur les investissements étrangers



RFI 15 mars 2019



Sans surprise, la loi sur les investissements étrangers en Chine a été adoptée ce vendredi 15 mars 2019 en clôture du Parlement chinois, réuni en session annuelle à Pékin. Un texte censé garantir davantage d'équité aux entreprises étrangères sur le marché chinois. Avec notre correspondant à Pékin, Stéphane Lagarde

Dernier jour de réunion annuelle de la XIIIe session de l'Assemblée nationale populaire, la loi est adoptée à l'immense majorité des délégués. Le Grand Palais du peuple applaudit. Une fois de plus, il vient de voter quasiment comme un seul homme : 2 929 voix pour, huit contre et huit abstentions. La loi, présentée comme une réforme clé pour l'ouverture du marché chinois, doit permettre de protéger davantage la propriété intellectuelle mais aussi interdire, précise le texte, le « recours à des moyens administratifs pour forcer les firmes étrangères à transférer leurs technologies ». La loi sera mise en application le 1er janvier 2020. Elle devrait attirer davantage de capitaux étrangers, s'enthousiasme la presse officielle. Un texte taillé sur mesure pour faire plaisir aux Américains dans la guerre commerciale qui oppose Pékin à Washington. ► A relire : Le projet de loi sur les investissements étrangers peut-il convaincre ? Lors de la conférence de presse donnée à la suite du vote, le Premier ministre Li Keqiang a assuré le service après-vente. « Quand nous parlons de mesures de régulations impartiales, nous devons aussi penser à protéger la vie privée des individus », martèle le chef du gouvernement. « Je veux ici réaffirmer de manière claire que l'espionnage des individus comme des entreprises n'est pas conforme avec la loi chinoise, promet Li Keqiang. Ce n'est pas comme ça que la Chine se comporte. Nous n'avons jamais fait cela et nous continuerions à ne jamais le faire dans le futur. » Malgré ces propos rassurants et cette loi censée uniformiser les règles du jeu pour tous les acteurs, certaines entreprises, notamment américaines, ont fait savoir que le texte n'allait pas assez loin. En cause, des clauses restrictives que les compagnies étrangères sont toujours tenues de respecter en Chine. ► Lire aussi : Le plaidoyer du Premier ministre Li Keqiang pour la relance et l'emploi

Sans surprise, la loi sur les investissements étrangers en Chine a été adoptée ce vendredi 15 mars 2019 en clôture du Parlement chinois, réuni en session annuelle à Pékin. Un texte censé garantir davantage d'équité aux entreprises étrangères sur le marché chinois.

Avec notre correspondant à Pékin, Stéphane Lagarde

Dernier jour de réunion annuelle de la XIIIe session de l'Assemblée nationale populaire, la loi est adoptée à l'immense majorité des délégués. Le Grand Palais du peuple applaudit. Une fois de plus, il vient de voter quasiment comme un seul homme : 2 929 voix pour, huit contre et huit abstentions.

La loi, présentée comme une réforme clé pour l'ouverture du marché chinois, doit permettre de protéger davantage la propriété intellectuelle mais aussi interdire, précise le texte, le « *recours à des moyens administratifs pour forcer les firmes étrangères à transférer leurs technologies* ».

La loi sera mise en application le 1er janvier 2020. Elle devrait attirer davantage de capitaux étrangers, s'enthousiasme la presse officielle. Un texte taillé sur mesure pour faire plaisir aux Américains dans la guerre commerciale qui oppose Pékin à Washington.

Lors de la conférence de presse donnée à la suite du vote, le Premier ministre Li Keqiang a assuré le service après-vente. « *Quand nous parlons de mesures de régulations impartiales, nous devons aussi penser à protéger la vie privée des individus* », martèle le chef du gouvernement.

« *Je veux ici réaffirmer de manière claire que l'espionnage des individus comme des entreprises n'est pas conforme avec la loi chinoise, promet Li Keqiang. Ce n'est pas comme ça que la Chine se comporte. Nous n'avons jamais fait cela et nous continuerions à ne jamais le faire dans le futur.* »

Malgré ces propos rassurants et cette loi censée uniformiser les règles du jeu pour tous les acteurs, certaines entreprises, notamment américaines, ont fait savoir que le texte n'allait pas assez loin. En cause, des clauses restrictives que les compagnies étrangères sont toujours tenues de respecter en Chine.

Technologie

Les ambitions de la Chine en matière de transport aérien civil : entre instrument de développement régional et outil de projection d'influence à l'international

<https://www.diploweb.com/> Par Julien LEBEL, le 17 mars 2019

Docteur de l'Institut Français de Géopolitique (IFG), Université Paris 8. Géographe, cartographe, expert en géopolitique et transport aérien civil

Le transport aérien est un secteur clé de la mondialisation. Chacun connaît la concurrence entre Boeing et Airbus. En revanche, nous manquons souvent d'informations précises sur la montée en puissance des pays émergents dans ce secteur. Julien Lebel démontre brillamment que la Chine mène une stratégie ambitieuse afin de soutenir le développement de son secteur aérien national. L'implication directe des autorités dans la croissance des compagnies locales illustre une volonté d'étendre l'influence du pays à l'international. En ce sens, la connectivité aérienne, tout particulièrement à travers les services opérés par les transporteurs nationaux, constitue un outil privilégié pour renforcer les échanges entre la Chine et des pays tiers. Illustré de trois cartes inédites.

ALORS QUE la Chine constitue un marché incontournable pour les différents acteurs de l'aérien (transporteurs opérant un réseau mondial, ou encore constructeurs aéronautiques), les compagnies aériennes chinoises poursuivent l'extension de leur réseau international, tant depuis les grandes métropoles (Pékin, Shanghai, Canton), que des villes de moindre envergure, à l'image de Xi'an, Fuzhou, ou encore Chongqing. Le pays abrite, en effet, de nombreux opérateurs qui s'avèrent liés les uns aux autres et entretiennent des liens étroits avec les autorités.

Ces dernières organisent le secteur aérien national et pilotent son développement afin d'assurer la projection de l'influence chinoise à l'échelle internationale, tant sur les plans culturels, économiques, que politiques. Quelle est la stratégie mise en œuvre par le gouvernement chinois en matière de transport aérien et comment s'articule l'expansion des compagnies nationales avec les ambitions portées par un puissant acteur politique sur la scène diplomatique et économique mondiale ?

I. Un essor continu du trafic aérien

La région Asie Pacifique constitue depuis 2011 la zone qui enregistre le plus grand nombre de passagers aériens, après avoir devancé l'Europe puis l'Amérique du Nord [1]. Cela s'explique notamment par la croissance du trafic aérien en Chine qui s'avère être de loin le marché le plus important de la région. Les autorités chinoises ont engagé depuis plusieurs années une stratégie ambitieuse en matière de transport aérien afin de développer les canaux de communication et stimuler les échanges avec différents pays tiers. L'Agence internationale du transport aérien (IATA) [2] indiquait d'ailleurs dans une étude publiée en 2017 que le nombre de passagers aériens voyageant depuis/vers/à l'intérieur de la Chine devrait dépasser le trafic enregistré aux Etats-Unis autour de 2022 [3], avec plus de 750 millions de voyageurs annuels.

Au-delà de la forte croissance démographique du pays qui peut aisément expliquer une telle dynamique, cette dernière illustre également la volonté des autorités chinoises de renforcer leur position sur la scène internationale. Alors que le pays mène dans les années 1990 une stratégie visant à promouvoir les exportations nationales, le développement des liaisons aériennes reliant la Chine aux autres Etats est de fait apparu comme une nécessité [4]. Le gouvernement chinois entreprend en 2002 une réorganisation du secteur aérien – notamment à travers le

développement de trois grands groupes publics qui subsistent encore en 2019 : Air China, China Eastern et China Southern – visant à renforcer les compagnies locales face aux concurrents internationaux, tout en s'adaptant à l'essor du trafic domestique.

C'est également au cours des années 2000 que le gouvernement se concentre sur le développement des hubs de Pékin, Shanghai et Canton, apparaissant aujourd'hui comme de véritables plateformes internationales illustrant la forte croissance des trois grands groupes aériens basés respectivement dans chacune de ces villes [5]. Par ailleurs, la compagnie privée Hainan Airlines – créée en 1993 sur l'île éponyme – développe également ses vols long-courriers, tout particulièrement en lançant des liaisons internationales au départ de Pékin, mais aussi depuis les villes « secondaires » chinoises.

Il est intéressant de souligner que les autorités chinoises s'intéressent au concept de *soft power* [6] peu de temps après son apparition dans l'ouvrage de J. Nye en 1991 [7] et découvrent un outil idéal pour étendre l'influence de la Chine à l'échelle régionale tout en cherchant à convaincre les Etats voisins des intentions pacifiques du pays. Le concept de *soft power* correspond pleinement aux ambitions portées par la Chine à travers différentes initiatives, à savoir le développement des échanges économiques, un certain soutien au rayonnement culturel du pays – notamment à travers l'expansion des instituts Confucius dans le monde (tout en restant rattachés au ministère de l'Education) pour assurer la promotion de la langue chinoise, ou encore la croissance des échanges universitaires –, ainsi que la mise en œuvre d'une diplomatie moins regardante sur la situation interne des partenaires que les Etats occidentaux (ces derniers peuvent en effet poser des conditions en matière d'évolutions démocratiques notamment dans le cadre de leurs coopérations internationales) [8]. La Chine cherche ainsi à devenir un acteur incontournable sur la scène internationale afin de favoriser ses intérêts, ce qui passe par la mise en œuvre d'une large stratégie visant à générer du *soft power* dans les champs économique, culturel et diplomatique, tel que décrit ci-dessus.



Carte de l'essor des liaisons aériennes long-courriers au départ des aéroports chinois

Les compagnies aériennes chinoises ont surtout développé leurs activités au départ des régions côtières où se concentre une large part de la population ainsi que d'importants centres industriels. Parallèlement, le pouvoir politique reste centralisé à Pékin qui se trouve également dans cette région, contrastant ainsi avec les zones occidentales moins développées. Un tel déséquilibre n'est cependant pas sans conséquences : alors que le trafic aérien se concentre autour des grandes plateformes orientales (Carte 1), des problèmes importants de congestion émergent, tandis que les inégalités entre la côte et les régions intérieures s'accroissent et constituent une menace pour la stabilité du régime. Il convient d'ailleurs de rappeler que des tensions subsistent dans certains territoires qui ont été annexés et se situent aux marges du pays (Tibet, ou encore Xinjiang notamment).

Dans un tel contexte, les villes chinoises de « deuxième rang » sont de plus en plus mises en avant grâce aux ambitions d'intégration au sein des réseaux de la mondialisation portées par certains gouvernements régionaux, avec le soutien du pouvoir central qui entend dans le même temps renforcer son contrôle sur l'ensemble du pays. Le transport aérien joue un rôle à part entière dans le cadre d'une telle dynamique, notamment à travers le développement de liaisons long-courriers au départ des aéroports chinois « régionaux », aussi bien opérées par des compagnies nationales que, dans une moindre mesure, des compagnies étrangères dont les Etats d'ancrage se voient octroyés des droits de trafic [9] vers ces mêmes aéroports. La compagnie finlandaise Finnair a notamment su en tirer parti en desservant Chongqing dès 2012, puis Xi'an

l'année suivante, ce qui s'inscrivait dans le cadre de sa stratégie d'expansion sur les flux reliant l'Europe à l'Asie orientale, via son hub d'Helsinki.

Plus récemment, le gouvernement chinois canalise vers ces mêmes aéroports la croissance des compagnies du Golfe qui souhaitent développer leurs routes vers le pays, à l'image de la liaison opérée par Emirates Airline depuis 2016 et desservant les aéroports de Yinchuan et Zhengzhou. Il est d'ailleurs courant que les gouvernements régionaux apportent un appui financier aux compagnies aériennes qui opèrent de telles routes [10], permettant le maintien de liaisons qui ne pourraient pas être rentables sans un tel soutien. Ainsi, entre 2012 et 2017, le nombre d'aéroports de deuxième rang accueillant des services long-courriers a quasiment doublé à travers le pays.

Alors que les contraintes relatives à la délivrance d'un visa pour les ressortissants de nombreux pays constituaient un frein au développement des flux de passagers internationaux, et plus globalement à l'attractivité des aéroports du pays en tant que plateformes de transit pour les compagnies chinoises, le gouvernement a lancé depuis 2013 de nouvelles mesures permettant à de nombreux voyageurs internationaux d'effectuer un transit sans visa sur certains aéroports du pays et sous des conditions précises [11]. Le dispositif a été initialement développé à Shanghai puis à Pékin, avant d'être progressivement étendu à d'autres plateformes nationales.

Une telle stratégie ne manque d'ailleurs pas de fragiliser l'aéroport de Hong Kong qui constituait jusqu'à présent un hub historique dans la région, celui-ci s'étant en effet développé comme un pont entre la Chine continentale et l'international. Dans un tel contexte, la compagnie Cathay Pacific – basée sur un territoire où le gouvernement chinois entend accroître son influence – traverse d'importantes difficultés et se voit contrainte de revoir son modèle, notamment à travers un réajustement de son large réseau international, tant face à l'essor de puissants transporteurs chinois que celui des compagnies du Golfe (Emirates Airline, Qatar Airways) et de Turkish Airlines.

En dévoilant les ambitions en matière d'aérien portées par le 13^{ème} Plan quinquennal couvrant la période 2016-2020, les autorités de l'aviation civile chinoises (CAAC) ont souligné dans leur communiqué la volonté du gouvernement de « *renforcer le rôle stratégique du transport aérien afin d'accroître de façon continue sa contribution à l'économie nationale* » [12]. Ainsi, les compagnies chinoises enregistrent un développement soutenu, s'inscrivant dans un contexte de croissance de la demande locale. D'importantes commandes d'aéronefs sont régulièrement conclues [13], tandis que de nombreuses compagnies « régionales » ont émergé et que le réseau aérien connectant la Chine au reste du monde se diversifie de façon notable [14].

Par ailleurs, la réalisation du premier vol opéré par un aéronef civil chinois construit par la société Comac (C919) en mai 2017 vient illustrer l'ambition portée par le pays qui entend devenir un acteur influent au sein du secteur aérien international. Les transporteurs chinois tendent d'ailleurs à s'inscrire de façon croissante en concurrence avec les compagnies du Golfe et Turkish Airlines, tout en constituant un vecteur stratégique pour le développement du *soft power* de leur pays d'ancrage.

II. La connectivité aérienne comme pilier des projets internationaux des autorités chinoises

La mise en œuvre de larges projets visant à renforcer la place de la Chine sur la scène internationale constitue un axe majeur de la stratégie portée par les autorités du pays. En révélant à l'automne 2013 le lancement d'une « nouvelle route de la soie », Xi Jinping entend faire de l'initiative « *One Belt One Road* » (OBOR) un élément majeur du rayonnement du pays vers l'Asie du Sud, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe, tout en renforçant l'influence du pays à l'échelle régionale. Le projet OBOR apparaît donc comme un pilier de la stratégie de Xi Jinping, tant en matière de politique étrangère (améliorer les relations diplomatiques, notamment avec les Etats voisins, et plus largement stimuler les coopérations internationales) que de soutien à l'économie nationale (favoriser le développement des régions chinoises, tout particulièrement le centre du pays et la province du Xinjiang, mais aussi soutenir les exportations).

Alors que le projet a dans un premier temps débouché sur la définition d'une route maritime et d'une route terrestre visant à stimuler les échanges commerciaux ainsi que des coopérations

diverses avec les Etats se trouvant sur leur tracé, l'initiative OBOR tend aussi à renforcer la connectivité de la Chine, notamment en facilitant les contacts « *people-to-people* » [15]. La diaspora chinoise constitue ici un soutien important pour le développement des canaux de communication, celle-ci entretenant souvent des liens familiaux, économiques et culturels avec la Chine continentale. En s'appuyant sur l'expansion de différents réseaux (rail, routes, aérien, oléoducs, ports, télécommunications, etc.), le projet OBOR – qui représente des investissements de plusieurs dizaines de milliards de dollars [16] – apparaît comme un moyen de *soft power* évident pour les autorités chinoises.



Carte du développement des compagnies aériennes chinoises

Le transport aérien n'a que progressivement été intégré au projet OBOR, sur lequel les compagnies aériennes nationales s'appuient désormais pour ouvrir de nouvelles escales (Carte 2). Ainsi, on pourra souligner l'arrivée de China Southern à Nairobi en août 2015, venant compléter la route maritime chinoise atteignant le Kenya par le port de Mombasa [17]. Le lancement de vols opérés par Hainan Airlines vers Prague en septembre 2015 [18], mais aussi Air China vers Athènes en septembre 2017, s'inscrit également dans un contexte similaire. De façon globale, la dynamique d'expansion des compagnies chinoises, à travers l'évolution de leur réseau, illustre les ambitions du gouvernement qui souhaite renforcer l'influence de la Chine sur la scène internationale en s'appuyant sur différents canaux de communication.

On peut d'ailleurs observer que les transporteurs du pays ont tout particulièrement concentré leur développement vers l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Océanie, offrant en 2017 davantage de fréquences depuis et vers la Chine que leurs homologues basés dans ces différentes régions. A l'inverse, le faible développement des compagnies chinoises en Afrique peut surprendre, compte tenu des nombreux investissements réalisés par le pays sur ce continent. Il faut dire que les flux touristiques restent très limités sur ces routes davantage à vocation affaires, tandis que les compagnies du Golfe sont très présentes sur l'axe Asie orientale-Afrique, avec un transit dans les émirats. Cela est d'ailleurs visible sur la carte 2 puisqu'entre la Chine et le Moyen-Orient, les compagnies tierces opèrent près de quatre fois plus de fréquences hebdomadaires que les transporteurs chinois, une exception au regard des flux connectant la Chine aux autres régions – sauf l'Afrique où le développement d'Ethiopian Airlines permet ici aussi de surpasser aisément la faible présence des compagnies chinoises, tel que décrit précédemment.

Ainsi, au-delà de l'espace régional où les transporteurs du pays opèrent de multiples liaisons depuis un nombre varié de villes chinoises, l'offre long-courrier au départ de la Chine a nettement progressé, tout particulièrement à travers le développement des compagnies nationales. L'Amérique du Sud reste à ce jour l'unique région non accessible par vol direct au départ de la Chine du fait de la distance géographique qui sépare ces deux espaces [19].

III. De puissantes compagnies nationales qui ont pleinement intégré les dynamiques du secteur aérien mondial, tout en restant contrôlées par les autorités

La Chine entend donc renforcer son influence à l'échelle mondiale et de nombreux Etats sont prêts à coopérer dans le cadre des projets portés par les autorités chinoises afin de tirer profit des opportunités économiques offertes par le pays. Pourtant, certains acteurs – tels que le Japon ou d'autres voisins asiatiques – restent méfiants quant aux ambitions des autorités chinoises. Les tensions concernant la présence et les revendications chinoises en Mer de Chine méridionale illustrent des désaccords importants avec certains Etats de la région, notamment en ce qui concerne la délimitation géographique des eaux territoriales pour chacun des pays concernés. Par ailleurs, les relations diplomatiques avec les Etats-Unis restent difficiles, tandis que les autorités chinoises sont régulièrement accusées par certains gouvernements tiers de sous-évaluer leur monnaie, ce qui affecterait les balances commerciales d'autres Etats.

A l'échelle du pays, le pouvoir s'avère être concentré entre les mains d'une élite régulièrement critiquée par les Etats occidentaux pour son faible engagement en matière de respect des libertés individuelles et des droits de l'homme de façon générale. Enfin, l'émergence des ambitions chinoises s'inscrit également dans un contexte où la question du changement climatique est davantage mise en avant, tandis que le pays est considéré comme le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre. Le *soft power* de la Chine s'avère donc limité auprès des opinions publiques internationales – à commencer par les Occidentaux –, même si de nombreux Etats souhaitent renforcer leurs coopérations avec un pays dont la croissance économique et le poids démographique suscitent un intérêt certain (échanges commerciaux, investissements, flux touristiques).



Carte du secteur aérien chinois : entre implication directe des autorités politiques et intégration forte au sein de partenariat majeurs avec des acteurs internationaux

Le secteur aérien chinois s'organise actuellement autour de cinq compagnies (Carte 3) : les trois groupes détenus par l'Etat (Air China, China Eastern et China Southern), mais aussi Cathay Pacific (Swire Group, une société d'investissements privée et dont le siège se trouve au Royaume-Uni, en est le principal actionnaire, tandis qu'Air China détient également 30% des parts), ainsi que Hainan Airlines (détenue par HNA Group, une *holding* « privée » chinoise ayant investi dans différents secteurs à l'international). Les compagnies « régionales » chinoises les plus importantes s'avèrent, quant à elles, contrôlées par les cinq transporteurs cités plus haut, faisant ainsi de l'Etat chinois un acteur central du secteur aérien.

Ces différentes compagnies contribuent pleinement au développement du *soft power* du pays et entretiennent en parallèle de puissants partenariats avec des compagnies d'envergure mondiale qui constituent des piliers des trois grandes alliances du secteur. De telles coopérations apportent dans les faits des bénéfices réels pour les deux parties, à s'avoir un ancrage pour les compagnies chinoises aux côtés d'acteurs internationaux reconnus et basés dans des régions stratégiques au regard des ambitions portées par les autorités chinoises. En retour, les compagnies tierces peuvent accéder au marché continental chinois via leur partenariat avec les transporteurs du pays qui opèrent un large réseau domestique et régional.

C'est dans un tel contexte que des coopérations renforcées et des accords de *joint-venture* ont émergé, s'accompagnant parfois de liens capitalistiques, à l'image de l'entrée de China Eastern dans le capital du groupe Air France-KLM à hauteur de 10%, ainsi que de Delta Airlines au sein de China Eastern (3,55%) durant l'été 2017. Parallèlement, Qatar Airways est, quant à lui, entré à hauteur de 10% dans le capital de Cathay Pacific en novembre 2017, pouvant annoncer une refonte de la stratégie du transporteur basé à Hong Kong. L'initiative de Qatar Airways doit vraisemblablement être suivie de près par Air China qui détient également près de 30% du capital de Cathay Pacific depuis 2009. On notera aussi l'arrivée du transporteur qatari à hauteur de 5% dans le capital de China Southern en janvier 2019.

En annonçant sa sortie de l'alliance Skyteam début 2019, la compagnie China Southern est toutefois venue illustrer une certaine indépendance du secteur aérien chinois vis-à-vis des partenaires étrangers, à commencer par les compagnies européennes et américaines. Le transporteur n'a d'ailleurs pas hésité à signer en février 2019 un accord de coopération avec Emirates Airline. Ces dynamiques viennent donc illustrer une diversification des partenariats entretenus par les compagnies chinoises, ce qui pourrait potentiellement affaiblir la position des transporteurs européens et américains ayant précédemment développé des liens solides avec leurs homologues chinois.

Conclusion

La Chine mène une stratégie ambitieuse afin de soutenir le développement de son secteur aérien national. L'implication directe des autorités dans la croissance des compagnies locales illustre en effet une volonté d'étendre l'influence du pays à l'international. En ce sens, la connectivité aérienne, tout particulièrement à travers les services opérés par les transporteurs nationaux, constitue un outil privilégié pour renforcer les échanges entre la Chine et des pays tiers.

Les autorités favorisent par ailleurs un développement des droits de trafic visant à rééquilibrer la distribution des flux aériens à travers le pays – en soutenant le développement des plateformes de deuxième rang – et permettre aux compagnies nationales d'étendre leur réseau mondial. En parallèle, l'implication des gouvernements régionaux dans le lancement de nouvelles liaisons aériennes, via l'octroi de subventions permettant l'exploitation de routes long-courriers, vient renforcer la visibilité du pays et constitue un appui efficace à l'expansion des compagnies chinoises. De fait, le contrôle de la connectivité aérienne s'apparente pour le gouvernement chinois à un outil stratégique qu'il utilise afin d'orienter et soutenir le développement de ses multiples partenariats et coopérations internationales, tout en renforçant sa position sur la scène diplomatique et économique mondiale.

La concurrence reste cependant indéniable face aux stratégies mises en œuvre par des pays tiers qui s'appuient également sur de larges compagnies aériennes, à l'image des émirats du Golfe ou encore de la Turquie. Par ailleurs, la Chine fait face à d'importants défis en matière de gestion du trafic au regard des perspectives de croissance du secteur aérien local et des problèmes de congestion de l'espace aérien qui existent déjà à travers le pays. Dans un tel contexte, les enjeux environnementaux méritent également d'être soulignés, tout particulièrement en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre liées à l'essor notable du trafic aérien dans certains pays, au premier rang desquels figure la Chine. Ainsi, le secteur aérien chinois a connu d'importantes transformations depuis les années 1990 et celles-ci vont être amenées à se poursuivre face à des défis qui se posent déjà.

CORÉES

Corée du Nord

Diplomatie

Pyongyang envisage la suspension des discussions avec Washington

 Reuters 15 mars 2019



La Corée du Nord envisage de suspendre les discussions menées avec les Etats-Unis sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne et de mettre fin au gel des tests de missiles, a déclaré vendredi une représentante du ministère des Affaires étrangères, Choe Son-hui (photo), lors d'une conférence de presse à Pyongyang. /Photo prise le 1er mars 2019/REUTERS/Luong Thai Linh

SEOUL (Reuters) - La Corée du Nord envisage de suspendre les discussions menées avec les Etats-Unis sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne et de mettre fin au gel des tests de missiles, a déclaré vendredi une représentante du ministère nord-coréen des Affaires étrangères lors d'une conférence de presse à Pyongyang.

La Corée du Nord n'a pas l'intention de céder à toutes les exigences américaines, a déclaré Choe Son-hui, citée par l'agence de presse russe Tass.

D'après la même source, elle a ajouté que le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un allait effectuer bientôt une annonce sur sa position concernant les négociations avec les Etats-Unis et les mesures envisagées par la Corée du Nord.

La diplomate nord-coréenne a prévenu que Kim Jong-un pourrait reconsidérer le gel des tests de missiles, selon des propos rapportés par l'agence américaine AP. Les Etats-Unis ont laissé passer une opportunité en or de conclure un accord lors du sommet de Hanoï le mois dernier, a-t-elle poursuivi.

Cette déclaration survient après l'échec du deuxième sommet entre Kim Jong-un et le président américain Donald Trump, lequel a imputé cette issue aux exigences du numéro un nord-coréen qui réclamait selon lui une levée totale dès à présent des sanctions visant la Corée du Nord du fait de ses activités nucléaires et balistiques.

Une représentante du département d'Etat américain avait déclaré en début de semaine qu'un troisième sommet entre Trump et Kim était possible, en écho à l'optimisme affiché au début du mois par Mike Pompeo sur la poursuite imminente des pourparlers malgré l'échec du sommet de Hanoï.

Mike Pompeo et le conseiller à la Sécurité nationale de la Maison blanche, John Bolton, ont "créé une atmosphère d'hostilité et de méfiance, et par conséquent ont entravé les efforts constructifs" de Kim Jong-un et Donald Trump, a déclaré Choe, selon l'agence Tass.

"L'attitude de voyou des Etats-Unis va finir par compromettre la situation", a-t-elle dit par ailleurs, selon AP. Choe a toutefois souligné que la relation entre Kim et Trump était toujours bonne.

Les Etats-Unis espèrent toujours poursuivre les pourparlers sur la dénucléarisation, a réagi le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo, soulignant que Choe Son-hui n'avait pas enterré le processus de négociations.

"C'est le souhait de cette administration de poursuivre les conversations sur ces sujets", a dit le chef de la diplomatie des Etats-Unis.

D'après les médias sud-coréens, les services de renseignement de Séoul ont recueilli des indices montrant que la Corée du Nord rénove une partie d'un site de lancement de missiles qu'elle avait entrepris de démanteler ainsi qu'elle l'avait promis lors du premier sommet entre Trump et Kim le 12 juin dernier.

Une activité a aussi été détectée dans une usine qui a produit les premiers missiles balistiques nord-coréens capables d'atteindre le territoire américain.

(Joyce Lee et Josh Smith; Jean Terzian et Nicolas Delame pour le service français)

Trump annule des sanctions contre Pyongyang parce qu'il «apprécie» Kim Jong-un

Accueil Monde <https://www.20minutes.fr/> N.Sa avec AFP Publié le 23/03/19 à 04h36 — Mis à jour le 23/03/19 à 04h36

COREE DU NORD Ces sanctions visaient à resserrer l'étau autour de la Corée du Nord pour qu'elle renonce à son programme nucléaire



Le président américain Donald Trump et le leader coréen Kim Jong-un lors de leur rencontre à Hanoï, au Vietnam, le 28 février 2019. — AFP

« Le Trésor américain a annoncé aujourd'hui que des sanctions supplémentaires à grande échelle seraient ajoutées à celles pesant déjà sur la Corée du Nord. J'ai ordonné aujourd'hui que ces sanctions supplémentaires soient retirées ! », a tweeté Donald Trump.



Donald J. Trump

✓ [@realDonaldTrump](#)

It was announced today by the U.S. Treasury that additional large scale Sanctions would be added to those already existing Sanctions on North Korea. I have today ordered the withdrawal of those additional Sanctions!

[87.5 k](#)

[21:22 - 22 mars 2019](#)

Le président américain, qui a rencontré deux fois le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un, semblait faire référence aux sanctions annoncées jeudi contre deux entreprises de transport maritime chinoises, accusées d'avoir commercé avec la Corée du Nord en dépit des sanctions internationales.

Trump « apprécie » Kim

« Le président Trump apprécie le dirigeant Kim et il ne pense pas que ces sanctions soient nécessaires », a de son côté dit la porte-parole de l'exécutif américain, Sarah Sanders. Adam Schiff, un démocrate qui préside la commission du Renseignement à la Chambre des représentants, a vivement critiqué le président pour cette annulation de sanctions « imposées hier seulement et promues par son propre conseiller à la Sécurité nationale, parce qu'il "aime" Kim ».



Adam Schiff

✓ [@RepAdamSchiff](#)

Trump abruptly cancelled sanctions on those helping North Korea cheat, imposed only yesterday and championed by his own national security advisor, because he "loves" Kim.

Foolish naïveté is dangerous enough. Gross incompetence and disarray in the White House make it even worse.

Donald J. Trump

✓ [@realDonaldTrump](#)

It was announced today by the U.S. Treasury that additional large scale Sanctions would be added to those already existing Sanctions on North Korea. I have today ordered the withdrawal of those additional Sanctions!

[39 k](#)

[23:16 - 22 mars 2019](#)

« Une imprudente naïveté est déjà assez dangereuse. L'incompétence flagrante et la confusion à la Maison Blanche, c'est encore pire », a-t-il tweeté.

Jeudi, le conseiller à la Sécurité nationale de Donald Trump, John Bolton, avait déclaré que les sanctions visaient à empêcher la Corée du Nord de se livrer à des « pratiques illicites dans le trafic maritime ». La Chine avait dénoncé ces sanctions contre deux de ses entreprises de transport maritime, affirmant qu'elle respectait les mesures internationales prises pour forcer la Corée du Nord à renoncer à son programme nucléaire.

L'Inde devrait jouer un rôle majeur dans le spatial dans les années à venir, voici pourquoi

<https://www.businessinsider.fr/> Chisato Goya 23 Mar 2019, 10:30 Politique, Tech



La fusée indienne PSLV-C37 a mis en orbite 104 satellites en février 2017. ISRO

L'Inde a une année spatiale 2019 chargée avec 32 missions de prévu dont notamment la mission Chandrayaan-2, qui devrait être lancée au mois d'avril depuis le port spatial de Sriharikota à Andhra Pradesh, dans le sud de l'Inde, et qui consistera à poser sur la Lune un atterrisseur et un rover. Selon Anita Sengupta, ingénieure spatiale qui avait travaillé sur l'atterrissage du rover Curiosity de la NASA sur Mars et qui est aujourd'hui responsable produit d'Airspace Experience Technologies, une société privée de transport aérien, l'Inde est un acteur majeur à suivre dans ce secteur.

En marge de la conférence internationale Hello Tomorrow dédiée à la deeptech, qui se déroulait les 14 et 15 mars 2019 au Centquatre à Paris, Anita Sengupta a affirmé à Business Insider France que "l'Inde a un lanceur [ndlr: PSLV], qui coûte beaucoup moins cher que tous les autres actuellement en service. Au moment même où il sera sur le marché et que des clients pourront l'utiliser, ça changera la donne. SpaceX avait drastiquement réduit les coûts de lancement avec la Falcon 9, l'Inde pourrait réduire ce prix de moitié, voire plus."

A titre de comparaison, SpaceX a officiellement déclaré dans ses brochures commerciales que le prix moyen d'un lancement avec la Falcon 9 était de 60 millions de dollars, même si selon une lettre adressée au Département américain du commerce, l'entreprise spatiale fondée par Elon Musk fait allusion à un prix beaucoup plus élevé d'environ 120 millions de dollars.

Anita Sengupta a souligné que l'Inde pouvait se reposer sur "de très bonnes écoles d'ingénieurs, une société qui soutient globalement les ingénieurs et qui les voit au même niveau que les avocats ou médecins, sans oublier une mission spatiale qui a permis de mettre en orbite une sonde autour de Mars dès 2014 avec un budget très restreint de 74 millions de dollars et qui a été un véritable succès".

Elle a ajouté que globalement, "l'Asie est la région à surveiller" dans le spatial, avec la Chine, le Japon et l'Inde, précisant que les deux géants asiatiques "ont des bases de lancement très innovantes" pour pouvoir accomplir de grandes choses à l'avenir.

L'Inde a par ailleurs annoncé qu'il comptait envoyer des astronautes dans l'espace d'ici 2022, si l'on se fie au discours du Premier ministre indien Narendra Modi à l'occasion du jour de l'indépendance du pays, le 15 août dernier. Après la Russie, les Etats-Unis et la Chine, l'Inde pourrait ainsi devenir la 4e nation à envoyer des humains dans l'espace par ses propres moyens. Enfin, le géant asiatique prépare aussi une mission spatiale pour Vénus en 2023. Cette planète, un peu délaissée par les Américains ces dernières années, intéresse particulièrement l'agence spatiale indienne qui envisage d'y envoyer une charge utile de 100 kg d'instruments scientifiques, avec notamment un spectromètre UV.

Budget : et si la France s'inspirait (un peu) de Singapour ?

Scan Eco Décryptages <http://www.lefigaro.fr/> Par Luc Lenoir Publié le 23/03/2019 à 07:15



Le ministre des Finances de la République de Singapour, Heng Swee Keat. Feline Lim/REUTERS

LE SCAN ÉCO - À Singapour, l'équilibre budgétaire est la règle d'or, et les dépenses publiques sont limitées (17% du PIB en 2018). Ce qui n'empêche pas l'État de rester particulièrement puissant, avec un dirigisme marqué et une souveraineté jalouse.

Avec l'air tranquille d'un homme conscient du travail bien fait, Heng Swee Keat livre son discours le plus important de l'année. En février, le ministre des Finances de Singapour présentait au parlement le budget 2019 de la cité-État. Pendant deux heures, les annonces positives sont égrenées: les dépenses publiques ne progresseront que faiblement par rapport à l'année dernière (17% du PIB), l'équilibre budgétaire est assuré, de gros investissements sont prévus dans l'éducation et l'accompagnement des personnes âgées. Pour un spectateur français, habitué à un déficit public chronique, c'est un émerveillement. Le moment de gloire semble assuré pour Heng Swee Keat, que beaucoup voient en futur premier ministre. Mais lorsque la parole est enfin rendue au *speaker*, c'est la surprise: les députés frappent mollement un accoudoir de leur siège pour applaudir - c'est l'usage dans le pays - avant de revenir rapidement au silence, en attendant le débat parlementaire suivant.

Faut-il y voir un désaveu ? Pas du tout. Pour comprendre cette apparente indifférence, il faut avoir en tête qu'à Singapour, le budget de l'État se porte bien depuis 1958, date de l'indépendance de la péninsule malaise, où seuls huit ministres des Finances se sont succédé. Le budget 2019 n'a donc rien d'un miracle. Pour chaque millésime, le maître de cérémonie se contente de suivre deux leitmotivs inaltérables: *doing the right things* (choisir les bonnes missions), et *doing things right* (les accomplir efficacement). Seule originalité cette année, un bonus pouvant aller jusqu'à 300 dollars singapouriens, soit environ 200 euros, sera versé à la population en raison de l'excédent financier public.

L'équilibre budgétaire, un minimum requis

Des règles immuables sous-tendent cette rigueur. Sur une législature de cinq ans, l'équilibre budgétaire doit être respecté. Si, exceptionnellement, en cas de crise économique le gouvernement vote un déficit, une clause de sauvegarde impose d'abord l'obtention d'une approbation solennelle du Parlement et du Président. Ce dernier a recours à l'avis d'un Conseil économique, gardien des réserves accumulées par l'État. Quant aux excédents, comme le décrit la fondation iFRAP dans une note publiée sur son site, ils sont réinvestis - le bonus de 2019 est une première - et les profits participent à baisser la charge fiscale ou sociale des années suivantes, développer des infrastructures, faire face à des crises (comme l'épidémie de SRAS en 2003), ou encore alimenter les puissants fonds souverains, le *Temasek* et la *Government of Singapore Investment Corporation*.

La «prudence fiscale» érigée en dogme

La «prudence fiscale», nécessaire au dynamisme économique, est «au cœur de la philosophie de gouvernement de Singapour», peut-on lire dans les documents officiels du ministère des Finances. Le taux de l'impôt sur le revenu varie de 0% à 22%, pour les revenus au-delà de 320.000 dollars annuels. Les sources de revenus publics sont relativement équilibrées : en 2018,

l'impôt sur les bénéfices des sociétés a rapporté 16 milliards de dollars singapouriens, et l'impôt sur le revenu presque 12 milliards, un montant équivalent à la TVA (11,29 milliards).

» LIRE AUSSI - Lee Kuan Yew, fondateur visionnaire et pragmatique de Singapour

En revanche, la politique de taxes reste un instrument de contrôle et d'orientation de la consommation, surtout en ce qui concerne l'automobile. Le gouvernement veut éviter la prolifération de voitures personnelles sur la petite superficie de Singapour. L'achat d'un véhicule nécessite donc de s'acquitter d'une taxe d'environ 30.000 euros, un prélèvement qui a rapporté l'année dernière la somme conséquente de 2,88 milliards de dollars singapouriens.

Une dette à 115% du PIB... mais qui correspond aux investissements des Singapouriens

En l'absence de déficit prolongé, la dette publique, qui est estimée à 115% du PIB, n'est pas une dette au sens où on l'entend en France et, plus largement, en Occident. Elle correspond en réalité uniquement à des investissements. Ceux-ci sont réalisés pour développer certains marchés bancaires et financer le *Central Provident Fund*, le fonds consacré à toute la politique sociale. Cette dernière se concentre sur la retraite et la vie des seniors, les gros risques de santé et le logement. La dette publique de Singapour est en fait constituée de cotisations que les citoyens versent au fonds. Le système social fonctionne, comme le décrit l'iFRAP, comme une «capitalisation publique». Les caisses sont gérées comme des fonds privés, dont les Singapouriens sont directement actionnaires. Et la cotisation a beau être obligatoire, on peut retirer ses dépôts en cas de renoncement à la nationalité singapourienne. Le pays n'a donc aucune dette nette, ni dette extérieure.

Un État puissant et une administration responsabilisée

Toutefois, malgré son budget volontairement limité, rien ne serait plus faux que de taxer l'État singapourien de faible, ou de le croire soumis à une quelconque jungle capitaliste. Les fonctionnaires y sont respectés, l'intervention publique dans l'économie est fondamentale, l'État possède des participations partout et n'hésite pas à légiférer sur les domaines d'activité, selon qu'ils lui semblent vertueux ou hasardeux.

Les dépenses publiques correspondent à des objectifs bien précis, essentiellement régaliens. Le premier leitmotiv de l'État est de «garder Singapour en sécurité». La souveraineté du pays et la tranquillité des citoyens y sont considérées comme préalable à la richesse économique. Le pays consacre 22% du budget public à la défense et emploie 70.000 militaires, une proportion qui reviendrait à avoir un million de soldats en France. La sécurité intérieure profite aussi de moyens importants, qui ne sont sans doute pas étrangers à la réputation de pays aseptisé qu'a parfois Singapour. Viennent ensuite les dépenses dans l'éducation, dans le «développement national» (infrastructures), le transport, la culture et la jeunesse, la santé (hors cotisations).

En ce qui concerne l'organisation de l'État, chaque ministère est responsable de son bilan. Corollairement, les services gèrent leurs finances comme ils l'entendent, et peuvent réaffecter des fonds en cours d'exercice. Traditionnellement, ils s'arrangent pour économiser 5% de leurs ressources chaque année. L'argent économisé est là encore mis en réserve, ou finance un fonds interministériel pour soutenir des projets publics innovants et transversaux. Enfin, dans tous les appels d'offres qui le permettent, le public et le privé sont indistinctement mis en concurrence.

De nombreuses passerelles entre fonction publique et emploi privé

Si chaque ministère est responsable de sa gestion, le ministère des Finances garde un rôle prédominant, «s'assurant en permanence que le secteur public est efficace et ne vit pas au-delà de ses moyens». Il produit des commentaires publics sur les rapports annuels de performance des autres ministères. Il s'agit non pas de réduire arbitrairement les ressources, mais plutôt de confronter la gestion. D'autre part, un programme dit «PS21» (*Public Service for the 21st Century*, soit «service public du 21ème siècle»), encourage les administrations à maintenir une productivité comparable au privé, à tâches égales.

En ce qui concerne la fonction publique, les contractuels sont nombreux, permettant là encore un aller-retour constant entre public et privé. Les encadrants, plus souvent titulaires, sont formés à

une école de gestion publique. Pour ses hauts fonctionnaires, le gouvernement ne dispense pas de formation, mais repère et finance chaque année 200 jeunes Singapouriens, envoyés dans des universités étrangères avant de se voir proposer un engagement de six ans. Un corps spécial, l'Administrative Service, regroupe 230 membres, qui occupent les postes les plus importants dans les ministères et dans les fonds d'investissement publics. Mais là encore, rien n'est jamais acquis: l'appartenance au corps dépend des résultats en mission, et même ce niveau, le recrutement se fait aussi bien dans la fonction publique que dans le privé. Enfin, les fonctionnaires touchent des salaires indexés sur le secteur privé, et les ministres peuvent gagner l'équivalent de plus d'un million d'euros, en fonction de leurs performances.

EUROPE

EUROPE (Union européenne)

Attentats

Une fusillade dans un tram à Utrecht fait au moins trois morts

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 18/03/2019 11:47 CET | Actualisé il y a 2 minutes
Par Paul Guyonnet Hortense de Montalivet

Ce 18 mars au matin, au moins trois personnes ont été tuées par balles à l'intérieur d'un tramway et plusieurs blessées, selon les autorités.



PAYS-BAS - Ce lundi 18 mars, un peu avant 11h, une fusillade a éclaté dans un tram à Utrecht, aux Pays-Bas. La police a très rapidement fait état de plusieurs personnes blessées. Puis il a été confirmé à l'agence de presse néerlandaise qu'au moins l'un de ces blessés était décédé avant d'ajourner le bilan à trois morts et 9 blessés. Les autorités ont ensuite fait part de plusieurs fusillades qui ont eu lieu à différents endroits. D'après la police, un homme originaire de Turquie est recherché.

Comme l'ont rapporté les journalistes présents sur place, une présence massive des services de secours était rapidement visible et tous les blessés ont pu être évacués vers les hôpitaux alentour. Plusieurs hélicoptères médicaux ont par ailleurs été dépêchés pour venir en aide aux blessés. La police a également déployé une unité anti-terroriste, à en croire les médias néerlandais. La police a déclaré à la presse être encore à la recherche de l'auteur des coups de feu. Et de préciser ne pas avoir exclu que cette action ait été menée par plusieurs individus. Le porte-parole de la police d'Utrecht, Bernhard Jens, a cependant réfuté l'existence d'une autre fusillade dans la ville.

Le maire de la ville a annoncé dans une vidéo twitter qu'il y avait au moins trois morts et 9 blessés.



Gemeente Utrecht

✓ [@GemeenteUtrecht](#)

Burgemeester Jan van Zanen reageert op het schietincident eerder vandaag

[247](#)

[17:54 - 18 mars 2019](#)



[Yelle Tieleman](#) [@YelleTieleman](#)

BREEK - Volgens getuigen heeft een man in een tram op weg naar Utrecht CS een wapen getrokken en meerdere personen neergeschoten. Hulpdiensten massaal aanwezig en bezig met eerste hulp in de tram.

[293](#)

[2:14 PM - Mar 18, 2019](#)



Politie Utrecht

✓ [@PolitieUtrecht](#)

A shooting occurred on the [#24oktoberplein](#) in [#Utrecht](#). The incident has been reported at 10.45 hour. Multiple people have been injured. The surrounding area has been cordoned off and we are investigating the matter.

[1,581](#)

[2:44 PM - Mar 18, 2019](#)

Un homme recherché

Un homme originaire de Turquie est actuellement recherché par la police, a annoncé cette dernière.

"La police recherche Gokman Tanis, 37 ans (né en Turquie) en lien avec l'incident de ce matin", affirme la police d'Utrecht sur Twitter, enjoignant au public de "ne pas l'approcher". Une image d'une caméra de vidéosurveillance montrant un homme vêtu d'un blouson bleu dans le tramway accompagnait le tweet.



[Politie Utrecht](#)

✓ [@PolitieUtrecht](#)

De politie vraagt u uit te kijken naar de 37-jarige Gökman Tanis (geboren in Turkije) in verband met het incident vanmorgen aan het [#24oktoberplein](#) in Utrecht.

Benader hem niet zelf maar bel direct de opsporingstiplijn 0800-6070

[1 960](#)

[17:17 - 18 mars 2019](#)

Moins d'une heure après les faits, et alors que la police entendait les témoins de la fusillade, il a été annoncé sur Twitter qu'un motif terroriste était considéré comme une possibilité par les enquêteurs. D'après le NCTV, l'institution en charge de la lutte contre le terrorisme aux Pays-Bas, les événements auraient même "toutes les caractéristiques de l'attaque terroriste".

Les forces de l'ordre ont donc expliqué que le tireur avait pris la fuite, potentiellement en voiture. Elles sont à la recherche d'une Renault Clio de couleur rouge. Un journaliste néerlandais assure que le véhicule a été retrouvé devant un appartement que la police a ensuite perquisitionné.



[Yelle Tieleman @YelleTieleman](#)

[Replying to @YelleTieleman](#)

BREEK Politiewoordvoerder: We houden rekening met terroristisch motief.

[17](#)

[3:22 PM - Mar 18, 2019](#)



[Politie Utrecht](#)

✓ [@PolitieUtrecht](#)

The police is investigating the shooting at the [#24oktoberplein](#) in Utrecht this morning. An possible terrorist motif is part of the investigation.

[490](#)

[3:00 PM - Mar 18, 2019](#)



[Politie Utrecht](#)

✓ [@PolitieUtrecht](#)

Vlak voor het schietincident aan het [#24oktoberplein](#) in [#Utrecht](#) is aan de Amerikalaan bij een carjacking een rode Renault Clio buitgemaakt. De betreffende auto is later aangetroffen aan de Tichelaarslaan. 1/2

[101](#)

[18:11 - 18 mars 2019](#)

Dans la ville d'Utrecht, le niveau d'alerte a été relevé à 5, ce qui n'était auparavant jamais arrivé, et les écoles ont été incitées à garder leurs portes closes. Par mesure de précaution, rapporte la télévision publique NOS, les mosquées ont aussi été évacuées dans la ville et les habitants ont été appelés à rester chez eux. "D'autres incidents sont encore possibles, la police est toujours à la recherche de l'auteur de la fusillade", a expliqué la ville.

Le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, a parlé d'une situation "inquiétante". Se retirant sans donner davantage d'informations, il a annulé ses rendez-vous pour se consacrer à la gestion de la crise. Une situation d'urgence a d'ailleurs été déclarée, les différents partis politiques cessant de faire campagne et des réunions d'urgence se tenant à Amsterdam tout au long de la journée au fur et à mesure des développements.



Vikas Tripathi [@vikasjournalko](#)

[Replying to @vikasjournalko](#)

PM Mark Rutte reacts to the situation. [#Utrecht](#) [#24oktoberplein](#)

[5](#)

[3:33 PM - Mar 18, 2019](#)

Un témoin de la scène, présent dans le tramway où ont éclaté les coups de feu, a raconté ce qu'il s'était passé au média néerlandais NRC. "Un homme s'est levé et a commencé à tirer avec une grosse arme. J'étais à l'arrière du tram. Il tirait, mais on aurait dit qu'il visait les gens assis sur les bancs. Tout le monde essayait d'esquiver." Une autre témoin ajoute: "Le conducteur n'a pas ouvert les portes immédiatement. Deux garçons ont alors entrepris de casser les vitres pour sortir. J'ai pris la fuite derrière eux, comme beaucoup d'autres gens."

Ailleurs aux Pays-Bas, l'événement a poussé les forces de sécurité à redoubler de vigilance. Moins de deux heures après les faits, la police de Rotterdam, à une trentaine de kilomètres à l'Est d'Utrecht, a notamment annoncé renforcer sa vigilance aux abords des gares et des mosquées. À Amsterdam également, la vigilance a été relevée, en particulier à l'aéroport Schiphol. Les bâtiments-clés de l'État néerlandais ont également été mis sous protection accrue.



Politie Rotterdam eo

✓ [@Politie Rdam](#)

In verband met de ontwikkelingen in [#Utrecht](#) [#24oktoberplein](#) is er binnen de eenheid Rotterdam uit voorzorg extra toezicht op stations en bij moskeeën.

[214](#)

[3:23 PM - Mar 18, 2019](#)

Vers midi et demi, moins de deux heures après la fusillade, des équipes lourdement armées de la police néerlandaise ont été mobilisées sur l'Avenue Truman, à quelques centaines de mètres des lieux de la fusillade. Plusieurs journalistes ont évoqué une intervention imminente.

Toutefois, comme le rapporte le journal néerlandais de Volkskrant, leurs fouilles à l'intérieur d'une maison, qui faisaient suite à des informations fournies par des riverains, n'ont rien donné.



Simone Tukker [@simonetukker](#)

Ik ben op de Trumanlaan, hartje Kanaleneiland. Massale inzet van arrestatieteams hier. Situatie is gespannen. [@EenVandaag](#)

[38](#)

[3:39 PM - Mar 18, 2019](#)

Pays-Bas. L'auteur présumé de la fusillade d'Utrecht a été arrêté

Accueil Europe Pays-Bas <https://www.ouest-france.fr/> avec agences Modifié le 19/03/2019 à 04h25 Publié le 18/03/2019 à 18h42



Des policiers recherchent un homme à Utrecht après une fusillade survenue lundi 18 mars 2019. | PIROSKHA VAN DE WOUW / REUTERS

Après une fusillade qui a fait trois morts et cinq blessés à Utrecht, au Pays-Bas, ce lundi matin, les policiers ont arrêté le principal suspect.

La police néerlandaise a arrêté un homme soupçonné d'être l'auteur de la fusillade qui a fait trois morts lundi matin 18 mars à Utrecht, dans le centre des Pays-Bas, annonce la radio-télévision néerlandaise.

Le suspect a été identifié par la police sous le nom de Gokmen Tanis, un homme de 37 ans né en Turquie. Selon le parquet néerlandais, les mobiles du tireur sont encore flous, mais il pourrait s'agir d'un différend familial.

Alors que l'enquête se poursuit, le Premier ministre Mark Rutte a affirmé qu'on ne peut « **exclure** » d'autres motifs, notamment une dispute familiale. « **Il y a beaucoup de questions et de rumeurs** », a-t-il dit lors d'une conférence de presse à La Haye. « **Quel est le motif, terroriste ou autre, nous ne le savons pas encore, mais nous ne pouvons rien exclure** », a-t-il ajouté.

Le dispositif de sécurité renforcé

Ce lundi matin, un homme armé a ouvert le feu dans un tramway d'Utrecht, faisant au moins trois morts et cinq blessés, dont trois sont dans un état grave, ont indiqué les autorités.

Tout au long de la journée, la sécurité dans les aéroports et les bâtiments clés du pays, notamment les mosquées, a été renforcée et la municipalité d'Utrecht, dans le centre des Pays-Bas, a conseillé aux écoles de la ville de fermer leurs portes et aux habitants de « **rester à l'intérieur** ».

Dans la matinée, un homme a ouvert le feu dans un tramway du centre de cette ville, l'une des plus importantes du pays. Trois personnes ont été tuées et cinq blessées, selon la police et le maire Jan van Zanen, qui avait dans un premier temps évoqué neuf blessés.

En début d'après-midi, les autorités ont rendu publique la photo d'un homme aux cheveux courts portant un blouson bleu, tirée d'une caméra de vidéosurveillance du tramway.

La piste terroriste reste privilégiée par les autorités

« **La police recherche Gokmen Tanis, 37 ans (né en Turquie) en lien avec l'incident de ce matin** », indique la police d'Utrecht sur Twitter, enjoignant au public de « **ne pas l'approcher** ».

Cet homme a été interpellé en fin d'après-midi. « **On vient de nous informer que le suspect a été arrêté** », a annoncé le chef de la police d'Utrecht Rob van Bree, lors d'une conférence de presse.

Le niveau de menace terroriste, porté à Utrecht après l'attaque à cinq, son plus haut niveau, a été abaissé, a affirmé le directeur de l'agence nationale pour la sécurité et le contre-terrorisme (NCTV), Pieter-Jaap Aalbersberg, confirmant l'interpellation du « **principal suspect** ».

Dans l'après-midi, des dizaines de policiers armés avaient encerclé un immeuble à quelques centaines de mètres des lieux de la fusillade, sans que l'on sache si le suspect s'y trouvait, a constaté un journaliste de l'AFP.

La campagne pour les élections locales suspendues

« **S'il l'a fait, il faut qu'il soit puni** », a déclaré à l'agence de presse turque DHA Mehmet Tanis, le père du suspect. Ce dernier a expliqué être rentré en Turquie à l'issue de son divorce en 2008 et, depuis, ne plus avoir eu de contact avec son fils, resté vivre aux Pays-Bas avec sa mère.

M. Tanis, qui vit dans la province de Kayseri, au centre de la Turquie, a affirmé que son fils « **n'avait pas un comportement agressif** » à l'époque où il était toujours en contact avec lui. Mais « **que s'est-il passé ? Qu'a-t-il vécu ? Je n'en sais rien du tout** », a-t-il reconnu.

« **Nous ne céderons pas face à l'intolérance** », a affirmé le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, lors d'une conférence de presse à La Haye. « **Un acte de terrorisme est une attaque contre notre civilisation, contre notre société tolérante et ouverte** », a-t-il déploré.

Tous les partis politiques ont suspendu leur campagne à deux jours d'élections locales qui détermineront la composition future du Sénat néerlandais.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a indiqué que les services de renseignement turcs réunissaient des informations sur la fusillade dont l'auteur présumé est né en Turquie.

Une femme prise pour cible dans le tramway

Selon la radio-télévision publique NOS, Gokmen Tanis avait comparu il y a deux semaines en justice dans une affaire de viol.

Sur les lieux de l'attaque, place du 24-October, bouclés par les forces de l'ordre, les services de secours et policiers en armes s'activaient. Une victime était recouverte d'un drap et gisait sur la voie entre deux wagons, a rapporté un journaliste de l'agence de presse néerlandaise ANP.

Des témoins ont rapporté que le tireur avait pris pour cible une femme et des personnes tentant de l'aider, selon des médias.

« Restez chez vous »

L'un d'entre eux a raconté à NOS News avoir vu une femme sortir du tramway en courant, du sang sur ses mains et ses vêtements avant de s'effondrer.

« **Je l'ai amenée à ma voiture et l'ai aidée. Quand la police est arrivée, elle était inconsciente** », a-t-elle relaté.

« **Quand je suis sortie de ma maison pour jeter un œil, la police a crié « restez chez vous et sortez du jardin »** », a raconté à l'AFP Yvonne Von Rai, une retraitée.

« **Soudain, de nombreuses voitures de police sont arrivées et on pouvait entendre deux hélicoptères des secours. C'était horrible** », a décrit Karlijn Zwinkels, une étudiante de 19 ans.

Messages de soutien

Le patron du NCTV a évoqué une attaque « **à plusieurs endroits** ». Mais il n'a pas donné plus de détails. La police a par ailleurs indiqué qu'une Renault Clio vraisemblablement volée à son conducteur au moment de l'attaque avait été retrouvée abandonnée.

Dans la cité portuaire de Rotterdam, la police a indiqué avoir accru la sécurité aux abords des mosquées, trois jours après la mort de 50 fidèles dans deux mosquées de Christchurch, en Nouvelle-Zélande, tués par un suprémaciste blanc.

Les Pays-Bas, qui ont reçu des messages de soutien notamment de l'Union européenne ou encore du Royaume-Uni, ont été relativement préservés de la vague d'attentats qui a touché ses voisins ces dernières années, malgré plusieurs menaces récentes.

La solidarité de la France

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau a écrit sur Twitter que le Canada condamne « **l'attentat** » d'Utrecht, tandis qu'Emmanuel Macron a affiché la solidarité de la France avec les Pays-Bas : « **Toujours la même violence sanglante à laquelle on ne s'habitue pas, à laquelle on ne se résignera jamais. Pensées pour les victimes et familles d'Utrecht. Nous sommes à vos côtés dans le deuil et la détermination à lutter contre ceux qui veulent imposer la terreur** », a affirmé le chef de l'État sur Twitter.



Emmanuel Macron

✓ [@EmmanuelMacron](#)

Toujours la même violence sanglante à laquelle on ne s'habitue pas, à laquelle on ne se résignera jamais. Pensées pour les victimes et familles d'Utrecht. Nous sommes à vos côtés dans le deuil et la détermination à lutter contre ceux qui veulent imposer la terreur.

[4 857](#)

[21:18 - 18 mars 2019](#)

Un Afghan de 19 ans résidant en Allemagne avait notamment poignardé et blessé deux touristes américains en août dans la gare centrale d'Amsterdam, avant d'être blessé par balle par la police.

Pays-Bas. Une lettre accrédite la piste terroriste pour la fusillade d'Utrecht

Accueil Europe Pays-Bas <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP Modifié le 19/03/2019 à 14h34
Publié le 19/03/2019 à 12h22



Un pot de fleurs posés devant un tramway de la ville d'Utrecht (Photo d'illustration). | ROBIN VAN LONKHUIJSEN / AFP

Au lendemain de la fusillade d'Utrecht, les enquêteurs ont retrouvé une lettre dans la voiture du principal suspect. Un indice qui accrédite « sérieusement » la piste terroriste. Au stade actuel de l'enquête, « aucun lien » n'a toutefois pu être trouvé entre les victimes et le tireur.

La piste terroriste est « **sérieusement** » considérée au lendemain de la fusillade survenue à Utrecht (Pays-Bas), ont annoncé mardi 19 mars les enquêteurs. « **À ce stade, un motif terroriste est pris en compte sérieusement** », ont précisément indiqué dans un communiqué commun le parquet et la police locale, qui ont interpellé au total trois suspects lundi.

Ils ont expliqué se baser sur une lettre retrouvée dans la voiture du suspect principal, Gokmen Tanis, un homme de 37 ans né en Turquie. Ce dernier a été arrêté lundi à l'issue d'une chasse à l'homme de huit heures, lundi. Une arme à feu a été saisie lors de son interpellation.

La tuerie a fait trois morts et sept blessés dont trois grièvement. Les personnes décédées sont une femme de 19 ans et deux hommes de 28 et 49 ans, tous originaires de la province d'Utrecht.

D'autres pistes ne sont pas à « exclure »

Lundi, le Premier ministre néerlandais Mark Rutte avait affirmé qu'on ne pouvait **« exclure »** d'autres pistes que la motivation terroriste, notamment celle d'une dispute familiale. **« Il y a beaucoup de questions et de rumeurs »,** a-t-il dit lors d'une conférence de presse à La Haye. **« Quel est le motif, terroriste ou autre, nous ne le savons pas encore, mais nous ne pouvons rien exclure »,** a-t-il ajouté.

« Les autres motifs ne sont pas exclus, ils sont aussi l'objet d'investigations », ont renchéri mardi le parquet et la police.

Outre le suspect principal, deux autres hommes âgés de 23 et 27 ans étaient encore en garde à vue mardi après leur arrestation lundi soir. Aucune précision n'a été donnée sur leur degré d'implication présumé.

Au lendemain de la fusillade, Utrecht tourne au ralenti

Dès le début de matinée, ce mardi, des habitants de cette ville de quelque 350 000 habitants, la quatrième des Pays-Bas, ont commencé à déposer des fleurs sur les lieux du drame en hommage aux victimes.

Au lendemain du drame, les trams roulaient à nouveau après l'interruption du service, le temps que la police scientifique achève son travail sur la scène de crime, une place très fréquentée du centre-ville.

Alors que les drapeaux étaient en berne sur de nombreux bâtiments du pays, Mark Rutte a présidé une réunion de cabinet la tuerie, qui fait craindre pour la sécurité publique à la veille d'importantes élections provinciales aux Pays-Bas.

Les services de renseignement turcs

Lundi, le niveau de menace terroriste avait été porté à cinq à Utrecht (son plus haut niveau), dans la foulée de l'attaque. Il avait été abaissé après l'interpellation de Gokmen Tanis.

Sur cet homme déjà connu de la justice néerlandaise, considéré comme le suspect principal, les services de renseignement turcs sont en train de **« rassembler des informations »,** a indiqué lundi soir le président turc Recep Tayyip Erdogan.

« Certains disent que [la fusillade] est un différend familial, d'autres disent que c'est un acte terroriste », a-t-il ajouté lors d'un entretien avec la chaîne de télévision turque Ulke TV.

Gokmen Tanis bien connu de la justice néerlandaise

Selon la radio-télévision publique néerlandaise NOS, Gokmen Tanis avait comparu il y a deux semaines en justice aux Pays-Bas dans une affaire de viol. Certains membres de sa famille auraient des liens avec des groupes de musulmans radicaux, mais, a précisé NOS, Gokmen Tanis est également connu pour son comportement instable depuis la séparation d'avec sa femme il y a deux ans.

Des témoins de la tuerie dans le tramway ont rapporté que le tireur avait pris pour cible une femme et des personnes tentant de l'aider, selon des médias.

Écoles et mosquées avaient été fermées lundi jusqu'à l'arrestation de Gokmen Tanis par des policiers d'élite lourdement armés.

L'Union européenne, les États-Unis et la Russie notamment ont exprimé leur solidarité avec les Pays-Bas.

Fusillade d'Utrecht: un nouveau suspect interpellé, la piste terroriste étudiée

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Jeanne Sénéchal AFP agence Mis à jour le 19/03/2019 à 23:59 Publié le 18/03/2019 à 12:33

Pays-Bas: l'auteur présumé de la fusillade d'Utrecht arrêté (police)



Au moins trois personnes ont été tuées et plusieurs blessées dans une fusillade, dans la ville d'Utrecht, aux Pays-Bas.

Un nouveau suspect a été interpellé mardi par la police néerlandaise, au lendemain de l'arrestation d'un homme turc soupçonné d'avoir tué trois personnes et d'en avoir blessé 5 autres à la suite d'une fusillade à Utrecht aux Pays-Bas. *Le Figaro* fait le point.

Les autorités néerlandaises privilégient la piste terroriste après l'arrestation d'un homme, originaire de Turquie, soupçonné d'avoir ouvert le feu dans un tramway à Utrecht, faisant trois morts et cinq blessés. Le parquet et la police locale ont annoncé mardi soir l'interpellation d'un autre suspect, âgé de 40 ans, soupçonné lui aussi «d'être impliqué dans la fusillade», ajoutant que son «rôle faisait l'objet de nouvelles investigations».

• Les faits

Une fusillade a éclaté lundi matin aux alentours de 10h45 près de la place du 24 octobre (24 Oktoberplein), dans la ville néerlandaise d'Utrecht aux Pays-Bas. Le tireur a ensuite pris la fuite en voiture. Le directeur de l'agence nationale pour la sécurité et le contre-terrorisme (NCTV), Pieter-Jaap Aalbersberg, a déclaré que «des fusillades ont eu lieu à Utrecht à plusieurs endroits», sans plus de détails.

Dans l'après-midi, des dizaines de policiers armés avaient encerclé un immeuble à quelques centaines de mètres des lieux de la fusillade. Le suspect a été interpellé en fin d'après-midi.



• Une lettre accrédite la piste terroriste

La piste terroriste est considérée «sérieusement», ont annoncé mardi les enquêteurs, disant se baser notamment sur une lettre retrouvée dans la voiture du principal suspect. Dans un communiqué commun, le parquet et la police locale ont précisé n'avoir à ce stade établi «aucun lien» préalable entre ce suspect d'origine turque et les victimes de la tuerie du tramway.

• Le bilan

Trois personnes ont été tuées et cinq blessées, selon la police et le maire Jan van Zanen, qui avait dans un premier temps évoqué neuf blessés. Des témoins ont rapporté que le tireur avait pris pour cible une femme et des personnes tentant de l'aider, selon des médias.



Pays-Bas: trois morts et plusieurs blessés dans une fusillade à Utrecht PIROSKHA VAN DE WOUW/REUTERS

• Le principal suspect: un homme de 37 ans, d'origine turque

La police avait publié la photo du suspect d'origine turque dans l'après-midi sur Twitter. L'image provenant d'une caméra de vidéosurveillance montre un homme vêtu d'un blouson bleu dans le tramway. L'individu, qui a été arrêté par la police, s'appelle Gökmen Tanis, il est âgé de 37 ans.

«S'il l'a fait, il faut qu'il soit puni» Le père de l'auteur présumé de la fusillade

Le père du suspect de la fusillade dans un tramway aux Pays-Bas, un homme né en Turquie, a dit vouloir que son fils soit «puni» s'il est bien l'auteur de l'attaque, a rapporté l'agence de presse turque DHA. «S'il l'a fait, il faut qu'il soit puni», a déclaré à DHA Mehmet Tanis, père de Gökmen Tanis.

D'après les médias turcs, la famille de Gökmen Tanis est originaire de Yozgat, dans le centre de la Turquie. Mehmet Tanis a déclaré à DHA qu'il était rentré s'installer en Turquie en 2008 après avoir divorcé de sa femme, restée avec son fils Gökmen aux Pays-Bas où ils avaient émigré ensemble. Il s'est quant à lui remarié et vit désormais dans la province de Kayseri, dans le centre de la Turquie. «Je n'ai aucun dialogue, aucun contact avec mon fils depuis 11 ans. Nous ne nous sommes pas parlé depuis 2008», a déclaré Mehmet Tanis à DHA. «Il n'avait pas une attitude agressive. Mais 11 années ont passé depuis. Que s'est-il passé, qu'a-t-il vécu? Je n'en sais rien», a-t-il ajouté.

• Le niveau d'alerte abaissé

Les écoles de la ville et plusieurs bâtiments ont fermé leurs portes lundi. La surveillance dans les gares et les mosquées a été renforcée, ainsi que dans les aéroports (dont celui d'Amsterdam-Schiphol) et les bâtiments clés du pays. Le niveau de menace a été relevé à 5, le plus élevé, pour la province d'Utrecht. Ce niveau a toutefois été abaissé, a affirmé le directeur de l'agence nationale pour la sécurité et le contre-terrorisme (NCTV), Pieter-Jaap Aalbersberg, après l'interpellation du «principal suspect».

Les Pays-Bas ont été relativement préservés par la vague d'attentats qui a touché ses voisins ces dernières années, malgré plusieurs menaces récentes. En août, un Afghan de 19 ans résidant en Allemagne a poignardé et blessé deux touristes américains dans la gare centrale d'Amsterdam, avant d'être blessé par balle par la police. En septembre, les autorités ont interpellé sept personnes et dit avoir déjoué un «attentat majeur» aux Pays-Bas.

BREXIT

Brexit. La France et l'Allemagne exaspérées face à l'impasse

Accueil Europe Grande-Bretagne Brexit <https://www.ouest-france.fr/> Publié le 19/03/2019 à 11h46



La ministre française des Affaires européennes Nathalie Loiseau n'a pas mâché ses mots à son arrivée à Bruxelles pour préparer le sommet européen de jeudi et la résolution du casse-tête du Brexit. | JACQUES DEMARTHON / AFP

La France et l'Allemagne ont manifesté ce mardi leur exaspération devant l'impasse sur le Brexit, appelant les autorités britanniques à soumettre « une initiative crédible » lors du sommet européen de jeudi pour éviter un divorce sans accord.

« Nous sommes dans une impasse du fait de la décision des Britanniques. Et l'incertitude est insupportable ». La ministre française des Affaires européennes Nathalie Loiseau n'a pas mâché ses mots à son arrivée à Bruxelles pour une réunion qui doit préparer le sommet européen de jeudi et vendredi et la résolution du casse-tête du Brexit.

« L'ambiance est très mauvaise, a renchéri son homologue allemand Michael Roth. **Nous sommes réellement épuisés par ces négociations ».**

On le voit, ce mardi 19 mars, la France et l'Allemagne n'ont pas hésité à manifester leur exaspération devant l'impasse sur le Brexit, appelant les autorités du Royaume-Uni à soumettre « une initiative crédible » lors du sommet européen de jeudi, afin d'éviter un divorce sans accord.

« Ce n'est pas un jeu »

Les deux ministres ont tenu un discours identique durant leurs interventions avant la réunion. Les dirigeants européens attendent de la Première ministre britannique Theresa May une « proposition concrète », une « initiative crédible pour sortir de l'impasse dans laquelle ils sont de leur propre décision ».

« Ce n'est pas un jeu. La situation est extrêmement préoccupante », a insisté Michael Roth. **« Ils (les Britanniques) doivent nous proposer quelque chose de nouveau. Nous ne pouvons pas rester dans la même voie sans issue »**, a renchéri Nathalie Loiseau.

« Nous n'avons aucune appétence pour des négociations sur le Brexit. S'il vous plaît, chers amis britanniques, agissez, l'heure tourne », a lancé le ministre allemand.

« La prolongation n'est pas une solution »

Si les Britanniques demandent une prolongation pour la date de sortie, **« ils doivent soumettre une proposition concrète. Nous ne pouvons pas juste discuter dans le vide »**, a-t-il insisté.

« Si les Britanniques veulent un report, ils doivent dire pourquoi. Nous attendons une initiative crédible. La prolongation n'est pas une solution, c'est une méthode », a pour sa part expliqué la ministre française.

Interrogée sur un blocage de la France à une demande de prolongation non motivée, Nathalie Loiseau a rappelé que **« la décision revient aux dirigeants des 27. Elle devra être prise à l'unanimité »**.

« La priorité du gouvernement allemand est d'éviter une sortie sans accord », a soutenu Michael Roth. **« Nous sommes prêts pour un non-accord. C'est un choix qui appartient au Royaume-Uni. Ne rien décider, c'est décider le "no deal" »**, a averti Nathalie Loiseau. **« Si aucune décision n'est prise, la date du 29 mars tombe, et ce sera un non-accord »**, a-t-elle conclu.

Fonds européen de défense : 100 millions d'euros pour l'eurodrone

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Défense Actualité Drones Actualité Drones militaires 20 mars 2019 | Par Justine BOQUET



Le drone male européen bénéficiera d'un financement de 100 millions d'euros provenant du fonds européen de défense. © Ministère des Armées

La Commission Européenne a annoncé qu'un budget global de 525 millions d'euros avait été débloqué au titre du fonds européen de Défense, dont 100 millions devraient être attribués pour le programme Eurodrone.

La Commission Européenne a détaillé le 19 mars la répartition du budget du fonds européen de défense pour la période 2019-2020. Un budget initial de 500 millions d'euros a ainsi été approuvé. A cela s'ajoute « un montant supplémentaire de 25 millions d'euros [qui] a été affecté à l'appui aux projets de recherche collaboratifs dans le domaine de la défense en 2019 », rapporte la Commission Européenne. Deux projets ont d'ores et déjà été sélectionnés, lesquels bénéficieront d'un soutien financier émanant du FED. Parmi eux, figure l'eurodrone. Le drone male européen, développé par Airbus, Dassault et Leonardo, obtient ainsi un financement de 100 millions d'euros. Le programme de communications militaires ESSOR hérite lui d'une enveloppe de 37 millions d'euros.

L'institution a par la même détaillé les domaines qui devraient hériter d'un financement, dans le but de soutenir la BITD européenne et pour permettre aux Etats Membres de se doter d'équipements leur permettant d'assurer leur sécurité. « L'accent sera mis sur des domaines tels que la technologie des drones, la communication par satellite, les systèmes d'alerte rapide, l'intelligence artificielle, la cyberdéfense ou la surveillance maritime », précise la Commission. Afin de sélectionner les programmes qui bénéficieront d'un soutien européen, l'Union Européenne réalisera un appel à propositions pour 21 projets sur la période 2019-2020.

Parmi les axes technologiques soutenus par la Commission Européenne, on retrouve la prévention des menaces NRBC et le domaine de l'anti-drones, volet qui hérite d'un montant de 80 M€. La cybersécurité, la cyberdéfense, la surveillance de l'espace, les capacités d'alerte rapide et de surveillance maritime bénéficieront d'une enveloppe globale de 182 M€. « 71 millions d'euros soutiendront la mise à niveau ou le développement de la prochaine génération de capacités de frappe de précision au sol, de capacités de combat au sol, de capacités de lutte aérienne et de futurs systèmes navals », ajoute la Commission Européenne. Pour soutenir le domaine de l'intelligence artificielle, de la réalité virtuelle et des cybertechnologies, l'Union Européenne déblocuera une enveloppe de 27 millions d'euros, laquelle permettra par ailleurs d'appuyer les PME dans la conduite de leurs projets.

La Commission de Bruxelles propose 100 millions d'euros pour financer le futur drone MALE européen

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 21 mars 2019



En attendant le Fonds européen de Défense [FED], qui devrait bénéficier de 13 milliards d'euros pour la période 2021-27, la Commission de Bruxelles a lancé le « Programme européen de développement de l'industrie de Défense » [PEDID], doté d'un peu plus de 500 millions d'euros sur deux ans, grâce à des redéploiements financiers.

Le 19 mars, l'exécutif européen a donné la répartition de cette enveloppe destinée à favoriser le « développement commun de capacités de défense au cours de la période 2019-2020 ». Ainsi, d'ici quelques jours, la Commission publiera 9 appels à proposition pour 2019, lesquels seront suivis par 12 autres l'an prochain.

Ainsi, plusieurs domaines prioritaires ont été définis. Le domaine « renseignements, communications sécurisées et cyberspace », qui couvre les capacités en matière de cyberdéfense, d'espace et de surveillance maritime, devrait recevoir un financement de 182 millions d'euros.

Puis 80 millions serviront à développer des « capacités de détection des menaces NRBC ou de systèmes anti-drones » au titre de la « protection » et de « la mobilité des forces militaires ». Il est question également, de financer à hauteur de 71 millions, la capacité « à mener des opérations de pointe. » Cet argent servira à « soutenir la mise à niveau ou le développement de la prochaine génération de capacités de frappe de précision au sol, de capacités de combat au sol, de capacités de lutte aérienne et de futurs systèmes navals. »

En outre, un financement de 27 millions servira à soutenir les technologies de défense innovantes, notamment dans les domaines de l'intelligence artificielle, la réalité virtuelle et le numérique, ainsi que les PME.

Enfin, deux projets ont d'ores et déjà été retenus pour une « attribution directe » car ils sont essentiels pour « l'autonomie stratégique de l'Europe ».

En effet, le programme ESSOR [European Secure Software Defined Radio], un standard haut débit développé par la France, l'Italie, l'Espagne, la Pologne, la Suède et la Finlande, sera doté de 37 millions d'euros tandis que le développement du drone MALE RPAS [ou Eurodrone], développé par Airbus, Dassault Aviation et Leonardo, bénéficiera d'une enveloppe de 100 millions d'euros.

Ce projet de drone MALE [Moyenne Altitude Longue Endurance] fit l'objet d'une déclaration d'intention signée en mai 2015 par la France, l'Allemagne et l'Italie. Puis, en septembre 2016, une étude de définition fut notifiée à Airbus, Dassault Aviation et Leonardo. Entre-temps, l'Espagne vint s'ajouter à ce programme.

Pour le moment, la revue de conception préliminaire de ce futur drone européen a pris fin le 22 novembre dernier, soit après le lancement par l'Organisation Conjointe de Coopération en matière d'Armement [OCCAR] d'un appel d'offres portant sur le développement, la production et la phase initiale de maintien en condition opérationnelle du programme. La signature du contrat est attendue cette année.

Selon les industriels impliqués, ce MALE RPAS sera « conçu pour opérer dans l'espace aérien non ségrégué. » Biturbopropulseur et pouvant être armé, il se caractérisera « par son adaptabilité

aux missions, garantissant une supériorité opérationnelle en matière de renseignement, surveillance et reconnaissance aussi bien sur les vastes zones que sur les théâtres d'opérations. »

Pour rappel, la France entend se doter de « 6 systèmes Eurodrone » composés chacun de trois vecteurs aériens ainsi que deux stations sol à l'horizon 2025.

Et si on reparlait des Reaper européens?

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 22.03.2019 Par Philippe Chapleau



Le Pentagone a diffusé, jeudi soir, deux avis d'attribution de marché portant sur des drones *MQ-9 Reaper*.

Le premier avis concerne les Pays-Bas qui vont pouvoir s'équiper avec 4 drones et autant de stations mobiles de contrôle.

Voici l'avis :

"General Atomics Aeronautical Systems Inc., Poway, Calif., has been awarded a not-to-exceed \$123,293,911 undefinitized contract action for MQ-9 Block 5 procurement. This contract provides for four MQ-9 unmanned air vehicles, four Mobile Ground Control Stations, spares, and support equipment. Work will be performed predominately in Poway, California, and is expected to be complete by Dec. 31, 2020. This contract involves 100 percent foreign military sales to the Netherlands. Foreign military sales funds in amount of \$38,928,607 are being obligated at the time of award. Air Force Life Cycle Center, Wright-Patterson Air Force Base, Ohio, is the contracting activity (FA8620-19-F-2310)."

Montant du marché: 123,3 millions \$.

Le second avis porte sur un marché de soutien d'une valeur de 11,4 millions de \$ au profit de l'ESSD Mag Aerospace qui va intervenir dans le centre d'opérations des drones britanniques :

"MAG Aerospace, Newport News, Virginia, has been awarded an \$11,386,672 predominantly firm-fixed-price contract for the UK MQ-9 Reaper Operations Center. This contract provides for ongoing sustainment, management, development and network administration of the United Kingdom MQ-9 Reaper Operations Centers. Work will be performed at Creech Air Force Base, Nevada; and Royal Air Force Waddington, United Kingdom, and is expected to be complete by Sept. 30, 2021. This award is the result of a sole-source acquisition and involves 100 percent foreign military sales to the government of the United Kingdom. Air Force Life Cycle Center, Wright-Patterson Air Force Base, Ohio, is the contracting activity (FA8620-19-C-2002)."

Les *Reaper* britanniques sont basés à la base de Waddington; deux escadrons (13th et 39th) les opèrent.

Dernière info livrée par ma collègue du *Monde*, Nathalie Guibert. Elle concerne les *Reaper* de l'armée de l'Air: "Fin 2019, ses premiers *Reaper* munis de bombes guidées laser seront lancés contre les groupes djihadistes du Sahel depuis Niamey, au Niger. Ils seront ensuite équipés de bombes guidées GPS, et opérationnels fin 2020 avec des missiles antichars *Hellfire*. Autant de munitions américaines. Les aviateurs s'entraîneront alors en France avec leurs appareils sur les champs de tir nationaux."

Dossier Huawei et 5G : quand les Etats-Unis menacent l'Europe dans leur guerre économique contre la Chine

Économie Dissuasion <https://www.marianne.net/> Par Alexandra Saviana Publié le 21/03/2019 à 12:00



Jusqu'où Donald Trump est-il prêt à aller dans sa guerre économique contre la Chine ? - LI XUEREN / XINHUA

Comme d'autres pays en Europe, l'Allemagne envisage de faire appel à la compagnie chinoise Huawei pour négocier le virage de la 5G. Et ce, en dépit des menaces des Etats-Unis, aussi effrayés de perdre leur suprématie technologique que de voir leurs communications espionnées par la Chine.

En dépit des menaces, Berlin va peut-être dire oui à Pékin. L'Agence allemande des réseaux a officiellement ouvert, ce mardi 19 mars, son appel d'offre pour l'équipement du pays en 5G. En dépit des doutes planant sur les motivations du géant chinois, la chancelière a refusé d'en exclure Huawei. Angela Merkel aura donc fini par trancher une question qui interroge depuis des mois les experts de sécurité outre-Rhin : peut-on vraiment confier à l'équipementier chinois des infrastructures de télécommunication potentiellement sensibles ? *"Jusqu'ici, de très, très nombreux pays ont utilisé la technologie Huawei"*, a-t-elle constaté, considérant que *"nous devons donner une chance à chacun"* sans être *"naïf"*, avant d'appeler de ses vœux un accord européen sur la question. En envisageant de laisser le géant chinois s'immiscer dans son futur réseau mobile 5G, l'Allemagne fait notamment fi des mises en garde et des intimidations... des Etats-Unis.

Dans une lettre très sévère révélée la semaine dernière par le *Wall Street Journal*, l'ambassadeur américain à Berlin, Richard Grenell, avait en effet averti que la coopération en matière de renseignement entre les deux pays allaient être revue à la baisse si l'Allemagne ne refusait pas de faire appel à l'équipementier chinois pour sa 5G. Avec cette admonestation à un pays allié, les Etats-Unis ont ainsi franchi un pas dans la guerre technologique qui les oppose à la Chine.

Trump plus agressif qu'Obama

L'Allemagne, grande consommatrice des informations des services de renseignement de l'Oncle Sam, n'a en effet pas intérêt à limiter sa communication avec lui. Les tuyaux des Etats-Unis auraient par exemple permis d'esquiver plusieurs attentats, notamment l'explosion d'une *"bombe biologique"*, un violent poison appelé ricine, en juin dernier à Cologne. Avec cette missive, Washington brandit donc un argument de dissuasion massive contre un pays ami : *"Dans la ligne de son prédécesseur, Trump use de ce qui est à sa disposition pour limiter l'installation de Huawei"*, relève pour Marianne Jean-Eric Branaa, maître de conférences spécialiste des Etats-Unis à l'université Panthéon-Assas.

Aussi abrasif soit-il, le style de l'ambassadeur américain ne diffère en effet guère de la position qu'ont pu adopter les administrations américaines par le passé. Washington voit d'un mauvais œil toute opportunité pour la firme chinoise, qui a délogé cet été l'américain Apple de sa place de deuxième constructeur mondial de smartphones. *"Sous Trump ou sous un autre président, les objectifs des Etats-Unis restent les mêmes : empêcher l'émergence de géants chinois qui peuvent nuire aux Gafa américains"*, analyse Julian Nocetti, chercheur à l'Institut français des relations internationales. Le spécialiste remarque toutefois que *"l'administration Trump est beaucoup plus agressive dans son approche que celle Barack Obama"*.

La 5G, un avantage colossal pour Huawei

Une agressivité qui peut s'expliquer par les performances du géant chinois, objectivement supérieures à celles des entreprises américaines : *"Huawei est le seul sur le marché qui propose aujourd'hui l'intégralité de la technologie réseau 5G clé en main"*, poursuit le chercheur. Une avance qui en fait ainsi un candidat de choix pour l'Europe. Or, pour Huawei, le marché européen est une aubaine, lui donnant accès à une pléthore de clients. *"L'installation de la 5G sera suivie de plateformes de communications, des banques de données..."* note François Godement, conseiller pour l'Asie de l'Institut Montaigne. *Celui qui aura établi sa position avant les autres aura un avantage colossal"*.

Sauf que *"pour les Etats-Unis, Huawei, c'est Pékin"*, résume Claude Meyer, professeur à Sciences Po et auteur de *L'Occident face à la renaissance de la Chine*. *"Ce n'est pas seulement une entreprise économique mais un pouvoir national. Une entreprise qui est un champion de l'Etat..."*. Dans ce contexte, toute victoire commerciale de Huawei est perçue comme un renforcement du pouvoir chinois, qui entend devenir une puissance technologique incontestée. Les efforts déployés par Pékin pour investir en Afrique, en Asie et en Europe, ne font qu'accroître cette conviction. En quelques mois, le marché de la 5G européen est ainsi devenu le noeud de l'affrontement commercial des deux grandes puissances. *"Les Etats-Unis sont dans un affrontement binaire de deux blocs technologiques : celui des Chinois et le leur"*, note Julien Nocetti. *A leurs yeux, l'Europe doit faire son choix"*.

La crainte de l'espionnage

D'autant que les tourments américains ne s'arrêtent pas qu'aux enjeux économiques. Pour ramener ses alliés à une raison occidentale, les Etats-Unis ne cessent de brandir le risque d'espionnage que constituerait l'arrivée de Huawei dans la 5G européenne. A la suite de la missive de Richard Grenell à la chancellerie allemande, un porte-parole de l'ambassade a ainsi enfoncé le clou ce lundi en indiquant : *"Si des acteurs non dignes de confiance se retrouvent dans les réseaux d'un allié, cela pourrait soulever, à l'avenir, des questions concernant l'intégrité et la confidentialité de communications sensibles entre un tel pays et ses alliés"*. En février déjà, le secrétaire d'Etat Mike Pompeo avait tenu un discours similaire en Hongrie, où les entreprises chinoises ont lourdement investi : *"Si un équipement est implanté là où nous avons d'importants systèmes américains, il est plus difficile pour nous de collaborer"*.

A l'époque, cette dernière déclaration avait provoqué l'ire de Pékin : *"Depuis un petit moment déjà, les Etats-Unis ne ménagent aucun effort et inventent sans scrupules toutes sortes d'accusations sans fondement au point de menacer ouvertement et tenter de provoquer des dissensions dans les relations entre la Chine et les autres pays"*, avait rétorqué Hua Chunying, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. De fait, jusqu'ici, Washington a du mal à étayer ses accusations d'espionnage envers l'Occident. Il n'est en effet pas parvenu à prouver l'existence dans les produits Huawei des fameuses *"portes dérobées"* qui permettraient aux services secrets chinois d'accéder aux communications européennes. En réalité, les Etats-Unis pourraient même être accusés du contraire. Entre 2013 et 2014, des informations de l'ancien consultant de la NSA Edward Snowden avaient révélé que l'agence américaine aurait eu accès, pendant des années, à des documents interne de Huawei, aux mails de l'entreprise, ainsi qu'aux codes secrets de ses produits

De son côté, Huawei continue de clamer son innocence. Pour prouver sa bonne foi, le groupe chinois a inauguré la semaine dernière un nouveau centre de cybersécurité à Bruxelles, avec un objectif évident : gagner la confiance des Européens. Des efforts qui laissent toutefois certains dubitatifs : *"L'intensité de la propagande chinoise autour de Huawei et de la sécurité effective de ses réseaux est assez suspecte"*, estime François Godement. Comme les Etats-Unis, l'Empire du Milieu est loin d'être vierge en matière de cyberespionnage. L'année dernière, *Le Monde Afrique* révélait ainsi qu'après avoir installé des équipements au siège de l'Union africaine, en Ethiopie, Pékin avait pillé l'intégralité de ses contenus pendant cinq ans. *"Huawei est une entreprise qui a un lien plus que privilégié avec Pékin"*, poursuit François Godement. *Pourquoi ferait-elle exception à ce genre de pratique ?"*. De l'Australie au Japon, plusieurs pays alliés des Etats-Unis ont d'ores

et déjà choisi de ne pas courir le risque, refusant l'entrée de Huawei dans leurs télécommunications. *"Même la Corée du Sud, en pleine offensive de détente avec la Corée du Nord (et donc avec la Chine), entend informellement chasser l'entreprise de ses réseaux"*, fait remarquer le spécialiste, qui en appelle à un *"principe de précaution"* européen.

Une troisième voie européenne

Reste qu'aucun fournisseur américain n'est aujourd'hui capable, comme le géant chinois, de couvrir la panoplie nécessaire à l'installation de la 5G sur le continent. En se coupant de Huawei, l'Europe renoncerait donc pour un temps à cette avancée technologique majeure. Une troisième voie pourrait toutefois exister... et elle est interne à l'Union européenne. Nokia, société de télécommunication finlandaise, et la suédois Ericsson, pourraient s'emparer du marché s'il est laissé vacant par les craintes européennes. *"Le budget recherche et développement de ces deux entreprises reste toutefois ridicule par rapport à celui de Huawei"*, note toutefois Julien Nocetti. Selon les spécialistes, l'arrivée d'un géant européen de la 5G ne pourra pas se faire sans une volonté politique forte et commune.

Mais les embûches sont nombreuses : *"L'Europe est à l'heure actuelle trop divisée sur la question pour cela"*. Un talon d'Achille dont la Chine ne souffre pas : *"A Pékin, la part des étrangers dans les marchés de la téléphonie mobile sont bloqués à 33%, remarque François Godement. De façon curieuse, on débat en France et aux Etats-Unis de choses qui sont une évidence même en Chine..."*.

Opinions

Faisons l'Europe comme il faut. Chiche ! (libre opinion)

<https://www.bruxelles2.eu/> 23 Mar 2019 CDU, couple franco-allemand, Fédéralisme, Futur de l'Europe, Porte-avions

(B2) Pour Jean Marsia, un des principaux experts belges de l'Europe de la défense — il préside aujourd'hui la Société européenne de défense AISBL (S€D) —, la récente prise de position de Annegret Kramp-Karrenbauer, la chef de la CDU, les Chrétiens-Démocrates allemands, est à saluer... sauf quand elle parle d'un porte-avions commun et refuse le saut fédéral

Une excellente initiative

'Faisons l'Europe comme il faut !' C'est sous ce titre que la chef de la CDU, le principal parti allemand a répondu, dans les grands journaux européens et sur le site du parti qu'elle préside (1), comme si elle était déjà Chancelière, aux récentes propositions du président français Emmanuel Macron en vue d'une réforme de l'Union européenne. Comme lui, elle s'est adressée, dans leur langue, à la plupart des citoyens européens. Excellente initiative qui ne peut que conforter le sentiment de citoyenneté européenne !

Nous avons besoin d'atouts stratégiques

Comment ne pas partager sa conclusion : *« Nous devons faire l'Europe comme il faut, maintenant. Nous avons besoin d'atouts stratégiques pour notre industrie, nos technologies et nos innovations, d'un sentiment de sécurité pour nos concitoyens européens, et de capacités de politique extérieure et de sécurité communes pour faire entendre nos intérêts. Nous devons nous atteler à la tâche maintenant, avec confiance, et ne pas laisser la crainte permanente des «populistes» entamer notre détermination. »*

Des propositions fort estimables

Comment contester que *« Nous devons demeurer transatlantiques tout en devenant plus européens »*, que *« L'Europe devrait à l'avenir être représentée par un siège permanent commun au Conseil de sécurité des Nations Unies »*, qu'il faut *« développer rapidement Frontex pour en faire une police aux frontières opérationnelle, et la déployer »* ?

Annegret Kramp-Karrenbauer formule également des propositions fort estimables, comme « *le regroupement du Parlement européen en son siège à Bruxelles* », « *l'émergence d'un Islam compatible avec nos valeurs* », « *l'imposition des revenus des fonctionnaires de l'UE* » et celle des « *grands groupes internationaux* », afin qu'ils versent « *leur juste contribution à notre économie sociale de marché européenne, comme le font nos petites et moyennes entreprises* ».

Un porte avion en commun, c'est bien plus compliqué

Par contre, en envisageant la construction d'un porte-avion commun, sans définir quel serait son pavillon ni de quelle amirauté il dépendrait, elle montre sa méconnaissance des questions de défense. Gouverner l'Allemagne n'est pas diriger la Sarre. Quant à la défense de l'Europe, c'est encore bien plus compliqué.

Ce sont les États membres qui sont incapables

[Mais la dirigeante de la CDU] est dans l'erreur lorsqu'elle affirme : « *Aucun super-État européen ne saurait répondre à l'objectif d'une Europe capable d'agir* ». Ce sont les États membres qui ne le savent plus. Ceux-ci ont, depuis 2005, bien du mal à faire la synthèse au Conseil européen. Pour juguler la crise de 2008, il a fallu une trentaine de réunion du Conseil, et les solutions ne sont que partielles. Résultat : dix années de misère. Les États-Unis, qui sont un État fédéral, ont résolu le problème en un an.

L'initiative fédéraliste ne pourra venir que des petits États

La refondation de l'Europe passe par un État fédéral, légitime, démocratique. Les prises de position de M. Macron et de Mme Kramp-Karrenbauer ont le mérite de montrer aux citoyens européens qu'il ne faut compter ni sur la France ni sur l'Allemagne pour refonder l'Europe. L'initiative fédéraliste ne pourra venir que des petits États.

(Jean Marsia)

Président de la Société européenne de défense (S€D)

(1) Lire Porte-avions commun, siège commun au Conseil de sécurité... La foire aux bonnes idées de Annegret Kramp-Karrenbauer

Lire aussi notre analyse : Un projet de porte-avions européen : est-ce bien sérieux ?

Nicolas Gros-Verheyde

Politique

Pourquoi le parti de la droite européenne s'échine à garder Viktor Orban

Politique Psychodrame <https://www.marianne.net/> Par Louis Hausalter Publié le 21/03/2019 à 07:00



Viktor Orban, premier ministre hongrois, est un caillou dans la chaussure de Joseph Daul, président du PPE (ici à Madrid en 2015). - Wiktor Dabkowski / dpa Picture-Alliance

Le PPE, qui rassemble les partis de droite européens, a décidé ce mercredi 20 mars de suspendre le mouvement du Premier ministre hongrois Viktor Orban, mais pas de l'exclure. Un moyen de ménager la chèvre et le chou... et d'éviter une scission avant les élections européennes.

Le grand public ne connaît pas Joseph Daul. C'est pourtant un homme qui joue un rôle crucial dans les arcanes de l'Union européenne. Cet Alsacien septuagénaire au fort tempérament et au sourire malicieux préside le Parti populaire européen (PPE), qui rassemble les principaux mouvements de la droite en Europe. Le PPE dispose aujourd'hui du groupe majoritaire au Parlement européen et contrôle de nombreux postes-clés dans l'UE. A ce titre, Joseph Daul, rompu depuis longtemps aux discussions d'alcôves bruxelloises, est au centre de bien des compromis adoptés dans les enceintes européennes. Ce mercredi 20 mars, il a encore dû mettre tout son art de la négociation au service d'un plan ardu : sanctionner le remuant premier ministre hongrois, Viktor Orban, tout en évitant son départ du PPE. Ou comment ménager la chèvre et le chou.

Le parti d'Orban n'est pas "exclu" mais "suspendu"

Le cas Orban était au menu d'une « *assemblée politique* » du PPE, qui se tenait à Bruxelles. Accusé de multiples atteintes à l'Etat de droit depuis qu'il est aux commandes à Budapest, le dirigeant hongrois était dans le collimateur de 12 partis membres du PPE, essentiellement basés en Scandinavie ou dans des pays du Benelux, qui ont réclamé l'exclusion de son mouvement, le Fidesz. Ils estiment que le dirigeant hongrois a franchi une ligne rouge avec une campagne d'affichage montrant Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne et membre du PPE, ricanant aux côtés du milliardaire George Soros, bête noire de Viktor Orban, qui l'accuse d'encourager l'immigration. Furieux, Juncker avait lui aussi demandé la tête d'Orban aux instances du PPE.

Sauf que les partis qui réclamaient cette exclusion ne pèsent pas très lourd au sein du PPE. Les principales forces vives que sont les Allemands de la CDU-CSU, les Polonais de la Plate-forme civique et les Français des Républicains, cherchaient plutôt à calmer le jeu. D'où un « *compromis* » alambiqué posé sur la table par Joseph Daul : le Fidesz n'a pas été exclu mais « *suspendu* ». Concrètement, il ne pourra plus participer aux réunions du PPE et n'aura plus de droit de vote en interne. Après avoir menacé de claquer la porte, le premier ministre hongrois a finalement accepté cette « *bonne décision* ». « *Ça a été chaud au début, Orban était contre le compromis tel qu'il était rédigé. Mais on y est finalement arrivé* », confie un participant.

Les ennuis renvoyés à plus tard

A la fin de la réunion, les cadres du PPE poussaient à l'unisson un grand ouf de soulagement. « *L'unité de la famille est préservée*, se félicite Franck Proust, chef de file des eurodéputés LR, auprès de Marianne. *Nous garderons un œil attentif sur les problématiques concernées, notamment la question de l'Etat de droit.* » Le PPE a chargé un « *comité d'évaluation* » de suivre la situation en Hongrie « *jusqu'à l'automne prochain* », ajoute l'élue.

Si le PPE tient absolument à renvoyer ses ennuis à plus tard, c'est pour éviter de se présenter affaibli aux élections européennes du 26 mai. Il faut dire qu'un certain Emmanuel Macron rêve d'une scission de la droite européenne, qui lui permettrait de tenter une OPA sur son aile modérée - comme il l'a fait avec la droite française. Pour l'instant, le PPE tient sous les coups de boutoir, en dépit du grand écart entre son aile centriste, très présente dans les partis chrétiens-démocrates du nord de l'Europe, et son aile dure, incarnée par Orban.

C'est pour préserver ce fragile attelage que Joseph Daul tenait absolument à son « *compromis* ». Une démarche soutenue par Laurent Wauquiez. Le patron de LR était hostile à l'exclusion d'Orban, qui risquerait d'aller renforcer les troupes des nationalistes type Matteo Salvini. Un enjeu d'autant plus important que le poids du Fidesz n'est pas négligeable pour le PPE : il compte actuellement 12 eurodéputés et caracole en tête des sondages en Hongrie. De quoi annoncer de nouvelles tensions après les européennes...

ALLEMAGNE

Défense

Otan : L'Allemagne ne tiendra pas son engagement de porter ses dépenses militaires à 1,5% de son PIB

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 18 mars 2019



« L'objectif des 2% [du PIB] n'est pas un 'fétiche'. [...] Les missions de la Bundeswehr rendent ce montant nécessaire à l'avenir. Il en va également de la crédibilité de l'Allemagne », avait lancé Angela Merkel, la chancelière allemande, le 14 mai 2018, devant les responsables militaires de son pays. Et de relever que, durant la Guerre Froide, le budget de la défense ouest-allemand était même équivalent à 2,3% du PIB.

Seulement, Mme Merkel n'a pu se maintenir au pouvoir qu'en acceptant de diriger une « grande coalition », à laquelle participent les chrétiens démocrates de la CDU et les sociaux-démocrates du SPD. Ce qui l'oblige à trouver un compromis permanent.

Aussi, lors du dernier du sommet de l'Otan, organisé à Bruxelles, en juillet 2018, elle prit l'engagement de porter le budget de la Bundeswehr non pas à 2% du PIB [comme Berlin s'y était engagé en 2014, ndlr] mais à 1,5% du PIB. Et le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg, y avait « un pas dans la bonne direction », même si pour le président américain, Donald Trump, le compte n'y était toujours pas.

Et il ne le sera d'autant moins que Berlin ne tiendra même pas ses engagements. C'était dans l'air depuis quelques semaines... Et cela vient d'être confirmé par le ministère allemand des Finances, ce 18 mars.

En effet, selon la planification budgétaire pour la période 2019-2023, qui sera formellement présentée en Conseil des ministres dans deux jours, le budget qu'il est prévu d'allouer à la Bundeswehr passera de 1,37% en 2020, pour ensuite diminuer à 1,29% en 2022, puis à 1,25% en 2023.

Cette trajectoire s'explique par une révision drastique à la baisse des prévisions de croissance économique pour 2019 [1% contre 1,8%], notamment en raison des difficultés rencontrées par l'industrie automobile allemande. Aussi, le ministre des Finances, Olaf Scholz, anticipant des recettes fiscales moins importantes, est résolu à serrer les boulons, ce qui passe par la nécessité de trouver 24,7 millions d'euros pour équilibrer les comptes publics d'ici 2023. Et ce sera donc la Bundeswehr qui sera principalement sollicitée.

La semaine passée, M. Stoltenberg avait prévenu : « J'attends de tous les alliés, y compris l'Allemagne, qu'ils tiennent leurs promesses. »

Reste à voir comment Ursula von der Leyen, la ministre allemande de la Défense, va réagir, elle qui pensait avoir gagné un premier bras de fer, l'an passé, en obtenant une hausse substantielle [ou du moins la promesse d'une hausse] du budget de la Bundeswehr. Lors d'un déplacement à Riga, en février, elle avait rappelé que l'accord de coalition contenait des « dispositions claires » en faveur d'une augmentation des dépenses militaires.

Dernier vol pour le Sea King belge

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Défense 21 mars 2019 | Par Benoit Gilson



Après 43 ans de service, le Sea King cède la place aux NH-90. © F. DE RIBAUCCOURT

Les NH-90 d'Airbus sont désormais en charge complète de la sécurité des belges en mer du nord. Ce jeudi 21 mars 2019, après 43 ans de service, les hélicoptères Sea King de la 40e Escadrille ont tiré leur révérence en effectuant leur dernier vol opérationnel. Non sans une certaine émotion des équipages autant que des nombreux belges venus assister à l'événement, le dernier appareil, le « RS-05 », a survolé le littoral belge de Knokke à La Panne en guise d'adieu.

Très populaires auprès de la population notamment depuis qu'ils ont été au centre de la série télévisée "Windkracht 10", les 5 Sea Kings de la Composante Air de la Défense belge ont accomplis depuis 1976 quelque 60.000 heures de vol. En alerte (15 minutes de jour, 30 minutes de nuit) 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, ils ont réalisé 3309 missions de sauvetage et sauvé 1757 personnes. Parmi ses interventions les plus remarquables, on se souviendra du naufrage du ferry Herald Of Free Enterprise, l'explosion du gazoduc de Ghislengien et plus récemment les attentats de Bruxelles, autant d'événements où les Sea King ont contribué à l'acheminement vers les hôpitaux spécialisés des victimes les plus graves. D'autres missions telles que le transport de VIP ou le transport d'organes étaient également opérées par les Sea Kings.

Sur les 5 appareils, un est déjà exposé au musée de l'Air à Bruxelles, un autre le sera prochainement à la base de Coxyde où ils étaient basés. Les trois derniers seront revendus, potentiellement pour servir de réserve de pièces détachées pour d'autres opérateurs de Sea Kings. Les missions de SAR (Search and Rescue) sont confiées aux 4 NH-90 en version navale (NFH), désormais pleinement opérationnels sur la base de Coxyde. Un appareil qui sera à terme destiné également à de nombreuses autres missions telles que la lutte anti sous-marine au départ des frégates de la Marine. Le planning des NH-90 risque donc d'être serré ces prochaines années mais, au vu des performances de l'appareil, la Défense pense pouvoir effectuer l'ensemble des missions qui lui sont dévolues. Le cas échéant, la délégation des missions de SAR, pour lequel le NH-90 est un peu surqualifié, pourrait être confiée au privé, même si la question n'est à ce stade pas à l'ordre du jour. Retrouvez notre reportage sur les NH-90 belges dans notre numéro 2605 du 27 juillet 2018.

Corée du Nord. Des dissidents auraient attaqué l'ambassade de Madrid

Accueil Monde Corée du Nord <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP Modifié le 16/03/2019 à 18h33 Publié le 16/03/2019 à 18h25



L'ambassade de Corée du Nord à Rome, en Italie (photo d'illustration). | ALBERTO PIZZOLI / AFP

Un groupe ayant pour objectif de renverser le régime nord-coréen de Kim Jong-un serait, selon le Washington Post, à l'origine de l'intrusion dans l'ambassade de Corée du Nord en Espagne en février dernier.

C'est une nouvelle version du mystérieux incident qui s'est produit à Madrid au début de l'année. Le 22 février dernier, dix personnes avaient fait irruption dans la mission diplomatique de Pyongyang dans la capitale espagnole. Ils avaient menotté et bâillonné les membres du personnel durant plusieurs heures avant d'emporter des ordinateurs, des documents et des téléphones. Les individus étaient munis d'armes factices, ils se sont enfuis à bord de deux véhicules de l'ambassade, abandonnés quelque temps plus tard.

Action des services secrets ou de dissidents ?

Cet assaut s'est déroulé quelques jours avant le second sommet entre le président américain Donald Trump et Kim Jong-un à Hanoï où ils n'ont pas réussi à conclure un accord sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Les spéculations sur l'identité et les motivations du groupe d'assaillants ont envahi les médias espagnols. Le quotidien *El País*, citant des sources policières et au sein du contre-espionnage espagnol (CNI), a affirmé cette semaine qu'au moins deux membres de ce commando **« ont été identifiés et ont des liens avec les services secrets des États-Unis »**. Avec la CIA précise même le média. Mais d'après le *Washington Post*, le raid a été mené par un groupe baptisé Défense civile Cheollima (DCC), qui propose son aide aux Nord-Coréens tentant de fuir leur pays et qui veut renverser le régime. Faisant référence à des personnes ayant des informations sur la préparation et l'exécution de l'opération, le quotidien ajoute que le DCC n'a pas agi en coordination avec un quelconque gouvernement et que les agences américaines auraient été particulièrement réticentes à s'impliquer dans un tel projet étant donné le calendrier.

Des documents sensibles ont été volés

Quant au butin des assaillants, il peut contenir **« des contacts et des documents liés aux efforts de la Corée du Nord pour esquiver les sanctions et importer des produits de luxe depuis l'Europe »**, a expliqué au journal Sung-Yoon Lee, expert de la Corée du Nord à l'université Tufts. Le DCC a émergé en 2017 lorsqu'il a publié sur internet une vidéo du neveu de Kim Jong-un expliquant s'être mis en sécurité après l'assassinat avec un agent neurotoxique de son père Kim Jong Nam demi-frère exilé du dirigeant nord-coréen-- à l'aéroport de Kuala Lumpur en février 2017.

L'Espagne demande des explications à la CIA

En février, le groupe a annoncé la création d'un gouvernement nord-coréen en exil baptisé **« Joseon libre »**, du nom de la dynastie qui occupa le trône coréen de 1392 à 1910, année de

l'annexion par le Japon. La version du *Washington Post* est la dernière en date pour cet incident sur lequel la police et le gouvernement espagnol n'ont rien confirmé officiellement, si ce n'est qu'une Nord-Coréenne a été prise en charge légèrement blessée sur la voie publique non loin de l'ambassade. D'après *El Pais*, Madrid a demandé des explications à la CIA et celle-ci a démenti toute implication. Mais les autorités espagnoles ont qualifié cette réponse de « **peu convaincante** », estimant que les services secrets américains avaient agi « **probablement en coopération** » avec ceux de la Corée du Sud. La mission diplomatique nord-coréenne à Madrid n'a plus d'ambassadeur depuis l'expulsion en septembre 2017 de Kim Hyok Chol, déclaré « **persona non grata** » après les essais nucléaires et tirs de missiles menés par Pyongyang. Il est depuis devenu émissaire nord-coréen pour les États-Unis et qui a participé aux préparatifs du sommet de Hanoï.

Un mystérieux groupe dissident serait à l'origine de l'attaque de l'ambassade de Corée du Nord à Madrid

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 17 mars 2019



Le 22 février, soit quelques jours avant la rencontre, à Hanoï, du président Trump et de Kim Jong Un, le chef du régime nord-coréen, des hommes armés ont réussi à pénétrer à l'intérieur de l'ambassade de la Corée du Nord à Madrid, où ils ont ensuite séquestré une partie du personnel et volé des données informatiques et des téléphones portables.

Près d'un mois plus tard, les tenants et les aboutissants de cette affaire demeurent mystérieux. Cette semaine, la presse espagnole a révélé que deux des assaillants étaient connus pour entretenir des liens avec la CIA. Et d'en conclure que le service américain était à l'origine de cette opération qu'un simple groupe de malfrats n'aurait pas été en mesure de concevoir et d'exécuter.

Le contre-espionnage espagnol, a précisé le quotidien *El Pais*, a même demandé des explications à la CIA. Mais si cette dernière a nié toute responsabilité dans cette affaire, elle l'a fait de « peu convaincante », affirme le journal, en s'appuyant sur des « sources gouvernementales ».

Le 15 mars, en se basant sur des confidences faites par des personnes « proches du dossier », le *Washington Post* a avancé une autre piste. Ainsi, d'après lui, cette intrusion dans l'ambassade serait le fait d'un groupe appelé « Défense civile Cheollima » [DCC], dont le but est de renverser, ni plus ni moins, le régime nord-coréen. Et cette organisation a d'ailleurs fait récemment parler d'elle en publiant en communiqué pour se proclamer « gouvernement provisoire du Nord » sous le nom de « Joseon libre » [du nom de la dynastie coréenne qui régna sur la péninsule entre 1392 et 1910, année de son annexion par le Japon, ndlr].

En 2017, le groupe Cheollima [ou « Free Joseon »] a pris part à l'évacuation vers Macao de Kim Han Sol, le fils de Kim Jong Nam, le demi-frère de Kim Jong-Un qui venait alors d'être assassiné lors d'une attaque commise au moyen d'un gaz neurotoxique en Malaisie. Le *Wall Street Journal* avancera par la suite que l'organisation avait reçu de l'aide de la part des États-Unis, de la Chine et des Pays-Bas.

Quoi qu'il en soit, le *Washington Post* avance que la CIA aurait été « probablement consciente » qu'une telle opération contre une emprise diplomatique nord-coréenne à quelques jours d'un sommet crucial aurait pu faire dérailler le discussions en cours entre les États-Unis et la Corée du Nord. Du moins, c'est ce qu'a assuré Sue Mi Terry, une ex-analyste de la centrale de Langley. « Ce n'est pas quelque chose que la CIA entreprendrait », a-t-elle dit.

En attendant, la CIA s'est refusé à faire le moindre commentaire. Tout comme, d'ailleurs, les autorités espagnoles, américaines et nord-coréennes.

Cela étant, on ne sait que très peu de chose sur le groupe Cheollima, si ce n'est qu'il vient de revendiquer l'inscription de graffitis sur les murs de l'ambassade de Corée du Nord à Kuala Lumpur [Malaisie]... Un geste qui est à des années-lumière d'une opération comme celle réalisée à Madrid, laquelle exige des compétences particulières et des moyens. Enfin, certains avancent que cette organisation pourrait être liée aux services secrets sud-coréens. Ce qui, là encore, est difficile à prouver.

FRANCE

Attentats

Trèbes: Radouane Lakdim, un terroriste autonome mais très entouré par des tenants de l'islam radical

Actualité Société <http://www.lefigaro.fr/> Par Jean Chichizola Mis à jour le 23/03/2019 à 14:11
Publié le 22/03/2019 à 17:11



Le 23 mars 2018, le colonel Arnaud Beltrame s'était sacrifié pour sauver la vie de plusieurs personnes prises en otage par le terroriste Radouane Lakdim au Super U de Trèbes. Ces attentats firent quatre morts. ERIC CABANIS/AFP

L'enquête sur le profil de l'auteur des attentats de Trèbes et Carcassonne, qui avaient fait 4 morts dont le colonel Arnaud Beltrame le 23 mars 2018, révèle les difficultés et failles de la lutte antiterroriste.

Après un an d'investigations, l'enquête sur les attentats de Carcassonne et de Trèbes (4 morts et deux blessés graves le 23 mars 2018), révèle les contours d'une affaire aux airs de cauchemar pour les services antiterroristes: des actes perpétrés par un terroriste autonome, mais très entouré par des tenants de l'islam radical et assuré de leur silence.

Cinq personnes, une femme et quatre hommes, sont actuellement mises en examen dans ce dossier, plusieurs autres interpellations n'ayant pas donné lieu à des poursuites. La compagne de Radouane Lakdim, Marine P., convertie à 16 ans, est interpellée dès le 23 mars puis mise en examen pour association de malfaiteurs criminelle en relation avec une entreprise terroriste.

En octobre 2018, trois hommes sont à leur tour poursuivis. L'un est de la famille du terroriste, l'autre un ami de cité et le troisième un contact sur les réseaux sociaux. En décembre 2018, un cinquième individu, lui aussi de la même cité que Lakdim, est mis en examen pour non-dénonciation de crime terroriste. Ces cinq personnes avaient-elles connaissance du projet criminel? Si elles sont renvoyées aux assises, elles tenteront de minimiser leur rôle. Mais ces interpellations démontrent déjà que Lakdim n'était pas un homme isolé, dissimulant sa radicalisation et sa haine.

Le pire des scénarios

Les mis en examen connaissaient son salafisme, son goût pour les armes, son hostilité aux «infidèles» exprimée par oral ou sur les réseaux sociaux, ses velléités de rejoindre Daech. Autant d'éléments qui, après les attentats de 2015-2017, rendaient un passage à l'acte très envisageable. Mais les mis en examen n'ont jamais alerté les autorités. Et la police n'a visiblement pas pu briser cette omerta.

Le 23 mars 2018, le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, pouvait ainsi déclarer: «[Lakdim] était connu pour des faits de petite délinquance. Nous l'avons suivi et nous pensions qu'il n'y avait pas de radicalisation, mais il est passé à l'acte brusquement.» Né le 14 avril 1992 au Maroc, naturalisé français avec son père en 2004 à l'âge de 12 ans, Lakdim avait en effet été fiché S en 2014 pour ses contacts avec des islamistes locaux condamnés dans des dossiers terroristes, puis inscrit en 2015 au fichier des signalements pour la prévention et la radicalisation à caractère terroriste. Il devait se rendre à une convocation de la DGSJ envoyée en mars 2018 pour un «entretien d'évaluation». Après les attentats, Gérard Collomb avait expliqué:

«Toutes les écoutes qui avaient été réalisées, [et] en même temps les sources humaines qui étaient près de lui, montraient que finalement personne ne pensait qu'il allait y avoir une attaque précoce. [...] Tout le monde pensait que les choses devaient être laissées en l'état. [...] Il allait être mis en veille.» En fait Lakdim préparait sa virée meurtrière. Et il y a pire: en l'état du dossier, s'il a bien fait allégeance à l'État islamique qui a revendiqué les attaques, Lakdim serait bien un terroriste «endogène», «inspiré» mais pas commandité par Daech. Protection par la loi du silence, autonomie d'action: le pire des scénarios.

Revivez en direct l'hommage national rendu au colonel Arnaud Beltrame



BREXIT

Brexit : les inquiétudes sur l'économie française se multiplient

Économie France <https://www.latribune.fr/> Par Grégoire Normand | 21/03/2019, 15:31



En cas de Brexit sans accord, le port de Calais s'apprête à devoir faire face à de nombreuses difficultés. (Crédits : Reuters)

Alors que l'incertitude la plus totale règne sur les scénarios du Brexit, de nombreux acteurs économiques dans le domaine des transports notamment sonnent l'alarme sur les coûts engendrés par la mise en place de barrières tarifaires et non-tarifaires.

A quelques jours de la date butoir du 29 mars, les entreprises sont plongées dans le flou le plus total. Les tractations entre le Royaume-Uni et les représentants de l'Union européenne ne cessent de se prolonger et contribuent à alimenter un sentiment d'incompréhension des deux côtés de la Manche. Au Sénat, mercredi 20 mars, un colloque sur l'impact du Brexit sur la vie économique française était organisé en présence du président Gérard Larcher. Si plusieurs interlocuteurs ont tenu à rassurer les acteurs économiques en présence, d'autres ont voulu alerter sur l'urgence de la situation à l'image du président des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, qui est en première ligne sur la question des échanges.

"C'est le côté Britannique qui m'inquiète avant tout [...] **Les Britanniques doivent se mettre économiquement en ordre de marche.** Je demande le pragmatisme. On peut faire du juridisme, c'est bien souvent l'ennemi de l'économie. Les Britanniques économiquement ne sont pas prêts. L'idée n'est pas de repousser jusqu'en 2021 mais il faut obtenir un délai supplémentaire."

Le patron du Medef Geoffroy Roux de Bézieux a estimé jeudi que le divorce entre l'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni allait sans doute se faire *"sans accord"*, jugeant la gestion de ce dossier par les responsables politiques britanniques *"scandaleuse"* d'après des propos rapportés par l'AFP. *"J'ai dit le 11 septembre à mes adhérents de se préparer à une sortie sans accord. Je pense que c'est malheureusement ce qui va se passer"*, a déclaré le responsable de l'organisation patronale sur Europe 1, alors que les discussions entre Londres et Bruxelles sur ce dossier semblent dans l'impasse.

La société Brittany Ferries en alerte

Les sociétés de transports de voyageurs et de biens sont particulièrement concernées par ce divorce entre le Vieux continent et le royaume. La sénatrice du Pas-de-Calais Catherine Fournier (Union centriste) a rappelé que *"1,7 million camions ont emprunté le tunnel sous la manche en 2018"*. Invité à venir témoigner, le directeur général de Getlink SE (Eurotunnel) François Gauthey a ajouté que *"plus du quart des échanges entre le Royaume-Uni et l'Union européenne transitent par le tunnel. Les relations économiques vont rester très importantes"*. Le patron de la société concessionnaire a expliqué que pour qu'il y ait fluidité, il faut trois conditions : des investissements pour les douanes, les administrations doivent s'équiper du matériel informatique, et les transporteurs et les chargeurs doivent s'habituer aux nouvelles procédures. *"On pense qu'il faudra quelques semaines ou quelques mois pour cette préparation. Ce qui sera compliqué est de garder la fluidité des frontières. Dans la théorie, ça devrait bien fonctionner. Il faut maintenant que nos clients soient prêts"*.

Chez Brittany Ferries, le discours n'est pas aussi rassurant. Le président de la compagnie maritime et président d'Armateurs de France, Jean-Marc Roué, a annoncé d'emblée la couleur. *"Je vais changer de ton. Les entreprises doivent se préparer au scénario du pire. Je pense que les grandes entreprises sont capables de se préparer. Ce n'est pas forcément le cas d'une entreprise de taille intermédiaire. Certaines entreprises ne sont pas capables de supporter ces coûts. Des emplois seront perdus. Attention au danger."*

Pour l'industrie automobile aussi, l'angoisse est également bien présente. Le directeur général de la plateforme automobile PFA Marc Mortureux a souligné que *"les risques sont évidents pour une industrie qui fonctionne en flux tendu. L'intégration de l'industrie automobile entre le Royaume-Uni et l'Union européenne est très importante"*. Dans le contexte d'un fort ralentissement de l'industrie automobile européenne, *"les menaces de barrières tarifaires aux Etats-Unis, les changements de normes en Europe ont provoqué pas mal de perturbations [...] Le risque sur la logistique est important. 1.000 camions passent la frontière pour fournir le Royaume-Uni en composants par jour. C'est du flux tendu [...] Certains stocks ont été faits mais ce n'est pas énorme."* a indiqué le responsable.

1,7% de PIB en moins en cas de "no deal"

Si beaucoup d'estimations sur l'impact macroéconomiques du Brexit ont été produites outre-Manche, c'est moins le cas du côté français. Dans sa dernière note de conjoncture, l'Insee a réalisé plusieurs simulations sur les répercussions d'un Brexit sans accord et avec accord au niveau des échanges commerciaux. En prenant en compte les barrières tarifaires et non tarifaires, le produit intérieur brut de la France *"serait alors amputée à plus long terme de 0,6 % dans le cas d'un soft Brexit et de 1,7 % dans le cas d'un hard Brexit"*, même si l'économie tricolore semble moins exposée que celles de l'Allemagne ou de l'Irlande.

Les perspectives pour le Royaume-Uni ne sont guère réjouissantes. Pour l'Insee, *"en écartant l'hypothèse d'un Brexit sans accord, l'économie britannique se maintiendrait à faible régime. Les ménages outre-Manche ralentiraient leur consommation pour avoir une épargne de précaution. L'investissement des entreprises a diminué pour le quatrième trimestre consécutif pénalisé par l'attentisme en vue du Brexit. Dans les enquête de la banque d'Angleterre, les intentions d'investir ont aussi nettement baissé"*. Dans une récente étude, le cabinet Oddo estimait que *"un scénario de "no-deal" pourrait avoir des répercussions aussi dommageables sur le Royaume-Uni que la crise financière globale"*.

Un scénario perdant-perdant ?

Les incertitudes persistantes sur l'issue du Brexit ont alimenté de la lassitude et du découragement pour un bon nombre d'entreprises et d'élus. Le sénateur Les Républicains (LR) et président de la Commission des affaires étrangères Christian Cambon, a expliqué que *"nous savions dès la campagne du référendum que nous allions vers une catastrophe. Le Brexit est un non sens économique. Le Brexit n'a pas eu lieu et ses conséquences économiques se font déjà ressentir"*. Pour l' élu du palais du Luxembourg, *"le Brexit est avant tout perdant-perdant. La décision du peuple britannique a déjà fait perdre 6 milliards d'euros aux exportateurs français. Les risques sont nombreux. A l'heure des États-continent, l'Europe prend le risque de la diffraction."*

De son côté, le directeur général de Business France Christophe Le Courtier a affirmé que *"personne ne peut juger que le Brexit est une bonne nouvelle. L'option du perdant-perdant est celle qu'il faut absolument éviter. Le marché du Royaume-Uni est très important pour la France (le solde commercial est excédentaire). Il faut absolument éviter le chaos qui aurait un effet délétère sur les entreprises. Il faut que au moins le Brexit soit gagnant pour nous"*. Surtout un nombre considérable d'entreprises font des échanges avec le royaume. Selon des chiffres communiqués par Sandrine Gaudin secrétaire générale des affaires européennes auprès du gouvernement, *"30.000 entreprises françaises concernées directement ou indirectement par le Brexit [...] du côté du Royaume-Uni, nous espérons un sursaut."*

Brexit : en cas de "no deal", l'Eurostar pourra toujours circuler

Économie Actualité économique licence française Par LEXPRESS.fr avec AFP , publié le 22/03/2019 à 17:14 , mis à jour à 17:17



Le ministère de la Transition écologique et solidaire a octroyé à la filiale française d'Eurostar (EFR) une licence ferroviaire lui permettant de circuler en France, même sans accord sur le Brexit. [afp.com/ANREW WINNING](https://www.afp.com/ANREW-WINNING)

En cas de Brexit sans accord, les opérateurs ferroviaires qui ne détiennent qu'une licence britannique ne pourront plus automatiquement circuler sur les voies de l'UE.

Le Brexit n'aura pas d'influence sur la circulation de l'Eurostar. Selon un arrêté publié dans le Journal Officiel de jeudi, le ministère de la Transition écologique et solidaire a octroyé à la filiale française d'Eurostar (EFR) une licence ferroviaire qui lui permettra de circuler en France même en cas de Brexit sans accord.

"Il est délivré à la société Eurostar France SAS une licence d'entreprise ferroviaire valable pour effectuer des services de transport de voyageurs", stipule l'arrêté faisant suite à une demande de l'entreprise datée du 12 février. Il est précisé que "cette licence n'ouvre pas droit, par elle-même, à l'accès à l'infrastructure ferroviaire qui est régi par la réglementation applicable à chaque pays de l'Union européenne".

Une compagnie détenue à 55 % par la SNCF

Les opérateurs ferroviaires qui ne détiennent qu'une licence britannique, comme c'était le cas jusque-là pour Eurostar, ne pourront plus circuler automatiquement sur les voies ferrées européennes en cas de Brexit sans accord négocié.

La compagnie Eurostar est détenue à 55 % par la SNCF, à 30 % par la Caisse de dépôt et placement du Québec, à 10 % par le fonds britannique Hermes Infrastructure et à 5 % par la SNCB belge. Elle assure des liaisons à grande vitesse entre Londres et Paris, Bruxelles et Amsterdam, via le tunnel sous la Manche.

Défense

La France songe à se doter de moyens pour exercer son droit à la légitime défense dans l'espace

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 17 mars 2019



Cela fait maintenant longtemps que l'espace est militarisé dans la mesure où il est largement fait appel aux satellites pour mener des opérations au sol, que ce soit en matière de renseignement, de surveillance et de communication.

Or, si la « militarisation » des activités spatiales est un fait ancien [elle a en réalité commencé dès la mise en orbite du satellite soviétique Sputnik, étant donné que son lanceur était un missile balistique intercontinental soviétique R-7 Semiorka, ndlr], on assiste actuellement à une « arsenalisation » progressive de l'espace, ce qui est un phénomène nouveau. Auteurs d'un rapport sur ce sujet, les députés Olivier Becht et Stéphane Trompille estiment qu'il s'agit même d'une « tendance de fond qui représente un risque. »

Le Traité sur l'Espace de 1967 prohibe seulement le placement sur orbite d'armes de destruction massive [mais pas leur transit]. En clair, il ne permet pas, à l'heure actuelle, d'empêcher cette arsenalisation et le fait que l'espace est en train de devenir un milieu d'opérations en tant que tel. Et on peut supposer qu'un éventuel conflit de haute intensité s'y étendra afin de priver l'adversaire de l'avantage qu'il tire de ses capacités spatiales.

Dans ces conditions, a expliqué le général Michel Friedling, le chef du Commandement interarmées de l'Espace, lors d'une audition au Sénat, les grandes puissances spatiales « améliorent leurs capacités et développent des systèmes visant la conduite d'actions dans l'espace », lesquelles peuvent aller de la neutralisation à la destruction de satellites.

« Les points de vulnérabilité de nos capacités peuvent être les segments-sol, comme les infrastructures physiques ou les opérateurs, les segments spatiaux, – c'est-à-dire les satellites eux-mêmes constitués soit de la plateforme, soit des charges utiles – les moyens de communication entre les segments spatiaux et le sol, ou encore les parties logicielles », a ensuite développé le général Friedling.

Parmi ces menaces, la ministre des Armées, Florence Parly, en a évoqué une : l'approche du satellite franco-italien de communications militaires Athena-Fidus par l'engin russe LUCH-OLYMP à des fins d'espionnage. Mais elle n'est évidemment pas la seule. Il y a également, a détaillé le général Friedling, les « menaces cyber, que peuvent fomenter des États par ailleurs dépourvus de capacités spatiales, des opérations de brouillage ou d'aveuglement et des armes de destruction à énergie dirigée, comme les lasers, et les armes à impulsion électromagnétique ou des micro-ondes à forte puissance. »

Sur ce dernier point, a-t-il rappelé, « les Russes ont développé les lasers aéroportés SOKOL sur plateforme Iliouchine 76 ainsi qu'un laser dénommé PERESVET », lequel « pourrait avoir une capacité antisatellite ».

Pour compléter la liste des menaces, on peut citer des satellites ou des drones spatiaux [comme le X-37 américain] qui, présenté comme étant expérimentaux « pourraient être capables d'actions de neutralisation. » Selon le général Friedling, ces engins « dotés de bras robotisés sont capables

de se déplacer sur les orbites géostationnaires et de s'approcher particulièrement près d'autres satellites en orbite pour mettre en oeuvre des charges de neutralisation à courte portée ou de s'y arrimer pour les neutraliser à l'aide de leurs bras articulés. »

En outre, il faut également prendre compte les missiles antisatellites [les États-Unis et la Chine ont une telle capacité, ndlr] ainsi que, selon le commandant interarmées de l'espace, les « satellites civils non étatiques mais utilisés à des fins militaires », lesquels « peuvent également constituer des menaces, ce qui pose un problème d'attribution d'une éventuelle action hostile à un État. »

Face à cette « arsenalisation » de l'espace, quelle peut être la vision stratégique française dans ce domaine? La stratégie que le président Macron avait demandée d'établir en juillet 2018 n'a pas été rendue publique. Toutefois, le général Friedling en a brossé les grandes lignes.

Ainsi, en premier lieu, il s'agit d'améliorer la capacité des forces françaises à surveiller l'espace ainsi qu'à identifier et caractériser des objets spatiaux. Actuellement, elles disposent pour cela des radars GRAVES et SATAM, sans oublier les télescopes TAROT [Télescope à action rapide pour les objets transitoires] du CNRS et GEOTRACKER d'Ariane Group. Selon le général Friedling, il est donc question d'aller plus loin en misant sur une coopération européenne.

« Les Européens qui ont un intérêt collectif à disposer d'une surveillance efficace d'un espace exo-atmosphérique. Nous devons donc bâtir ensemble une future capacité européenne de connaissance de la situation spatiale, suffisamment précise pour permettre la détection et l'identification des tous les objets spatiaux, y compris les débris de petite taille », a expliqué l'officier.

Autre axe de cette stratégie : travailler à la « définition de règles de comportements responsables et à la promotion d'un bon usage de l'espace, en développant une stratégie commune avec nos alliés », avec l'objectif d'éviter, ou du moins de minimiser, les risques de malentendus. Le général Friedling a évoqué d'autres mesures « souhaitables », comme « renforcement de la coopération avec nos partenaires européens, visant l'utilisation pacifique de l'espace, la promotion d'une régulation pragmatique du milieu spatial – via le développement du Space Traffic Management – et, enfin, l'élaboration d'une politique déclaratoire robuste pour décourager les actions illégales ou franchement hostiles. »

Cependant, la question de la protection des satellites utilisés par les forces françaises reste toujours posée. La solution la plus évidente passe par le « durcissement » de ces derniers et de renforcer la résilience des moyens spatiaux. Mais ce n'est pas encore suffisants.

« Pour exercer notre légitime défense dans l'espace, comme le droit international nous le permet, il n'est pas exclu de réfléchir aux réponses à apporter à des actes hostiles particulièrement graves contre nos capacités spatiales », a indiqué le général Friedling. « Cette réponse pourrait avoir différentes formes et un changement doctrinal consisterait à passer des opérations depuis l'espace à des opérations dans l'espace », a-t-il ensuite précisé.

Évidemment, a-t-il insisté, il ne serait pas question, pour la France, de « se lancer dans une course aux armements contraire aux principes internationaux qui régissent les activités spatiales et à notre vision du monde, mais d'exercer un droit de légitime défense, comme cela est autorisé par la charte des Nations-Unies. »

A priori, et selon les propos du général Friedling, aucune décision allant dans ce sens n'a encore été prise. « Si notre capacité à exercer une légitime défense dans l'espace venait à être renforcée, il faudra travailler sur la question des équipements. Plusieurs options figurent dans le rapport qui vient d'être transmis à la Présidence de la République et feront l'objet d'un arbitrage », a-t-il précisé.

Dans leur rapport sur le « secteur spatial de défense », les députés Olivier Becht et Stéphane Trompille ont avancé plusieurs pistes, dont certaines présentent plus d'inconvénients que d'avantages [comme les armes cinétiques et laser, par exemple]. Mais celle qui paraîtrait la plus pertinente serait celle consistant à mettre au point des véhicules spatiaux inhabités et manœuvrants. Certains projets sont d'ailleurs en cours dans un cadre civil, comme le Space

Rider, développé par Thales Alenia Space avec le soutien de Dassault Aviation [qui capitalise sur le programme défunt Hermès] ou encore le Space Tug d'Airbus Defence & Space, destiné aux orbites géostationnaires.

D'ailleurs, d'après les députés, Airbus Defence & Space « pourrait fournir aux armées un 'géocroiseur', c'est-à-dire un engin capable de dériver dans les orbites géostationnaires pour des missions de reconnaissance et de captation d'images dans ces orbites. » Et d'ajouter : « L'industriel indique en effet posséder un ensemble de solutions technologiques dont il se fait fort de pouvoir présenter une démonstration dans des délais réduits. »

Photo : Space Rider (c) J. Huart, ESA

Engagement des armées sur le territoire national: relire l'Instruction ministérielle de 2017

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 21.03.2019 Par Philippe Chapleau

L'annonce que les militaires de *Sentinelle* vont apporter leur soutien aux forces de l'ordre, samedi, en prenant à leur charge la sécurité de bâtiments officiels a suscité bien des réactions. Je rebondis sur cette polémique en citant une "Instruction ministérielle relative à l'engagement des armées sur le territoire national lorsqu'elles interviennent sur réquisition de l'autorité civile" (N°10100/SGDSN/PSE/PSN/NP du 14/11/2017).

Dans son article 18, sont énoncés les "Critères du recours aux armées " :

"Il peut être recouru aux armées lorsque les moyens de l'autorité civile sont estimés indisponibles, inadaptés, inexistants ou insuffisants (règle des « 4i »). L'application de ces quatre critères, qui ne sont pas cumulatifs, fait systématiquement l'objet d'un dialogue civilo-militaire, à l'échelon central, zonal et départemental."

On lira aussi en particulier le chapitre III (titre II) :

"Chapitre III : Cas exceptionnel de la participation des armées à des opérations de maintien de l'ordre impliquant la confrontation à une foule hostile

ARTICLE 21. Principes d'emploi. Les armées n'ont pas vocation à être engagées dans les opérations de maintien de l'ordre impliquant le contrôle ou la dispersion de manifestations, de foule ou d'émeutes sur la voie publique et ne peuvent intervenir qu'en ultime recours, sur décision des autorités gouvernementales.

ARTICLE 22. Mesures d'intervention susceptibles d'être mises en œuvre Les mesures d'intervention susceptibles d'être mises en œuvre pour l'exécution de ce type d'opération consistent en la mise en œuvre de techniques spécifiques destinés à contrôler, maintenir, filtrer ou interdire momentanément la liberté de mouvement des personnes dans des espaces déterminés.

ARTICLE 23. Les autorités gouvernementales sont seules juges du moment où le renfort des armées est nécessaire pour ce type d'opérations. Elles décident, selon les circonstances, de la nature des mesures à mettre en œuvre. "

A noter que "les militaires réquisitionnés peuvent faire usage de leurs armes en cas d'absolue nécessité et de manière strictement proportionnée :

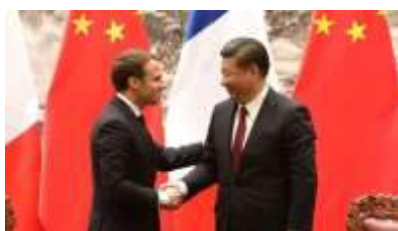
- lorsque des atteintes à la vie ou à l'intégrité physique sont portées contre eux ou contre autrui ou lorsque des personnes armées menacent leur vie ou leur intégrité physique ou celles d'autrui ;
- lorsque, après deux sommations faites à haute voix, ils ne peuvent défendre autrement les lieux qu'ils occupent ou les personnes qui leur sont confiées ;
- lorsque, immédiatement après deux sommations adressées à haute voix, ils ne peuvent contraindre à s'arrêter, autrement que par l'usage des armes, des personnes qui cherchent à échapper à leur garde ou à leurs investigations et qui sont susceptibles de perpétrer, dans leur fuite, des atteintes à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui ;

- lorsqu'ils ne peuvent immobiliser, autrement que par l'usage des armes, des véhicules, embarcations ou autres moyens de transport, dont les conducteurs n'obtempèrent pas à l'ordre d'arrêt et dont les occupants sont susceptibles de perpétrer, dans leur fuite, des atteintes à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui ;
- dans le but exclusif d'empêcher la réitération, dans un temps rapproché, d'un ou de plusieurs meurtres ou tentatives de meurtre venant d'être commis, lorsqu'ils ont des raisons réelles et objectives d'estimer que cette réitération est probable au regard des informations dont ils disposent au moment où ils font usage de leurs armes."

Diplomatie

Xi Jinping, Merkel et Juncker réunis à Paris mardi pour discuter commerce et climat

Économie Conjoncture <http://www.lefigaro.fr/> Par Claudia Cohen AFP agence Mis à jour le 21/03/2019 à 23:02 Publié le 21/03/2019 à 22:36



Le président français et son homologue chinois à Pékin en janvier 2019. POOL New/REUTERS

Le président chinois achèvera dans l'Hexagone, de dimanche à mardi, sa tournée européenne. À cette occasion, Emmanuel Macron a convié la chancelière allemande et le président de la Commission européenne à une réunion mardi à 10h, afin de discuter des grands sujets multilatéraux.

C'est une réunion inédite qui se tiendra mardi à Paris. L'Élysée a dévoilé, ce jeudi, qu'Emmanuel Macron avait convié la chancelière allemande et le président de la Commission européenne afin de discuter avec le président chinois Xi Jinping des grands enjeux de gouvernance. À dix heures, le président français et son homologue chinois seront ainsi rejoints par Angela Merkel et Jean-Claude Juncker pour parler climat et commerce. L'occasion pour l'Union européenne d'afficher sa détermination et son unité face aux ambitions commerciales de la Chine.

«Nous l'avons estimé nécessaire, car pour défendre le multilatéralisme, la discussion doit se passer au niveau de l'Europe et non pas de la France seule», fait valoir l'Élysée, qui note que «la France et l'Allemagne sont longtemps allées vers la Chine en concurrence», a précisé la présidence française. «C'est une rencontre historique qui s'inscrira dans un temps long, avant le sommet UE-Chine du 9 avril et le sommet sur les routes de la soie fin avril en Chine», explique Paris, pour qui «c'est aussi un geste important de la part de la Chine». Au menu de cette réunion, les Européens souhaitent s'entretenir sur des sujets tels que le multilatéralisme, la réforme de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), ainsi que la mise en œuvre de l'accord de Paris. L'objectif étant, selon l'Élysée, de «trouver des points de convergence entre l'Europe et la Chine».

Xi Jinping en tournée européenne

Ce jeudi soir à Bruxelles, les Européens débattent ainsi de la stratégie à adopter face aux ambitions chinoises sur le continent. Le président français a salué «ce réveil européen» à son arrivée dans la capitale belge pour ce sommet européen. Depuis quelques mois, l'Empire du Milieu est vu par l'Union Européenne comme une «partenaire» qui apparaît de plus en plus comme un «rival systémique qui promeut d'autres modèles de gouvernance», selon des termes nouveaux et explicites de la Commission européenne. La semaine passée, la Commission avait présenté plusieurs actions à mettre en œuvre afin d'établir une relation commerciale plus équilibrée avec la Chine, avec dans le viseur des Européens les subventions dont bénéficient les groupes chinois.

Ce jeudi, le président chinois a entamé une tournée sur le Vieux Continent, en débutant par une visite en Italie, pour «insuffler un nouvel élan aux relations Chine-Europe», selon l'agence Chine Nouvelle reprise par l'ensemble de la presse officielle. À l'occasion de cette première visite d'un dirigeant chinois en Italie depuis près d'une décennie, Xi Jinping signera un projet d'accord formel sur «L'Initiative de la ceinture et de la route». Une première avec un pays membre du G7. Les «nouvelles routes de la soie», un projet colossal, prévoient en outre la construction de routes, ports, lignes de chemins de fer et parcs industriels pour une somme dépassant les 1.000 milliards de dollars en Asie, Europe et Afrique.

Xi Jinping achèvera ainsi son périple européen dans l'Hexagone, avec une visite d'État de deux jours dès dimanche soir. Le séjour du président chinois intervenant par ailleurs au moment symbolique du 55^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la Chine et de la reconnaissance par la France de la République populaire de Chine.

Economie

L'effet de l'immigration sur l'emploi et les salaires

Économie <https://www.slate.fr/> Anthony Edo — 19 mars 2019 à 16h16

Si elle a en moyenne des effets négligeables, le niveau de qualification des personnes nouvellement entrées sur le territoire explique toutefois certaines disparités.



Un migrant participe à une simulation d'entretien d'embauche lors d'un atelier mené dans un théâtre d'Orléans, le 16 octobre 2018. | Christophe Archambault / AFP

L'arrivée de centaines de milliers de personnes réfugiées en Europe entre 2014 et 2016 a ravivé l'intérêt des économistes et du grand public pour la question des effets de l'immigration sur le marché du travail. Cette situation migratoire exceptionnelle a suscité de nouvelles analyses, dont les résultats ont enrichi notre connaissance des conséquences économiques des migrations.

Des réponses à la fois plus précises et plus documentées ont ainsi été apportées aux questions concernant les effets de l'entrée de travailleurs et travailleuses supplémentaires, et plus généralement de l'immigration, sur les salaires, l'emploi et le chômage.

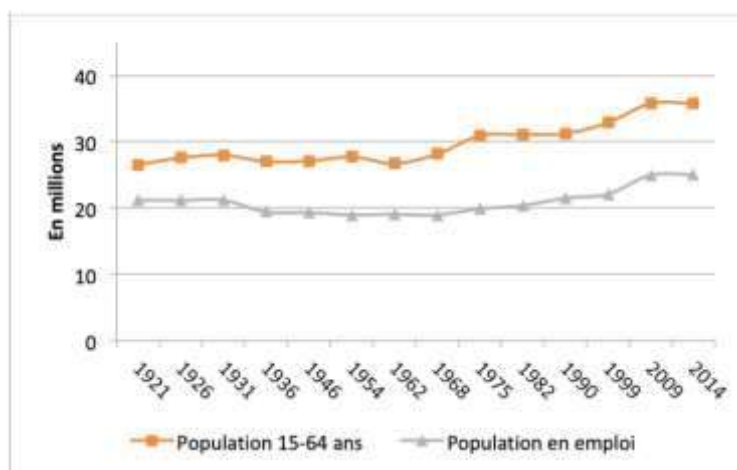
Lien entre population et emploi

Pour penser les effets de l'immigration sur le marché du travail, l'approche la plus intuitive est de considérer la population immigrée comme homogène et d'appréhender l'immigration comme une simple hausse de la population.

Dans le cas où l'économie d'un pays serait composée d'un nombre fixe d'emplois à partager entre ses membres, une telle hausse devrait se traduire par une concurrence accrue sur le marché du travail et par une baisse des salaires.

Le graphique 1 trace les évolutions de la population en âge de travailler et en emploi sur près d'un siècle en France.

Graphique 1 : Lien entre population et emploi de 1921 à 2014



Notes: la population en âge de travailler mesure la quantité de travail potentiel disponible dans une économie. Pour neutraliser l'accroissement du nombre de jeunes au lycée et en études depuis les années 1960, cette catégorie est exclue de la population en âge de travailler à partir de 1962. | Sources: Cahen (1953), Nizard (1971), Insee, INED.

Si l'économie était composée d'un nombre d'emplois fixe, le niveau d'emplois devrait être stable et déconnecté des évolutions de la population en âge de travailler. Or la population en emploi est passée de 21,2 millions en 1921 à 18,9 millions en 1954 (soit une baisse de 11%), pour atteindre son plus haut niveau en 2014 à plus de 25 millions (soit une hausse de 30% par rapport à 1954).

En outre, population en emploi et en âge de travailler ont tendance à varier dans le même sens et selon la même ampleur. De quoi infirmer l'idée que le volume d'emplois serait fixe et qu'un accroissement du potentiel de travail dans une économie conduirait nécessairement à une baisse de salaires et/ou à une hausse du chômage.

Influence du contexte migratoire

Qu'en est-il des effets de l'immigration? L'analyse précédente suggère que les conséquences économiques d'une hausse de la population induite par l'immigration ne peuvent se réduire à un accroissement de la concurrence sur le marché du travail.

L'arrivée de travailleurs et travailleuses stimule aussi l'activité économique par l'accroissement de la taille de marché qu'elle induit et exerce, en retour, des effets positifs sur les salaires et l'emploi.

Pour analyser de manière rigoureuse les effets de l'immigration sur les salaires et l'emploi, l'approche empirique dominante consiste à exploiter l'inégale répartition des personnes immigrées entre les régions d'un pays, afin de comparer l'évolution des salaires et de l'emploi des régions à forte immigration à celles des régions à faible immigration ayant des caractéristiques comparables.

La plupart des études concluent que l'immigration n'a pas d'incidence sur le salaire ou l'emploi moyens des personnes natives (Edo, 2016, 2018, 2019). En accord avec le graphique 1, ce résultat implique que l'immigration n'induit qu'un changement d'échelle: une augmentation proportionnelle de la population, de l'emploi et de la production sans incidence sur le niveau du salaire moyen.

Ces résultats ne sont cependant pas généralisables à l'ensemble des contextes migratoires, car ils portent majoritairement sur des épisodes d'immigration traditionnelle où les flux sont plutôt modestes, stables et parfaitement anticipés. Lorsque l'arrivée de migrants est massive, soudaine et imprévue, les effets initiaux de l'immigration sur le marché du travail peuvent différer des effets de plus long terme.

C'est ce qu'indique une série d'études récentes analysant les réactions des salaires et de l'emploi à des épisodes d'immigration exceptionnelle, comme ce fut le cas en France et au Portugal après le rapatriement des 600.000 Français et Françaises d'Algérie en 1962 (Edo, 2017) et des 500.000 Portugaises et Portugais d'Angola et du Mozambique en 1974-75 (Mäkelä, 2017), en Turquie après l'arrivée des réfugiés syriens en 2012 (Tumen, 2016) ou en Allemagne après l'entrée

imprévue de travailleurs et travailleuses tchèques dans le sud-est du pays en 1992 (Dustmann et coll., 2017).

Ces études montrent que ces afflux de population ont eu tendance à réduire les salaires et/ou les opportunités d'emploi des natifs dans les premières années suivant le choc migratoire. Celle sur les personnes rapatriées d'Algérie prolonge l'analyse et montre toutefois que ces effets dépressifs de court terme disparaissent à l'horizon de dix à quinze ans.

Niveau de qualification et redistribution

Si l'immigration traditionnelle, celle qui concerne des flux modestes, stables et anticipés, n'a pas d'effet sur le salaire moyen, elle peut affecter la distribution des salaires et induire des effets redistributifs.

En modifiant la structure de qualification de la population, les nouveaux arrivants pourraient détériorer les conditions salariales des travailleurs qui leur sont substitués (qualification similaire) et améliorer celles des travailleurs qui leur sont complémentaires (qualification différente).

Ainsi, un afflux de travailleurs non qualifiés pourrait réduire le salaire des travailleurs non qualifiés et accroître celui des qualifiés. C'est ce que souligne un rapport de 2017 très documenté de l'Académie nationale des sciences américaine sur les conséquences économiques et fiscales de l'immigration aux États-Unis.

Dans la mesure où les États-Unis connaissent depuis les années 1990 une immigration majoritairement peu qualifiée, les travailleurs immigrés déjà installés et les travailleurs natifs les moins qualifiés ont été les plus vulnérables face à l'accroissement de la présence immigrée. Plus précisément, l'immigration a eu tendance à accroître les inégalités salariales entre travailleurs très qualifiés et faiblement qualifiés.

Ce résultat fait écho à ceux de l'économiste américain George Borjas sur les conséquences économiques de l'afflux de plus de 125.000 réfugiés cubains dans la ville de Miami en 1980: 60 % de ces réfugiés étant sans diplôme, leur arrivée sur le marché du travail américain a eu pour conséquence de réduire le salaire des travailleurs natifs non qualifiés par rapport à celui des qualifiés.

Ces résultats contrastent toutefois avec ceux des études menées au Canada et en France, où l'immigration des dernières décennies a surtout augmenté le nombre relatif de travailleurs et travailleuses qualifiés (Aydemir et Borjas, 2007; Edo et Toubal, 2015).

Dans ces deux cas, l'immigration a réduit le salaire des travailleurs qualifiés et augmenté celui des faiblement qualifiés. Elle a donc redistribué la richesse des travailleurs qualifiés vers les travailleurs moins qualifiés et contribué à réduire les inégalités salariales.

L'ensemble de ces résultats montre toute l'importance de la structure de qualification des personnes immigrées dans la détermination de leurs effets sur le marché du travail. Si les effets moyens de l'immigration sont négligeables, elle tend à générer des perdants et des gagnants au sein des pays d'accueil.

Négliger ces effets redistributifs pourrait nous conduire à occulter la complexité des conséquences économiques de l'immigration et à nous empêcher de penser des politiques publiques adaptées, qui pourraient permettre de compenser les pertes des travailleurs et travailleuses les plus vulnérables.

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l'article original.

Cet article est publié à l'occasion du «Printemps de l'économie 2019», qui se déroule du 18 au 21 mars à Paris, et dont The Conversation France est partenaire. Anthony Edo, économiste au CEPII, participe à la table ronde «Immigration et emploi».

La croissance française résiste mieux que prévu

Économie France <https://www.latribune.fr/> Par Grégoire Normand | 19/03/2019, 18:00



"La demande intérieure et l'investissement des entreprises seraient les deux principaux moteurs de la croissance", a expliqué l'Insee lors d'un point presse ce mardi 19 mars. (Crédits : Reuters)

Le PIB de l'économie française progresserait de 0,4% durant les deux premiers trimestres 2019 contre 0,3% au dernier trimestre 2018, selon les dernières prévisions révisées à la hausse de l'Insee. En réponse à la crise des "Gilets jaunes", l'arsenal de mesures annoncées par Emmanuel Macron en décembre a dopé le pouvoir d'achat des foyers modestes.

L'économie française s'en sort mieux que prévu. Selon la dernière note de conjoncture de l'Insee publiée ce mardi 19 mars, la croissance du produit intérieur brut (PIB) serait de 0,4% sur les deux premiers trimestres de l'année 2019. Ainsi, l'acquis de croissance serait de 1,1% à la fin du mois juin après une croissance de 1,5% en 2018 contre 2,3% en 2017. L'activité française pourrait ainsi profiter d'une consommation à la hausse pendant la première partie de l'année.

« L'économie française est moins exposée que d'autres aux turbulences du commerce mondial. **Elle serait stimulée par une politique budgétaire plus expansionniste que prévu il y a quelques mois.** Elle pourrait tirer son épingle du jeu avec 0,4% de croissance par trimestre. Notre estimation est inchangée pour le premier trimestre est révisée à la hausse pour le second », a expliqué Julien Pouget, chef du département de la conjoncture à l'Insee.

Alors que la croissance des grandes économies de la zone euro s'essouffle et que l'activité en Chine et aux États-Unis tourne au ralenti, la France s'en tire mieux que ses voisins sur les premiers mois de l'année. L'assombrissement de la conjoncture internationale pourrait cependant venir plomber l'économie hexagonale si les tensions persistent. Le responsable de l'Insee a rappelé que :

« L'environnement international s'est assombri. L'économie américaine donne des signes de ralentissement. Les effets de la réforme fiscale s'estompent. L'essoufflement de la croissance chinoise semble se confirmer. La zone euro dans son ensemble a nettement déçu en fin d'année. L'Allemagne a calé, l'Italie n'a pas échappé à la récession technique avec deux trimestres consécutifs de baisse. Beaucoup d'incertitudes internationales persistent en raison des tensions protectionnistes. »

La consommation reste le moteur de la croissance

Les estimations de l'institut de statistiques indiquent que la consommation soutient fortement l'économie française. Au dernier trimestre 2018, la consommation des ménages a calé pas forcément en raison « *des conséquences du mouvement des "Gilets jaunes"* » mais sous l'effet « *de facteurs ponctuels* ». Les économistes évoquent la mise en place de nouvelles normes automobiles qui ont plombé les immatriculations sur le sol français, et la douceur des températures de l'automne et du début de l'hiver a limité la consommation d'énergie.

En revanche, les dépenses de consommation devraient repartir au cours des deux premiers trimestres (0,5% et 0,4%) après avoir connu l'atonie (0% au T4 2018). Les mesures d'urgence économiques et sociales en faveur des revenus modestes annoncées par le président Emmanuel Macron en fin d'année viennent soutenir le pouvoir d'achat des foyers ayant une forte propension à consommer. La revalorisation et l'élargissement de la prime d'activité, l'annulation de la hausse de la contribution sociale générale (CSG) pour les retraités ayant des revenus inférieurs à 2.000 euros, la désocialisation et la défiscalisation des heures supplémentaires conjuguée à une dynamique des salaires devraient doper le porte-monnaie d'un bon nombre de ménages.

D'après des chiffres communiqués par l'Insee ce mardi, **plus de 2 millions de salariés ont touché la prime exceptionnelle versée par les entreprises en janvier**. Cette enveloppe est, jusqu'à 1.000 euros exonérée, d'impôt sur le revenu, de toutes cotisations et de contributions sociales. L'organisme public anticipe une diminution du taux d'épargne en début d'année. À l'hiver, l'épargne des Français avait bondi à 15,5%. Elle reviendrait à 15,2% au printemps.

Une inflation favorable

En parallèle, l'inflation devrait être favorable au pouvoir d'achat. Les experts de l'institut prévoient une hausse plus modérée des prix en début d'année en raison de la baisse des prix de l'énergie et du recul du gouvernement sur la hausse de la taxe carbone. L'annonce de cette hausse fiscale avait mis le feu aux poudres à l'automne marquant le début de plusieurs mois de contestations partout en France.

Le mouvement semble à nouveau marqué par un regain de violence. Il y a quelques jours, une étude de l'Insee rappelait que, entre janvier et octobre 2018, le pouvoir d'achat avait été affecté *« par la remontée des cours du pétrole brut ainsi que par plusieurs mesures sociales et fiscales »*.

Investissement dynamique des entreprises

L'autre facteur qui peut expliquer ce relatif dynamisme de l'économie tricolore à prévoir est l'investissement des entreprises. Les conjoncturistes de l'Insee prévoient notamment un rebond de l'investissement dans l'industrie manufacturière et dans les services après avoir connu un repli en fin d'année. L'Insee prévoit un regain des immatriculations des véhicules qui viendrait soutenir l'investissement de l'industrie automobile. La transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en baisse de cotisations patronales pérenne devrait également favoriser l'investissement des entreprises à court terme.

« Cette modification conduirait à une hausse ponctuelle du taux de marge des entreprises - qui s'élèverait de plus d'un point pour atteindre 33,3% au printemps 2019 - via le cumul des crédits versés en 2019 au titre de l'année 2018 et des réductions de cotisations sociales à la charge des employeurs de 2019. »

Du côté des ménages, les perspectives sont moins favorables. Le service de statistiques prévoit une poursuite du recul de l'investissement jusqu'à la fin du mois de juin après deux trimestres consécutifs de baisse (-0,3 et -0,2 en fin d'année 2018). *« Si le nombre de permis de construire s'est récemment redressé, la baisse passée des mises en chantier pèse toujours sur l'investissement en bâtiment tandis que le volume des transactions de logements anciens demeure élevé mais n'augmente plus »*.

Sur le front du marché du travail, Julien Pouget a expliqué que *« l'emploi progresserait au même rythme que l'an dernier avec 85.000 créations d'emploi prévues pour le premier semestre. Le taux de chômage baisserait légèrement à 8,7% à la fin du mois de juin »*.

"Gilets jaunes" : un impact macroéconomique à relativiser

Au mois de décembre, les craintes sur la croissance se multipliaient au sein des milieux économiques et à Bercy à la suite des premières semaines de mobilisations des "Gilets jaunes". Bruno Le Maire avait évoqué des conséquences "sévères et continues" avant de parler de "catastrophe pour notre économie". Si les journées de protestation se poursuivent et qu'un regain de tensions a marqué l'acte XVIII des "Gilets jaunes", l'impact macroéconomique semble moins important qu'annoncé. D'après l'économiste Julien Pouget :

« Au dernier trimestre, le mouvement des "Gilets jaunes" a pu avoir localement des conséquences sévères du fait des blocages et des manifestations qui ont certainement pesé sur la consommation dans certaines parties du territoire. Quand on fait la somme, l'impact macroéconomique à court terme au quatrième trimestre était plus faible que son retentissement politique ou médiatique. Il a sans doute ôté 0,1 point de croissance au dernier trimestre 2018. C'était l'ordre de grandeur que nous avons avancé à l'automne dernier. »

Les principales répercussions semblent concerner des secteurs bien spécifiques tels que le commerce, le tourisme ou encore la logistique par exemple. Mais il est encore difficile d'avoir une évaluation précise tant que le mouvement se prolonge.

Des tensions internationales persistantes

Les principales craintes exprimées par les économistes de l'Insee concernent la scène internationale. Si le commerce mondial n'a commencé qu'à ressentir les effets des nouvelles mesures en fin d'année 2018, "leurs conséquences pourraient être plus marquées en début d'année 2019", selon l'institution.

À quelques jours de la sortie officielle du Royaume-Uni de l'Union européenne, le flou persiste. Les entreprises des deux côtés de la Manche sont dans l'incertitude la plus totale et l'impact du Brexit sur les décisions d'investissement se font déjà ressentir. Dans une récente note de blog, l'observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) expliquait que l'investissement a chuté de 1,4 point en 2018 chez nos voisins.

« Cette dernière baisse est à imputer en quasi-totalité à l'investissement des entreprises non financières (55% de la formation brute de capitale fixe en volume) qui a baissé consécutivement durant les quatre trimestres de l'année. »

Outre le Brexit et les tensions protectionnistes, le dernier aléa évoqué par l'Insee concerne la consommation des ménages dans la zone euro. Si plusieurs pays ont adopté des mesures de soutien budgétaire à l'image de la France, l'Italie ou l'Espagne, les ménages pourraient adopter une position attentiste à l'égard de toutes ces incertitudes et privilégier une épargne de précaution. Ce qui pourrait encore faire plonger l'activité de l'Allemagne et de l'Italie qui traversent actuellement une période très défavorable.

À quel point sommes-nous dépendants de l'économie chinoise ?

Scan Eco Eco-graphie <http://www.lefigaro.fr/> Par Wladimir Garcin-Berson Service Infographie Mis à jour le 22/03/2019 à 10:36 Publié le 22/03/2019 à 05:45



Les pays émergents, en Afrique, en Océanie et en Amérique latine s'inquiètent de l'état actuel de la locomotive chinoise de Xi Jinping. GREG BAKER/AFP

LE SCAN ÉCO - De plus en plus dépendantes de l'Empire du milieu, les économies émergentes s'inquiètent du ralentissement de la croissance chinoise. Les pays développés, certes moins exposés à ces soubresauts, sont eux aussi concernés. À l'occasion de la visite du président Xi Jinping en Italie puis en France, Le Figaro dresse un état des lieux.

Après des années marquées par une croissance remarquable et un développement économique à vitesse «grand V», le géant chinois montre depuis quelques mois des signes d'essoufflement et commence à ralentir la cadence. En 2018, le PIB de l'Empire du milieu a ainsi progressé de 6,6%, son taux le plus bas depuis 28 ans. Au-delà de ce seul indicateur, les signaux alarmants se multiplient: la croissance n'a cessé de baisser tout au long de l'année, la guerre commerciale sino-américaine ne semble pas près de s'arrêter et d'autres statistiques comme les ventes au détail ou la dette publique sont tout aussi inquiétantes. Pire, le ministère du Commerce a prévenu, mi-février, qu'il fallait «très probablement» s'attendre à une poursuite du ralentissement de la consommation chinoise en 2019, une dynamique qui ne rassurera certainement pas les décideurs internationaux.

Pékin revoit sa croissance à la - légère - baisse pour 2019 - Regarder sur Figaro Live



Car la santé de l'économie chinoise intéresse au-delà de la grande muraille, tant le pays est devenu, en quelques décennies, un moteur de la croissance mondiale. Toutefois, si les économies les plus puissantes, comme la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne ou les États-Unis, disposent d'un matelas de sécurité et d'une économie diversifiée les rendant moins dépendantes de la Chine, d'autres, comme les pays émergents, sont bien plus inquiètes, et craignent de perdre un allié économique essentiel. Une difficulté qui s'ajouterait à la liste des défis actuels, comme le ralentissement économique mondial, la hausse des taux d'intérêt américains ou encore la baisse des échanges commerciaux ces derniers mois.

Cette angoisse s'est révélée au grand jour lors du dernier Forum économique mondial, à Davos, fin janvier. En marge des conférences, le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, expliquait ainsi que «le ralentissement chinois préoccupe tout le monde» à cause de son «impact sur la demande chinoise», et, conséquemment, «sur les pays exportateurs». Le dirigeant a promis qu'il suivait «la situation de très près», rejoignant en cela l'inquiétude de ses homologues d'autres économies en voie de développement. L'enjeu est énorme, beaucoup de pays se trouvant dans une situation de dépendance vis-à-vis du géant chinois. Quatre indicateurs sont, en cela, révélateurs.

• Commerce: la locomotive chinoise s'essouffle

Aspirateur à matières premières, la Chine importe une bonne partie des matériaux mondiaux pour ensuite les transformer en produits finis qu'elle exporte à travers le globe. Une situation qui a fait le bonheur des pays exportateurs, mais qui les place aujourd'hui dans une dépendance envers Pékin: «L'Afrique exporte près de 85% de ses matières premières vers la Chine», rappelait à Davos Akinwumi Adesina. Or, si la demande mondiale baisse, la Chine produira moins, et pourra décider de mettre un coup de frein à ses importations. Ce scénario donne des sueurs froides aux émergents, d'autant plus que la Chine pèse très lourdement dans leurs exportations, alors que les pays développés comme la France, l'Allemagne, les États-Unis et le Japon ont une répartition plus équilibrée entre leurs partenaires commerciaux.



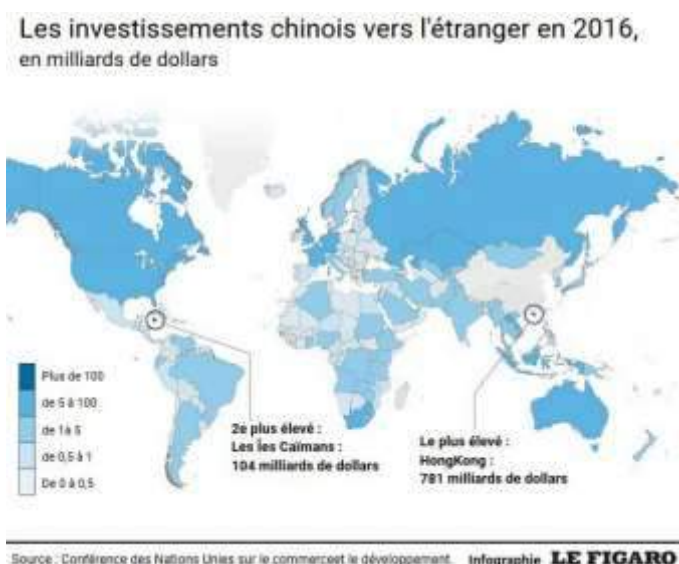
Selon la Banque mondiale, la Chine représente ainsi plus de 15% au moins des exportations de vingt pays dans le monde, en Amérique latine, en Asie, en Afrique et en Océanie. Parmi ces derniers, on trouve notamment l'Uruguay, la Corée du sud, le Japon, le Chili, la Birmanie, le Pérou ou encore l'Australie. Le poids du marché chinois pour les exportations de ces pays peut même atteindre 43,2% des exportations de l'Angola, et jusqu'à 54,16% pour Hong-Kong et près de 80%

pour la Mongolie. Par exemple, la République démocratique du Congo envoie un peu plus du tiers de ses exportations vers Pékin: ces dernières sont principalement composées de cobalt, de cuivre, de pétrole et d'or. Le Chili, dont plus du quart des exportations partent en Chine, y envoie principalement du cuivre, du fer, des fruits et du vin.

Historien spécialiste de la Chine et conseiller pour l'Asie à l'Institut Montaigne, François Godement estime que le risque existe davantage sur le long terme: «si la demande baisse, le prix des matières premières baissera avec, et les pays émergents qui financent leur développement grâce à elles se retrouveront la tête sous l'eau», analyse-t-il.

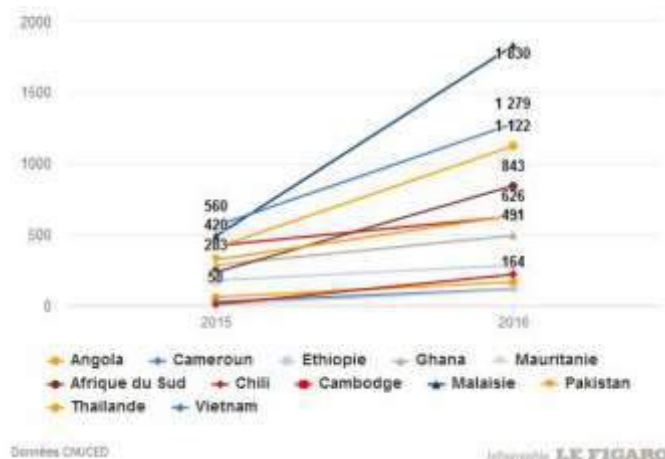
● Investissements extérieurs: un aspect essentiel du développement

Autre versant de la présence économique chinoise à l'étranger, le robinet des fonds pourrait se tarir si le ralentissement de l'activité se confirme dans les mois à venir. D'après la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le stock d'Investissements directs à l'étranger (IDE) en provenance de Chine s'élevait, en 2016, à plus de 1300 milliards de dollars dans le monde, dont 14% seulement partent vers les pays développés (Europe, Amérique du Nord, Japon, Israël, Australie, Nouvelle-Zélande...) et l'immense majorité vers le monde en développement. 3,5% de ces fonds partent en Afrique, 18% en Amérique latine ou aux Caraïbes et plus de 78% en Asie. La carte suivante résume bien la présence chinoise à l'étranger, en terme de stock d'IDE :



«Il existe un risque de contagion», analyse l'économiste en chef de Coface, Julien Marcilly. «Si la Chine a moins besoin de matières premières, elle investira moins en Angola, par exemple, alors que Pékin continuera à investir dans la tech ou d'autres domaines à forte valeur ajoutée en Europe». Or, selon l'institution, plusieurs pays africains dépendent fortement de l'Empire du milieu pour leur croissance, comme le Soudan du sud, la Gambie, la Guinée, le Congo, la Mauritanie ou l'Angola. «Les pays qui ont le plus profité de l'expansion de la Chine devraient subir les effets» de son ralentissement «avec plus de force», analysait déjà Coface en 2017 dans une étude classant les différents pays africains en fonction de leur dépendance à la Chine. François Godement renchérit en rappelant que «si le ralentissement se confirme, les grands projets d'infrastructures suivront le même chemin, et la Chine aura moins besoin d'investir à l'étranger», notamment dans le cadre de la nouvelle route de la soie.

Des flux d'IDE chinois en forte hausse dans plusieurs nations en développement (en millions de dollars)



● Dette: une arme à double tranchant

La Chine octroie d'importants prêts aux pays émergents pour financer leur développement... et en tire des avantages juteux. «Cela permet à Pékin de s'assurer des exportations stables de matières premières en provenance d'Afrique», explique Julien Marcilly, qui parle de «contrepartie explicite ou implicite des accords de prêt accordés» aux émergents. Ces dernières années, les exemples se sont multipliés: l'Angola a remboursé une partie de sa dette de deux milliards d'euros envers la Chine en hydrocarbures, et une stratégie similaire a été employée au Nigeria ainsi qu'au Soudan du Sud. «Souvent, les pays endettés envers la Chine sont ceux qui lui permettent d'importer des matières premières», souligne l'expert.

Cette stratégie passe notamment par l'Asian infrastructure investment bank (AIIB), bras armé de la nouvelle route de la soie, ainsi que par la China Development bank (CDB), deux institutions publiques. La dette est ainsi une arme à double tranchant, participant du développement des nations tout en fragilisant leur souveraineté. L'exemple le plus spectaculaire est sri-lankais: en 2008, la Chine apporte 307 millions de dollars sur les 360 millions nécessaires à la construction du nouveau port commercial de Hambantota. Sept ans plus tard, le gouvernement ne parvient plus à rembourser l'argent qu'il doit à Pékin. Dos au mur, il cède finalement une concession du port à la China Merchants Port Holdings pour 99 ans. L'Empire du milieu gagne ainsi une situation stratégique sur les routes commerciales mondiales. Le pays n'a d'ailleurs pas refréné son appétit depuis: plusieurs milliards d'euros d'investissements au Sri Lanka ont été annoncés l'année dernière... notamment dans un projet à proximité du port de Hambantota.

● Tourisme: une manne alléchante

Dernier point: l'Asie est, de loin, le continent bénéficiant le plus des arrivées de touristes chinois. Selon la World Tourism organization (WTO), vingt pays ont reçu l'écrasante majorité des visiteurs de l'Empire du milieu en 2017. Parmi eux, la Thaïlande (9,8 millions), le Japon (7,3 millions), la Corée du sud (4,1 millions) Singapour (3,5 millions), Taiwan (2,7 millions), la Malaisie (2,2 millions) et l'Indonésie (2,0 millions) se taillent la part du lion mais restent bien en deçà de Macao (22,1 millions) et surtout Hong-Kong (44,4 millions). Comptant parmi les touristes les plus dépensiers, les Chinois sont recherchés par les pays riches, dont la France, qui souhaitent profiter de cette manne. Au total, selon la WTO, 130 millions de chinois se sont rendus à l'étranger, un nombre en forte hausse.

«Le tourisme n'est pas incompatible avec le ralentissement économique», précise toutefois Julien Marcilly. Tout dépend des secteurs touchés par la baisse de l'activité: les classes moyennes supérieures ou strates les plus hautes de la société pourraient ne pas ressentir le coup de mou de la croissance.

Nombre de touristes chinois par pays en 2017



Environnement

La "Marche du siècle" : mobilisation historique contre le changement climatique

A La Une Environnement <https://www.sudouest.fr/> Publié le 16/03/2019 à 19h00. Mis à jour à 21h47 par SudOuest.fr avec AFP.



A Bordeaux, ils étaient environ 5000 à manifester pour le climat Guillaume Bonnaud

L'appel à manifester en faveur du climat et de la justice sociale a été très suivi. 145 000 personnes selon le ministère de l'Intérieur, 350 000 personnes selon les organisateurs, y ont participé.

"Fin du monde, fin de mois, même combat" : la "Marche du siècle" a été un succès samedi réunissant des dizaines de milliers de manifestants à travers la France. "Plus de 350 000 personnes dans 220 villes de France se sont rassemblées pour dénoncer l'inaction du gouvernement français face à la crise climatique et son cynisme vis-à-vis de la crise sociale", ont affirmé les organisateurs dans un communiqué. Le ministère de l'Intérieur a avancé le chiffre national de 145 000 manifestants.

Environ 140 organisations, de Greenpeace France à la Fondation Nicolas Hulot, avaient appelé à **descendre dans la rue pour le climat**, estimant qu'il est "temps de changer de système industriel, politique et économique".

À Bordeaux, **ils étaient au moins 5000 à défiler**, d'après les estimations des journalistes de "Sud-Ouest" sur place. Selon les préfectures concernées, 8 000 manifestants ont défilé à Montpellier, 6 000 à Rennes, 3 000 à Tours, 2 700 à Besançon ou 2 500 à Marseille.

À Paris, elle a rassemblé 45 000 personnes, selon un comptage indépendant pour un collectif de médias réalisé par le cabinet Occurrence. La préfecture de police a de son côté chiffré cette affluence à 36 000 manifestants à Paris et les organisateurs à 107 000.

Convergence entre lutte écologique et gilets jaunes



Marche pour le climat, à Pau Crédit photo : David Le Deodic

Dans le même temps se déroulait l'acte XVIII de la mobilisation des gilets jaunes, marqué par des violences, des incendies et des magasins pillés sur l'avenue des Champs-Élysées.

Militant écolo et réalisateur du documentaire à succès "Demain", Cyril Dion a appelé à une "convergence avec les gilets jaunes". Selon lui, **"la cause de la destruction des écosystèmes se trouve dans ce modèle économique"**.

Des politiques de gauche, dont le député insoumis de la Somme François Ruffin, ont plaidé pour une "jonction" entre les manifestations pour l'environnement et celles des gilets jaunes.

"Conjuguer social et écologie permet une alliance entre classes intermédiaires et populaires, rien ne se fait historiquement en France sans cette alliance : 1789, mai 68, 1981..." *François Ruffin*

"On ne parle pas assez du climat chez les gilets jaunes, alors que ce sont des mouvements qui partent de la base et ont des visées communes. **On aurait mieux fait de bloquer les aéroports plutôt que les ronds-points**", a assuré Annie, une retraitée qui a manifesté pour le climat à Bordeaux, gilet jaune sur le dos.

"Un avant et un après"



Beaucoup de jeunes dans la manifestation bordelaise, dont certains étaient aussi présents la veille Crédit photo : Guillaume Bonnaud

Les jeunes avaient ouvert le bal vendredi, répondant en masse à l'appel de la jeune Suédoise Greta Thunberg. Ils étaient entre 29 000 et 40 000 à Paris, 168 000 à travers la France, selon l'organisation Youth for climate.

"Il faut vraiment qu'il y ait un moment de basculement, un avant et un après", a espéré Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace France. Lors des précédentes marches pour le climat, nées après la démission de l'ancien ministre de la Transition écologique Nicolas Hulot, plus de 15 000 personnes étaient descendues dans les rues de Paris.

Depuis plusieurs mois, se multiplient des pétitions, actions et campagnes en ligne. Et l'Etat est poursuivi par quatre ONG (Fondation Nicolas Hulot, Greenpeace France, Notre Affaire à Tous et Oxfam France) pour "manquements" à son obligation d'action contre le réchauffement. Elles sont à l'origine d'une pétition **qui a récolté plus de deux millions de signatures en moins d'un mois**.

Gilets jaune

Acte XVIII des gilets jaunes : violents heurts à Paris, des commerces incendiés et pillés

A La Une Gilets Jaunes <https://www.sudouest.fr/> Publié le 16/03/2019 à 12h32. Mis à jour à 21h04 par SudOuest.fr avec AFP.



Un gilet jaune jette un drapeau de l'Europe dans un feu de barricade devant un commerce des Champs-Élysées, à Paris. ZAKARIA ABDELKAFI AFP

237 personnes ont été interpellées dans la capitale au terme d'une journée agitée, entre heurts avec les forces de l'ordre, incendies et pillages.

Boutiques pillées sur les Champs-Élysées, jets de pavés sur les forces de l'ordre, barricades en feu : pour son acte XVIII, présenté comme un rendez-vous clé, la mobilisation des gilets jaunes a été marquée par un regain de violences à Paris. Selon les estimations du ministère de l'Intérieur à 19h30, **32 300 personnes, dont 10 000 à Paris**, étaient mobilisées ce samedi. Beauvau avait dénombré 28 600 personnes la semaine précédente.

Selon les estimations de la préfecture de police de Paris, **237 personnes ont été arrêtées** dans la capitale en fin de journée. Le parquet de Paris a fait état de 106 personnes en garde à vue à 19 heures.

D'après la préfecture de police, 17 membres des forces de l'ordre ont été blessées ainsi qu'un pompier et 42 manifestants. Un journaliste de l'AFP a pu voir l'un d'entre eux, victime selon les street medics d'un tir de flashball dans l'œil.

Des heurts, des magasins pillés et incendiés



Charles Baudry [@CharlesBaudry](#)

[En réponse à @CharlesBaudry](#)

● L'Avenue des Champs-Élysées est totalement inaccessible. Des [#incendies](#) en cours, boutiques pillés, tirs de gaz lacrymogènes, ... [#GiletsJaunes](#) [#Acte18](#) [#ActeXVIII](#) [#16Mars](#) [#YellowVests](#) [#Paris](#)

[39](#)

[19:43 - 16 mars 2019](#) · [Paris, France](#)

Autour de la place de l'Étoile, vers laquelle 10 000 manifestants avaient convergé, **la tension est rapidement montée** à partir 11 heures. Des manifestants, pour beaucoup vêtus de noir, capuche

ou casque sur la tête, ont lancé pavés et pierres sur les forces de l'ordre, qui répliquaient par des tirs de gaz lacrymogènes.

Des scènes d'émeutes urbaines – que l'on n'avait plus vues depuis les mobilisations de début décembre – se sont multipliées dans la capitale.



Charles Baudry [@CharlesBaudry](#)

[En réponse à @CharlesBaudry](#)

● Situation difficile pour les forces de l'ordre qui sont attaqués de tous les côtés sur les Champs-Élysées - Place de l'Etoile. [#GiletsJaunes](#) [#Acte18](#) [#ActeXVIII](#) [#16Mars](#) [#YellowVests](#) [#Paris](#)

[151](#)

[15:16 - 16 mars 2019](#) · [Paris, France](#)



Charles Baudry [@CharlesBaudry](#)

· [16 mars 2019](#)

[En réponse à @CharlesBaudry](#)

● La situation dégénère alors que des FDO sont encerclés Avenue des Champs-Élysées. Un FDO en vient carrément aux mains. [#GiletsJaunes](#) [#Acte18](#) [#ActeXVIII](#) [#16Mars](#) [#YellowVests](#) [#Paris](#)



Charles Baudry [@CharlesBaudry](#)

● Un kiosque à journaux actuellement en feu sur les Champs-Élysées. [#GiletsJaunes](#) [#Acte18](#) [#ActeXVIII](#) [#16Mars](#) [#YellowVests](#) [#Paris](#) [pic.twitter.com/E8EFHCt8wd](#)

[83](#)

[16:11 - 16 mars 2019](#) · [Paris, France](#)



Sur les Champs-Élysées, des casseurs ont détruit des vitrines, notamment **celle de la brasserie huppée "Le Fouquet's"**, avant d'incendier son auvent.



"Le Fouquet's" a été incendié après avoir été vandalisé. Crédit photo : ZAKARIA ABDELKAFI AFP

Des feux ont également été allumés devant les boutiques Longchamp, Foot Looker et Léon de Bruxelles, aux cris de "Révolution !" lancé par des manifestants. **De nombreux autres commerces, notamment d'habillement, ont été dégradés et pillés.**



[Hugo Puffeney @puffeney](#)

Les Champs-Élysées sont saccagés. Le Fouquet's, le magasin Longchamp, plusieurs kiosques ont brûlé, sans compter les dizaines de magasins pillés et les barricades qui brûlent. Les forces de l'ordre vident l'avenue pour permettre l'arrivée des pompiers. [#GiletsJaunes](#) [#ActeXVIII](#)

1

[20:09 - 16 mars 2019](#)



[Wladimir Garcin-Berson @vladogb](#)

[En réponse à @vladogb](#)

Pillage du Zara et le Longchamps brule sous les hourras

7

[20:03 - 16 mars 2019](#)



[Boris Kharlamoff @BorisKharlamoff](#)

[En réponse à @BorisKharlamoff](#)

Sur les Champs-Élysées, les scènes de pillage se poursuivent comme dans cette boutique "Swarovski" [#GiletsJaunes](#) [#Acte18](#) [@A2PRL](#)

[237](#)

[18:24 - 16 mars 2019](#)

Le calme sur les Champs-Élysées est revenu vers 19 heures, alors que la manifestation touchait à sa fin. Les forces de l'ordre ont descendu l'avenue en rangs serrés pour chasser les derniers gilets jaunes. L'agitation et les gaz lacrymogènes ont laissé place à des scènes de désolation.



Des gendarmes sur les Champs-Élysées ravagés. Crédit photo : GEOFFROY VAN DER HASSELT AFP or licensors

Si les Champs-Élysées étaient l'épicentre de la manifestation, un groupe de manifestants a remonté les grands boulevards vers la place de la République en fin d'après-midi, incendiant poubelles et scooters.

Un autre groupe s'est rendu dans le quartier des Halles, où le Forum (vaste centre commercial) a été fermé, et une voiture de police incendiée devant le commissariat. Quelque **5000 membres des forces de l'ordre et six blindés de la gendarmerie** avaient été déployés dans la capitale.

Un incendie important, 11 blessés légers

Un important incendie s'était déclaré en début d'après-midi dans un immeuble qui a dû être évacué boulevard Roosevelt, près des Champs-Élysées. **Onze personnes ont été légèrement blessées**, dont deux policiers.

"Deux personnes ont été sauvées des flammes. Une femme et son bébé étaient coincés au deuxième étage", ont indiqué les pompiers. **Le feu est parti d'une banque**, au rez-de-chaussée. Le quartier a été bouclé et l'incendie maîtrisé peu avant 14 heures.



Remy Buisine

✓ [@RemyBuisine](#)

[En réponse à @RemyBuisine](#)

Une banque en feu au niveau de l'avenue Franklin Roosevelt. [#ActesXVIII](#) [#Acte18](#)

[340](#)

[16:42 - 16 mars 2019](#)

"Les individus qui ont commis cet acte ne sont ni des manifestants, ni des casseurs : ce sont des assassins", a dénoncé sur Twitter le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner.



Christophe Castaner

✓ [@CCastaner](#)

Les [@PompiersParis](#) et nos forces de l'ordre viennent de procéder à l'évacuation de tous les habitants d'un immeuble, délibérément incendié.

Le feu est maîtrisé.

Les individus qui ont commis cet acte ne sont ni des manifestants, ni des casseurs : ce sont des assassins.

[2 419](#)

[16:50 - 16 mars 2019](#) · [Prefecture de Police de Paris](#)

Philippe sur place, Macron quitte La Mongie

Emmanuel Macron a décidé de quitter la station de ski de La Mongie où il passait le week-end pour rentrer à Paris, a annoncé l'Elysée ce samedi soir.

Dans l'après-midi, le Premier ministre Édouard Philippe était venu en personne sur les Champs-Élysées pour apporter **"son plus grand soutien" aux forces de l'ordre**.

Il a jugé "inacceptables" les violences qui ont éclaté samedi sur la plus grande avenue du monde, estimant que "ceux qui excusent ou qui encouragent" de tels actes s'en rendent "complices".



Edouard Philippe

✓ [@EPhilippePM](#)

· [19 h](#)

Comme une immense majorité de Français, je ressens aujourd'hui une très grande colère. Les actes commis aujourd'hui ne sont pas le fait de manifestants mais de pilliers, d'incendiaires et de criminels. Aucune cause ne justifie cette violence.



Edouard Philippe

✓ [@EPhilippePM](#)

Je suis venu formuler mon très grand soutien aux forces de l'ordre et aux pompiers qui ont permis d'éviter le pire ce matin. pic.twitter.com/w30d4dDygi

[806](#)

[20:30 - 16 mars 2019](#) · [Paris, France](#)

[Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité](#)



Il s'est entretenu avec plusieurs responsables policiers. L'un d'eux lui a raconté l'intervention sur les Champs-Élysées dans la matinée : "On s'est fait charger de partout." **"On a arraché des collègues blessés en les tirant au sol"**, a ajouté le chef de section.

La maire PS de Paris Anne Hidalgo a condamné "avec la plus grande fermeté" ces "insupportables exactions", tandis que François-Xavier Bellamy, tête de liste des Républicains aux Européennes, appelait à "mettre fin à l'impuissance de l'Etat".

La chef du Rassemblement national, Marine Le Pen a condamné "les Black Blocs" qui "détruisent, brûlent, violentent toujours en toute impunité".

Ailleurs en France

- **À Dijon**, plusieurs centaines de manifestants ont défilé, avec comme presque chaque semaine des tensions en fin de parcours et 4 interpellations.

- **À Marseille**, les gilets jaunes étaient environ 800, soit bien moins que les marcheurs pour le climat, estimés à 2 500 dans la ville.

Idem **à Montpellier**, où les rassemblements ont réuni 8 000 manifestants pour le climat et 2 000 gilets jaunes, selon la préfecture.

- **À Nice**, on ne comptait que quelques dizaines de gilets jaunes, rassemblés en début d'après-midi sur le parvis de la gare. Certains avaient prévu de se rendre en fin d'après-midi au Nikaïa, la salle de spectacles qui accueille ce soir Franck Dubosc, qu'ils accusent de les avoir insultés.

EN IMAGES. Gilets jaunes. Saccages, pillages, incendies... Scènes de violences sur les Champs-Élysées

Accueil Société Gilets jaunes <https://www.ouest-france.fr/> Modifié le 17/03/2019 à 10h31 Publié le 16/03/2019 à 22h29



Un homme transporte un mannequin sur les Champs-Élysées, pendant la manifestation des Gilets jaunes, samedi 16 mars. | YOAN VALAT - EPA/MAXPPP

Paris a été le théâtre de scènes d'une extrême violence ce samedi 16 mars, lors de la manifestation des Gilets jaunes. Des scènes de pillage ont eu lieu dans des commerces des Champs-Élysées, le célèbre restaurant Fouquet's a été incendié, ainsi qu'un immeuble situé avenue Franklin-Roosevelt.

Boutiques et restaurants pillés et incendiés sur les Champs-Élysées, affrontements avec les forces de l'ordre : pour son « acte 18 », la mobilisation des Gilets jaunes a été marquée par un très fort regain de violences à Paris.

Au total 32 300 personnes se sont mobilisées dans toute la France selon le ministère de l'Intérieur, mais 230 766 selon le décompte des Gilets jaunes posté sur Facebook. Beauvau avait dénombré 28 600 personnes la semaine précédente. Quelque 5 000 membres des forces de l'ordre et six blindés de la gendarmerie avaient été déployés dans la capitale.

Quatre mois après le début du mouvement et au moment où s'achève le grand débat national, cette journée était présentée comme un « **ultimatum** » au président Macron.



Manifestants Gilets jaunes sur les Champs-Élysées, samedi 16 mars. | YOAN VALAT - EPA/MAXPPP

Celui-ci a annoncé dans la soirée écourter son séjour dans les Pyrénées où il était parti se « **ressourcer** » après sa tournée en Afrique. Il s'est rendu vers 22 h 30 à la cellule de crise au ministère de l'Intérieur à Beauvau. « **Beaucoup de choses ont été faites depuis novembre mais très clairement, la journée d'aujourd'hui montre que sur ces sujets-là et ces cas-là, nous n'y sommes pas** », a déclaré le président. Il a estimé que « **tous ceux qui étaient là se sont rendus complices** » du saccage des Champs-Élysées.

Le Fouquet's incendié

Paris était annoncé comme l'épicentre de la contestation et pendant plusieurs heures tout s'est déroulé sur les Champs-Élysées. Autour de la place de l'Étoile, vers laquelle 10 000 manifestants avaient convergé, la tension est rapidement montée à partir 11 h.



Les Champs-Élysées rebaptisés "avenue des Gilets jaunes", samedi 16 mars. | JULIEN DE ROSA - EPA/MAXPPP

Des manifestants, pour beaucoup vêtus de noir, capuche ou casque sur la tête, ont lancé pavés et pierres sur les forces de l'ordre, qui répliquaient par des tirs de gaz lacrymogènes. Sur les Champs-Élysées, des casseurs ont systématiquement détruit des vitrines et pillé de nombreux magasins.



Des manifestants Gilets jaunes jettent des projectiles sur les forces de l'ordre, samedi 16 mars. | JULIEN DE ROSA - EPA/MAXPPP

Dans l'après-midi, ils ont mis le feu à plusieurs enseignes, notamment celle du restaurant Fouquet's, avant une intervention des forces de l'ordre qui a ramené un calme relatif.



Le Fouquet's a été la cible de manifestants Gilets jaunes, samedi 16 mars. | PHILIPPE WOJAZER – REUTERS



Le Fouquet's a été la cible de manifestants Gilets jaunes, samedi 16 mars. | ZAKARIA ABDELKAFI - AFP

Mais d'autres commerces - du modeste kiosque à journaux au maroquinier Longchamp - ont subi le même sort. es scènes d'émeutes urbaines que l'on n'avait plus vues depuis les mobilisations de début décembre, dont les images avaient fait le tour du monde. « **Alors Macron, elle s'essouffle la mobilisation ?** », lançait une manifestante au plus fort des pillages.

Incendie dans un immeuble, une mère et son bébé mis hors de danger

En début d'après-midi, un incendie s'était déclaré dans un immeuble près des Champs-Élysées, faisant onze blessés légers. Une femme et son bébé « **coincés au deuxième étage** », ont été sauvés de cet incendie, parti d'une banque au rez-de-chaussée, ont indiqué les pompiers à l'AFP.



Un immeuble a pris feu au coin de la rue du Colisée et de l'avenue Franklin Roosevelt à Paris, samedi 16 mars, lors de la manifestation des Gilets jaunes. | GEOFFROY VAN DER HASSELT - AFP

D'après la préfecture de police, 17 membres des forces de l'ordre ont été blessés ainsi qu'un pompier et 42 manifestants. Un journaliste de l'AFP a pu voir l'un d'entre eux, victime selon les street medics d'un tir de flashball dans l'œil.



Heurts entre manifestants et forces de l'ordre lors de la manifestation des Gilets jaunes, samedi 16 mars à Paris. | YOAN VALAT- EPA/MAXPPP



Les équipes Streetmédics sur les Champs-Élysées, samedi 16 mars. | JULIEN DE ROSA - EPA/MAXPPP

Si les Champs-Élysées étaient l'épicentre de la manifestation, un groupe de manifestants a remonté les grands boulevards vers la place de la République en fin d'après-midi, incendiant poubelles et scooters. Un autre groupe s'est rendu dans le quartier des Halles, où le Forum (vaste centre commercial) a été fermé, et une voiture de police incendiée devant le commissariat.



Un pompier tente d'éteindre un incendie sur les Champs-Élysées, lors de la manifestation des Gilets jaunes, samedi 16 mars. | YOAN VALAT- EPA/MAXPPP

Christophe Castaner dénonce des « assassins »

La maire PS de Paris Anne Hidalgo a condamné « **avec la plus grande fermeté** » ces « **insupportables exactions** », tandis que François-Xavier Bellamy, tête de liste des Républicains aux Européennes, appelait à « **mettre fin à l'impuissance de l'État** ».

Dans l'après-midi, c'est le Premier ministre Édouard Philippe, venu soutenir les forces de l'ordre, qui était monté au créneau, estimant les violences « **inacceptables** ». « **Ceux qui excusent ou qui encouragent** » de tels actes s'en rendent « **complices** ».

Les violences et pillages qui ont eu lieu à Paris sont le fait de « **quelques dizaines d'assassins** », a affirmé le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, au pied de l'Arc de Triomphe, alors qu'il rendait hommage aux forces de l'ordre.



Manifestants Gilets jaunes sur les Champs-Élysées à Paris, samedi 16 mars. | YOAN VALAT- EPA/MAXPPP

Quelque 237 personnes ont été interpellées, selon un bilan communiqué vers 19 h 30 par la préfecture de police de Paris. Le parquet de Paris a fait état de 106 personnes en garde à vue à 19 h.

Gilets jaunes. Le dispositif policier était-il suffisant face aux violences à Paris ?

Accueil Société Gilets jaunes <https://www.ouest-france.fr/> Thibaut CHEREAU Modifié le 18/03/2019 à 13h55 Publié le 17/03/2019 à 18h01



Des policiers devant le Fouquet's en feu, samedi 16 mars 2019, sur les Champs-Élysées, à Paris. | ZAKARIA ABDELKAFI / AFP

Les 5 000 forces de l'ordre mobilisées samedi 16 mars, lors de « l'acte 18 » des Gilets jaunes, n'ont pas pu empêcher les pillages et incendies volontaires sur les Champs-Élysées. La mairie de Paris et les syndicats de Police ont demandé des comptes au gouvernement, qui a admis, ce dimanche, des « dysfonctionnements ». De son côté, Christophe Castaner est attendu mardi devant le Sénat, tout comme le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, pour s'expliquer.

Réunion de crise à Matignon. Le Premier ministre Édouard Philippe a rencontré, ce dimanche en fin d'après-midi, le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner et le secrétaire d'État Laurent Nuñez après les scènes de violences à Paris lors de « l'acte 18 » des Gilets jaunes, samedi. Le gouvernement a admis des « **dysfonctionnements** » et promis de nouvelles propositions lundi,

alors que le pillage de nombreuses boutiques et les incendies volontaires passent mal. La capacité de la police à faire face aux casseurs est notamment remise en questions.

Des dégâts importants

Environ 80 boutiques auraient été dégradées samedi dans la capitale. Sur les Champs-Élysées, des casseurs, maqués et vêtus de noir ont systématiquement détruit des vitrines et pillé de nombreux magasins comme le bijoutier Swarovski ou le maroquinier Longchamp.



Boris Kharlamoff [@BorisKharlamoff](#)

· [16 mars 2019](#)

[En réponse à @BorisKharlamoff](#)

La boutique "Nespresso" des Champs-Élysées a elle aussi était saccagée par des casseurs [#GiletsJaunes](#) [#Acte18](#) [@A2PRL](#)



Boris Kharlamoff [@BorisKharlamoff](#)

Sur les Champs-Élysées, les scènes de pillage se poursuivent comme dans cette boutique "Swarovski" [#GiletsJaunes](#) [#Acte18](#) [@A2PRL](#) [pic.twitter.com/G9KsIMGtKA](#)

[268](#)

[18:24 - 16 mars 2019](#)

[Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité](#)



Dans l'après-midi, ils ont mis le feu à plusieurs enseignes, notamment celle du restaurant Fouquet's, avant une intervention des forces de l'ordre qui a ramené un calme relatif. Un incendie s'est déclaré dans un immeuble près des Champs-Élysées, faisant onze blessés légers. Une femme et son bébé « **coincés au deuxième étage** », ont été sauvés de cet incendie, parti d'une banque au rez-de-chaussée, ont indiqué les pompiers à l'Agence France Presse (AFP).



Philippe Mirkovic [@phmirkovic](#)

Près des Champs-Élysées, qui une agence bancaire a été incendiée au pied d'un immeuble à l'angle de l'avenue Roosevelt et de la rue du Colisée. Dans cette dernière, une Porsche a aussi été incendiée.

[22:07 - 16 mars 2019](#)

La mairie de Paris déplore un « **nouveau saccage** » de la ville. Premier adjoint à la maire de Paris, Emmanuel Grégoire a précisé sur *France Info* ce dimanche matin qu'Anne Hidalgo allait rencontrer le Premier ministre. « **Elle demandera des explications sur ce qui s'est passé et demandera quelles sont les mesures que le gouvernement entend mettre en œuvre pour mettre fin à ces exactions** » a-il expliqué.



Des effectifs prévus en conséquence

Selon le *JDD*, la Préfecture de Police s'attendait à un samedi « **animé** ». Aucun itinéraire n'avait été déposé par les manifestants ce qui laissait planer le doute concernant des débordements. La préfecture de Police de Paris nous a confirmé qu'environ 5 000 agents des forces de l'ordre étaient mobilisés soit environ une quarantaine de compagnies de CRS et d'escadrons de gendarmes mobiles.

Parmi eux, *France 3* précise que 1 500 policiers n'étaient dédiés uniquement qu'à l'interpellation des casseurs et des manifestants les plus violents. À la veille du week-end, une source policière confiait même au *JDD* ne pas écarter la présence de Black-blocs qui auraient « **envie d'en découdre** ».

En prévision, des contrôles ont été effectués sur les routes en direction de la capitale et aussi dans les gares parisiennes avec pour objectif de stopper les casseurs avant tout passage à l'acte. Le dispositif était important mais bien moins qu'en décembre où pas moins de 8 000 policiers et gendarmes avaient été mobilisés à Paris.

Une stratégie de confinement

Samedi, la Préfecture de police de Paris a fait le choix de confiner les Gilets jaunes sur l'avenue des Champs-Élysées. L'objectif était d'éviter que les débordements ne se propagent à plusieurs autres arrondissements parisiens. Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a précisé le dispositif choisi lors d'un échange avec Édouard Philippe. « **On a fait le choix de la concentration pour éviter l'explosion dans toutes les rues ou il ne faut que cinq personnes pour faire brûler dix voitures** », résume-il. Les autorités ont délibérément bloqué les Gilets jaunes sur les Champs-Élysées pour ne pas avoir à mener une guérilla urbaine contre des petits groupes de casseurs, à l'image de ce qui avait pu arriver dans le passé.

Un groupe de manifestants a tout de même réussi à remonter les grands boulevards vers la place de la République incendiant poubelles et scooters. Un autre groupe s'est rendu dans le quartier des Halles, où le Forum (vaste centre commercial) a été fermé, et une voiture de police a été incendiée devant le commissariat.

Dernière interrogation, pourquoi les casseurs sont-ils parvenus à piller et incendier des dizaines de commerces sans que les forces de l'ordre ne parviennent à les en empêcher ? « **Des agents étaient bien à proximité**, reconnaît la Préfecture de Police. **Mais nos effectifs ne pouvaient pas sécuriser tous les établissements en même temps.** »

Les syndicats policiers mécontents

Les syndicats policiers ont vivement critiqué la stratégie mise en place par la Préfecture de Police de Paris. Selon David Michaux, secrétaire national CRS à l'UNSA Police. Selon lui, trop de policiers ont été mobilisés pour **« sanctuariser »** le Palais de l'Élysée et d'autres lieux emblématiques au détriment de la lutte contre les débordements. **« On n'aurait pas dû cantonner des gens qui sont spécialisés dans le maintien de l'ordre à des missions de garde statique, a déploré le syndicaliste sur France Info. Je suis scandalisé de voir qu'on ne fait plus du tout travailler des gens formés pour procéder à des interpellations et qu'on leur donne ce type de travail à faire. »**

Le changement des munitions des lanceurs de balles de défense est, par ailleurs, déploré par Stanislas Gaudon, secrétaire général adjoint du syndicat Alliance police nationale. **« Nous avons des cartouches qui n'étaient pas adaptées puisqu'au-delà de dix mètres, elles étaient imprécises et inefficaces »** a-t-il expliqué sur LCI.

Il n'y a pas que les syndicats policiers et les commerçants qui s'interrogent. Les sénateurs aussi. Ils ont fait savoir, ce dimanche, en fin d'après-midi, qu'ils avaient convoqué Christophe Castaner et son homologue à l'Économie Bruno Le Maire. Les deux ministres devront s'expliquer, mardi, **« sur les moyens mis en place pour faire face à ces troubles et sur les conséquences de ces nouvelles dégradations sur la situation du commerce et l'attractivité économique »** du pays.

Violences à Paris. Des Gilets jaunes demandent « des comptes » à l'exécutif

Accueil Société Gilets jaunes <https://www.ouest-france.fr/> Publié le 17/03/2019 à 17h24



Affrontements entre forces de l'ordre et manifestants, samedi 16 mars sur les Champs-Élysées à Paris. | HERVE BAR - AFP

Deux représentants des Gilets jaunes demandent à rencontrer l'exécutif après les actes de violences survenus samedi 16 mars à Paris. L'un d'eux réclame la démission du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner.

Deux responsables des Gilets jaunes ont demandé dimanche **« des comptes »** à l'exécutif, voire la démission du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, après les violences survenues samedi 16 mars à Paris, lors de l'« acte 18 » de la mobilisation.

Thierry-Paul Valette, co-fondateur des « Gilets jaunes citoyens », a annoncé avoir demandé **« audience »** à Emmanuel Macron, **« une réunion de crise »**, pour obtenir **« des acquis conséquents pour les "gilets jaunes" et les citoyens »**.

« Nous demandons par ailleurs des comptes concernant le laisser-aller manifeste avec les Black Blocs qui ont saccagé les Champs-Élysées », indique-t-il. **« Nous ne sommes ni des parias ni des terroristes et avons le droit à toute la considération de la République, plus précisément celle d'E. Macron ! »,** a-t-il écrit dans un communiqué.

Thierry-Paul Valette a lancé le 1^{er} février sa propre liste européenne **« Rassemblement gilet jaune citoyen »** pour porter **« la voix des sans voix »**.

Appel à la démission de Christophe Castaner

Autre représentant des Gilets jaunes, Hayk Shahinyan, président fondateur du Mouvement alternatif citoyen (MAC), a lui demandé **« sans délai la démission du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner pour inaptitude à la fonction »**.

« Le mal-être profond ne se résoudra ni par la répression, ni par l'interdiction de manifester, ni par un appel au calme, mais par de véritables mesures politiques », déclare-t-il, condamnant « les violences de tous ceux qui se servent d'une mobilisation sociale pour commettre des actes inacceptables ». Emmanuel Macron a estimé samedi soir que « tous ceux qui étaient là se sont rendus complices » du saccage des Champs-Élysées, dans un communiqué.

« Je veux qu'on analyse les choses, et que, dans les meilleurs délais, on puisse prendre des décisions fortes, complémentaires, pour que cela n'advienne plus », a affirmé le chef de l'État. Plus tôt dans la journée, Édouard Philippe avait indiqué que « tous ceux qui excusent ou qui encouragent les actes » violents « s'en rendent complices ».

Une réunion est prévue ce dimanche après-midi à Matignon avec M. Castaner et le secrétaire d'État Laurent Nuñez, pour évoquer les « décisions fortes » demandées par Emmanuel Macron.

Gilets jaunes. « Ça fait peur de voir tout ça » : un samedi soir sur les Champs-Élysées saccagés

Accueil Île-de-France Paris <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP Modifié le 17/03/2019 à 06h57
Publié le 17/03/2019 à 05h06



« L'acte 18 » des Gilets jaunes a donné lieu à de violents heurts avec les forces de l'ordre et à des scènes de pillage sur les Champs-Élysées. | AFP

Les Champs-Élysées ont été le théâtre de scènes d'une extrême violence ce samedi 16 mars, lors de la manifestation des Gilets jaunes à Paris. Reportage quelques heures après les incidents.

Des Parisiens curieux, des touristes étrangers sous le choc, des « gilets jaunes » venus constater le résultat, le tout sur fond de bruit de perceuses et de verre que l'on piétine : samedi soir, quelques heures après la marée jaune et noir, les Champs-Élysées affichaient un visage bien surprenant.

Ils sont arrivés sur le bas de l'avenue et aucun tag ne leur a échappé. Méthodiquement, ce groupe de Toulousains s'arrête devant chaque vitrine, chaque mur, pour faire une photo et « garder un souvenir ». Ils étaient là dans l'après-midi pour manifester comme 10 000 autres « gilets jaunes » pour cet « acte 18 » qui a donné lieu à de violents heurts avec les forces de l'ordre et à des scènes de pillage sur les Champs-Élysées.



De nombreuses boutiques des Champs-Élysées ont été pillées samedi 16 mars. | AFP

« S'il faut ça pour se faire entendre, c'est malheureux, mais on le fera encore », explique Serge qui ne donne que son prénom, et dénonce le « mépris d'un président qui va skier le jour d'une grosse manif ». « On ne fait pas des révolutions avec des fleurs », renchérit Delphine qui évoque déjà les prochaines journées de manifestation. « Je mets un gilet jaune pour que mes enfants n'aient pas besoin de le faire », affirme la frêle mère de famille, qui se dit « déterminée ».

« On a un peu l'appétit coupé »

Dans les boutiques, c'est l'effervescence, on balaye, on met de côté ce qui peut être sauvé et on s'active pour placer de grandes planches de bois en lieu et place des vitrines.

Quelques mètres plus loin, deux officiers de police se présentent devant la boutique du joaillier Mauboussin. Mais avant de pouvoir faire les premières constatations, il leur faut parvenir à escalader les restes tranchants de la vitrine fracassée. A l'intérieur, un rapide coup d'œil permet de voir que tous les présentoirs sont vides.



Environ 10 000 Gilets jaunes » ont manifesté à Paris samedi 16 mars. | AFP

« **Ça fait peur de voir tout ça** », raconte Sandrine Polito, venue avec son mari d'Annecy pour un week-end à Paris. « **On espérait trouver un endroit où manger mais là on a un peu l'appétit coupé** », se désole-t-elle avant d'ajouter et « **pourtant on est tous gilets jaunes** ».

Ramon Garcia, touriste mexicain de 29 ans, mitraille l'un des kiosques à journaux complètement carbonisés de l'avenue : « **Je suis très choqué. Je prends des photos pour montrer à la famille, aux amis. Personne ne va nous croire sinon** ».

« Il y en a qui s'en mettent plein les poches »

Sur la chaussée, des dizaines des fourgons des forces de l'ordre sont encore stationnés et éclairent toute l'avenue du bleu de leurs gyrophares. Peu de voitures circulent mais beaucoup de camions de la propreté de la ville de Paris dont les agents s'activent à nettoyer les trottoirs et les caniveaux qui regorgent de pavés, de boulons, d'éclats de verre et de déchets en tout genre.



Les trottoirs et les caniveaux des Champs-Élysées regorgent de pavés, de boulons, d'éclats de verre et de déchets en tout genre. | AFP

Malgré les samedis qui s'enchaînent à nettoyer après les manifestations, un employé de la ville de Paris, qui souhaite rester anonyme, confie comprendre la « **colère de ceux qui ont tout cassé** ». « **Tout le monde souffre, la France va mal. Nous, on survit tout juste alors qu'il y en a qui s'en mettent plein les poches** », raconte-t-il tout en continuant de balayer des débris calcinés.

Une odeur de brûlé

Sur le trottoir d'en face, le Fouquet's est ouvert aux quatre vents, à l'intérieur des ouvriers s'affairent, protégés par une rangée de membres des forces de l'ordre. Et devant, un grand débat est engagé entre plusieurs jeunes à longues barbes et un groupe de Parisiens sortant d'un restaurant à quelques rues de là.



Le Fouquet's, célèbre restaurant des Champs Elysées a été la cible des manifestants. | AFP

« Ah, ça fait bien plaisir de voir ça », lance un jeune devant la célèbre brasserie dont l'auvent rouge et or est en grande partie brûlé. « Mais vous n'avez pas le droit de dire ça ! », s'offusque l'un des dîneurs.

Ensuite, tout y est passé : le « **système qui est pourri** », les « **institutions** » qu'il faut « **réinventer** » d'un côté, la valeur du travail, l'importance de l'« **effort** » de l'autre... Leurs positions étaient irréconciliables mais ils ont longuement discuté sur ce bout de trottoir jonché de verre, où flottait encore l'odeur de brûlé.

"Gilets jaunes" : Toute la chaîne de commandement examinée, dit Nunez

<https://www.latribune.fr/> reuters.com | 18/03/2019, 8:50



(Crédits : Philippe Wojazer)

PARIS (Reuters) - Toute la chaîne de commandement des forces de sécurité, "jusqu'au plus haut", va être examinée après l'"échec" de la stratégie de maintien de l'ordre, à Paris, lors du 18e samedi de mobilisation des "Gilets jaunes", a déclaré lundi le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Laurent Nunez.

L'ancien patron du renseignement intérieur s'est lui-même livré à un mea culpa à la suite des violences résurgentes qui ont émaillé cette journée de manifestations, particulièrement sur l'avenue des Champs-Élysées.

"Je suis en charge des questions d'ordre public et de sécurité, forcément, c'est un échec", a-t-il dit sur RTL.

Selon Laurent Nunez, la doctrine de maintien de l'ordre en vigueur depuis le 1er décembre, consistant à rendre les policiers et les gendarmes très mobiles, "n'a pas fonctionné", comme le prouvent les scènes de saccages de boutiques sur l'artère commerciale la plus célèbre de Paris.

"Est-ce qu'il s'agit du positionnement des forces, (...) est-ce qu'il y a eu des difficultés dans la chaîne de commandement, est-ce qu'on a suffisamment tôt donné des instructions pour intervenir dès qu'il y a eu les premiers pillages ?", a encore déclaré le secrétaire d'Etat.

"C'est toute la chaîne de commandement qui va être examinée, y compris les échelons intermédiaires (...) jusqu'au plus haut", a poursuivi l'ex-directeur général de la sécurité intérieure.

Laurent Nunez a également mentionné les critiques adressées aux policiers et gendarmes concernant l'usage des lanceurs de balle de défense, des armes intermédiaires à l'origine de plusieurs blessures graves de manifestants.

"Est-ce que c'est parce qu'il y a eu un travail de sape, et je pèse mes mots, qui a conduit peut-être les fonctionnaires de police et de gendarmerie à plus de retenue ?", s'est-il interrogé.

En revanche, les services de renseignement, qui avaient "parfaitement mesuré" les risques d'émeutes, n'ont pas été pris en défaut, selon Laurent Nunez.

Le secrétaire d'Etat a participé dimanche à une réunion de crise à Matignon, en présence du Premier ministre, Edouard Philippe, du ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, et de la ministre de la Justice, Nicole Belloubet.

Edouard Philippe doit soumettre ce lundi des propositions à Emmanuel Macron, qui a promis samedi soir des "mesures fortes".

L'opposition a mis en demeure l'exécutif, singulièrement Christophe Castaner, de s'expliquer sur les scènes de chaos qui ont eu lieu samedi, après plusieurs semaines d'essoufflement du mouvement des "Gilets jaunes".

(Simon Carraud, édité par Pierre Sérurier)

Castaner veut des poursuites contre Drouet et Nicolle, ce dernier lui répond

<https://www.huffingtonpost.fr/> POLITIQUE 18/03/2019 22:56 CET | Actualisé il y a 5 heures Par Romain Herreros

Le ministre de l'Intérieur a estimé que "la responsabilité financière" de ces deux leaders des gilets jaunes devait-être "engagée".



AFP Maxime Nicolle, alias Fly Rider, photographié à Paris le 2 mars.

GILETS JAUNES - Le bras de fer se poursuit entre l'exécutif et les leaders de la contestation des gilets jaunes. Sur LCI ce lundi 18 mars, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a annoncé des poursuites contre les deux figures de proue de la mobilisation, Éric Drouet et Maxime Nicolle, après les violences observées samedi sur les Champs-Élysées.

"Vous vous rendez compte que ces deux personnages sont fiers -ils ont utilisé ce mot- que quelqu'un ait mis le feu à un immeuble d'habitation, au risque de voir périr des familles entières à l'intérieur?", s'est-indigné le "premier flic de France", accusant les deux leaders officiels d'"alimenter cette violence". Et le ministre de poursuivre: "je souhaite non seulement qu'il y ait des poursuites pénales, mais il faut aussi qu'ils assument financièrement la casse (...) il faut qu'ils remboursent" (vidéo ci-dessous).



Christophe Castaner

✓ [@CCastaner](#)

Monsieur Drouet et monsieur Nicolle encouragent et alimentent la casse.

Ils en sont « fiers » pour reprendre leurs mots.

Je souhaite non seulement qu'il y ait des poursuites pénales mais que leur responsabilité financière soit engagée.

Sur Facebook, la réponse de "Fly Rider" au ministre de l'Intérieur n'a pas tardé. Sans surprise, le gilet jaune breton estime que c'est le gouvernement qui est responsable de la situation. "Les citoyens n'auraient aucune raison de sortir dans la rue si votre politique était pensée pour l'humain, et non pour la finance. Toute cette casse et ce déchaînement de colère auraient largement pu être évités", écrit Maxime Nicolle, dans un communiqué plutôt conventionnel dans la forme, comptant beaucoup moins de fautes de français que d'habitude.

"Vous invoquez l'article 40. Bien, faites-donc, je me tiens à la disposition de la justice, cela n'empêche en rien ma détermination à me défendre contre votre politique vérolée qui détruit ce pays et une grande partie des citoyens et de leur vie quotidienne", poursuit le trentenaire, qui dit "assumer" ses actes.

"J'assume être présent à chaque manifestation et prendre le risque de me faire mutiler ou pire. J'assume avoir prévenu votre ministre, M. Mahjoubi, des conséquences de votre répression par message et ce, à plusieurs reprises. Ce ministre à qui vous avez gentiment demandé de ne plus échanger avec moi", assure Maxime Nicolle, promettant de "rien lâcher" dans les semaines à venir.

Pour rappel, le gouvernement, par la voix d'Edouard Philippe, a annoncé ce lundi son intention de saisir la justice à chaque fois que les actes de violences survenus lors de manifestation de gilets jaunes seront "glorifiés", en vertu de l'article 40 du code de procédure pénale.

Gilets jaunes. Pour répondre aux violences et aux pillages, Philippe annonce une série de mesures

Accueil Société Gilets jaunes <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP Modifié le 19/03/2019 à 06h46 Publié le 18/03/2019 à 17h12



Edouard Philippe lors de sa visite du Memorial de la Shoah ce lundi, avant son allocution sur les nouvelles mesures de sécurité (image d'illustration) | CHRISTOPHE ARCHAMBAULT / AFP

Le Premier ministre Édouard Philippe a présenté ce lundi après-midi les réponses de l'exécutif face aux « dysfonctionnements » constatés lors du saccage samedi des Champs-Élysées lors de la manifestation des Gilets jaunes, a-t-on appris auprès de Matignon.

Comment mettre fin à la violence, aux pillages et aux dégradations, qui ont saccagé une bonne partie des Champs-Élysées ce samedi ? Sous le feu des critiques de l'opposition, Emmanuel Macron est monté en première ligne ce lundi pour défendre la « **réponse de sécurité** » qu'il entend apporter aux « **dysfonctionnements** » apparus lors du saccage samedi des Champs-Élysées. Lors de son allocution, ce lundi après-midi, Édouard Philippe a expliqué que la stratégie de maintien de l'ordre n'avait pas été « **correctement exécutée** ».

En ligne de mire, l'actuel préfet de police de Paris, Michel Delpuech, qui sera remplacé, dès mercredi, par l'actuel préfet de la Gironde Didier Lallement, a-t-il annoncé. Édouard Philippe a notamment regretté que les lanceurs de balles de défense n'aient pas été assez utilisés, à cause des polémiques survenues ces dernières semaines.

Selon Édouard Philippe, « **ce n'est pas un hasard si les casseurs se remobilisent alors que le débat** [le grand débat organisé par l'exécutif depuis janvier, ndlr] **est un succès. Ce que veulent ces gens, ce n'est pas le dialogue. Leur seule revendication, c'est la violence, et les manifestants pacifiques doivent prendre leurs distances avec ces casseurs** ».

Philippe « assume » une stratégie plus risquée

Édouard Philippe a expliqué que la fermeté de la doctrine de maintien de l'ordre en France serait renforcée. S'il a assuré vouloir protéger le droit de manifester, il a prévenu que les manifestations seraient interdites dans les quartiers les plus touchés par les violences lors des mobilisations des Gilets jaunes, dès lors que **« des éléments ultras »** y participeront. Les quartiers où les manifestations seront interdites seront les Champs-Élysées à Paris, la place Pey-Berland à Bordeaux et la place du Capitole à Toulouse.

Sur toutes ces zones, lorsqu'un rassemblement interdit se tiendra, il sera dispersé **« immédiatement »**, a prévenu le Premier ministre. Les forces de l'ordre devraient également bénéficier de plus d'autonomie dans leur action sur le terrain.

Invité au 20 h de France 2 pour présenter ces mesures, il a reconnu qu'il y avait un risque accru d'une stratégie de maintien de l'ordre qui aille davantage au contact des manifestants et des casseurs pour éviter les dégradations : **« Il est certain que si nous avons une stratégie qui permet aux forces de l'ordre d'être plus mobiles, d'être plus dynamiques, d'être plus fermes, il y a plus de risque. »** Mais il a ajouté : **« Jusqu'à présent, nous avons voulu faire très attention et nous voulons toujours faire très attention aux débordements, aux accidents à la sécurité des personnes, mais nous constatons que le déchaînement de violence justifie une réponse ferme. Je l'assume. »**

De nouveaux moyens seront mis d'ailleurs mis à disposition de la police : des **« drones, des produits marquants, et des moyens vidéos »**, a prévenu Édouard Philippe. La police judiciaire se tiendra également au plus près des forces d'intervention et des moyens de transport des individus interpellés seront mis à disposition.

Punir les « personnalités » qui encouragent les violences

Édouard Philippe a assuré que **« tous les moyens légaux disponibles »** seront mis à disposition, notamment dès le vote de la nouvelle loi **« anti-casseurs »** présentée par le gouvernement : renforcement des contrôles aux abords des rassemblements, interdiction des manifestations et arrestation systématique des individus masqués.

À cette fin, le Premier ministre a demandé à la ministre de la Justice de proposer une augmentation très importante de l'amende pour participation à un rassemblement interdit. Actuellement les personnes qui se rendent à un rassemblement interdit encourrent une amende d'un maximum de 38 euros, tandis que les organisateurs sont eux passibles de six mois d'emprisonnement et 7 500 euros d'amende. Ce montant passerait à 135 euros, selon Matignon.

Il a également pointé du doigt la responsabilité des **« personnalités »** qui encouragent les Gilets jaunes à conduire des actions violentes. Enfin, la responsabilité financière des casseurs et pilleurs sera **« systématiquement »** recherchée par le parquet en charge de réprimer ces exactions.



La Manifestation des Gilets Jaunes tourne à l'affrontement avec les forces de l'ordre à l'acte 18 : de nombreux commerces vandalisés et incendiés | JULIEN MATTIA / MAXPPP

« Un permis de casser »

Ce lundi matin, le secrétaire d'État à l'Intérieur Laurent Nuñez est monté d'un cran dans l'autocritique sur RTL en admettant un **« échec »** et en déclarant vouloir se pencher sur les responsabilités de la **« chaîne de commandement »**.

L'opposition, et tout particulièrement les Républicains, a ouvert le feu des critiques à l'encontre du président de la République, de son Premier ministre et du ministère de l'Intérieur. Emmanuel

Macron « **a donné un permis de casser aux casseurs** », a dénoncé le chef de file des sénateurs LR Bruno Retailleau, évoquant un « **Notre-Dame-des-Landes sur les Champs-Élysées** ».

L'opposition avait invité le gouvernement à frapper fort. Il faut « **interdire les manifestations** » de Gilets jaunes dans toute la France pour éviter de nouvelles flambées de violence, a estimé Frédéric Péchenard, vice-président (LR) de la région francilienne en charge de la sécurité.

Indignation générale devant les scènes de pillage et d'incendie

L'indignation est générale après les images de pillages et d'incendie du restaurant Fouquet's, de magasins ou d'une succursale bancaire des Champs-Élysées, vitrine de la France à l'étranger, qui ont tourné en boucle dans les médias.

Des violences dévastatrices pour l'image de l'exécutif, d'autant que certains médias les juxtaposaient à celles du chef de l'État en week-end de ski à La Mongie et à celles du ministre de l'Intérieur embrassant une jeune femme lors d'une soirée dans une discothèque parisienne la semaine précédente.

Manifestations des «gilets jaunes»: qu'est-ce que le «marquage codé» évoqué par le gouvernement?

Actualité Société <http://www.lefigaro.fr/> Notre dossier / «Gilets jaunes» : le gouvernement face à la mobilisation Par Jeanne Sénéchal Mis à jour le 19/03/2019 à 19:16 Publié le 19/03/2019 à 16:18



«Gilets jaunes»: d'après Castaner, des produits de marqueurs chimiques (PMC) pourraient être dans les canons à eau FRANCK FIFE/AFP

Lundi, Édouard Philippe a annoncé l'utilisation prochaine de «marquages codés» lors des manifestations à venir des «gilets jaunes». Sur le plateau de France Inter ce matin, Christophe Castaner est revenu sur cette mesure. *Le Figaro* vous explique de quoi il s'agit.

Alors que des violences et des pillages sont survenus en grand nombre à l'occasion du 18e samedi des «gilets jaunes» à Paris, le premier ministre Édouard Philippe a annoncé lundi le plan de l'exécutif pour que cette situation ne se reproduise plus. Parmi ces mesures, il évoque notamment l'utilisation de «produits marquants». Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a de son côté précisé mardi matin sur France Inter les particularités de ce «marquage codé». Nous faisons le point sur ce dispositif.



France Inter

✓ [@franceinter](#)

.[@CCastaner](#), ministre de l'Intérieur, sur les [#marqueurschimiques](#) utilisés dans les [#manifestations](#) : "On pourra dire : tel jour à telle heure, vous étiez devant tel magasin" [#police](#) [#giletsjaunes](#) [#le79Inter](#)

21

12:10 - 19 mars 2019

• Qu'est-ce qu'on appelle un produit de marquages codés (PMC)

Christophe Castaner a différencié mardi matin deux types de marqueurs: «Le premier est un marqueur coloré qui fait que si vous êtes marqué au moment d'une infraction par exemple et qu'on vous retrouve deux heures plus tard dans le métro, il est plus facile de faire un lien».

Le second type de marquage codé est un «marqueur transparent qui fait que quelques semaines plus tard, si l'enquête aboutit à penser que c'est vous qui êtes en responsabilité, que vous êtes interpellé, on va retrouver des traces», selon le ministre de l'Intérieur. D'après le pôle judiciaire de la gendarmerie nationale, les produits de marquages codés (PMC) sont des dispositifs indétectables à l'œil nu, inodores et incolores (non-toxiques) permettant le marquage des biens, des personnes et des lieux. Mais à ce stade, le PMC n'est encore utilisé que sur du mobilier, ou pour la sûreté d'un bâtiment.

Interrogé par *Le Figaro*, Maître Thierry Vallat, avocat au Barreau de Paris, indique que le code, intégré dans la substance, permet un marquage spécifique d'une localisation à un moment donné. Par exemple, si vous êtes aspergé devant un établissement, à une heure précise, le code intégré au produit le prouvera. En effet, «le marquage peut rester sur la peau pour plusieurs semaines, sur les cheveux pour six mois, et les habits sont quant à eux marqués à vie», confirme l'avocat.



Un marquage chimique d'une main prise le 30 novembre 2011 à Paris FRANCK FIFE/AFP

• Quel est l'objectif de ces marqueurs ?

Le but de cette technologie est de permettre aux forces de l'ordre d'interpeller les pilliers et casseurs qui sévissent en marge des cortèges des «gilets jaunes», mais aussi de prouver ultérieurement que ces personnes étaient bien sur le lieu de l'infraction, par la révélation de produits de marquages codés sur la personne ou ses vêtements. Maître Thierry Vallat, explique aussi que ce type de marquage peut aussi avoir un effet dissuasif, et empêcher les délinquants de passer à l'acte par l'apposition massive et visible de la signalétique adéquate aux abords de la zone protégée.

• Quand et comment les marqueurs codés vont-ils être utilisés ?

«Très vite», a indiqué le ministre de l'Intérieur: «Nous allons commencer à le développer à partir de la semaine prochaine». Pour parer à toute critique, Christophe Castaner a précisé que ces marqueurs ne seront pas irritants.

Mais pour le moment, le mode de fonctionnement reste assez flou. Le locataire de la place Beauvau a évoqué la possibilité de l'utiliser dans les «engins lanceurs d'eau», ou «avec d'autres techniques». Maître Thierry Vallat explique que «le coupable peut se faire repérer à tout moment, lors d'un banal contrôle routier ou en discothèque, sur projection d'une lumière ultraviolette».



Canon à eau utilisé lors d'une manifestation des «gilets jaunes» le 22 décembre 2018. ABDULMONAM EASSA/AFP

• Le marquage codé a-t-il déjà été utilisé ?

Oui, à plusieurs occasions. Cette technique est déjà utilisée pour protéger des commerces et des particuliers. En 2015, la ville d'Aubagne avait ainsi été choisie pour expérimenter ce nouveau

dispositif de marquage chimique. Quelque 700 foyers avaient été équipés d'un kit pour marquer les objets susceptibles d'être volés. À Marseille, de nombreux commerces et centres commerciaux sont aussi équipés de ce système. «En cas de braquages, des brumisateurs cachés diffusent le produit. Le déclenchement de ces systèmes dispersifs est géré de façon automatique à l'aide d'une centrale d'alarme, d'un radar de présence ou de façon manuelle à distance», relève Maître Thierry Vallat.

L'avocat souligne par ailleurs que le marquage codé «avait été utilisé lors de la manifestation du 1er mai l'année dernière», avant de préciser qu'«à ce moment-là, on était encore au titre de l'expérimentation». «Avec l'annonce d'Édouard Philippe, l'utilisation du marquage codé va devenir systématique», conclut-il.

• Le marquage codé, preuve irréfutable lors d'un procès ?

Pour le moment, Maître Thierry Vallat ne fait pas état d'une jurisprudence particulière. À sa connaissance, aucun jugement n'a été rendu en condamnant une personne sur ce motif. Il note également que ce marquage sera «une preuve parmi d'autres», le mode de localisation sera irréfutable, mais il faudra prouver l'intention. «En effet, nous sommes en droit pénal. Une stricte interprétation de la loi est donc de mise. Si vous vous trouvez devant un magasin et que vous vous faites asperger, cela ne signifie pas forcément que vous étiez en train de le vandaliser. Il faudra prouver l'intention».

» **VOIR AUSSI - Limogeage du préfet de police, interdiction de manifester...: découvrez les annonces d'Édouard Philippe**

Gilets jaunes : On a perdu 4 mois ?



Débat sur le plateau de Points de Vue autour des mesures décidées par Matignon pour renforcer la répression contre les débordements et le limogeage du préfet de police de Paris .

Limogeage du préfet de police, interdiction de manifester... : découvrez les annonces d'Édouard Philippe



Après un «acte XVIII» des «Gilets Jaunes» émaillé de violences sur les Champs-Élysées, l'exécutif a annoncé de nouvelles mesures concernant les manifestations et leur encadrement.

Acte 19 des Gilets jaunes : Emmanuel Macron appelle l'armée en renfort pour assurer la sécurité

Accueil France - Monde Société Social Gilets jaunes <https://www.ladepeche.fr/> Publié le 20/03/2019 à 14:44 , mis à jour à 15:44 Claire Raynaud



L'essentiel

A situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle. Le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux a annoncé ce mercredi que la mission antiterroriste militaire Sentinelle serait mobilisée de manière "renforcée" samedi dans le cadre de l'acte 19 des Gilets jaunes afin de protéger des bâtiments officiels et autres "points fixes".

La décision a été prise au plus niveau de l'Etat puisque c'est Emmanuel Macron qui en est à l'origine et qui l'a annoncé en Conseil des ministres. Après les débordements, les violences et les pillages survenus à Paris à l'occasion du 18e samedi de manifestations des Gilets jaunes, le Président de la République a décidé de sortir les grands moyens. Les militaires de la mission antiterroriste Sentinelle seront en effet mobilisés de manière "renforcée" samedi prochain dans le cadre de l'acte 19 des Gilets jaunes. Le chef de l'État a décidé de faire appel à l'armée afin de protéger des bâtiments officiels et autres "points fixes".

L'opération Sentinelle représente une mobilisation sans précédent de l'armée sur le territoire national depuis la guerre d'Algérie. Des chiffres de 2017 faisaient état de 7.000 militaires déployés en permanence - pour moitié en région parisienne - depuis les attentats de janvier 2015 à Paris. Les militaires protègent en France des sites religieux (synagogues, mosquées...), des lieux particulièrement exposés au risque terroriste ou très fréquentés (lieux touristiques, gares...). Ils sont présents de manière quasi permanente sur certains sites comme les aéroports ou les musées.

"Cette initiative permettra aux forces de l'ordre de se concentrer sur les mouvements, sur le maintien et le rétablissement de l'ordre, a justifié Benjamin Griveaux. On a à notre disposition cette mission Sentinelle assurée par des militaires et qui ont parfaitement vocation à sécuriser les lieux, comme d'ailleurs nos concitoyens ont l'habitude de les voir."

Cette décision intervient deux jours après de nouvelles mesures sécuritaires annoncées par Edouard Philippe comme l'interdiction pour les casseurs de manifester dans certains lieux, dont la Place du Capitole à Toulouse, ou encore l'augmentation des amendes pour les participants à une manifestation interdite. Dans la foulée de ces annonces, plusieurs têtes sont tombées, dont celle du préfet de police Michel Delpuech.

Cette nouvelle escalade sécuritaire risque d'être au centre de toutes les discussions ce soir sur BFMTV où six chefs de partis débattront en direct des issues à la crise des Gilets jaunes. À deux mois des élections européennes, qui font l'objet d'une grande défiance des Gilets jaunes, François Bayrou pour le Mouvement démocrate (MoDem), Olivier Faure pour le Parti socialiste (PS), Stanislas Guerini pour la République en marche (LREM), Marine Le Pen pour le Rassemblement national (RN), Jean-Luc Mélenchon pour la France insoumise (LFI) et Laurent Wauquiez pour les Républicains (LR) échangeront sur *"la crise et après ?"*, dans une émission spéciale animée par la journaliste Ruth Elkrief.

Ce qui est prévu pour l'acte 19

Malgré l'annonce de nouvelles mesures sécuritaires et l'appel en renfort à l'armée, les Gilets jaunes ne désarment pas et s'organisent déjà pour le 19^e samedi de mobilisation. En dépit de l'interdiction de manifester sur les Champs-Élysées, de nombreux appels ont été lancés sur Facebook pour envahir la plus belle avenue du monde. Sur une autre page du réseau social, nommée *"Gilets Jaune acte 19: La guerre est déclarée"*, les manifestants sont appelés à se rendre directement au Palais de l'Élysée.

Les manifestations parisiennes ne seront pas, samedi, les seules méthodes d'action, comme l'a affirmé en début de semaine Éric Drouet, l'une des figures du mouvement, qui préconise désormais de bloquer les ports et les raffineries. D'autres manifestants ont, eux, prévu de retourner sur les ronds-points.

A Nice, même si les manifestations de Gilets jaunes sont restées pacifiques depuis novembre, le gouvernement va interdire samedi les rassemblements dans un "périmètre défini", à la veille d'une

visite officielle du président chinois Xi Jinping qui débutera sur la Côte d'Azur, a annoncé mercredi le maire LR Christian Estrosi.

Enfin le 30 mars, pour l'acte 20, un premier rassemblement sous forme "d'ultimatum au gouvernement" devrait être organisé à Toulouse et Éric Drouet a affirmé qu'il devrait bien être de la partie.

Les casseurs, combien de divisions?

Politique / Société <https://www.slate.fr/> Nicolas Lebourg — 20 mars 2019 à 10h50 — mis à jour le 20 mars 2019 à 13h59

La somme des activistes issus de l'ultra-gauche et de l'ultra-droite ne suffit pas à expliquer le nombre de personnes violentes dans les manifestations des «gilets jaunes».



Un «gilet jaune» devant une barricade en feu en face d'une boutique des Champs-Élysées le 16 mars 2019 | Zakaria Abdelkafi / AFP

Le changement de préfet décidé par le gouvernement ne solde pas le débat sur le maintien de l'ordre à Paris. Le nombre d'éléments violents annoncés par les forces de l'ordre au fil des «actes» hebdomadaires parisiens de «gilets jaunes» se révèle élevé: 1.500 pour ce dernier samedi, soit une ou un manifestant pour dix environ si on suit le décompte officiel. Selon le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, *«des professionnels de la casse et du désordre équipés et masqués ont infiltré les cortèges»*.



[Christophe Castaner](#)

✓ [@CCastaner](#)

Aucun doute permis : ils appellent à la violence et sont là pour semer le chaos à Paris. Des professionnels de la casse et du désordre équipés et masqués ont infiltré les cortèges. Ma consigne au [@prefpolice](#) : répondre avec la plus grande fermeté à ces attaques inadmissibles.

[2 490](#)

[14:51 - 16 mars 2019](#)

Autrement dit: la mobilisation des radicaux serait responsable de la rupture de l'ordre public. Soit. Mais cette proportion est particulièrement stupéfiante et mérite d'être replacée dans le contexte des mobilisations violentes connues lors de manifestations de ces dernières années, afin de comparer ce qu'a été la quantité d'activistes mobilisables.

Décompte des activistes issus de l'ultra-gauche

En 2016, le mouvement social massif contre la «loi Travail» avait mené à un déferlement d'articles de presse sur les «casseurs d'ultra-gauche». La protestation s'était étendue durant des mois, à l'instar de celle des «gilets jaunes». Les violences parisiennes du 26 mai avaient été le fait d'une cinquantaine de militantes et militants selon L'Expansion, d'une centaine selon LCI. Le 15

septembre, pour la quatorzième journée nationale d'action, à Paris la police annonçait qu'il y avait 13.000 manifestants et 1.500 membres des forces de l'ordre: il y eut quinze personnes blessées en tout, dont huit manifestants.

En 2017, les activistes d'ultra-gauche affirmèrent leurs positions. Le premier mai, 800 ultras étaient en action et huit policiers étaient blessés. Le 7 mai eut lieu une manifestation spécifique de l'ultra-gauche, sans que pour cette fois celle-ci soit mêlée à des protestataires «ordinaires». La casse fut au rendez-vous, mais l'événement rassemblait 300 militantes et militants. Le même nombre de personnes composait le black bloc particulièrement actif de la manifestation contre la réforme du code du travail.

En somme, jusqu'il y a peu, l'ultra-gauche ne paraissait nullement capable d'aligner un black bloc de 1.500 personnes tel que cela a été annoncé il y a quelques jours.

Les radicaux de droite grossissent-ils les rangs?

Serait-ce qu'elle a bénéficié des renforts de l'ultra-droite? Le fait que les deux bords puissent se retrouver dans les «actes» des «gilets jaunes» a été abondamment commenté ces derniers mois. Toutefois, là aussi: quelle quantité d'activistes l'extrême droite est-elle parvenue à mobiliser ces dernières années? On peut, en conservant Paris comme référent, prendre cette fois le mouvement social contre le droit au mariage des homosexuels.

Le 18 avril 2013, la soirée de violences post-défilé de La Manif pour tous (LMPT) rassemblait «quelques centaines» de militants d'extrême droite. Le 23 avril, rebelote, mais ils n'étaient qu'une centaine. L'année suivante, le 26 janvier 2014 à Paris, l'extrême droite hors-FN parvenait à rassembler 17.000 personnes lors de la très radicale manifestation «Jour de Colère», venues exiger la démission du président de la République. Le groupe d'ultras fut particulièrement véhément et, cette fois, probablement grâce à une organisation ayant permis de faire monter des militants des territoires, s'élevait à plusieurs centaines d'activistes.

Un climat social propice à la radicalisation

De ces observations, que peut-on remarquer pour l'instant présent? Il est certes rationnel que plus un mouvement s'étend dans le temps, plus certains éléments s'y durcissent et n'ont aucun désir de retour à la normale. Quand les esprits se sont chauffés en s'imaginant les enfants de la Révolution française, de la Commune de Paris, de la Résistance ou du front de l'Est, accepter de revenir à l'ordinaire est un acte demandant un effort difficile. Mais force est de constater que même si les radicaux des deux bords se mobilisaient tous ensemble, en acceptant de se mélanger en un groupe unique, idée qui est une vue de l'esprit particulièrement stupide, il ne semble guère y avoir 1.500 activistes expérimentés aisément et facilement mobilisables à Paris (qu'ils en viennent ou arrivent d'autres villes n'étant qu'affaire subalterne s'ils le font dans un cas et non dans l'autre). C'est une bonne nouvelle, mais donc la piste de la radicalisation endogène au mouvement des «gilets jaunes» n'est pas à rejeter d'un revers de main. Néanmoins, cette piste n'est sans doute pas suffisante.

Qu'est-ce qui fait que nous nous effarouchions, il y a quelques années, de dizaines d'activistes, et que nous sommes coutumiers aujourd'hui de ce qui ne sont plus des «débordements» mais des rendez-vous massifs ?

L'accumulation des personnes radicalisées laissées orphelines de victoires *a minima*, telles qu'en représentaient jadis les accords négociés par les syndicats pour clôturer un mouvement social, pèse probablement. Le fait, quelle que soit la majorité politique, de s'être foncièrement écarté depuis des années des procédures stabilisatrices produites par les accords avec les corps intermédiaires se paye. Le climat social et son acclimatation patente à une forme de violence verbale permanente, de querelles pyromanes, et de violence physique désormais est un autre élément. L'État se claquemure, la société se déchire.

Ne serait-ce pas cette articulation qui fabrique bon nombre des activistes, bien plus qu'une simple et somme toute rassurante hyper-mobilisation des éléments déjà radicaux? Les extrémistes ne sont pas des champignons poussant au gré d'événements indépendants de nos volontés.

Soutenir le mouvement des «gilets jaunes», en regrettant ou légitimant la violence, ou s'y opposer, à cause de cette violence, n'a que peu de sens si on ne se pose pas une question: qu'est-ce qui fait que nous nous effarouchions, il y a quelques années, de dizaines d'activistes, et que nous sommes coutumiers aujourd'hui de ce qui ne sont plus des «débordements» mais des rendez-vous massifs?

Gilets Jaunes. 200 millions d'euros de dégradations, annonce Bruno Le Maire

Accueil Société Gilets jaunes <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP Modifié le 21/03/2019 à 00h38 Publié le 21/03/2019 à 00h35



Le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, quittant le palais de l'Élysée après le Conseil des ministres, le 20 mars 2019. | LUDOVIC MARIN / AFP

À elles seules, les dégradations ayant eu lieu lors de l'acte 18, samedi dernier, ont coûté 30 millions d'euros, a notamment annoncé le ministre de l'Économie devant les commissions des affaires économiques et des finances de l'Assemblée, mercredi.

Les dégradations commises durant les manifestations des Gilets jaunes s'élèvent désormais à 200 millions, après la prise en compte de celles de l'acte 18 du mouvement, a indiqué mercredi le ministre de l'Economie Bruno Le Maire.

« Si l'on regarde plus précisément la manifestation du samedi 16 mars, l'évaluation globale du coût des dégradations est de 30 millions d'euros, et porte donc le coût total des dégradations de 170 à 200 millions d'euros », a déclaré M. Le Maire devant les commissions des affaires économiques et des finances de l'Assemblée.

Il y a par ailleurs selon le ministre un **« impact direct et de court terme sur la croissance française »** du mouvement des Gilets jaunes qui **« peut aller jusqu'à 0,2 point de PIB (produit intérieur brut) pour 2018 et 2019 »**, soit plus de 4,5 milliards d'euros.

Des « difficultés sérieuses pour des secteurs entiers de notre économie »

« Quand on prend les chiffres secteur d'activité par secteur d'activité on s'aperçoit que derrière le 0,1 à 0,2 de croissance, il y a la réalité de difficultés sérieuses pour des secteurs entiers de notre économie qui représentent beaucoup de chiffre d'affaires en moins et autant de difficultés pour les salariés et les chefs d'entreprise concernés », a expliqué M. Le Maire.

Le chômage partiel dû au mouvement a ainsi touché 73 500 personnes travaillant dans 5 100 entreprises, ce qui représente un coût de près de 40 millions d'euros pour les finances publiques, a-t-il ainsi indiqué.

Le ministre a par ailleurs fourni des éléments chiffrés sur les pertes de chiffre d'affaires pour le commerce depuis le début du mouvement en novembre.

Jusqu'à 50% de pertes de chiffre d'affaires

« Sur la grande consommation et la distribution, la baisse des ventes a été de 2,7% pour le non alimentaire durant 16 semaines consécutives. Elle a été de 6% les samedis pour l'alimentaire ».

Par enseignes, « 140 millions de perte de chiffre d'affaires pour Auchan, 45 millions pour Fnac Darty, 50 millions d'euros pour Casino, 30 à 40 millions pour Système U », a-t-il précisé.

« S'agissant des grands centres commerciaux, la baisse sur les quatre mois de manifestations est de l'ordre de 2,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires en raison de la baisse de fréquentation ».

« Concernant l'habillement, les grands magasins, les magasins populaires, la baisse de chiffre d'affaires cumulée depuis le début des manifestations est de 9 à 15% par rapport à l'année précédente et la chute est encore plus importante dans les magasins de centre-ville avec -20 à -30% de trafic le samedi qui ne sont pas rattrapés par des ventes en ligne ou des ventes dans la semaine », a poursuivi le ministre de l'Economie.

Il a ajouté que « sur l'artisanat, les chiffres fournis par les CMA (Chambres des métiers et de l'artisanat) sont une perte de chiffre d'affaires de 20% à 50%, de 25% dans les métiers de service et jusqu'à 50% dans les métropoles ».

«Gilets jaunes»: qu'est-ce que l'opération «Sentinelle» mobilisée ce samedi?

Actualité Société <http://www.lefigaro.fr/> Par Jeanne Sénéchal Mis à jour le 21/03/2019 à 09:40
Publié le 20/03/2019 à 19:53

État-major des armées : "Les militaires n'ont pas vocation à faire du maintien de l'ordre"



Après l'annonce du porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux sur la mobilisation du dispositif "sentinelle", nous avons contacté Guillaume Thomas, adjoint du chef d'état-major des armées pour savoir comment ces militaires agiront sur place.

Après les violences et les pillages survenus à l'occasion de la 18e mobilisation des «gilets jaunes» à Paris, Benjamin Griveaux, le porte-parole du gouvernement, a annoncé la mobilisation de la mission antiterroriste militaire «Sentinelle» en renfort pour la manifestation de ce week-end. Le Figaro fait le point sur cette opération.

«Nous ne pouvons pas laisser une infime minorité violente abîmer notre pays et détériorer l'image de la France à l'étranger», a déclaré ce mercredi le Benjamin Griveaux, le porte-parole du gouvernement. Alors que des violences et des pillages sont survenus en grand nombre à l'occasion du 18e samedi des «gilets jaunes» à Paris, Benjamin Griveaux a annoncé la mobilisation de la mission antiterroriste militaire «Sentinelle» en renfort pour la manifestation de ce week-end. *Le Figaro* fait le point sur ce dispositif.

• Qu'est-ce que la mission «Sentinelle»?

La mission Sentinelle est une opération de défense française. Lancée en janvier 2015, elle regroupe actuellement 10.000 soldats, dont 3 000 en réserve mobilisables sans préavis sur demande du président de la République. Mise en place après les attentats de 2015, cette opération consiste plus précisément à la protection et la défense des points sensibles, mais aussi des civils sur l'ensemble du territoire français. Dans les faits, ces soldats se trouvent généralement sur les sites religieux, les lieux exposés à un risque terroriste ou très fréquentés tels que les gares ou les zones touristiques. Ils sont aussi présents de manière quasi-permanente dans les aéroports ou les musées. En septembre 2017, le dispositif a évolué et évite dorénavant les gardes statiques pour imposer un caractère aléatoire, imprévisible.

L'opération Sentinelle s'articule autour de trois niveaux: un socle indispensable, c'est-à-dire un dispositif qui assure des missions permanentes de sécurisation dans les lieux les plus sensibles et vulnérables ; un renforcement planifié à l'avance, là où le besoin se fait sentir, sur des concentrations humaines épisodiques, comme des événements ponctuels ou des festivals ; et enfin une réserve de 3 000 hommes.



Soldats en face de la tour Eiffel LUDOVIC MARIN/AFP

• Pourquoi mobiliser les militaires de l'opération Sentinelle pour le 19^e samedi des «gilets jaunes» ?

Pour rappel, la mobilisation de samedi dernier a été d'une violence de grande ampleur sur les Champs Élysées, à Paris. Entre le Fouquet's vandalisé, les vitrines cassées, le kiosque à journaux brûlé, la 18^e manifestation des «gilets jaunes samedi 16 mars à Paris a laissé un terrible chaos derrière elle.

Pour ce 19^e samedi de mobilisation, le gouvernement a décidé de prendre des précautions supplémentaires. Selon le ministère de la Défense, «l'opération Sentinelle dissuade et protège». L'objectif principal est de permettre aux forces de l'ordre de se «concentrer sur les mouvements et le maintien et le rétablissement de l'ordre», pendant que les Sentinelles surveillent les lieux sensibles, a expliqué Benjamin Griveaux.

• Quelles sont leurs prérogatives pour ce 19^e samedi de mobilisation des «gilets jaunes» ?

Interrogé par *le Figaro*, le colonel Guillaume Thomas explique que les soldats garderont leurs prérogatives habituelles: «les Sentinelles ne sont ni formés ni équipés pour le maintien de l'ordre. Leur mission reste la même, c'est-à-dire d'intervenir dans le cadre antiterroriste pour protéger la population française ou un site sensible. C'est juste une adaptation du dispositif, qui reste plus souple, plus adaptable et plus réactif», précise le colonel.

Concernant la question de la riposte des soldats, évoquée avec inquiétude par Philippe Capon, le secrétaire général du syndicat Unsa-Police, «elle ne devrait pas avoir lieu», affirme le colonel. «Le bon sens et l'esprit d'initiative du soldat devraient éviter ce genre de situation. S'il y a une riposte, c'est qu'ils ont agi dans le cadre de la légitime défense».

Aucune précision sur l'ampleur de la mobilisation des Sentinelles n'a été donnée. Le colonel Thomas Guillaume explique ne pas pouvoir préciser la localisation de ce dispositif, pour «des questions de sécurité».

• Les réactions face à cette annonce

D'après Grégory Joron, secrétaire national CRS d'Unité-SGP-FO, «si les militaires Sentinelle sont sur de la garde de bâtiment, cela va permettre de dégager quelques unités de forces mobiles et cela donnera davantage de mobilité aux compagnies manœuvrantes pour aller sur les points chauds».

Côté politique, le député LR Éric Ciotti a évoqué «un affichage de communication». «Qu'il y ait des gardes statiques, pourquoi pas?», a-t-il commenté sur BFM: «Mais arrêtons de laisser croire que ces militaires pourront être utiles en matière de maintien de l'ordre». Jean-Luc Mélenchon, le dirigeant de La France insoumise (LFI), a jugé pour sa part que «quelles que soient les circonstances, l'armée ne peut et ne doit assurer aucune tâche de police, (car) ce n'est pas son métier».

«Que je comprenne bien? On en appelle à l'armée pour maintenir l'ordre dans la rue? Les militaires sont appelés à tirer pour protéger les bâtiments? Les Gilets jaunes sont assimilés aux

terroristes? Cette escalade est irresponsable», a fustigé le député de Seine-Saint-Denis Éric Coquerel sur Twitter.

Préfecture de police de Paris : les raisons du limogeage de Michel Delpuech

Société Couliesses <https://www.marianne.net/> Par Laurent Valdiguié Publié le 21/03/2019 à 07:30



Michel Delpuech a été remplacé par Didier Lallement. - MARTIN BUREAU / AFP

En deux jours, trois têtes sont tombées : celle du préfet Michel Delpuech, de son directeur de cabinet, Pierre Gaudin, et de Frédéric Dupuch, le patron de la DSPAP. Retour sur les raisons de leur chute.

Le préfet de police a-t-il désobéi aux consignes ? Le sujet fait grincer des dents à la préfecture de police de Paris. La vieille maison policière grogne d'être mise en cause pour le saccage samedi 16 mars des Champs-Élysées à Paris. La question qui fâche est simple : fallait-il évacuer l'avenue en début d'après-midi pour éviter les pillages ? « *C'étaient les consignes* », assure à *Marianne* une source gouvernementale. « *Si on avait tenté d'évacuer, il y aurait eu des gens au tapis, des deux côtés* », glisse un proche du préfet limogé, admettant que des « *ordres de retenue* » ont bien été donnés, dans le but de « *ménager les hommes* ». Comment savoir ce qu'il s'est passé ? Aucune enquête administrative n'ayant été lancée sur « *les dysfonctionnements de la chaîne de commandement* » évoqués par le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, c'est l'enquête du Sénat qui pourrait tenter de lever le voile.

En deux jours, trois têtes sont tombées : celle du préfet Michel Delpuech, de son directeur de cabinet, Pierre Gaudin, et de Frédéric Dupuch, le patron de la DSPAP, la puissante direction de la sécurité publique parisienne. C'est sous son autorité qu'ont été créés le 8 décembre dernier les DAR, les groupes d'action rapide, dans le but d'interpeller les casseurs. « *On doit au DAR de Dupuch la quasi-totalité des interpellations parisiennes* », soupire un de ses proches, jugeant « *très injuste* » la mise à l'écart de ce fidèle de Michel Delpuech.

L'usage des LBD au cœur des dissensions

Concrètement, il est reproché au patron de la DSPAP d'avoir écrit et diffusé une note sur l'usage des LBD limitant leur usage. En décembre, chaque groupe de DAR, composés d'une trentaine de policiers, était doté de 4 à 5 LBD. Puis ce nombre est passé à 2. Les munitions longue portée ont été retirées, car jugées moins précises et trop dangereuses en situation de foule. « *Il ne reste que les courtes portées, qui, de fait, sont moins utiles* », glisse à *Marianne* un policier de terrain. En janvier dernier, lors de "l'acte XI", ce sont des DAR sous les ordres de Dupuch qui ont tiré en direction d'un groupe au centre de la place de la Bastille et ont blessé à l'œil le gilet jaune Jérôme Rodriguez. « *A l'époque, on a reproché à cette équipe de policiers de faire du maintien de l'ordre, ce qui n'était pas leur mission. Du coup, Frédéric Dupuch a fait une note pour rappeler que les DAR n'ont pas vocation, effectivement, à faire du maintien de l'ordre, mais à procéder à des arrestations* », explique-t-on à la préfecture. Mais dans le contexte de ce 16 mars, cette note apparaît comme un recul dans l'usage des LBD, contraire aux instructions du ministère de l'Intérieur à la suite de la polémique sur la dangerosité des lanceurs de balle de défense. Lundi, le premier ministre Edouard Philippe, découvrant l'existence de cette note, a parlé de « *consignes inappropriées* » pour réduire l'usage des LBD...Quant à Laurent Nuñez a passé un savon à ses équipes, furieux de ne pas en avoir été destinataire.

Autre motif d'incompréhension au ministère de l'Intérieur, le fait que Frédéric Dupuch, chaque samedi, dirigeait sa propre salle de commandement au sein de la préfecture de police, voisine de

celle de la DOPC, la direction de l'ordre public et de la circulation, qui traditionnellement a en charge le maintien de l'ordre. *« Laurent Nuñez a dit à plusieurs reprises au préfet qu'il ne fallait qu'une seule salle de commandement, et que le fait d'en avoir deux n'était pas efficace »*, confie-t-on place Beauvau. Mais le préfet a maintenu son organisation à deux têtes, responsable, pour certains, de lenteurs et de cafouillages opérationnels... *« Samedi dernier, il y a eu des moments de flottement »*, assure une source syndicale.

Qui a donné les consignes de retenue ?

Autre grief, celui de la *« retenue »*. Samedi 16 mars, quand Philippe Castaner et Edouard Philippe vont serrer des mains de fonctionnaires de police et de pompiers en bas des Champs-Élysées, aux alentours de 17 heures, ils sont dans l'ignorance de ce qui se noue plus haut et des pillages qui commencent. Ils ignorent aussi que des mots d'ordre, sur les réseaux, appellent à la casse. *« A ce stade, il n'y avait eu que le Fouquet's, une première fois, et la boutique Hugo Boss, qui avaient été attaqués. Le gros des dégradations n'avait pas encore eu lieu et aura lieu plus tard »*, raconte une source gouvernementale, qui admet *« un loupé »*, renvoyant la balle, là encore, sur la préfecture de police. *« Depuis le 8 décembre, les nouvelles directives de maintien de l'ordre sont d'intervenir vite. Les instructions permanentes sont de débloquer tout lieu d'affrontement. C'est parfaitement clair »*, martèle-t-on au ministère de l'Intérieur. *« Depuis le matin, il fallait agir sur les Champs-Élysées, ne pas rester statique, et on aurait pu éviter les saccages ont suivi »*, assure un haut policier, admettant qu'à l'inverse, des *« consignes de retenue »* ont été données depuis la préfecture. Par qui ? Pour quelles raisons ? Selon nos sources, Michel Delpuech a admis devant le ministre de l'Intérieur que de telles consignes ont bien été diffusées.

« Il ne faut pas perdre de vue le contexte, souligne-t-on dans l'entourage du préfet limogé. Il fallait coûte que coûte empêcher la dispersion de cette hyper violence dans Paris. Evacuer les Champs-Élysées, c'était la certitude d'assister à des départs de cortèges sauvages et violents. » Autre élément, le *« sous-nombre »* des forces de l'ordre sur la grande avenue. *« On a été débordé parce qu'au fil de la journée, on n'a pas anticipé, pas assez interpellé, et qu'au final, on n'avait plus l'initiative »*, glisse un policier de terrain. Usure du commandement ? Fatigue après 18 journées de crise ? Peur de la bavure ? Un mélange de tout cela ? *« C'est dur »*, relativise un vieux briscard de la préfecture, persuadé pour sa part, que l'essentiel à ne jamais perdre de vue, est *« la désescalade »*... *« Et l'absence de mort »*. *« Il faudra reconnaître à Delpuech d'avoir commandé pendant 18 samedis sans drame majeur »*, conclut un de ses proches, persuadé que l'annonce des renforts de Sentinelle est *« une fausse bonne idée »*. *« L'armée n'a pas vocation à faire du maintien de l'ordre, a fortiori à gérer les émeutes urbaines auxquelles on assiste. Il faut être formé à cela »*, s'inquiète cette source, *« pessimiste »* pour les samedis à venir.

Politique

Christophe Castaner, tête de turc des gilets jaunes et de l'opposition

<https://www.huffingtonpost.fr/> POLITIQUE 19/03/2019 04:20 CET | Actualisé il y a 2 heures Par Geoffroy Clavel Pierre Tremblay

Le ministre de l'Intérieur, très affaibli par un bilan sécuritaire entaché par la crise des gilets jaunes, peine à sortir la tête hors de l'eau.



POLITIQUE - "Mutilator", "assassin", "Castaner nasse ta mère", "mafieux"... Si tous les ministres de l'Intérieur ont eu droit à leur lot d'injures dans les manifestations, rarement "premier flic de

France" n'aura été autant conspué dans la rue que ne l'est Christophe Castaner. Nommé place Beauvau en octobre 2018, un mois à peine avant le début de la crise des gilets jaunes, l'ancien maire socialiste de Forcalquier devenu le joker de la Macronie s'est rapidement imposé comme la principale tête de turc des contestataires en veste fluo, juste derrière leur bête noire, le président Emmanuel Macron. **Notre vidéo ci-dessus le montre bien.**

Jugé responsable des "violences policières" et des blessés graves des tirs de LBD à la tête, Christophe Castaner aura été caricaturé à toutes les sauces dans les cortèges du samedi et sur les pages Facebook de la mobilisation: tantôt dépeint en "éborgneur" assoiffé de sang, parfois grisé en "Rantanplan" pour souligner ses gaffes à répétition et sa servilité, le ministre a même vu son visage reconstitué à l'aide d'une mosaïque de portraits des blessés de la contestation.

D'un naturel pourtant sympathique et accessible, celui qui a un temps incarné la jambe gauche d'un gouvernement tanguant sévèrement à droite a parfois accusé le coup de ces accusations. "Un homme politique, moi par exemple, on est censé être blindé. Et pourtant quand je vois des banderoles avec écrit 'Castaner assassin', ça me fait mal", reconnaissait-il en février dernier avec un brin d'émotion dans la voix.

A cette épreuve humaine s'ajoute désormais la tempête politique. Longtemps focalisée sur la responsabilité du président de la République dans la crise sociale qui secoue le pays, l'opposition de droite comme de gauche entend bien obtenir la tête de ce fidèle macroniste, après le dernier fiasco sécuritaire de ce week-end à Paris.

Les "fusibles" ne suffiront pas

"Incompétence", "laxisme"... Le choix d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe de faire porter la responsabilité des violences incontrôlées de ce samedi sur les Champs-Élysées à la seule "chaîne de commandement" de la police n'aura pas suffi à éteindre la fronde qui cible l'hôte de la Place Beauvau. L'éviction du préfet de police de Paris Michel Delpuech, remplacé par celui d'Aquitaine Didier Lallement, a immédiatement été interprétée par la droite comme par la gauche comme un "fusible" censé sauver le soldat Castaner.

"L'État cul par-dessus tête: ce ne sont plus les ministres qui assument la responsabilité d'un fiasco mais la hiérarchie administrative. Pourtant, Castaner est seul coupable du fiasco: démission!", a tranché le chef de file de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon. Castaner "est le seul responsable de ce qui s'est passé samedi. C'est trop simple et méprisant de s'en prendre aux policiers et au préfet Michel Delpuech qui sont sur le pont depuis quatre mois", a renchéri la porte-parole LR Lydia Guirous. Même dénonciation du préfet "fusible" de la part de Jordan Bardella, tête de liste RN aux Européennes, pour qui le limogeage du préfet Delpuech est "censé couvrir l'incompétence flagrante de Castaner". Pour Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France), "il y a un seul responsable et il doit démissionner: Christophe Castaner!".

Face à ces attaques, le ministre de l'Intérieur se défend et en rajoute une couche contre la chaîne de commandement policière, suggérant que d'autres limogeages pourraient suivre. "Il n'est pas normal qu'une stratégie définie par le ministre au nom du gouvernement puisse être aménagée" à son insu, a-t-il affirmé sur LCI, soupçonnant que "des consignes ont été données en-dessous du préfet de police" pour lever le pied sur les tirs de longue portée des LBD.

Las, cette stratégie de défausse ne fait que souligner l'impuissance d'un ministre à venir à bout de quatre mois d'une contestation inédite. Et elle jette un malaise jusque chez certains défenseurs de l'actuelle majorité pour qui un fonctionnaire n'est pas comptable des erreurs politiques du gouvernement. "Faire porter la responsabilité sur les exécutants plutôt que sur les décideurs politiques est contraire à ma vision de l'Etat", a ainsi mis en garde Dominique Bussereau, le patron de la Charente-Maritime et figure de la droite Macron-compatible.

La "doctrine" Castaner a trop tardé

Castaner à la fois trop mou et trop dur? Si l'opposition est bien décidée à ne rien laisser passer au ministre de l'Intérieur, c'est que son bilan ne lui offre aucun passe-droit. En décembre 2018, après les premiers actes violents des gilets jaunes et la mise à sac de l'Arc de Triomphe, Christophe

Castaner avait déjà promis de réévaluer la "doctrine de maintien de l'ordre" de son ministère pour faire face aux "nouvelles formes de violence". Le 13 mars, il assurait que la réflexion était encore en cours.

Après le fiasco de samedi, le premier ministre Edouard Philippe a repris la main et a annoncé lui-même la nouvelle doctrine qui s'appliquera désormais: plus grande autonomie aux forces sur le terrain, unités anticasseurs pouvant disperser et interpellier dès les premiers troubles, nouveaux matériels déployés (recours aux drones, produits marquants, vidéosurveillance", officiers de police judiciaire sur le terrain pour procéder aux interpellations... Un acte d'autorité qui place une nouvelle fois le ministre de l'Intérieur sous tutelle, lui qui est déjà chaperonné par un secrétaire d'Etat expert ès-sécurité, Laurent Nuñez, ancien directeur général de la Sécurité intérieure.

Fragilisé par ses gaffes et par sa virée en discothèque qui n'a guère contribué à casser son image de "kéké", Christophe Castaner sait qu'il joue gros dans les jours à venir. Ce mardi, la séance des Questions au gouvernement s'annonce houleuse en attendant de passer sur le grill de la commission des Lois du Sénat. Bonne nouvelle, au 20 heures de France2, Edouard Philippe a refusé d'envisager sa démission. Pour combien de temps encore?

Violences: ce qu'il faut retenir des auditions de Castaner et Le Maire au Sénat

Le Scan Les verbatims <http://www.lefigaro.fr/> Par Luc Lenoir Loris Boichot Mis à jour le 19/03/2019 à 21:44 Publié le 19/03/2019 à 19:35

Bruno Le Maire et Christophe Castaner devant le Sénat : suivez leur audition en direct



Trois jours après les émeutes sur les Champs Élysées, le ministre de l'Économie et des Finances et celui de l'Intérieur sont entendus par les commissions des Affaires économiques et des Lois du Sénat.

LE SCAN POLITIQUE - Selon le ministre de l'Intérieur, les violences commises samedi à Paris ne sont pas liées à un «problème d'anticipation» de l'exécutif mais à des «dysfonctionnements» de la préfecture de police.

Il est dans la tourmente. Appelé à démissionner par une large partie de l'opposition, Christophe Castaner a été contraint de s'expliquer ce mardi, au Sénat, après le regain de violences constaté samedi à Paris. Convoqué par la commission des Lois du Palais du Luxembourg - avec son secrétaire d'État Laurent Nuñez et le ministre de l'Économie Bruno Le Maire -, le ministre de l'Intérieur a dénoncé des «violences inacceptables» en marge des manifestations des «gilets jaunes». Ces heurts ont selon lui été causés par «1500 black blocs», qu'il a qualifiés d'«ultras», et par «8500 casseurs qui étaient présents à leurs côtés».

• Castaner dénonce des «dysfonctionnements» du préfet de police

Face aux casseurs, Christophe Castaner estime que le gouvernement «n'a pas baissé la garde» et s'est «adapté (à leurs) méthodes», grâce à l'adoption d'une proposition de loi «anticasseurs» qui sera promulguée dans les prochains jours, et à des ripostes «plus mobiles» sur le terrain. Raison pour laquelle, selon lui, «les choses s'étaient relativement mieux passées» après le pic de violence de décembre, jusqu'au regain de samedi dernier. «Il n'y a pas eu, en amont, de problème d'anticipation», a insisté le ministre, en citant le «très haut niveau» du dispositif de «plus de 5000 policiers et gendarmes» déployés samedi à Paris.

Castaner au Sénat : «Nous avons rapatrié des forces sur la capitale»



Entendu sur les violences qui se sont déroulées le week-end du 16 mars à Paris, dans le cadre de l'Acte XVIII des «gilets jaunes», le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner explique comment les forces de l'ordre étaient réparties.

Le problème, selon le ministre, est que «la plus grande fermeté» demandée au préfet de police de Paris n'a pas été appliquée. «Au regard des événements de la journée (...), cette consigne n'a pas été exécutée convenablement. Il y a eu des dysfonctionnements, ils ont causé des violences», estime Christophe Castaner, au lendemain de l'annonce du renvoi du préfet de police de Paris, Michel Delpuech, qui sera remplacé mercredi par Didier Lallement, actuel préfet de Nouvelle-Aquitaine. Ce limogeage, ainsi que l'augmentation des amendes pour les manifestants illégaux et l'interdiction des manifestations dans les secteurs les plus touchés - Champs-Élysées à Paris, Place Pey-Berland à Bordeaux, Place du Capitole à Toulouse -, sont des «décisions qui s'imposaient» sans «nouvelle loi», selon Christophe Castaner.

Objectif: «Renforcer notre doctrine de maintien de l'ordre, tout en protégeant le droit de manifester». Il n'y aura aucun changement «pour les manifestations déclarées», a assuré le ministre. «Le problème, ce ne sont pas les manifestations, le problème ce sont les ultraviolents qui s'infiltrèrent dans tous les cortèges, qui cassent et qui pillent», a encore pointé du doigt celui qui avait déjà été auditionné au Sénat le 4 décembre dernier, après un «samedi noir» et le pillage de l'Arc de Triomphe.

• Le Maire ne veut «aucune défaillance d'entreprise»

Répondant à des questions essentiellement techniques sur l'aide aux entreprises, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a quant à lui déclaré que les «gilets jaunes» ont coûté environ 0,2 point de PIB à la croissance française depuis le début de la crise. Les dommages, évalués par les assureurs, sont maintenant estimés à 200 millions d'euros, et plus de 73.000 salariés ont connu ou connaissent le chômage partiel, pour un coût public de plus de 38 millions d'euros. En revanche, le ministre a assuré que les «fondamentaux économiques de notre pays restent solides», prévoyant une croissance de 1,4% en 2019, au-dessus de la moyenne de la zone euro.

Devant le Sénat, Bruno Le Maire annonce une croissance à 1,4% en 2019



Bruno Le Maire a à nouveau détaillé les dispositifs d'aide aux entreprises en difficultés de trésorerie, ou ayant perdu du chiffre d'affaires à cause des «gilets jaunes»: étalement des charges sociales et fiscales, et accélération des remboursements - voire annulation d'impôts directs - pour les commerçants dont la survie serait menacée. Pressé par les sénateurs de détailler l'efficacité réelle de ces mesures, le ministre a répété son objectif d'éviter toute «défaillance d'entreprise» en lien avec les récentes perturbations.

Conscient des problèmes d'image posés par les manifestations et blocages, Bruno Le Maire a insisté sur la volonté du gouvernement de «poursuivre la transformation du pays», en donnant au passage un avis personnel pour sortir de la crise: «pour moi, il faut baisser la dépense publique, pour baisser plus rapidement les impôts des ménages, et des entreprises». «À force d'augmenter les taxes et les impôts, nous décourageons le travail», a-t-il résumé.

27 magasins pillés samedi à Paris

Devant les sénateurs, Christophe Castaner a précisé le «lourd bilan» de la journée de samedi, à Paris :

- 27 magasins pillés
- Plus de 130 commerces dégradés
- 79 feux dont 5 bâtiments incendiés
- 30 policiers, gendarmes et pompiers blessés - en nombre de blessés, «le bilan le plus lourd pour les forces de sécurité intérieures» depuis le début des «gilets jaunes»
- 240 interpellations

Santé

Études de médecine : les députés votent la suppression du « numerus clausus »

Accueil Éducation Étudiant <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP Modifié le 19/03/2019 à 18h59
Publié le 19/03/2019 à 17h26



Des étudiants de première année de médecine à Saint-Brieuc, en septembre 2018. | THOMAS BREGARDIS / OUEST-FRANCE

L'Assemblée nationale a voté ce mardi 19 mars la suppression du numerus clausus pour les étudiants en médecine, dans le cadre du projet de loi santé.

C'était l'une des mesures phares du projet de loi Santé : L'Assemblée nationale a approuvé mardi la suppression, pour la rentrée 2020, du « **numerus clausus** » et du concours couperet limitant le nombre d'étudiants admis en deuxième année de médecine.

Cette suppression, votée en première lecture par 74 voix contre 4 et 11 abstentions, doit permettre d'« **augmenter de 20 % à peu près le nombre de médecins formés** » tout en diversifiant leurs profils, selon la ministre de la Santé Agnès Buzyn. Critères de sélection et passerelles entre cursus seront précisés par décret.

En 2018 par exemple, le quota avait été fixé à 8 205 places. Après avoir fortement baissé jusque dans les années 1990 en médecine, le numerus clausus a été très nettement relevé depuis le début des années 2000 face au manque de professionnels.

Ce couperet entraîne un « **gâchis** » et « **conduit à l'échec d'excellents lycéens** », selon la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal, qui s'est félicitée de ce vote sur Twitter, évoquant « **la fin d'un long gâchis humain avec, demain, des médecins plus nombreux, mieux formés et aux plus diversifiés** ».



Frédérique Vidal

✓ [@VidalFrederique](#)

L'[@AssembléeNat](#) vote la suppression du [#NumerusClausus](#) et de la [#PACES](#). Fière d'avoir porté cette réforme majeure avec [@agnesbuzyn](#). La fin d'un long gâchis humain avec, demain, des médecins plus nombreux, mieux formés et aux profils plus diversifiés ! [#MaSanté2022](#)

[115](#)

[20:20 - 19 mars 2019](#)

Consensus à l'Assemblée

Les effectifs d'étudiants en deuxième ou troisième années de médecine, mais aussi en dentaire, pharmacie et maïeutique (sage-femme), seront déterminés à l'avenir par les universités, en lien avec les agences régionales de santé, selon les capacités et les besoins du territoire.

Si la fin du numerus clausus a globalement fait consensus dans l'hémicycle, les oppositions ont souligné le caractère « **flou** » de sa mise en œuvre, à l'instar de Jean-Pierre Door (LR) et Caroline Fiat (LFI) qui se sont aussi interrogés sur la manière dont s'effectuerait la sélection des étudiants.

Pour Thierry Benoit (UDI-Agir), « **faire sauter le verrou du numerus clausus est une bonne décision** » mais désormais « **il ne faut plus accepter** » que les médecins « **s'installent où ils veulent** », afin de limiter la désertification médicale.

Une mesure de long terme

À gauche, Guillaume Garot (PS) a aussi défendu le principe d'une « **meilleure régulation de l'installation des médecins** » alors que Pierre Dharréville (PCF) a regretté « **l'impasse sur les inégalités territoriales** », dans l'article adopté.

Certes, la suppression du « **numerus clausus** » ne répondra que « **dans un moyen ou un long terme à la désertification médicale** » et « **non pas dans les dix ans qui viennent** », mais cela reste « **une mesure de bon sens** », a répondu Mme Buzyn.

Incertitude sur les critères de sélection

Et concernant les critères de sélection, il existe actuellement « **une forme d'incertitude** » parce que des discussions sont en cours « **avec les doyens (d'université) et les syndicats d'étudiants** », a ajouté la ministre.

Le gouvernement a par ailleurs fait porter de trois à six ans la durée de l'expérimentation visant à organiser des formations en commun entre les étudiants des différentes disciplines (médecine, dentaire, pharmacie...).

Cette expérimentation avait été introduite en commission par la co-rapporteuse Stéphanie Rist (LREM). Objectif : favoriser à l'avenir la coopération interprofessionnelle.

Les pharmaciens autorisés à vendre certains médicaments sans ordonnance

<https://www.huffingtonpost.fr/> C'EST LA VIE 22/03/2019 00:59 CET | Actualisé il y a 4 heures Le HuffPost avec AFP

Par exemple, des médicaments pour soigner les cystites ou les angines pourront être délivrés sans ordonnance.



AFP Les députés ont autorisé les pharmaciens à vendre en urgence certains médicaments sans ordonnance.

MÉDICAMENTS - C'était prévu dans le cadre des débats sur la loi Santé. Les députés ont autorisé ce jeudi 21 mars les pharmaciens à délivrer, sous certaines conditions, des médicaments

sous prescription médicale obligatoire pour des pathologies bénignes comme des cystites ou certaines angines.

"Il n'est pas question ici de donner un droit de prescription aux pharmaciens", a immédiatement prévenu Thomas Mesnier (LREM), rapporteur du projet de loi Santé en cours d'examen à l'Assemblée, à l'origine de cette proposition. "L'objectif est de leur permettre, dans le cadre d'une exercice coordonné avec d'autres professionnels de santé, de pouvoir délivrer des médicaments selon un protocole mis en place par la Haute autorité de santé, après une formation et avec une obligation de lien et d'information au médecin traitant", a-t-il précisé.

"Ce que nous souhaitons, c'est donner un accès aux soins supplémentaires aux Français avec la même qualité, la même sécurité pour des pathologies du quotidien comme l'angine ou la cystite, cette infection urinaire simple qui peut être traitée avec une dose d'antibiotique", a plaidé le député.



Thomas MESNIER

✓ [@MESNIERThomas](#)

Répondre aux besoins des Français dans leur quotidien, améliorer leur accès aux soins : ma proposition visant à autoriser les pharmaciens à délivrer des médicaments sous protocole pour les pathologies du quotidien est adoptée par l'Assemblée nationale ! [#DirectAN](#) [#MaSanté2022](#)

[118](#)

[22:58 - 21 mars 2019](#)

Les réserves d'Agnès Buzyn

Le député communiste Jean-Paul Lecoq a réclamé le retrait du texte évoquant "le risque d'une médecine à deux vitesses", mais sans être suivi. "Avec ce glissement des tâches entre médecins et pharmaciens, nous craignons que la médecine de droit commun ne soit réservée aux mieux lotis, ceux qui habitent dans les bons endroits, tandis que les citoyens relégués n'auront droit qu'à une médecine dérogatoire", a-t-il dénoncé.

"Cet amendement a été longuement discuté en commission et je ne suis pas favorable à ce qu'il soit supprimé", a répondu la ministre de la Santé Agnès Buzyn. "Je vais m'employer à trouver un consensus entre pharmaciens et médecins, car nous n'avons pas pu, faute de temps, avoir une concertation sur le sujet", a promis la ministre pour qui le projet nécessite "encore du travail pour que tout le monde soit confortable avec cette délivrance de médicaments".

"Les pharmaciens sont des acteurs de santé à part entière" mais "la prescription sans acte médical pose question", a estimé Jean-Pierre Door (LR). "Si on rentre dans cette démarche, on ne sait pas où cela s'arrête", a-t-il ajouté.

Cette disposition est inspirée du système suisse "Net Care", ainsi que d'expériences québécoises et écossaises permettant aux pharmaciens de dispenser des produits de santé de premier secours pour des situations simples en suivant des arbres de décision bâtis entre pharmaciens et médecins.

Les possibilités de vaccination des pharmaciens élargies

Ce jeudi, l'Assemblée a par ailleurs voté des amendements permettant aux pharmaciens de prescrire directement certains vaccins pour faciliter le parcours de soin des patients et contribuer au renforcement de la couverture vaccinale. Thomas Mesnier a expliqué que les pharmaciens ne

pourraient plus demain pratiquer le vaccin contre la grippe, le droit européen le considérant, avec beaucoup d'autres, comme relevant d'une prescription médicale obligatoire.

Dans la même logique de facilitation des vaccinations, un autre amendement a élargi les compétences des sages-femmes les autorisant à prescrire et pratiquer des vaccinations auprès des enfants dans des conditions définies par décret. "Dans la logique de simplification du parcours vaccinal, j'ai saisi la Haute autorité de santé d'un avis sur l'élargissement des capacités vaccinales des professionnels de santé, dont les sages-femmes, a précisé la ministre de la Santé Agnès Buzyn. Son avis doit être rendu courant 2019 mais cet amendement permet d'ouvrir la voie, même s'il reviendra à l'HAS de se prononcer et à un arrêté de fixer les vaccins autorisés".

Terrorisme

Paris : le passager du chauffeur ivre était un djihadiste recherché



Julien Constant Le Parisien 18 mars 2019



Le djihadiste présumé devrait être pris en charge par un service spécialisé (Phot d'illustration)

La brigade anti criminalité a contrôlé dans la nuit un automobiliste ivre sur les Champs-Élysées. Son passager était fiché S et faisait l'objet d'un mandat d'arrêt. Il a été placé en garde à vue.

Un djihadiste présumé a été interpellé, durant la nuit de dimanche à lundi à Paris, alors que son chauffeur roulait en état d'ivresse sur les Champs-Élysées.

Vers 2h50, à l'angle de la plus belle avenue du monde et de la rue Dutuit (8e arrondissement), les policiers de la brigade anti criminalité (BAC) sont alertés par la conduite du chauffeur d'une Citroën. « Il présentait tous les signes de l'ivresse, explique une source proche de l'affaire. Il a été interpellé et placé en garde à vue pour conduite sous l'emprise de l'alcool. »

« Préparation d'actes de terrorisme en région parisienne »

Mais surprise : lorsque les fonctionnaires contrôlent les papiers d'identité de l'homme présent sur le siège passager, ils découvrent qu'il s'agit d'un homme dangereux et recherché.

« En consultant leur fichier, les forces de l'ordre ont réalisé qu'il faisait l'objet de trois fiches de recherche, dont une fiche S, et était connu pour être un militant djihadiste retenant l'attention dans le cadre de ses déplacements à l'étranger. Il faisait également l'objet d'un mandat d'arrêt pour association de malfaiteurs en vue de la préparation d'actes de terrorisme en région parisienne et en Bulgarie », confie une autre source.

Il a été placé en garde à vue au commissariat, dans l'attente d'une prise en charge par un service spécialisé.

Cinq questions sur les enfants de jihadistes français qui viennent d'être rapatriés de Syrie

Vendredi, la France a rapatrié cinq enfants de jihadistes français car ils vivaient seuls dans des camps. Leurs parents sont soit morts, soit incarcérés en Syrie. Le ministère des Affaires étrangères a justifié cette action "au regard de la situation de ces très jeunes enfants particulièrement vulnérables".



Une femme française et son enfant ayant fui le dernier bastion de l'organisation jihadiste Etat islamique en Syrie, le 17 février 2019 dans le camp d'al-Hol (Syrie). (BULENT KILIC / AFP)

<https://www.francetvinfo.fr/> Juliette Campion France Télévisions Mis à jour le 16/03/2019 | 17:29
publié le 16/03/2019 | 16:52

"On souhaite les voir le plus rapidement possible." Patrice et Lydie Maninchedda vont enfin pouvoir retrouver leurs petits-enfants. Tous les trois, ainsi que deux autres fillettes, ont été rapatriés de Syrie sur le sol français vendredi 15 mars. Ces enfants de jihadistes français ont été récupérés par des militaires dans plusieurs camps, notamment celui d'Al-Hol, au nord-est de la Syrie, et ont voyagé dans un avion militaire français avec des médecins à bord.

Franceinfo vous en dit plus sur le parcours chaotique de ces enfants et ce qui les attend dans les prochains jours. Au total, depuis quelques mois, une soixantaine d'enfants de jihadistes sont revenus en France, la plupart du temps avec un de leurs parents.

Qui sont-ils ?

Parmi les cinq enfants rapatriés en France figurent deux petites filles de 5 ans. La première fillette avait été recueillie dans le camp d'Al-Hol par une Française qui s'en était occupée *"comme si c'était sa propre fille"* a indiqué Marie Dosé, l'avocate de sa famille en France. La mère de l'enfant, qui avait rejoint l'Etat islamique, est morte dans des bombardements il y a plusieurs mois. La seconde fillette se trouvait dans le camp de Roj. Son père est présumé mort depuis 2013. L'avocate de sa grand-mère, Samia Maktouf, avait déposé un recours devant le tribunal administratif de Paris le 11 mars pour contraindre la France à rapatrier l'enfant.

Trois frères ont également été rapatriés : Obeïda, 1 an, Amar, 3 ans et Saleh, 5 ans. Ce sont les trois petits-enfants de Patrice et Lydie Maninchedda dont la fille, Julie Maninchedda, ancienne étudiante lilloise, est morte en Syrie fin 2018 avec son second mari, un Marocain membre du groupe Etat islamique. Son quatrième enfant a également été tué. Le père des enfants et premier mari de Julie Maninchedda est un Allemand, ancien membre de la police de l'Etat islamique. Il a été arrêté fin janvier en Syrie et reste prisonnier des forces kurdes.

Le couple de grands-parents français se battait depuis plusieurs mois pour que leurs petits-enfants soient ramenés en France. Ils avaient lancé un appel à Emmanuel Macron sur France Inter début février pour demander le rapatriement de leurs petits-enfants. *"C'est un bonheur mais un bonheur amer parce qu'on sait qu'on n'a plus notre fille. Et puis c'est un nouveau départ. On souhaite les voir le plus rapidement possible"* a réagi le couple.



Pourquoi ces enfants-là plutôt que d'autres ?

Si ces enfants ont été rapatriés, c'est d'abord parce qu'ils étaient seuls dans les camps syriens, sans leurs parents. *"Le choix du gouvernement c'est d'abord de rapatrier les enfants orphelins"* analyse l'avocate Marie Dosé sur BFMTV. Sur place, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) avait aidé, en amont du rapatriement, à identifier des enfants sur place et à s'assurer qu'il s'agissait bien d'orphelins ou de mineurs isolés. Leurs avocats avaient multiplié les appels ces dernières semaines à l'intention d'Emmanuel Macron. *"C'est un soulagement mais ça reste un premier pas"*, a indiqué Marie Dosé à franceinfo.

Le rapatriement de ces cinq enfants n'avait rien d'évident. Mercredi, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, affirmait que le retour des enfants de jihadistes français n'était *"pour l'instant"* pas envisagé. Quelques heures plus tard, Emmanuel Macron déclarait depuis le Kenya qu'il privilégiait une *"approche au cas par cas"*. Dans son communiqué publié vendredi 15 mars, le ministère des Affaires étrangères a justifié sa décision en indiquant qu'elle a été prise *"au regard de la situation de ces très jeunes enfants particulièrement vulnérables"*.

Comment s'est organisé leur rapatriement ?

L'opération a été maintenue secrète jusqu'au dernier moment et gérée en *"cercle ultra fermé"*, selon les informations du Monde. D'après le quotidien, *"moins de cinq personnes dans l'appareil d'Etat étaient au courant"* des modalités de rapatriement. Préparée depuis plusieurs mois, l'opération a été réalisée uniquement par des moyens militaires français. Dans son communiqué, le Quai d'Orsay a remercié les Forces démocratiques syriennes (FDS) qui ont *"rendu possible cette issue"*.

L'opération a commencé jeudi 14 mars au matin dans le camp d'Al-Hol. Des combattants kurdes sont venus chercher les enfants. *"Ce fut un départ précipité car les femmes qui s'occupaient d'eux n'ont pas été prévenues, ce qui a provoqué quelques inquiétudes au début"* précise Emilie Baujard, reporter en Syrie de RTL. Selon Le Monde, *"c'est un avion français qui aurait ainsi rapatrié ces enfants directement depuis la Syrie sans transiter par l'Irak"*.

Les cinq enfants sont arrivés sur le sol français à 13h30 à l'aéroport de Villacoublay, dans les Yvelines.

Comment vont-ils ?

Les cinq enfants *"font l'objet d'un suivi médical et psychologique particulier et ont été remis aux autorités judiciaires"*, a annoncé le ministère des Affaires étrangères. Peu d'éléments ont été communiqués sur leur état de santé. On sait que quatre sont *"à peu près en forme"* mais le cinquième, *"blessé"*, est dans *"un mauvais état de santé"* a indiqué une source diplomatique, affirmant qu'il pourrait être hospitalisé.

Libération avait rencontré ces enfants en février, dans le froid et la boue du camp de déplacés d'Al-Hol. Le plus jeune, Obeïda, avait le visage strié de cicatrices à cause *"d'éclats d'obus ou de roquette"* qu'il avait reçu lors d'un bombardement. Le journaliste décrivait alors un enfant qui ne pouvait pas marcher : *"Même à quatre pattes ; il reste assis ou couché"* écrivait-il. Quant à son frère Amar, le quotidien précisait qu'il était arrivé dans le camp *"couvert de bleus et n'avait presque plus de cheveux. Il était incapable de marcher"*.

Que vont-ils devenir ?

Ils font désormais, en France, *"l'objet d'un suivi médical et psychologique particulier et ont été remis aux autorités judiciaires"*, a indiqué le ministère des Affaires étrangères dans son communiqué. Plusieurs d'entre eux ont été accueillis par le département des Yvelines. Concernant les trois frères, Obeïda, Amar et Saleh, *"ils seront ensuite confiés à l'aide sociale à l'enfance, dans l'attente de retrouver leurs grands-parents"*, a annoncé l'avocat de la famille, Martin Pradel.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 15 mars 2019, à 16 heures

Selon un communiqué du Quai d'Orsay, au matin du 15 mars 2019, cinq enfants français âgés de moins de cinq ans ont été rapatriés des camps du nord-est de la Syrie sur le sol français.

Parmi eux se trouvent les petits-enfants de Patrice et Lydie MANINCHEDDA, qui sont âgés de 5 ans, 3 ans et 1 an. Ils ont été remis aux autorités judiciaires et font l'objet d'une prise en charge médicale et psychologique immédiates. Ils seront ensuite confiés à l'aide sociale à l'enfance (ASE), dans l'attente de retrouver leurs grands-parents.

Patrice et Lydie MANINCHEDDA tiennent à exprimer leur soulagement de voir qu'il a été entrepris de sauver la vie de leurs petits-enfants, et ont une pensée pour tous ceux qui restent à sauver : *« Nous avons toujours su qu'il était possible à la France de venir en aide à ces tout-petits. Nous sommes heureux de savoir que nos petits-enfants sont désormais entre les mains de professionnels de l'enfance. Nous sommes des grands-parents impatients, le moment venu, de les serrer dans nos bras. »*

Ces enfants sont orphelins et innocents. Ils ont vécu plusieurs mois dans des conditions sanitaires et médicales épouvantables, et ont été exposés quotidiennement à un risque pour leur vie. Ce sauvetage montre que la France peut faire les bons choix alors que de nombreux autres enfants français sont toujours détenus dans des camps de prisonniers en Syrie.

Nous réaffirmons l'urgente nécessité de rapatrier l'ensemble de ces enfants, sans distinction.

Marc Bailly

Camille Lucotte

Martin Pradel

Avocats au barreau de Paris



[Martin Pradel @MartinPradel](#)

[🔴 Communiqué de presse]

Sur le retour en France des enfants détenus dans les camps de prisonniers en Syrie.

[153](#)

[19:41 - 15 mars 2019](#)

"Nous sommes heureux de savoir que nos petits-enfants sont désormais entre les mains de professionnels de l'enfance. Nous sommes des grands-parents impatients, le moment est venu de les serrer dans nos bras" ont déclaré leurs grands-parents à France 3.

En Syrie, *"il y a encore une centaine d'enfants français détenus dans le camp d'Al-Hol, dans des conditions sanitaires terrifiantes. Cette nuit, une enfant russe est décédée, morte de froid"*, s'est insurgée Marie Dosé sur franceinfo.

Le djihadiste Peter Cherif mis en examen pour l'enlèvement de trois Français au Yémen

Actualité Société Par Le figaro.fr AFP agence Publié le 20/03/2019 à 19:39



Peter Cherif, le 22 décembre 2018. HOUSSEIN HERSI/AFP

Le vétéran du djihad, ex-cadre d'al-Qaïda, avait déjà été mis en examen fin décembre pour «association de malfaiteurs terroriste criminelle» concernant ses activités au Yémen en 2011.

Le 28 mai 2011, trois humanitaires français avaient été enlevés au sud-est du Yémen. Ces salariés de l'ONG lyonnaise Triangle génération humanitaire, alors âgés de 26, 29 et 32 ans, avaient passé plus de cinq mois de captivité avant d'être libérés en novembre de la même année. Derrière l'enlèvement de ces trois personnes pourrait se trouver un vétéran du djihad: le Français Peter Cherif. Ce dernier a été mis en examen le 22 février à Paris pour «enlèvement et séquestration en bande organisée et en relation avec une entreprise terroriste» et pour «association de malfaiteurs terroriste criminelle», selon une source judiciaire.

Recherché par les services antiterroristes français depuis sa disparition au dernier jour de son procès à Paris, en janvier 2011, où il était jugé pour avoir rejoint les rangs d'al-Qaïda, Peter Cherif avait été arrêté le 16 décembre 2018 à Djibouti. Expulsé vers la France, il avait été une première fois mis en examen le 27 décembre pour «association de malfaiteurs terroriste criminelle» dans le cadre d'une information judiciaire portant sur son bref séjour et ses activités au Yémen, courant 2011. Il était devenu là-bas un véritable cadre d'al-Qaïda. À son arrivée en France, l'homme de 36 ans avait été placé en garde à vue dans les locaux de la Direction générale de la sécurité intérieure.

Proche des frères Kouachi

Aussi connu sous le nom d'«Abou Hamza», Peter Cherif est connu des services français depuis la fin des années 1990. C'est à cette époque qu'il aurait rencontré les frères Kouachi, auteurs de l'attentat de Charlie Hebdo en janvier 2015, via la filière des Buttes-Chaumont. D'abord délinquant de droit commun, il serait parti en Irak au début des années 2000, avant de combattre en Syrie quelques années plus tard. Son nom est apparu dans l'enquête sur les attentats de janvier 2015 (Charlie Hebdo, Montrouge, Hyper Cacher) qui avaient fait 17 morts. L'organisation Aqpa avait d'ailleurs revendiqué l'attentat contre le journal satirique depuis le Yémen.

En septembre 2015, les États-Unis avaient placé Peter Cherif sur leur liste noire des «combattants terroristes étrangers». Toutefois, s'il a pu être présenté par certains médias comme un «possible commanditaire» des attentats de janvier, cet islamiste radical n'a été visé par aucun mandat d'arrêt dans ce dossier. Un procès devrait se tenir en 2021.

Tués, capturés ou revenants, où en sont les djihadistes français partis en Syrie?

Société / Monde <http://www.slate.fr/> Saleh Ben Odran — 21 mars 2019 à 8h34

Alors que le groupe État islamique est sur le point d'être rayé de la carte en Syrie, le sort des djihadistes français ayant rallié le «califat» concentre les attentions.



Fabien Clain | Off / AFP, Adrien Guihal après son arrestation en Syrie, en mai 2018 | Syrian Democratic Forces / AFP, Sabri Essid sur une vidéo du groupe État islamique, en mars 2015 | Al-Furqan Media / AFP

À l'heure où les forces kurdes mènent leur ultime offensive contre la dernière poche djihadiste de l'organisation État islamique (EI), de nombreux Français ayant rejoint l'organisation ultraradicale dans le sillage de son ascension fulgurante il y a cinq ans ont été tués sur le champ de bataille, capturés par les forces kurdes, rapatriés en France ou sont portés disparus.

Selon le gouvernement français, environ 1.700 Français et Françaises, dont environ 700 djihadistes, ont rejoint le «califat» sur le théâtre syro-irakien à partir de 2014.

Quelque 300 djihadistes ont déjà été tués, tandis qu'un petit nombre a rejoint d'autres pays (Afghanistan, Maghreb, Libye). Plus de 330 personnes, dont environ quatre-vingts mineurs, sont en outre revenues en France.

Parmi les djihadistes et leurs proches en détention, on compterait environ 40 Français sur les 900 djihadistes étrangers aujourd'hui aux mains des Unités de protection du peuple (YPG), principale milice kurde de Syrie, tandis qu'une quarantaine de familles françaises, mères et enfants, sont prisonnières des YPG.

Mais qui sont les «têtes pensantes» et les figures les plus connues du djihad français en Syrie ayant été tuées, capturées ou déjà rentrées en France?

Les frères Clain, «voix» des attentats de 2015 (tués)

Fabien et Jean-Michel Clain faisaient partie des principaux djihadistes français de l'organisation État islamique en Syrie.

Agé de 41 ans, Fabien a été tué le 20 février 2019 dans une frappe de la coalition internationale anti-EI, dirigée par Washington et qui intervient en soutien aux forces kurdes contre la dernière poche djihadiste dans le village de Baghouz, dans la province syrienne de Deir Ezzor.

Son frère Jean-Michel, 38 ans, a été grièvement blessé par ce raid mais y a survécu, avant d'être visé par un obus de mortier deux jours plus tard. Sa mort a été annoncée début mars 2019 par sa femme, après sa fuite de l'ultime réduit djihadiste.

Membres de la filière dite d'Artigat, un village de l'Ariège où résidait l'«émir blanc» Olivier Correl, imam salafiste considéré comme le mentor de Mohammed Merah, les frères Clain s'étaient convertis à l'islam dans les années 1990, avant de se radicaliser au début des années 2000.

Fabien s'est notamment rendu «célèbre» en prêtant sa voix au message audio revendiquant les attentats du 13 novembre 2015 à Paris, tandis que Jean-Michel a été identifié comme le psalmodier des *anashid* (chants religieux) entendus dans ce même enregistrement.

Baptisé «frère Omar», Fabien Clain avait été condamné en 2009 à cinq ans de prison en France, aux côtés de Thomas Barnouin (lire plus bas), avant de s'envoler en 2014 pour la Syrie.

Maxime Hauchard, le bourreau (tué)

Déclaré mort en mars 2018, la date et les circonstances de sa mort restent floues.

Né en 1992, «Abou Abdallah al-Faransi» avait été mis en scène fin 2014 par l'EI, alors qu'il était âgé à peine de 22 ans, dans une vidéo montrant la décapitation de l'otage américain Peter Kassig, un travailleur humanitaire âgé à l'époque de 26 ans et enlevé en octobre 2013 en Syrie.

Rien ne laissait pourtant présager le parcours djihadiste de ce jeune homme ayant grandi à Bosc-Roger-en-Roumois, une petite commune de Normandie, dans une famille catholique.



Maxime Hauchard (droite) sur une vidéo de propagande du groupe État islamique, en novembre 2014 | Al-Furqan Media / AFP

Converti à l'islam en 2009, Maxime Hauchard avait effectué deux voyages en Mauritanie entre 2012 et 2013 dans des centres d'études salafistes, avant de se rendre en août 2013 en Syrie via la Turquie.

Sabri Essid, l'agent de renseignement (exécuté)

Également membre de la nébuleuse djihadiste du Sud-Ouest (filière d'Artigat) et fils d'un compagnon de la mère de Mohammed Merah, Sabri Essid, 33 ans, aurait été exécuté à l'automne 2017 par une «branche dure» de l'EI en Syrie pour cause de rivalités internes, selon les services de renseignement français.

Fin février 2018, un magazine proche de l'EI avait annoncé que le «demi-frère» Merah avait été tué par une mine.

Son frère Walid Essid, qui avait également rejoint la Syrie, est également donné mort, mais dans des circonstances différentes.

Thomas Barnouin, le théologien (capturé)

Âgé de 37 ans, Thomas Barnouin est l'une des figures les plus connues des djihadistes français aujourd'hui détenus par les forces kurdes.

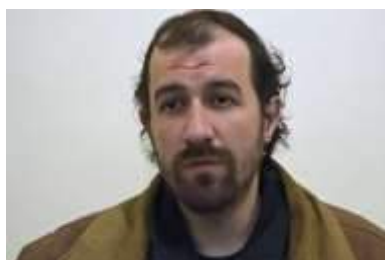
Originaire de Toulouse et membre de la filière d'Artigat, converti à l'islam en 1999, il a été condamné en 2009 à cinq ans de prison, dont un an avec sursis, pour participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un acte de terrorisme.

En février 2014, il rejoint la Syrie via la Turquie avec sa femme et ses deux enfants.

Membre de la branche la plus radicale de l'organisation djihadiste, il était notamment impliqué dans l'enseignement de la charia et de la théologie islamique.

Il a été arrêté en décembre 2017 par les YPG, alors que l'EI était en pleine déroute après la perte de Raqa, l'ex-capitale *de facto* du «califat» auto-proclamé. Cinq autres djihadistes français ont été capturés avec lui: Kevin Gonot, 32 ans, Mohamed Megherbi, 36 ans, Najib Megherbi, 35 ans, Romain Garnier, 31 ans, et Thomas Collange, 30 ans.

Après son arrestation, Thomas Barnouin s'est livré à une forme de *mea culpa* laissant dubitatif plus d'un observateur. *«Ce que je pense honnêtement, c'est que Daech a été créé par certains services de renseignements [...] et d'anciens baassistes pour servir leurs intérêts au Moyen-Orient [...]»*, avait-il indiqué dans une vidéo enregistrée par le bureau des médias des YPG après son placement en détention, en allusion au parti Baas de l'ancien dictateur Saddam Hussein, déchu lors de l'invasion américaine de 2003.



Thomas Barnouin en détention en Syrie, en janvier 2018 | YPG Press Office / AFP

«Ce n'est pas une organisation islamique authentique, avait-il ajouté, laissant entendre avoir été manipulé par l'EI. Maintenant, je les vois comme étant malhonnêtes. Ce sont des criminels. Ils veulent juste que les combattants meurent pour eux et leur combat pour leur pétrole.»

Adrien Guihal, le propagandiste (capturé)

Âgé de 33 ans, Adrien Guihal a longtemps été l'un des principaux propagandistes de Daech. Connu sous le nom d'«Abou Oussama al-Faransi», il a prêté sa voix aux revendications de plusieurs attaques perpétrées par l'EI en France, dont l'attentat de Nice en 2016, et travaillé au sein d'organismes médiatiques fondés par l'organisation: l'agence de propagande Amaq, Al-Hayat Media et la radio Al-Bayan.

Capturé avec sa femme et ses six enfants en mai 2018 par les forces kurdes à Raqa, il avait rejoint la Syrie trois ans plus tôt.

Né dans le XII^e arrondissement de Paris, il s'est converti à l'islam en 2002, avant d'effectuer plusieurs voyages entre 2004 et 2007 en Égypte et en Arabie Saoudite et de devenir l'administrateur d'Ansar al-Haqq, un site faisant l'apologie de l'islam et incitant à des actes terroristes.

Son rôle au sein de cette structure de propagande consistait, entre autres, à traduire en français la revue de propagande anglophone Inspire, fondée par Al-Qaïda dans la péninsule arabique.

Interpellé une première fois en France en 2008 pour un projet d'attentat contre les renseignements généraux à Paris, il est à nouveau arrêté et condamné en 2012 à quatre ans de prison. Mais il purge une peine de six mois seulement, est libéré et placé sous contrôle judiciaire. Il co-dirige alors avec Macreme Abrougui un garage automobile dans le Val-d'Oise, devenu un repaire de djihadistes.

Trois ans plus tard, c'est avec un groupe de garagistes, dont Macreme Abrougui et Thomas Mayet, mais aussi en compagnie de Fabien Clain, dont il est proche, qu'il rejoint le «califat» en Syrie.

Emilie König, la recruteuse (capturée)

Emilie König, 34 ans, est l'une des djihadistes françaises les plus connues. Retenue au camp de Roj dans le nord de la Syrie depuis décembre 2017, cette Bretonne a joué un rôle de propagandiste et de recruteuse sur les réseaux sociaux pour l'EI.

Une des premières Française à avoir rejoint Daech –avant même son émergence territoriale en juin 2014–, elle est arrivée en Syrie en 2012, laissant derrière elle deux enfants d'une première union en France. Elle aura trois autres enfants d'une deuxième union avec un djihadiste en Syrie.



Emilie König dans le camp de Roj, en janvier 2018 | YPG Press Office / AFP

Première femme inscrite par les États-Unis sur la liste noire des terroristes internationaux, Emilie König est née à Lorient, en Bretagne, d'un père gendarme et a grandi au sein d'une fratrie de quatre enfants. Élevée seule par sa mère, elle s'est convertie à l'islam vers 16 ans.

«C'est une jeune fille triste [...], son père est absent, elle vit des déceptions amoureuses répétées. Elle aurait lu la Torah, la Bible avant d'avoir une révélation avec le Coran», écrit le journaliste Olivier Barruel dans son livre *La bombe humaine, itinéraire d'une djihadiste*.

Régulièrement apparue dans des vidéos de propagande, elle avait été placée par l'Onu sur sa liste noire des combattants les plus dangereux.

Quentin Le Brun (capturé)

Quentin Lebrun, ou «Abou Ossama Al-Faransi», 30 ans, est originaire de Toulouse. Il a rallié l'EI depuis 2014 avec son épouse. Le couple, qui s'est récemment rendu aux forces kurdes, a quatre enfants dont trois nés en Syrie, que leurs grands-parents espèrent depuis pouvoir prendre en charge.



Jacques Le Brun, père de Quentin, avec le numéro de Paris Match où figure le témoignage de son fils, en février 2019
| Éric Cabanis / AFP

Sorti du dernier réduit djihadiste à Baghouz, en cours de désagrégation, Quentin Le Brun est considéré comme un propagandiste de l'organisation État islamique, selon les enquêteurs. Pour la justice française, il était proche de la nébuleuse djihadiste toulousaine.

Il s'est rendu tristement célèbre fin 2014 dans une vidéo où il brûlait son passeport aux côtés de deux compagnons d'armes, dont Maxime Hauchard.

Les proches d'Amedy Coulibaly (sort inconnu)

Trois proches d'Amedy Coulibaly, l'auteur des attentats de Montrouge et de l'Hyper Cacher en janvier 2015, auraient été tués en Syrie, mais leur mort n'est toujours pas confirmée officiellement. Il s'agit de la compagne de Coulibaly, Hayat Boumeddiene, et des frères Belhoucine.



Hayat Boumeddiene à l'aéroport d'Istanbul, en janvier 2015 | STR / Ihlas News Agency / AFP

Selon la femme de Jean-Michel Clain, Hayat Boumeddiene, 30 ans, serait morte récemment sous les bombardements de la coalition internationale anti-EI, dans le cadre de l'ultime offensive baptisée Roundup III menée par les forces kurdes contre la dernière poche djihadiste.

Mohamed et Mehdi Belhoucine, qui ont rejoint la Syrie il y a plus de trois, auraient également été tués. En France, Mohamed, ancien étudiant en ingénierie, est accusé d'avoir été un mentor de Coulibaly, côtoyé en prison.

Omar Diaby, l'électron libre (capturé)

Arrêté en Syrie en août 2018 par le groupe djihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS), l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, ce djihadiste français d'origine sénégalaise âgé de 42 ans, arrivé à l'âge de 7 ans à Nice, est également connu sous le nom d'«Omar Omsen».

Il était à la tête d'une *katiba* (groupe de combattants) baptisée Firqat al-Ghuraba et formée d'une trentaine de jeunes Français, majoritairement originaires de Nice, qu'il avait recrutés et formés.

Un temps proche du Parti islamique du Turkestan, un groupe djihadiste engagé en Syrie, Omar Diaby avait pour objectif, selon ses dires, de combattre l'armée de Bachar el-Assad à l'écart de l'EI.

Mais son indépendance aurait dérangé HTS, qui règne aujourd'hui sur la province d'Idleb, dans le nord de la Syrie. Il serait accusé par un tribunal islamique relevant du groupe djihadiste d'avoir tenté de recruter des combattants dans les rangs de HTS pour le compte de sa *katiba*.

Jonathan Geffroy, le «repenti» (revenant)

Remis à la France en septembre 2017 via la Turquie, ce français de 36 ans originaire de Toulouse et père de quatre enfants était parti faire le djihad en Syrie en février 2015, avant de tenter de fuir le territoire avec sa famille début 2017 et de se faire arrêter par l'Armée syrienne libre (ASL).

Cet auto-proclamé repenté était proche des frères Clain et a révélé aux autorités judiciaires françaises plusieurs détails sur des plans de l'EI, dont celui d'envoyer des adolescents-soldats en France pour commettre des attentats-suicides, ainsi que sur la cellule djihadiste toulousaine.

Djebali, El-Baghdadi et Maurize, les déçus (revenants)

Autres revenants mais volontaires, Imad Djebali, Abdelouahed El-Baghdadi et Gaël Maurize nient avoir combattu pour le compte de l'EI. Ils ont été incuplés, ainsi que trois autres djihadistes du même groupe, tous rentrés en France en 2017 et jugés par les autorités compétentes.

Partis pour la Syrie en 2014, ces proches de la nébuleuse Merah expliquent être rentrés car la réalité sur place ne correspondait pas à leurs aspirations.

Époux de la sœur de Mohamed Merah, El-Baghdadi a été condamné à neuf ans de prison, tandis qu'Imad Djebali, en récidive, sera incarcéré durant quinze ans. Gaël Maurize, un converti albigeois, a écopé d'une peine de huit ans.

Les trois autres membres de ce groupe originaire de Toulouse et d'Albi ont eux été condamnés à une période allant de cinq à neuf ans de prison.

GRANDE-BRETAGNE

BREXIT

PORTRAIT. Arlene Foster, la femme qui détient les clés du Brexit

Accueil Europe Grande-Bretagne Brexit <https://www.ouest-france.fr/> Modifié le 15/03/2019 à 16h03 Publié le 15/03/2019 à 16h02



Arlene Foster, 48 ans, est la cheffe du petit parti unioniste démocrate (DUP). Ses pouvoirs sont grands. | STRINGER / REUTERS

Son nom vous est peut-être inconnu. Et son petit parti compte moins de dix députés à la Chambre des communes. Pourtant, Arlene Foster est bien la personnalité politique qui tient dans ses mains le devenir du Brexit. Ses convictions ont été forgées dans les années sanglantes qu'a connu l'Irlande du Nord : son père a reçu une balle dans la tête et elle-même a échappé à un attentat contre son bus scolaire. Présentation.

Vous ne la connaissez peut-être pas. Elle détient pourtant les clés de l'avenir du Brexit : Arlene Foster, 48 ans, est la cheffe du petit parti unioniste DUP. Elle a acquis ses fortes convictions politiques pendant les troubles qui ont ensanglanté l'Irlande du Nord - et défend obstinément l'union de sa province avec le Royaume-Uni.

Avec ses 10 députés, le parti d'Arlene Foster est l'appoint indispensable à la majorité absolue de la Première ministre britannique Theresa May au Parlement de Westminster et décide donc largement du sort de l'accord de retrait du Brexit. Recalé à deux reprises par les députés, il va être resoumis au vote en début de semaine prochaine.

À 16 ans, elle échappe à un attentat

Le Parti unioniste démocrate (DUP) s'est jusqu'ici farouchement opposé à l'accord en raison du dispositif qui vise à éviter le retour à une frontière physique en Irlande du Nord, appelé « backstop » (« filet de sécurité »), craignant qu'il n'octroie définitivement un statut différent à la province et ne l'isole du Royaume-Uni.

Si le DUP assouplit sa position, l'accord de retrait pourrait être adopté car les partisans d'un Brexit « dur » au sein du Parti conservateur de Mme May ont déclaré qu'ils seraient susceptibles de leur emboîter le pas, estimant « **difficile d'être plus unioniste que les unionistes** », selon leur héraut Jacob Rees-Mogg.

Les convictions d'Arlene Foster ont été forgées dans le sang. Alors qu'elle est âgée de 8 ans, en 1979, des hommes de l'Armée Républicaine Irlandaise (IRA) tirent une balle dans la tête de son père, policier à mi-temps, dans leur ferme située près de la frontière, fortement militarisée à l'époque, avec la République d'Irlande.

Et à 16 ans, elle réchappe à un attentat contre son autobus scolaire, perpétré par l'IRA, qui visait le conducteur, membre des forces armées.

Caractère trempé

Cette femme au caractère bien trempé, cheveux courts et bruns, allure imposante, est avocate de formation et rompue aux négociations. Elle a ainsi réussi à obtenir plus d'un milliard de livres pour sa province en échange de son soutien à Theresa May.

Mariée et mère de trois enfants, elle a été jusqu'à récemment Première ministre d'Irlande du Nord, avant de devoir quitter son poste, empêtrée dans un scandale sur la gestion des subventions destinées aux énergies renouvelables.

Elle est en ligne avec les idées ultra-conservatrices de son parti en matière de mœurs, hostile à l'avortement et au mariage homosexuel, d'ailleurs interdits dans la province.

« Façonnée » par les attaques

Arlene Foster a expliqué que les attentats dont elle avait été témoin dans son enfance avaient construit sa vision de la vie, dans un entretien au *Belfast Telegraph*. « **Cela fait partie de ce que je suis, on ne peut pas me l'enlever. Cela a façonné mon adolescence, mes choix politiques mais en même temps, je ne pense pas que l'on doive laisser le passé décider du futur** ».

Son père avait survécu à l'attaque de 1979, mais sa famille avait ensuite déménagé, quittant sa petite ferme pour la ville de Lisnaskea.

Elle étudie le droit à la Queen's University de Belfast et rejoint l'Association des Jeunes Unionistes, l'organisation de jeunesse du Parti unioniste d'Ulster (UUP), la principale formation protestante qui a gouverné presque sans opposition en Irlande du Nord depuis la création de la province en 1922, au moment de l'indépendance de l'Irlande.

Élue dans la nouvelle assemblée nord-irlandaise en 2003, elle quitte l'UUP l'année suivante pour rejoindre le DUP, car en désaccord avec les termes de l'accord de paix pour l'Irlande du Nord qui a mis fin en 1998 à trois décennies de violence, négocié par l'UUP.

Première ministre d'Irlande du Nord

Et elle a rapidement progressé dans ses rangs. Jusqu'à devenir Première ministre d'Irlande du Nord en janvier 2016.

Elle a eu une relation houleuse avec son vice-Premier ministre Martin McGuinness, un dirigeant du parti républicain Sinn Féin, avant que celui-ci ne démissionne en janvier 2017 et ne meure quelques semaines plus tard de maladie. Les deux partis sont en effet contraints de gouverner ensemble aux termes des accords de paix de 1998.

Mais depuis, Arlene Foster et le Sinn Féin n'ont pas réussi à se mettre d'accord et les affaires courantes de la province sont gérées par Londres.

Brexit: Le HuffPost britannique nous explique les scénarios possibles pour la suite

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 15/03/2019 21:15 CET | Actualisé 16/03/2019 00:00 CET Par Morgane Guillou

Alors qu'une semaine de votes consécutifs sur le Brexit s'achève, le temps est désormais aux prédictions sur les suites possibles.



BREXIT - Quelle sera la suite? Après une semaine de multiples votes sur le Brexit, le temps est à l'analyse des suites possibles du divorce entre le Royaume Uni et l'Union européenne (UE). Rédacteur pour le service politique du *HuffPost UK*, Paul Waugh a répondu à ces questions dans **la vidéo en tête d'article**.

Les députés britanniques ont enchaîné une série de vote décidant de la suite du Brexit durant la semaine du 11 mars, à commencer par leur deuxième rejet de l'accord de sortie négocié entre Theresa May et Bruxelles. Les députés ont aussi rejeté l'option d'un Brexit sans accord et d'un deuxième référendum, le "People's vote", voulu par de nombreux députés travaillistes.

Alors que le Royaume-Uni était censé sortir de l'UE le 29 mars, les députés ont aussi décidé d'opter pour un report d'au moins trois mois, la nouvelle date de sortie discutée étant le 30 juin. Sans la certitude de ce que souhaitent les parlementaires, la suite possible au Brexit reste en suspens et donne lieu à de nombreuses hypothèses.

La première ministre n'a cependant pas complètement jeté l'éponge sur sa proposition d'accord de sortie et compte relancer un troisième vote la semaine prochaine.

Un Brexit sur le "modèle norvégien"?

Selon Paul Waugh, si l'accord de Theresa May est à nouveau rejeté, le Parlement pourrait essayer de négocier un Brexit plus doux, de type "norvégien". "Le 'modèle norvégien' a beaucoup de défauts et d'inconvénients mais il pourrait être le seul à obtenir une majorité au Parlement" explique-t-il au *HuffPost*.

"L'idée est qu'on ait le même lien avec l'UE que la Norvège, au lieu de l'accord de May. On accepterait alors toutes les règles de l'UE sur le commerce, mais on n'aurait rien à dire sur sa réglementation" ajoute-t-il. "L'autre grande difficulté est qu'il faudrait accepter la libre circulation des mouvements."

Ce modèle a été encouragé par des députés travaillistes mais il n'est évidemment pas du goût de nombreux Tories qui préfèrent arrêter complètement la libre circulation des personnes en provenance de l'UE. Londres et les banques d'Angleterre craignent aussi d'être soumises aux règles du marché européen sans pouvoir participer à sa réglementation.

Le "modèle norvégien" resterait cependant le plus susceptible d'être adopté par le Parlement d'après Paul Waugh.

La possibilité d'un second référendum?

Un second référendum semble très peu probable à ce stade même si l'option n'est pas à exclure si le Brexit est reporté sur une plus longue durée.

D'après Paul Waugh, un second référendum est seulement possible "si le Parlement ne peut décider du modèle norvégien, que toutes les autres options échouent également et que c'est la dernière issue possible."

La question qui sera posée au peuple britannique pourra varier en fonction des évolutions du divorce. "Ce référendum ne sera sûrement pas sur l'accord de Theresa May. Il portera soit sur l'adoption du "modèle norvégien", soit sur l'annulation du Brexit" précise Paul Waugh.

Si le report du Brexit est allongé au delà du 30 juin, l'UE pourrait aussi exiger du Royaume-Uni qu'il prenne part aux élections européennes des 23 au 26 mai. L'Union a cependant prévenu que toute prolongation devra être dûment justifiée et acceptée à l'unanimité par les 27, qui seront réunis en sommet les 21 et 22 mars à Bruxelles.

Des pêcheurs remontent la rivière Tyne contre le report du Brexit



Clara WRIGHT AFP 15 mars 2019



Une dizaine de bateaux de pêche ont remonté la rivière Tyne vendredi 15 mars 2019 pour "sauver les poissons britanniques" et protester contre un report du Brexit

Newcastle (Royaume-Uni) (AFP) - Larguant les amarres à North Shields, petite ville du nord-est de l'Angleterre se targuant d'être un repaire de pêcheurs depuis 1225, une dizaine de bateaux de pêche ont remonté vendredi la rivière Tyne pour "sauver les poissons britanniques" et protester contre un report du Brexit.

A bord des navires, des Ecossais, des Irlandais du Nord, des Anglais. Venus pêcher la crevette dans les eaux de la mer du Nord qui baignent cette ville de 10.000 habitants, ils ont pris leur matinée pour faire "comprendre" à Londres que "la flotte britannique a été décimée" par les pays européens, déclare le capitaine du "Lady Pearl" Angus Murray, la soixantaine.

La Politique commune de la pêche (PCP) permet aux bateaux européens d'accéder aux zones de pêche des autres Etats membres, à condition de respecter des quotas de capture. Une atteinte à la souveraineté maritime britannique, estiment les manifestants, partisans d'un Brexit "dur", synonyme de rupture nette avec l'UE, réunis derrière le mouvement "Fishing for Leave".

"Tu pêches des poissons, sauf que tu ne peux pas les débarquer. A quoi ça sert ?" s'indigne Gary Dunbar, 43 ans dont 26 passées sur les eaux. Capitaine du Moremma, un navire de 23 mètres équipé de deux grands filets de pêche, il assure faire "des petits boulots" à côté pour vivre.

"ça me détruit de voir ma prise jetée alors que je fais mon boulot", abonde George Leslie, matelot de 21 ans à bord du Moremma. "J'espère un jour avoir mon bateau" et qu'avec le Brexit, "ça redevienne comme du temps de mon père, quand y'avait pas de quotas".

- "On a gagné le vote !" -

La Première ministre britannique Theresa May a promis qu'après le Brexit, le Royaume-Uni pourrait fixer ses quotas de pêche et négocier l'accès à ses eaux.

"Pourquoi on la croirait ? Elle a menti et menti", s'insurge Gawain Towler, l'un des organisateurs de la manifestation et porte-parole du Parti du Brexit, soutenu par l'eurodéputé Nigel Farage. Selon lui, la question de la pêche n'est pas seulement économique, elle est également "hautement symbolique" : "Le Royaume-Uni est une île, on a une longue histoire de pêche".

Le Brexit, "c'est un sujet sensible. Quitter l'UE pourrait être moins bon pour nos exportations mais au moins on aura le contrôle de nos eaux : nos bateaux pourront faire ce qu'ils veulent et on pourra restreindre les bateaux étrangers", avance de son côté Derek Hugues, skipper écossais.

A son arrivée à Newcastle-upon-Tyne, à 13 kilomètres de North Shields, une trentaine de manifestants brandissant des drapeaux européens attend la flottille pro-Brexit. Contrairement à la grande majorité des villes du nord-est de l'Angleterre, cette métropole a voté pour un maintien dans l'UE.

"Bordel! Qui êtes-vous pour nous dicter notre futur ? On a gagné le vote!" s'emporte Gary Dunbar, descendu à terre pour s'expliquer dans une atmosphère tendue.

Brexit: la «gifle» de John Bercow à Theresa May

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Notre dossier / Brexit: Londres et Bruxelles à l'heure du divorce Par Florentin Collomp Mis à jour le 18/03/2019 à 21:55 Publié le 18/03/2019 à 17:55



Le speaker de la Chambre des communes, John Bercow, lundi. REUTERS TV/REUTERS

Le «speaker» de la Chambre des communes interdit à la première ministre britannique de soumettre à un nouveau vote le même accord sur la sortie de l'UE que celui qui a déjà été rejeté par deux fois à une vaste majorité.

Correspondant à Londres

John Bercow fait encore des siennes. Le «speaker» haut en couleur de la Chambre des communes porte un coup sévère à la tactique de Theresa May. Alors que la première ministre britannique s'efforçait tant bien que mal de rassembler des soutiens à son accord dans l'espoir de le faire approuver lors d'un troisième vote, après deux rejets massifs, le chef de l'assemblée législative invoque la coutume constitutionnelle pour refuser cet entêtement.

«Telle est ma conclusion: si le gouvernement souhaite présenter une nouvelle proposition qui ne soit ni la même, ni sensiblement la même, que celle qui a été rejetée le 12 mars par cette assemblée, cela serait entièrement en ordre, argumente-t-il. Ce que le gouvernement ne peut légitimement pas faire, est de soumettre à nouveau à la Chambre la même proposition qui a été rejetée la semaine dernière avec 149 voix d'écart.» Les députés avaient voté par 391 voix 242 contre le texte mardi, après l'avoir refusé par 432 voix contre 202 deux mois plus tôt, lors de la plus importante défaite parlementaire de l'histoire britannique.

Au cours de sa démonstration juridique, le speaker a justifié sa position en se référant à un précédent datant du... 2 avril 1604, cité dans la «bible» du constitutionnaliste du XIXe siècle Thomas Erskine May. Cette situation selon laquelle il s'agit à la fois de démontrer «un usage sensé du temps de la Chambre» et le «respect de ses décisions», s'est présentée à plusieurs reprises au XIXe siècle. La dernière fois que cela fut le cas était en 1920.

«Ramener le même texte devant la Chambre à l'infini»

John Bercow avait été saisi de la question, après l'échec du vote de la semaine dernière, par une députée qui s'interrogeait de savoir s'il était «approprié de ramener le même texte devant la Chambre à l'infini». Theresa May avait immédiatement fait part de son intention de revenir à la charge un troisième, voire une quatrième fois si nécessaire. Bercow a estimé que le deuxième vote du 12 mars était justifié malgré un premier rejet le 15 janvier, vu que l'accord avait été entre-temps rediscuté avec les dirigeants européens, ce qui avait donné lieu à la production de trois documents légaux supplémentaires en annexe.

Il incite donc le gouvernement à renégocier avant de tenter de représenter le texte, ce que l'UE a formellement exclu la semaine dernière. Ce coup d'éclat a pris par surprise Downing Street, qui n'avait pas été prévenu. Ce n'est pas la première fois. John Bercow avait provoqué en janvier la furie de l'exécutif en sélectionnant un amendement d'un député frondeur qui donnait trois jours à

Theresa May pour réagir à son échec du 15 janvier, plutôt que trois semaines. Il avait cette fois justifié sa décision de s'écarter de la tradition en argumentant que «si l'on était guidé uniquement par les précédents, manifestement, rien ne changerait jamais à nos procédures». Le speaker est accusé par les brexiters de prendre parti dans ses décisions pour les proeuropéens. Cette flexibilité d'interprétations à sa discrétion repose sur l'absence de constitution britannique écrite.

Paradoxalement, ce camouflet pourrait aussi permettre à Theresa May de sauver la face en imputant ses difficultés à l'audace du speaker.

Paradoxalement, ce camouflet pourrait aussi permettre à Theresa May de sauver la face en imputant ses difficultés à l'audace du speaker. Car ce vote qu'elle souhaitait organiser au Parlement mardi ou mercredi était fort mal parti, n'ayant pas réussi à faire changer d'avis suffisamment de députés. Au point qu'il apparaissait peu probable qu'il puisse avoir lieu mardi et guère plus mercredi, afin d'éviter l'humiliation d'une nouvelle défaite.

Il n'en reste pas moins que Theresa May va arriver les mains vides jeudi à Bruxelles, lors d'un sommet crucial avec ses homologues. Elle doit y réclamer un report de la date du Brexit, initialement fixée au 29 mars, conformément à un vote du Parlement la semaine dernière. La balle sera donc dans le camp des Vingt-Sept, qui ne pourront que constater la bérézina de la stratégie du gouvernement britannique, à quelques jours de la date fatidique.

Paralysée par une crise constitutionnelle, Theresa May demande un report du Brexit

Actualité International <http://www.lefigaro.fr> Notre dossier / Brexit: Londres et Bruxelles à l'heure du divorce Par Florentin Collomp Mis à jour le 20/03/2019 à 09:23 Publié le 19/03/2019 à 18:39



Une camionnette véhiculant un message anti-Brexit, mardi, dans le centre de Londres. DANIEL LEAL-OLIVAS/AFP

Londres se déchire entre extension longue ou courte. Excédés, les Européens restent sur leurs gardes.

Correspondant à Londres

Theresa May s'apprêtait à envoyer, mardi soir ou mercredi, sa missive à Donald Tusk, le président du Conseil européen, pour lui demander formellement un report du Brexit «d'au moins trois mois», mais peut-être beaucoup plus. À un Conseil des ministres consacré à cette question, mardi matin, elle a «écouté en silence comme un chien qui hoche la tête au lieu de diriger les débats», persiflait un participant cité par le *Times*. Plusieurs ministres eurosceptiques auraient bruyamment menacé de quitter le navire gouvernemental en perdition, si elle s'aventurait à demander une prolongation longue - potentiellement jusqu'à deux ans.

La première ministre britannique s'apprête à retrouver ses homologues européens les mains vides, jeudi à Bruxelles, où elle en sera réduite à justifier la requête de ce report de la date prévue du Brexit (le 29 mars), en pleine impasse politique à Londres. Ses interlocuteurs l'attendent excédés de ces tergiversations.

Le Parlement a envoyé à deux reprises une fin de non-recevoir claire et nette sur l'accord de retrait de l'UE négocié par la première ministre

Sa stratégie en miettes, le gouvernement de Londres cherche la parade. Après son arrivée à Downing Street, à l'été 2016, Theresa May avait tout fait pour réduire à la portion congrue le rôle du Parlement dans le processus du Brexit. Elle voulait éviter un «commentaire en continu» des négociations qu'elle entendait mener en secret. C'est raté. Le bras de fer entre l'exécutif et les législateurs britanniques a dégénéré en une crise constitutionnelle. Mais après tout, l'un des

objectifs prioritaires de la sortie de l'UE n'était-il pas de rendre sa souveraineté au Parlement de Westminster?

Non seulement celui-ci a envoyé à deux reprises une fin de non-recevoir claire et nette sur l'accord de retrait de l'UE négocié par la première ministre, mais le président de l'honorable Assemblée l'a priée de ne plus y revenir sans changement «substantiel». Dans son style ampoulé, le speaker de la Chambre des communes John Bercow, s'appuyant sur un «précédent» de 1604, l'a empêchée, lundi, de revenir à la charge avec le même texte comme elle le prévoyait avant de partir à Bruxelles. La dirigeante à l'obstination légendaire entendait tenter une troisième fois, voire une quatrième, de réunir une majorité sur un texte inchangé.

L'affaire est repoussée à la semaine prochaine, après le sommet des Vingt-Sept. La modification de la date de sortie de l'UE serait-elle un changement suffisant pour prétendre qu'il s'agit d'un accord «substantiellement différent» sur lequel faire revoter les députés la semaine prochaine? Les conseillers juridiques de Downing Street sont à pied d'œuvre.

Michel Barnier, le négociateur européen, estime qu'«une extension doit être utile», parce qu'elle «a un coût, en prolongeant l'incertitude»

Le speaker Bercow a beau être conspué pour son interprétation partisane des coutumes, en l'absence de Constitution écrite, son coup d'éclat a en réalité permis à May de sauver la face. Celle-ci s'apprêtait à battre en retraite sur son projet de nouveau vote, faute de changement conséquent du nombre de députés opposés.

La paralysie s'enracine, alors que les multiples factions du Parlement restent campées dans leur opposition de principe et le refus de tout compromis. Brexiteurs et «remainers» contre le deal, les uns pour sortir sans accord, les autres dans l'espoir de rester dans l'UE, partisans d'un second référendum ou promoteurs d'un Brexit «soft» qui croient leur moment venu... personne ne veut lâcher. Quant aux dix députés nord-irlandais du Democratic Unionist Party, ils faisaient monter les enchères du prix d'un revirement susceptible d'en entraîner d'autres. Pendant ce temps, le chef de l'opposition Jeremy Corbyn avait beau jeu de rencontrer différents groupes de parlementaires à la recherche d'une seconde voie. Theresa May elle-même en était réduite à consulter son grand rival Boris Johnson, avocat d'un Brexit radical.

Michel Barnier sur le Brexit : "Tout report aura un coût"



Le négociateur en chef de l'UE avertit le Royaume-Uni sur ses conditions de sortie à quelques jours de la date fatidique.

«Épuisés», les Européens sont sur leurs gardes. La lourde responsabilité d'essayer de trancher dans l'immobilisme de Londres va leur revenir. Leur négociateur Michel Barnier estime qu'«une extension doit être utile», parce qu'elle «a un coût, en prolongeant l'incertitude». «L'incertitude est insupportable», se lamente la ministre française des Affaires européennes, Nathalie Loiseau, pour qui «le temps n'est pas une solution, c'est une méthode». L'Élysée fait savoir qu'un report ne sera «ni évident ni automatique» et que, faute d'accord britannique la semaine prochaine ou de «nouveau sérieux», on se dirigea vers «une situation de "no deal"». Plus constructive, Angela Merkel promet de se battre «jusqu'à la dernière minute le 29 mars pour une sortie ordonnée».

L'UE avertit May : un report du Brexit n'est possible que si les députés britanniques approuvent l'accord

A La Une Politique International Europe Brexit <https://www.sudouest.fr/> Publié le 20/03/2019 à 13h35. Mis à jour à 22h26 par SudOuest.fr avec AFP.



La Première ministre britannique espère qu'un report de la date de divorce permettrait de sortir de l'impasse politique dans laquelle se trouve le Royaume-Uni. DANIEL LEAL-OLIVAS AFP

À neuf jours de la date fatidique du Brexit, Theresa May a demandé aux pays européens un report au 30 juin de la sortie du Royaume-Uni de l'UE

L'Union européenne est prête à accorder au Royaume-Uni un court report du Brexit à condition que les députés votent l'accord de divorce négocié avec Theresa May, a annoncé mercredi le président du Conseil européen, Donald Tusk. "Je crois qu'une courte extension sera possible mais **elle sera conditionnée à un vote positif sur le traité de retrait** à la Chambre des Communes", a dit Donald Tusk devant la presse, réagissant à la requête de la cheffe du gouvernement britannique.

À neuf jours de la date prévue du Brexit, et alors qu'elle a échoué deux fois à faire adopter par la Chambre des Communes le Traité de retrait conclu fin novembre avec Bruxelles, May a écrit à Tusk pour lui demander **une extension "jusqu'au 30 juin"** de l'article 50 du Traité de Lisbonne, qui régit la sortie d'un pays de l'UE. "Ce report est un grand regret personnel pour moi", a déclaré Theresa May lors d'une courte allocution mercredi soir à Downing Street, après s'être entretenue avec des membres de l'opposition.

La France réclame une stratégie "crédible"

Déclarant que les Britanniques en avaient assez et qu'elle restait "déterminée" à mener à bien le Brexit, elle a estimé qu'il était "maintenant temps pour les députés de se décider". "J'espère passionnément que les députés soutiendront l'accord que j'ai négocié avec l'UE", a-t-elle dit. En faisant adopter l'accord de retrait, l'objectif de la dirigeante conservatrice est d'éviter à son pays une sortie brutale, sans accord et sans transition, de l'UE, 46 ans après son adhésion.

Mais sa demande de délai doit être acceptée à l'unanimité des 27 autres Etats membres de l'UE, réunis en sommet à Bruxelles jeudi et vendredi, et validée par les deux chambres du Parlement britannique avant le 29 mars, date théorique de la sortie. La France a déjà averti **qu'elle s'opposerait à ce report s'il n'était pas justifié** par une stratégie "crédible". Le risque demeure donc d'un divorce brutal entre Londres et l'UE, un scénario aux conséquences économiques redoutées d'un côté comme de l'autre.

"Même si l'espoir d'un succès final peut paraître frêle, voire illusoire, et bien qu'une fatigue du Brexit soit de plus en plus visible et justifiée, nous ne pouvons renoncer à rechercher jusqu'au tout dernier moment une solution positive", a déclaré Donald Tusk.

Le traité de retrait de l'UE a été massivement rejeté à deux reprises par les députés britanniques. Mais Theresa May souhaite "présenter une nouvelle fois à la Chambre" ce texte "aussi vite que possible". Pour être soumis au vote des députés, l'accord devra cependant être "substantiellement" différent, a prévenu le président de la Chambre des Communes, John Bercow.

"Graves risques politiques et juridiques pour l'UE"

En obtenant ensuite un report du Brexit au 30 juin, Theresa May compte éviter au Royaume-Uni de participer aux élections européennes fin mai, une perspective qu'elle a considérée "inacceptable", **1000 jours après le référendum de juin 2016** qui a décidé du Brexit. "En tant que Première ministre, je ne suis pas disposée à repousser le Brexit au-delà du 30 juin", a-t-elle déclaré.

Mais cette date est jugée trop tardive par plusieurs Etats membres et fait peser de **"graves risques politiques et juridiques"** pour l'UE, selon la Commission européenne. "La question reste ouverte quant à la durée" du report, a souligné Donald Tusk. Si les dirigeants des 27

"approuvent mes recommandations et qu'il y a un vote positif à la Chambre des Communes la semaine prochaine, nous pouvons finaliser et formaliser la décision sur l'extension dans une procédure écrite" ultérieurement, a dit Tusk, sans exclure toutefois la nécessité d'un nouveau sommet "la semaine prochaine".

Le délai réclamé par Theresa May a fait bondir dans les rangs de la majorité comme de l'opposition. Le leader de l'opposition travailliste, Jeremy Corbyn, partisan d'un report plus long, a fustigé "l'incompétence, les échecs et l'intransigeance de la Première ministre et de son gouvernement". Le député conservateur europhile Dominic Grieve est allé jusqu'à affirmer : "Je n'ai jamais été aussi honteux d'être membre du Parti conservateur", face à Theresa May qui rejetait sur les députés la responsabilité du manque de décision sur le Brexit.

Macron fait monter la pression contre un report du Brexit

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Florentin Collomp Anne Rovan Publié le 20/03/2019 à 19:38



À l'Élysée, on se disait prêt ces derniers jours à bloquer ce report au sommet des Vingt-Huit qui s'ouvre à Bruxelles ce jeudi, quitte à faire cavalier seul. Ian Langsdon/AP

Tout en brandissant la menace d'un «no deal», Donald Tusk estime possible une courte extension jusqu'au 30 juin «sous conditions».

Emmanuel Macron se montre prêt à assumer la position la plus ferme sur la demande de report du Brexit formulée mercredi par Theresa May. Cette dernière a demandé aux Européens un délai de trois mois jusqu'au 30 juin, au lieu du 29 mars, avec l'espoir que cela lui laisse le temps de faire approuver l'accord de retrait déjà refusé à deux reprises par le Parlement. À l'Élysée, on se disait prêt ces derniers jours à bloquer ce report au sommet des Vingt-Huit qui s'ouvre à Bruxelles ce jeudi, quitte à faire cavalier seul, et au risque de précipiter une sortie britannique de l'UE brutale vendredi prochain.

«Une situation dans laquelle M^{me} May ne serait pas en mesure de présenter au Conseil européen des garanties suffisantes sur la crédibilité de la stratégie conduirait alors à écarter la demande d'extension et à préférer une sortie sans accord», assumait le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian. Or la seule justification mentionnée par Theresa May est le retard à faire approuver l'accord de retrait conclu à Bruxelles fin novembre. Autrement dit, elle ne fait que citer la paralysie politique à Londres que tout le continent peut constater.

Fidèle à son obstination, elle entend toutefois soumettre le texte à un nouveau vote de la Chambre des communes la semaine prochaine, malgré l'objection du speaker John Bercow à cette stratégie. La France ne veut pas prolonger inutilement l'incertitude. «Le président pense qu'il faut décider», argumente-t-on. La présidence précisait toutefois qu'aucune décision, qui requiert l'unanimité des Vingt-Sept, ne serait prise avant le sommet.

Brexit : Donald Tusk déclare qu'un «court report» est possible - Regarder sur Figaro Live



«Je crois qu'une courte extension sera possible mais elle serait conditionnée à un vote positif sur le traité de retrait à la Chambre des communes», a laissé entendre Donald Tusk, le président du

Conseil européen. Comme en écho, le ministre britannique du Brexit, Stephen Barclay, assurait au même moment aux Communes, lors d'un débat d'urgence réclamé par l'opposition, que cette «courte extension sera la dernière chance de mettre en œuvre le Brexit de façon ordonnée».

«En tant que première ministre, je ne suis pas prête à reporter le Brexit au-delà du 30 juin»
Theresa May

À Londres, pour la première fois, un sentiment de panique a saisi la classe politique face à la contemplation de l'abîme qui pourrait s'ouvrir dans huit jours. Le chef de l'opposition Jeremy Corbyn dénonçait une «crise nationale de grande ampleur due à l'incompétence, l'échec et l'intransigeance» de la première ministre. Theresa May a cédé à la pression de ses ministres les plus eurosceptiques qui l'avaient menacée mardi de démissions en cas de prolongation longue du processus. «En tant que première ministre, je ne suis pas prête à reporter le Brexit au-delà du 30 juin», a-t-elle concédé. Implicitement, cela pourrait signifier qu'elle serait prête à se sacrifier dans un autre cas de figure. Ce choix d'un report court accroît le risque de sortie sans accord. Les «hard brexiteurs» partisans de cette option vont sentir la pression diminuer pour ratifier l'accord de sortie, plutôt que de devoir rester de longs mois supplémentaires au sein de l'UE dans le cas d'une longue extension qui aurait laissé le temps à un nouveau référendum voire à une annulation du Brexit.

Reste que, fidèle à son habitude, la première ministre a effectué un revirement sous la contrainte, après avoir assuré à 108 reprises que «le Royaume-Uni sortira le 29 mars». «Si vous persistez à retarder le Brexit, vous trahirez le vote du peuple britannique. Si vous ne le faites pas, vous honorez sa décision. C'est entièrement entre vos mains. L'histoire vous jugera», l'a admonestée le député conservateur eurosceptique Peter Bone.

«Malgré la lassitude visible et justifiable sur le Brexit, nous ne pouvons abandonner la recherche d'une solution» Donald Tusk , président du Conseil européen

Même si personne à Bruxelles ne se fait d'illusion sur l'issue d'un nouveau vote du Parlement britannique, il n'est pas question d'aller plus vite que la musique. Lors de leurs discussions, jeudi, les Vingt-Sept ne donneront pas leur feu vert à un report. En revanche, la question de savoir s'il convient de le faire durer jusqu'au 23 mai plutôt qu'au 30 juin sera discutée. La Commission estime qu'aller au-delà des élections européennes présenterait de «graves risques juridiques et politiques». La position française serait plus stricte encore avec l'idée de donner au Royaume-Uni seulement le temps nécessaire à une ratification. «Mais il n'y aura aucune décision formelle à l'issue du sommet», prévient une source européenne. En cas de succès de Theresa May, la mesure pourrait être confirmée et formalisée par écrit la semaine prochaine. Dans le cas contraire, Donald Tusk pourrait convoquer un sommet extraordinaire. «Malgré la lassitude visible et justifiable sur le Brexit, nous ne pouvons abandonner la recherche d'une solution», plaide-t-il.

Brexit : plus de 1.100 milliards d'euros de transferts d'actifs depuis Londres

Entreprises & Finance Banques / Finance <https://www.latribune.fr/> Par Delphine Cuny | 21/03/2019, 5:55



Londres (ici le quartier financier de Canary Wharf) risque de perdre d'importantes recettes fiscales avec le transfert de salariés à hauts revenus vers l'Europe. (Crédits : REUTERS/Suzanne Plunkett)

Le montant des transferts d'actifs que les acteurs financiers vont opérer d'ici à la sortie du Royaume-Uni de l'UE a été revu à la hausse par le cabinet EY, de 800 millions à 1 milliard de livres. En termes d'emploi, l'estimation reste inchangée autour de 7.000 transferts.

Si la date du Brexit a désormais une probabilité élevée d'être reportée du 29 mars au 30 juin, les conséquences sont revues à la hausse dans le secteur financier. Le cabinet d'audit et de conseil EY a mis à jour ses estimations dans le cadre de son **Brexit Tracker** trimestriel publié ce mercredi 20 mars, : il anticipe désormais que banques, assureurs et autres gestionnaires d'actifs vont transférer environ **1.000 milliards de livres d'actifs** (soit 1.160 milliards d'euros) hors de Londres, une "*estimation conservatrice*" pourtant en hausse de 25% par rapport à la précédente (800 millions de livres) publiée en janvier, d'après des sondages effectués à fin novembre.

Un chiffre à mettre en regard de l'actif total du secteur bancaire britannique, estimé à lui seul à près de 8.000 milliards de livres sterling. Vingt-trois institutions financières ont déjà annoncé des transferts d'actifs, dont 10 banques, 8 assureurs et 5 gérants d'actifs ou de fortune. Barclays a notamment indiqué qu'elle allait transférer 190 milliards d'euros d'actifs à Dublin où elle va doubler ses effectifs à Dublin à 300 personnes. Les superviseurs européens ont fait comprendre aux entreprises non domiciliées dans l'UE qu'il n'était pas question de créer des "coquilles vides", mais des filiales avec de la substance, en personnel et en capital, pour conserver leur accès au marché unique. Deutsche Bank aurait prévu de rapatrier 450 milliards d'euros de la City vers Francfort.

Dublin favorite pour les relocalisations

En revanche, l'estimation en termes de transferts de personnels n'a pas changé.

"Le nombre d'emplois susceptibles d'être délocalisés du Royaume-Uni vers l'Europe dans un avenir proche est d'environ 7.000" indique EY. "Alors que le nombre de personnes mutées est stable, le nombre de sociétés de services financiers qui ont recruté ou envisagent de quitter le Royaume-Uni pour s'installer en Europe a augmenté de 30%, passant de 30 à 39."

En plus des 7.000 postes relocalisés, EY estime que 2.300 recrutements sont en cours ou ont été réalisés en réponse au Brexit à travers l'Europe, dont 500 à Londres. Le cabinet relève que ces transferts de salariés à hauts revenus représenteront un manque à gagner fiscal important pour la ville, de l'ordre de 600 millions de livres (693 millions d'euros).

"A l'approche du 29 mars, les entreprises confirment ou révisent leurs déclarations sur l'ampleur des changements opérationnels et des transferts de personnels mais on n'observe guère de surprises de dernière minute - les firmes exécutent leurs plans comme prévu", a commenté Omar Ali, le responsable des services financiers chez EY au Royaume-Uni.

Dublin serait la destination favorite pour les relocalisations, choisie par 28 entreprises financières contre 18 ayant opté pour Paris et 19 pour Luxembourg et 21 pour Francfort. Quatre autres capitales financières ont aussi fait l'objet d'annonces d'implantations, Amsterdam (6), Madrid (6), Milan (5), et Bruxelles (5).

"Mais nous devons reconnaître qu'il existe des risques qui sont hors du contrôle du secteur. Aucune entreprise de services financiers ne peut savoir avec certitude l'impact d'un Brexit désordonné sur elle-même, ses clients, les gens et les chaînes d'approvisionnement ou, plus généralement, sur l'économie britannique" relève l'expert d'EY.

Comme le confie Mathieu Gelis, le directeur général de Citi en France : "*on sera prêt autant qu'on peut l'être, au regard de la complexité du Brexit.*"

Brexit: Theresa May accepte les deux options de report proposées par l'UE

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 21/03/2019 19:36 CET | Actualisé il y a 2 heures
Le HuffPost avec AFP

À huit jours de la sortie théorique du Royaume-Uni de l'Union européenne, les chefs d'État de l'UE affinent le plan B.



Getty Editorial Theresa May arrivant au sommet de l'UE sur le Brexit à Bruxelles, le 21 mars.

BREXIT - Les dirigeants européens et Theresa May se sont mis d'accord pour dessiner de nouveaux scénarios pour le Brexit. Lors d'un sommet européen à Bruxelles ce jeudi 21 mars, les 27 ont proposé deux nouvelles dates pour un report de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. La Première ministre britannique les a acceptées dans la soirée.

Dans un premier temps, les dirigeants européens sont d'accord pour reporter la date du Brexit au 22 mai, à condition d'un feu vert des députés britanniques la semaine prochaine à l'accord de divorce conclu en novembre, qu'ils ont déjà repoussé par deux fois.

Par ailleurs, en cas de nouveau rejet par le parlement britannique, "le Conseil européen décide de proroger (le Brexit) jusqu'au 12 avril et attend du Royaume-Uni qu'il indique la voie à suivre avant cette date", écrivent les dirigeants européens.

L'objectif du compromis accepté par les Européens et Theresa May "est de donner le maximum de possibilités pour que l'accord de retrait soit ratifié", a commenté une source gouvernementale espagnole. Cet accord a pour objectif de permettre une sortie ordonnée du Royaume-Uni.

Theresa May proposait le 30 juin

À huit jours de la date prévue pour la sortie britannique de l'Union européenne, le 29 mars, une Theresa May aux abois leur avait d'abord demandé d'accepter un décalage jusqu'au 30 juin, pour avoir le temps de convaincre ses parlementaires et éloigner le spectre d'un divorce brutal aux lourdes conséquences.

Mais cette extension serait bien trop longue aux yeux des Européens, réunis en sommet jusqu'à vendredi. Cette date du 30 juin posait aussi problème d'un point de vue juridique à l'UE en raison du scrutin européen, prévu du 23 au 26 mai. Car le Royaume-Uni serait tenu d'organiser le scrutin européen même s'il se retire ensuite avant la session inaugurale du Parlement, début juillet. S'il ne le faisait pas, il mettrait en péril la légalité du nouveau Parlement avec le risque d'une paralysie durable du fonctionnement de l'UE, selon l'exécutif européen.

"Puisque le Royaume-Uni n'a pas l'intention d'organiser des élections européennes, aucun report n'est possible au-delà de cette date" du 22 mai, disait le projet de conclusions du sommet européen vu par l'AFP.

La menace du "no deal" de plus en plus pressante

La Première ministre britannique s'est exprimée pendant plus d'une heure devant des dirigeants des 27, lassés des attermoissements britanniques et décidés à poser leurs conditions à un court décalage du divorce. Ils lui ont posé "de nombreuses questions", selon une source européenne. Le président français Emmanuel Macron a mis en garde les Britanniques à son arrivée au sommet: "en cas de vote négatif britannique, nous irions vers un no deal".

Jeremy Corbyn, le chef du Labour, principal parti d'opposition britannique, également à Bruxelles jeudi, où il a rencontré le négociateur en chef de l'UE sur le Brexit, Michel Barnier, a évoqué lundi ou mardi pour un nouveau vote. Il a exclu de se ranger derrière l'accord de Theresa May. Nous ne pensons pas que c'est la bonne voie et cherchons une alternative qui puisse rassembler une majorité au parlement", a-t-il dit à la presse.

En cas d'échec du troisième vote, le "no deal" apparaît comme l'issue par défaut, ont mis en garde les Européens, synonyme de chaos économique potentiel. Le patronat et les syndicats britanniques ont supplié jeudi Theresa May de changer d'approche face à ce qu'ils estiment être une situation d'"urgence nationale". Mais la dirigeante a rejeté la responsabilité de l'impasse sur les députés, dans une allocution à destination de la population britannique.

"Même si l'espoir d'un succès final peut paraître fragile, voire illusoire, et bien que la fatigue du Brexit soit de plus en plus visible et justifiée, nous ne pouvons renoncer à rechercher jusqu'au tout dernier moment une solution positive", a promis le président du Conseil européen Donald Tusk. "On ne cherche plus une porte de sortie, on cherche une issue de secours", a estimé de son côté le Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel.

Plus d'un million de Britanniques signent une pétition contre le Brexit

Accueil Europe Grande-Bretagne Brexit <https://www.ouest-france.fr/> Modifié le 21/03/2019 à 16h58 Publié le 21/03/2019 à 12h57



Au Royaume-Uni, plus de 700 000 personnes ont signé une pétition réclamant du gouvernement qu'il mette fin au processus de sortie de l'Union européenne. parmi eux, l'acteur Hugh Grant. | FREDERIC J. BROWN / AFP



Au Royaume-Uni, plus de 700 000 personnes ont signé une pétition réclamant du gouvernement qu'il mette fin au processus de sortie de l'Union européenne. parmi eux, l'acteur Hugh Grant. | VALERIE MACON / AFP

Au Royaume-Uni, plus d'un million de personnes se sont précipités pour signer une pétition réclamant du gouvernement de Theresa May qu'il mette fin au processus de sortie de l'Union européenne et maintienne le Royaume-Uni dans le bloc communautaire. Le texte mis en ligne sur le site du Parlement britannique réclame la révocation de l'article 50 du traité européen, dont la notification, voici deux ans, a formellement lancé la procédure de divorce et fixé son terme au 29 mars prochain.

Une pétition en ligne demandant au gouvernement britannique de renoncer au Brexit engrange un succès fulgurant, avec plus d'un million de signatures ce jeudi 21 mars, au lendemain de son lancement, à huit jours de la date prévue pour la sortie de l'UE.

Le site du Parlement britannique sur lequel la pétition a été lancée a du coup « **rencontré des difficultés techniques** », a indiqué un porte-parole de la Chambre des Communes, en raison de « **la charge importante et soutenue sur le système** ».

Cependant, des journalistes britanniques ont publié sur Twitter des images du site montrant que la barre du million avait été franchie.

Parmi les signataires, l'acteur Hugh Grant

Parmi les signataires figure l'acteur Hugh Grant. « **J'ai signé, comme toute personne sensée dans ce pays. Urgence nationale** », a tweeté l'acteur en relayant la pétition.

Elle a rapidement dépassé le seuil des 100 000 signatures nécessaire pour provoquer un débat au Parlement.

« **Le gouvernement affirme de façon répétée que quitter l'UE est la "volonté du peuple". Nous devons mettre fin à cette affirmation en prouvant la force du soutien public actuel pour rester dans l'UE** », indique le texte accompagnant la pétition. Un second référendum « **pourrait ne jamais être organisé, donc votez maintenant** », est-il aussi écrit.

« **C'est maintenant ou jamais** »

La pétition a été lancée par Margaret Anne Georgiadou. « **Pour beaucoup de gens, c'est maintenant ou jamais** », a-t-elle expliqué sur la *BBC*, estimant que les militants pro-UE comme elle étaient « **réduits au silence et ignorés** » depuis le référendum de juin 2016 ayant décidé le Brexit par 52% des voix.

Les députés n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur les modalités de cette sortie de l'UE, ce qui a poussé la Première ministre Theresa May à demander à Bruxelles un report du Brexit au 30 juin.

Le Parlement avait rejeté la semaine dernière l'option d'un second référendum sur le Brexit.

Brexit : les 10 pays qui seront les plus affectés par une sortie sans accord

<https://www.businessinsider.fr/> Thomas Chenel 20 Mar 2019, 19:44 Économie, Politique



edmondlafoto/Pixabay

La sortie officielle du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) est prévue le 29 mars et toujours aucun accord n'a été validé par les députés britanniques. La probabilité d'un "hard Brexit", soit une sortie sans accord avec Bruxelles du pays, est toujours possible. La Première ministre du Royaume-Uni, Theresa May, est favorable à un report de trois mois de la date du Brexit, jusqu'au 30 juin, le temps de parvenir à faire approuver l'accord qu'elle a négocié avec l'UE fin novembre. Mais rien ne dit qu'elle y parviendra.

En attendant, l'Insee a évalué les conséquences qu'un Brexit sans accord pourrait avoir pour les principaux partenaires commerciaux du Royaume-Uni. Ses plus proches voisins européens seraient notamment les plus touchés. Dans sa note de conjoncture publiée mardi 19 mars, l'Institut national de la statistique précise dans quelle mesure le PIB de chaque Etat pourrait ainsi diminuer. Il retient deux scénarios, celui d'un "soft Brexit" (avec accord) et celui d'un "hard Brexit".

Dans le premier cas, l'accord conclu entre le Royaume-Uni et l'UE permettrait d'enclencher une période de transition jusqu'à fin 2020, avant que des droits de douane similaires à ceux en vigueur entre le pays et la Norvège ne s'appliquent. Dans le second cas, aucun accord ne viendrait encadrer les échanges commerciaux et les droits de douane de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) — moins avantageux que ceux négociés avec la Norvège — s'appliqueraient directement.

Voici, selon l'Insee, les 10 pays dont le PIB diminuerait le plus en cas de "hard Brexit", en raison du relèvement des droits de douane aux frontières du Royaume-Uni et dans l'hypothèse d'échanges commerciaux qui se maintiendraient toujours au même niveau :

10. Etats-Unis : - 0,03% en cas de Brexit sans accord (- 0% en cas de Brexit avec accord)



Pixabay/Pexels

9. Espagne : - 0,6% (- 0,24%)



Ville de Madrid, Espagne. Pixabay

8. France : - 0,6% (- 0,28%)



Paris, France. Pixabay

7. Italie : - 0,6% (- 0,3%)



Pixabay

6. Pologne : - 0,8% (- 0,43%)



Varsovie, Pologne. Pixabay/tpsdave

5. Allemagne : - 0,9 % (- 0,48%)



Vue sur Berlin. L'Allemagne est un des pays les plus visités par les français participant au programme Erasmus.
Pixabay

4. République tchèque : - 1% (- 0,66%)



Prague, République Tchèque. Flickr.com/mendhack

3. Belgique : - 1,1% (- 0,52%)



Terrasse du Vaudeville à Bruxelles, Belgique. Flickr/Stéphane Mignon

2. Pays-Bas : - 1,2% (- 0,51%)



Rijksmuseum à Amsterdam, Pays-Bas. Wikimedia commons/Nikolai Karaneshev

1. Irlande : - 4,1% (- 1,4%)



Dublin, Irlande. Unsplash

Brexit. Douze questions pour comprendre où on en est

Accueil Europe Grande-Bretagne Brexit <https://www.ouest-france.fr/> Cécile RÉTO Modifié le 22/03/2019 à 18h46 Publié le 07/02/2019 à 11h56



Les négociations autour du Brexit ne sont pas encore arrivées au bout | SIMON DAWSON / REUTERS

Vous avez loupé un épisode du feuilleton sur le Brexit ? Pas de panique : voici quelques clefs pour comprendre ce qui se passera le 29 mars, date initialement prévue pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Trois ans de débats à n'en plus finir sur la meilleure façon de quitter l'Union européenne ; trois ans de gros mensonges et de petites cachotteries, de spéculations et d'affabulations... Tout ça pour quoi ?

Ouest-France vous propose quelques clefs pour comprendre ce qui se joue en ce moment.

1- Que va-t-il se passer le 29 mars 2019 ?

Rien. C'est bien le 29 mars 2019, à minuit, que le Royaume-Uni était censé sortir officiellement de l'Union européenne. Mais c'était sans compter sur le refus du Parlement britannique d'adopter l'accord sur le Brexit scellé entre la Première ministre Theresa May et Bruxelles. A deux reprises, le 15 janvier puis le 12 mars 2019, les députés l'ont rejeté massivement.

Pour éviter à son pays un vertigineux saut dans le vide avec une sortie sans accord (le "no deal") le 29 mars, Theresa May a dû se résoudre à demander aux Européens de reporter le Brexit jusqu'au 30 juin. Réunis ce jeudi 21 mars, à Bruxelles, les Vingt-Sept ont tergiversé pendant des heures avant de lui octroyer un délai bien plus court.

2- Concrètement, de quel délai dispose Londres ?

Le Royaume-Uni a jusqu'au 22 mai pour préciser le scénario de sa sortie... à une condition : que le Parlement britannique adopte enfin, le lundi 25 ou le mardi 26 mars, le fameux accord sur le Brexit. S'il l'approuve, le Brexit aura bien lieu, le 22 mai.

Mais si le Parlement rejette une troisième fois l'accord sur le Brexit : Londres aura jusqu'au 12 avril pour dire si le pays accepte de participer aux élections européennes de mai 2019. Et pour solliciter un nouveau report, probablement jusqu'à la fin de l'année.

3- Quels sont les scénarios possibles ?

A - No deal

Les Britanniques refusent de participer aux élections européennes et refusent de reporter encore le Brexit. Dans ce cas, le pays sort de l'UE sans accord, c'est le *no deal*. Il ne fait plus partie ni du marché unique, ni de l'union douanière : toutes ses transactions sont, dès lors, régies par les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Un *no deal* est aussi possible si les Britanniques refusent de participer aux élections européennes, tout en sollicitant un report... que les Vingt-Sept risquent fort de lui refuser.

B- Nouveau report

- **Theresa May démissionne.** Elle le jure depuis plusieurs jours : elle ne veut pas d'un report au-delà du 30 juin. Le cas échéant, ce sera sans elle. Le pays devra alors convoquer des élections anticipées.

- **Un second référendum sur le Brexit est organisé.** Le Parlement devra alors s'entendre sur les questions à poser aux Britanniques... Toutes les options sont possibles : sortir de l'UE avec le même accord ou en renégocier un autre ; sortir de l'UE sans accord ; ou ne plus sortir de l'UE...

- **Bruxelles accepte de renégocier l'accord sur le Brexit** qui peut donc être soumis une nouvelle fois au Parlement britannique.



Les différents scénarios possibles. | INFOGRAPHIE OUEST-FRANCE

4- Quelles conséquences pour les expatriés ?

Londres et Bruxelles ont promis de garantir les droits des 3,5 millions de citoyens européens installés outre-Manche et du million de Britanniques expatriés dans un État de l'UE. Selon

l'accord, tous auront « **le droit de résider de manière permanente dans leur pays hôte** » cinq ans après leur arrivée. Un droit qui court jusqu'à la fin de la période de transition, le 31 décembre 2020.

Ceux qui vivent au Royaume-Uni peuvent, dès à présent, solliciter un « settled status », un statut de résident qui leur donne également le droit de travailler sur le sol britannique après le Brexit. Cette procédure ne rassure pas tous les résidents : le groupe *The3Million* qui les représente pointe des conditions d'obtention « trop souvent excluantes » (certificats de travail, de présence sur le territoire, etc.).

The 3Million s'inquiète aussi d'une sortie sans accord, qui ne ferait qu'accroître l'incertitude pour les expatriés. Londres s'est toutefois engagé à ne pas remettre en question les droits des citoyens européens, quelle que soit l'issue du Brexit. La « protection réciproque » devant s'appliquer dans les États européens, envers les ressortissants britanniques.



Les partisans du Brexit affirment qu'ils revoteront pour une sortie de l'Union européenne en cas de nouveau référendum. Ici, une manifestation à Londres, le 9 décembre 2018. | REUTERS

5- Faudra-t-il bientôt un visa pour se rendre au Royaume-Uni ?

Non, pas « **pour les voyages de courte durée** », selon l'accord sur le Brexit. S'il est approuvé, il prévoit une libre circulation des Britanniques dans l'Union européenne, et inversement.

Si le Royaume-Uni sort sans accord, la Commission européenne prévoit de ne pas exiger de visa pour les touristes ou étudiants britanniques. À condition que Londres applique la même règle, ce qui n'a toujours pas été officiellement confirmé.

6- Comment en sommes-nous arrivés là ?

Le désamour entre le Royaume-Uni et l'Union européenne ne date pas d'hier. Dès 1963, le général De Gaulle avait mis son veto à l'adhésion des Britanniques, qu'il jugeait rétifs à jouer le jeu de la Communauté économique européenne (CCE, ancêtre de l'Union européenne). Ils y sont finalement entrés dix ans plus tard. Sans jamais vraiment en intégrer toutes les contraintes...

Le célèbre « *I want my money back* » (« *Rendez-moi mon argent* ») lancé en 1979 par Margaret Thatcher sonnait déjà les prémices du Brexit. La Première ministre, à la tête d'un pays essoré par le déclin de son industrie, exigeait alors de voir réduite la participation financière de son pays au budget européen. Cinq ans plus tard, après moult négociations, la Dame de fer obtenait une coquette « compensation » européenne : un chèque équivalent à près d'un milliard d'euros.

7- Qui a eu cette idée folle un jour d'amorcer le Brexit ?

David Cameron. En janvier 2013, le Premier ministre conservateur, inquiet de la montée en puissance du parti europhobe Ukip (extrême-droite) lance l'idée d'organiser un référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'UE dans la foulée des législatives de 2015. David Cameron, qui n'y voit qu'un moyen de ressouder son parti en évitant de laisser les eurosceptiques filer, sera pris à ses propres promesses... La machine à Brexit est en route. Au lendemain du scrutin, le voilà contraint d'organiser le référendum.

Le 23 juin 2016, 51,9 % des électeurs britanniques votent en faveur d'une sortie de l'Union européenne. Parmi les pro comme les anti-Brexit se mêlent des électeurs de tous bords. Les deux principaux partis sont aussi divisés que la population. Selon un sondage Lord Ashcroft, 58 % des conservateurs déclarent avoir voté pour une sortie de l'UE, 37 % des travaillistes et... 96 % des militants Ukip.



Dans la tourmente, la Première ministre Theresa May se maintient. Ici, le 16 janvier, lors d'un vote de défiance du Parlement à son encontre. | AFP

8- Pourquoi les Britanniques ont-ils voté pour le Brexit ?

Pour des leurre, disent ses détracteurs. Les partisans du Brexit ont battu campagne sur trois promesses phares.

- **A. « Pour reprendre le contrôle. »** Partant de l'idée - très discutable - selon laquelle Bruxelles rogne sur la souveraineté du Royaume-Uni en lui imposant ses diktats. Dans les faits, beaucoup d'électeurs, se considérant comme les laissés-pour-compte de la croissance, ont voté contre les « décideurs », Londres compris.

- **B. Pour lutter « contre l'immigration incontrôlée ».** La libre-circulation, pilier de l'Union européenne, a été jugée par beaucoup responsable de l'afflux massif de travailleurs d'Europe de l'Est, dans les années 2000. Aujourd'hui, beaucoup réalisent que le Royaume-Uni aura du mal à se passer de cette main-d'œuvre, cruciale dans les secteurs de la santé, du maraîchage, etc.

- **C. Pour cesser de « payer pour le reste de l'Union européenne ».** Les militants du Brexit allant jusqu'à promettre de réinjecter cet argent dans la NHS, service public de santé en souffrance. Le Royaume-Uni est le quatrième plus gros contributeur au budget européen après l'Allemagne, la France et l'Italie : il verse 10,6 milliards d'euros par an. Mais il récupère 6,3 milliards d'euros.



Alan Lamb, agent de nettoyage à Sunderland, ville ouvrière du nord-est de l'Angleterre, a voté contre le Brexit. Sa femme a voté pour... Alan redoute les effets de la sortie de l'UE sur l'emploi. | CÉCILE RÉTO

9- Aujourd'hui, que veulent les Britanniques ?

Tous aspirent à une chose : en finir au plus vite... Mais pas à n'importe quel prix : 52 % des Britanniques jugent une sortie sans accord comme une « mauvaise solution » (sondage YouGov du 9 janvier).

Mais la société reste très divisée. Selon un autre sondage YouGov, 48 % considèrent que les citoyens ont eu tort de voter pour le Brexit en 2016 ; 40 % jugent qu'ils ont eu raison... Mais 11 % avouent ne pas savoir ce qui est le mieux.

S'ils devaient revoter aujourd'hui sur une sortie de l'Union européenne, les partisans du Brexit revoteraient majoritairement pour, selon les observateurs. Même entêtement de la part des opposants au Brexit. Les seuls à pouvoir faire bouger les lignes seraient les abstentionnistes de 2016. Parmi eux, beaucoup de jeunes, plutôt europhiles, qui ont le sentiment d'être éjectés de l'UE... par leurs aînés.



Une frontière fictive pour alerter sur les dangers du Brexit a été dressée lors d'une manifestation de partisans du maintien dans l'Union européenne, le 26 janvier, à Newry, en Irlande du Nord. | AFP

10- Pourquoi la frontière irlandaise agrège-t-elle toutes les peurs ?

Parce qu'un Brexit sans accord pourrait raviver les tensions qui ont miné la région durant près de trente ans. L'île irlandaise est le seul endroit où le Royaume-Uni et l'Union européenne disposent d'une frontière terrestre commune, sur 500 km. D'un côté, la République d'Irlande, État membre de l'Union européenne ; de l'autre, l'Irlande du Nord, province britannique.

En cas de sortie sèche du Royaume-Uni de l'UE, l'Irlande du Nord se retrouvera de facto, le 29 mars à 23 h, hors de l'union douanière. Il faudra alors rétablir une frontière pour contrôler les flux de marchandises et les allées et venues des individus. Chaque jour, 35 000 personnes franchissent cette ligne aujourd'hui invisible pour aller travailler au Nord ou au Sud.

Beaucoup, sur l'île, redoutent que le rétablissement de checks-points ne mette à mal les Accords du Vendredi saint, signés en 1998 pour mettre fin à la guerre civile qui a fait 3 480 morts et plus de 47 000 blessés. D'où la proposition de Bruxelles d'instaurer un filet de sécurité (appelé « backstop »), pour éviter d'édifier une frontière physique en maintenant le Royaume-Uni dans l'union douanière... Mais sans accord sur le Brexit, pas de filet.

11- En quoi consiste le « backstop » ?

Impossible à traduire littéralement, ce « backstop » est souvent présenté comme une « assurance », un filet de sécurité qui maintient le Royaume-Uni dans l'Union douanière, le temps que Londres trouve une solution pour procéder à des contrôles douaniers sans rétablir de frontière physique entre sa province d'Irlande du Nord, et la République d'Irlande, État membre de l'UE.

Peu de risque, en réalité, que ce « backstop » entre en vigueur un jour : il n'a été imaginé que pour parer à l'éventualité que Londres ne trouve pas de solution technique ou ne signe pas d'accord de libre-échange. Bruxelles ne cesse de répéter qu'il n'a pas du tout l'intention d'activer ce « backstop » : ce serait comme souscrire une assurance incendie et souhaiter avoir besoin de s'en servir...

Pourquoi inquiète-t-il tant les Britanniques ? Parce qu'il n'est pas limité dans le temps. Les partisans du Brexit redoutent que leur maintien dans l'union douanière ne perdure... Ils exigent de pouvoir à tout moment mettre un terme à ce « backstop », unilatéralement.

12- Pourquoi les Britanniques ne veulent pas du « backstop » ?

Parce qu'ils voient ce backstop comme un fil à la patte, qui les maintient pour longtemps sous le joug de l'UE. Bruxelles refuse de fixer une date limite au-delà de laquelle ce filet disparaîtra. Cela agace les Britanniques, qui veulent pouvoir décider eux-mêmes de sa levée, quand bon leur semblera.

C'est sur ce point que l'accord du Brexit a été massivement rejeté par le Parlement britannique, à 432 voix contre 202, le 15 janvier.

Défense

Formation : le marché ASDOT revu par les Britanniques qui trouvent d'addition trop lourde

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 21.03.2019 Par Philippe Chapleau



L'*Air Support to Defence Operational Training* (ASDOT) n'est pas enterré mais le processus d'appel d'offres est en *stand-by*, le temps que les paramètres soient revus, comme l'a reconnu le ministère de la Défense (MoD) au *Telegraph*, la semaine dernière. Il semble que les offres soumises excèdent largement le montant de l'enveloppe que les Britanniques avaient prévu.

L'ASDOT est un marché qui doit voir l'externalisation complète de la formation des pilotes militaires, l'entreprise retenue fournissant avions et formateurs.

Une "*Invitation to Negotiation*" (ITN) a été adressée en août dernier aux 4 groupements dirigés respectivement par Babcock Aerospace, Thales UK, Cobham Aviation Services and Leonardo.

Les groupements rassemblent les entreprises suivantes :

- Babcock Aerospace: avec Elbit Systems
- Thales UK: avec QinetiQ et Textron AirLand
- Cobham Aviation Services: avec Draken International et la firme britannique 3SDL
- Leonardo: avec Inzpire et Top Aces.

Le contrat ASDOT, que le MoD entendait signer en 2020, devait être d'une durée initiale de 10 ans avec une prolongation de 5 ans. Sa valeur (700 + 500 millions de £) était estimée à 1,25 milliard de £.

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 22.03.2019 Par Philippe Chapleau

Un "bataillon" de Gurkhas en plus dans l'armée britannique



C'est une mesure qui avait été annoncée dès 2015 dans la *Defence Review*: le *3rd Battalion Royal Gurkha Rifles* va être créé cette année (les recrutements auraient déjà commencé). Cette petite unité de 300 hommes rejoindra le premier "*Specialist Infantry Group*", comme les quatre autres futurs "*Specialised Infantry Battalions*" destinés à être déployés outre-mer.

Ce *3rd Battalion Royal Gurkha Rifles* va intégrer la Brigade Gurkha, tout comme plusieurs autres nouvelles petites unités (transmetteurs et sapeurs) en cours de formation. Au total, ce sont quelque 730 militaires d'origine népalaise qui vont rejoindre la brigade dont les effectifs vont approcher à terme les 4 000 hommes.

Le recrutement annuel est plafonné à 432 soldats, ce qui ne permettra pas d'atteindre ces objectifs. Mais le temps de service va être allongé; il pourra atteindre 24 ans (la majorité des Gurkhas servent 12 ans).

L'an dernier, 10 000 candidats s'étaient présentés aux tests et plusieurs centaines avaient été convoquées au camp des Gurkhas à Pokhara, au Népal. Le 8 février dernier, 400 d'entre eux ont formellement rejoint les rangs de l'unité; ils ont pris la route du Royaume-Uni pour 9 mois de formation. Lire **ici** un article sur leur arrivée à la base de Catterick.

Lire aussi en page 22/23 du dernier numéro de la revue *Parbate* (cliquer sur l'image ci-dessous pour accéder à la revue dont la couverture est illustrée par une photo des recrues):



<https://drive.google.com/file/d/1rmkxCXe9AKsgQi4VRwFoj2jBTCJvQvzI/view>

A noter que des femmes pourraient être recrutées au sein des Gurkhas.

ITALIE

Immigration

L'Italie saisit un navire humanitaire bloqué au large de Lampedusa

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Publié le 19/03/2019 à 20:40



Matteo Salvini, le ministre de l'Intérieur italien, le 10 décembre. Tony Gentile/REUTERS

Le *Mare Jonio*, navire humanitaire battant pavillon italien, était bloqué avec 48 migrants à bord au large de l'île italienne, où les autorités lui interdisaient d'accoster. Selon le ministère de l'Intérieur, les membres d'équipage vont être interrogés.

L'Italie a saisi ce mardi un navire humanitaire bloqué au large de Lampedusa avec 48 migrants à bord, a annoncé le ministère de l'Intérieur. «La Garde financière est en train de procéder à la saisie du navire *Mare Jonio*, c'est pourquoi elle l'escorte actuellement dans le port de Lampedusa», indique-t-il en précisant que «les interrogatoires des membres d'équipage pourraient avoir lieu dans les prochaines heures».

Le *Mare Jonio*, navire humanitaire battant pavillon italien, était bloqué avec 48 migrants à bord mardi au large de l'île, où les autorités lui interdisaient d'accoster. «Parfait. Désormais il y a en Italie un gouvernement qui défend les frontières et fait respecter les lois, surtout aux trafiquants d'êtres humains», a déclaré le ministre de l'Intérieur Matteo Salvini, chef de la Ligue (extrême droite).

Dans l'après-midi, l'homme fort du gouvernement avait réclamé l'arrestation de l'équipage: «Si un citoyen force un barrage de la police ou des carabinieri, il est arrêté. Je compte bien que cela se produise».

Bloqué au large de Lampedusa

Le *Mare Jonio*, affrété par un collectif de gauche et d'extrême gauche, a secouru lundi 49 migrants sur un canot en difficulté à 40 milles nautiques au nord de la Libye. Une vedette des gardes-côte libyens se trouvait à proximité, mais les militants ont préféré embarquer les migrants plutôt que les voir ramenés en Libye, où beaucoup risquent de subir agressions et violences.

Mardi matin, le navire s'est positionné au large de Lampedusa pour s'abriter du mauvais temps, alors que les autorités lui avaient ordonné de rester à distance. Un jeune homme de 25 ans souffrant de pneumonie a cependant pu être évacué vers le centre médical de l'île.

NORVÈGE

Sécurité

La Norvège dit avoir des preuves sur le brouillage de signaux GPS par la Russie

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 19 mars 2019



Pendant l'exercice Trident Juncture 18, organisé par l'Otan en Norvège, le système de géolocalisation par satellite [GPS] ne fonctionna pas toujours comme prévu. Ce qui affecta le transport aérien civil. Peu après, le Premier ministre finlandais, Juha Sipilä, [dont le pays est membre de l'Union européenne mais pas de l'Otan, ndlr], soupçonna la Russie de ne pas être étrangère à ces dysfonctionnements.

Puis, dans son rapport annuel publié en février, le renseignement militaire norvégien [l'Etterretningstjenesten] revint sur le brouillage des signaux GPS en affirmant que des unités russes de guerre électronique déployées dans la péninsule de Kola en avaient été à l'origine. « Fantômes! », répondit alors Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères. Et de demander à Oslo de produire des « preuves ».

Ce qui a été fait le 14 mars, lors d'une réunion « constructive » entre Henning Vaglum, le responsable de la politique de sécurité norvégien de la Défense, et le général Kshimovsky, le directeur de la coopération militaire internationale au sein du ministère russe de la Défense.

Selon le communiqué publié à l'issue de cette rencontre, les deux délégations ont « discuté de questions liées aux activités militaires des forces armées russes et norvégiennes dans le Grand Nord, aux relations bilatérales, de mesures destinées à prévenir les incidents et de la possibilité d'établir un canal de communication entre les autorités de défense des deux pays. »



Mais l'affaire du brouillage des signaux GPS a été mise sur le tapis, à en croire Frank Bakke-Jensen, le ministre norvégien de la Défense. « Les Russes nous ont demandé des preuves. Nous leur en avons donné », a-t-il indiqué à la presse, rapporte l'agence Reuters. Puis, a-t-il continué,

ils « ont dit merci » et qu'ils reviendraient lorsque leurs « experts les auront examinées ». Ce qui, d'après lui, est un signe encourageant. « Avoir une telle réponse de la part de la Russie est quelque chose de positif », a-t-il en effet estimé.

À la question de savoir si le brouillage des signaux GPS avait été délibéré, M. Bakke-Jensen a répondu que les forces russes, qui effectuaient elles aussi un exercice « à proximité de la frontière », ne pouvaient que savoir que « cela affecterait des zones » tant du côté norvégien que finlandais. En outre, a-t-il rappelé, les « conventions internationales exigent que tout test militaire majeur soit notifié. »

La ministre norvégienne des Affaires étrangères, Ine Eriksen Søreide, a également confirmé que des « preuves électroniques » avaient été communiquées à la partie russe, précisant qu'il s'agissait de « données civiles » sur la puissance et l'origine des signaux utilisés pour brouiller le système GPS lors de Trident Juncture. Et d'ajouter : « Nous leur avons fourni [aux Russes] » des preuves et « nous attendons leurs commentaires ».

UKRAINE

Crimée

5 ans après l'annexion de la Crimée, les mensonges et les crimes russes continuent

<https://www.huffingtonpost.fr/> LES BLOGS 17/03/2019 06:00 CET | Actualisé 17/03/2019 08:52 CET Pavlo Klimkin Ministre des Affaires Etrangères de l'Ukraine

La désoccupation de la Crimée et son retour à la souveraineté de l'Ukraine est un puissant impératif moral pour la communauté internationale.



Alexey Pavlishak / Reuters Des officiels russes célèbrent les 5 ans de l'annexion de la Crimée par la Russie, à Simferopol en Crimée, le 15 mars 2019.

Il a y cinq ans la Russie a occupé la Crimée ukrainienne. En février 2014, Moscou, pour la première fois de l'histoire de l'Europe d'après-guerre, s'est emparée d'une partie du territoire d'un autre État souverain, déstabilisant ainsi le système de sécurité européen et mondial.

Ensuite, le monde a pratiquement unanimement condamné l'annexion de la Crimée par la Russie et depuis lors sa position restait constante, bien que le Kremlin soit convaincu que la Crimée lui sera pardonnée bientôt, ainsi que la Géorgie en 2008.

Tous les politiciens, analystes et avocats intelligents approuvent que Moscou a commis une violation flagrante du droit international. Personne ne doute que, d'un point de vue juridique, la Crimée appartient à l'Ukraine. Et cela, bien sûr, est très important.

Mais dans le même temps, beaucoup de gens dans le monde croient que l'action de Poutine pourrait être comprise, car, comme ils l'ont entendu dire quelque part, "la Crimée a toujours été russe".

Il est difficile de trouver un mythe plus absurde et moins bien fondé, mais étrangement, il s'est profondément enraciné dans le monde et a pu pénétrer la conscience de masse internationale.

La raison en est évidemment que la propagande russe a commencé à lancer lentement cette désinformation dès la chute pacifique de l'URSS, alors que la guerre n'était même pas envisageable. Mais lorsque la guerre a éclaté, l'opinion internationale "non officielle" était déjà traitée.

Dans cet article, je voudrais présenter des faits historiques qui démentent ce mythe et la vérité dont vous pouvez vérifier sur Wikipedia ou dans toute autre source objective.

Alors, en quoi consistent les faits.

Les Tatars de Crimée, qui ont fondé leur propre état du Khanat de Crimée, sont des peuples autochtones de Crimée. En outre, c'était un État musulman fort et très cultivé. Quant aux Russes, ils n'existaient tout simplement pas sur la péninsule, si ce n'est pour prendre en compte les prisonniers de guerre.

Au début du XVIII^e siècle, grâce aux réformes de Pierre le Grand, la Moscovie devient un Empire russe, se fortifiant et conquérant des pays européens voisins.

Il a conquis l'Estonie et la Lettonie en 1721, la Lituanie et une partie de la Pologne, y compris Varsovie –en 1795, la Finlande- en 1809. Aujourd'hui ce sont des États souverains, membres des Nations Unies, de l'Union européenne et de l'OTAN (à l'exception de la Finlande). Et il est peu probable que quelqu'un ose dire qu'ils "ont toujours été russes".

Le khanat de Crimée a été inclus dans la liste des États conquis par Moscou en 1783, ce qui est relativement récent d'un point de vue historique. Alors, ce serait une pure absurdité de parler d'une sorte d'appartenance de toute éternité de la Crimée à la Russie. C'est tout simplement l'un des pays, l'un des peuples, qu'à l'époque l'Empire russe a asservi par la force des armes.

La seule différence entre la Crimée et les autres États mentionnés ci-dessus c'est qu'après l'effondrement de l'Empire russe en 1917 les Tatars n'ont pas réussi à défendre leur indépendance. La Crimée, comme l'Ukraine, a été capturée par les bolcheviks et elle est restée au sein même de l'empire russe, déjà sous le nom d'URSS.

Cependant, dans le cadre de l'Union soviétique la Crimée a eu même "moins de la chance" que l'Ukraine. Si l'Ukraine est devenue "une République de l'Union" dotée des caractéristiques formelles de la souveraineté de l'État, en 1921 Moscou des bolcheviks n'a accordé à la Crimée que le statut d'autonomie et même pas au sein de la République ukrainienne de l'Union mais de la République russe.

Une telle décision du Kremlin allait clairement à l'encontre de la réalité objective, car géographiquement la péninsule de Crimée fait partie de l'Ukraine et elle n'a aucun lien territorial avec la Russie. En termes d'attachement territorial à l'Ukraine cette affiliation administrative avec la Russie a compliqué considérablement le développement économique de la péninsule dont l'approvisionnement a été presque entièrement assuré à partir de l'Ukraine.

La situation a été corrigée par Moscou lui-même, qui a finalement été contraint de reconnaître les réalités géographiques et géo-économiques. En 1954 le Kremlin a initié le transfert de la Crimée de la République russe à la République ukrainienne. (Le Kremlin ne pouvait même pas imaginer qu'un jour l'Ukraine deviendrait indépendante. Donc, les autorités de l'URSS considéraient tout de même la Crimée, ainsi que toute l'Ukraine, comme des territoires russes).

Je tiens surtout à souligner: le transfert de la Crimée s'est déroulé en pleine conformité et dans le respect rigoureux des lois et des procédures de l'URSS. Le mini-mythe russe selon lequel la Crimée a été offerte à l'Ukraine par un stupide Khrouchtchev de sa propre autorité est une fiction vulgaire. En 1954, M.Khrouchtchev n'avait pas encore eu assez de pouvoir pour une telle action arbitraire.

Eh bien, nous nous sommes approchés de la compréhension de ce que la formule magique "La Crimée a toujours été russe" signifie en réalité. Il s'avère qu'il ne s'agit même pas de quelque 150 ans de prison dans l'Empire russe (1783-1917), car de telles affirmations auraient alors pu être appliquées au reste des anciennes colonies, actuellement des États indépendants. On estime décisif, dans ce cas-là, le fait que la Crimée faisait partie intégrante de la République soviétique russe de 1921 à 1954, soit seulement 33 ans de l'histoire récente!

Il semble que depuis l'effondrement de l'Union soviétique, les dirigeants russes s'exaspéraient d'une seule pensée que s'il n'y avait pas eu d'année 1954, la Crimée serait restée en Russie. En

même temps, ils ne s'inquiétaient pas de ce que s'il n'y avait pas eu d'année 1921, la péninsule aurait fait partie intégrante de l'Ukraine, et, s'il n'y avait pas eu d'année 1783, elle aurait même pu être un État indépendant avec 0% de la population russe.

Et voilà qu'en 2014, quand une désinvolture impériale a pris le dessus, le Kremlin a procédé à une invasion tout à fait criminelle de la Crimée, se moquant du droit international, de la logique historique et de toute équité.

En guise d'anecdote, je vous présente un autre mini-mythe russe sur la Crimée qui a été lancé par le président russe lui-même en 2014. Il a déclaré que "pour la Russie, la Crimée avait une signification sacrée et qu'il y existait justement une source spirituelle à la formation de la nation et de l'État russes", parce que c'est en Crimée que le prince Volodymyr avait adopté le Christianisme et ensuite baptisé toute la Russie.

Le prince Volodymyr avait en effet été christianisé en Crimée en 988 (selon la Chronique, du moins) et, la même année, il avait baptisé son État. Cependant, il était un prince kyivien, pas moscovien, et c'est la Rus' de Kyiv qu'il avait baptisée, pas la Russie. Quant à Moscou, la Russie et l'ethnie russe, à cette époque-là, elles n'existaient tout simplement pas. A l'époque, à l'endroit où se trouve actuellement Moscou, c'étaient des forêts ou dominaient les tribus finno-ougriennes.

Encore une fois, une absurdité! Néanmoins, même un tel mensonge historique maladroit est en train d'être lancé dans l'espace international de l'information. Comme toujours, on comptait sur le fait que personne ne consulterait Wikipedia.

Cependant, le mythe de la "Crimée russe" a été construit, malheureusement, non seulement sur de fausses propagations mais sur des distorsions absurdes de l'histoire. En mai 1944, Moscou a effectué une opération criminelle à grande échelle visant à éliminer complètement la Crimée du peuple autochtone et à le remplacer par des russes ethniques.

Le régime stalinien a accusé le peuple tatar de collaborationnisme avec les hitlériens, qui occupaient la Crimée de 1941 au 1944 et l'ensemble des 191 mille Tatars de Crimée, y compris les nourrissons, ont été emmenés durant deux jours dans les régions asiatiques isolées de l'URSS. Le fait que le Kremlin avait besoin d'un nettoyage ethnique et les accusations de trahison n'étaient qu'un prétexte, en témoigne également l'expulsion des familles de 9 mille Tatars-soldats de l'Armée rouge, qui se battaient alors sur le front contre les nazis. Par la suite, ces soldats eux-mêmes ont été aussi exilés. En outre, après les Tatars, d'autres groupes ethniques ont été emportés: Grecs, Bulgares et Arméniens, qui vivaient sur la péninsule depuis des siècles et que personne n'aurait accusés de trahison. Sur la péninsule, il ne restait que des Slaves, c'est-à-dire des Russes et des Ukrainiens locaux.

Après cela, la réinstallation massive du peuple de la campagne russe en Crimée a commencé. Ils se sont installés dans 80 mille maisons vides, qui sont restées le peuple autochtone exilé. Ce sont les descendants de ces colons russes qui constituent à présent la base de la partie de la population de Crimée qui soutient l'annexion de la Crimée par la Russie et à la volonté de laquelle le Kremlin aime tant se référer.

Moscou jusqu'au dernier empêchait les Tatars de Crimée de retourner dans leur patrie. Leur répartition de masse n'a commencé qu'avec l'indépendance de l'Ukraine. C'est l'Ukraine qui a pris en charge tous les coûts et toute l'organisation de l'installation d'un peuple entier. Jusqu'en 2013, 266 mille Tatars sont retournés dans leur patrie, ce qui représentait 13,7% de la population de la péninsule.

L'occupation de la Russie en 2014 est devenue une véritable catastrophe nationale pour les Tatars de Crimée. Ils se sont échappés du Goulag, mais le Goulag est revenu sur leur terre natale. Par conséquent, pratiquement tous les Tatars de Crimée s'opposent aux envahisseurs russes et restent fidèles à l'Ukraine. C'est précisément pour cette raison que les Tatars de Crimée sont devenus aujourd'hui les principales victimes de la persécution et de la répression de la part des envahisseurs. Jusqu'à 25.000 Tatars ont été forcés de quitter la Crimée et d'émigrer en Ukraine continentale. Le Kremlin a interdit le Mejlis, le Parlement national des Tatars de Crimée; les médias tatars, l'éducation, la culture et la religion sont harcelés; des dizaines de patriotes

sont jetés en prison. Ainsi, en décembre 2018, lors de son entrée en Crimée, les occupants ont arrêté M. Eden Bekirov, personne publique tatare, qui souhaitait rendre visite à sa mère âgée de 78 ans. M. Bekirov est une personne gravement handicapée. Il souffre de diabète grave, il a une jambe amputée et 4 shunts au cœur après l'infarctus de l'année dernière. Rester en détention sans médicaments et soins médicaux nécessaires est pratiquement une peine de mort. Néanmoins, la "justice" russe le maintient en état d'arrestation. Et ils l'accusent d'avoir prétendument eu l'intention de remettre un sac de 15 kilogrammes d'explosifs, bien que sa santé ne lui ait pas permis de soulever deux kilos. Une franche absurdité des accusations et une poursuite insolente de la tyrannie légale montrent que la machine répressive russe tente d'intimider et de démoraliser les Tatars de Crimée.

Je voudrais noter que les victimes des répressions ne sont pas seulement les Tatars de Crimée. Le monde entier connaît déjà le nom d'un réalisateur de film illégalement emprisonné, d'un Russe ethnique et d'un véritable patriote ukrainien, M. Oleg Sentsov, qui a ouvertement protesté contre l'annexion de la Crimée. M. Volodymyr Baluch, d'origine ukrainienne, jeté derrière les barreaux pour avoir hissé le drapeau ukrainien au-dessus de son domicile en Crimée occupée, lui aussi est devenu un symbole de courage. Comme vous pouvez le constater, des citoyens honnêtes et courageux de Crimée, sans distinction de nationalité, protestent et luttent contre la saisie brutale de leurs terres par des envahisseurs russes. Les violations des droits de l'homme et des droits nationaux commises par Moscou sur la péninsule ont été maintes fois condamnées par les Nations Unies et d'autres organisations internationales. Mais je suis convaincu que la communauté internationale devrait tripler ses efforts pour la libération immédiate des prisonniers politiques.

Comme nous le voyons, le crime actuel contre le peuple tatare de Crimée est une extension directe du crime de 1944, entré dans l'histoire du monde sous le nom de "déportation", définition qui est utilisée aujourd'hui par tous les spécialistes, les hommes politiques et les journalistes. Cependant, ce terme en soi est en réalité un euphémisme politique qui donne une image erronée et atténuée de la réalité. Les faits indiquent que juste au cours des quatre premières années d'exil, 46,2% des Tatars de Crimée sont morts en raison de conditions de vie extrêmement difficiles. Et ce n'est pas simplement une déportation, c'est un véritable génocide. Dû à la substitution des notions, le génocide des Tatars de Crimée, comme à une époque l'Holodomor ukrainien, a disparu de la mémoire historique de l'humanité et, il faut l'avouer, c'est encore une victoire pour la propagande russo-soviétique.

En conséquence, le mythe que "la Crimée a toujours été russe", est également nécessaire à Moscou pour préserver ses résultats du génocide des Tatars de Crimée et le peuplement de la péninsule, à leur place, par des colonistes russes. C'est également l'un des principaux objectifs de l'annexion actuelle de la Crimée.

Ainsi, la désoccupation de la Crimée et son retour à la souveraineté de l'Ukraine, en plus des aspects politiques et juridiques, sont un puissant impératif moral. La communauté internationale n'a pas le droit de permettre à un génocide "d'être justifié" et à ceux qui l'ont commis d'atteindre leur objectif, même après de nombreuses décennies.

Politique

Élection présidentielle : l'Ukraine redoute les actions de Moscou

Actualité International

Kiev pointe les manœuvres russes destinées à déstabiliser l'élection du 31 mars. Parmi celles-ci, les cyberattaques et le rôle de politiciens pro-russes.

Par Marc Nexon Publié le 19/03/2019 à 15:13 | Le Point.fr



Viktor Medvedchuk, politicien proche de Poutine, est accusé d'attiser le séparatisme à l'est du pays. © ALEXEY NIKOLSKY / SPUTNIK / AFP

À deux semaines d'une élection présidentielle incertaine, les autorités ukrainiennes redoutent les tentatives de déstabilisation de Moscou. Parmi leurs cibles : Viktor Medvedchuk, 64 ans, un politicien pro-russe basé à Kiev et accusé d'attiser le séparatisme à l'est du pays. Au point qu'une enquête pour haute trahison vient d'être ouverte à son encontre. L'intéressé, qui fut jadis le chef de l'administration de Leonid Koutchma, le second président de l'Ukraine indépendante, présente une caractéristique. C'est l'œil de Vladimir Poutine à Kiev.

Les deux hommes se connaissent depuis 2003 et s'apprécient. Le chef du Kremlin a même assisté à Saint-Pétersbourg au baptême de la fille de Medvedchuk dont il est devenu le parrain. Depuis l'Ukrainien se rend à sa guise à Moscou à bord de son avion privé pour y rencontrer le président russe. « Plus d'une fois par an », a-t-il l'habitude de dire. Il assiste parfois à des compétitions de judo à ses côtés. Il se rend aussi volontiers en vacances en Crimée, la péninsule annexée par la Russie en 2014. Il monterait enfin des affaires avec les oligarques russes des hydrocarbures. Sa relation privilégiée avec Poutine lui a permis de bénéficier du statut de « représentant spécial » lors de la conclusion des accords de Minsk destinés à mettre fin au conflit. Et c'est lui qui négocie l'échange des prisonniers. Il prétend avoir obtenu la libération de 485 d'entre eux au cours des 5 dernières années.

Fédéralisation du pays

Or, depuis le début de la campagne électorale, Medvedchuk avocat de formation et placé sur la liste des sanctions américaines, fait entendre sa voix. Non pas à travers les programmes télévisés russes bannis en Ukraine, mais grâce à ses deux chaînes rachetées l'an passé : NewsOne et Canal 112. Il y développe son idée de fédéralisation du pays. Pour lui, la seule solution consiste à modifier la Constitution et à accorder l'autonomie au Donbass. « Il faut tenir compte de la position russe dans la résolution du conflit que cela plaise ou non », souligne-t-il.

Il soutient néanmoins un candidat : Iouri Boïko, 60 ans, ancien ministre de l'Énergie de Viktor Ianoukovitch, l'ex-président chassé du pouvoir par les manifestants de Maïdan. De fait, Boïko est le seul à trouver grâce aux yeux du Kremlin. À la différence des favoris des sondages – le comédien Volodymyr Zelenski, l'ex-égérie de la révolution orange Ioulia Timochenko et le président sortant Petro Porochenko – fustigés pour leur euro-atlantisme.

Plus de suffrages de la population russophone

Sauf que le candidat du camp pro-russe souffre d'un lourd handicap. Depuis l'annexion de la Crimée et la guerre au Donbass, il ne peut se prévaloir des suffrages de la population russophone. Soit 6 millions de personnes auxquels s'ajoutent 3 millions d'Ukrainiens installés en Russie et également rayés des listes. « Il y a un changement de structure dans cette élection, explique le politologue Volodymyr Fesenko, pour la première fois le clivage régional disparaît. » Pas de quoi pavoiser donc pour le candidat de la Russie. Avec moins de 8% des intentions de vote, ses chances sont inexistantes. Il n'empêche, Medvedchuk et ses alliés attendent leur heure. « Je suis riche, je pourrais vivre n'importe où ailleurs, mais l'Ukraine est mon pays », confie l'homme d'affaires sur sa chaîne 112.

D'ici là, Moscou s'active sur d'autres fronts. Selon le SBU, le service des renseignements ukrainiens, les cyberattaques redoublent d'intensité depuis cinq six mois. Tribunaux et institutions gouvernementales sont la cible de virus. Des piratages comparables à ceux qui ont touché la banque nationale et le ministère de la Défense en 2017. Depuis les événements de Maïdan, les autorités de Kiev ont recensé pas moins de 7 000 incursions sur leurs serveurs de la part du grand voisin. « Les Russes s'en donnent à cœur joie, reconnaît un haut fonctionnaire ukrainien. Il

est plus facile pour eux d'agir chez nous qu'en Europe de l'Ouest. » Un zèle dont s'inquiète Washington. Soucieux d'éviter le parasitage de la prochaine élection les États-Unis ont dépêché leurs experts informatiques à Kiev.

MOYEN-ORIENT

ARABIE SAOUDITE

Politique

Le prince héritier saoudien a approuvé une campagne contre des dissidents, selon le New York Times



AFP 18 mars 2019



Le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane, le 26 novembre 2017 à Ryad

Washington (AFP) - Plus d'un an avant l'assassinat du journaliste critique du pouvoir saoudien Jamal Khashoggi, le prince héritier, Mohammed ben Salmane, a approuvé une campagne secrète visant à faire taire des dissidents, selon le New York Times.

Ces actions comprenaient surveillance, enlèvement, détention et torture de citoyens saoudiens, a rapporté dans cet article publié dimanche le New York Times, qui cite des responsables américains ayant eu accès à des documents du renseignement.

Selon le New York Times, ce groupe saoudien d'intervention rapide, comme le qualifiaient des responsables américains, a été impliqué dans au moins une dizaine d'opérations à partir de 2017.

Certaines des missions clandestines ont été menées par des membres du commando ayant tué et démembré le corps du journaliste Jamal Khashoggi en octobre 2018 au consulat saoudien d'Istanbul, laissant penser que ce meurtre faisait partie d'une vaste campagne contre des dissidents, a précisé le New York Times, citant des responsables et associés de certaines victimes saoudiennes.

Le meurtre de Jamal Khashoggi, collaborateur du Washington Post et critique de Ryad, avait créé une onde de choc dans le monde entier et profondément terni l'image de l'Arabie saoudite.

Aux Etats-Unis, des sénateurs républicains avaient affirmé, après avoir été informés des conclusions de la CIA, n'avoir "aucun doute" sur le fait que "MBS" avait "ordonné" le meurtre.

Mais Ryad dément catégoriquement toute responsabilité de Mohammed ben Salmane, et l'administration Trump a clairement fait savoir que l'alliance "stratégique" avec l'Arabie saoudite était, quoi qu'il en soit, prioritaire.

Parmi ses activités, le groupe d'intervention rapide aurait été impliqué dans la détention et les mauvais traitements de militantes pour les droits des femmes arrêtées l'année dernière, selon le New York Times.

Un porte-parole de l'ambassade saoudienne à Washington a assuré au quotidien que le procureur général du royaume et la Commission saoudienne des droits humains enquêtaient sur les "récentes allégations".

L'Arabie saoudite a requis la peine de mort contre cinq des onze suspects accusés du meurtre du journaliste.

IRAK

Terrorisme

Irak : un premier charnier exhumé dans le bastion des Yézidis décimés par Daech

<http://www.leparisien.fr/> >International|Le Parisien avec AFP| 15 mars 2019, 23h00 |9



Des experts et policiers scientifiques exhumant un charnier à Kojo en Irak. Aid AL-OBEIDI/AFP

En présence de la Prix Nobel Nadia Murad, l'ONU tente de faire la preuve d'un potentiel « génocide yézidi ».

Un premier charnier contenant des victimes du groupe Etat islamique (EI) a été exhumé ce vendredi à Kojo, localité yézidie du nord de l'Irak, en présence de la Nobel de la Paix Nadia Murad, porte-voix de cette minorité décimée qui réclame une reconnaissance des crimes djihadistes.

L'ouverture par les autorités irakiennes de ce charnier pour en exhumer les corps et en tirer des éléments d'identification permettra de faire la lumière sur le sort de centaines d'habitants de Kojo, dans la région de Sinjar, assure l'ONU, qui enquête pour établir si ces massacres constituent « un génocide ».

Plusieurs centaines de victimes

C'est une première, précisent les Nations unies, dans la région de Sinjar, bastion de la minorité kurdophone dont la religion, ésotérique et monothéiste mais dépourvue de livre sacré, lui a valu de terribles persécutions. A Kojo, des centaines d'hommes et de femmes pourraient avoir été exécutés lorsque les djihadistes sont entrés en août 2014 dans cette localité, dont est originaire Nadia Murad. A 25 ans, cette jeune femme, elle-même ancienne esclave sexuel de l'EI, milite désormais avec l'avocate et militante des droits humaines Amal Clooney pour faire reconnaître les crimes de l'organisation djihadiste.

Lors de leur percée fulgurante en 2014 lors de laquelle ils se sont emparés de près d'un tiers de l'Irak, les djihadistes ont aussi enlevé plus de 700 femmes et enfants à Kojo. Les femmes et les fillettes de plus de neuf ans ont été réduites à l'esclavage sexuel et les garçons de plus de sept ans transformés en enfants-soldats.

Nadia Murad appelle à « faire rendre des comptes aux auteurs de crimes »

Appelant les autorités centrales à Bagdad et du Kurdistan irakien à « protéger les charniers » pour y trouver des preuves « du génocide des Yézidis », Nadia Murad a appelé à « faire rendre des comptes aux auteurs de crimes ». « Il n'y aura pas de réconciliation avec les tribus arabes de notre région si leurs dignitaires ne donnent pas les noms des auteurs de crime pour qu'ils soient jugés », a-t-elle dit alors que les Yézidis accusent de nombreux membres de la minorité arabe sunnite d'avoir été complices des djihadistes.

Cette exhumation marque, a estimé le chef de la commission d'enquête de l'ONU, Karim Asad Ahmad Khan, « un moment important ». Selon l'ONU, l'EI a laissé derrière lui plus de 200 charniers qui pourraient renfermer jusqu'à 12 000 corps. A Sinjar, « 73 charniers » ont été

découverts, a-t-il dit. « Du mal a été fait, des dégâts ont été causés et cela ne peut être effacé avec de belles paroles », a-t-il lancé lors d'une cérémonie vendredi à Kojo à un parterre de responsables irakiens et étrangers et de rescapés yézidis.

Dans la seule province de Ninive, où se trouvent Kojo et Mossoul -ancienne « capitale » irakienne de l'EI - plus de 7200 personnes sont toujours portées disparues, dont plus de 3000 Yazidis, selon les autorités. L'EI a été vaincu en Irak fin 2017. Il lutte actuellement pour défendre son dernier bastion en Syrie.

PALESTINE

Gaza

Israël pilonne Gaza après des tirs de roquettes vers Tel-Aviv à un moment risqué



Adel ZAANOUN avec Laurent LOZANO à Jérusalem AFP 15 mars 2019



Le ciel de Gaza (Territoires palestiniens) illuminé lors d'une frappe aérienne de l'armée israélienne dans la nuit du 14 au 15 mars 2019

Gaza (Territoires palestiniens) (AFP) - Israël a riposté lourdement vendredi à des tirs de roquettes de la bande de Gaza vers son territoire dont la capitale économique Tel-Aviv, en pilonnant des dizaines de positions du mouvement islamiste palestinien Hamas, dans une période à hauts risques.

Ces hostilités ont ravivé de nouveau le spectre d'un conflit à Gaza, où Israël et le Hamas ainsi que ses alliés se sont livrés trois guerres depuis que le mouvement islamiste a pris le pouvoir en 2007.

Elles interviennent après plusieurs semaines de tensions et en pleine campagne électorale israélienne.

Toutefois, les principaux acteurs, le Premier ministre Benjamin Netanyahu et le Hamas, passent pour chercher à éviter la confrontation ouverte. Le calme est revenu vendredi après les opérations israéliennes et la volonté semblait de part et d'autre à l'apaisement.

Ce nouvel accès de fièvre a commencé jeudi soir quand deux roquettes ont été tirées vers la région de Tel-Aviv. L'un des engins est tombé en mer, l'autre en dehors de la cité côtière, a dit le maire, Ron Huldai.

En tout, l'armée israélienne a fait état de dix tirs de roquettes depuis jeudi, dont une partie a été interceptée par la défense anti-aérienne.

- "Peur des bombes" -

Aucun blessé n'a été rapporté. Mais les roquettes ont déclenché les sirènes dans les localités israéliennes et conduit les autorités à rouvrir les abris.

En représailles, les avions de combat et les hélicoptères d'attaque ont conduit vendredi aux premières heures une centaine de frappes contre des positions du Hamas, dont un important site souterrain de fabrication de roquettes, selon l'armée.

Les explosions ont retenti toute la nuit à travers le territoire coincé entre Israël, Egypte et Méditerranée.

Quatre personnes ont été blessées, selon les autorités gazaouies. Mais les sites visés par Israël avaient été évacués, par anticipation.

Le Hamas et le Jihad islamique, son allié et autre mouvement islamiste, ont démenti être à l'origine des tirs en direction de Tel-Aviv, laissant supposer que ceux-ci pourraient être le fait de groupes rivaux ou dissidents.

Cependant, Israël a assuré que le coupable était bien le Hamas.

Le fait que Tel-Aviv, à des dizaines de kilomètres de Gaza, soit menacée confère pour Israël une gravité particulière à ces actes.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a rapidement réuni les responsables sécuritaires. Il est en pleine campagne électorale et cherche à imposer l'image de meilleur garant de la sécurité nationale.

Dimanche encore, il menaçait d'une "opération d'envergure" si nécessaire.

Son principal adversaire aux élections du 9 avril, l'ancien chef d'état-major Benny Gantz, a réclamé une "riposte sévère" ainsi que "la mise en place d'une politique dure et cohérente contre le Hamas".

Israël a cependant reçu le soutien de l'administration Trump, son grand allié. Israël a le droit de se protéger contre les attaques de "terroristes (...) armés et financés par leurs marionnettistes à Téhéran", a tweeté le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo.

Les protagonistes paraissaient s'employer vendredi à dissiper les tensions.

- Dissiper les tensions -

Côté israélien, la presse indiquait que les roquettes de type Fajr pourraient être parties malencontreusement en direction de Tel-Aviv lors d'une intervention de maintenance.

Les principaux groupes palestiniens ont eux décidé de respecter la trêve du moment qu'Israël "cesse ses actes d'agression", a dit à l'AFP un porte-parole du Jihad islamique, tandis que le voisin égyptien, intercesseur historique à Gaza, et les Nations unies poursuivaient leurs efforts de médiation.

Le comité organisant tous les vendredis la contestation appelée "Grande marche du retour" a, "dans l'intérêt du public", annoncé le report des rassemblements prévus le jour même le long de la frontière israélienne. C'est une première depuis le début du mouvement lancé en mars 2018 contre le blocus israélien et pour le retour des réfugiés palestiniens chassés ou ayant quitté leurs terres à la création d'Israël.

Les organisateurs et le Hamas affirment que le mouvement est indépendant. Mais le Hamas a démontré qu'il était sous son contrôle. Israël l'accuse de s'en servir pour des agissements hostiles.

Depuis mars 2018, plus de 250 Gazaouis ont été tués par des tirs israéliens, la grande majorité lors de ces manifestations, souvent accompagnées de violences, d'autres dans des frappes israéliennes.

Deux soldats israéliens ont été tués depuis lors.

Les tensions demeurent vives. La situation économique à Gaza, éprouvée par la pauvreté, les pénuries et le chômage, continue de susciter l'inquiétude. Les forces du Hamas ont dispersé jeudi soir de rares manifestations pour une amélioration des conditions de vie.

Le Hamas est fréquemment accusé de soulager la pression domestique en détournant l'attention sur Israël.

Gaza: des manifestations violemment réprimées



RFI 20 mars 2019



Les organisations de défense des droits de l'homme dénoncent une violente répression de manifestations pacifiques dans la bande de Gaza. Pendant quatre jours en fin de semaine dernière, des rassemblements pour protester contre le coût de la vie ont eu lieu dans plusieurs localités de l'enclave palestinienne. Avec notre correspondant à Jérusalem, Guilhem Delteil Les vidéos mises en ligne en fin de semaine dernière sur les réseaux sociaux montraient des rassemblements dispersés par la force. La répression des manifestants a été violente, confirme Hamdi Shakura. Il est le directeur adjoint du Centre palestinien pour les droits de l'homme. « Ils ont été brutalement attaqués par les forces de police, dit-il. Dans de nombreux cas, des hommes armés en civil ont participé à ces attaques. Nos équipes ont rendu compte de nombreux cas de tabassage qui ont causé des blessures sérieuses pour des dizaines de personnes. » Les arrestations ont eu lieu lors des rassemblements, mais aussi dans des raids ultérieurs. Et elles se poursuivent, assure Hamdi Shakura. Son organisation affirme aussi que des dizaines de manifestants ont été traduits devant des tribunaux militaires. Le Hamas ne supporte aucune forme de contestation, souligne le militant des droits de l'homme. « Au moment où nous demandons tous à Israël de respecter le droit des Palestiniens de manifester pacifiquement dans des zones le long de la ligne de séparation, nous voyons cette hypocrisie. Ils n'ont aucune tolérance à l'égard de quelle que voix que ce soit contre eux ou contre les conditions de vie », déplore-t-il. Dans un communiqué publié ce mardi, le Hamas dit rejeter la violence « contre tout Palestinien exerçant son droit à la liberté d'expression ». « Mais sur le terrain, nous voyons le contraire », répond Hamdi Shakura.

Les organisations de défense des droits de l'homme dénoncent une violente répression de manifestations pacifiques dans la bande de Gaza. Pendant quatre jours en fin de semaine dernière, des rassemblements pour protester contre le coût de la vie ont eu lieu dans plusieurs localités de l'enclave palestinienne.

Avec notre correspondant à Jérusalem, **Guilhem Delteil**

Les vidéos mises en ligne en fin de semaine dernière sur les réseaux sociaux montraient des rassemblements dispersés par la force. La répression des manifestants a été violente, confirme Hamdi Shakura. Il est le directeur adjoint du Centre palestinien pour les droits de l'homme.

« Ils ont été brutalement attaqués par les forces de police, dit-il. Dans de nombreux cas, des hommes armés en civil ont participé à ces attaques. Nos équipes ont rendu compte de nombreux cas de tabassage qui ont causé des blessures sérieuses pour des dizaines de personnes. »

Les arrestations ont eu lieu lors des rassemblements, mais aussi dans des raids ultérieurs. Et elles se poursuivent, assure Hamdi Shakura. Son organisation affirme aussi que des dizaines de manifestants ont été traduits devant des tribunaux militaires. Le Hamas ne supporte aucune forme de contestation, souligne le militant des droits de l'homme.

*« Au moment où nous demandons tous à **Israël de respecter le droit** des Palestiniens de manifester pacifiquement dans des zones le long de la ligne de séparation, nous voyons cette hypocrisie. Ils n'ont aucune tolérance à l'égard de quelle que voix que ce soit contre eux ou contre les conditions de vie », déplore-t-il.*

Dans un communiqué publié ce mardi, le Hamas dit rejeter la violence « contre tout Palestinien exerçant son droit à la liberté d'expression ». « Mais sur le terrain, nous voyons le contraire », répond Hamdi Shakura.

SYRIE

Opérations

Les travailleurs humanitaires, cible privilégiée en Syrie

<http://club.bruxelles2.eu/> 17 Mar 2019 Aide humanitaire, Armes Chimiques, Casques blancs, Conflit syrien, Guerre, Human Rights Watch

(B2) En visant directement les travailleurs humanitaires, les forces armées de Bachar al-Assad veulent les empêcher d'aider la population civile. Face aux violations des droits de l'Homme, une seule arme : la loi



De gauche à droite: Mohamad Katoub (Syrian American Medical Society), Fadel Al Shukfeh, Assad Al Achi (executive director of civil society organization Baytna Syria), Raed Al Saleh (head of the Syria civil defence or White Helmets), Lotte Leicht (Human Right Watch). (Crédit: B2)

Plusieurs représentants des travailleurs humanitaires ont dénoncé, à Bruxelles mercredi (13 mars), ce qui est devenu la norme dans le conflit en Syrie : la normalisation des violations des droits de l'Homme par le régime. « *Il est urgent d'intervenir* » face à « *l'impunité* » avec laquelle ces actes sont commis, alertent-ils.

Pour les travailleurs humanitaires, il n'y a plus d'endroit sûr

Toute personne qui souhaite aider, secourir se retrouve en très grand danger, tuée ou arrêtée à la moindre occasion. Avec toutes ces attaques, « *il n'y a pas d'endroit sûr* » pour personne, ni pour les travailleurs humanitaires ni pour les déplacés. « *Aucun environnement sécurisé* ». Toute arme est permise, que ce soient les armes chimiques, les détentions, les cyber attaques, la désinformation pour saper leur crédibilité.

185 médecins tués depuis le début du conflit

Selon Mohamad Katoub, membre de la Syrian American Medical Society « *16 travailleurs humanitaires sont [aujourd'hui] détenus au Nord-Ouest de la Syrie, et nous n'avons aucune information pour les aider* ». Plus grave encore, 185 médecins ont été tués par le régime.

1463 attaques contre les installations humanitaires

Les Casques blancs (1) sont en haut de la liste des cibles visées par les forces russes, les militaires iraniens ou encore les forces militaires du régime syrien, selon les témoignages. L'état des lieux est tragique, alerte Fadel Al Shukfeh. « *1109 travailleurs humanitaires sont visés en Syrie, plus que dans n'importe quel autre pays. Ce sont des cibles constantes.* » On recense « *au moins 1463 attaques sur les installations humanitaires vitales* ». Sans compter les « *3984 personnes dans les centres de détention* », parmi lesquels des travailleurs humanitaires, des médecins, l'aide civile. Tout ceci depuis le début du mouvement.

Les hôpitaux, devenus un endroit dangereux

Plusieurs hôpitaux attaqués récemment ont dû être évacués, ou sécurisés. Le Centre Barda a été l'une des cibles, faisant des douzaines de victimes. « *Directement après la première frappe, ils ont visé trois hôpitaux publics* » raconte tristement Mohamad Katoub. Le 4 avril dernier, c'est l'hôpital dans la ville de Al Tabaqa qui a délibérément été touché. Les attaques de professeurs et d'écoles deviennent fréquentes, les déplacements de population tactiques également. « *C'est la même*

situation dans tous les secteurs. Les gens préfèrent ne pas garder les femmes trop longtemps dans les hôpitaux. Et l'on ne peut pas faire de campagne de vaccins au niveau national. Ce serait trop dangereux ». « Il a fallu attendre que ce soit moins dangereux pour déplacer les enfants ».

Les attaques comme message d'intimidation

C'est une manière pour le régime « d'avertir la société en ciblant les personnes qui essaient d'aider ou secourir la société. » Une terrible stratégie pour les civils, et une « punition » pour les personnes leur venant en aide. Il s'agit de faire disparaître toute trace, tout témoignage, toute preuve sur les violations des droits de l'Homme en Syrie répertoriées par les Casques blancs. La documentation reste, en effet, une arme pour attaquer les responsables. Face à la violation des droits humains, la seule arme est 'la loi' souligne Lotte Leicht directrice de Human Rights Watch pour l'Union européenne. « Avec bravoure, les victimes survivantes se battent en Europe, utilisent les lois européennes qui permettent des enquêtes et la poursuite des crimes. » Autant d'outils qui pourront permettre de punir, un jour, les responsables.

(Capucine Allais, st)

(1) Organisation humanitaire de protection civile formée pendant la guerre civile syrienne, les Casques blancs interviennent depuis 2012. Raed Al Saleh, à la tête des Casques blancs, précise qu'actuellement, 3000 volontaires travaillent dans des zones sensibles en Syrie.

Nicolas Gros-Verheyde

Syrie: la France en quête de précisions sur le plan américain

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Philippe Gélie Publié le 18/03/2019 à 20:32



La ministre des Forces armées françaises, Florence Parly, accueillie par le secrétaire par intérim de la Défense, Patrick Shanahan, lundi au Pentagone. MARK WILSON/AFP

À Washington lundi, la ministre des Armées, Florence Parly, a défendu l'alliance transatlantique tout en plaidant pour plus «d'autonomie» européenne.

Correspondant à Washington,

La France veut en savoir plus sur les plans de l'Administration Trump en Syrie avant de définir son engagement dans la «force d'interposition» souhaitée par Washington au nord du pays. C'est l'objet principal des discussions que devait avoir lundi après-midi au Pentagone la ministre française des Armées, Florence Parly, avec son homologue par intérim Patrick Shanahan.

«Cela fait des semaines que nous échangeons sur les conditions du retrait des forces américaines, a expliqué la ministre lors d'une conférence de presse lundi matin dans la capitale américaine. La position des États-Unis semble s'être un peu structurée, on a fait évoluer les termes de la discussion.» Elle abordait cependant ses rendez-vous avec «beaucoup de questions», tant sur le nombre de soldats américains appelés à rester sur place que sur les détails de la mission. «Nous allons débattre tous les détails de la proposition américaine, puis j'en ferai rapport au président Macron, qui suit cette question de très près», a précisé Mme Parly.

Washington discute depuis fin février avec Ankara de la création d'une «zone tampon» sur la frontière turque, que patrouillerait une force internationale. Après avoir annoncé un retrait total en décembre, Trump a effectué un revirement partiel fin février en acceptant de maintenir 400 soldats appuyés par des troupes alliées. Celles-ci, toutefois, sont jusqu'ici offertes au compte-gouttes. Selon le *Wall Street Journal*, cette pénurie pourrait amener l'Administration à maintenir finalement 1000 hommes en Syrie, ce que le Pentagone dément. «Pour justifier d'une présence terrestre, il

faut des moyens de logistique, de reconnaissance aérienne, etc., a plaidé Mme Parly. Je suis confiante sur le fait qu'à la fin, nous arriverons à une bonne décision.»

«Quand nous avons entendu l'été dernier qu'à défaut, les États-Unis pourraient faire bande à part, on a commencé à se demander si l'impensable n'était pas en train de se produire»

Florence Parly, ministre française des Armées

Cette confiance, ostensiblement justifiée par la «force» de l'alliance transatlantique, n'empêche pas les interrogations sur «la pérennité de l'engagement américain en Europe». Dans un discours à l'Atlantic Council de Washington, la ministre française a expliqué «soutenir totalement» l'exigence américaine que chaque membre de l'Otan affecte 2% de son budget à la défense. «Mais quand nous avons entendu l'été dernier qu'à défaut, les États-Unis pourraient faire bande à part, on a commencé à se demander si l'impensable n'était pas en train de se produire», a-t-elle déclaré dans un anglais courant.

Les moyens stratégiques détenus par les États-Unis

«La clause de solidarité de l'Otan s'appelle l'Article 5, pas l'article F-35», a plaisanté Florence Parly en évoquant les pressions américaines pour vendre le dernier modèle de son aviation de chasse. Résultat des craintes et des tensions: «Les Européens ont commencé à se préparer, juste au cas où. Ils ont entrepris de regarder honnêtement ce qu'ils seraient capables de faire s'ils étaient livrés à eux-mêmes. Des progrès ont été réalisés, mais la réalité reste peu flatteuse», reconnaît-elle. Entre 70% et 100% des moyens stratégiques du camp occidental sont détenus par les États-Unis.

Pour rattraper leur retard, «les Européens doivent consolider leur industrie de défense» et multiplier les programmes d'équipements communs, estime la ministre. Plaidant pour plus «d'autonomie» du vieux continent, elle appelle le partenaire américain à n'y voir qu'une «variation de l'amitié», la traduction de «liens sains, indépendants et robustes». «L'objet de l'Otan était d'avoir les États-Unis dedans et la Russie dehors. Nous ne voulons pas inverser les termes de cette équation», conclut-elle.

Paris attend toujours des précisions sur les intentions américaines pour maintenir une présence militaire en Syrie

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 21 mars 2019



Après avoir annoncé le retrait des troupes américaines de Syrie, en décembre, le président Trump a finalement consenti à maintenir, pour un «certain temps», un contingent de 200 militaires aux côtés des Forces démocratiques syriennes [FDS, alliance arabo-kurde]. Et, d'après le Washington Post, 200 soldats supplémentaires pourraient rester dans le secteur stratégique d'At-Tanf car situé sur l'axe Damas-Bagdad et près de la frontière jordanienne.

Pour les responsables américains, il n'est pas question que les États-Unis soient les seuls à maintenir une présence militaire dans le nord-est de la Syrie. D'où l'appel aux pays européens membres de la coalition anti-jihadiste pour les accompagner, l'idée étant que ces derniers fournissent jusqu'à 80% des effectifs de cette force qui compterait environ 1.000 soldats.

Évidemment, on peut imaginer que les pays volontaires ne se bousculent pas au portillon et que ceux qui ont déjà envoyé des troupes en Syrie seront les premiers concernés. C'est ainsi le cas de la France, du Royaume-Uni et du Danemark.

Pour rappel, la mission qu'aurait cette force « résiduelle » viserait à dissuader toute offensive turque contre les FDS, dont les milices kurdes syriennes fournissent le gros des troupes et à empêcher l'éparpillement des combattants de l'État islamique [EI ou Daesh] ainsi que la reconstitution de cellules jihadistes. Selon un rapport de l'inspection générale du Pentagone, il faudrait en effet 6 à 12 mois pour que, sans pression militaire, l'organisation terroriste reprenne le contrôle d'un territoire.

La France est donc concernée au premier chef. Et, à l'occasion de son déplacement à Washington, Florence Parly, la ministre des Armées, attendait des précisions sur les modalités de cette force « résiduelle » imaginée par les États-Unis. Et visiblement, elle n'a pas obtenu ce qu'elle était venu chercher.

En effet, lors d'une audition devant la commission des Affaires étrangères, le 20 mars, à l'Assemblée nationale, Jean-Yves Le Drian, le chef de la diplomatie française, a indiqué que l'entretien entre Mme Parly et son homologue américain, Patrick Shanahan, n'avait rien donné de concret.

« Mme Parly s'est rendue aux États-Unis [...] pour commencer à discuter avec les Américains et essayer d'avoir des réponses à différentes questions : si d'aventure le dispositif militaire américain se maintient, quels seront les contours de sa présence, quelle sera la mission, quelles seront les capacités, quelle sera la présence au sol? », a d'abord résumé M. Le Drian. Or, a-t-il continué, « nous n'avons pas encore ces réponses-là » alors que « c'est en fonction des réponses qui seront apportées à ces questions que dépendra notre capacité politique à poursuivre le combat contre Daesh. »

« C'est sur les bases d'informations que nous n'avons pas encore [...] que le président de la République déterminera le moment venu l'éventualité d'une contribution française. Nous en sommes là », a expliqué le chef du Quai d'Orsay.

A priori, l'entretien téléphonique qu'a eu le président Macron avec le chef de la Maison Blanche, la veille de l'audition de M. Le Drian, n'a rien donné non plus.

Quoi qu'il en soit, la fin du « califat physique » qu'avait proclamé Daesh en juillet 2014 est très proche, les derniers combats se concentrant désormais sur la poche de Baghouz. Ce 21 mars, un média kurde syrien a même annoncé la victoire des FDS, avant d'être finalement démenti peu après.

« La défaite territoriale de Daesh se confirme. [...] Tout nous laisse à penser que la défaite définitive pourra être annoncée dans quelques jours », a affirmé M. Le Drian. Mais, a-t-il prévenu, « cela ne veut pas dire qu'on en a fini contre Daesh, qui continuera de menacer notre pays, en Irak, au Levant, avec un mode d'action nouveau, un mode d'action asymétrique à partir d'une situation de clandestinité en grande partie. »

Quant aux FDS, dont il a salué « le courage » et la « persévérance », le ministre français a une nouvelle fois assuré qu'il est « invincible » pour la France de les « abandonner ». Reste donc à voir comment.

En tout cas, le dispositif de la force Chammal [nom de la participation française à la coalition, ndlr] évoluera, quoi qu'il arrive. D'après l'agence Reuters, qui a cité une source militaire le 17 mars dernier, le retrait d'Irak de la Task Force Wagram, c'est à dire le détachement d'artillerie doté de trois CAESAR [Camions équipés d'un système d'artillerie] est « acté ». Après avoir été énormément sollicités, les artilleurs n'ont que très peu tiré lors de la bataille de Baghouz [3/4 missions de tirs en moyenne].

« On va probablement garder une présence aérienne » ainsi qu'une empreinte au sol. Il n'y aura pas de changement de nature ou de volume considérable, car on est dans la continuité de la mission », a ajouté cette source militaire.

Trump et la force antidjihadiste annoncent la fin de l'État islamique en Syrie

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Georges Malbrunot Mis à jour le 23/03/2019 à 13:40 Publié le 22/03/2019 à 19:14



Des membres des FDS le 13 mars dernier dans les environs de Baghouz. DELIL SOULEIMAN/AFP

Les Forces démocratiques syriennes ont déclaré samedi matin «la totale élimination du soi-disant califat». La force antidjihadiste, soutenue par une coalition internationale conduite par les États-Unis, a brisé depuis des semaines les dernières défenses de l'État islamique, acculé dans le village de Baghouz, aux confins orientaux de la Syrie.

Samedi matin 23 mars, le porte-parole des Forces démocratiques syriennes (FDS) Mustafa Bali a tweeté: «Les Forces démocratiques syriennes déclarent la totale élimination du soi-disant califat et une défaite territoriale à 100% de l'EI»:

Cette annonce intervient quelques heures après une déclaration similaire de Donald Trump. Cartes à l'appui à destination des journalistes, le président américain a affirmé vendredi soir que l'État islamique (EI) était vaincu «à 100%» en Syrie. Le milliardaire a montré des cartes des régions autrefois détenues par l'organisation djihadiste qui a répandu la terreur au Levant et ailleurs, ces dernières années. «Voici l'EI et voici ce que nous avons aujourd'hui», a-t-il dit en pointant ces cartes, dont une, exposant la situation sur place vendredi, ne faisait plus état de la moindre présence de Daech. «Le califat territorial de l'EI a été éliminé à 100% en Syrie», a renchéri la porte-parole de la Maison-Blanche, Sarah Sanders.

Le président Emmanuel Macron a réagi à cette annonce samedi en tweetant: «Nous n'oublions pas les victimes de Daech. L'étape franchie aujourd'hui est immense: un danger majeur pour notre pays est éliminé.», en poursuivant que «la menace demeure et la lutte contre les groupes terroristes doit continuer».



Emmanuel Macron

✓ [@EmmanuelMacron](#)

· [23 h](#)

Les forces démocratiques syriennes ont annoncé que le dernier bastion de Daech était tombé. Je rends hommage à nos partenaires et aux armées de la coalition internationale, dont la France fait partie. Ils ont combattu les terroristes avec détermination, pour notre sécurité.



Emmanuel Macron

✓ [@EmmanuelMacron](#)

Nous n'oublions pas les victimes de Daech. L'étape franchie aujourd'hui est immense : un danger majeur pour notre pays est éliminé. Mais la menace demeure et la lutte contre les groupes terroristes doit continuer.

[4 157](#)

[15:19 - 23 mars 2019](#)

Dans un second tweet, le chef de l'État salue la coalition internationale: «Les forces démocratiques syriennes ont annoncé que le dernier bastion de Daech était tombé. Je rends hommage à nos partenaires et aux armées de la coalition internationale, dont la France fait partie. Ils ont combattu les terroristes avec détermination, pour notre sécurité.»



Emmanuel Macron

✓ [@EmmanuelMacron](#)

Les forces démocratiques syriennes ont annoncé que le dernier bastion de Daech était tombé. Je rends hommage à nos partenaires et aux armées de la coalition internationale, dont la France fait partie. Ils ont combattu les terroristes avec détermination, pour notre sécurité.

[8 070](#)

[15:17 - 23 mars 2019](#)

Trump : «L'EI est vaincu à 100%»



Le président américain Donald Trump a annoncé la fin de l'Etat Islamique carte en main.

À des milliers de kilomètres, les combattants des FDS, qui luttait contre Daech avec l'appui de la coalition internationale, continuaient, cependant, de déminer le dernier réduit djihadiste près de Baghouz, à l'extrême-est de la Syrie. Avant la proclamation définitive de la victoire, l'alliance arabo-kurde voulait être certaine qu'aucun djihadiste ne restait terré en embuscade ou que le maximum de leurs engins explosifs laissés derrière eux avait été neutralisé.

Du califat autoproclamé par Abou Baqr al-Baghdadi en juin 2014 qui s'étendait sur des pans entiers du territoire irakien et syrien, il ne restait plus, ces derniers jours, qu'un campement de fortune que les combattants arabo-kurdes ont reconquis. Mais des heurts sporadiques les opposaient encore ces dernières heures à une poignée d'irréductibles, restaient cachés dans les grottes et les nombreux tunnels que les djihadistes avaient construits depuis que leurs ennemis avaient lancé la bataille en septembre dernier.

Après des dizaines de milliers d'autres, mercredi, 2000 femmes et enfants étaient encore arrivés au camp d'Al-Hol plus au nord qui abritent toutes les personnes sorties de Baghouz, ces dernières semaines. La reconquête de ce réduit sur l'Euphrate, ultime poche de Daech en Syrie, signe la fin du califat-Etat islamique.

Des milliers de djihadistes prisonniers

L'offensive anti-Daech de la coalition internationale, dirigée par les États-Unis, avait commencé en août 2014 en Irak, quelques semaines après la proclamation du califat État islamique par Abou Baqr al-Baghdadi depuis une mosquée de Mossoul. Celui-ci est toujours en fuite, signe supplémentaire que malgré la perte de leur territoire, les djihadistes restent une menace au Levant, et au-delà.

Si des milliers d'entre eux ont été tués ou arrêtés durant les longues semaines de la bataille de Baghouz, d'autres ont réussi à fuir, en Irak voisin, où ils se sont éparpillés le long de la vallée de l'Euphrate ou cachés, plus à l'est dans les montagnes d'Hamrin. Même si le nombre de leurs attaques a considérablement reculé en 2018, ils constituent toujours une menace résiduelle pour les autorités de Bagdad, continuant de s'en prendre notamment aux forces de sécurité irakiennes.

En Syrie, des djihadistes, dispersés dans le désert de la Badya entre Der Ezzor et Palmyre gardent eux aussi une capacité de nuisance. Il faut y ajouter ceux qui sont dans la province d'Idlib, à l'ouest de la Syrie, la dernière entre les mains des opposants à Bachar el-Assad. À l'issue de combats entre rebelles, cette province limitrophe de la Turquie est entièrement contrôlée par le groupe Hayat Tahrir al-Sham, proche de l'ancienne branche syrienne d'Al-Qaïda. De nombreux étrangers en sont membres, dont des Français. La bataille d'Idlib sera la prochaine étape de la guerre en Syrie. Ces derniers jours, l'armée syrienne et son allié russe ont multiplié les bombardements....

Le sort des milliers de djihadistes désormais entre les mains des combattants kurdes dans le nord-est de la Syrie est l'autre grand défi des prochains mois. Que vont en faire les Forces démocratiques syriennes (FDS) qui les détiennent? Les garder est un fardeau pour cette alliance de combattants kurdes et arabes. Les FDS demandent aux pays d'où sont originaires ces ressortissants étrangers de les reprendre. L'Irak le fera. Mais les autres pays rechignent. Bagdad pourrait récupérer certains djihadistes étrangers, comme l'Irak l'a déjà fait avec un certain nombre de Français. Bref, la défaite territoriale de Daech ne signifie pas la fin de la menace djihadiste en Syrie.



Les premières images de Baghouz libérée en Syrie - Regarder sur Figaro Live

Même après avoir perdu son dernier bastion syrien, l'État islamique reste une menace

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 23 mars 2019



Il aura fallu près d'un an aux Forces démocratiques syriennes [FDS], une alliance arabo-kurde soutenue par la coalition dirigée par les États-Unis, pour venir à bout des derniers restes du « califat » autoproclamé par l'État islamique [EI ou Daesh] dans le cadre de la dernière phase de l'opération Roundup, lancée en mai 2018.

Dans un premier temps, les FDS et la coalition sécurisèrent la partie sud-est de la frontière irakienne. Un préalable avant de s'attaquer aux dernières positions tenues par les jihadistes sur la rive orientale de l'Euphrate. Puis, en septembre, une offensive fut menée contre la ville de Hajine, où l'EI opposa une forte résistance tout en profitant des conditions météorologiques qui lui permirent de lancer des contre-attaques.

Une fois Hajine libérée, les FDS portèrent leur effort, en janvier, sur les villages d'al-Chaafa et d'al-Soussa. Acculés, les jihadistes qui n'avaient pas rendu les armes se réfugièrent à Baghouz, localité qui devait alors être le théâtre de la « bataille finale » contre l'EI.

Lancée le 9 février, cette dernière, rendue compliquée en raison de la présence de nombreux civils, aura duré un peu plus d'un mois. En effet, ce 23 mars, les FDS ont déclaré, via Mustefa Bali, un porte-parole, « la totale élimination du soi-disant califat et une défaite territoriale à 100%

de l'EI ». Le président américain, Donald Trump, avait fait une annonce semblable 24 heures plus tôt.

« Donnez cette victoire à toutes les familles des martyrs et de nos blessés, ces héros dont les sacrifices n'auraient pas été vains. Après des années de grands sacrifices, nous annonçons au monde la disparition du soi-disant califat et renouvelons le vœu de poursuivre la guerre et de poursuivre ce qu'il reste des jihadistes jusqu'à leur élimination totale », a déclaré M. Bali, via Twitter.

Effectivement, le combat contre l'EI n'est pas terminé. Daesh est une « hydre dont il faudra en permanence contrôler qu'elle ne soit pas en train de se réveiller », notamment en Irak et en Syrie, avait en effet prévenu le général François Lecointre, le chef d'état-major des armées [CEMA], en mai 2018.

Et tout dépendra de « l'après », c'est à dire des solutions politiques, diplomatiques et militaires qui seront mises en oeuvre afin d'éviter que les conditions ayant permis l'émergence de Daesh puissent être réunies à nouveau.

Et justement, l'organisation jihadiste s'emploiera à faire dérailler tout processus de normalisation politique. Ainsi, prévient un rapport des Nations unies publié en février, que ce soit en Irak et en Syrie, elle « essaiera d'attiser les tensions sectaires et de se poser en champion des populations marginalisées. » Son objectif sera de « compromettre les activités de stabilisation et de reconstruction » et, de manière générale, « d'empêcher le développement économique. »

Pour cela, explique encore ce rapport, l'EI a anticipé la chute de son califat en renouant avec la clandestinité et la guérilla. Sur le plan financier, il aurait accès à réserves financières « d'un montant de 50 à 300 millions de dollars », y est-il avancé. Et si les pertes territoriales l'ont privé de certaines sources de revenus, ses besoins sont désormais moindres. « Il devrait pouvoir subvenir à son propre fonctionnement », est-il estimé dans ce document.

« Les cellules de l'EI devraient s'autofinancer et subvenir à leurs besoins grâce à diverses activités, notamment l'extorsion, l'enlèvement contre rançon ou d'autres activités criminelles. D'après certains rapports, le groupe conserve des informations sur les populations locales, qui pourraient être utilisées dans le cadre de futures opérations visant à extorquer ou à soutirer de quelque façon des financements de zones qui étaient précédemment sous son contrôle », avance encore l'ONU.

Par ailleurs, si l'ultime bastion de l'EI est tombé, on ignore le sort de son chef, Abou Bakr al-Baghdadi [alias Ibrahim Awad al-Badri], dont la tête a été mise à prix pour 25 millions de dollars par Washington. En janvier, et selon le quotidien The Guardian, il aurait été la cible, près de Hajine, d'une tentative d'assassinat commise par des combattants étrangers de sa propre organisation. Ce qui, sauf erreur, n'a pas été confirmé officiellement.

« Selon des responsables des services de renseignements régionaux, une action prévue contre al-Baghdadi a donné lieu à un échange de coups de feu opposant des combattants étrangers et les gardes du corps du chef du terroriste en fuite, qui l'ont emmené dans les déserts à proximité », avait en effet indiqué le journal britannique.

Quoi qu'il en soit, le rapport de l'ONU estime que l'EI « demeure de loin le groupe terroriste international le plus actif et le plus à même de commettre un attentat complexe de grande envergure dans un avenir proche ». Et il est prêt, pour cela, à viser « des avions et utiliser des substances chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires. »

Aussi, la fin du « califat » physique de l'EI ne met pas fin à la menace qu'il représente, d'autant plus que son implantation ne se limite pas au Levant. Ainsi est-il présent en Afrique, via Boko Haram [ou ISWAP] dans la région du Lac Tchad et l'EIGS au Sahel. Mais pas seulement.

En effet, Daesh « reste une menace en Libye. Ses combattants sont sans doute moins nombreux mais demeurent actif dans une vaste zone qui s'étend le long de la côte entre Ajdabiya et Tripoli et, au Sud, vers les gouvernorats de Sabha et de Koufra », affirme le rapport de l'ONU.

L'organisation est également active en Égypte, plus particulièrement au Sinaï, et sa présence est attestée en Somalie, plus précisément dans l'État du Puntland.

Par ailleurs, l'EI s'est implanté dans la région afghano-pakistanaise, où il revendique régulièrement des attentats meurtriers visant la plupart du temps la communauté chiite. Mais plus inquiétant encore est l'expansion de cette organisation en Asie du Sud-Est, en particulier aux Philippines, où les forces de sécurité multiplient les opérations anti-terroristes. La crainte est que le sud de ce pays puisse servir de « tête de pont » aux activités jihadistes.

Photo : Derniers combats à Baghouz, via Mustefa Bali

YÉMEN

Justice

Un tribunal demande à Berlin de vérifier la légalité des frappes réalisées par les drones américains au Yémen

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 19 mars 2019



Ces dernières années, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, les États-Unis ont multiplié les frappes aériennes au Yémen contre al-Qaïda dans la péninsule arabique [AQPA], laquelle passe pour être probablement la branche la plus dangereuse du réseau fondé par Oussama ben Laden. Pour rappel, c'est cette dernière qui avait revendiqué l'attentat contre la rédaction de Charlie Hebdo, en janvier 2015, à Paris.

Ces frappes, réalisées par des drones, ont permis d'éliminer de nombreux cadres de cette organisation, dont Anwar al-Aulaqi, l'un de ses responsables les plus influents [son nom fut associé à la fusillade de Fort Hood, en novembre 2009].

Par ailleurs, hormis un soutien à la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite dans les domaines du renseignement et du ravitaillement en vol [soutien qui n'est pas gratuit], les opérations de forces américaines au Yémen concernent uniquement AQPA et la branche locale de l'État islamique [EI]. En clair, elles restent à l'écart des combats opposant les forces gouvernementales yéménites et les rebelles Houthis, appuyés par l'Iran.

Cela étant, l'organisation Reprieve et le Centre européen des droits constitutionnels et des droits de l'homme [ECCHR] ont saisi le administratif supérieur de Münster pour que soit mis un terme aux frappes aériennes au Yémen réalisées par les forces américaines depuis la base de Ramstein [Rhénanie-Palatinat]. Et cela, à demande de ressortissants yéménites ayant perdu des membres de leurs familles au cours de telles attaques.

Tel est le cas de Faisal bin Ali Jaber, représenté par Reprieve. Ainsi, cet ingénieur aurait perdu son beau-frère et un neveu lors d'une frappe contre une mosquée, en 2012. « Les personnes que vous avez tuées s'étaient fermement et publiquement opposées à al-Qaïda. Salem était un imam. Le vendredi avant sa mort, il a prononcé un sermon dans la mosquée Khashamir, dans lequel il dénonçait l'idéologie odieuse d'al-Qaïda. Ce n'était pas le premier de ces sermons, mais c'était le dernier », explique-t-il sur le site de l'association.

Après avoir été débouté une première fois en 2015, Reprieve et l'ECCHR n'ont pas obtenu gain de cause sur ce point précis. Cependant, le tribunal de Münster enjoint le gouvernement allemand de prendre des « mesures appropriées » pour s'assurer que les États-Unis respectent bien le droit

international quand ils effectuent des frappes au Yémen, lesquelles doivent épargner les civils. Ainsi, les juges ont considéré que l'Allemagne avait une obligation de « protection d'une population », y compris à l'étranger.

En outre, selon eux, il existe des « preuves factuelles évidentes » que les forces américaines utilisent l'équipement technique de la base de Ramstein pour effectuer leurs frappes qui « violent, au moins partiellement, le droit international. »

Normalement, les raids aériens au Yémen sont effectués par des drones MQ-9 Reaper basés à Djibouti. Donc, l'Allemagne n'est pas a priori « pas dans la boucle ». Sauf que ces appareils sont pilotés depuis la base de Creech [Nevada], ce qui supposerait l'existence de dispositifs relayant les signaux depuis la base de Ramstein. D'où l'avis du tribunal administratif de Münster.

« Nous échangeons régulièrement avec nos partenaires américains sur les questions politiques, militaires et juridiques. Cela suppose que les États-Unis respectent le droit allemand dans leurs activités à Ramstein, comme dans toute l'Allemagne », avait préalablement fait valoir le ministère allemand des Affaires étrangères. D'ailleurs, c'est ce que prévoit l'article II de la « Convention entre les Etats parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces. »

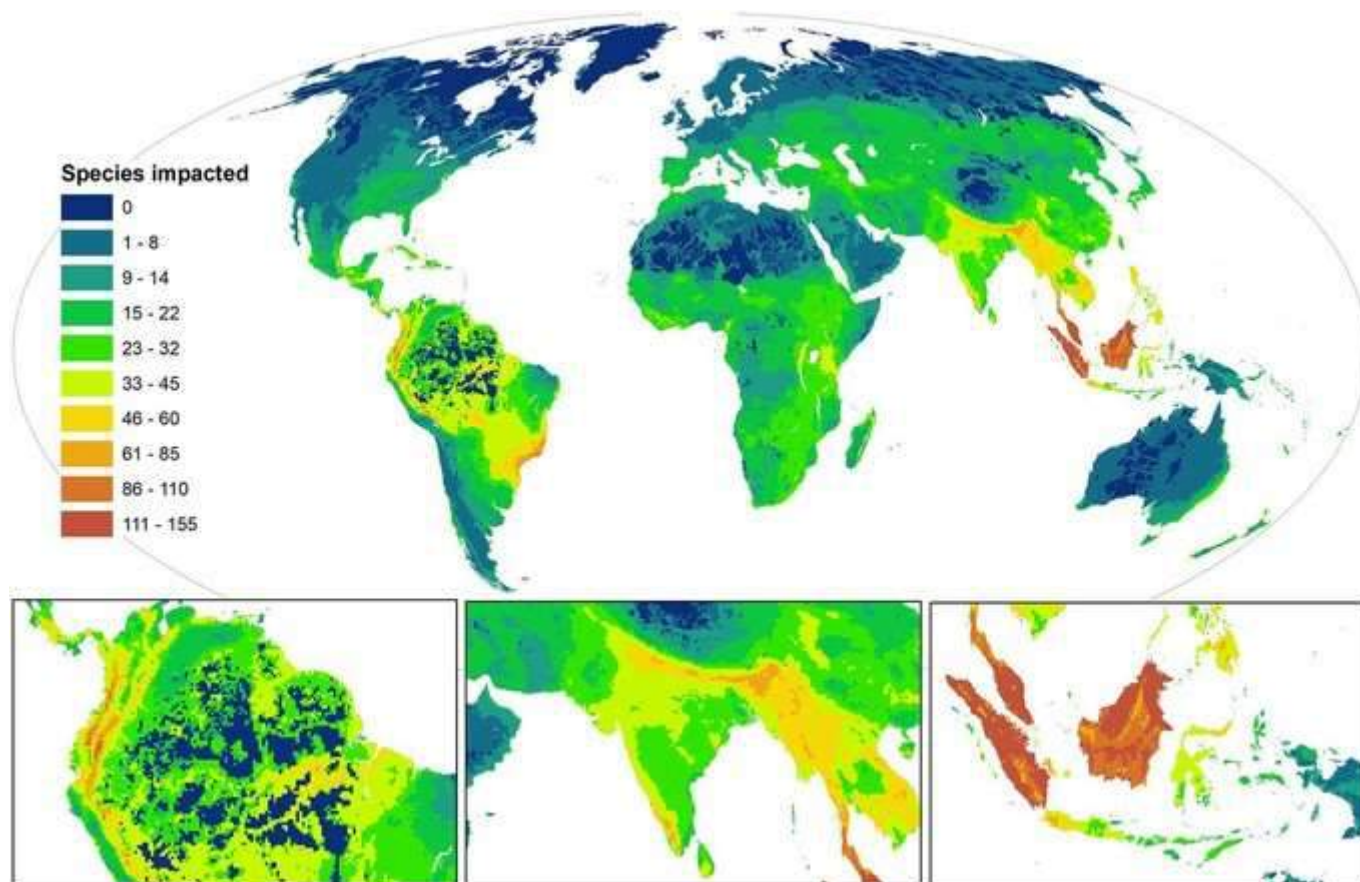
OCÉANIE

AUSTRALIE

Environnement

Cette carte montre dans quels pays les espèces sont les plus menacées

<https://www.ouest-france.fr/> L'édition du soir Environnement lundi 18 mars 2019



Des chercheurs australiens ont réalisé une carte pour montrer dans quels pays on trouve le plus d'espèces menacées par l'activité humaine. L'Asie du Sud-Est est la principale concernée.

L'activité humaine représente une menace pour la biodiversité. Ce constat n'est pas nouveau. Mais des chercheurs australiens ont voulu aller plus loin et identifier les pays où les espèces sont les plus menacées.

Dans le cadre d'une étude publiée dans la revue scientifique *Plos Biology*, ils ont analysé les menaces qui pèsent sur l'habitat de 5 457 vertébrés (des oiseaux terrestres, des mammifères et des amphibiens). Les chercheurs rappellent que les principaux facteurs qui déséquilibrent la biodiversité sont « **la chasse, les récoltes et la transformation des habitats naturels pour l'agriculture, l'urbanisation et l'activité industrielle** ».

Avec ces données, ils ont réalisé une carte pour montrer où les espèces animales sont les plus en danger.

L'Asie du Sud-Est, une zone à risque

Selon eux, presque un quart des espèces (1 237) étudiées sont menacées sur 90 % du territoire mondial. Ces espèces sont principalement des mammifères très connus, comme les lions et les éléphants. Plus inquiétant encore, 395 espèces sont menacées sur la totalité de la planète.

Les chercheurs ont identifié des zones particulièrement à risque, les « hotspots », représentés en rouge. C'est particulièrement le cas en Asie du Sud-Est. Par exemple, 125 espèces sont menacées en Malaisie, 124 à Brunei, 112 à Singapour... La faute, en partie, à la production d'huile de palme. De nombreuses forêts, qui sont des habitats naturels pour quantité d'animaux, ont été détruites pour planter ces palmiers.

Pour les chercheurs, cette étude a un but précis : identifier les zones où les espèces sont menacées afin de fournir ces informations aux personnes qui mettent en place des stratégies et des plans d'action en matière de conservation.

NOUVELLE ZÉLANDE

Sécurité

La Nouvelle-Zélande interdit les fusils d'assaut et continue d'inhumer les victimes des mosquées

Accueil Monde Nouvelle-Zélande <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP Modifié le 21/03/2019 à 06h05 Publié le 21/03/2019 à 03h30



Les gens regardent les hommages rendus au Jardin botanique de Christchurch le 21 mars 2019. | WILLIAM WEST / AFP

La Nouvelle-Zélande va interdire la vente de fusils d'assaut et d'armes semi-automatiques de style militaire, a déclaré jeudi la Première ministre Jacinda Ardern, près d'une semaine après la fusillade contre deux mosquées de la ville de Christchurch qui a fait 50 morts, soit la plus importante tuerie de masse de l'histoire du pays. La police a également annoncé que les 50 victimes ont toutes été identifiées, ce qui va permettre leur inhumation.

La Première ministre de Nouvelle-Zélande a annoncé jeudi l'interdiction des armes semi-automatiques et fusils d'assaut alors qu'étaient inhumées des nouvelles victimes du tueur des mosquées, dont un adolescent qui rêvait d'être gardien de but à Manchester United.

Cinquante fidèles ont été abattus il y a près d'une semaine par le suprématiste blanc Brenton Tarrant dans deux mosquées de la plus grande ville de l'île du Sud, un massacre qu'il a filmé et diffusé en direct sur Facebook.

La police a annoncé que la totalité des victimes étaient désormais identifiées, permettant de soulager la frustration des familles alors que la coutume musulmane veut que les morts soient enterrés le plus rapidement possible, généralement dans les 24 heures suivant le décès.

« Toutes les armes semi-automatiques utilisées dans l'attaque terroriste de vendredi seront interdites dans ce pays »

Jacinda Ardern avait promis immédiatement après le carnage un durcissement d'une législation qui avait permis au tueur d'acheter en toute légalité l'arsenal ayant servi à l'attaque, y compris des armes semi-automatiques.

« Toutes les armes semi-automatiques utilisées dans l'attaque terroriste de vendredi seront interdites dans ce pays », a déclaré la cheffe du gouvernement en détaillant toute une panoplie de mesures qui concrétisent sa promesse. Les chargeurs à grande capacité et autres dispositifs qui permettent des tirs plus rapides seront également hors la loi.

La réforme de la législation sera présentée au Parlement début avril mais dans l'intervalle, des mesures provisoires empêcheront toute ruée sur les armes, ce qui signifie qu'une interdiction de facto est déjà en vigueur.

« C'est une bonne chose, pourquoi aurions-nous besoin de telles armes dans nos maisons ? », a déclaré à l'AFP Kawthar Abulaban, 54 ans, qui a survécu à l'attaque contre la mosquée al-Noor, la première visée par l'extrémiste australien de 28 ans.

« Arrêter la violence des armes »

« Pourquoi est-ce qu'on aurait chez soi des armes semi-automatiques ? Ce n'est pas bien ».

L'attaque a provoqué de nombreux débats, tant en Nouvelle-Zélande qu'à l'étranger, sur l'accès aux armes et l'utilisation des réseaux sociaux par les extrémistes.

Le bannissement par Wellington des armes de type militaire ne devrait pas manquer d'alimenter la controverse. Sur Twitter, des internautes américains rendaient hommage à la réaction rapide de Mme Ardern tandis que d'autres montaient au créneau pour défendre leur droit constitutionnel à s'armer.

« C'est à ça que ressemblent de vraies mesures pour arrêter la violence due aux armes », a réagi le sénateur américain Bernie Sanders, candidat démocrate à la présidentielle américaine. **« Il faut suivre l'exemple néo-zélandais, confronter la NRA (National Rifle Association) et interdire la vente et la distribution des armes d'assaut aux Etats-Unis ».**

Des centaines de personnes rassemblées

Pour la deuxième journée consécutive, des centaines de personnes se sont rassemblées sous un ciel gris pour faire leurs adieux à de nouvelles victimes du tueur, y compris une habitante de Christchurch convertie à l'islam et un homme âgé mort en tentant de saluer celui qui allait le tuer.

Parmi les personnes rassemblées, des musulmans, des non musulmans, des écoliers et même des bikers.

Des élèves pleuraient en accompagnant Sayyad Milne, 14 ans et Tariq Omar, 24 ans, en leur dernière demeure. Le père de Sayyad, John Milne, a déclaré que son fils avait été abattu alors qu'il priait à la mosquée Al-Noor. M. Milne avait expliqué à l'AFP que son fils, **« son tout petit »**, voulait un jour jouer pour le club du nord de l'Angleterre.

Parmi les présents, beaucoup sont scolarisés au lycée Cashmere, l'établissement que fréquentaient Sayyad mais aussi Hamza Mustafa, un réfugié syrien enterré la veille.

Tombes fraîches

Un **« Allah Akbar »** retransmis par haut-parleur a donné le signal du départ de la cérémonie. Après des prières, les victimes ont été inhumées.

Tariq Omar entraînait des équipes de football junior à la Christchurch United Academy. D'après la presse locale, sa mère l'avait déposé à al-Nour le jour du massacre et a survécu car elle cherchait une place de parking pour se garer.

« **C'était ce genre de personne que tout le monde connaissait** », a raconté Bailey Jordan, 15 ans, élève à Cashmere. Ces funérailles « **serrent le cœur, c'est un moment difficile pour tout le monde** ».

Colin Williamson, directeur de la United Academy, a décrit Omar comme « **un être humain magnifique, avec un cœur gigantesque et un grand amour pour le coaching** ».

Une voisine de la famille Milne se désole en regardant le nombre de tombes fraîches synonymes des inhumations à venir.

« **Ce qui m'a frappé, c'est toutes ces tombes qui attendent, et la place qu'elles prennent** », a déclaré cette femme à l'AFP sous couvert de l'anonymat.

Dans un « **manifeste** » sur le « **grand remplacement** », théorie complotiste populaire dans les milieux d'extrême droite qui considère que les populations blanches européennes sont « **remplacées** » par des populations immigrées, le tueur avait dit vouloir attiser le conflit entre l'islam et l'occident.

Mais à Christchurch, les fidèles de toutes les religions se sont réunis pour témoigner de leur solidarité, la ville étant recouverte de gerbes de fleurs et de messages d'unité.

Société

Après la tuerie de Christchurch, des Néo-Zélandais rendent leurs armes

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Zoé Boiron Mis à jour le 19/03/2019 à 18:03
Publié le 19/03/2019 à 17:31



Les Néo-Zélandais peuvent acquérir une arme semi-automatique dès 18 ans, comme dans ce magasin de Christchurch. Jorge Silva/REUTERS

VIDÉO - Depuis l'attaque terroriste qui a coûté la vie à 50 personnes vendredi dernier en Nouvelle-Zélande, certains citoyens rendent volontairement leurs armes aux autorités. Ils incitent leurs compatriotes à les imiter, en témoignant sur les réseaux sociaux.

«Remettez vos armes», titre en Une le *New Zealand Herald* ce mardi 19 mars. Certains Néo-Zélandais n'ont pas attendu de mots d'ordre pour remettre volontairement leurs armes à la police, quelques jours après la tuerie de Christchurch qui a coûté la vie à 50 personnes vendredi. La presse néo-zélandaise ne donne pour le moment aucun chiffre, mais elle se fait l'écho de plusieurs témoignages d'internautes.

L'armurier de Christchurch ne se sent pas responsable



L'armurier néo-zélandais qui a vendu les armes au tireur des mosquées de Christchurch dit ne pas se sentir responsable pour les 50 morts.

Sous le choc depuis l'attaque, John Hart, agriculteur de 46 ans à Masterton, craignait que son arme puisse tomber entre de mauvaises mains. C'est ce qui l'a poussé à se séparer de son fusil semi-automatique, lundi 18 mars. «Jusqu'à aujourd'hui, j'étais l'un des Néo-Zélandais qui possédait un fusil semi-automatique. À la ferme, ils peuvent être un bon outil dans certaines circonstances, mais ma commodité ne l'emporte pas sur le risque d'une mauvaise utilisation», a-t-il écrit sur le réseau social Twitter. Pour preuve, John Hart a posté la photo du bordereau remis aux autorités, sur lequel l'agriculteur demande la destruction de son arme. «Nous n'avons pas besoin de cela dans notre pays. Nous devons nous assurer que cela ne se reproduira jamais», a-t-il ajouté, avec le hashtag #NeverAgain.



[John Hart @farmgeek](#)

Until today I was one of the New Zealanders who owned a semi-automatic rifle. On the farm they are a useful tool in some circumstances, but my convenience doesn't outweigh the risk of misuse.

We don't need these in our country.

We have make sure it's [#NeverAgain](#)

[57,7 k](#)

[07:25 - 18 mars 2019](#)

Il n'est pas le seul à avoir pris cette décision. Un utilisateur de Twitter, Blackstone, a aussi posté une photo du bordereau. Le motif de retour tient en quelques mots: «Ne le veut plus». «C'est l'une des décisions les plus faciles que j'ai jamais prises», a écrit Blackstone, pourtant propriétaire d'une arme à feu depuis 31 ans. Fey Hag, pseudonyme d'une Néo-zélandaise sur Twitter, a également publié son histoire: «Quand mon mari est décédé, ses armes ont été remises à la famille détentrice du permis requis. Fille de parents chasseurs, j'ai utilisé des armes depuis l'âge de 9 ans. Aujourd'hui j'ai demandé à ce que ces armes soient livrées à la destruction.»



[Blackstone @SirWB](#)

Since I first heard about the atrocity on Friday afternoon I have reflected and reserved my thoughts.

Monday morning - this is one of the easiest decisions I have ever made.

Have owned a firearm for 31 years.

[8 067](#)

[02:18 - 18 mars 2019](#)



[Fey Hag @FeyHag](#)

When my husband died his guns were handed to family holding the requisite license. Daughter of crack shot food hunting parents, I have used guns from the age of 9. Today I requested that those guns be handed in for destruction.

[653](#)

[05:23 - 18 mars 2019](#)

La première ministre néo-zélandaise, Jacinda Ardern, s'est engagée lundi à durcir la loi sur les armes à feu, dans les dix jours à venir. Une décision saluée par de nombreux Néo-zélandais, qui comparent la situation avec celle des États-Unis où Donald Trump ne cesse de faire l'apologie des armes à feu dans les foyers américains. En Nouvelle-Zélande, certaines entreprises ont déjà interdit la vente d'armes semi-automatiques, capables de tirer un grand nombre de balles rapidement, à l'instar de Hunting & Fishing (Chasse & pêche), l'une des plus grosses chaînes de magasins dédiés à la chasse. Dans un texte publié sur Facebook, son PDG, Darren Jacobs, a invité le gouvernement à imiter sa société et à bannir aussi la vente d'armes à feu sur Internet.

Trade Me, un site de petites annonces très populaire, s'était fait épingler par de nombreux internautes, pour continuer à vendre des armes trois jours après le drame de Christchurch. Jon Macdonald, directeur général, a annoncé dans un communiqué diffusé lundi après-midi avoir écouté «l'opinion publique» et mettre un terme à la vente d'armes semi-automatiques sur sa plateforme. Une prise de conscience résumée par la cheffe de gouvernement Jacinda Ardern: «Notre monde a changé à jamais et nos lois feront de même».

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

CPI

Premières sanctions de Washington contre la Cour pénale internationale



Francesco FONTEMAGGI AFP 15 mars 2019



Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo vendredi 15 mars 2019 au département d'Etat à Washington

Washington (AFP) - Les Etats-Unis ont mis vendredi à exécution leur menace sans précédent contre la Cour pénale internationale (CPI), en annonçant des restrictions de visa pour tenter d'empêcher toute enquête de l'institution contre des militaires américains, notamment en Afghanistan.

"J'annonce aujourd'hui une politique de restrictions de visas américains contre les personnes directement responsables pour toute enquête de la CPI contre des militaires américains", a déclaré le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo devant la presse. "Cela inclut des personnes qui prennent ou ont pris des mesures pour demander ou mettre en oeuvre une telle enquête", a-t-il ajouté.

Il a assuré que de premières interdictions de visa avaient déjà été prononcées, sans en dévoiler le nombre ni les cibles, mais ces mesures punitives semblent pouvoir concerner notamment Fatou Bensouda, la procureure de l'institution qui siège à La Haye, aux Pays-Bas.

Début novembre 2017, elle avait annoncé qu'elle allait demander aux juges l'autorisation d'ouvrir une enquête sur des crimes de guerre présumés commis dans le cadre du conflit afghan, notamment par l'armée américaine.

Dans une attaque d'une virulence inédite contre cette juridiction internationale chargée de juger les crimes de guerre et contre l'humanité, dont Washington n'est pas membre, la Maison Blanche avait menacé en septembre dernier ses juges ou procureurs de sanctions s'ils s'en prenaient à des Américains ou à Israël.

Or, cette demande d'enquête est toujours en cours, a déploré Mike Pompeo.

"Si vous êtes responsable de l'enquête envisagée par la CPI sur des militaires américains en lien avec la situation en Afghanistan, vous ne devez pas vous attendre à avoir encore ou pouvoir obtenir un visa, ni à être autorisé à entrer aux Etats-Unis", a-t-il martelé.

L'institution judiciaire "continuera à faire son travail indépendamment, sans se laisser décourager, en accord avec son mandat", a réagi vendredi la CPI dans un communiqué.

- "Impunité" pour les "bourreaux" -

Comme promis en septembre, les interdictions de visa "peuvent aussi être utilisées pour dissuader les efforts de la CPI pour poursuivre des militaires de pays alliés, y compris des Israéliens, sans le consentement de ces alliés", a prévenu Mike Pompeo.

Et le secrétaire d'Etat américain a également menacé de prendre "des mesures supplémentaires, y compris des sanctions économiques, si la CPI ne change pas d'attitude".

La Cour pénale internationale est régie par le Statut de Rome, un traité entré en vigueur le 1er juillet 2002 et ratifié depuis par 123 pays. Son procureur peut déclencher ses propres enquêtes sans permission des juges à la condition qu'elles impliquent au moins un pays membre -- c'est le cas de l'Afghanistan.

Les relations entre Washington et la juridiction ont toujours été tumultueuses. Les Etats-Unis ont refusé d'y adhérer et ont tout fait, notamment par des accords bilatéraux avec de nombreux pays, pour éviter que des Américains puissent être visés par ses enquêtes.

Mais l'administration de Donald Trump, élu sur le slogan "America First", ou "l'Amérique d'abord", a poussé à l'extrême la défiance à l'égard de plusieurs institutions multilatérales, et érigé la CPI en symbole d'un ordre mondial qu'elle souhaite chambouler.

"Nous n'allons pas coopérer avec la CPI, nous n'allons pas lui fournir d'assistance, nous n'allons pas adhérer à la CPI. Nous allons laisser la CPI mourir de sa belle mort" car "pour nous, la CPI est déjà morte", avait lancé en septembre le conseiller présidentiel à la sécurité nationale, John Bolton.

L'organisation non gouvernementale Human Rights Watch a dénoncé vendredi "une tentative brutale de punir les enquêteurs de la CPI pour la simple raison qu'ils font leur travail, à savoir enquêter sur des crimes de guerre". Cela "envoie un message clair aux bourreaux et meurtriers: leurs crimes peuvent continuer dans l'impunité", a déploré Andrea Prasow, de son bureau de Washington.

Pour Stephen Pomper, de l'organisation de prévention des conflits International Crisis Group, "les Etats-Unis devraient travailler à traquer les criminels de guerre, pas à intimider les procureurs". "Cela sape vraiment la légitimité des sanctions américaines", a estimé cet ancien conseiller du démocrate Barack Obama à la Maison Blanche.

G5 SAHEL

Des officiers supérieurs sahéliens de retour au Collège

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 20.03.2019 Par Philippe Chapleau



Bienvenue à la "première Ecole de guerre transnationale" d'Afrique (et peut-être du monde). C'est là, aux portes de la capitale mauritanienne que l'on tente de combler le déficit en officiers brevetés que rencontrent les pays du G5 Sahel (la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad) et d'améliorer l'interopérabilité de leurs forces armées.

En février, ce G5 Sahel a fêté ses 5 ans. Si, en 2014, l'accent était mis sur le développement, le pilier sécurité a vite pris le dessus. La faute à l'insécurité dans la sous-région et à la présence de groupes armés terroristes (GAT). Les chiffres témoignent de cette dégradation sécuritaire: 2 832 personnes ont été tuées dans les cinq pays du G5 Sahel en 2018, soit une hausse de 74% par rapport à 2017! D'où la création de la Force conjointe du G5 Sahel. Ses cinq bataillons de lutte antiterroriste sont déployés dans les zones où sévissent les GAT.

"Le défi est d'harmoniser leur équipement et leurs méthodes, de les faire manoeuvrer ensemble, avec des chefs qui se connaissent et qui partagent une doctrine commune. Et pour ça, la création d'un collège de défense a été décidée", explique un expert français qui a suivi de près cette mutualisation inédite.

L'impulsion est venue de la Mauritanie.

"La Mauritanie projetait de créer une école de Guerre et une école d'état-major. Grâce à un soutien financier de 9 millions d'euros des Émirats Arabes Unis, la construction des infrastructures a commencé dès 2014, aux abords de Nouakchott", explique le général mauritanien Brahim Vall Cheibani Cheick Ahmed, le commandant du Collège. "Finalement, le site a été en partie mis à disposition du G5 Sahel pour y former des officiers des cinq pays, renforcer l'interopérabilité de chefs amenés à lutter contre un ennemi commun".



"Beaucoup d'Etats africains développent leur propre modèle de formation militaire. Ici, la démarche est originale puisque le G5 a choisi la formation commune de ses officiers", ajoute Camille Roux, la présidente de Themis, une société française qui accompagne les Etats dans la mise en place de centres de formation d'excellence (voir mon post de 2016 sur le CHESD de RDC).

La première promotion de 36 officiers supérieurs est arrivée à Nouakchott en septembre 2018. "Gros défi", résume le général. "Défi relevé", répond en souriant le colonel Michel, un officier français détaché par la direction de la Coopération de sécurité et de défense. Premier directeur des études, il a plongé ses stagiaires dans "7 semaines de remise à niveau, avant 13 semaines de formation opérationnelle et stratégique, et 4 exercices « sahéliens » avec des paramètres locaux".

Dans l'amphi, l'osmose entre stagiaires fonctionne mais "il faudra plusieurs promotions avant que l'effet se fasse sentir sur le terrain", reconnaît Brahim Vall Cheibani Cheick Ahmed. Et Camille Roux d'ajouter: "L'initiative ne pourra être pérenne que lorsque les financements seront stabilisés".

OIF

[Tribune] Notre langue française pour dire le monde



Diplomatie <https://www.jeuneafrique.com/> 20 mars 2019 à 09h16 | Par Louise Mushikiwabo

Ancienne ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo a été élue secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en octobre 2018. Une fonction qu'elle occupe depuis janvier 2019.



Louise Mushikiwabo, désormais secrétaire générale de l'OIF © OIF

Notre langue française à nous Africains, qui sommes fiers de nos langues maternelles ou nationales, qui parlons aussi d'autres langues internationales ou transfrontalières, comme l'anglais, l'arabe, le swahili, le mandingue, le fulfulde... est une langue désormais vécue sans tabous et intégrée à la riche diversité culturelle qui nous caractérise.

« Merveilleux outil trouvé dans les décombres de la colonisation » pour Léopold Sédar Senghor, « butin de guerre » pour Kateb Yacine, la langue française s'est affranchie depuis longtemps de toute domination et de tout complexe.

Si la langue française, parfois, n'a pas été choisie par amour, mais parce qu'elle avait un jour été imposée par la loi du plus fort, elle appartient aujourd'hui à tous ceux qui l'ont apprise, se la sont appropriée et l'ont « pliée à leur vouloir dire » pour paraphraser Aimé Césaire.

Une langue d'émancipation et de liberté

Ma langue française à moi, qui suis profondément africaine, originaire de ce village nommé « Rwanda », moi qui me sens pleinement citoyenne du monde, est une langue d'émancipation et de liberté, une langue que j'ai choisie, de manière non exclusive, pour dire le monde.

Ma langue française à moi, qui ai l'honneur de diriger ce vaste ensemble géopolitique qu'est l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), forte de ses 88 États et gouvernements membres, est la langue de ce partage fécond d'expériences et d'expertises, qui doit nous permettre d'aller de l'avant, tous ensemble.

C'est la langue de notre coopération solidaire pour l'accès de toutes et de tous à une éducation de qualité, à une formation professionnelle pertinente et en phase avec nos marchés du travail, qui puisse mettre résolument nos jeunes sur le chemin de l'emploi. C'est la langue de nos actions qui visent à accompagner les États les plus fragiles dans leurs démarche de construction de leurs propres démocraties et consolidation durable de leurs institutions.

C'est aussi dans cette langue que nous portons des plaidoyers forts pour le respect des droits et des libertés, pour l'égalité entre les femmes et les hommes, pour la promotion de la diversité culturelle à travers toutes les formes de création, y compris les plus innovantes, celles qui explorent l'immense champ de possibilités qu'offre le numérique.

Une langue de création et d'innovation

Le numérique recèle un potentiel encore largement inexploité pour les francophones, raison pour laquelle j'en ai fait l'une des principales priorités de mon mandat. Nous voulons multiplier les lieux qui permettront à tous les jeunes de notre espace d'avoir accès au numérique. Nous appuierons efficacement le plus grand nombre possible de projets numériques des jeunes créatrices et créateurs. Nous soutiendrons avec une énergie renouvelée les acteurs francophones dans les instances de régulation de l'Internet.

Nous allons œuvrer aux côtés de nos Opérateurs, notamment l'Agence universitaire de la Francophonie, pour répandre des contenus scientifiques de qualité en français sur la Toile. Je sais que nous pouvons compter sur *TV5 Monde* pour encourager les médias numériques francophones.

Alors, en ce 20 mars, en cette Journée internationale de la Francophonie, je vous demande de dire le monde « en français, s'il vous plaît ! », cette langue moderne, qui possède les mots pour évoquer les réalités même les plus novatrices et qui en invente tous les jours de nouveaux. Faisons aussi en sorte, tous ensemble, que le français soit encore plus une langue de création et d'innovation, la langue du droit et de l'économie, de la science et des technologies.

Travaillons de concert pour faire résonner partout cette langue française, notre langue française, à l'unisson des voix du monde.

**Les chiffres de La langue française dans le monde, cet ouvrage publié le 20 mars 2019 chez Gallimard par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), sont éloquentes : le français est désormais parlé par 300 millions de personnes sur les cinq continents, un nombre en progression de 10% depuis 2014, année de la dernière étude.*

Le français est la deuxième langue apprise dans le monde et on estime le nombre de francophones en 2070, selon différents scénarios, à entre 477 et 747 millions. De la cinquième place, le français pourrait passer à la troisième place des langues les plus parlées dans le monde.

Des chiffres encourageants, même si le rayonnement d'une langue ne s'évalue pas seulement au nombre de locuteurs, mais plutôt aux valeurs qu'elle véhicule.

ONU

Un Guide pratique pour les pays contributeurs aux opérations de maintien de la paix

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 22.03.2019 Par Philippe Chapleau



Voici un guide destinés aux pays contributeurs aux OMP (opération de maintien de la paix) onusiennes; il détaille et passe en revue - pour la toute première fois en langue française - les étapes pratiques et les démarches à réaliser pour que l'Onu puisse déployer les militaires et policiers francophones dont elle a besoin.

Les donneurs d'ordres: l'Organisation internationale de la francophonie, la DGRIS et l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix, ont mandaté l'Institut Themiis qui a réalisé la révision du texte et l'a accueilli dans la collection Stratégies africaines de sécurité.

En voici le sommaire :

- A. Processus d'inscription d'une offre de contribution dans le système de préparation de capacités de maintien de la paix (SPCMP/PCRS)
 - A.1 Connaître et identifier les besoins de l'ONU
 - A.2 Définir un format de contribution en collaboration avec le DOP
 - A.3 Répondre aux besoins de matériels majeurs
 - A.4 Répondre aux besoins de soutien logistique autonome
 - A.5 Identifier les partenariats possibles
 - A.6 Inscrire l'offre de contribution dans la base PCRS
- B. S'inscrire dans la génération de force
 - B.1 Passer de l'inscription dans la base de données PCRS à la contribution à une mission spécifique
 - B.2 Faire reconnaître l'éligibilité de la contribution
 - B.3 Assurer l'adéquation de la contribution avec les besoins de la Mission
- C. Négocier le Mémoire d'accord (MoU)
 - C.1 Se préparer pour bien négocier
 - C.2 Modifications de la Déclaration de Caractéristiques de l'Unité (DCU/SUR)
- D. S'engager dans le cadre d'un mandat
 - D.1 S'approprier le concept d'opérations (CONOPS)
 - D.2 Exprimer les éventuelles restrictions d'emploi
 - D.3 Maîtriser les règles d'engagement (ROE)
 - D.4 Finaliser la préparation opérationnelle des contingents avant le déploiement
 - D.5 Anticiper l'évaluation des contingents

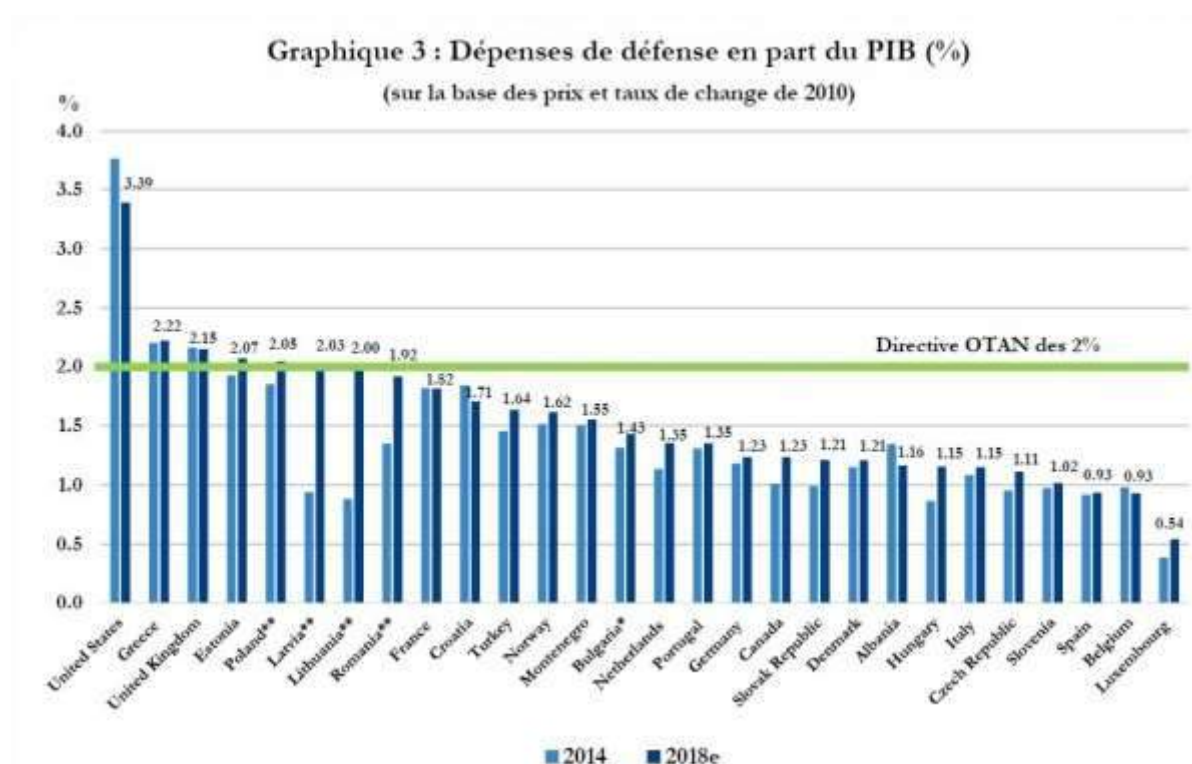
- D.6 Préparer et recevoir les visites de contrôle et de vérification
- D.7 Maintenir les équipes en condition opérationnelle et comportementale
- D.8 Procéder aux déploiements, redéploiements, rotations et retraits
- D.9 Gestion des blessés et des décès en mission
- E. Former et préparer un contingent pour un déploiement
- E.1 Formation opérationnelle des contingents
- E.2 Sensibilisation aux spécificités des OMP et aux attendus comportementaux
- E.3 Formation des personnels de soutien
- F. Construire un modèle économique soutenable dans la durée
- F.1 Evaluer le remboursement des matériels, du soutien autonome et du personnel
- F.2 Anticiper le cycle de vie des matériels et le coût de la maintenance
- F.3 Anticiper les coûts et les remboursements du soutien autonome

Etre acteur des opérations de paix des Nations-Unies. Guide pratique des pays contributeurs, L'Harmattan, 168 pages, 19 €. Coordination de la rédaction par l'Institut Themiis et la représentation militaire et de défense française auprès des Nations unies.

OTAN

Dépenses de défense: 7 pays dans les clous selon les chiffres de l'Otan (2011-2018)

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 17.03.2019 Par Philippe Chapleau



L'Otan a diffusé jeudi des données sur les dépenses de défense des pays membres de l'Alliance (2011-2018). Le document complet est à consulter [ici](https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2019_03/190314-pr2018-34-fre.pdf?utm_medium=email&utm_campaign=Press%20Release2019034&utm_content=Press%20Release2019034+CID_4c7dc76be9c2002bd10b9e70cdf15cc2&utm_source=Email%20marketing%20software&utm_term=TIcharger%20le%20document%20complet%20ici)

Du fait des différences entre la définition Otan des dépenses de défense et les définitions nationales, les chiffres présentés dans le document peuvent s'écarter considérablement des chiffres correspondants qui sont cités par les médias, publiés par les autorités nationales ou qui figurent dans les budgets nationaux. Les dépenses d'équipement englobent les dépenses

afférentes aux équipements majeurs et les dépenses de recherche et développement consacrées à ces équipements. Les dépenses de personnel incluent les pensions de retraite.

L'Otan et la Géorgie lancent des manœuvres conjointes près de Tbilissi

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 18 mars 2019



Le 11 septembre 1795, abandonnées par son homologue russe qui était alors son allié, l'armée géorgienne était anéantie par les troupes de l'empereur kadjar, Agha Mohammad Khan, à Krtsanissi. Et Tbilissi fut détruite.

Plus de deux siècles plus tard, c'est à Krtsanissi qu'un centre Centre conjoint Otan-Géorgie de formation et d'évaluation a été mis en place afin d'assurer, dans le cadre d'exercices réels ou simulés, l'entraînement et la certification d'unités militaires de pays membres et/ou partenaires de l'Alliance.

Pour rappel, craignant les visées de la Russie, avec laquelle elle a été en guerre durant l'été 2008 au sujet de l'Ossétie du Sud, la Géorgie aspire à rejoindre l'Otan depuis pratiquement son indépendance. Elle a ainsi adhéré au Partenariat pour la Paix [PPP] dès 1994. Pour autant, la question de son adhésion est encore loin d'être réglée.

D'où la mise en place d'une commission Otan-Géorgie [COG], puis, lors du sommet de Newport, en 2014, l'adoption d'un « paquet de mesures » visant à renforcer les capacités de Tbilissi à se défendre et à préparer son adhésion. Mesures auxquelles d'autres sont venues d'ajouter lors des sommets de Varsovie [2016] et de Bruxelles [2018]. Dans le même temps, la Géorgie a fourni des troupes à l'Otan, en particulier à l'Afghanistan, ainsi qu'à l'Union européenne, quand il fallait mettre sur pied l'opération EUFOR RCA.

Évidemment, la perspective de voir la Géorgie rejoindre les rangs de l'Otan n'enchantait guère la Russie, même après avoir mis le grappin sur l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, deux territoires géorgiens sécessionnistes.

Hasard, coïncidence ou calcul, l'Otan et la Géorgie ont lancé, ce 18 mars, un exercice conjoint de « commandement » qui doit durer près de deux semaines. Or ce jour est particulier puisqu'il marque le 5e anniversaire de l'annexion de la Crimée par la Russie.

Quoi qu'il en soit, pour le ministère géorgien de la Défense, cet exercice est une « étape importante dans le renforcement de la coopération militaro-politique entre l'Otan et la Géorgie ». Et d'assurer qu'il vise à « renforcer les capacités défensives de la Géorgie » et qu'il n'est dirigée « contre aucun pays tiers ».

« Cet exercice a été conçu pour former un état-major au niveau d'une brigade multinationale dirigée par la Géorgie », a encore indiqué le ministère géorgien de la Défense. Ainsi, reposant sur des scénarios de réponse aux « crises humanitaires » ne relevant pas de l'article 5 [défense collective, ndlr], il vise à « tester les capacités de commandement et de contrôle ainsi que l'interopérabilité des forces géorgiennes » avec leurs homologues de l'Otan.

Pas moins de 21 pays sont représentés [dont la France]. Des organisations humanitaires seront également présentes, dont le Comité international de la Croix-Rouge, le Département des

opérations de maintien de la paix des Nations Unies ou encore l'Organisation mondiale de la santé.

Un premier drone HALE RQ-4 Global Hawk devrait être livré à l'Otan à partir de l'automne prochain

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 19 mars 2019



Comme elle le fit en se dotant d'une Force aéroportée de détection lointaine et de contrôle [NAEW&C] avec des E-3A AWACS acquis auprès de Boeing, l'Otan a décidé, en 2012, de financer l'achat de cinq drones HALE [Haute Altitude Longue Endurance] RQ-4B Block 40 « Global Hawk » du constructeur américain Northrop-Grumman, dans le cadre du programme « Allied Ground Surveillance » [AGS].

L'idée de ce dernier était apparue dès 1995 [mais il n'était pas encore question de drones à l'époque] sans pour autant se concrétiser. Après maints tâtonnements, elle fut relancée lors du sommet de l'Otan organisé à Lisbonne en 2010.

En clair, l'objectif était alors de permettre à l'Otan d'assurer par elle-même une « surveillance persistante de zones étendues » grâce de drones capables d'opérer à des « distances de sécurité considérables, par tous temps et dans toutes les conditions de luminosité. » Ces appareils devaient également être en mesure de « détecter et de poursuivre en continu des cibles mobiles dans l'ensemble des zones observées » et de « fournir des images radar des zones d'intérêt et des objets fixes. »

On pouvait penser, dès lors que les décisions avaient été prises, que les cinq drones HALE allaient être livrés assez rapidement. Mais comme souvent, il n'en fut rien. Et, finalement, d'après Thomas Silberhorn, le secrétaire d'État allemand à la Défense, la livraison du premier appareil est attendue pour le troisième trimestre de cette année [soit à l'automne prochain], tandis que les quatre autres ne devraient pas tarder à suivre.

D'après le responsable allemand, le premier RQ-4 Global Hawk aurait dû être livré 52 mois après la signature du contrat notifié à Northrop Grumman. Mais « des problèmes techniques et des retards dans les essais en vol ont retardé le programme », a affirmé M. Silberhorn aux députés du Bundestag.

La force AGS de l'Otan a été activée en septembre 2015, sur la base aérienne de Sigonella [Italie]. Puis la station au sol générale mobile (MGGS) et la station au sol générale transportable (TGGS) ont été inaugurées, pendant que le premier Global Hawk qui lui était destiné entamait ses essais en vol à Palmdale [Californie].

« Plusieurs vols d'essai ont eu lieu en 2016 et 2017 pour développer plus avant la capacité AGS de l'OTAN, notamment le premier vol piloté à distance depuis le centre d'opérations de l'AGS à Sigonella, à la fin de 2017 », est-il encore expliqué sur le site de l'Otan.

Cela étant, la participation de l'Allemagne au programme AGS [qui, à terme, concernera 132 militaires de la Bundeswehr] ne fait pas forcément l'unanimité parmi les élus du Bundestag. Ainsi, rapporte l'agence Reuters, le député Andrej Hunko, du parti Die Linke [gauche radicale] a demandé le retrait de Berlin en mettant en avant le risque d'une flambée des coûts et un risque d'escalade dans le conflit en cours dans le Donbass [sud-est de l'Ukraine]. « Les drones sont étroitement liés à une nouvelle forme de guerre » et « ils représentent une course aux armements », a-t-il dit.

Les cinq RQ-4 Global Hawk de la force AGS de l'Otan ne seront pas armés. Leur mission sera de recueillir des informations avec leurs capteurs radar MP-RTIP afin de donner « aux décideurs politiques et militaires une image complète de la situation sur le terrain. »

Le président Trump envisage l'adhésion du Brésil à l'Otan

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 20 mars 2019



Selon les données de l'Université de Sherbrooke [Canada], les dépenses militaires du Brésil ont représenté 1,42% du PIB en 2017. Ce que corroborent les statistiques de la Banque mondiale, qui avancent 1,41% du PIB. Quand on sait l'importance que de telles variables peuvent avoir pour le président américain, Donald Trump, on ne peut qu'être étonné de son idée consistant à favoriser l'adhésion de Brasilia à l'Otan.

Et pourtant, lors d'une visite à Washington de Jair Bolsonaro, son homologue brésilien, avec lequel il cultive une certaine proximité politique, le chef de la Maison Blanche a bel et bien fait une telle proposition.

« Ainsi que je l'ai dit au président Bolsonaro, j'ai aussi l'intention de désigner le Brésil comme étant un allié majeur hors Otan ou, peut-être, un allié majeur dans le cadre de l'Otan. Il faudra que je parle à beaucoup de monde, mais peut-être bien un allié Otan – ce qui fera beaucoup progresser la sécurité et la coopération entre nos pays », a en effet déclaré M. Trump, lors d'une conférence de presse donnée dans la roseraie de la Maison Blanche, le 19 mars.

Cela étant, il est improbable, si ce n'est illusoire, que le Brésil puisse devenir un membre à part entière de l'Otan. Pour commencer, il faudrait qu'il le veuille et que, le cas échéant, les Alliés acceptent son éventuelle candidature, ce qui est loin d'être gagné. Ensuite, le processus d'adhésion [avec le plan d'action pour l'adhésion, ou MAP] est long, donc sujet à des revirements politiques. Rien ne garantit que M. Bolsonaro sera encore au pouvoir dans quatre ans.

En revanche, il est possible que le Brésil obtienne le statut de « partenaire mondial de l'Otan », au même titre que d'autres pays éloignés de l'espace nord-atlantique. L'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud, la Mongolie, l'Irak, l'Afghanistan et le Pakistan sont dans ce cas. Et ils ont été rejoints, en 2018, par la Colombie.

Ce statut de « partenaire mondial » donne au pays concerné la possibilité d'établir des coopérations avec l'Otan dans plusieurs domaines et d'élaborer des approches communes pour faire face à certaines menaces [terrorisme, cyber, piraterie maritime, etc]. Et cela « dans un esprit d'intérêt mutuel et de réciprocité. »

Il suppose également la possible participation du pays « partenaire » aux opérations conduites par l'Otan. Ce qui explique, par exemple, dans les années 2000, l'envoi de troupes australiennes et néo-zélandaises en Afghanistan, sous l'égide de la Force internationale d'assistance à la sécurité [ISAF].

Ce type de participation se fait dans un cadre « politico-militaire » qui prévoit « d'associer les États contributeurs aux processus de planification et de génération de force, par l'intermédiaire du Centre de coordination internationale, situé au Grand Quartier général des Puissances alliées en Europe [SHAPE] », explique l'Otan. « En règle générale, les forces militaires des partenaires qui participent aux opérations sont soumises aux mêmes conditions que celles » des Alliés, ajoute-t-elle.

Aussi, le Brésil a certainement plus de chances de rejoindre l'Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], pour laquelle il a fait acte de candidature en 2017, avec le soutien des États-Unis.

Paris retoque l'idée de M. Trump consistant à faire adhérer le Brésil à l'Otan

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 20 mars 2019



Certes, les responsables politiques passent au gré des alternances et nul ne sait de quoi demain sera fait... Mais, en attendant, il n'en demeure pas moins que Paris et Brasilia entretiennent de très bonnes relations diplomatiques et militaires depuis longtemps et partagent même une frontière.

Ainsi, Naval Group est impliqué dans le programme Prosub, qui vise à doter la marine brésilienne de cinq nouveaux sous-marins, dont un à propulsion nucléaire. En outre, en 2006, le président Chirac avait reconnu le Brésil comme un « acteur global » et estimé qu'il pouvait prétendre à un siège de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies.

Mais ce n'est pas pour autant que Paris entend admettre le Brésil au sein de l'Otan, comme le président américain, Donald Trump, l'a suggéré alors qu'il venait de s'entretenir avec son homologue brésilien, Jair Bolsonaro, alors en visite à Washington.

Pour rappel, M. Trump a déclaré, le 19 mars, qu'il avait « l'intention de désigner le Brésil comme étant un allié majeur hors Otan ou, peut-être, un allié majeur dans le cadre de l'Otan. » Et d'insister : « Il faudra que je parle à beaucoup de monde, mais peut-être bien un allié Otan – ce qui fera beaucoup progresser la sécurité et la coopération entre nos pays. »

La réponse du Quai d'Orsay ne s'est pas faite attendre. « L'Otan est une alliance de nations liées par une clause de défense collective dont le traité de Washington du 4 avril 1949 définit précisément le champ d'application géographique », a ainsi rappelé Agnès von der Mühll, la porte-parole du ministère français des Affaires étrangères.

Effectivement, l'article 10 du traité de l'Atlantique-Nord est très clair sur ce point :

« Les parties peuvent, par accord unanime, inviter à accéder au Traité tout autre État européen susceptible de favoriser le développement des principes du présent Traité et de contribuer à la sécurité de la région de l'Atlantique Nord.

Donc, une éventuelle adhésion du Brésil [ou de tout autre pays non-européen] est une vue de l'esprit. Sauf à renégocier le traité fondateur de l'Otan, ce qui n'a guère de chance de se produire.

« Dans le cadre de sa mission de sécurité coopérative visant à renforcer la stabilité internationale et accroître la sécurité des Alliés, l'Otan peut établir un dialogue et des coopérations concrètes avec des partenaires [...] y compris en Amérique latine », a ensuite expliqué la porte-parole du Quai d'Orsay. Ce qui été fait, par exemple, avec la Colombie, en 2018.

Russie : Déclarations contradictoires au sujet du déploiement de bombardiers Tu-22 en Crimée

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 19 mars 2019



Quand le président d'une commission parlementaire, censé maîtriser son sujet, fait une déclaration, on est généralement porté à la croire sur parole. Et d'ailleurs, l'ensemble des agences de presse russes et internationales ont donné du crédit aux propos tenus le 18 mars par le sénateur Viktor Bondarev, le président du comité pour la Défense et la sécurité de la haute assemblée russe.

Ainsi, à l'occasion du cinquième anniversaire de l'annexion de la Crimée, ce dernier a indiqué que Moscou avait décidé de déployer un « escadron » de bombardiers stratégiques Tu-22M23 « Backfire » sur la base aérienne de Gvardeyskoïe, situé au centre de cette péninsule qui fut autrefois ukrainienne.

Pour rappel, développé dans les années 1960, le Tu-22 a donné lieu à deux autres versions : le Tu-22M2 et le Tu-22M3, entré en service en 1981. Ayant un rayon d'action de 6.800 km, cet appareil peut voler à une vitesse supérieure à 2.000 km/h et emporter jusqu'à 12 tonnes de munitions, dont des missiles nucléaires.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel déploiement de ces bombardiers est évoqué : en effet, la presse russe s'en était fait l'écho dès 2014... En outre, Moscou a toujours affirmé son droit à pouvoir mettre en œuvre des armes nucléaires depuis la Crimée. De quoi, donc, donner de la substance aux affirmations de M. Bondarev.

Mais ce sénateur est allé encore plus loin en justifiant la mesure prise par les autorités russes. En effet, a-t-il expliqué, l'envoi de Tu-22M23 en Crimée est une réponse à la mise en service par l'Otan du système antimissile AEGIS Ashore en Roumanie. Ce qui, selon lui, représente un « défi majeur » pour l'état-major russe. Et d'assurer qu'une telle décision a « radicalement modifié l'équilibre des forces dans la région. »

Puis, M. Bondarev a justifié l'annexion de la Crimée par le risque que ce territoire risquait de devenir un « protectorat des États-Unis » et, qu'à ce titre, les Américains y auraient déployé des capacités militaires susceptibles de contrarier la liberté de manœuvre de la marine russe non seulement en mer Noire mais aussi en Méditerranée. En outre, a-t-il continué, Moscou, qui, chaque année versait « environ 100 millions de dollars à Kiev » pour utiliser la base de Sébastopol, pouvait s'exposer à un « chantage » de la part du gouvernement ukrainien, lequel menaçait de « ne pas prolonger le bail ».



Seulement, le comité pour la Défense et la sécurité du Sénat russe [Conseil de la fédération, ndlr] s'est désolidarisé des propos de son président en parlant d'une déclaration « erronée ». Et l'homologue de M. Bondarev à la Douma, Vladimir Shamanov, en a fait de même, tout en assurant que les forces russes actuellement présentes en Crimée étaient « parfaitement capable de repousser toute tentative d'attaque », étant donné que les défenses ont été « massivement renforcées depuis la réunification de 2014 » avec le systèmes S-300, S-400, Buk-M2, Pantsir S-1 et Bastion.

« Il n'est pas nécessaire de parler du déploiement des bombardiers TU-22M3 et des systèmes de missiles Iskander-M, car ils ne sont tout simplement pas en Crimée », a ainsi affirmé M. Shamanov, selon l'agence Tass. Mais, d'après Interfax, il aurait dit le contraire... Bref, on s'y perd.

Quoi qu'il en soit, deux choses sont à peu près certaines. La première est que, comme ils le font régulièrement, deux Tu-22M3 ont, la semaine passée, survolé, les eaux internationales de la mer Noire durant un vol qui a duré plus de cinq heures [et nul besoin pour eux d'être basés en Crimée pour cela]. La seconde est que, le 18 mars, l'Otan a dénoncé le renforcement du dispositif militaire russe dans cette région.

« Nous condamnons le renforcement généralisé du dispositif militaire russe en cours en Crimée, et nous sommes préoccupés par la volonté qu'affiche la Russie de renforcer encore son dispositif militaire dans la région de la mer Noire ainsi que par les efforts qu'elle déploie en ce sens », a en effet dénoncé le Conseil de l'Atlantique nord.

Diplomatie

Pour Moscou, les récents vols de bombardiers américains en Europe créent des « tensions supplémentaires »

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 21 mars 2019



Depuis 2007, des bombardiers stratégiques russes Tu-160 « blackjack » et Tu-95 « Bear », à capacité nucléaire, effectuent régulièrement de long vols au cours desquels ils longent l'espace aérien de pays européens. Comme leur transpondeur est éteint et au regard de la menace potentielle qu'ils représentent, les forces aériennes des États concernés font décoller des avions de chasse en alerte afin d'aller les identifier et les accompagner. L'Europe n'est pas la seule concernée : l'Alaska l'est également.

Depuis la semaine dernière, l'US Air Force, qui envoie généralement des avions de renseignement près des frontières russes, joue aussi ce jeu-là, après avoir déployé à Fairford [Angleterre] six bombardiers B-52H Stratofortress de son 2nd Bomb Wing, habituellement basé en Floride.

En effet, plusieurs de ces appareils, qui n'ont pas tous une capacité nucléaire, ont effectué des missions dans la région de la Baltique. Et, le 20 mars, l'un d'eux a été intercepté par deux chasseurs russes Su-27 « Flanker », au motif que qu'il volait en direction des frontières russes. D'après Moscou, le B-52H [n°1013, code « LA », indicatif AERO32], a fait demi-tour alors qu'il se trouvait dans l'espace aérien international.

L'ambassade des États-Unis en à Varsovie a par la suite précisé que des B-52H ont effectué, le même jour, un entraînement avec les contrôleurs aériens avancés des bataillons multinationaux de l'Otan déployés en Lituanie et en Pologne.

« En Lituanie, ils ont largué des munitions inertes et ont été intégrés à un entraînement à l'appui aérien rapproché mené par des avions lituaniens L-39 Albatros », a indiqué l'ambassade.

Deux jours plus tôt, selon un communiqué de l'US Air Force, quatre B-52H ont effectué des vols vers « plusieurs endroits d'Europe », dont en mer de Norvège, en mer Baltique [Estonie] et en Méditerranée [Grèce].

Cependant, à Moscou, ces vols de bombardiers stratégiques américains passent mal. « D'une manière générale, je me contenterais de dire que, bien entendu, de telles actions des États-Unis n'entraînent pas le renforcement d'un climat de sécurité et de stabilité dans la région qui jouxte directement les frontières de la Russie », a ainsi déclaré Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin, Dmitriy Peskov. « Au contraire, ils créent des tensions supplémentaires », a-t-il ajouté.

Quoi qu'il en soit, pour la porte-parole de l'Otan, Oana Lungescu, l'envoi de B-52H à Fairford n'est qu'un « déploiement de routine » qui « prouve que le parapluie nucléaire américain protège l'Europe et met en évidence les moyens exceptionnels que les États-Unis pourraient mettre à contribution de l'Europe en cas de crise. »

SANTÉ

Des anti-vaccins harcèlent les parents d'enfants morts de la grippe

Parents & enfants / Monde <http://www.slate.fr/> Repéré par Claire Levenson — 21 mars 2019 à 10h13 Repéré sur CNN

Sur Facebook, les personnes qui militent contre les vaccins accusent ces parents d'avoir eux-mêmes tué leurs enfants ou disent que ce sont les vaccins qui les ont tués.



Vaccin contre la grippe, à San Francisco en janvier 2018 | Justin Sullivan / AFP

Des journalistes de CNN ont interviewé plusieurs parents dont les enfants sont décédés de la grippe et qui ont ensuite été harcelés en ligne par des activistes anti-vaccins. Selon une mère du Midwest des États-Unis, qui a préféré rester anonyme, les types de commentaires qu'elle a reçus pouvaient se résumer ainsi: *«Tu es une mauvaise mère. Tu as tué ton enfant. Tu méritais que cela arrive à ton fils. Tout cela est faux –ton enfant n'existe pas»*.

En effet, certains anti-vaccins accusent ces parents de mentir au sujet des décès de leurs enfants afin de défendre les vaccins. Jill Promoli, qui vit au Canada et dont le fils de 2 ans est mort de la grippe, raconte le harcèlement dont elle a fait l'objet, notamment depuis qu'elle a commencé à militer pour les vaccins. Selon elle, les anti-vaccins essaient de la faire taire car elle est particulièrement déterminée à lutter.

«Je sais que ces gens essaient vraiment de me faire du mal, et ils font cela parce qu'ils veulent que j'arrête», a-t-elle expliqué.

Repérage des cibles et menaces

Deux parents australiens dont le fils de 1 mois, Riley, est décédé de la coqueluche en 2015 ont aussi reçu des centaines de messages d'insultes et de menaces. Trop jeune pour être vacciné, Riley vivait à Perth, une ville où le taux de vaccination est en dessous du taux nécessaire à l'immunité collective.

«La mort de Riley était très gênante pour les militants anti-vaccins, a expliqué sa mère. Les messages malveillants ont commencé vingt-quatre heures après son décès. Ils nous ont traité de tueurs d'enfants et dit qu'on avait le sang d'autres bébés sur les mains. Ils nous ont dit de nous suicider.»

Erin Costello, une activiste américaine pro-vaccins, connaît bien le fonctionnement de ces menaces. Elle a créé des faux comptes Facebook pour espionner les communautés anti-vaccins et découvert que leurs membres identifiaient les posts Facebook de parents d'enfants malades ou décédés afin de les «éduquer» en ligne.

L'article de CNN indique aussi que trois pédiatres américains connus pour leur défense des vaccins ont reçu tellement de menaces en ligne qu'ils ont désormais des agents de sécurité à leurs côtés lorsqu'ils font des conférences sur ces questions.

CANCER

Cancer : 1,4 million de décès prévus en 2019 dans l'Union européenne

Actualité Flash Actu Par Le Figaro avec AFP Publié le 19/03/2019 à 06:03

Près d'un million et demi (1,41 million) de décès par cancers devraient survenir en 2019 dans l'Union européenne (UE), selon les estimations de chercheurs publiées ce mardi. Ceux-ci prévoient aussi que les taux de mortalité par cancer du sein baisseront cette année de 9% dans l'ensemble de l'Union par rapport à 2014, sauf en Pologne, dans un article détaillé dans une revue spécialisée *Annals of Oncology*.

Parmi les six pays les plus peuplés, le Royaume-Uni affiche les plus fortes prévisions de baisse des décès par cancer du sein (-13% depuis 2014), suivi par la France (-10%), l'Allemagne (-9%), l'Italie (-7%), l'Espagne (-5%), alors qu'en Pologne c'est une hausse de 2% qui est prévue. Ce travail confirme la tendance à la baisse continue de la mortalité par cancers dans l'UE depuis 2014, en pourcentage de la population, écrivent les chercheurs.

La probabilité de mourir d'un cancer baisse en effet : les taux de mortalité standardisés diminuent en passant de 139 pour 100.000 hommes en 2014 à 131 pour 100.000 en 2019 (soit une baisse de 6%) et de 86 à 83 pour 100.000 femmes (baisse de 3,6%), d'après l'étude. Mais en raison du vieillissement et de l'accroissement de la population européenne (513 millions en 2018, selon Eurostat) le nombre de décès augmente modérément en nombre absolu. Sur les 1.410.000 décès par cancers prévus en 2019, 787.000 concernent les hommes et 621.900 les femmes.

Le cancer du poumon reste le plus meurtrier

Selon les auteurs, les professeurs Carlo La Vecchia (Université de Milan, Italie) et Fabio Levi (Université de Lausanne, Suisse) et leurs collègues, les morts par cancers du poumon chez les femmes, qui ont commencé à fumer plus tard que les hommes, excéderont en 2019 ceux par cancers du sein (96.800 contre 92.800). Le cancer du poumon reste le plus meurtrier dans les deux sexes, avec 279.000 décès (dont 183.000 décès masculins) prévus pour 2019.

«Plus d'efforts et d'investissements doivent être déployés pour prévenir la survenue des cancers les plus fréquents, en particulier en réduisant le nombre de personnes qui fument et qui sont en excès pondéral», renchérit le professeur Fabrice André (Institut Gustave Roussy, région parisienne), cancérologue et éditeur en chef de la revue.

DENGUE

Les renforts nationaux arrivent dans quelques jours

actu Réunion  par www.ipreunion.com le 19 mars 2019 à 16:57

Dengue : 566 nouveaux cas recensés, 22 communes touchées



photo RB imaz Press Réunion

L'épidémie de dengue se poursuit avec 566 cas confirmés dans la semaine du 4 au 10 mars 2019. Actuellement, les foyers actifs sont toujours localisés sur les communes du Sud de l'île, même si la dispersion des cas est importante, avec 22 communes touchées. En perspective d'un pic épidémique prévu mi-avril, 50 militaires de la sécurité civile viendront renforcer le dispositif de lutte anti-vectorielle sur le terrain. Par ailleurs, alors que le nombre d'hospitalisations et de passages aux urgences continuent d'augmenter, les établissements hospitaliers prennent, dès à présent, les mesures nécessaires pour faire face à une situation épidémique croissante dans les semaines à venir. Au total, depuis le début de l'épidémie, on enregistre 9 183 cas autochtones dont 2 307 cas depuis le 1er janvier 2019 (Photo d'illustration rb/www.ipreunion.com)

Situation épidémiologique au 19 mars 2019 (données de la Cire OI, Santé Publique France)

Du 4 au 10 mars 2019, 566 cas de dengue ont été confirmés. Les cas ont été identifiés dans 22 communes, dont les foyers les plus actifs sont situés à :

La Rivière Saint-Louis (128 cas)

Saint-Louis (107 cas)

Saint-Pierre (51 cas)

L'Etang-Salé (39 cas)

Ravine des Cabris (36 cas)

Petite Ile (24 cas) > nouveau foyer identifié

Au total, depuis le début de l'épidémie, on enregistre :

9 183 cas autochtones (dont 2 307 cas depuis le 1er janvier 2019) 236 hospitalisations pour dengue (dont 80 hospitalisations depuis le 1er janvier 2019) 628 passages aux urgences (dont 153 passages depuis le 1er janvier 2019) 6 décès dont 3 ont été considérés, après investigations, comme directement liés à la dengue Plus de 33 000 cas cliniquement évocateurs sont estimés (dont plus de 7 000 depuis le 1er janvier 2019)

Des renforts nationaux prévus

Au regard des modélisations réalisées par l'Institut Pasteur et Santé Publique France, un pic épidémique pour la mi-avril aux alentours de 800 à 1 500 cas confirmés par semaine est prévisible. Ainsi, pour faire face à cette urgence épidémique, 50 militaires de la sécurité civile (10 agents coordonnateurs et 40 agents de lutte anti-vectorielle) sont attendus sur l'île. Ils pourront ainsi appuyer les services de la LAV dans les actions de traitement, ainsi que les arrondissements pour la coordination des opérations.

Par ailleurs, alors que le nombre d'hospitalisations et de passages aux urgences continuent d'augmenter, les établissements hospitaliers prennent, dès à présent, les mesures nécessaires pour faire face à une situation épidémique croissante dans les semaines à venir.

Les établissements hospitaliers publics se préparent à une situation épidémique majeure

A la demande de l'ARS Océan Indien, les établissements hospitaliers publics, et en première ligne le CHU de La Réunion, ont élaboré un plan de réponse pour se préparer à prendre en charge un afflux important de cas de dengue aux urgences et dans les services d'hospitalisation.

Dès à présent, le site Sud du CHU a mis en place, au niveau des urgences, un circuit spécifique pour la prise en charge des personnes venant consulter pour une suspicion de dengue. Une telle organisation pourra être mise en place dans les autres secteurs (CHU site Nord, CHOR, GHER) selon l'évolution de la situation dans ces territoires.

DIVERS

Oui, le syndrome du cœur brisé existe et il peut être aussi dangereux qu'un infarctus

Actualités Santé Médecine <http://sante.lefigaro.fr/> Par Nicolas Gutierrez Mis à jour le 14/03/2019 à 18:56 Publié le 14/03/2019 à 18:56



Chaque année en France, 3000 personnes sont victimes du syndrome du cœur brisé, aussi appelé syndrome Takotsubo (TTS). /takasu - stock.adobe.com

Souvent pris à tort pour une crise cardiaque, le syndrome du cœur brisé, ou syndrome de Takotsubo, se manifeste par une déformation du cœur due à une très forte émotion.

Le décès d'un proche, une dispute avec l'amour de sa vie, la victoire de son équipe de football préférée sont autant d'événements où les émotions peuvent nous submerger, au point d'avoir l'impression que notre cœur pourrait exploser. Et dans de rares cas, c'est effectivement ce qui se produit. Chaque année en France, 3000 personnes sont victimes du syndrome du cœur brisé, aussi appelé syndrome Takotsubo (TTS). Suite à un stress émotionnel intense, le cœur se déforme, ce qui l'empêche d'assurer son rôle et peut conduire à un accident cardiovasculaire grave.

Comment une émotion peut-elle avoir un tel impact? Une récente étude suggère que ce pourrait être l'œuvre du cerveau! Une équipe de chercheurs de l'hôpital universitaire de Zurich (Suisse) a analysé l'activité cérébrale de 15 patients souffrant d'un syndrome Takotsubo et l'a comparée à celle de 39 personnes en bonne santé. «Nos résultats montrent que les patients avec un TTS ont une connectivité cérébrale altérée qui se traduit par un traitement des émotions différent. Cela pourrait les rendre plus sensibles aux émotions fortes», résume le Dr Jelena Templin-Ghadri, coauteure de ce travail publié le 5 mars 2019 dans l'*European Heart Journal*.

Qu'est-ce que le syndrome du cœur brisé?

Le syndrome Takotsubo a été décrit pour la première fois en 1991. Souvent pris pour un infarctus, en raison de symptômes proches, le TTS a une origine tout à fait différente. Alors qu'un infarctus est provoqué par l'obstruction d'une artère coronaire, le TTS est dû à la déformation du ventricule gauche du cœur, qui n'arrive alors plus à assurer sa fonction de pompe et ne peut alors pas envoyer suffisamment de sang dans notre corps pour permettre son bon fonctionnement.

« Ce syndrome reste encore sous-diagnostiqué et méconnu, même par les cardiologues »

Dr Templin-Ghadri

Le diagnostic repose sur une échocardiographie (qui permet d'observer la forme en amphore que prend le cœur dans ce syndrome), ainsi que sur une coronarographie qui atteste du bon état des artères coronaires. Le syndrome du cœur brisé touche principalement les femmes de plus de 50 ans et serait responsable d'environ 5% des crises cardiaques chez ces dernières. Mais ce chiffre pourrait être sous-estimé. «Ce syndrome reste encore sous-diagnostiqué et méconnu, même parmi les cardiologues», regrette le Dr Templin-Ghadri.

Le TTS survient généralement à la suite d'une émotion forte mais peut aussi être causé par certains chocs physiques, tels qu'une crise d'asthme ou un AVC. Cependant, les mécanismes ne sont pas entièrement compris. «Les chercheurs se concentrent trop sur le cœur et oublient l'importance du cerveau dans cette maladie», souligne la cardiologue.

De précédentes recherches suggèrent que des difficultés à gérer le stress et les émotions fortes peuvent prédisposer à ce syndrome. «On a tous une capacité d'adaptation, mais pour certains cette capacité est diminuée, peut-être à cause d'expériences de vie trop stressantes, et ça peut les rendre plus fragiles face à des nouvelles sources de stress aigu», illustre le Dr Clément Delmas, cardiologue au CHU de Toulouse.

Aussi dangereux qu'un infarctus

Longtemps considéré comme bénin à cause de son caractère transitoire (le cœur finit toujours par reprendre sa forme normale), le TTS ne doit pas être pris à la légère. Outre le risque important de récurrence, la mortalité est presque aussi élevée qu'en cas d'infarctus du myocarde (3,7% contre 5,3%). Par ailleurs, les complications à la phase aiguë du TTS ne sont pas rares: «environ 10% des patients avec un TTS présentent une défaillance cardiaque aiguë où l'ensemble des organes est touché, augmentant le taux de mortalité à 25%», rappelle le Dr Delmas. Sans compter que ce syndrome augmente le risque d'avoir une maladie cardiovasculaire grave à long terme.

Pourtant, toutes les personnes n'ont pas le même risque de développer ce syndrome. La ménopause, par exemple, multiplie par 5 ce risque chez les femmes, probablement en raison de la chute de la concentration en œstradiol, une hormone connue pour ses effets cardioprotecteurs. Des antécédents de maladie psychiatrique (telles que la dépression), le diabète ou encore le tabac augmentent également ce risque.

Pour l'heure, il n'existe pas de traitement contre cette maladie: «Les traitements utilisés pour les infarctus du myocarde semblent peu efficaces pour remédier au TTS, même s'ils sont utilisés de manière empirique, constate le Dr Delmas. Mais les études récentes sur le lien cerveau-cœur devraient apporter de nouvelles pistes de recherches pour le développement de traitements spécifiques.»

PALUDISME

Un médicament pourrait rendre notre sang mortel pour les moustiques

Santé / Sciences <http://www.slate.fr/> Repéré par Jasmine Parvine — 20 mars 2019 à 16h46
Repéré sur The Independent

Un espoir dans la lutte contre le paludisme.



Les moustiques anophèles mâles ne piquent pas. | Erop Kameliev via Unsplash

En 2015, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a enregistré 212 millions de cas de paludisme dans le monde. La maladie se transmet par piqûre de moustique anophèle femelle: lorsque l'insecte pique une personne impaludée, cette dernière devient l'hôte du parasite. La malaria se transmet donc de piqûre en piqûre.

Selon une étude menée par l'Université du Colorado et publiée dans The Lancet, il serait possible de contrôler la propagation du paludisme en administrant de l'ivermectine aux adultes et enfants vivant dans des zones à risque. Ce médicament rend notre sang mortel pour les moustiques. «L'ivermectine réduit les nouveaux cas de paludisme en rendant le sang d'une personne létal aux

moustiques qui la piquent. Il tue les moustiques et réduit ainsi le risque d'infection d'autres personnes», a déclaré à The Independent le Dr Brian Foy, auteur de l'étude.

Pour mener son travail, l'équipe de recherche s'est rendue dans les zones rurales du Burkina Faso –90% des cas de paludisme se trouvent dans les zones tropicales d'Afrique. Elle a recruté 27.000 personnes, dont 590 enfants, dans huit villages différents. Durant dix-huit semaines, la moitié des individus étaient traités, en recevant une dose d'ivermectine toutes les trois semaines. Régulièrement, du personnel médical venait évaluer leurs symptômes.

Les résultats des tests sanguins ont montré que deux fois plus d'enfants du groupe traité à l'ivermectine ne présentaient pas de signe de malaria, et ce sans effets secondaires. En moyenne, les scientifiques ont compté 2,49 attaques de paludisme par enfant non traité, contre deux par enfant sous médication. Les cas de paludisme infantile auraient diminué de 20%.

Le bout du tunnel ?

Cette nouvelle approche, ajoutée aux médicaments contre les infections, pourrait ralentir la propagation de la maladie, en ont conclu les scientifiques. Les recherches devraient s'étendre sur un territoire plus vaste et si les résultats sont similaires, l'éradication du paludisme pourrait être entrevue.

Le professeur Chris Drakeley de la London School of Hygiene and Tropical Medicine, qui n'a pas participé à l'étude, explique que *«cette recherche est la première du genre à démontrer un effet au niveau communautaire, mettant en évidence un potentiel nouveau moyen de contrôler le paludisme»*.

ROUGEOLE

Au fond, le mouvement anti-vaccination est fondé sur la notion de privilège

Santé / Sciences <http://www.slate.fr/> Laurie Garrett — Traduit par Iris Engintalay — 16 mars 2019 à 11h00

Le virus de la rougeole se propage rapidement dans le monde, laissant des victimes dans son sillage, faute de vaccination.



Une infirmière s'apprête à vacciner un jeune homme à Lapaivka, en Ukraine, le 21 février 2019 | Yuri Dyachyshyn / AFP

Le 18 février dernier, une famille française arrivait au Costa Rica pour passer des vacances sous les tropiques. Quelques jours plus tard, le fils âgé de 5 ans était pris d'une forte fièvre et des taches rouges caractéristiques de la rougeole faisaient leur apparition sur son corps. C'est alors le branle-bas de combat au ministère de la Santé du Costa Rica. Les passagers du vol à bord duquel se trouvait la famille ont été localisés et examinés, le garçon et ses parents ont été placés en quarantaine pendant sept jours et des alertes ont été adressées aux médecins et à la population nationale, les invitant à guetter l'apparition de symptômes rappelant ceux de la rougeole afin de veiller à ce que la maladie contractée par le jeune Français ne mette personne d'autre en danger.

Le refus des vaccins, une des dix plus grandes menaces au monde

La situation a été traitée comme une urgence nationale, bien que cela soit complètement inutile: la rougeole est une infection très contagieuse, au moins huit fois plus que la grippe, et des personnes peuvent être porteuses de la maladie et la transmettre sans pour autant présenter de symptôme.

L'an dernier, l'Europe a ainsi enregistré le plus grand nombre de cas de rougeole depuis vingt ans, avec près de 83.000 cas confirmés et 72 décès.

De plus, chez la plupart des gens il faut attendre environ deux semaines avant l'apparition d'une éruption cutanée, de fièvre, de rhume ou de maux de gorge, la période d'incubation de la maladie étant longue. Néanmoins, les taux de contraction de la rougeole ont chuté partout dans le monde dès lors qu'un vaccin approprié a été mis en place, et ce, sans exception.

Mais ces touristes français non vaccinés reflètent une tendance croissante en Europe, où le rejet de l'immunisation est devenu monnaie courante. L'an dernier, l'Europe a ainsi enregistré le plus grand nombre de cas de rougeole depuis vingt ans, avec près de 83.000 cas confirmés et 72 décès. D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'incidence de la rougeole dans le monde a fait un bond de 50% en 2018, incitant l'agence à considérer le refus de la vaccination comme l'une des dix plus grandes menaces à la santé mondiale en 2019.

La rougeole, un intérêt pour toute la société

Mais l'Europe n'est pas la seule concernée. La rougeole est en hausse et elle traverse les frontières, profitant de la chute de la couverture vaccinale. La raison est simple: la confiance, ou plutôt le manque de confiance. En 2017, dernière année de recensement du nombre de décès liés à la maladie dans le monde, plus de 109.000 personnes sont mortes de la rougeole, la plupart d'entre elles n'ayant jamais été vaccinées ou ayant reçu leur première injection, mais pas leur rappel. À l'ère de la post-vérité, la rougeole est ainsi devenue un baromètre de la confiance, ou du manque de confiance.



La vaccination n'est pas qu'un choix personnel; c'est aussi un contrat social entre la population et le gouvernement. La population attend du gouvernement qu'il lui fournisse des vaccins à un prix abordable pour tous, veille à leur innocuité et leur efficacité, et promeuve leur utilisation. En retour, le gouvernement attend de ses citoyens et des prestataires de services médicaux qu'ils se fassent correctement immuniser, non seulement pour se protéger, eux et leurs enfants, mais aussi dans l'intérêt de toute la société et de l'immunité grégaire, ou collective, qui enrayer la propagation des maladies.

Quand les gouvernements échouent à protéger leur population

Lorsque le gouvernement ne remplit pas sa part du contrat social, en ne fournissant pas de vaccins à la population de façon adéquate et accessible, des épidémies apparaissent. Depuis septembre 2018, par exemple, Madagascar souffre d'une épidémie de rougeole incontrôlable, responsable de quelque 83.000 cas et presque 1.000 morts. Le gouvernement n'a jamais fourni d'accès équitable aux vaccins, trop chers pour une population malgache en grande partie pauvre, et a eu fort à faire ces douze derniers mois avec d'autres catastrophes, dont une épidémie de peste, deux cyclones majeurs qui ont détruit les logements de 70.000 personnes et une sécheresse prolongée qui a laissé près d'un demi-million de personnes sans eau potable ni installations sanitaires. Faible et contesté, le gouvernement a du mal à répondre aux besoins de la population, à tous les niveaux.



Le Venezuela n'est pas en reste: le gouvernement du président Nicolás Maduro n'a pas non plus rempli ses engagements, précipitant le pays dans un chaos économique et politique. La rougeole était le premier signe sanitaire annonciateur d'un effondrement du système de santé public national, le nombre de cas et de décès ayant commencé à augmenter brusquement en 2017, atteignant les 6.500 cas diagnostiqués et un total de près de 10.000 cas estimés à la fin du mois de février 2019. La rougeole a été rapidement suivie par le paludisme et la diphtérie, dont le nombre de cas a augmenté, avec un total de 238 morts fin 2018. Une analyse rétrospective minutieuse a révélé que le taux de mortalité infantile au Venezuela a commencé à augmenter en 2016 et a désormais réduit à néant les avancées réalisées au XXI^e siècle.

Aux Philippines, le gouvernement de Rodrigo Duterte s'efforce de maîtriser une épidémie de rougeole qui a touché plus de 15.000 personnes cette année, en tuant 238.

Aux Philippines, le gouvernement de Rodrigo Duterte s'efforce de maîtriser une épidémie de rougeole qui a touché plus de 15.000 personnes cette année, en tuant 238. Le taux de vaccination contre la rougeole a chuté, tombant à seulement 55% et laissant 2,5 millions d'enfants sans protection, en raison d'une perte de confiance dans les services du gouvernement à la suite d'un scandale autour d'un vaccin expérimental contre la dengue en 2017. Largement utilisé et fortement promu par le gouvernement, le vaccin contre la dengue Dengvaxia, fabriqué par l'entreprise pharmaceutique française Sanofi, a également été considéré comme la cause du décès d'au moins trois enfants. Le gouvernement Duterte a dénoncé Sanofi et exigé réparation pour les vies perdues, mais ce coup porté à la confiance est irréversible et les Philippines et Philippines sont désormais en grande partie convaincues que tous les vaccins sont dangereux.

Hausse du taux de refus de vaccination

Dans la plupart des cas, le rejet de la vaccination dans le monde va de pair avec une méfiance des citoyens et citoyennes à l'égard de leur gouvernement. La nature du mouvement anti-vaccination diffère d'un endroit à un autre, y compris au sein des communautés. De fausses rumeurs selon lesquelles des tissus porcins auraient été utilisés dans la production d'un vaccin suffisent à ce que les parents retirent leur consentement dans les pays musulmans. Depuis 2001, le taux de refus de vaccination aux États-Unis a été multiplié par quatre. Pour justifier ce refus, les parents évoquent toutes sortes de raisons allant des bénéfices excessifs réalisés par les compagnies pharmaceutiques à la présence dissimulée de mercure, en passant par la crainte que leurs enfants deviennent autistes ou encore le refus que le gouvernement leur impose d'enfoncer des aiguilles dans le corps de leurs enfants. Certains propriétaires de chiens refusent même de faire vacciner leur animal de compagnie, par crainte de se retrouver avec un cabot autiste.

Depuis les débuts de la vacuolisation contre la variole au XVIII^e siècle –une forme rudimentaire d'immunisation ayant précédé l'invention du vaccin–, la vaccination a toujours eu ses opposants et ses détracteurs. Aux États-Unis, de nombreux groupes religieux tels que les Amish, certaines sectes juives orthodoxes et les scientifiques chrétiens, s'y opposent depuis longtemps. New York est actuellement aux prises avec une épidémie de rougeole, dont le nombre de cas se monte désormais à 133 et qui se propage principalement au sein d'une communauté de juifs hassidiques, qui refusent les vaccins. Le Japon est en proie à une épidémie similaire et avait enregistré 167 cas au 10 février, dont près d'un tiers ont été observés au sein de la communauté Miroku Kuysei Shinkyo, un groupe religieux qui s'élève contre de nombreux aspects de la médecine moderne. (Le groupe a présenté des excuses et s'est engagé à ne plus s'opposer à la vaccination.)

La méfiance atteint les populations instruites et aisées

Mais le mouvement anti-vaccination mondial, qui s'oppose principalement aux défenseurs de la santé publique, est actuellement dominé par des personnes fortement instruites et généralement nanties, telles que les résidentes et résidents les plus riches des quartiers snobs de West Los Angeles comme Santa Monica, Brentwood et Beverly Hills, où les taux de vaccination des enfants sont aussi bas que ceux observés au Soudan du Sud, déchiré par une guerre civile, ou comme les

habitantes et habitants du comté de Clark, dans l'État de Washington, où seulement 78% des enfants sont complètement immunisés.

Au sein de la population de la Silicon Valley, nombreuse mais peu vaccinée, un mythe erroné retient les employés d'Amazon, Microsoft, Google et consorts d'immuniser leurs enfants : le vaccin contre la rougeole serait à l'origine de l'autisme.

Des milliers de parents tirent parti d'une loi de l'État qui autorise les *«objections philosophiques ou personnelles à l'immunisation de l'enfant»*. Depuis le début de l'année, le comté de Clark a enregistré soixante-dix cas de rougeole confirmés, incitant le gouverneur de Washington à déclarer l'état d'urgence sanitaire et l'assemblée législative de l'État à étudier un projet de loi visant à éliminer les objections philosophiques comme motif de refus de vaccination.

Au sein de la population de la Silicon Valley, nombreuse mais peu vaccinée, un mythe erroné retient les employés d'Amazon, Microsoft, Google et consorts d'immuniser leurs enfants: le vaccin contre la rougeole serait à l'origine de l'autisme. D'après les conclusions d'une étude publiée récemment et menée auprès de 657.461 enfants nés au Danemark entre 1999 et 2010, avec un suivi jusqu'à fin 2013, *«le vaccin ne provoque pas l'autisme chez les enfants prédisposés et n'est pas associé à une concentration de cas d'autisme après vaccination»*. Cette étude danoise n'est que la plus récente d'une longue liste d'initiatives de recherche qui, selon l'American Academy of Pediatrics, *«révèlent que les vaccins constituent un moyen sûr et efficace de prévenir les maladies graves»*.

Rumeurs, scepticisme et trolls russes

Pendant ce temps à Portland, dans l'Oregon, la communauté d'émigrés russes présente un haut degré de scepticisme à l'égard des vaccins. D'après l'American Public Health Association (APHA), des trolls opérant en dehors de Russie diffusent des idées folles à propos de la contamination et des effets indésirables des vaccins dans les médias et sur les réseaux sociaux en langue russe.

«Pendant que les bots qui diffusent des logiciels malveillants et du contenu indésirable font circuler des messages anti-vaccins, les trolls russes sèment la discorde.» Extrait d'une étude de l'American Public Health Association

L'étude menée par l'APHA a révélé que les trolls russes ont reconnu que les inquiétudes entourant les vaccins représentaient un sujet clivant à exploiter pour créer un sentiment anti-gouvernemental et a formulé la conclusion suivante: *«Pendant que les bots qui diffusent des logiciels malveillants et du contenu indésirable font circuler des messages anti-vaccins, les trolls russes sèment la discorde. Des comptes se faisant passer pour des utilisateurs légitimes créent une fausse équivalence, érodant le consensus public autour de la vaccination.»* Certains trolls ont réussi à s'introduire dans des discussions sur Facebook, Pinterest, Amazon, Instagram et Reddit aux États-Unis, et un récent sondage au Royaume-Uni a révélé que la moitié des nouveaux parents avaient consulté des sites web anti-vaccination.

Ce n'est pas une coïncidence si les plus grosses épidémies de rougeole en Europe à l'heure actuelle touchent l'Ukraine et d'anciens membres du pacte de Varsovie, comme la Roumanie et la République tchèque. L'année dernière, l'Ukraine a enregistré plus de 54.000 cas diagnostiqués de rougeole, qui a fait seize morts. Au 1^{er} février, 15.000 cas supplémentaires et sept nouveaux décès avaient été signalés, faisant de l'épidémie actuelle la plus grosse que le pays ait connue depuis l'introduction de l'immunisation à la rougeole par les Soviétiques dans les années 1960.

36% des généralistes interrogés en République tchèque et 25% en Slovaquie pensent que le vaccin contre la rougeole est dangereux.

D'après l'Unicef, l'épidémie ukrainienne est alimentée par de fausses déclarations sur la sécurité sanitaire des vaccins, et la désinformation menée par les trolls russes joue également un rôle dans un pays où les conflits militaires continus entre les forces ukrainiennes et pro-russes ont conduit les services de santé publique à la faillite. En Europe de l'Est, les doutes vont jusqu'à toucher les médecins: 36% des généralistes interrogés en République tchèque et 25% en Slovaquie pensent que le vaccin contre la rougeole est dangereux.

Corrélation entre populisme et sentiment anti-vaccination

Il existe un lien étroit entre la montée du populisme et le sentiment anti-vaccination. Le Rassemblement national en France et la coalition entre la Ligue et le Mouvement 5 étoiles en Italie sont tous deux opposés aux vaccins. L'année dernière, Matteo Salvini, leader de la Ligue et ministre de l'Intérieur italien, a levé toutes les exigences en matière de vaccin au motif que l'immunisation «*était inutile et dans de nombreux cas dangereuse, voire nocive*». Walter Ricciardi a démissionné de son poste à la tête de l'Institut supérieur de la santé italien en signe de protestation contre la politique de Salvini.

Tandis que le mouvement populiste en Italie est surtout lié au sentiment anti-vaccination, les partis de droite en Europe exploitent la méfiance populaire à l'égard des profits pharmaceutiques et l'antipathie vis-à-vis du gouvernement pour semer la discorde.

Une étude a révélé que le rejet des vaccins a commencé à augmenter après la crise financière de 2010 en Europe et la mise en place de programmes d'austérité en Italie. Les messages de la coalition 5 étoiles-La Ligue ont également alimenté l'opposition, jetant le doute sur l'authenticité de la science, la santé publique et les agences mondiales telles que l'OMS.

Tandis que le mouvement populiste en Italie est surtout lié au sentiment anti-vaccination, les partis de droite en Europe exploitent la méfiance populaire à l'égard des profits pharmaceutiques et l'antipathie vis-à-vis du gouvernement pour semer la discorde. Aux États-Unis, les Républicains, dont le président Donald Trump, ont exprimé leur opposition à la vaccination obligatoire et insisté sur l'idée que les agences gouvernementales dissimulent des données selon lesquelles l'immunisation provoquerait des problèmes de santé tels que l'autisme et des lésions cérébrales.

Aux États-Unis, la rougeole guérirait le cancer

Il n'existe aucune raison valable pour que l'immunisation soit une question partisane, et pourtant, aux États-Unis, elle l'est de plus en plus. En Arizona, par exemple, la représentante républicaine Kelly Townsend puise dans le sentiment très répandu que l'imposition des vaccins est une entrave à la liberté. Combinant cela aux récentes préoccupations des Républicains quant à une montée du socialisme au sein du Parti démocrate, Kelly Townsend affirme que la promotion de la vaccination en vue d'atteindre l'immunité collective consiste à obliger «*une personne à sacrifier sa liberté au profit de la collectivité [et] n'est pas fondée sur les valeurs américaines, mais sur les valeurs communistes*».

Ces dernières semaines, Darla Shine, épouse du directeur de la communication de la Maison Blanche Bill Shine, a tweetté à de nombreuses reprises qu'elle considérait que les vaccins étaient dangereux et que les maladies qu'ils sont censés prévenir sont en réalité «*bonnes pour la santé*».



[Darla Shine @DarlaShine](#)

Here we go LOL [#measlesoutbreak](#) on [#CNN](#) [#Fake](#) [#Hysteria](#)

The entire Baby Boom population alive today had the [#Measles](#) as kids

Bring back our [#ChildhoodDiseases](#) they keep you healthy & fight cancer

[641](#)

[17:43 - 13 févr. 2019](#)

«*Venez respirer sur moi!*», a-t-elle écrit, soutenant qu'un cas de rougeole pourrait protéger du cancer à vie. Le supposé rôle curatif de la rougeole contre le cancer est annoncé partout sur internet et s'appuie à tort sur une étude de la Mayo Clinic ayant utilisé des virus de la rougeole génétiquement modifiés pour traiter des cellules cancéreuses. Au Texas, les Républicains qui siègent à l'Assemblée législative, essaient d'assouplir encore plus les règles de vaccination déjà laxistes pour les écoliers, prenant exemple sur le représentant de l'État Bill Zedler, qui affirme qu'il n'y a aucune raison de s'inquiéter d'une éventuelle épidémie de rougeole –car, «*avec les antibiotiques et ce genre de choses, personne ne meurt en Amérique*». (Pour rappel, les

antibiotiques sont efficaces contre les infections bactériennes; or, la rougeole est causée par un virus.)

Les leaders de la santé publique et les pédiatres ont du mal à contrer la propagande anti-vaccination, qui est liée à des divisions et des suspicions politiques, religieuses et culturelles de plus grande envergure.

À mesure que la propagande anti-vaccination atteint les zones les plus pauvres du monde, les enjeux montent. Un enfant vivant dans les quartiers riches de Beverly Hills ou de Knightsbridge, à Londres, s'en sortira sans doute sans vaccin. Mais ce même enfant vivant à Tombouctou, au Mali, ou à Huehuetenango, au Guatemala, est face à un grave danger de mort s'il n'est pas immunisé contre la rougeole. Tandis que les habitantes et habitants des pays riches s'inquiètent de vaccins prétendument dangereux, les vaccineurs de nombreux pays pauvres risquent leur vie pour éviter les talibans, les avalanches dans l'Himalaya, les milices en Afrique centrale ou les inondations en Amazonie afin d'apporter des vaccins aux pauvres vivant dans des zones reculées. Au fond, le mouvement anti-vaccination est fondé sur la notion de privilège. Comme le dit le représentant du Texas Bill Zedler: *«On veut nous faire croire que les gens meurent de la rougeole... dans les pays du tiers-monde, ouais!»* Mais pas dans le «Lone Star State».

Malheureusement, dans un contexte de rupture du contrat social, il n'y a pas de recette toute faite pour restaurer la confiance. Les leaders de la santé publique et les pédiatres ont du mal à contrer la propagande anti-vaccination, qui est liée à des divisions et des suspicions politiques, religieuses et culturelles de plus grande envergure. Une fois les obligations de l'immunité collective mises de côté, l'individu l'emporte sur les besoins de la communauté. Et dès lors qu'une seule personne est plus importante que nous ou que tous, il est très difficile de renverser l'équation.

TERRORISME

1^{ère} centurie, 2^e manipule

<http://lemamouth.blogspot.com/> mardi 19 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Parmi les très nombreux ruptures incarnées par Daech figure l'utilisation des réseaux sociaux, arme à recruter sans pareille, mais aussi un levier pour manipuler, et terroriser encore plus l'adversaire, en forme d'arme psychologique qui n'a sans doute pas contribué à la vaillance de l'armée irakienne, en 2014. "Une menace à ne pas sous-estimer: la manipulation de l'information a lancé la minarm depuis les Etats-Unis. C'est une arme de guerre. Les démocraties ouvertes sont - de fait- désavantagées dans ce combat : nous devons être plus forts et plus malins".

L'OTAN ne le découvre pas totalement, l'URSS était passé maître dans l'art de la Maskirovka.

Mais Daech a pu industrialiser le processus, grâce aux réseaux sociaux, sur lesquels l'attention des gestionnaires de plateformes n'est pas toujours suffisante.

Le général français **Jean-Marc Vigilant**, senior national representative français, était aussi un des adjoints au sein de l'état-major de la coalition OIR, en charge de la détection de la propagande de Daech, et de son contrage (sur lequel les anglo-saxons mettent traditionnellement beaucoup de moyens). Il a pu mesurer de façon directe ce travail de sape à bas coût mais très efficace.

Avec une organisation désormais atomisée, Daech pourrait bien continuer à perdurer notamment via les réseaux sociaux.

Et sur l'autre théâtre du moment, le Sahel, Barkhane a fort à faire dans la dimension numérique, où l'adversaire communique régulièrement comme le fait également l'état-major français, et désormais les états-majors africains (formés, notamment, par la France à ce domaine de riposte). Très régulièrement, c'est la communication djihadiste, ou ses relais, qui injectent dans le viseur des médias et chercheurs occidentaux des fake news (combien de fois a-t-on lu la fausse mort de soldats français, parfois reprise), des nouvelles partielles (il n'y a quelquefois pas de fumée sans feu) quand il ne s'agit pas d'information exacte (ce qui contribue à donner du crédit à ces émetteurs).

Bref, tout autant que la stratégie, c'est aussi la pratique qui doit s'adapter à ce temps réel fixé par les groupes armés. Un vrai défi pour les communicants opérationnels, dont la visée est bien d'en faire bénéficier les opérations.

7 – OPEX

Le suivi des OPEX peut se faire sur le site de l'état-major des armées : <http://www.defense.gouv.fr/operations>

POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS

Point de situation des opérations du 15 au 21 mars

Mise à jour : 22/03/2019

Point de situation des opérations du 15 au 21 mars

TERRITOIRE NATIONAL

POINT SUR L'OPÉRATION SENTINELLE

Compte tenu du contexte de manifestations prévues ce weekend et afin de permettre aux forces de sécurité intérieure de se consacrer pleinement à leur mission de maintien de l'ordre, la protection de certains sites sensibles, jusque-là dévolue à des unités du ministère de l'Intérieur, sera assurée par des éléments du dispositif sentinelle. Il ne s'agit pas pour les militaires de l'opération Sentinelle de participer à des missions de maintien de l'ordre, mais bien de poursuivre leur mission habituelle dans le cadre de la lutte antiterroriste. Les militaires de l'opération sentinelle n'ont pas vocation à participer à des opérations de maintien de l'ordre, ils ne sont ni entraînés, ni équipés pour cela.

Cette adaptation, déjà utilisée par le passé permise par la réactivité et la flexibilité du dispositif, a pour objectif d'engager des unités de Sentinelle dans la protection de sites et de bâtiments officiels habituellement assurée par les forces de l'ordre contre la menace terroriste. Ces dernières pourront ainsi mobiliser davantage de personnel pour se concentrer sur les mouvements, le maintien, et le rétablissement de l'ordre.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

FORMATION DES FORCES ARMÉES CENTRAFRICAINES PAR LES ÉLÉMENTS FRANÇAIS AU GABON

Les détachements d'instruction opérationnelle (DIO) des éléments français au Gabon (EFG) poursuivent leurs actions de formation au profit des forces armées centrafricaines (FACA). Ces actions de coopération, qui s'adaptent aux besoins de nos partenaires, concourent à la reconstruction de l'armée centrafricaine et à l'élévation de son niveau de compétence. Elles sont complémentaires des actions également conduites par la mission de l'Union européenne en RCA (EUTM RCA), qui se charge notamment de la formation initiale des bataillons d'infanterie territoriaux des FACA.

Ainsi, du 4 au 15 février 2019, les instructeurs du groupement de coopération opérationnelle – 6^e Bataillon d'infanterie de Marine (GCO-6^e BIMA) des éléments français au Gabon (EFG) ont conduit une formation au profit des spécialistes en « explosive ordnance disposal » (EOD) des forces armées centrafricaines (FACA) à Bangui.

Ce stage avait pour objectif d'approfondir les connaissances de ces militaires, déjà formés en décembre 2018. Ils ont ainsi pu voir la récupération, l'enlèvement et la destruction des munitions ainsi que la mise en œuvre des explosifs. La première semaine, les stagiaires ont effectué des exercices pratiques, travaillant sur des cas concrets propres au théâtre centrafricain. La semaine suivante s'est axée sur la mise en œuvre et la gestion d'un site DDR (désarmement, démobilisation, réintégration). Après une étude théorique, la formation s'est terminée avec un exercice de synthèse sur le terrain.

Ensuite, du 25 février au 8 mars 2019, un détachement d'instruction opérationnelle (DIO) des éléments français au Gabon (EFG) s'est rendu en République centrafricaine (RCA) pour former les militaires des forces armées centrafricaines (FACA) du bataillon amphibie.

Il s'agit de la deuxième formation organisée au profit des 500 militaires du bataillon amphibie depuis le début de l'année et qui succède à d'autres effectuées en 2018. Au cours de l'année écoulée, 74 soldats du bataillon amphibie — et au total 780 soldats des FACA — ont pu bénéficier des savoir-faire tactiques et techniques des militaires français des EFG. Il s'agissait dans le cas de cette formation, d'entraîner les militaires aux manœuvres techniques indispensables à acquérir pour arraisonner et contrôler en sécurité une embarcation suspecte sur l'Oubangui.



OCÉAN INDIEN ET GOLFE ARABO-PERSIQUE

DÉPLOIEMENT DU GROUPEMENT DE GUERRE DES MINES

- Déploiement et Exercice East Dolphin

Sous le commandement opérationnel d'ALINDIEN et la conduite de l'état-major de guerre des mines de la Force Aéro-maritime de Réaction Rapide (FRAMRFOR), les chasseurs de mines tripartites « L'Aigle » et « Sagittaire », accompagnés d'un détachement du groupe de plongeurs-démineurs de la Manche (GPD Manche), sont déployés depuis février 2019 en océan Indien et dans le golfe Arabo-Persique.

Ce déploiement a pour vocation d'entretenir une connaissance précise des fonds marins et d'assurer la liberté de navigation dans cette zone en luttant contre la menace liée à la présence de mines.

Au cours de cette mission, des exercices bilatéraux et multinationaux sont conduits pour renforcer l'interopérabilité et la coopération avec les pays partenaires du Golfe ainsi qu'avec nos alliés présents dans la zone, notamment les Américains et les Britanniques.

Ainsi, après la « remise en ligne » technique qui a suivi leur transit sur barge entre la métropole et Abu Dhabi et la courte période de remontée en puissance, le groupement a pris part du 10 au 14 mars 2019 à la deuxième édition de l'exercice de guerre des mines East Dolphin. Ce dernier, qui s'est déroulé au large des côtes émiriennes, entre dans le cadre du partenariat stratégique entre la France et les Émirats Arabes Unis.

Un état-major franco-émirien a dirigé les opérations menées par un groupe constitué des chasseurs de mines des deux nations associant des plongeurs français et émiriens.

East Dolphin 19 permet de renforcer la capacité d'assurer ensemble jusqu'en haute mer la sécurité maritime. Pour y parvenir, les chasseurs de mines ont réalisé des exercices de navigation en formation ainsi que des opérations au large d'Abu Dhabi tandis que les plongeurs-démineurs ont quant à eux mené des opérations de déminage portuaire.



CHAMMAL

SITUATION MILITAIRE DU THÉÂTRE

- Offensive contre les dernières poches de Daech en Syrie

En moyenne vallée de l'Euphrate, les combats menés par les Forces démocratiques syriennes, appuyés par la coalition, pour reconquérir le réduit de Baghouz continuent. Les combats sont intenses, la progression effective, mais lente, en raison de l'évacuation de nombreux civils, et de l'imbrication des combattants et des non combattants.

- Poursuite des actions en Irak

La situation sécuritaire est stable en Irak, et reste sous contrôle des Forces de sécurité intérieures qui poursuivent leur effort dans la lutte contre Daech.

ACTIVITÉ DE LA FORCE

Le dispositif français déployé au Levant n'a pas évolué depuis la semaine dernière. Le groupe aéronaval participe toujours à l'opération Chammal : une frappe aérienne a été réalisée par ses Rafale cette semaine en appui des forces démocratiques syriennes.

En parallèle, le groupement naval est intégré, en soutien associé, à l'opération Sea Guardian, opération maritime de l'OTAN qui accomplit actuellement trois tâches de sûreté maritime en Méditerranée : la constitution de capacités de sûreté maritime, la connaissance de la situation maritime, et la lutte contre le terrorisme.

Enfin, la frégate britannique HMS Duncan a rejoint le groupe aéronaval cette semaine.

- Bilan des quatre ans de formation des TF Narvik et Monsabert

Depuis mars 2015, en complément de l'appui feu aux troupes engagées au sol contre Daech, la France a déployé à Bagdad des militaires dont la mission est d'améliorer les capacités de commandement et les savoir-faire des troupes irakiennes. Deux Task Force (TF), Narvik et Monsabert, aux périmètres différents, ont été mises en place pour assurer cette mission.

La TF Narvik prend part à la formation des forces spéciales de l'Iraki Counter Terrorism Service (ICTS), dans des domaines d'expertise immédiatement exploitables dans la lutte contre Daech : le combat en zone urbaine, le renseignement, le tir aux armes collectives et armes lourdes, la lutte contre les engins explosifs ou le sauvetage au combat.

Les premiers mandats proposaient des instructions générales et spécialisées aux jeunes recrues et aux soldats expérimentés. L'ICTS est progressivement devenue autonome dans ces domaines et la TF Narvik porte désormais ses efforts sur la formation des cadres et des opérateurs spécialisés tout en perfectionnant à travers des stages dédiés des bataillons opérationnels de l'ICTS.

Au bilan, la TF Narvik a formé plus de 8 000 soldats et 300 instructeurs, et a mené des stages de perfectionnement au profit de plus de 3 000 soldats, ce qui représente 25% des actions de formation menées par la coalition pour l'ICTS.

De son côté, la TF Monsabert fournit assistance et conseil (Advise and Assist — A2) à l'État-major et aux soldats de la 6^e division d'infanterie, responsable notamment de la sécurisation de Bagdad.

Dans le cadre de son partenariat avec la 6^e division, la TF Monsabert a formé depuis sa création plus de 3 300 soldats irakiens, et plus de 1 700 formateurs.

En constante évolution pour répondre aux besoins de ses partenaires irakiens, la TF Monsabert a récemment mis en place des cycles d'évaluation des savoir-faire fondamentaux des soldats de la 6^e division. Plus de 4 000 soldats irakiens ont déjà été passés au crible, permettant aux experts de la TF et au commandement de la 6^e division de disposer d'une appréciation globale du niveau des différents régiments.

Enfin, depuis 6 mois, dans le cadre de son partenariat avec l'école d'artillerie irakienne la TF Monsabert a formé 330 officiers et sous-officiers irakiens.

Depuis quatre ans, ce sont au bilan plus de 20 000 soldats irakiens qui ont bénéficié de l'expertise de 1 400 instructeurs français qui se sont relayés au sein de l'opération Chammal, dispensant 150 stages et participant à plus de 200 missions de conseil et d'appui.



- La Task Force Wagram en appui de l'offensive contre les dernières poches de Daech présentes dans la vallée de l'Euphrate

La Task Force (TF) Wagram continue d'appuyer les forces démocratiques syriennes contre Daech au sud de la ville d'Hajin.

La TF Wagram n'a pas réalisé de missions de tir, depuis le territoire irakien, cette semaine (bilan du 13 au 19 mars inclus).

- Sorties air hebdomadaires (bilan du 13 au 19 mars inclus)

Les aéronefs français basés en Jordanie et aux Émirats arabes unis, et projetés depuis le groupe aéronaval poursuivent leurs actions contre Daech, au sein de la coalition.

Cette semaine, les aéronefs de l'opération Chammal ont réalisé 57 sorties aériennes (bilan du 13 au 19 mars inclus). Les Rafale français ont conduit 01 frappe cette semaine, réalisée par les aéronefs du groupe aéronaval.

BARKHANE

ACTIVITÉ DE LA FORCE

- Situation sécuritaire

L'État-major des Armées rend hommage aux soldats des forces armées maliennes morts lors de l'attaque du camp FAMa de Dioura, dans la région de Mopti, le 17 mars. Le courage dont font preuve les militaires des forces armées maliennes dans leur lutte contre les groupes terroristes qui sévissent dans leur pays mérite d'être souligné, et nous conforte dans notre volonté de les accompagner dans leur combat.

Dans ce contexte, l'effort de la force Barkhane et des forces partenaires se poursuit dans le Liptako.

Les progrès sont visibles dans les principales zones de vie de la population : à Gao, le projet de maraîchage est désormais arrivé à maturité et le nombre de familles qui profite de sa plus-value socio-économique augmente ; à Anderamboukan, la consolidation du camp des forces armées maliennes se poursuit et contribue à la sécurisation de cette partie de la frontière entre le Mali et le Niger ; à Menaka, la ville a pu accueillir le « forum citoyen » organisé par la Commission pour la réforme constitutionnelle. Dans cette même ville, un poste de commandement et de sécurisation rassemble les forces de police et de gendarmerie, ainsi que celles de la garde nationale malienne et du bataillon nigérien de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations-Unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMa) afin d'assurer la sécurité du marché de la ville.

En parallèle, la force Barkhane, en coopération avec les forces armées maliennes, poursuit ses opérations de contrôle dans des zones où se réfugient les groupes terroristes afin de leur contester toute velléité de se réinstaller dans la région. Ces opérations d'ampleur, combinant reconnaissance, fouilles, raids et harcèlement mettent les groupes sous pression, les contraignant à se dévoiler.

- Instruction anti-explosifs au profit des soldats maliens

Les engins explosifs improvisés, ou IED (Improvised Explosive Device) constituent l'un des principaux modes d'action des groupes terroristes, et une des principales menaces pour la population et les forces armées en bande sahélo-saharienne, l'actualité récente nous l'a malheureusement prouvé. La force Barkhane est donc très attachée à travers des actions de formation à aider les forces locales à contrer cette menace.

Ainsi, le 16 mars, dans l'enceinte du camp malien de Gao, le groupement tactique désert (GTD) Richelieu a organisé une action de formation de lutte contre les IED au profit d'un détachement de la garde nationale malienne.

Réalisées à la demande des autorités maliennes, ces séances de formation s'adressent prioritairement aux détachements responsables de l'escorte des convois.

Cette formation, conduite par la section de génie combat du groupement, a permis de perfectionner les connaissances des soldats maliens et de réduire les risques d'incident liés à la manipulation de tels explosifs.

La formation consistait en trois ateliers. Les militaires maliens ont d'abord assisté à une présentation des différentes composantes des IED. La procédure de sécurisation d'une zone a ensuite été enseignée avant que la formation ne soit conclue par une séquence de révision des techniques de détection, sondage et marquage des menaces.



- Sorties air hebdomadaires (bilan du 13 au 19 mars inclus)

Les avions de la force Barkhane ont réalisé 92 sorties, parmi lesquelles 32 sorties de chasse, 28 sorties de ravitaillement/ISR, et 32 missions de transport. 99 sorties avaient été réalisées la semaine dernière.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE (SAHEL)

BARKHANE : Le directeur central du service des essences des armées en visite à Barkhane

Mise à jour : 18/03/2019

Du 4 au 7 mars 2019, l'ingénieur général de première classe Jean-Charles Ferré, directeur central du service des essences des armées (DC SEA), s'est rendu en bande sahélo-saharienne (BSS) pour rencontrer les différents détachements du SEA engagés au sein de l'opération Barkhane.

A N'Djamena, l'ingénieur général de première classe Jean-Charles Ferré a été accueilli par le général de brigade aérienne Philippe Adam, général adjoint opération de la force Barkhane. Après s'être fait présenter la situation logistique et pétrolière sur le théâtre le DC SEA a rencontré les équipes du dépôt SEA de la base aérienne projetée (BAP) avant de se rendre à la raffinerie de Djermaya, au nord de Ndjamen, une des principales sources d'approvisionnement en carburant pour le Fuseau Est de l'opération.

Le lendemain, l'ingénieur général de première classe Ferré s'est rendu au Mali sur la base permanente de Gao, puis sur la base avancée de Ménaka. Après s'être entretenu avec le colonel Yann de Kermanguy, représentant du commandant de la force Barkhane (REPCOMANFOR) et le colonel Xavier Janny, commandant le groupement tactique logistique (GTLOG) *Mostagadem Fribourg*, il a assisté à une démonstration dynamique du véhicule CARAPACE conduite par l'adjudant Eddy, chef de peloton de transport au sein du détachement SEA.

Le DC SEA a pu constater les qualités de ce nouveau matériel : *« Il est notre camion le plus moderne, il dispose de qualités techniques et tactiques parfaitement adaptées au soutien de nos opérations. Nous disposons actuellement de six CARAPACE stationnés à Gao, la base centrale à partir de laquelle sont menées les principales opérations »*.

Les militaires du SEA savent s'adapter aux besoins de la force Barkhane, qui évoluent de manière constante, tant au niveau du dispositif à ravitailler que du volume de produit à délivrer. *« Les infrastructures doivent être remises à niveau pour qu'elles soient toujours plus performante »* précise de le DC SEA. Ainsi, un dépôt secondaire devrait être mis en place en fin d'année 2019 au sein de la base de Gao. Cette réalisation permettra d'augmenter significativement les capacités de stockage de la force et de gagner en autonomie.

Pour sa dernière journée sur le théâtre, le DC SEA s'est rendu au Niger sur la BAP de Niamey. Après une visite du détachement drones, le directeur s'est vu présenter le projet d'extension capacitaire du dépôt pétrolier de la base.

Cette visite sur le théâtre a été l'occasion pour le directeur d'aller à la rencontre des militaires du SEA projetés et d'échanger avec eux sur leurs retours d'expériences des dernières opérations. L'ingénieur général a conclu ces entrevues en exprimant toute sa reconnaissance pour la qualité travail effectué en soutien de la force.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Relève d'un CH-47 Chinook sur la base de Gao

Mise à jour : 18/03/2019

Le 6 mars, un hélicoptère britannique Chinook a été acheminé par un avion C-17 Galaxy sur la base de Gao. Depuis près d'un an, cet hélicoptère est mis en œuvre par le détachement britannique du groupement tactique désert aérocombat (GTD-A) et fournit un appui logistique essentiel à la conduite des opérations de la force Barkhane.

Le C-17 Galaxy a décollé d'O Brize Norton en Angleterre, avec à son bord ce CH-47 Chinook dont les pales avaient été préalablement démontées. Dès son poser sur le sol malien et après ouverture de la tranche arrière, les soldats britanniques se sont retrouvés à l'intérieur du C-17 afin de préparer avec l'équipage la délicate séquence du déchargement. Les soldats du détachement britannique se sont ensuite employés à extraire minutieusement de la soute l'hélicoptère de près de 9 tonnes.

Quelques heures plus tard, le C-17 repartait vers l'Angleterre avec à son bord le Chinook relevé. Le lieutenant Alexander, officier de liaison au détachement britannique précise : *« Le terrain est difficile et le matériel doit être entretenu pour assurer le succès des missions. Après 9 mois de bons et loyaux service, un de nos Chinook part en maintenance et un nouvel appareil arrive pour continuer la mission »*.

Le capitaine Mathieu, chef conduite au GTD-A souligne la parfaite intégration de ces hélicoptères et de leurs équipages avec les autres vecteurs aériens de la force Barkhane. Ainsi lors de la récente relève du dispositif terrestre, une période riche en liaisons aériennes, les CH-47 Chinook ont effectué près de 100 heures de vol, transporté 800 combattants et acheminé environ 40 tonnes de fret. Les capacités d'emport de fret et de personnel du Chinook permettent d'augmenter sensiblement les capacités d'aéromobilité de la force et permettent aux autres hélicoptères de combat du GTD-A de se concentrer sur leur mission principale : l'appui des combattants au sol.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Préparation opérationnelle du poste de commandement interarmées par le CPOIA

Mise à jour : 20/03/2019

L'entraînement final avant déploiement du poste de commandement interarmées de théâtre (PCIAT) a eu lieu du 25 février au 7 mars sur le camp de Mailly. Cette répétition générale grande nature, réalisée quelques semaines avant le déploiement en bande sahélo-saharienne (BSS), a rassemblé plus de 500 officiers, sous-officiers, et militaires du rang issus de l'ensemble des armées, directions et services.

Le commandement pour les opérations interarmées (CPOIA) a organisé l'ensemble de l'entraînement. Le centre d'entraînement et de contrôle des postes de commandement (CEPC) assurait pour sa part l'accueil de tous les participants, tout en étant chargé de contrôler les postes de commandement des futurs groupements « désert » (GTD) de la force Barkhane également présents pour l'exercice.

Le PCIAT s'organise autour d'un noyau armé par l'état-major de la 1ère Division, l'état-major du corps de réaction rapide France (intégrant quatre officiers européens) et l'état-major du commandement pour les opérations interarmées, auxquels s'ajoutent des spécialistes issus d'une soixantaine de formations des armées, directions et services.

Sous les ordres de son chef d'état-major, le PCIAT a bénéficié d'un cycle de conférences spécialisées de plusieurs jours basées sur les retours d'expérience du personnel actuellement déployé. Il a ensuite participé à un entraînement réaliste d'une semaine basé sur les engagements récents de l'opération Barkhane.

Rentrés de la bande sahélo-saharienne, plus d'une centaine d'officiers ou experts métiers, mentors et animateurs ont été mobilisés pour assurer la transmission de l'expérience « Barkhane », aussi bien sur le plan opérationnel que tactique. Cette transmission passe par l'acquisition des procédures opérationnelles et la maîtrise des systèmes d'information et de commandement interarmées.

Un effort particulier a été fait pour favoriser une approche globale de la crise au Sahel, notamment au travers de la coopération avec les partenaires (partenaires alliés et européens, force conjointe G5 Sahel, mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali – MINUSMA...).

Le 6 mars, le VIP day a permis aux autorités militaires, parmi lesquelles des officiers britanniques et estoniens, d'apprécier le niveau d'entraînement atteint et d'échanger sur l'optimisation collective de la préparation à l'engagement opérationnel Barkhane.

Dans le contexte stratégique fixé par la loi de programmation militaire, le besoin en compétence opérative va s'accroissant. Le cœur de métier du CPOIA est de garantir l'aptitude des armées françaises au contrôle et au commandement interarmées de théâtres tels que l'opération Barkhane, en s'appuyant sur les commandements interarmées existants sur le territoire national, outre-mer et à l'étranger.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Le rehearsal, un incontournable dans la préparation d'une opération

Mise à jour : 20/03/2019

Une répétition générale nommée *rehearsal* s'est déroulée sur la base avancée de Kidal en février 2019. Le capitaine Arnaud, commandant d'unité du sous groupement tactique désert « vert », a rassemblé ses subordonnés à l'intérieur d'un hangar en toile.

Les soldats ont formé un arc de cercle autour d'une grande maquette éphémère constituée de cailloux, de maisons en bois, de figurines et d'écriteaux. Une large ligne noire symbolisant la route qui sera empruntée par le convoi ainsi que l'itinéraire.

Les secteurs sont découpés en 3 segments qui se succèdent : premier jour 140 km, deuxième jour 80 km, troisième jour 90 km. Les dangers potentiels sont identifiés et matérialisés pour chacune des étapes. Tout en s'adressant à ses hommes, le capitaine Arnaud cite Napoléon Bonaparte : « *un bon croquis vaut mieux qu'un long discours* ».

Ce briefing s'inscrit dans le cadre d'une réflexion tactique menée par le commandant d'unité avec son état-major réduit, et vient après l'élaboration des ordres. Devant cette caisse à sable géante, il veille à ce que chacun des combattants ait compris la situation générale, les spécificités du terrain et les menaces. Chacun doit connaître avec précision le déroulé de l'action à mener ; lors de la répétition on s'efforce d'éviter les paradoxes. Les déplacements sont ensuite joués par chaque chef de peloton. « *C'est en définitive la transcription en 3D de ce qui a été pensé sur carte en 2D* » souligne le commandant d'unité.

Le rehearsal permet enfin d'affiner les détails de coordination d'une opération. « Cette restitution est impérative, elle me donne l'opportunité de m'assurer que mes ordres ont été bien compris et

de préciser si nécessaire et devant tout le monde mes intentions afin de dissiper tout éventuel doute avant le déclenchement de l'opération. » conclut le capitaine Arnaud.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Lieutenant Lise, chef du détachement de transit interarmées

Mise à jour : 20/03/2019

Engagée sur la base permanente de la force Barkhane de Gao depuis le mois de janvier, le lieutenant Lise est chef du détachement de transit interarmées (DÉTIA), entité en charge du soutien logistique aérien au sein de l'opération Barkhane.



Le lieutenant Lise retrouve la bande sahélo-saharienne après une première projection en 2017 sur la base aérienne projetée de Niamey.

Pour ce nouveau déploiement en opération, elle est à la tête d'une vingtaine de militaires, dont une majorité sert sur la base de Gao. Des détachements plus réduits sont également déployés sur les bases avancées de Tombouctou et de Tessalit. Les militaires placés sous ses ordres appartiennent à l'armée de l'Air mais également à l'armée de Terre avec des membres du 1er régiment du train parachutiste.

Cette diversité n'est absolument pas un problème pour ces spécialistes car : « nous étudions dans les mêmes centres de formation, et avons ainsi les mêmes qualifications ce qui facilite grandement notre travail conjoint » souligne le lieutenant.

En tant que chef du DÉTIA, la mission principale confiée au lieutenant Lise et à ses hommes est de soutenir la force en transportant le matériel est le personnel indispensable au bon déroulement des opérations et des missions.

La période de relève des unités qui vient de s'achever a été un véritable défi pour le DÉTIA explique le lieutenant Lise : « il a fallu désengager l'intégralité d'un mandat de la force Barkhane, et accueillir sa relève. Cette séquence représente en deux mois plus de 6500 personnes et 1200 tonnes de fret, et pas moins de 500 aéronefs à accueillir sur les plateformes ». Ce tour de force logistique a été conduit alors que les opérations et les missions quotidiennes ne se sont pas arrêtées pour autant. Durant cette période sensible, les journées commençaient à 05h du matin et

s'achevaient rarement avant minuit. « Le rythme soutenu de cette séquence a eu comme effet bénéfique de renforcer le lien au sein de mes équipes » conclut le lieutenant Lise.

Désormais, avec une moyenne de 10 avions et d'une soixantaine de passagers à faire transiter par jour, le lieutenant Lise dispose de plus de temps pour travailler aux côtés des forces partenaires de l'opération Barkhane. Ainsi, en ce début du mois de mars, son équipe a pu apporter son soutien logistique à un équipage canadien de la MINUSMA lors d'un chargement de fret à bord d'un Hercules C-130.

Le lieutenant Lise a rejoint l'armée de l'Air en 2016 comme officier sous-contrat, après avoir suivi obtenue une licence en logistique et transport à Montpellier. A l'issue de sa formation d'élève-officier à l'Ecole de l'Air de Salon-de-Provence, elle rejoint la Base aérienne d'Istres (BA 125) comme chef des opérations de transit aérien, au sein de l'escadron de transit et d'accueil (ETA).

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Inauguration d'un « hub » de matériel des systèmes d'information et de communication

Mise à jour : 21/03/2019

Le nouveau bâtiment de stockage matériel a été inauguré le samedi 16 février sur la base aérienne de N'Djamena. Sa fonction est de stocker les systèmes d'information et de communication (SIC). Occupant une place centrale en matière de stockage de matériel d'information, il constitue un véritable « hub » de matériel.

Le lieutenant-colonel Sébastien, chef spécialisé en information et communication, en a eu l'idée dès 2016 durant un séjour à N'Djamena.

La fonction première du bâtiment de stockage est de faciliter le transfert des systèmes au sein de la bande sahélo-saharienne, en servant de réservoir de matériel informatique et de matériels de communication pour toutes les opérations de la force Barkhane.

Jusqu'alors, la tâche des gestionnaires SIC était plus complexe ; le matériel de transmission en stock ou en transit, était entreposé dans une dizaine de containers répartis sur la base aérienne de N'Djamena.

« Ce nouveau bâtiment est unique en son genre sur la bande sahélo-saharienne et va permettre d'alimenter tous les sites de la force » souligne le lieutenant-colonel Sébastien.

Le matériel est d'abord livré à N'Djamena pour y être vérifié et enregistré. Son sort dépend ensuite des besoins. Il peut être conservé sur la base pour constituer une réserve opérationnelle de théâtre, ou bien servir à un projet informatique. Il peut également être employé en opération.

Cette centralisation permet par ailleurs d'alimenter en continu les bases de Gao et de Niamey. Ces lots de matériels SIC positionnés au plus près des zones d'opération garantissent aux unités déployées un soutien technique toujours plus réactif.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Instruction anti-explosifs au profit des soldats maliens

Mise à jour : 21/03/2019

Le 16 mars, dans l'enceinte du camp malien de Gao, le groupement tactique désert (GTD) Richelieu a organisé une action de formation de lutte contre les engins explosifs improvisés (C-IED - Counter Improvised Explosive Device) au profit d'un détachement de la garde nationale malienne.

Réalisées à la demande du colonel malien Sanogo, ces séances de formation à la lutte contre les IED s'adressent prioritairement aux détachements en charge de l'escorte des convois.

Cette journée de formation, conduite par la section de génie combat du groupement, visait à perfectionner les connaissances des soldats maliens et à les exercer à réduire les risques d'incident liés aux explosifs.

La formation consistait en trois ateliers. Les militaires maliens ont d'abord bénéficié d'une présentation des différentes composantes des IED. Des procédures de reconnaissances ont ensuite été enseignées puis mises en œuvre. Celles-ci reposent sur une reconnaissance à pied de l'environnement sécuritaire autour des véhicules, organisée en cercles concentriques allant de l'environnement immédiat jusqu'à plusieurs centaines de mètres. La formation s'est conclue par une séquence de révision des techniques de détection, sondage et marquage des menaces.

Le lieutenant Axel, chef de section du 6e régiment de génie, en charge de cette instruction, dresse un bilan particulièrement positif de cette journée. « Les soldats maliens pourront restituer les procédures enseignées au cours de la journée et contribueront directement à une plus grande sécurité de leurs soldats ».

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Les armuriers du détachement « chasse »

Mise à jour : 22/03/2019

En février 2019, le détachement « chasse » de la base aérienne projetée de N'Djamena a procédé à la relève de deux Mirage 2000. Cette relève a notamment impliqué de changer les bombes des aéronefs, un travail délicat conduit par les pyro-électro techniciens armement fusée (PETAF).

Comptant actuellement plus d'une dizaine de techniciens spécialisés, la cellule armement du détachement « chasse » est responsable des interventions sur les trois Mirage 2000 stationnés en permanence sur la base de N'Djamena.

Les PETAF sont des armuriers de formation. A ce titre, ils sont en charge de l'armement, des munitions, des artifices, mais également de l'entretien et du suivi quotidien de tous ces équipements et matériels particulièrement sensibles. En plus des armes, le PETAF est également responsable de toute la chaîne de mise en œuvre du tir. Dans ce cadre, il est responsable de l'électronique, de la commande de tir, ainsi que de la codification de chacun des artifices.

« A l'atterrissage de l'avion, alors que les autres équipes doivent impérativement respecter un périmètre de sécurité autour de l'avion, le PETAF est le premier à être autorisé à intervenir » explique l'adjudant-chef Sylvain, chef d'atelier.

« Nous sommes également les derniers à intervenir avant que celui-ci ne décolle ». Le PETAF est présent jusque sur le tarmac pour procéder aux ultimes vérifications avant que le pilote ne s'installe dans le cockpit et n'initie la phase de décollage.

Intervention minutieuse et technique, l'armement d'un avion n'est réalisé qu'en opération extérieure ou lors des campagnes de tir et impose donc un degré élevé de concentration. « Il faut être constamment vigilant », poursuit l'adjudant-chef. « Pour un PETAF, le doute est une forme de sécurité, car il n'a pas le droit à l'erreur ».

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL (IRAK)

CHAMMAL : Sergent Denis, militaire du DETSIC engagé au Levant

Mise à jour : 18/03/2019

Le sergent Denis est déployé sur le camp militaire américain d'Arifjan au Koweït au sein du DETSIC (détachement en charge des systèmes d'information et de communication) de l'état-major de l'opération Chammal, participation française à la coalition internationale qui lutte contre le groupe terroriste Daesh au Levant.

Engagé depuis six ans, le sergent Denis possède déjà une belle expérience professionnelle. Après des études en informatique, il intègre l'armée et effectue sa formation initiale au sein des forces spéciales. « J'y ai appris l'humilité et l'esprit d'entraide. A l'armée, l'important est de se serrer les coudes. On ne fait rien seul, mais on peut réussir énormément de choses en équipe » confie-t-il. Une première opération extérieure au Tchad confirme son appétence pour la carrière militaire. A la recherche de nouveaux défis, il continue sa formation à l'Ecole des sous-officiers de l'armée de terre à Saint-Maixent. Devenu sergent, il est désormais projeté une seconde fois, pour six mois, cette fois-ci, en tant que responsable des systèmes d'informations, confirmant ses nouvelles responsabilités.

Le sergent Denis est intégré au sein d'une équipe de 6 personnes, composée de spécialistes satellitaires, de spécialistes réseaux, et de personnels en charge des systèmes d'information, le sergent Denis étant responsable de ces derniers. Tous veillent à ce que les serveurs, réseaux et autres liaisons de visio-conférence fonctionnent parfaitement. « On ne peut pas se permettre de rupture de communication » explique-il, en prenant en compte l'extrême complexité des moyens sécurisés déployés et de l'environnement. Au Koweït, les températures peuvent atteindre 50°C à l'ombre ; « des climatisations régulent en permanence la température » ajoute le sergent.

Militaires de l'ombre, les personnels du DETSIC veillent en permanence, à ce que les militaires Français déployés sur l'opération remplissent leur mission de la meilleure façon possible.

« J'apprécie particulièrement cette mission car au-delà du défi personnel et de la responsabilité qui m'incombe, le fait de travailler au sein d'une coalition, me donne l'opportunité de rencontrer des militaires étrangers et d'échanger avec eux ».

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation » au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL : Quatre ans de formation au bénéfice des troupes irakiennes

Mise à jour : 21/03/2019

Depuis mars 2015, en complément de l'appui feu aux troupes engagées au sol contre Daech, la France a déployé à Bagdad des militaires dont la mission est d'améliorer les capacités de commandement et les savoir-faire des troupes irakiennes. Deux *Task Force* (TF), Narvik et Monsabert, aux périmètres différents, ont été mises en place pour assurer cette mission.



La TF Narvik prend part à la formation des forces spéciales de l'*Iraki Counter Terrorism Service* (ICTS), dans des domaines d'expertise immédiatement exploitables dans la lutte contre Daech : le combat en zone urbaine, le renseignement, le tir aux armes collectives et armes lourdes, la lutte contre les engins explosifs ou le sauvetage au combat.

Les premiers mandats proposaient des instructions générales et spécialisées aux jeunes recrues et aux soldats expérimentés. L'ICTS est progressivement devenue autonome dans ces domaines et la TF Narvik porte désormais ses efforts sur la formation des cadres et des opérateurs spécialisés tout en perfectionnant à travers des stages dédiés des bataillons opérationnels de l'ICTS.

Au bilan, la TF Narvik a formé plus de 8000 soldats et 300 instructeurs, et a mené des stages de perfectionnement au profit de plus de 3000 soldats, ce qui représente 25% des actions de formation menées par la coalition pour l'ICTS.

De son côté, La TF Monsabert fournit assistance et conseil (*Advise and Assist - A2*) à l'Etat-major et aux soldats de la 6e division d'infanterie, responsable notamment de la sécurisation de Bagdad.

Dans le cadre de son partenariat avec la 6e division, la TF Monsabert a formé depuis sa création plus de 3300 soldats irakiens, et plus de 1700 formateurs.

En constante évolution pour répondre aux besoins de ses partenaires irakiens, la TF Monsabert a récemment mis en place des cycles d'évaluation des savoir-faire fondamentaux des soldats de la 6e division. Plus de 4000 soldats irakiens ont déjà été passés au crible, permettant aux experts de la TF et au commandement de la 6e division de disposer d'une appréciation globale du niveau des différents régiments.

Enfin, depuis 6 mois, dans le cadre de son partenariat avec l'école d'artillerie irakienne la TF Monsabert a formé 330 officiers et sous-officiers irakiens.

Depuis quatre ans, ce sont au bilan plus de 20 000 soldats irakiens qui ont bénéficié de l'expertise de 1400 instructeurs français qui se sont relayés au sein de l'opération Chammal, dispensant 150 stages et participant à plus de 200 missions de conseil et d'appui.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation » au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

MISSIONS MARITIMES

Corymbe

CORYMBE : Le Mistral s'entraîne avec le Primauguet et la marine marocaine

Mise à jour : 21/03/2019

Après avoir quitté la mission Corymbe dans le golfe de Guinée, le porte-hélicoptères amphibie *Mistral*, faisant route vers son port-base de Toulon, a effectué une escale de quelques jours au Maroc ainsi qu'un entraînement conjoint avec la marine marocaine, avant d'accueillir sur son pont d'envol des aéronefs américains.

L'escale à Agadir, la première d'un bâtiment français depuis huit ans, fut l'occasion de rencontrer les autorités militaires et civiles locales lors de nombreuses activités officielles, mettant à l'honneur la coopération franco-marocaine dans le domaine naval et de faire rayonner les armées auprès de la communauté française au Maroc. De nombreux Marocains, du personnel de l'Institut français, de la Chambre de commerce, du Consulat, des élèves du lycée français ont eu l'opportunité de visiter le bâtiment. Le *Mistral* a également accueilli 80 jeunes Français pour leur journée de défense et de citoyenneté (JDC).

Le bâtiment et son équipage ont repris la mer le 11 mars. Le *Mistral* a rejoint la frégate anti-sous-marine *Primauguet*, arrivant des Açores, et la frégate marocaine *Tarik Ben Ziad* afin de s'entraîner ensemble une demi-journée. Les bâtiments ont navigué en coopération et effectué de nombreux exercices comprenant des évolutions tactiques, des manœuvres aviation croisées et de la lutte simulée anti-sous-marine. Cet entraînement s'ajoute aux récentes patrouilles opérationnelles conjointes menées en septembre 2018 et janvier 2019 au large des côtes marocaines, témoignant des liens étroits et de l'interopérabilité qu'entretiennent nos deux marines.

Avant de passer le détroit de Gibraltar, les marins du *Mistral* se sont reconfigurés pour préparer l'accueil sur le pont d'envol de deux aéronefs convertibles V22 américains. Ces avions de 24 tonnes ont la capacité d'effectuer des décollages verticaux : ils peuvent faire pivoter leurs hélices à 90° et décoller comme un hélicoptère. Ils ont effectué une série d'appontages et de décollages, dit « *touch and go* », sur le PHA *Mistral* avant de rejoindre leur base en Espagne.

Le *Mistral* a ensuite repris sa route vers Toulon.

Depuis 1990, la France déploie un à deux bâtiments en mission *Corymbe* de façon quasi permanente dans le golfe de Guinée. La mission a deux objectifs majeurs : participer à la protection des intérêts français dans la zone ainsi et contribuer à la diminution de l'insécurité maritime, en aidant notamment au renforcement des capacités des marines riveraines du golfe dans le domaine de sécurité maritime, dans le cadre du processus de Yaoundé. Le déploiement de bâtiments français en mission *Corymbe* complète le dispositif français prépositionné en Afrique occidentale (Gabon, Côte d'Ivoire, Sénégal) et participe au volet maritime des coopérations opérationnelles mises en œuvre régionalement par ces forces de présence.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Le PHA Mistral rentre de mission Corymbe 145

Mise à jour : 22/03/2019 – Direction : Sirpa Marine

Déployé en mission Corymbe 145 dans le Golfe de Guinée depuis le 21 janvier, le porte-hélicoptères amphibie *Mistral* a retrouvé son port base de Toulon après 54 jours d'absence.



Durant les 33 jours de mer, le *Mistral* a parcouru 10 085 nautiques, en grande partie escorté par le PHM *Commandant Birot*.

Le PHA a effectué de nombreuses interactions avec les marines des pays riverains. Au total, ce sont 5 patrouilles communes qui ont été réalisées avec le Sénégal, le Togo, le Gabon et le Maroc, témoignant d'un haut niveau de coopération non seulement en exercices mais aussi en mission opérationnelle.

Le pont d'envol du bâtiment a accueilli six aéronefs différents : l'*Alouette III*, à bord durant toute la mission, deux *Gazelle* des Forces Françaises en Côte d'Ivoire (FFCI) et un *Fennec* des Eléments français au Gabon (EFG), deux aéronefs convertibles V22 américains pour une séance de *touch and go* (TAG).

Deux temps forts ont marqué cette mission :

- Le VIP Day organisé le 18 février au large de Libreville a réuni les plus hautes autorités politiques et militaires du Gabon à bord du *Mistral* ;
- L'exercice PUMA III mené conjointement avec les FFCI fin février. Durant quatre jours, plus de 60 véhicules de l'armée de terre et 250 militaires français et ivoiriens ont ainsi embarqué à bord du *Mistral*. Cette troisième édition de l'exercice PUMA a permis à tous les protagonistes de travailler dans des conditions proches de la réalité et d'entretenir leur savoir-faire amphibie

Plusieurs escales ont également ponctué ce déploiement, riche en activités opérationnelles et exercices, permettant de resserrer davantage les liens avec nos partenaires africains.

Les membres d'équipage du *Mistral* ont retrouvé leurs familles le 15 mars dernier tandis que le PHM LV *Le Henaff* a pris le relai en zone Corymbe pour la mission 146.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

MISSIONS OTAN

Actualités OTAN

Un bilan record depuis 10 ans pour les chasseurs de mines de l'OTAN déployés en Manche

Mise à jour : 19/03/2019

Du lundi 18 février au jeudi 07 mars 2019, l'opération internationale de guerre des mines, organisée dans le cadre de la mission Historical Ordonance Disposal (HOD), s'est déroulée en Manche et mer du Nord, au large du Tréport plus exactement.

Ces opérations interalliées sont conduites chaque année en Manche et mer du Nord depuis 1996, afin d'éliminer les munitions à caractère historique. Les fonds marins sont en effet caractérisés par la présence d'engins explosifs issus des deux derniers conflits mondiaux (bombes, obus concrétionnés, mines de fond). C'est donc un enjeu de sécurité maritime que de procéder à la recherche et à la neutralisation de ces dangers, et l'opération « HOD » participe directement à l'important chantier d'assainissement des fonds marins de la Manche et mer du Nord.

Cette année, la mission HOD était assurée par des bâtiments de guerre de l'OTAN appartenant au Standing Nato Mine Countermeasures Group 1 (SNMCMG 1) et placée sous les ordres du commandant du *HDMS Thetis* (Danemark), bâtiment commandant la force, le groupe représentant quatre nations différentes, se composait des chasseurs de mines *BNS Bellis* (Belgique), *FGS Dillingen* et *Homburg* (Allemagne) et *CMT Andromède* (France), Intégré à la NATO Response Force (NRF), le groupe a assuré à l'Alliance une capacité permanente de guerre des mines et a multiplié les découvertes et destructions de munitions historiques lors de ce déploiement en Manche :

Trois LMB (Luftminen de type B), deux LMA (Luftminen de type A) ainsi que sept bombes américaines de 1000 livres ont été découvertes et détruites par les chasseurs de mines. Ces munitions qui datent de la Seconde Guerre mondiale comprennent une charge explosive conséquente leur octroyant une capacité de destruction considérable.

Au bilan de cette opération, douze engins explosifs historiques ont été neutralisés au large du Tréport, représentant 4526 kg d'équivalent TNT. Il s'agit d'un bilan record depuis dix ans en termes de charge explosive détruite.

Le préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord, par l'intermédiaire de son Centre des opérations maritimes (COM) à Cherbourg, avait déterminé des zones de travail au large du Tréport e et de Courseulles-sur-mer (en cas de mauvaise mer). Il a par ailleurs donné son feu vert avant chaque neutralisation et a assuré une veille attentive au bon déroulement des opérations.

Théâtre majeur de la Seconde Guerre mondiale, la Manche et la mer du Nord font régulièrement l'objet d'opérations de guerre des mines visant à localiser, identifier et neutraliser des engins explosifs historiques, sur les côtes ou en mer. La marine Nationale y prend une part très active via les actions des plongeurs-démineurs de la Manche - mer du Nord. Ces campagnes de déminage ont lieu plusieurs fois par an. Dans le cadre d'une capacité permanente de guerre des mines, les Nations de l'OTAN déployées sein du Standing Nato Mine Countermeasures Group 1 (SNMCMG 1 – mesures permanentes contre le contrôle des mines de l'OTAN) participent également, tous les ans, à la localisation et à la destruction de ces engins explosifs.

En tant que contributeur réguliers aux activités des *Standing NATO Forces* et de ses groupes de guerre des mines (SNMCMG1 et 2), la France met ponctuellement au service de l'Alliance ses compétences reconnues en matière de déminage naval.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Bilan d'un an d'engagement opérationnel au sein de l'OTAN

Mise à jour : 20/03/2019

La France considère que l'Alliance est un acteur majeur pour répondre aux nouveaux enjeux de sécurité internationale. Les forces françaises contribuent activement aux activités de l'Alliance dans le cadre de missions et d'exercices. Elle consolide de ce fait l'interopérabilité avec les Nations de l'Alliance. En terme capacitaire, la France plaide pour un juste partage du fardeau. Alors que le rythme opérationnel national ne faiblit pas, 2018 a été marqué par une importante activité opérationnelle de nos forces au sein de l'OTAN.

La France est un partenaire impliqué dans la mise en œuvre d'une Alliance plus réactive. A ce titre, les forces françaises contribuent de façon régulière à la mise en œuvre du plan pour la réactivité, notamment à travers l'opérationnalisation de la force interarmées à très haute réactivité (VJTF). Ainsi, en 2018, les forces françaises ont participé à la VJTF à hauteur de 6 chasseurs de type RAFALE et M2000-D, 1 Porte Hélicoptère amphibie avec son état-major embarqué et son rôle 2 (unité médicale), 2 frégates de lutte anti-sous-marine, 1 bâtiment hydrographique, 1 avions de reconnaissance type ATL2 / Avion de patrouille maritime, 1 bataillon d'infanterie, 1 compagnie de combat du génie.

Par ailleurs, les forces françaises participent régulièrement aux missions opérationnelles de l'Alliance, sur terre, en mer et dans les airs. Ainsi, cette année, plusieurs milliers de militaires ont été déployés dans un cadre OTAN, que ce soit au titre de la **présence avancée renforcée** (300 soldats, 4 chars Leclerc, 13 VBCI et 8 VAB déployés en Estonie puis en Lituanie), dans le cadre de la **mission de police du Ciel** de l'Alliance en zone baltique (4 Mirage 2000-5 en Estonie en 2018), ou encore à travers les **missions de présence maritimes en mer baltique** (5 missions en 2018). En tant que contributeur régulier aux activités des **Standing NATO Forces** et notamment de ses groupes de guerre des mines (SNMCMG1 et 2), la France met ponctuellement au service de l'Alliance ses compétences reconnues en matière de déminage naval. En complément, sur ce volet, la marine Nationale a mis en œuvre 2 chasseurs de mines dans le cadre de l'opération BALTOPS 2018. Elle participe par ailleurs à l'opération de sûreté maritime Sea Guardian en Méditerranée. Mais l'un des points d'orgue de 2018 fut l'exercice Trident Juncture pour lequel la France a engagé au profit de l'OTAN 3000 soldats, 500 véhicules, 4 M2000 RDI, 6 hélicoptères des 3 armées, 2 frégates et 1 PHM déployés en Norvège ainsi qu'une unité de soutien pétrolier mise en œuvre par le Service des essences de armées (Multinational combat patrol unit). Enfin, de nombreux exercices de composante ont permis de renforcer l'interopérabilité de nos forces dans le but d'optimiser notre contribution à la capacité de réaction rapide de l'Alliance : Citadel Bonus 2018, Ramstein Alloy 2018, Dynamic Manta 2018.

Reconnus pour leurs expertises, leurs connaissances opérationnelles et leurs savoir-faire, les Français sont des alliés fiables et solidaires qui continueront cette année à contribuer activement aux engagements de l'Alliance. Cette participation aux activités se fait dans une logique de complémentarité entre l'OTAN et l'Union européenne.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

MISSIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

Mali

Les cours reprennent à Koulikoro

<https://www.bruxelles2.eu/> 22 Mar 2019 EUTM Mali, FAMA, Formation, Koulikoro

(B2) Le rythme normal des formations a repris au camp de Koulikoro — le camp de formation de l'armée malienne où se trouvent également les formateurs européens de EUTM Mali —, annonce l'état-major des forces armées espagnoles mercredi (20 mars).



(crédit : EMAD)

Un cours d'orientation

Un cours d'orientation et de cartographie a été ainsi organisé par les formateurs espagnols (1), français, belges et irlandais, à l'intention des commandants de différentes unités et académies de l'armée malienne. Le cours comportait deux parties : une séance théorique, puis pratique, sous la forme d'une course d'orientation, en relais, auxquels ont participé les binômes malien-européen.

Un excellent exercice de cohésion

Une excellente manière de symboliser le retour à la vie normale et d'assurer la cohésion entre tous les militaires cohabitant dans le camp après l'attaque subie fin février (Lire : Attaque terroriste sur le centre de formation de EUTM Mali à Koulikoro cette nuit (V7) et Des détails sur l'attaque du camp d'EUTM Mali à Koulikoro).

Nicolas Gros-Verheyde

1. Le contingent espagnol est formé principalement de membres du personnel de la Brigade d'infanterie aéroportée légère (BRILAT) de Pontevedra et du Tercio de Armada de San Fernando

Nicolas Gros-Verheyde

République Centrafricaine

EUTM-RCA : des instructeurs français forment un bataillon d'infanterie territorial centrafricain au combat rapproché

Mise à jour : 20/03/2019

Le mercredi 16 janvier, sur le camp de formation militaire de Kassai, les instructeurs français appuyés de leur homologue de la mission d'entraînement de l'Union européenne en République centrafricaine (EUTM-RCA), ont entamé une séquence de formation au profit d'un bataillon d'infanterie territorial centrafricain.

Les instructeurs français du pilier « entraînement opérationnel » sont les référents de l'EUTM-RCA en technique d'intervention opérationnelle rapprochée (TIOR), le sport de combat des armées françaises. Grâce à ces techniques, ils enseignent aux militaires des forces armées centrafricaines à neutraliser l'ennemi à l'aide de coups d'arrêt, de mises au sol, de ripostes ou encore d'esquives.

Chaque formateur de l'EUTM-RCA prend en charge une section pour dispenser une instruction visant à consolider les savoir-faire tactiques et les acquis des fondamentaux. Cette formation va s'étaler sur trois mois, à l'issue desquels des restitutions à différents niveaux (trinôme, section, groupe) permettront d'évaluer l'ensemble des savoir-faire qui leur auront été dispensés.

Depuis le 11 janvier 2018, les 180 militaires européens de la mission d'entraînement de l'Union européenne en République centrafricaine sont placés sous le commandement du général de brigade portugais Hermínio Maio. La mission EUTM-RCA a pour objectif de rendre les forces armées centrafricaines (FACA) modernes et efficaces afin de remplir leurs missions régaliennes. La mission dispense des conseils stratégiques aux autorités politiques et militaires (plan de défense nationale, loi de programmation militaire, conduite des opérations...), la formation des officiers, des sous-officiers et des spécialistes, ainsi que l'entraînement collectif des unités forces armées centrafricaines (FACA). Avec une quarantaine de militaires engagés dans cette mission européenne, la France en est un contributeur essentiel.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

SOPHIA

Douze jours avant le clap de fin pour l'opération Sophia. Et toujours rien...

<https://www.bruxelles2.eu/> 18 Mar 2019 EUNAVFOR Med, Federica Mogherini, Italie



(B2) Le futur de l'opération militaire navale Sophia, menée en Méditerranée par l'UE, se conjugue de plus en plus en pointillé.

Interrogée par un collègue italien à la fin de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE, Federica Mogherini, la chef de la diplomatie européenne, n'a pas caché que rien n'avait avancé.

« Ce n'est pas un mystère. Je l'ai dit publiquement. En l'absence d'un accord, l'opération devra être close. J'espère toujours qu'un accord pourra être trouvé, mais je ne vois aucun mouvement particulier dans cette direction. [...] S'il n'y a pas de développement positif avant la fin du mois de mars, l'opération mettra fin à ses activités, avec toutes les conséquences que cela entraînera, malheureusement... »

Un problème italo-italien

On peut préciser qu'aucune discussion sur le sujet n'a vraiment eu lieu au niveau européen, notamment entre les 28 ambassadeurs du COPS, le Comité politique et de sécurité, l'enceinte habituelle de discussion de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). *« Il s'agit surtout d'une question italo-italienne »* indique un diplomate bien informé.

(Nicolas Gros-Verheyde, avec Leonor Hubaut)

Lire aussi :

- Le Jacoubet quitte la zone d'opération.
- Opération Sophia, EUBAM Rafah et Libya... l'UE doit apprendre à fermer des missions devenues inutiles
- Tous d'accord pour garder l'opération Sophia et même la renforcer (Mogherini)
- Opération Sophia. Stop ou encore !
- Von der Leyen tacle l'Italie pour avoir saboté l'opération Sophia (V2)
- 'Ite missa est' pour l'opération Sophia ?

Nicolas Gros-Verheyde

Un sous-marin portugais en Méditerranée

<https://www.bruxelles2.eu/> 20 Mar 2019 EUNAVFOR Med, Lutte contre les trafiquants, Portugal, Sous-Marin

(B2) Le sous-marin portugais *Trident* a pris la mer lundi (18 mars) pour rejoindre l'opération maritime européenne EUNAVFOR Sophia de lutte contre les trafics de migrants



Le sous-marin Trident (crédit : marine portugaise)

Une mission : la collecte d'informations sur les trafiquants

Le navire devrait rester deux mois sur zone, avec une mission principale : la collecte d'informations. Celles-ci seront partagées *« avec les autorités régionales responsables du sauvetage en mer, en vue d'identifier les navires surpeuplés de migrants »*, les passeurs et leurs commanditaires. L'objectif est de *« contribuer ainsi à la diminution du risque de perte de vies humaines dans la région »* indique la marine portugaise.

Une contribution à *Sea Guardian*

Le 'Trident' va aussi apporter son soutien à l'opération '*Sea Guardian*' de l'OTAN, en mettant à disposition ses capacités et ses systèmes de collecte d'informations dans le domaine de la

connaissance de la situation maritime dans la région méditerranéenne, qui seront partagés avec la structure de commandement de l'Alliance.

Une femme à bord

Parmi les 36 militaires, une femme. C'est la première fois qu'un sous-marin portugais embarque une femme au sein de son équipage, annonce l'état-major des forces armées portugaises.

Un outil bien discret

(Commentaire) Ce n'est pas la première fois en revanche qu'un sous-marin est employé dans l'opération Sophia. Récemment, un sous-marin grec avait été utilisé. Et des sous-marins français ou italien ont aussi été activés dans le passé. Le côté discret, insoupçonné, de ce navire permet d'assurer une surveillance tout azimut de la côte libyenne et des alentours, pour observer les différents trafics et mouvements militaires — le trafic des êtres humains n'est pas souvent le seul objectif des sous-marins.

Nicolas Gros-Verheyde

MISSIONS ONU

DAMAN (Liban)

DAMAN : Un concours de la francophonie au profit d'écoliers Sud-Libanais

Mise à jour : 18/03/2019

Le 8 mars, la Force Commander Reserve (FCR), contingent français de la force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), organisait la finale du concours de la francophonie au profit d'écoliers du Sud-Liban.

Lancée en novembre 2018, la 9e édition du concours de la francophonie a réuni des élèves de 35 écoles de tout le Sud-Liban. Avec l'aide de leurs professeurs, chaque groupe a préparé une pièce de théâtre en français sur le thème des Trois mousquetaires. L'objectif était de promouvoir la pratique de la langue et de la culture française et d'entretenir les liens franco-libanais.

Après les phases de sélection en février, les huit meilleures équipes se sont rendues au centre culturel de Tibnine pour la finale. Plusieurs autorités françaises étaient présentes pour l'occasion : Bruno Foucher, ambassadeur de France au Liban, Philippe Juvin, maire de la ville de La Garenne-Colombes, le général Yann Gravêthe, chef d'état-major de la FINUL et le colonel Thierry de Courrèges, commandant la FCR.

Durant 4 à 5 minutes, chaque équipe a présenté sa pièce. A l'issue des représentations, le jury composé d'autorités françaises et libanaises a désigné les 4 meilleures pièces. Les gagnants ont décroché l'opportunité de découvrir la France lors d'un voyage organisé à la fin de leur année scolaire. Tous les autres participants ont également été récompensés pour leurs efforts.

Cet événement est le point d'orgue de l'action menée par la FCR pour la promotion de la francophonie au Sud-Liban. Il complète les cours de français donnés chaque semaine par les unités dans des écoles de la zone d'opération. Ces séances permettent aux élèves d'approfondir leur connaissance du Français, de découvrir toute l'étendue de la culture qui lui est liée, de rencontrer d'autres enfants ainsi que de révéler des talents d'expression orale et d'acteur. C'est aussi une opportunité pour apprendre à connaître les militaires qui participent quotidiennement au maintien de la paix dans la région.

Dans le cadre de l'opération Daman, près de 700 militaires français et une compagnie d'infanterie finlandaise contribuent à la force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) en armant une partie de son état-major et la Force Commander Reserve de l'opération. Cette unité de réserve et d'intervention de la FINUL réalise ses missions sur l'ensemble de la zone du Sud-Liban en étroite coopération avec les forces armées libanaises.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

DAMAN : Début du 33^e mandat de l'opération de maintien de la paix au Liban

Mise à jour : 21/03/2019

Le 14 mars, sur le camp de Dayr Kifa au Liban, a eu lieu la cérémonie de transfert d'autorité de la Force Commander Reserve (FCR). La cérémonie était présidée par le major-général Stefano DEL COL, commandant de la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL).

Le colonel Thomas PIEAU, chef de corps du Régiment d'Infanterie – Chars de Marine (RICM) succède ainsi au colonel Thierry de COURREGES, chef de corps du 1^{er} Régiment de Chasseurs.

La cérémonie rassemblait un grand nombre d'autorités militaires, civiles et religieuses locales. Elle témoignait ainsi l'attachement des Libanais au contingent français déployé au Sud-Liban depuis 41 ans.

Dans le cadre de l'opération Daman, près de 700 militaires français et une compagnie d'infanterie finlandaise contribuent à la force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) en armant une partie de son état-major et la Force Commander Reserve de l'opération. Cette unité de réserve et d'intervention de la FINUL réalise ses missions sur l'ensemble de la zone du Sud-Liban en étroite coopération avec les forces armées libanaises.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

8 – MISSINT

VIGIPIRATE RENFORCE (Sentinelle)

"Gilets jaunes": le dispositif Sentinelle mobilisé samedi pour sécuriser des bâtiments

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 20.03.2019 Par Philippe Chapleau

La mission antiterroriste militaire *Sentinelle* sera mobilisée de manière "renforcée" samedi dans le cadre des manifestations des "gilets jaunes" afin de protéger des bâtiments officiels et autres "points fixes", a rapporté mercredi le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux.

Cette initiative annoncée par le président Emmanuel Macron en Conseil des ministres permettra aux forces de l'ordre de se "concentrer sur les mouvements, sur le maintien et le rétablissement de l'ordre", a justifié Benjamin Griveaux.

Voilà qui devrait susciter bien des commentaires et des réticences.

Les soldats de *Sentinelle* sont-ils équipés et formés pour s'inscrire dans opérations de maintien de l'ordre ? Quelles seront leurs consignes en cas de mouvements hostiles de la part de casseurs ?

Ou bien ne s'agit-il que d'un effet de manche ou de com' puisque c'est déjà le cas avec les patrouilles de *Sentinelle* autour des sites jugés sensibles ? Et dans ce cas, "rien de changé" comme l'a sobrement commenté une source officielle.

"Gilets jaunes": le dispositif Sentinelle mobilisé samedi pour sécuriser des bâtiments (actualisé)

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 20.03.2019 Par Philippe Chapleau

La mission antiterroriste militaire *Sentinelle* sera mobilisée de manière "renforcée" samedi dans le cadre des manifestations des "gilets jaunes" afin de protéger des bâtiments officiels et autres "points fixes", a rapporté mercredi le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux.

Cette initiative annoncée par le président Emmanuel Macron en Conseil des ministres permettra aux forces de l'ordre de se "concentrer sur les mouvements, sur le maintien et le rétablissement de l'ordre", a justifié Benjamin Griveaux.

Voilà qui devrait susciter bien des commentaires et des réticences.

Les soldats de *Sentinelle* sont-ils équipés et formés pour s'inscrire dans opérations de maintien de l'ordre? Quelles seront leurs consignes en cas de mouvements hostiles de la part de casseurs?

Ou bien ne s'agit-il que d'un effet de manche ou de com' puisque c'est déjà le cas avec les patrouilles de *Sentinelle* autour des sites jugés sensibles? Et dans ce cas, "rien de changé" comme l'a sobrement commenté une source officielle.

Le ministère des Armées a rectifié le tir. Bien évidemment, "pas de mission MO pour *Sentinelle*" mais un effort pour soulager les forces de l'ordre sur certains points. Autres précisions: "pas de renforts" et "une mesure ponctuelle". Si c'est bien le cas, le porte-parole du gouvernement mériterait de réviser ses éléments de langage et d'éviter une surenchère sans fondement.

Les militaires de l'opération Sentinelle seront mobilisés pour la prochaine manifestation des « gilets jaunes »

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 20 mars 2019



Le 2 décembre dernier, soit au lendemain des dégradations subies par l'Arc de Triomphe et des scènes de guérilla urbaine sur les Champs-Élysées lors du « troisième acte » du mouvement des « gilets jaunes », le syndicat Alliance Police nationale avait émis l'idée de faire appel aux militaires de l'opération intérieure [OPINT] *Sentinelle* afin de soulager les forces de l'ordre de leur mission consistant à protéger les édifices publics.

Cette solution ne fut pas retenue pour une raison rappelée par Geneviève Darrieussecq, la secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, Florence Parly. « Les missions dévolues à l'armée sont des missions très claires : c'est la protection du territoire contre des agressions extérieures. [...] À l'heure actuelle, l'ennemi des armées, c'est le terrorisme. Nous avons des missions intérieures avec l'opération *Sentinelle* qui sont des missions ciblées contre le terrorisme », avait-elle affirmé à l'antenne de BFMTV. En clair, l'armée n'a en effet pas vocation à faire du maintien de l'ordre.

Finalement, pour le « 4e acte » des « gilets jaunes », il fut décidé de déployer des véhicules blindés à roues de la gendarmerie [VBRG] dans les rues de Paris... Et de renforcer les effectifs de gendarmes et de policiers.

Avec une mobilisation annoncée en perte de vitesse par le ministère de l'Intérieur, les annonces gouvernementales sur le pouvoir d'achat et la tenue du grand débat nationale, les violences commises lors des manifestations hebdomadaires des « gilets jaunes » ont par la suite baissé d'intensité... Du moins était-ce le cas jusqu'au 16 mars, jour où les Champs-Élysées, difficiles à sécuriser du fait de leur configuration [1.910 mètres de long pour 70 mètres de large avec de nombreuses intersections], ont de nouveau été le théâtre d'incidents particulièrement graves, avec des bâtiments incendiés [banque Tarnaud, restaurant Le Fouquet's, etc], des kiosques à journaux détruits ainsi que des boutiques vandalisées et pillées.

Le gouvernement a donc réagi en conséquence. À la préfecture de police de Paris, plusieurs responsables ont ainsi été « remerciés », dont le préfet, Michel Delpuech, son directeur de cabinet, Pierre Gaudin, et le directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne, Frédéric Dupuch. Puis le Premier ministre, Édouard Philippe, a donné le détail de nouvelles mesures, dont, notamment, l'interdiction de manifester dans les quartiers les plus touchés par les violences quand des « éléments ultras » sont annoncés, autonomie accrue pour les forces de l'ordre, renforcement de la police judiciaire sur le terrain, recours accru à l'article 40 du code de procédure pénale contre les personnes légitimant, voire encourageant les violences.

Est-ce parce que les autorités ont obtenu des renseignements précis faisant état de menaces particulières contre les bâtiments officiels ? Toujours est-il que ce qui était catégoriquement exclu il y a trois mois est désormais d'actualité, alors que se profile le 19^e acte des « gilets jaunes ».

Sentinelle se reprend un boulet à la patte

<http://lemamouth.blogspot.com/> mercredi 20 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Des effectifs de l'opération Sentinelle vont être affectés à des gardes statiques ce samedi pour libérer de l'effectif du ministère de l'Intérieur a-t-on appris en sortie de conseil des ministres, ce mercredi. Ce boulet à la patte, en forme de défense ferme autour des institutions, est un retour à la situation qui avait prévalu jusqu'en 2018, quand Sentinelle était peu mobile.

Un militaire de l'armée de terre ne peut pas interpellier un émeutier, un policier ou un gendarme si (1), c'est ce qui explique ce transfert le temps d'un samedi (c'est en tout cas la version gouvernementale). La possibilité avait été évoquée en début de crise des gilets jaunes. On avait déjà, de fait, et ponctuellement, vu refluer des militaires à des endroits où on ne les voyait plus en statique, à Paris en tout cas.

La question nouvelle, c'est de savoir quels sites seront concernés samedi, pour quels modes opératoires, et si sur ces positions, Sentinelle sera la seule présente (ce qui serait dangereux). Imaginons par exemple un dispositif Sentinelle isolé à l'arc de Triomphe. Que pourra-t-il faire contre des émeutiers alors qu'il ne dispose pas forcément d'armes à létalité réduite, et qu'il n'est pas formé pour ce genre d'opération ?

En effet, lorsque l'armée de terre peut être amenée, sur un théâtre, à rencontrer des problématiques de contact avec la population ou des groupes violents, elle reçoit préalablement la formation adéquate sur les équipements et l'instruction sur les modes opératoires nécessaires. Or, on le voit bien sur ce qui se déroule à Paris depuis bientôt 20 semaines, même des unités spécialisées, optimisées contre des émeutiers ont déjà beaucoup de mal avec un équipement et des tactiques qu'elles maîtrisent totalement. On ne voit pas trop bien comment l'armée de terre, dont ce n'est pas la spécialité, pourrait faire mieux.

Parmi les risques, celui de blessés voire de morts parmi des militaires mal formés et équipés pour se protéger contre les tactiques des émeutiers (pas de tenues non ignifugées, pas de casques à visière en nombre suffisant, pas d'armes à létalité réduite, etc). La nature des unités actuellement déployées ne permet pas non plus de se convaincre qu'elles ont toutes eu une expérience préalable dans ce genre de situations.

Il est par contre très étonnant que pas plus de moyens de projection d'eau ne soient pas mobilisés pour repousser et décourager les émeutiers. Si le parc de la préfecture de police reste étonnamment assez modeste et sous-utilisé pour celui qui peut fonctionner, il faut rappeler que ce n'est pas forcément le cas de celui des armées, mais aussi des... pompiers de Paris. A moins, évidemment, qu'on ne souhaite pas brouiller l'image. Si l'objectif est vraiment de ne pas brouiller l'image, pour les Français et les touristes étrangers (les présents, et les derniers qui n'ont pas encore été découragés par les terroristes et les casseurs) on peut déjà s'interroger, sur l'effet produit par des militaires postés devant les institutions.

Avec le 8^e RPIMa de Castres, au cœur de l'opération Sentinelle à Paris

Qu'il vente ou pleuve, que le mercure soit proche de zéro ou que la chaleur estivale arrive plus tôt que prévu, ils patrouillent inlassablement, avec 25 kg de matériel sur le dos, une dizaine d'heures par jour. Ils, ce sont les hommes du 8^e RPIMa de Castres, mobilisés depuis bientôt deux mois à Paris, dans le cadre de l'opération Sentinelle. Opération déployée en 2015, après les attentats du 13 novembre. Depuis, jour après jour, les hommes du «8» patrouillent avec l'objectif d'éviter un acte terroriste. Protéger, dissuader et réagir sont les mots d'ordre de cette mission.



278

comportement suspect ou dangereux, un regard fuyant ou menaçant... « On regarde tout. C'est une vigilance permanente », explique le sergent Éric, qui mène la patrouille dans le 11^e arrondissement.

« On est en totale immersion dans un flux constant et ininterrompu de population »

Une vigilance constante mais très structurée. À chaque arrêt, chacun son rôle et sa position pour surveiller à 360°, les arrières du groupe. « Ça se fait naturellement. Pour ne pas avoir de surprises, on regarde vraiment partout », complète le sergent-chef Benjamin avant de reprendre sa route. « On a dû s'adapter. Ce qui change de nos missions habituelles, ce n'est pas l'environnement urbain mais c'est la foule. On est en totale immersion dans un flux constant et ininterrompu de population. C'est ça la principale difficulté », explique le colonel Debray, chef de corps du 8^e RPIMa, qui pilote l'opération dans le centre de Paris jusqu'à début avril.

Néanmoins, depuis ses débuts en 2015, l'opération Sentinelle a beaucoup évolué. « L'opération s'est affinée, on adapte en permanence notre déploiement et on colle vraiment à la vie de la cité parisienne », explique le colonel. Au prix d'un investissement « colossal » pour les hommes du 8. « Cette opération porte très bien son nom. Nous sommes comme les sentinelles du Moyen Âge, sur leur chemin de ronde, qui regardent au loin, qui attendent en surveillant, conclut le patron du «8», c'est parfois lassant, car l'attaque souvent n'arrive pas. Mais nous devons être là, toujours. »

Découvrez dans cette vidéo, le kit du soldat sentinelle présenté par le lieutenant Thibault.



Le centre opérationnel (CO) : La partie « invisible » de Sentinelle

Pour coordonner l'intervention des militaires avec celles des autres forces parisiennes (police ou sapeurs-pompiers de Paris), de gros moyens ont été déployés au Centre Opérationnel du Fort Neuf de Vincennes, QG de l'opération Sentinelle. Tous les ordres partent de cette petite salle divisée en 7 cellules, qui regorge d'ordinateurs. Sur un grand écran, s'affiche en temps réel la localisation des dizaines de patrouille qui parcourent les rues de Paris. Ici, de la conduite des opérations à la partie logistique des groupements, chacun à son rôle et tous, se relayent jour et nuit pour assurer cette permanence invisible mais primordiale pour le bon fonctionnement de Sentinelle.

En parallèle, depuis le lancement de l'opération en 2015, l'armée a développé et amélioré ses techniques de communication grâce en partie à Auxylium. Ce logiciel, installé sur les smartphones des soldats, propose une cartographie avec la position, en temps réel, de toutes les patrouilles qui circulent dans Paris. Logiciel qui leur permet de communiquer très rapidement entre eux. « En quelques manipulations, on sait s'il se passe quelque chose et quel type d'événement a lieu et après, le militaire peut se concentrer sur son action. Ça va naturellement entraîner la convergence de tous les renforts nécessaires. C'est une vraie réussite », explique le colonel Debray.



Les militaires du 8e RPIMa, patrouillent des heures durant, scrutant les visages en quête d'éventuels suspects. -
PAULINE BRASSART

Colonel Debray : « Un groupement 100 % parachutiste »

Le colonel Bertrand Debray, chef de corps du régiment castrais, pilote depuis bientôt deux mois, l'opération Sentinelle à Paris. « Un vrai challenge » pour ce militaire qui commande, pour la première fois de sa carrière, ce type d'opération.

Colonel, qu'est-ce que l'opération Sentinelle ?

L'opération Sentinelle n'est pas une opération nouvelle. Elle s'inscrit dans le cadre du plan Vigipirate dont la mise en œuvre sur le territoire national a débuté en 1995, après les attentats dans le RER B à la station Saint-Michel. Et depuis, on a des militaires armés à Paris. C'est suite aux attentats de 2015 (Charlie Hebdo, Bataclan, Hyper Cacher), que Sentinelle a été réellement mise en place. Il y a eu plusieurs évolutions. Plus de 6 000 hommes ont été déployés à Paris, 10 000 sur le territoire national. Sentinelle, c'est la mission principale de notre armée de terre, au même titre que nos missions à l'extérieur. À la différence qu'ici, ça prend une sensibilité encore plus particulière du fait de la défense du territoire national.

Comment s'articule cette opération ?

Elle s'articule autour de trois groupements. Un groupement qui s'occupe du grand Ouest parisien, un qui s'occupe du grand Est et un groupement, que je commande, qui gère le centre de Paris et qui est bordé par le périphérique avec deux extensions, sur le bois de Boulogne et sur le bois de Vincennes. Cinq compagnies sont mobilisées actuellement sur notre zone : trois compagnies du 8e RPIMa, une compagnie du 1er RCP de Pamiers et une compagnie de Calvi. D'ailleurs, c'est la première fois dans l'histoire de Sentinelle qu'on a un groupement 100 % parachutiste.

Quelle est la particularité du groupement que vous pilotez ?

Mon groupement est extrêmement sensible parce que Paris, c'est avant tout un symbole qu'on se doit de protéger. C'est le lieu de concentration des sites institutionnels, c'est un lieu de pouvoir politique et économique et c'est également la capitale touristique de la France. Tout ça, fait de Paris une zone extrêmement sensible et compliquée.

Quels en sont les principaux enjeux ?

C'est une mission qui comprend trois volets : protéger, dissuader et réagir. Protéger la population, les intérêts français et l'exercice des droits fondamentaux que la République garantit. Dissuader par l'affichage de la force. Et enfin réagir, le plus rapidement possible car c'est bien là qu'est le cœur de notre mission. C'est sur ça que l'on sera jugé. Sentinelle, c'est une opération exigeante et il faut savoir que nous intervenons dans un cadre juridique très strict. On n'a pas les pleins pouvoirs. C'est donc essentiel de se coordonner avec les services de police et de secours. Et puis, nous devons aussi nous adapter en permanence à la vie parisienne et à ses mouvements.

Cacophonie, quand tu nous tiens

<http://lemamouth.blogspot.com/> vendredi 22 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Après une série d'informations (bien d'informations, pas d'interprétations de la presse) contradictoires, c'est la minarm qui siffle la fin de la récré ce matin dans Le Parisien, puis dans une infographie, sur le déploiement de militaires en substitution des forces de sécurité intérieure (FSI).

On ne sait toujours pas sur quels sites cette substitution interviendra, mais maintenant, c'est sûr (ce qui n'était pas le cas à l'annonce gouvernementale il y a 48 heures), "en dehors des zones de manifestations". Donc pas à l'Elysée, pas à l'assemblée nationale (qui accaparent à elles seules 12 unités mobiles soient un millier d'hommes, pas une paille...), pas à l'Arc de Triomphe, pas au Sénat (1) et pas où les casseurs casseront. C'est difficile néanmoins d'en être sûr, tant les casseurs ont montré leurs capacités d'adaptation, et leur furtivité, y compris contre des FSI formées.

Cela ne permet pas, on l'aura compris, de garantir qu'il n'y aura pas d'affrontement direct. On peut rappeler cet épisode dans lequel un véhicule siglé Sentinelle a brûlé, au pied de la Tour Eiffel. Site

qui, en effet, n'est pas listé dans l'énumération ci-dessous. Mais où on trouve des émeutiers. C'est loin d'être la seule zone dans Paris.

Difficile de comprendre aussi comment des militaires peuvent se substituer à des forces mobiles en gardes statiques. Car depuis des weekends, le gouvernement précise bien que chaque samedi, tout ce que le pays compte de forces mobiles (et même plus) est mobilisé contre les gilets jaunes et les casseurs. Dire que les militaires vont se substituer à des FSI en garde statiques (qui n'étaient plus censées exister le samedi), c'est donc accrédiéter l'idée qu'il restait des forces mobiles en statique, ce qui ne correspond pas à la vérité. Et comme chacun des acteurs concernés évite de citer les chiffres et de les expliquer... En fait, les seules forces mobiles qui restent statiques, ce sont les 12 en réserve pour l'assemblée et l'Elysée : celles que l'armée ne peut remplacer puisqu'on l'a compris plus haut, l'armée ne remplace pas dans ces zones exposées.

On ne sait toujours pas quel volume de militaires sera injecté en substitution des militaires, ni même, d'ailleurs, combien de militaires sont en Sentinelle (un manque de transparence difficile à justifier). En fait, le niveau donné régulièrement est celui des forces réservées à Sentinelle, et non celui qui est déployé. Ainsi, les forces réservées doivent pouvoir être déployables sous préavis, mais ne sont pas toutes déployées, de facto. C'est la mobilité qui permet l'imprévoyance, et donc, de contribuer à une forme de dissuasion sur laquelle chacun peut avoir son avis éclairé.

On ne sait pas non plus quel volume supplémentaire de Sentinelle a été mobilisé, et avec quel équipement. Les consignes, elles, ne semblent pas avoir changé, par rapport à Sentinelle anti-terroriste. Même si, demain, en face d'eux, ce sont surtout des casseurs que les Sentinelle risquent de croiser.

Enfin, si ce recours est bien si courant, il en devient presque étonnant qu'il n'a pas été effectué plus tôt, et sur une bien plus grande échelle (2), tant il est connu que les gardes statiques en tout ordre accaparent un volume conséquent de personnel. Certains samedis n'auraient pas eu la même physionomie.

(1) hier au point presse hebdomadaire du ministère des armées, ces informations n'étaient pas disponibles. Dommage, on aurait gagné 24 heures de clarté.

(2) il est néanmoins admis que Sentinelle n'avait pas jusqu'à maintenant massivement contribué à la substitution des unités mobiles des FSI (celles qui assurent les gardes statiques), y compris lors des jours de très grande mobilisation des forces mobiles (où la totalité des forces mobiles de France et de Navarre étaient mobilisées). Pourquoi maintenant, donc ?

Acte 19 des « gilets jaunes » : Les militaires ne feront pas de maintien de l'ordre, assure le ministère des Armées

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 22 mars 2019



Le 20 mars, le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, a annoncé que les militaires de l'opération intérieure [OPINT] Sentinelle seraient mobilisés pour « sécuriser les points fixes et statiques » à l'occasion de l'acte 19 des « gilets jaunes ».

Ce recours aux militaires avait déjà été suggéré en décembre dernier, notamment après les violences et les dégradations qui eurent lieu à l'Arc de Triomphe et sur les Champs-Élysées, toujours dans le cadre du mouvement des « gilets jaunes ». Mais aucune suite n'y fut donnée.

Seulement, l'intensité des violences qui, le 16 mars, ont fait de la plus « belle avenue du monde » en champ de bataille entre casseurs et forces de l'ordre, a conduit le gouvernement à prendre plusieurs mesures fortes, dont la mobilisation des militaires de l'opération Sentinelle, conformément à ce que prévoit l'article D1321-6 du code de la Défense.

Ce texte indique :

Pour leur emploi au maintien de l'ordre, les forces armées sont classées en trois catégories :

- 1° Les formations de la gendarmerie départementale et de la garde républicaine constituent les forces de première catégorie ;
- 2° Les formations de la gendarmerie mobile constituent les forces de deuxième catégorie ;
- 3° Les formations des forces terrestres, maritimes, aériennes et les services communs ainsi que les formations de la gendarmerie mises sur pied à la mobilisation ou sur décision ministérielle constituent les forces de troisième catégorie.

Et de préciser :

Les forces de troisième catégorie sont destinées en priorité :

- 1° À des missions tendant à renforcer les unités de première et deuxième catégories ainsi que les forces de police ;
- 2° À des missions de protection ;
- 3° En dernier ressort, elles peuvent être requises pour des opérations de force nécessitant des mesures de sûreté exceptionnelles.

Par conséquent, on est loin d'appliquer l'Article 36 de la Constitution relatif à l'état de siège, lequel permet le transfert de pouvoirs de police de l'autorité civile à l'autorité militaire.

Quoi qu'il en soit, et après les commentaires et les interrogations exprimés par plusieurs responsables politiques, le ministère des Armées a précisé le rôle qu'auront les militaires dans cette affaire.

« Compte tenu du contexte de manifestations prévues ce weekend et afin de permettre aux forces de sécurité intérieure de se consacrer pleinement à leur mission de maintien de l'ordre, la protection de certains sites sensibles, jusque-là dévolue à des unités du ministère de l'Intérieur, sera assurée par des éléments du dispositif sentinelle. Il ne s'agit pas pour les militaires de l'opération Sentinelle de participer à des missions de maintien de l'ordre, mais bien de poursuivre leur mission habituelle dans le cadre de la lutte antiterroriste », a-t-il en effet expliqué.

Et d'insister : « Les militaires de l'opération sentinelle n'ont pas vocation à participer à des opérations de maintien de l'ordre, ils ne sont ni entraînés, ni équipés pour cela. »

Sur les ondes de RTL, le 21 mars, le gouverneur militaire de Paris, le général Bruno Le Ray, a précisé que la mission des soldats de l'opération Sentinelle sera « rigoureusement conforme à la mission qu'ils remplissent depuis le déclenchement de l'opération en 2015 qui est la lutte anti-terroriste. »

« Les soldats ne protègent pas en premier lieu les bâtiments mais ils protègent la population. Ces endroits sont susceptibles de faire l'objet d'une menace terroriste. [...] Les soldats n'ont comme seule mission d'assurer la protection de la population face à la menace terroriste », a ajouté le général Le Ray.

Pour le moment, le nombre de militaires concernés n'a pas encore été défini. Il fait l'objet d'une discussion avec la préfecture de police, laquelle doit définir les sites que l'opération Sentinelle aura à protéger sans exposer cette dernière au « risque de ne pas pouvoir maintenir l'ordre. »

Enfin, dans un entretien donné au quotidien Le Parisien, la ministre des Armées, Florence Parly, a enfoncé le clou. À la question de savoir si les militaires feront face à des manifestants, elle a été catégorique. « C'est évidemment hors de question! », a-t-elle répondu. « Comme tous les jours, il y aura des militaires dans les gares, les aéroports, pour sécuriser des lieux publics. Mais ils ne seront pas placés pour s'interposer vis-à-vis des manifestants. Leur mission, c'est de lutter contre le terrorisme, pas de rétablir l'ordre public! Ils sont formés et équipés avec des armes pour mener

un combat, neutraliser un ennemi sur un théâtre d'opérations. Il n'est donc dans l'idée de personne de mettre les militaires en face des manifestants », a-t-elle ensuite développé.

Acte 19 des « gilets jaunes » : Si leur vie est menacée, les militaires pourront aller jusqu'à ouvrir le feu

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 22 mars 2019



Comme l'a encore rappelé le ministère des Armées, les militaires de l'opération intérieure [OPINT] Sentinelle qui seront mobilisés pour l'acte 19 des « gilets jaunes », le 23 mars, n'auront pas à faire du maintien de l'ordre, leur tâche consistant à sécuriser des points sensibles afin de permettre aux forces de sécurité intérieures d'avoir des marges de manœuvre pour cela.

« Il ne s'agit pas pour les militaires de l'opération Sentinelle de participer à des missions de maintien de l'ordre, mais bien de poursuivre leur mission habituelle dans le cadre de la lutte antiterroriste », a en effet insisté le ministère.

« Ils ne seront pas placés pour s'interposer vis-à-vis des manifestants. Leur mission, c'est de lutter contre le terrorisme, pas de rétablir l'ordre public! », a également expliqué Florence Parly, la ministre des Armées, dans un entretien donné au quotidien Le Parisien.

Si la mission de l'opération Sentinelle ne change pas, il en va de même pour ses modalités et ses règles d'engagement, lesquelles permettent à un militaire d'ouvrir le feu si sa vie ou celle de ses camarades se trouvent en danger. Cela est déjà arrivé à plusieurs reprises, comme à Valence, au Carrousel du Louvre ou bien encore à l'aéroport d'Orly. C'est en effet ce qu'a rappelé le gouverneur militaire de Paris, le général Bruno Le Ray, sur les ondes de France Info, ce 22 mars.

« Les soldats ne seront en aucune manière engagés dans des situations de maintien de l'ordre. [Leurs] consignes sont fixées de manière extrêmement rigoureuse... ils ont différents moyens d'action pour faire face à toutes menaces » et « ça peut aller jusqu'à l'ouverture du feu », a affirmé le général Le Ray.

Les soldats [de Sentinelle] « interviennent très régulièrement sur tous types d'incidents de nature terroriste ou pas » et « ils utilisent aussi bien les moyens physiques et leur capacité à intervenir physiquement contre des agresseurs », a rappelé le gouverneur militaire de Paris. Dont les Techniques d'interventions opérationnelles rapprochées [TIOR], auxquelles ils sont formés.

Reste qu'en cas de risque grave [sur leur vie ou sur celle des « personnes qu'ils défendent », les militaires pourraient faire usage de leur arme. « Ils donnent des sommations dans les cas éventuels d'ouverture du feu et comme c'est déjà arrivé au Louvre ou à Orly », a précisé le général Le Ray. Mais, a-t-il ajouté, « ils sont parfaitement à même d'apprécier la nature de la menace et d'y répondre de manière proportionnée. » En tout cas, a-t-il assuré, « les ordres seront suffisamment clairs pour que les soldats n'aient aucune inquiétude en la matière. » Et visiblement, il ne sera pas question de les affecter à la protection des sites potentiellement visés par les manifestants [Élysée, Assemblée nationale, etc]. Ce qui limitera grandement le risque de provocations ainsi que les menaces physiques.



Florence Parly [Compte certifié @florence_parly](#)

Attention aux fausses polémiques. Les faits, rien que les faits :

Militaires de Sentinelle - ce qui est prévu samedi

OUI



Des militaires de Sentinelle vont remplacer des policiers et gendarmes sur des missions de **lutte anti-terroriste** ce samedi.



Ils le feront sur des **lieux précis** en France, en dehors des zones de manifestations : des bâtiments, des gares, des quartiers... comme ils le font tous les jours.



Les militaires vont soulager les forces de l'ordre tout simplement pour que celles-ci puissent justement aller se concentrer sur les manifestations et le maintien de l'ordre.

NON



Ce ne sont en aucun cas des missions de maintien de l'ordre. Les militaires **ne font pas du maintien de l'ordre**.



Les militaires ne seront pas au contact des manifestants. Ils ne vont ni les fouiller, ni les arrêter, ni les appréhender. Ils ne vont évidemment pas tirer sur la foule ! Halte aux fantasmes.



Les militaires ne garderont pas des lieux qui seraient dans les zones des manifestations comme l'**Elysée**, l'**Assemblée nationale** ou l'**Arc de Triomphe**.

05:10 - 22 mars 2019

Gilets jaunes : la polémique enfle sur le recours à l'armée

Accueil France - Monde Société Social Gilets jaunes <https://www.ladepeche.fr/> Publié le 23/03/2019 à 07:17 , mis à jour à 10:58



Des militaires de l'opération Sentinelle./ DDM, Pauline Brassart.

L'essentiel

La mise à contribution de l'armée lors des manifestations de Gilets jaunes samedi continuait à susciter l'indignation hier après des déclarations du gouverneur militaire de Paris évoquant la possibilité pour les soldats d'«ouvrir le feu»

L'annonce mercredi par le gouvernement de la mobilisation des militaires de l'opération antiterroriste Sentinelle dans le cadre des manifestations de gilets jaunes avait déjà déclenché une polémique, l'opposition dénonçant un mélange des genres. Le gouvernement a tenté depuis d'expliquer que les soldats ne seraient pas appelés à faire du maintien de l'ordre et ne seraient en aucun cas au contact des manifestants. Mais hier, des propos du gouverneur militaire de Paris, le général Bruno Leray, ont à nouveau déchaîné les critiques.

Les oppositions vent debout

«Les consignes sont extrêmement précises. Ils ont différents moyens d'action pour faire face à toute menace. ça peut aller jusqu'à l'ouverture du feu», a déclaré ce vendredi le général sur France Info, soulignant que les militaires intervenaient «très régulièrement sur tout type d'incident, de nature terroriste ou pas». «Les soldats donnent des sommations. Ils sont à même d'apprécier la nature de la menace et d'y répondre de manière proportionnée», a-t-il poursuivi.

«En 2017 Emmanuel Macron promettait d'apaiser la France, en 2019 il mobilise la force Sentinelle, sans en avertir le chef d'état-major des Armées, et laisse entendre que les militaires pourraient tirer sur les manifestants. Le macronisme fracture et abîme la France», a réagi le député LR Eric Ciotti.

Selon RTL, le chef d'état-major des armées, le général François Lecoindre, n'avait pas été prévenu au préalable de l'engagement des hommes de l'opération Sentinelle dans le dispositif pour ce samedi et lors d'un conseil restreint de Défense qui a eu lieu mercredi, la mise à contribution des soldats n'avait pas non plus été évoquée.

Avant même l'interview du gouverneur militaire, le chef de file de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon a demandé «solennellement» hier au Premier ministre Édouard Philippe de venir s'expliquer devant l'Assemblée nationale, fustigeant «une déclaration aussi aventureuse que périlleuse». Le député a lancé un appel aux militaires de la mission Sentinelle, leur demandant «de ne pas tirer» même s'ils devaient en recevoir l'ordre, lors des manifestations de ce samedi auxquelles il a invité les Français à venir en nombre.

De leur côté, deux avocats William Bourdon et Vincent Brengarth, ont écrit au Défenseur des droits, Jacques Toubon, pour lui demander d'obtenir des «garanties» du gouvernement «pour éviter tout risque». «Nous ne pouvons imaginer ce qu'il adviendrait si un bâtiment était effectivement sous la menace et si un militaire était requis d'intervenir», anticipent-ils dans leur courrier.

Il «n'est dans l'idée de personne de mettre les militaires en face des manifestants», a répété hier la ministre des Armées, Florence Parly.

La participation des soldats de Sentinelle permet simplement «d'alléger les policiers et les gendarmes d'un certain nombre de tâches qu'ils accomplissent communément dans la lutte contre le terrorisme», a-t-elle ajouté.

Hier en milieu d'après-midi, Emmanuel Macron a dû monter au créneau pour dénoncer «un faux débat» et dire que l'armée n'est «en aucun cas en charge du maintien de l'ordre et de l'ordre public». «C'est exactement la même chose que ce qui avait été décidé au mois de décembre et à plusieurs reprises par le passé, c'est-à-dire faire appel aux militaires de l'opération Sentinelle pour ce qui est leur mission, la lutte contre le terrorisme et protéger des sites sensibles, pour pouvoir décharger les policiers et les gendarmes de ces missions», a dit le président.

La décision de Macron bouscule les militaires

La décision d'Emmanuel Macron de mobiliser les militaires de l'opération Sentinelle dans le dispositif de sécurité autour de l'Acte XIX de Gilets jaunes aujourd'hui, interroge au sein même de l'Armée. Outre le fait que le chef d'état-major des armées, le général François Lecoindre, n'avait pas été prévenu au préalable de cette décision, les soldats s'interrogent sur le sens de leur mission ce samedi.

Sous couvert d'anonymat, plusieurs militaires de Sentinelle ont dit leur trouble à France Info.

«On n'a rien à faire dans ces histoires de Gilets jaunes», dénonce ce soldat, qui totalise 14 mois de missions en patrouille Sentinelle. «Les mecs de Sentinelle, ce sont tous des militaires, on ne sait pas faire du maintien de l'ordre»

«On a en permanence le gilet pare-balles sur nous et le fusil d'assaut. On n'a pas le matériel de protection que vont avoir les CRS, on n'a pas les protège-jambes, on n'a pas toute l'espèce de carapace qu'ils ont sur eux. On n'a pas le matériel nécessaire, parce qu'on n'a que des matraques télescopiques et des petites gazeuses à main, comme les filles ont dans leur sac. Après, c'est directement le fusil d'assaut.»

«Il risque d'y avoir des morts»

«Si on se fait caillasser, soit on rentre dans le bâtiment pour se mettre à l'abri, soit on ne peut pas se mettre à l'abri pour X raison. La seule réponse qu'on pourra avoir à ce moment-là, c'est peut-être un coup de gazeuse au début ou un coup de matraque télescopique, mais après s'il y a trop de monde, oui, malheureusement il risque d'y avoir des morts» raconte un autre soldat. «C'est absurde, c'est du n'importe quoi. On n'est pas préparé à ça. Nous, en termes techniques, on lutte contre un ennemi. Et l'ennemi ne peut pas être la population, ce n'est pas possible. C'est la situation dans laquelle on essaie de mettre les militaires aujourd'hui.»

9 – Défense de par le Monde

10 – Nos Forces Armées

L'ANAJ-IHEDN est devenue "Les Jeunes IHEDN"

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 19.03.2019 Par Philippe Chapleau



Pour découvrir le nouveau visage de l'ANAJ-IHEDN, il suffit de se rendre sur la page de l'association <https://jeunes-ihedn.org/>. Une association qui est beaucoup plus qu'une sympathique réunion d'anciens jeunes auditeurs de l'Institut des hautes études de la Défense nationale; c'est un réseau de 2000 jeunes citoyens, engagés dans une réflexion qui se veut innovante et impertinente autour des problématiques de défense regroupant les sphères militaires, diplomatiques, économiques, civiles et culturelles.

Quelles sont les (bonnes) nouvelles de cette association?

L'ANAJ-IHEDN, le 11 mars, a changé de nom et d'identité visuelle. Désormais, l'association s'appelle "Les Jeunes IHEDN".

Dans la foulée de cette (r)évolution, elle a publié un livre blanc qui détaille 12 chantiers et permet à l'association de reformuler sa mission et ses objectifs.

Ce Livre Blanc pour 2019 – 2020 est à consulter [ici](https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn%3Aaaid%3Aascds%3AUS%3Add6fcf7a-21ed-47f1-b704-3ec445e1f7ce).
<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn%3Aaaid%3Aascds%3AUS%3Add6fcf7a-21ed-47f1-b704-3ec445e1f7ce>

Pas de Flyboard en vol à Sofins

<http://lemamouth.blogspot.com/> mercredi 20 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

C'était le produit d'appel du forum innovation défense, amené grâce aux excellentes relations entre le **COS** et l'inventeur. Mais le prochain Sofins, séminaire des forces spéciales qui sera présenté demain à la presse par le **GCOS** devrait se dérouler sans les vols de démonstration du Flyboard prévus de longue date, que ce soit dans les présentations dynamiques, ou des présentations aériennes privées.

La raison est simple : son unique pilote, l'inventeur du Flyboard, a communiqué sur un accident "de ski", photos à l'appui, qui le rend indisponible pour les vols, donc pour Sofins. Même si le fou volant rassure sur son état de santé.

Le Flyboard devait intervenir dans le troisième tableau des deux présentations dynamiques quotidiennes prévues. Ce dernier est consacré aux innovations en cours de développement au profit des forces spéciales, ou réutilisables par les forces spéciales.

Le Flyboard intéresse non seulement les forces spéciales françaises et américaines (qui ont pu s'en convaincre grâce à leurs homologues hexagonales, un exemple concret de soutex), mais aussi un spectre assez large d'applications civiles et militaires.

a – Armée de Terre

Dans la peau d'un chauffeur de PPLOG sur Barkhane

Mise à jour : 18/03/2019

Lancée depuis le 1^{er} août 2014, l'opération Barkhane regroupe près de 4 500 militaires dans la bande sahélo-saharienne. Les unités logistiques qui soutiennent les forces armées constituent un facteur clé dans la réussite de toutes les missions de l'armée de Terre. Le brigadier Alexandre, conducteur de porteur polyvalent logistique (PP LOG), illustre le travail de ces logisticiens qui fournissent les moyens et les ressources nécessaires aux troupes engagées.

Portrait d'un chauffeur de PP LOG.

Depuis quelques semaines maintenant, le brigadier Alexandre est engagé au Mali dans le cadre de l'opération Barkhane. Conducteur de PP LOG au sein du groupement tactique logistique (GTD) « Mostaganen-Fribourg », il traverse la zone d'opération avec **plus de 35 tonnes de fret**. Au volant de son véhicule, il est inséré dans un **convoi de près de 60 véhicules** pour ravitailler la PfDR (Plateforme désert relais) de Kidal.



Un soldat au service des autres

Pilote de PP LOG dans l'armée de Terre depuis quatre ans, le brigadier Alexandre a d'abord été pompier durant sept ans. **Se mettre au service des autres** a toujours été un devoir important : « *Chez les pompiers, j'ai apprécié le travail en équipe et l'esprit de groupe. Je retrouve ces mêmes valeurs ici en opération en tant que soldat dans un convoi logistique.* »

Engagé au 503^e régiment du train (503^e RT), le brigadier Alexandre a obtenu le permis poids lourd (PL) et le permis super poids lourd (SPL) ce qui lui permet de manœuvrer et maîtriser cet **engin de 9,37 mètres de long**. Il a ensuite suivi plusieurs formations spécifiques pour valider des qualifications plus techniques comme le transport de matières dangereuses. Après de nombreuses heures de conduite en particulier en zone sablonneuse, il participe à l'opération Barkhane en ravitaillant les garnisons en **moyens utiles (véhicules, munitions etc.) et les ressources indispensables (vivres, eau etc.)**.

Un soldat engagé comme les autres

Aux commandes de son véhicule, Alexandre est particulièrement concentré et attentif à ce qui l'entoure. Il s'assure régulièrement que le véhicule qui lui succède progresse bien dans ses traces. A chaque fois que le convoi s'arrête, le brigadier débarque et réalise un contrôle de son véhicule et de son proche environnement : « *En plus d'être transporteurs, nous contribuons aussi à la sûreté du convoi. Chaque PP LOG est doté d'un fusil mitrailleur MAG 58. Avec mon co-pilote nous nous relayons au poste de gunner.* » explique-t-il.

Lors des différents déplacements, le brigadier Alexandre doit assurer l'**entretien du véhicule en raison des fortes chaleurs et de l'abrasivité du terrain** qui peuvent endommager les matériels. « *Avant que le soleil ne se couche, je nettoie donc les filtres à air encrassés par la poussière et vérifie qu'aucune pièce du PP LOG n'ai été endommagée.* ». Mais le logisticien est avant tout un soldat et remplit les mêmes missions que ces frères d'arme : « *Comme mes camarades sur ce convoi, je fais des tours de garde la nuit pour assurer leur sécurité.* »



La logistique : un rôle essentiel

Le rôle de des unités logistiques est essentiel : ils **soutiennent les forces en leur fournissant les moyens et ressources nécessaires au bon déroulement de la mission**. Ils doivent pouvoir acheminer le **ravitaillement vers toutes les unités qui composent la force aéroterrestre**, y compris les plus exposées à l'ennemi et les plus isolées. De cette façon, elles sont préparées dans le domaine du tir, en particulier pour les opérations extérieures.

Le brigadier Alexandre fait partie du sous-groupement logistique (SGL) qui a différents objectifs tel que l'extraction de blessés sous le feu, la réaction face à une embuscade ou lors d'une attaque par IED. Les logisticiens engagés en opération font preuve d'un courage admirable reprenant parfois la route avec un convoi ayant subi une attaque IED la veille.

Sans les unités logistiques, la réussite de la mission est difficile et l'arrivée des convois est toujours un élément important pour les militaires comme le souligne le brigadier : *« Je sais que nos camarades de Kidal sont vraiment impatients de nous voir arriver et qu'ils peuvent compter sur nous »*.



Droits : Armée de Terre 2019

Une prime pour les chasseurs (mais pas que)

<http://lemamouth.blogspot.com/> mercredi 20 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

C'était un serpent de montagne depuis plus de dix ans, usant pas moins de cinq ministres, mais c'est la sixième qui restera dans l'histoire pour avoir fait le premier versement. Jeudi, **Florence Parly** annoncera au **27^e BCA** le versement de la prime de technicité de haute montagne, accessible à des personnels de la **27^e BIM**.

Les attentes sont tellement fortes que l'accueil devrait être pour le moins chaleureux. La minarm a prévu de rester pas loin des cimes le lendemain, en visitant l'**école militaire de haute montagne (EMHM)**.

La **27^e BIM** est une des deux brigades d'urgence, l'autre disposant aussi d'une prime historique liée à une aptitude sur six sauts annuels. La BIM sera d'opex en Afrique cette année, notamment au Sahel et en Côte d'Ivoire.

La prime de haute montagne doit prendre en compte le niveau de technicité nécessaire pour l'encadrement des détachements, des risques inhérents au milieu montagneux, rencontrés à chaque sortie en montagne, et contribuer, de fait, à entretenir le recrutement, la promotion interne et la fidélisation.

Les montants ne sont pas encore dévoilés officiellement, mais seront significatifs.

L'armée de Terre au salon du livre 2019

Mise à jour : 20/03/2019

Pour la 39^e édition du salon du livre de Paris, du 15 au 18 mars, l'armée de Terre a présenté sur son stand le travail de ses écrivains. En valorisant la richesse et la diversité des ouvrages de ses plumes, l'armée de Terre souhaite donner du sens aux écrits de ses soldats.

La 39^e édition du salon du livre de Paris est l'année de tous les records pour l'armée de Terre avec **130 ouvrages exposés**, une vitrine complète dédiée au prix littéraire de l'armée de Terre - Erwan Bergot et **une vingtaine d'auteurs invités** sur l'ensemble de l'évènement. Pour le plus grand salon littéraire d'Europe, l'armée de Terre a mis les petits plats dans les grands. Sur leur emplacement dédié, les militaires de l'armée de Terre ont valorisé l'ensemble des genres littéraires. Biographies historiques, essais sur la stratégie, recueils de témoignages et bande dessinées pour la jeunesse, chaque visiteur pouvait y trouver son compte. *« Ce type d'évènement permet de montrer la richesse et la diversité de nos ouvrages. L'armée de Terre est très ouverte et permet à ses militaires de s'exprimer »* commente l'adjudant-chef Armand, responsable du stand de l'armée de Terre.



Sobre et épuré, le stand de l'armée de Terre est aux avant-postes de l'espace dédié du ministère des Armées, pour accueillir un public toujours plus nombreux à venir rencontrer les militaires. Depuis une dizaine d'années, l'armée de Terre est un acteur récurrent du salon. Rejoint il y a quatre par les autres services du ministère, la Marine, l'Air et l'ECPAD, l'ensemble des armées est aujourd'hui réunie sur l'évènement pour partager leurs conseils littéraires.

L'atelier d'écriture de l'armée de Terre

Cette année, l'armée de Terre a mis en place pour le salon du livre, un **atelier d'écriture** unique en son genre. Il y a trois ateliers différents et trois populations différentes avec une même consigne d'écriture : **la guerre vue par un animal**. Doctorant en littérature et après 35 années passées dans l'armée, l'adjudant Philippe est un ancien blessé. Il s'est reconstruit grâce à sa passion pour l'écriture. Contacté par le SIRPAT pour animer cette conférence, l'adjudant Philippe n'a pas hésité un seul instant. Sa participation au salon du livre est d'autant plus forte, qu'il connaît mieux que quiconque, les joies et les peines d'un blessé dans sa période de reconstruction. Cet atelier organisé sur trois séances, de deux heures chacune, a permis aux participants de prendre la plume, en leur permettant de voir comment le soldat et l'écrivain se construisaient simultanément. Un pari qui s'avère gagnant, puisque le but ultime de cette activité sera de publier un ouvrage complet pour le salon du livre de l'année prochaine.



Au sein de la plus grande bibliothèque de France, l'armée de Terre a mis en avant le travail de ses auteurs. Étaient présents Nicolas Mingasson, lauréat 2018 du prix Erwan Bergot, l'auteur de

science-fiction, le major Myriam Cailloneau, le général de Revel et bien d'autres. L'organisateur n'a pas lésiné sur les moyens pour faire connaître les textes de ses écrivains. En valorisant la richesse et la diversité des ouvrages et de ses auteurs, l'armée de Terre souhaite placer l'écriture au coeur du métier de soldat. **Le Premier ministre Édouard Philippe et la secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, Geneviève Darrieusecq sont venus sur le stand de l'armée de Terre, pour saluer le travail de ces écrivains, qui participent activement à faire du ministère des Armées le deuxième acteur culturel de l'État.** Nous en avons rencontré trois d'entre eux, qui nous ont confié leur passion pour la littérature.



Lieutenant-colonel Yann, auteur de Clausewitz et Sun Tzu (ed. Amiot)

Spécialiste français du traité de l'Art de la guerre de Sun Tzu, le **lieutenant-colonel Yann** propose des ouvrages permettant d'améliorer et d'enrichir sa réflexion sur la stratégie militaire. *« Je voulais faire connaître une vision globale des militaires et de l'armée. Je cherche à engager le dialogue avec les lecteurs, pour faire connaître l'institution »*, développe le lieutenant-colonel Yann. Ce passionné d'histoire militaire produit des essais manuscrits, originaux et uniques qui permettent de raconter l'évolution des tactiques en période de crise. Accosté par Stéphane, un de ses admirateurs, le lieutenant-colonel Yann a été surpris de découvrir que celui-ci connaissait ses oeuvres sur le bout des doigts. *« Ce médium est un bon moyen pour susciter des vocations et montrer la chose militaire, sous un aspect différent. Je souhaitais bien faire connaître mon métier et surtout montrer ses changements au fil des siècles »*, raconte-t-il. La plume universitaire du colonel a séduit Stéphane qui s'est empressé de nous dire que *« le lieutenant-colonel laissera sa trace sur les travaux de Sun Tzu »*. Passionné par l'écriture, cet officier des transmissions a réussi à concrétiser ses rêves de parution, tout en exposant un commentaire militaire de qualité sur l'art de faire la guerre.

Major Myriam, auteure des Larmes d'Aëlwynns (auto-édition)

La star des écrivains de l'armée de Terre, c'est elle. Le **major Myriam** aime créer des univers et cultiver des histoires fantastiques qui nourrissent l'imaginaire collectif. Auteure à succès de la trilogie Yggdrasil, elle présentait au salon du livre sa dernière création : Les Larmes d'Aëlwynns. *« Ces livres, je voulais qu'ils soient quelque chose qui justifie mes années à l'armée. J'aime mélanger mon vécu à mes histoires. Tous mes personnages ont une petite part de moi »*, confie le major Myriam. Ses récits futuristes attirent de jeunes lecteurs, qui n'ont pas hésité à investir le stand de l'armée de Terre pour poser des questions à leur auteure préférée. *« Je suis très proche de mes lecteurs et je trouve que c'est une opportunité que de pouvoir échanger avec eux. Ces rencontres comptent beaucoup pour moi »*, ajoute-t-elle. Les thèmes majeurs de son œuvre tournent notamment autour de la religion et du pouvoir. *« On nourrit son œuvre de ce que l'on a vécu. Les idées proviennent toujours d'un petit quelque chose. Pour ma part, je dirais que je traite de thèmes qui me passionnent dont certains sont issus de mon vécu militaire »*, raconte le major Myriam.



Caporal Antonin, auteur d'Engagement (ed. Saint Honoré)

« *L'écriture était un bon moyen pour me prouver que j'étais capable de sortir de mes difficultés. En signant cet ouvrage, je cherchais à expliquer mon parcours de jeune engagé et surtout comment bien préparer cette intégration dans l'armée. Écrire : cela m'a permis de mettre des mots sur ce métier qui me passionne tant* », commente le **caporal Antonin**. Jeune militaire du rang, servant au sein de l'unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile (UIISC), il détaille dans son ouvrage son incorporation ainsi que le début de son engagement au sein de l'armée de Terre. Ce livre est pour lui le bon moyen de développer l'ensemble des facettes du recrutement. Assailli par les enfants impressionnés par son uniforme, dont certains rêvent de devenir comme lui, le caporal Antonin ne peut contenir sa joie d'être présent ici. « *Ça fait plaisir de voir des jeunes s'intéresser d'aussi près à ce que j'aime tant. Je suis dans un rôle de transmetteur de savoir, pour les accompagner à leur rêve final, comme cela a été le cas pour moi* », explique ce dernier. Pour son premier salon du livre, le caporal Antonin a présenté son petit guide au CEMAT, le général d'armée Jean-Pierre Bosser qui a salué son travail ainsi que ses écrits pertinents sur l'institution.

Le prix Erwan Bergot

Créé en 1995, le prix littéraire de l'armée de Terre - Erwan Bergot récompense chaque année une œuvre grand public, rédigée en français et honorant un exemple d'engagement, au service des valeurs de notre pays. Cette récompense littéraire tire son nom de l'ancien parachutiste et rédacteur en chef du journal de l'armée de Terre, Erwan Bergot connu pour ses ouvrages consacrés au patrimoine militaire. Ce prix a pour objet de promouvoir le travail des écrivains qui transmettent au public les valeurs de courage et de dévouement envers la nation. Pour le salon du livre, l'armée de Terre a mis à l'honneur son lauréat 2018, Nicolas Mingasson pour son œuvre *Pilote de combat*, focalisée sur l'expérience des pilotes d'hélicoptères durant la guerre d'Afghanistan.

Droits : Armée de Terre 2019

Quand les élèves sous-officiers se dépassent pour les blessés

Mise à jour : 21/03/2019

Des élèves de l'École nationale des sous-officiers d'active (ENSOA) de Saint-Maixent-l'École viennent d'organiser le « challenge de l'Ours » pour et avec les blessés de l'armée de Terre.



À l'initiative des élèves de la **promotion Major Fabien WILLM** du **4^e bataillon de l'ENSOA**, cet événement sportif a été baptisé « challenge de l'Ours », ce dernier étant l'emblème du bataillon. Les élèves, issus d'un recrutement semi-direct, déjà militaires du rang au sein de différents régiments de l'armée de Terre, ont souhaité inscrire cette compétition comme un **événement fédérateur**. Toutes les promotions qui seront en formation au 4^e bataillon de l'ENSOA auront désormais l'opportunité d'y participer.



La fraternité d'armes

Les participants se sont réunis sous la forme d'une course à obstacles, réalisée par équipes mixtes de 5 personnes. Elles se sont affrontées dans une « **course élite** » chronométrée ainsi qu'une « **course de la fraternité** », sans notion de temps. Les unités participantes étaient variées : les 5 bataillons et directions de l'ENSOA, des coureurs de la base de défense et du groupement de soutien de la base de défense de Poitiers-Saint-Maixent et des équipes de la brigade de sapeurs-pompiers de Saint-Maixent. Acteurs principaux de l'évènement, des blessés de l'armée de Terre ont été invités par la promotion.

Les **bénéfices de cette course ont entièrement été reversés** aux blessés. Ce rassemblement, placé sous le signe de la solidarité, a permis de **valoriser l'esprit de famille militaire par le dépassement de soi et la cohésion**.



Droits : Armée de Terre 2019

50 militaires mobilisés pour l'ouverture de la 61e session du Conseil de la fonction militaire Terre

Mise à jour : 21/03/2019

En vue de préparer la 61^e session du Conseil de la fonction militaire Terre (CFMT), près de **50 membres de la concertation** se sont réunis à l'Ecole Militaire. Cette rencontre a été l'occasion de bénéficier d'un complément d'informations sur les thèmes fixés par le général d'armée Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de Terre (CEMAT).

Deux principaux thèmes

Le premier thème s'attache au **dispositif de reconversion des militaires** : les informations sur les dispositifs existants et sur les conditions de liquidation des pensions, les modalités d'accompagnement, les outils disponibles ou encore le rôle de l'encadrement. Afin de mieux appréhender cette problématique, les concertants ont bénéficié d'une présentation introductive par le général Roche, directeur de l'agence de reconversion de la Défense.

Le second porte sur **l'hébergement, le logement et la politique immobilière du ministère**. Il s'agit de réaliser un **point de situation des besoins et des moyens alloués** au regard de l'évolution sociétale (célibataires géographiques, divorcés, mobilité).

Les comités ont également eu l'occasion de faire un point sur les **nouveaux dispositifs de référencement des mutuelles** et sur ceux ayant trait à **la vie courante des soldats** (tenues et paquetages, alimentation, hygiène de vie, loisirs...)

Le CFMT se modernise

S'inscrivant dans la transformation numérique des armées, le CFMT a profité de cette session pour **remettre aux membres des tablettes tactiles**. L'objectif de celles-ci : **faciliter les échanges et le travail en mobilité**. Lors des réunions et des sessions du CFMT, l'utilisation des tablettes est efficace : elles permettent aux concertants de **disposer de l'ensemble des documents nécessaires immédiatement**. En parallèle, lorsque les concertants sont dans leur unité respective, l'utilisation des tablettes permet **de faciliter les échanges directs et de poursuivre le travail en équipe**. Le CFMT envisage d'agrandir le champ des possibilités en mettant à disposition d'autres outils collaboratifs, comme un réseau social interne, afin de favoriser les échanges.



Et la suite ?

Courant mars et avril, **chaque état-major de zone de défense (EMZD) organisera son rendez-vous biannuel de la concertation à l'occasion des Journées zone Terre (JZT)**. Des membres des commissions participatives des unités, des présidents de catégorie et des concertants seront présents afin de participer aux travaux qui ont pour finalité de préparer la **session nationale** qui sera présidée par le CEMAT le **23 mai 2019 prochain**.

Droits : Armée de Terre 2019

Plus de hauteur pour les troupes de montagne

Mise à jour : 22/03/2019

Le jeudi 21 mars, Florence Parly, ministre des Armées, s'est rendue au 27^e bataillon de chasseurs alpins (27^e BCA) à Annecy. Elle y a annoncé l'instauration de la prime de technicité de haute montagne (PTHM).

Le 27^e BCA est **spécialiste des conditions climatiques extrêmes**, ce qui l'amène à être déployé en opération dans des environnements variés, comme les zones montagneuses, le désert ou encore la jungle. Le bataillon a ainsi présenté lors de cette visite plusieurs ateliers afin de **mieux illustrer la spécificité des troupes de montagne, celle de leur cursus de qualification et de la condition du personnel**.



Lors de son allocution, la ministre des Armées a annoncé la mise en place de **la prime de technicité de haute montagne (PTHM)**. Cette prime est une reconnaissance de la particularité du milieu de haute montagne. Elle lui reconnaît ainsi **trois facteurs** qui lui sont propres :

- **Le risque encouru** : la prime entend compenser la prise de risque supplémentaire induite par les caractéristiques du milieu montagneux, qui comporte autant de risques que l'engagement opérationnel ;
- **Les qualifications détenues** : les unités sont encadrées par des militaires détenant des capacités techniques acquises lors d'actions de formation spécifiques (et sanctionnées par une qualification) ;

- **La responsabilité engagée** : en montagne, l'engagement de responsabilité exceptionnel et propre au métier de militaire, est accru.



Une loi de programmation militaire à hauteur d'homme

La PTHM s'inscrit dans le cadre de la loi de programmation militaire. Cette prime n'est pas liée au milieu. Plusieurs conditions sont nécessaires afin d'en bénéficier, dont celle d'être titulaire d'une qualification spécifique. Au total, ce sont plus de 2 000 soldats qui bénéficieront de cette reconnaissance. La ministre des Armées a expliqué ce que signifiait, concrètement, cette prime : *« de 2019 à 2025, 25 millions d'euros seront débloqués : 115 € supplémentaires chaque mois pour les chefs d'équipe de haute montagne et 350 € pour les guides de haute montagne ».*

Droits : Armée de Terre 2019

b – Marine Nationale

Création du réseau Jeanne Barret, une application concrète du plan mixité ministériel

Mise à jour : 18/03/2019 – Direction : Sirpa Marine

Dans le cadre de la déclinaison marine du plan mixité, présenté par la ministre des armées, Madame Florence Parly, le 07 mars dernier, l'amiral Prazuck a annoncé la création du réseau Jeanne Barret, réseau interne à la marine, dont l'objectif est de « formaliser l'informel », de permettre aux femmes (et aux hommes) de s'informer, de créer du lien, de partager des expériences, de s'entraider.

Le chef d'Etat-major de la Marine a évoqué des mesures à venir, orientées notamment autour de la transformation du fonctionnement quotidien de l'institution, des processus de sélection (concours de l'Ecole de guerre par exemple) et de la formation.



Aujourd'hui, 14% des marins sont des femmes, soit environ 5000. D'ici 2030, ce nombre augmentera de 50%, pour passer à 7500 femmes marins. C'est l'un des objectifs fixés par le plan Mercator.

Jeanne Barret, née le 27 juillet 1740 et décédée le 5 août 1807, est une exploratrice et botaniste française. Elle est la première femme à avoir fait le tour du monde, avec l'expédition de Bougainville, de 1766 à 1769.

Assistante (et compagne) du naturaliste Philibert Commerson, qui est choisi pour participer au premier tour du monde organisé par la Marine royale, sous le commandement de Louis Antoine de Bougainville, Jeanne Barret, sous le nom de Jean Baré, se fait recruter, à bord, comme assistant du naturaliste. A l'époque, il est formellement interdit à une femme de faire partie de l'équipage d'un navire.

Tout au long de la traversée, et lors de chacune des expéditions, Jeanne Barret est reconnue comme un bras droit ordonné et méthodique. Son sens de l'initiative et de l'action seront unanimement salués.

En 1785, près de 10 ans après son retour en France, Jeanne Barret est reçue par le roi Louis XVI, qui lui fait verser une rente à vie et reconnaît publiquement ses mérites : « Jeanne Barret a partagé les travaux et les périls de [Commerson] avec le plus grand courage ».

L'existence de Jeanne Barret est évoquée dans le récit de voyage de Bougainville et dans le Supplément au voyage de Bougainville de Diderot, même si son destin a peu intéressé ses contemporains. Plus récemment, en 2012, des botanistes lui ont rendu hommage en donnant son nom à une nouvelle espèce découverte en Amérique du Sud, plante nommée *Solanum Baretiae*.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Mobilisation maximale contre la pollution dans le golfe de Gascogne

Mise à jour : 18/03/2019 – Direction : DICOD

La nuit du 10 au 11 mars, le bâtiment de commerce *Grande America*, battant pavillon italien en provenance de Hambourg (Allemagne) et à destination de Casablanca (Maroc), a connu un grave incendie alors qu'il transitait dans le golfe de Gascogne, amenant l'équipage à évacuer le navire.



Grâce à la réactivité du Cross Etel et du centre opérationnel de la Marine à Brest, la coordination des secours s'est faite rapidement sous la responsabilité du préfet maritime, impliquant sur zone la frégate britannique HMS Argyll et un avion Falcon 50 de la Marine nationale. Les 27 personnes de l'équipage ont pu être sauvées puis ramenées à Brest.

Très vite, le préfet maritime déploie sur zone des moyens pour porter assistance au *Grande America* et assurer la sécurité de la navigation à proximité du navire en détresse. La violence de l'incendie, entretenu par un fort vent, entraîne le naufrage du navire le 12 mars après-midi par 4600m de fonds, à environ 180 nautiques (333km) à l'ouest des côtes françaises.

Depuis, les services et moyens de l'Etat sont à l'œuvre pour évaluer la pollution sur zone et être en mesure d'intervenir afin de réduire au maximum l'arrivée de fioul sur les côtes françaises. Le navire de commerce transportait 365 conteneurs, dont 45 contenaient des matières dangereuses, et disposait de 2.200 tonnes de fioul lourd dans ses soutes. Si les quantités sont bien différentes de celles de l'Erika (30 000 tonnes), il s'agit bien pour la préfecture maritime de tout mettre en œuvre pour limiter au maximum la pollution du littoral. De nombreux moyens sont déployés, en haute mer, à proximité de la zone du naufrage : des bâtiments spécialisés dans la lutte anti-pollution affrétés par la Marine nationale et l'Agence Européenne pour la Sécurité Maritime (EMSA). Ces moyens, appuyés par des vols de surveillance quotidiens, sont rejoints par d'autres unités, en particulier espagnoles, dans le cadre de l'application du « BISCAYE Plan », un accord de coopération entre nos deux pays. Les unités présentes sur zone disposent de capacités de mise en œuvre de barrages flottants, destinés à contenir les polluants afin de pouvoir ensuite les pomper. Sur place, le Centre d'Expertises Pratiques de Lutte Antipollution (CEPPOL) met en place la meilleure stratégie de lutte à adopter tandis qu'à terre, le Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation contre les pollutions (CEDRE) analyse les prélèvements reçus. Enfin, il faut préparer les moyens de lutte en zone littorale consistant notamment à chaluter les

éventuelles galettes de fioul présentes. Préserver et protéger notre littoral, tel est l'enjeu de l'engagement des marins et de cette mobilisation exceptionnelle de l'ensemble des services de l'Etat.

Sources : Ministère des Armées

Le Var a rejoint le SNMG2 en mer Ionienne

Mise à jour : 19/03/2019 – Direction : Sirpa Marine

Parti de Toulon le 4 février dernier, le Bâtiment de Commandement et de Ravitaillement (BCR) Var a poursuivi son déploiement en Méditerranée et rejoint ses alliés de l'OTAN.

Parti de Toulon le 4 février dernier, le Bâtiment de Commandement et de Ravitaillement (BCR) Var a poursuivi son déploiement en Méditerranée et rejoint ses alliés de l'OTAN.

Après avoir participé à l'exercice Fanal avec le Groupe Aéronaval (GAN), l'équipage du Var a franchi le détroit de Messine le 21 février pour rejoindre le Standing NATO Maritime Group 2 (SNMG2) en Sicile. A Catane, le commandant et son état-major ont été accueillis à bord de la frégate néerlandaise *Evertsen*, flagship du SNMG2, pour prendre contact avec l'état-major embarqué de la flotte et préparer l'exercice de lutte anti-sous-marine Dynamic Manta.



Appartenant aux forces permanentes de l'OTAN, le SNMG2 est déployé en mer Méditerranée et se compose de bâtiments des différentes nations de l'Alliance. Ainsi, le temps de son intégration, qui durera près de cinq semaines, le Var évoluera aux côtés de frégates néerlandaise, canadienne, espagnole, italienne, grecque et turque.

Comme l'a rappelé le commodore Boudewijn Boots, commandant le SNMG2, l'exercice Dynamic Manta est une occasion unique pour intégrer le BCR dans le Task Group. En effet, pendant deux semaines, le ravitailleur a enchaîné ravitaillements en gazole des frégates, contribuant à maintenir l'interopérabilité entre les unités des nations de l'OTAN. Il importe en effet de conserver tous les savoir-faire dans une manœuvre qui nécessite une grande vigilance et une grande rigueur. « *L'exercice nous offre une nouvelle occasion de nous entraîner aux diverses manœuvres de RAM, ceci avec des contraintes supplémentaires puisqu'il s'agit de navires étrangers qui ne sont pas toujours rôdés aux mêmes procédures* » remarque le premier maître Michael, adjoint du manœuvrier à bord du Var.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Le Primauguet s'entraîne avec l'US Navy

Mise à jour : 19/03/2019 – Direction : Sirpa Marine

Peu après son appareillage de New York, la frégate anti sous-marine (FASM) Primauguet a mené deux exercices avec l'US Navy.

Le 28 février, le *Jason Dunham*, une frégate américaine de type Arleigh Burke, et le *Primauguet* ont effectué un exercice pointant tour à tour leurs armes sur une cible fumigène déployée par le *Jason Dunham*. Cet exercice a été bénéfique tant pour l'entraînement individuel de mise en œuvre des armes que pour la coordination des feux entre une unité américaine et une unité française.



Le lendemain, le *Primauguet* a conduit un exercice de ravitaillement à la mer avec l'United States Navy Ship (USNS) *Supply*. La taille exceptionnelle de ce bâtiment (long de 230m, large de 32m et déplaçant 49700t à pleine charge) a rendu l'entraînement particulièrement formateur pour les équipes passerelle de la frégate. L'exercice a permis de confirmer l'interopérabilité des matériels et des procédures, témoignant ainsi de la bonne coopération entre l'US Navy et la Marine Nationale, au quotidien et sur toutes les mers du monde.

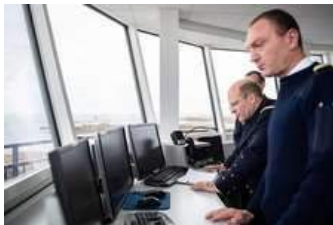
Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Sémaphore de la Hague, une rénovation d'ampleur

Mise à jour : 22/03/2019 – Direction : Sirpa Marine

L'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine nationale a présidé, ce mardi 19 mars, la cérémonie d'inauguration de la rénovation du sémaphore de la Hague.

Ce dernier, situé sur une position stratégique à la pointe du Cotentin, en sortie du détroit des Casquets, nécessitait une rénovation d'ampleur. Sa petite passerelle de 14 m² est devenue une plateforme de veille de 45 m² ajoutée in extenso en haut de la tour de veille. Au-delà de la passerelle, c'est l'ensemble de l'infrastructure du sémaphore qui a été repensé, mais l'innovation la plus importante est l'installation d'un radar de dernière génération qui permet de détecter de plus petits navires plus loin : un vrai bond technologique !



Le sémaphore de la Hague est l'un des nombreux sémaphores à bénéficier d'une rénovation majeure sur la façade maritime française. Avec 59 sémaphores en métropole, la Marine nationale est aux avant-postes de la surveillance des approches maritimes françaises. En Manche, 14 sémaphores surveillent les 870 kilomètres de côtes. Ce maillage est essentiel, avec 20 % du trafic mondial transitant dans les dispositifs de séparation de trafic des Casquets et du Pas-de-Calais, la Manche est une zone parmi les plus accidentogènes au monde.

Ce travail de surveillance des guetteurs-sémaphoriques prend toute sa place lorsqu'il s'agit de signaler un navire de commerce en avarie ou ayant un comportement maritime suspect. Comme l'a souligné le chef d'état-major de la Marine, les sémaphores et les guetteurs ont « un impact direct sur la protection immédiate de nos côtes mais aussi sur la protection de nos concitoyens ».

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

EN IMAGES. Brest. Dernier retour de mission pour la frégate Primauguet

Accueil Bretagne Brest <https://www.ouest-france.fr/> Publié le 20/03/2019 à 17h37



Longue de 139 m, déplaçant 4 910 tonnes, la frégate « Primauguet » peut embarquer deux hélicoptères Lynx. | OUEST-FRANCE

L'ultime mission de la frégate anti-sous-marine, un déploiement de deux mois et demi en mer Baltique et en Atlantique nord, s'est achevée ce mercredi 20 mars au port de Brest (Finistère). Son désarmement, avant son retrait du service actif, va durer du 1er avril au 26 juillet.

Entretien

avec le capitaine de vaisseau **Yves-Pierre Pilfert**, 19^e et dernier commandant de la frégate *Primauguet*, accueillie mercredi, à 14 h 30, par le bagad de Lann Bihoué, à l'épi Est de la base navale. Dernière mission, fin de vie pour le bâtiment.



Retour à Brest et dernière mission pour le commandant, le capitaine de vaisseau Yves-Pierre Pilfert et son équipage. | OUEST-FRANCE

Comment s'est passée la mission ?

Cette mission dans l'Atlantique nord, dans le sens contraire des aiguilles d'une montre, s'est très très bien déroulée. Elle a été ponctuée d'échanges, de coopérations et d'exercices avec les marines locales : Norvège, Islande, Otan, Allemagne, États-Unis, Maroc, Espagne. Le côté opérationnel a également été très riche. Nous avons eu aussi de bonnes conditions de mer, Neptune a été clément. L'hiver, l'Atlantique nord est plutôt rude.



Dans la mâture, les pavillons des pays visités. | OUEST-FRANCE

Des souvenirs forts ?

On a profité des aurores boréales, des moments inoubliables. Le *Primauguet* est déjà passé à Saint-Pierre-et- Miquelon en 1986. On a eu un accueil formidable, la boucle est bouclée. Les six jours d'escale à New York, accoster à Manhattan, ont aussi été très forts. De ce déploiement, chacun retiendra un moment particulier. Les 230 membres d'équipage, dont 25 jeunes femmes, ont retrouvé les familles après 168 jours en mer et 220 jours d'absence.



Les retrouvailles avec les familles, un moment fort très attendu. | OUEST-FRANCE

Et maintenant ?

La dernière sortie à la mer aura lieu mercredi, avec les anciens commandants et les familles. Avant une autre mission : le désarmement du bâtiment qui commencera le 1^{er} avril. Une opération assez longue : l'équipage sera engagé jusqu'au 26 juillet.



Le désarmement du bâtiment, qui va commencer le 1er avril, va engager l'équipage jusqu'au 26 juillet. | OUEST-FRANCE



Le désarmement du bâtiment, qui va commencer le 1er avril, va engager l'équipage jusqu'au 26 juillet. | OUEST-FRANCE

La frégate aura servi pendant 33 années...

Construit par la DCN de Brest, le D644 Primauguet fait partie d'une série de sept frégates type F70 ASM (Georges Leygues et Duplex désarmés en 2013 et 2014). Mis sur cale en novembre 1981, le *Primauguet* a été admis au service actif le 5 novembre 1986. Long de 139 m, déplaçant 4 910 tonnes, il peut embarquer deux hélicoptères Lynx. Depuis 1986, le bâtiment est parrainé par la communauté de communes des Pays d'Iroise.

Selon le commandant de la force d'action navale, un nouveau porte-avions coûterait au moins 5 milliards d'euros

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 23 mars 2019



En novembre 2016, il était estimé que la construction d'un nouveau porte-avions pour la Marine nationale allait coûter au moins 4 milliards d'euros. Mais ce montant avait été évalué au doigt

mouillé, dans la mesure où ce montant dépend de plusieurs paramètres, comme, par exemple, les choix technologiques.

Pour y voir plus clair, la ministre des Armées, Florence Parly, a donné le coup d'envoi, en octobre, à une phase d'étude devant répondre à au moins trois questions : quelles menaces aura à affronter ce nouveau porte-avions ? Quelles seront ses caractéristiques en fonction des technologies disponibles à l'horizon 2030 ? Et, enfin, quelles innovations qui en feront « une véritable base avancée de notre marine » ?

« Nous devons être réalistes mais ambitieux. Et grâce à ces études approfondies, imaginatives et rigoureuses, nous pourrions établir l'architecture de ce futur porte-avions et poser les bases de l'organisation industrielle nécessaire pour le bâtir en respectant les délais et les coûts », avait affirmé Mme Parly.

Justement, s'agissant des coûts, il n'est plus question de 4 milliards, comme il y a moins de trois ans... mais d'au minimum 5 milliards [soit +25%]. C'est en effet le chiffre qu'a lâché l'amiral Jean-Philippe Rolland, le commandant de la Force d'action navale [ALFAN], lors d'une audition à l'Assemblée nationale.

« Quant aux montants que représenterait l'acquisition d'un nouveau porte-avions, il est clair qu'on ne dispose que d'une très large fourchette d'évaluation », a commencé par dire l'amiral Rolland. Toutefois, a-t-il continué, « aujourd'hui, l'ordre de grandeur s'élève à plusieurs milliards d'euros, au bas mots cinq milliards sans doute – et même davantage si la propulsion nucléaire est retenue. »

Et comme l'état-major de la Marine nationale ne perd jamais l'occasion de souligner la nécessité de disposer de deux porte-avions, l'amiral Rolland n'a pas manqué de faire remarquer aux députés que « si on en achète plusieurs, on en amortit les coûts de développement. » Voir même ceux de construction.

S'agissant du mode de propulsion du futur porte-avions, il est très fortement probable qu'elle sera nucléaire, au regard des avantages opérationnels qu'elle procure.

L'un de ces avantages est « celui de l'autonomie, car le carburant qui n'est pas utilisé pour pousser le bateau peut l'être pour faire voler les avions : vous avez donc la capacité de mettre en œuvre plus d'avions, plus longtemps », a fait valoir l'amiral Rolland. « De plus, l'absence de soutes à carburant laisse une place libre, qui peut être occupée par des soutes à munitions plus importantes. Cette capacité, conjuguée à la surface du pont d'envol, contribue à donner sa puissance à l'outil qu'est le porte-avions », a-t-il ajouté.

Au-delà des aspects opérationnels, il y a, selon l'amiral Rolland, « à l'échelle de la marine, des avantages à pouvoir disposer de deux chaufferies nucléaires sur un porte-avions – voire sur deux – en plus des réacteurs des sous-marins nucléaires » car cela permet « d'atteindre plus facilement une taille critique en termes d'acquisition de compétences » étant donné que les atomiciens sont rares. « cela implique que nous fassions appel à des bureaux d'études que nous contribuons ainsi à faire vivre, ce qui est plus cohérent pour la filière nucléaire », a-t-il ajouté.

Enfin, un autre argument qui plaide en faveur de la propulsion nucléaire est le développement, lui aussi très probable, de catapultes électromagnétiques, par nature très gourmandes en énergie. Ce type de dispositif ainsi que d'autres innovations permettront par ailleurs de réduire le coût de possession du futur navire. Notamment au niveau des ressources humaines puisqu'il faudra moins de marins.

Actuellement, le coût de possession du porte-avions Charles de Gaulle, hors groupe aérien embarqué, est d'environ 200 millions d'euros par an, a indiqué l'amiral Rolland. Ce montant inclut « aussi bien les rémunérations et les charges sociales (RCS) que l'entretien », a-t-il précisé.

« Le coût de possession du porte-avions se décompose comme suit : 120 millions d'euros pour l'entretien, 60 millions d'euros de RCS, 20 millions d'euros d'entretien des infrastructures associées. Ce n'est évidemment pas négligeable, mais c'est, à mon avis, soutenable », a affirmé ALFAN.

Dernier déploiement pour la frégate anti sous-marine Primauguet

Mise à jour : 22/03/2019 – Direction : Sirpa Marine

Le 20 mars 2019, la frégate anti sous-marine (FASM) Primauguet a retrouvé son port base de Brest après un déploiement de deux mois et demi en Atlantique Nord, avec des passages par le Danemark, la Norvège, l'Islande, Saint-Pierre et Miquelon, les Etats-Unis avant de retraverser l'Atlantique via les Açores et le Maroc.



Parti de Brest le 7 janvier 2019, le Primauguet a réalisé sa dernière mission opérationnelle, baptisée « La Cordelière » du nom du navire d'Hervé de Portzmoguer, dit « Primauguet », à qui la frégate doit son nom. Au cours de ces deux mois et demi de déploiement, les 231 marins de la frégate ont participé à divers entraînements avec les marines alliées. Le Primauguet a notamment mené un entraînement de tir conjoint avec l'US Navy ainsi que des exercices dans différents domaines de lutte avec la Marine marocaine, illustrant l'interopérabilité et la polyvalence des bâtiments de la Marine nationale. L'équipage a également contribué aux missions de « connaissance et anticipation » en naviguant en mer Baltique et dans les eaux de l'Atlantique nord, zone d'intérêt stratégique croissant.

L'équipage n'est d'ailleurs pas prêt d'oublier le spectacle des aurores boréales. Comme l'écrit le commandant « Naviguer en plein hiver au nord du cercle polaire, c'est effectivement s'exposer à des conditions difficiles mais c'est aussi l'opportunité de profiter d'un spectacle parfois grandiose. Nous avons eu la chance d'observer plusieurs aurores boréales dont une magnifique avant d'arriver à Tromsø. Le spectacle était extraordinaire et je crois bien, que malgré la nuit, les -15°C et le vent glacial, tout l'équipage était dehors à scruter le ciel... »

Cette mission vient marquer la fin de la carrière opérationnelle du Primauguet appelé à être prochainement retiré du service actif et remplacé par des unités de nouvelle génération que sont les frégates multimissions. Le Primauguet aura opéré tout au long de sa carrière sur la façade atlantique, contribuant inlassablement à la permanence de la dissuasion nucléaire.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

La lutte contre la pollution se poursuit dans le golfe de Gascogne

Mise à jour : 22/03/2019 – Direction : DICOD

Suite au naufrage du *Grande America*, le 12 mars après-midi à environ 180 nautiques (333km) des côtes, avec à son bord 2200 tonnes de fioul et 45 conteneurs de produits dangereux, la lutte contre la pollution se poursuit en mer avec une efficacité accrue grâce à l'amélioration des conditions météorologiques.



Huit bateaux, disposant de capacités anti-pollution, sont actuellement à pieds d'œuvre pour réduire au maximum l'arrivée de fioul sur le littoral : trois bâtiments de la Marine nationale, un remorqueur affrété par la préfecture maritime, deux unités de lutte anti-pollution affrétés par l'Agence Européenne pour la Sécurité Maritime (EMSA) et deux autres bâtiments espagnols, dans le cadre de l'application du « BISCAYE Plan », un accord de coopération entre nos deux pays.



Ils interviennent sur deux zones d'opération à la verticale de l'épave, où une irisation de surface parsemée d'amas de fioul lourd est toujours visible, et, quelques dizaines de nautiques plus au Sud, à l'endroit où a dérivé la pollution initiale, émise lors du naufrage du *Grande America*.

Des vols d'observations aériennes sont réalisés quotidiennement, complétées par des survols de drones, à partir des bâtiments présents sur zone, afin de surveiller l'évolution de la situation.

En parallèle de l'action des autorités maritimes, l'armateur affrète actuellement un navire spécialisé et doté d'un véhicule sous-marin téléguidé d'exploration, afin de procéder à l'inspection de l'épave du *Grande America*. Son arrivée sur zone est prévue le lundi 25 mars.

A ce stade, compte-tenu des conditions environnementales (météorologique et océanographique) au centre du golfe de Gascogne, de la distance à la côte et des résultats des modèles fournis par le comité de dérive, une arrivée sur le littoral français d'amas de fioul lourd semble très peu probable avant 10 jours. La mobilisation des marins et de tous les acteurs se poursuit, sous la responsabilité du préfet maritime, pour traiter au maximum cette pollution en mer afin de protéger notre littoral.

Sources : Ministère des Armées

c – Armée de l'Air

Le CPA 30 devrait intégrer le COS

<https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/> 20 Mars 2019 à 10h54 Par Jean-Dominique Merchet

Le commando parachutiste de l'air CPA 30 devrait prochainement rejoindre le Commandement des opérations spéciales (COS), rejoignant ainsi le CPA 10. Les deux commandos de l'armée de l'air sont déjà colocalisés sur la base d'Orléans-Bricy. Suite à la réorganisation des CPA, le 10 et désormais le 30 sont tournés vers les opérations spéciales, alors que le 20 se concentre désormais sur la Force Protection.

Il y aura donc bientôt quatre unités de l'armée de l'air du COS : l'escadron de transport 3/61 Poitou, l'escadron d'hélicoptères 1/67 Pyrénées, le CAP-10 et le CPA-30.

D'autres unités de l'armée de l'air travaillent régulièrement avec le COS, comme l'escadron de chasse Normandie Niemen ou l'escadron de drones Belfort.

Période militaire d'initiation et de perfectionnement à la Défense nationale à Nancy

Mise à jour : 19/03/2019 – Direction : Armée de l'air

Du 11 au 22 février 2019, la base aérienne 133 de Nancy-Ochey a accueilli une cinquantaine de jeunes volontaires dans le cadre de la période militaire d'initiation et de perfectionnement à la

Défense nationale (PMI-PDN). Une PMI-PDN est organisée chaque année pendant les vacances scolaires de février par le centre d’instruction et d’information des réserves de l’Armée de l’air (CIRAA) au profit de jeunes volontaires âgés de plus de 16 ans.



Qu’ils soient lycéens, étudiants ou jeunes travailleurs, ces volontaires civils ont préféré aux grasses matinées les réveils musculaires de 6h10. La PMI-PDN s’étend sur toute la durée de leurs vacances. Appelée période militaire initiale (PMI), la première phase, d’une durée de sept jours consécutifs, se déroule en régime d’internat. Elle est suivie d’une période militaire de perfectionnement (PMP) de cinq jours. Au cours de ces douze jours de formation, les jeunes volontaires découvrent les bases de la culture et des activités militaires ainsi que les missions du réserviste. Tout au long de la formation, les officiers encadrants poussent les jeunes à réfléchir sur des questions de citoyenneté, d’engagement et de valeurs patriotiques. Des intervenants militaires spécialisés apportent leur expertise sur des sujets aussi variés que les enjeux de la Défense en France, la prévention contre les substances psychotropes ou encore les premiers gestes de secourisme.

Parallèlement à ces enseignements civiques, des exercices pratiques à caractère plus spécifiquement militaire sont proposés. Une marche topographique, un raid synthèse et un tir au simulateur de tir à l’arme à légère (SITAL) du 1^{er} régiment des tirailleurs d’Épinal étaient notamment au programme cette année. Durant le week-end, les volontaires ont également eu l’occasion de tirer à la carabine, mettant ainsi en pratique les enseignements reçus lors de leur instruction technique de tir.



À travers toutes ces activités, les stagiaires apprennent en peu de temps à se conformer à la discipline militaire. Entre respect des horaires et de la hiérarchie, conditions de vie spartiates et vie en communauté, les jeunes volontaires acquièrent, ou développent, un savoir-être indispensable non seulement au militaire, mais aussi particulièrement valorisé dans le monde civil. Au fil des jours, ils s’imprègnent de l’esprit militaire grâce aux conseils et directives de leurs encadrants. Les jeunes participants à la PMI-PDN ne signent pas de contrat d’engagement militaire, mais sont encouragés à le faire, notamment s’ils souhaitent entrer dans la réserve. En effet, cette préparation permet aux jeunes volontaires de tester leur motivation et leur adhésion aux valeurs militaires avant de poursuivre leur engagement lors de la formation initiale du réserviste (FMIR), généralement programmée durant les vacances de printemps. Lors de la FMIR, les jeunes approfondissent les apprentissages de la PMI-PDN dans le but d’acquérir les connaissances nécessaires à l’adaptation à l’emploi en milieu militaire. Cette formation rémunérée débute par une formation initiale de cinq jours, qui se tiendra cette année du 8 au 13 avril 2019 sur la base aérienne. Elle se poursuivra par une phase d’adaptation en unité de 20 jours.

Ejection d'un passager sur un Rafale à Saint-Dizier

<http://lemamouth.blogspot.com/> mercredi 20 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Un passager d'un Rafale biplace de la base aérienne de Saint-Dizier s'est éjecté aujourd'hui lors d'un vol aux finalités non encore connues.

L'éjecté a été pris en charge par les secours de la base aérienne, et transmis au secteur civil. Le Rafale, lui, a interrompu sa mission, et son pilote l'a ramené à bon port. Ce qui permet de le conserver dans le parc.

L'accident aérien a eu lieu avant 14h, l'armée de l'air n'avait toujours pas communiqué à 18h25. Le passager serait un sexagénaire.

Les vols sont autorisés par le **CEMPN de Percy**, qui décide de l'aptitude siège éjectable et de l'état de santé. Tandis que c'est le cabinet de la ministre qui les autorise.

Les vols de passagers non militaires de l'armée de l'air ne sont possibles qu'avec les Rafale de l'armée de l'air (la marine n'en possède pas) ou sur biplace détenu par l'industriel ou le **centre d'essais en vol** (ou l'**EPNER** qui en dépend) Les éjections de ce type sont rarissimes.

Le pilote d'un Rafale Marine avait dû s'éjecter à l'atterrissage, au retour d'une mission, le 22 mai 2008 alors que son appareil sortait de la piste. D'autres pilotes de la marine se sont éjectés en vol, lors d'un entraînement au combat aérien contre un F/A-18 américain, ou d'une mauvaise gestion du carburant en mer d'Arabie. Un pilote d'essai avait pu aussi s'éjecter lors d'une collision en vol de deux appareils, lors d'une campagne de la DGA en Méditerranée.

Ejection impromptue d'un passager civil ayant pris place à bord d'un Rafale B

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 21 mars 2019



C'est un incident très rare qui s'est produit peu avant 14h00, sur la base aérienne 113 de Saint-Dizier [Haute-Marne]. En effet, le siège éjectable d'un passager civil ayant pris place à bord d'un Rafale B a s'est déclenché alors que l'appareil était en train de décoller de la piste. Le pilote, blessé aux mains à cause des bris de verre de la verrière, a posé l'avion immédiatement après.

Quant au passager civil, hospitalisé après son éjection, son état ne suscite pas « d'inquiétude pour nous », a assuré le colonel Cyril Duvivier, le porte-parole de l'armée de l'Air.

Trois enquêtes [judiciaire, commandement et sécurité] ont été ouverte pour déterminer si la poignée d'éjection du siège a été actionnée volontairement ou involontairement par le passager ou bien si un dysfonctionnement technique est à l'origine de cet incident.

Le Rafale est doté du siège éjectable Martin Baker Mk-F16F [dit zero-zero], dont la maintenance est assurée par la Safran Martin Baker France et l'Atelier Industriel de l'Aéronautique [AIA] d'Ambérieu.



(c) Safran Martin Baker France

Un siège éjectable se compose de 3.000 pièces. La ligne pyrotechnique des Mk-F16F est fabriquée par Dassault Aviation à Poitiers, sous la responsabilité de SMBF. « Ce dispositif pyrotechnique à onde de choc permet une unicité de commande spécifique au siège MK16. En effet, lorsque le pilote tire la poignée d'éjection, il déclenche l'ensemble du processus d'éjection : mise en œuvre du rappel de harnais, initiation de la cartouche du canon d'éjection, fragilisation de la verrière et mise en œuvre du système inter-sièges pour les avions biplaces », rapporte l'ex-site « Rafale Fan » [dont la nouvelle adresse est : <http://omnirole-rafale.com/>].

Quant au passager, l'armée de l'Air n'a pas précisé son identité, si ce n'est qu'il est « extérieur au ministère » des Armées. D'après certaines sources, il s'agirait d'un sexagénaire.

Selon le colonel Duvivier, il arrive « régulièrement » que des vols, « systématiquement validés », soient organisés avec « des journalistes ou des élus ». Et cela, à des fins de communication et d'information.

De tels vols ne s'improvisent évidemment pas étant donné que la personnalité invitée doit passer une visite d'aptitude au Centre d'expertise médicale du personnel navigant [CEMPN] de l'hôpital d'instruction des armées [HIA] Percy, à Clamart. Ensuite, chaque vol doit être validé par le cabinet du ministre.

Quatre questions sur l'éjection accidentelle du passager d'un avion de chasse Rafale au décollage

Accueil Société Faits divers <https://www.ouest-france.fr/> Hervé HILLARD Modifié le 21/03/2019 à 17h30 Publié le 20/03/2019 à 21h06



Un Rafale biplace au décollage (illustration). | ARMÉE DE L'AIR

Trois enquêtes ont été ouvertes, ce mercredi 20 mars, à la suite d'un accident rarissime : l'éjection du passager arrière d'un avion de chasse Rafale lors de son décollage de la base de Saint-Dizier (Haute-Marne), au cours d'une mission d'entraînement. Explications.

L'accident est décrit comme très rare. Trois enquêtes - interne, de sécurité et judiciaire - ont été ouvertes, ce mercredi 20 mars, à la suite de l'éjection du passager arrière d'un avion de chasse *Rafale* lors de son décollage de la base de Saint-Dizier (Haute-Marne), au cours d'une mission d'entraînement.

Que s'est-il passé ?

Le passager d'un *Rafale*, âgé de 64 ans, « **qui n'appartient pas au ministère des Armées** » et « **réalisait un vol d'information** », a été hospitalisé après s'être éjecté du chasseur au moment de son décollage.

Il était assis sur le siège du navigateur, binôme du pilote. « **Son état de santé ne suscite pas d'inquiétude** », selon le colonel Cyrille Duvivier, porte-parole de l'armée de l'air.

Le pilote est parvenu à reposer l'appareil aussitôt, « **malgré la perte de la verrière** », précise dans un communiqué le Bureau Enquêtes Accidents pour la sécurité de l'aéronautique d'État (BEA-É), chargé de l'enquête de sécurité.

Éjection : quelle est la procédure ?

L'éjection d'un avion de chasse comme le *Rafale* répond à une procédure précise, qui se décompose en plusieurs phases.

Le pilote (ou le navigateur) de l'appareil doit tirer sur une poignée arrondie, noire et jaune (ces deux couleurs signalant toujours une zone de danger ou une zone sensible dans l'aéronautique), située à ses pieds, entre ses jambes. L'effort, sans être énorme, est tout de même sensible : il avoisine 18 kilos de traction.

Ce faisant, il déclenche à la fois la mise à feu d'un cordon pyrotechnique destiné à fragiliser la verrière du cockpit et celle du canon à poudre, situé dans son dossier, qui va propulser verticalement le siège éjectable.

Au-dessus de la tête du pilote, une structure métallique aide à percuter, puis traverser la verrière ainsi fragilisée.

Une fois éjecté, le siège se sépare automatiquement du pilote, un petit parachute stabilisateur se déploie, entraîne le parachute principal, et l'ensemble redescend vers le sol.

Il est à noter que les sièges éjectables des chasseurs modernes, comme le *Rafale*, sont de type « 00 ». Comprenez qu'ils peuvent être utilisés sans danger pour l'équipage à une vitesse nulle et une altitude nulle. Donc à bord d'un appareil à l'arrêt sur le tarmac.

Pourquoi le passager s'est-il blessé ?

Sans doute parce qu'il a été surpris par l'événement et qu'il n'avait aucun entraînement ou aucune préparation.

Reste à savoir si cette éjection a été accidentelle (l'homme aurait manœuvré la poignée sans le vouloir, ou sans savoir quelles pouvaient être les conséquences de son geste) ou intempestive (éjection volontaire, mais sans raison réelle).

Y a-t-il eu des précédents ?

Non. Selon le colonel Cyrille Duvivier, porte-parole de l'armée de l'air, il n'y a jamais eu d'éjection accidentelle ou intempestive à bord de *Rafale*.

Une éjection intempestive a eu lieu, voici plus d'une dizaine d'années, à bord d'un *Alpha Jet*. Un médecin militaire s'était éjecté après un choc de l'appareil avec des oiseaux, car il pensait que le pilote était mort dans la collision, ce qui n'était pas le cas.

Préparation opérationnelle interarmées

Mise à jour : 21/03/2019 – Direction : Armée de l'air

«*Se réunir est un début ; rester ensemble est un progrès ; travailler ensemble est la réussite.*» La montée en puissance des entraînements interarmées, mais surtout leur succès sont parfaitement illustrés par cette formule de l'industriel Henry Ford. L'Armée de l'air contribue significativement à la préparation opérationnelle de la Marine nationale ou de l'armée de Terre. Drones Reaper, experts de l'appui aérien, avions de chasse ou de transport tactique. Les forces aériennes sont régulièrement engagées au profit du maintien des compétences et du savoir-faire tactique des autres armées, et vice-versa.



FANAL 2019 : l'Armée de l'air contribue à la remontée en puissance du GAN

Dernier exemple en date, la remontée en puissance du groupe aéronaval, à laquelle des équipages Caracal de l'escadron d'hélicoptères (EH) 1/67 «Pyrénées» et des commandos parachutistes de l'air n^{os} 30 ont été étroitement associés. À bord du Charles de Gaulle, ils ont permis de requalifier la capacité de recherche et sauvetage au combat depuis le porte-avions. *« Ce plot embarqué fut essentiel à la validation opérationnelle des équipages de la Marine nationale avant leur départ en mission opérationnelle »*, confie le général Philippe Landicheff, commandant la brigade aérienne des forces de sécurité et d'intervention. Autre composante de l'Armée de l'air engagée dans cette préparation, l'aviation de combat. Les Mirage 2000D et 2000-5 de la 3^e escadre de chasse et du groupe de chasse 1/2 «Cigognes» ont mené des missions d'assaut à la mer le 6 mars dernier. Tout comme les équipages E-3F Awacs, ils ont *« permis la réalisation d'activités d'entraînement de grande qualité et particulièrement riches d'enseignements »*, selon le contre-amiral Olivier Lebas, commandant de la Task Force 473.



Une expertise reconnue

Mais le soutien de l'Armée de l'air à la préparation opérationnelle des autres armées ne se résume pas à ce type de missions ponctuelles. Guidage laser pour largage de GBU 12 par les Atlantique 2, emploi des avions de transport tactique au profit de l'entraînement des troupes parachutistes, entraînement commun au combat aérien entre Rafale Marine et Mirage 2000C ou Alphajet. Tout au long de l'année, les unités sont sollicitées par les régiments et autres composantes de l'armée de Terre et de la Marine nationale. L'expertise de l'Armée de l'air est notamment reconnue et requise dans le domaine du CAS (*Close Air Support* – appui aérien rapproché). Preuve en est la formation dispensée par le centre de formation à l'appui aérien, implanté sur la base aérienne 133 de Nancy, aux *Joint Terminal Attack Controllers* de l'armée de Terre. Ces derniers optimisent également leur préparation au combat grâce à l'appui des aéronefs de l'Armée de l'air (Rafale, Alphajet, Reaper, etc.), mais aussi grâce à l'engagement à leurs côtés d'équipes TEAFAS, embarqués à bord d'hélicoptères Fennec des escadrons 3/67 «Parisis» et 5/67 «Alpilles», pour des entraînements conjoints aux différentes procédures d'appui feu. Par ailleurs, en termes de préparation opérationnelle interarmées, les équipages Reaper ne sont pas en reste. Depuis la base aérienne 709 de Cognac, ils apportent une véritable plus-value tactique à des manœuvres menées par les troupes de combat de l'armée de Terre. La première du genre a été expérimentée en septembre dernier, sur le camp de Mailly. *« Grâce à ses images de très haute qualité, le drone de surveillance Reaper a permis l'identification et la destruction simulée de véhicules ennemis par les troupes entraînées »*, expliquait alors le capitaine Jérémy, du centre d'entraînement au combat – 1^{er} bataillon de chasseurs. Et le lieutenant-colonel Pierre-Alain Ordas, chef de corps, ajoutait que *« l'utilisation du Reaper a permis aux militaires de s'entraîner au plus près de la réalité des opérations extérieures actuelles telles que Barkhane, dans la bande sahélo-saharienne. »*



Appui et projection

Également très courus, les avions de transport tactique et stratégique sont l'une des clés de voûte de la préparation opérationnelle interarmées. Indispensables à la construction et à la réalisation de la plupart des exercices, ces moyens permettent de projeter personnel et matériels des armées, en métropole comme à l'étranger. *«Ils multiplient les possibilités d'entraînement des unités dans des environnements variés et au contact d'armées étrangères»,* précise le colonel Pascal, commandant en second la brigade aérienne d'appui et projection. *Par ailleurs, les aéronefs tactiques sont nécessaires à la mise en œuvre de modes d'action spécifiques, en appui de la préparation opérationnelle des unités conventionnelles et spéciales des armées.»* L'emploi de C160, C-130, A400M ou Casa permet ainsi à l'ensemble des forces entraînées de se rompre aux opérations aéroportées, des posés d'assaut aux infiltrations sous voile. Côté hélicoptères, les équipages prennent part à de nombreux exercices interarmées, d'envergure nationale, voire multinationale, ou organisés ponctuellement pour répondre au juste besoin des différentes unités. Aérocordage, missions de reconnaissance, ouverture d'itinéraire, préparation des interventions *Search and Rescue*, préparation aux opérations spéciales. Les capacités offertes par les moyens de l'Armée de l'air au profit des autres armées, de la gendarmerie nationale ou encore de la sécurité civile sont nombreuses. Cette coopération s'illustre également à travers le contre-terrorisme maritime. *«Ces partenariats entre les armées permettent d'édifier une défense efficace, flexible et réactive, toujours plus concrète et proche des Français»,* poursuit le colonel Pascal. C'est ainsi que les hélicoptères Puma et Caracal de l'Armée de l'air préparent tout au long de l'année des modes d'actions interarmées visant à contrer des attaques terroristes sur le sol national. Des manœuvres de projection de commandos du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) et d'interception de véhicules, aux assauts de bateaux en pleine mer, les exercices récurrents avec les autres armées et la gendarmerie nationale permettent de garantir une capacité d'action unique.

Des partenariats gagnant-gagnant

Autre bel exemple de préparation commune, l'exercice «Orage d'Acier». Les opérateurs du CPA 30 et du 2^e régiment étranger parachutiste se retrouvent chaque année pour peaufiner ensemble leurs techniques, tactiques et procédures d'insertion, de désinsertion et d'appui (aérolargage, posé d'assaut, aérocordage, largage de colis, etc.), de combat en zone urbaine ou de tirs spécialisés. *«L'engagement de ces capacités a permis une acculturation réciproque des opérateurs des deux armées et la validation de référentiels d'entraînement terre et air»,* note le général Philippe Landicheff. En 2019, une quarantaine d'exercices interarmées sont organisés alternativement par les trois armées. Un chiffre amené à progresser en fonction des besoins de chacun. Comme l'armée de Terre et la Marine nationale ont besoin des moyens «air» pour atteindre leurs objectifs, en entraînement comme en opérations, l'Armée de l'air est demandeuse de moyens «terre» et «mer» pour entraîner ses équipages ou ses commandos parachutistes et ainsi faire évoluer ses concepts d'emploi. Une coopération éprouvée quotidiennement sur les théâtres d'opérations.

Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

Un tutorat Plan égalité des chances à l'École de l'air

Mise à jour : 22/03/2019 – Direction : Armée de l'air

Les élèves officiers de la promotion EA 2017, tuteurs du dispositif Plan égalité des chances de l'École de l'air, ont la charge de l'organisation et de l'encadrement des séances de baptêmes de vol au profit de lycéens de classes de 1^{re} des lycées Émile Zola d'Aix-en-Provence, Adam de Craponne de Salon-de-Provence et Antoine de St Exupéry de Marseille 15^e. Dans ce cadre, trois jours ont été consacrés à ces baptêmes de vol, les mercredis 27 février, 06 et 13 mars 2019.



Depuis l'année 2008 et la mise en œuvre d'un protocole d'accord entre le ministère de la Défense et le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, les élèves officiers de l'Armée de l'air (EOAA) ont mis en œuvre une opération de tutorat Plan égalité des chances avec différents établissements d'enseignement secondaire sélectionnés par le rectorat de l'académie d'Aix-Marseille. L'École de l'air contribue ainsi activement à l'effort en vue d'une plus grande diversité sociale dans l'accès aux études supérieures. Le tutorat PEC (Plan égalité des chances) de l'École de l'air est basé sur l'accompagnement, par des élèves officiers, de lycéens choisis par la direction de leur établissement au regard de leur potentiel, de leur environnement social et de leur motivation. Les élèves officiers issus des trois promotions de l'École de l'Air sont ainsi mis à contribution pour jouer, auprès des jeunes lycéens, le rôle de parrain qui a vocation à établir un lien fraternel et généreux avec ces jeunes. Les élèves officiers sont recrutés sur la base du volontariat. Aidés et soutenus par leur encadrement, les élèves officiers tuteurs assurent leur mission auprès des lycéens tout au long de leur scolarité.



Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

Concert de gala de la Musique de l'air

Mise à jour : 22/03/2019 – Direction : Armée de l'air

Mardi 19 mars 2019, la Musique de l'air donnait son traditionnel concert de gala au Palais des arts et des congrès d'Issy-les-Moulineaux. Cette année encore, l'orchestre était placé sous la baguette de son chef, le colonel Claude Kesmaecker.



Présidé par le général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'Armée de l'air (CEMAA), le concert était donné au profit de la Fondation des œuvres sociales de l'air (FOSA). Aux côtés du CEMAA, le général Olivier Taprest, major général de l'Armée de l'air (MGAA), a ainsi pu apprécier le programme sur le thème de la Seconde Guerre mondiale proposé cette année. Les musiciens de

l'orchestre ont repris des œuvres de compositeurs aussi connus que John Williams, Léonard Bernstein ou encore Christian Lindberg. Les recettes de la soirée seront intégralement reversées à la FOSA.

Depuis plus de 80 ans, la FOSA apporte son soutien à l'ensemble des aviateurs dans les moments les plus graves de la vie. Trois chiffres clés de l'entraide de la fondation : 500 000 € par an d'aides aux aviateurs et à leurs familles, plus de 300 orphelins soutenus et plus de 100 familles aidées. La fondation complète dans la durée l'action des organismes sociaux de l'État.



Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

Des avions de l'US Air Force sur la BA 123 d'Orléans

Mise à jour : 22/03/2019 – Direction : Armée de l'air

Les 18 et 19 mars 2019, la plateforme de la base aérienne 123 «Commandant Charles Paoli» d'Orléans-Bricy a accueilli deux C-130J Super Hercules de l'US Air Force.



L'escadron de transport 2/61 «Franche-Comté» recevait des équipages de la 86th Air Wing de l'US Air Force, stationnée à Ramstein, en Allemagne, dans le cadre de l'entretien conjoint de qualifications d'aérolargage. Une vingtaine de membres d'équipages américains, pilotes et *loadmasters*, se sont entraînés aux côtés de leurs homologues français au largage CDS (*Container Delivery System*), au vol en formation mixte à basse altitude et au posé tactique sur piste sommaire.

Ce type d'échange participe au renforcement des liens bilatéraux de la France avec ses principaux alliés et conforte le rôle de référent de l'Armée de l'air en matière de transport aérien militaire. Au-travers de coopérations internationales, la base aérienne 123 s'inscrit dans la volonté de l'Armée de l'air de jouer un rôle moteur en Europe grâce au large spectre de ses capacités et à sa grande expérience en opérations.



Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

Le Phénix officiellement navigable

Mise à jour : 22/03/2019 – Direction : Armée de l'air

Lundi 18 mars, une cérémonie marquait, sur la base aérienne 107 de Villacoublay, l'obtention des certificats de navigabilité de l'A330 Phénix, cinq mois après la livraison du premier avion stratégique polyvalent à l'Armée de l'air en octobre dernier. Cet événement était organisé par le commandement des forces aériennes stratégiques (CFAS), détenteur de l'appareil, et la Direction de la sécurité aéronautique d'État (DSAé), autorité de délivrance des certificats.



Ces homologations, garantes de la sécurité des vols, sont «*un jalon important et visible de l'intégration d'un tel appareil dans nos forces*», s'est félicité le général de corps aérien Bruno Maigret, commandant des FAS. Saluant le travail de l'ensemble des acteurs – dont le centre d'expertise aérienne militaire (CEAM), les équipes de la Direction de la maintenance aéronautique (DMAé) et de la Délégation générale de l'armement (DGA), il a rappelé toute l'importance du remplaçant du C-135 qui «*permettra à la France de continuer à assurer sa mission de dissuasion pendant les décennies à venir.*»

Le Phénix est un véritable atout, non seulement pour l'Armée de l'air, mais pour la défense en général : si la dissuasion reste la mission première des ravitailleurs, le Phénix permettra aussi d'assurer, sans discontinuité et avec des performances substantiellement accrues, les missions de ravitaillement en vol des capacités conventionnelles, de transport de personnel et de fret, d'évacuation aéromédicalisée et de relais de communication et de renseignement.

Selon la Loi de programmation militaire 2019-2025, l'Armée de l'air sera à terme dotée de 15 A330 Phénix, dont la ministre des Armées a souhaité accélérer les livraisons pour que 12 soient opérationnels dès 2023, soit deux ans plus tôt que prévu.

Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

9 millions de \$: c'est le coût de la facture pour armer les drones Reaper français

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 23.03.2019 Par Philippe Chapleau



Coïncidence... Dans un post de vendredi (lire [ici](#)), je faisais un point sur les *Reaper* européens et je terminais par les drones français qui vont être armés.

Vendredi soir, le Pentagone a diffusé sa livraison quotidienne d'avis de marché et dans la liste figurait l'avis suivant:

General Atomics Aeronautical Systems Inc., Poway, California, has been awarded a not-to-exceed \$8,925,748 undefinitized contract action for the France MQ-9 Block 1 Weapons integration effort. This contract provides for the production and integration of weapons kits onto the French Air Force MQ-9 Block 1 aircraft. Work will be performed in Poway, California, and is expected to be complete by Sept. 30, 2020. This contract involves 100 percent foreign military sales to France. Foreign military sales funds in the amount of \$4,373,617 are being obligated at the time of award. Air Force Life Cycle Management Center, Wright-Patterson Air Force Base, Ohio, is the contracting activity (FA8620-19-F-2388).



Rien de surprenant, il ne s'agit que du marché attribué à GAAS pour reconfigurer les *Reaper* français (les Block 1) et permettre de les armer. Ce travail est facturé près de 9 millions de dollars et sera réalisé d'ici à septembre 2020.

Les deux systèmes de drones *Reaper* MQ-9 (soit 6 drones) commandés l'an dernier et livrable en 2020 seront au standard Block 5, donc armables.

Actuellement, l'armée de l'air aligne 5 *Reaper*, l'un ayant été perdu au Niger en fin d'année dernière.

d – Gendarmerie Nationale

Le centre de coopération policière et douanière de Kehl a fêté ses 20 ans !

Accueil Actualités 2019 <https://www.gendinfo.fr/> 19 mars 2019 - Par la capitaine Gaëlle Pupin



Le Centre de coopération policière et douanière (CCPD) de Kehl (Allemagne) a organisé, jeudi 14 mars, une cérémonie, en présence de nombreuses autorités françaises et allemandes, pour marquer ses 20 ans d'existence. L'occasion de rappeler l'importance que revêt la coopération transfrontalière pour la sécurité des citoyens européens.

Pour célébrer cet événement, présidé conjointement par le ministre de l'Intérieur du Land de Bade-Wurtemberg et par le préfet de la région Grand-Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est et préfet du Bas-Rhin, représenté par monsieur le directeur de cabinet, de nombreuses autorités étaient présentes, notamment des élus locaux, fédéraux et européens, ainsi que des magistrats, sans oublier les représentants des services de la gendarmerie, de la police et de la douane.

Au gré de leurs discours, les autorités allemandes et françaises ont souligné le travail accompli par le CCPD et ont tenu à remercier l'ensemble des personnels pour l'engagement manifesté avec constance, depuis maintenant 20 ans, au service de la sécurité des concitoyens vivants des deux côtés de la frontière.

Dans son allocution, Dominique Schuffenecker, directeur de cabinet du Préfet, représentant Jean-Luc Marx, Préfet de la Région Grand Est, a notamment souligné qu'en 20 ans, le CCPD était devenu un acteur incontournable des services de police et de douane des deux pays.

20 ans d'échanges d'informations

Né des accords de Schengen et des dispositions de l'accord bilatéral signé le 9 octobre 1997 à Mondorf-les-Bains (Luxembourg), le CCPD de Kehl est une structure interministérielle au service de la sécurité des citoyens allemands et français.

Le centre a ouvert ses portes le 10 mai 1999 à Offenburg (Allemagne), avant d'être transféré, le 16 décembre 2002, dans le port de Kehl, à proximité immédiate de la frontière française. Constitué de 24 personnels français (dont 13 en provenance de la police nationale, 5 de la gendarmerie nationale et 6 des douanes) et de 31 personnels issus de la Police du Land de Bade-

Wurtemberg, il a pour mission de recueillir et d'échanger les informations policières et douanières, dans le cadre de la petite et moyenne délinquance à caractère frontalier, des trafics illicites, de la lutte contre l'immigration irrégulière et des infractions s'y rapportant.

Les missions principales du CCPD reposent sur l'échange et la diffusion des informations entre les divers services policiers et douaniers, œuvrant aussi bien dans la zone frontalière qu'en dehors. En raison de sa disponibilité H.24 et de ses compétences techniques reconnues, le CCPD joue un rôle majeur dans la lutte contre la délinquance transfrontalière et le contrôle des flux.

Alors qu'à sa création, seules les unités de la zone Mondorf (départements de Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin / Land de Sarre, Sud du Land Rhénanie Palatinat, Ouest du Land de Bade Wurtemberg) saisissaient le CCPD, aujourd'hui, 60 % des 20 400 demandes annuelles (chiffres 2018) proviennent d'unités extérieures à la dite zone.

20 ans de lutte contre la délinquance

S'agissant de la délinquance transfrontalière, la cellule d'entraide judiciaire, dont les Officiers de police judiciaire (OPJ) sont habilités par la Cour d'Appel de Colmar, fait figure de référence, notamment dans la préparation et le suivi des observations transfrontalières, comme dans son rôle de conseil au profit des magistrats lors de l'établissement des mandats européens. Ce rôle lui vaut d'intervenir également dans des cursus de formation au profit d'OPJ ou autres élèves policiers ou gendarmes, ainsi que pour coordonner des réunions binationales d'enquêteurs.

Concernant le contrôle des flux, les experts de la cellule fraude documentaire/immigration sont également fortement sollicités, que ce soit pour des vérifications de titres et documents ou pour des interventions dans le cadre d'instruction au profit de services opérationnels.

Particulièrement efficient dans la lutte contre la délinquance itinérante Est-européenne et la lutte contre le vol et le recel de véhicules de tous types (véhicules légers, engins de chantier et agricoles, bateaux, etc.), le CCPD joue également un rôle actif lors des différentes décisions de rétablissement des contrôles aux frontières prises par l'Allemagne ou la France, en œuvrant à l'échange d'informations, notamment en organisant des réunions de coordination entre les autorités des deux pays.

Après les attentats perpétrés à Paris, Berlin et sur le marché de Noël de Strasbourg, en décembre 2018, le CCPD a par exemple assuré un rôle d'interface entre la police fédérale, la police aux frontières et la gendarmerie dans les trois départements bordant le territoire allemand, permettant un rétablissement des contrôles frontières dans un temps très proche de la commission des faits.

Depuis sa création, le centre a toujours été mobilisé dans le cadre du suivi d'événements particuliers. Du sommet de l'OTAN en 2009 à l'attentat de Strasbourg en 2018, en passant par les funérailles de l'ancien chancelier Helmut Kohl ou par le mouvement des gilets jaunes, il est en capacité de monter en puissance, sans délai, pour assurer le recueil et la transmission des renseignements de part et d'autre de la frontière, ou de se positionner en tant que conseil pour les autorités administratives et judiciaires ainsi qu'au profit des chefs opérationnels.

Dix autres CCPD à la frontière française

La France est partie prenante dans dix CCPD : Tournai (Belgique), Luxembourg, Kehl (Allemagne), Genève (Suisse), Modane (France – 73), Vintimille (France – 06), Le Perthus (France – 66), Melles-Pont-du-Roy (France-31), Hendaye (France-64) et Canfranc (Espagne).



© LKA - Stuttgart

Graves incidents samedi à Paris : les gendarmes réagissent et proposent !

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 18 mars 2019 A la une, Opérationnel Propos recueillis par D.C et PMG



Le défenseur des droits a été saisi sur le maintien de l'ordre (Photo illustration M.G)

C'est le Premier ministre qui le dit. Le dispositif de maintien de l'ordre déployé lors de l'acte XVIII des Gilets jaunes a "*mis en évidence des insuffisances*", a-t-il reconnu ce dimanche à l'issue d'une réunion consacrée aux dégradations commises la veille sur les Champs-Élysées.



[franceinfo](#)

✓ [@franceinfo](#)

"Gilets jaunes" : "des choses ont échappé" au préfet Michel Delpuech, selon Christophe Castaner https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/gilets-jaunes/gilets-jaunes-des-choses-ont-echappe-au-prefet-michel-delpuech-selon-christophe-castaner_3239431.html ...

[14](#)

[00:24 - 19 mars 2019](#)

<https://platform.twitter.com/widgets.js>

Lundi en fin d'après-midi, il a énuméré lors d'un point de presse, plusieurs mesures dont le limogeage – dans l'air depuis l'affaire Benalla- du préfet de police Michel Delpuech et son remplacement par le préfet de Nouvelle-Aquitaine Didier Lallement. Le chef du gouvernement a par ailleurs dénoncé "*des consignes inappropriées*" dans l'usage des lanceurs de balles de défense (LBD) samedi à Paris.

Les mesures annoncées par le Premier ministre

Les manifestations de "gilets jaunes" seront interdites dans plusieurs quartiers de France, dont les Champs-Élysées saccagés samedi, si des "éléments ultras" sont présents.

"Nous interdirons les manifestations se revendiquant des Gilets jaunes dans les quartiers qui ont été les plus touchés dès lors que nous aurons connaissance de la présence d'éléments ultras et de leur volonté de casser. Je pense bien évidemment aux Champs-Élysées à Paris, à la place Pey-Berland à Bordeaux, à la place du Capitole à Toulouse où nous procéderons à la dispersion immédiate de tous les attroupements", a-t-il détaillé.

Le locataire de Matignon a aussi annoncé l'augmentation "*très nette*" du montant de la contravention pour participation à une manifestation interdite. Actuellement de 38 euros, l'amende passera à 135 euros.

Autre décision, il demande à ce que les "*éventuels appels à la violence émanant de personnalités du mouvement soient systématiquement signalées à la justice par le ministère de l'Intérieur*".

Par ailleurs, les commissions des Lois et des Affaires économiques du Sénat ont décidé d'auditionner les ministres de l'Intérieur et de l'Économie ce mardi par pour s'expliquer sur ces violences *"d'une réelle gravité"*.

Les parlementaires interrogeront les deux ministres notamment *"sur les moyens mis en place pour faire face à ces troubles et sur les conséquences de ces nouvelles dégradations sur la situation du commerce et l'attractivité économique de notre pays"*.

Vendredi, à Saint-Astier à l'occasion des 50 ans du centre de maintien de l'ordre des gendarmes, Christophe Castaner avait annoncé un nouveau schéma de maintien de l'ordre.

Selon les informations de *L'Essor*, la *"doctrine du maintien de l'ordre (suprématie de l'autorité civile, riposte graduée, maintien à distance, uniquement du ressort des unités spécialisées) ne va pas changer. Ce qui peut changer, ce sont les modes d'action en fonction des lieux. Un collège d'experts réunira responsables de la Police et de la Gendarmerie, hauts fonctionnaires, comme des préfets et chercheurs-sociologues qui connaissent le sujet"*.

A la suite de ces incidents qui ont vu des casseurs détruire des magasins mais aussi s'attaquer à des gendarmes mobiles en tentant même d'incendier un véhicule Irisbus, L'Essor a sollicité des réactions de gendarmes ou anciens gendarmes.

Général (2S) Bertrand Cavallier, expert du maintien et du rétablissement de l'ordre



Bertrand Cavallier (Photo MG/L'Essor)

Bertrand Cavallier, ex-commandant du Centre national d'entraînement des forces de gendarmerie (CNEFG) de Saint Astier et spécialiste reconnu du maintien de l'ordre, propose deux pistes :

1 : *"Il faut absolument une montée en puissance de l'Etat pour lutter contre les groupes ultra-violents à base d'anticipation, de renseignements et de judiciarisation. Il faudrait pouvoir qualifier ces violences "de violences en bande organisée."*

2/ *"Il faut réformer la Préfecture de police de Paris (PP) qui est hyper centralisée et trop figée. Donner plus de latitude aux échelons intermédiaires de la PP qui sont court-circuités. Les CRS et les EGM le demandent depuis 30 ans"*

Henri Leroy, sénateur (LR-Alpes-Maritimes) ancien officier de Gendarmerie



Le sénateur Henri Leroy (Crédit photo: GT/ L'Essor)

Le sénateur Henri Leroy, sera l'un des membres de la commission des lois qui vont auditionner ce mardi 19 mars Christophe Castaner. Il va lui demander *"si la configuration des forces mobiles samedi répondait à la situation"*. Mais pour lui, la réponse est non. *"Le feu sur les Champs-Élysées, on n'avait jamais vu ça, il faut passer en mode guérilla urbaine tel qu'on l'enseigne à Saint-Astier depuis sa création après Mai 68 et prendre des mesures radicales car il y a un danger"*

irrationnel. Si on laisse dégénérer cette guérilla urbaine, on va droit vers une guerre civile, et nous avons un exécutif incapable de maintenir l'ordre, c'est un appel d'air pour tous les casseurs d'Europe", assène le parlementaire, co-rédacteur de la loi anti casseurs. A ce sujet, "il regrette que le président de la République ait saisi le conseil constitutionnel pour cette loi qui, si elle avait été en vigueur samedi, aurait limité la casse". C'est un très mauvais message aux forces de l'ordre" estime-t-il.



[Henri Leroy @hleroymandelieu](#)

Comment peut-on envisager que la loi Anti-Casseurs, votée définitivement au Sénat, puisse être inconstitutionnelle ? Elle apporte des réponses et entraîne des mesures fermes pour contrer les causes à l'origine de la dévastation du 16 mars sur les Champs - consultez ce texte 🔥

[6](#)

[12:28 - 17 mars 2019](#)

<https://platform.twitter.com/widgets.js>



19 juillet 2017 : séance de questions au Gouvernement, M. Jean-Louis Masson (Photo DR).

Jean-Louis Masson, député (LR-Var), ancien officier de Gendarmerie

Pour l'ancien officier de Gendarmerie qui siège au Palais-Bourbon, *"la solution est politique"*. Il se plaît à citer une phrase écrite sur un mur qui l'avait marqué lors d'une mission comme mobile en Nouvelle-Calédonie : *"Vous pouvez arrêter les insurgés, vous n'arrêterez pas l'insurrection"*. *"Choqué" par les violences sur les Champs-Élysées, il n'a pas de souvenir d'une telle situation depuis des décennies*. *"J'ai été commandant d'escadron, commandant de groupement opérationnel. Une fois, j'ai eu 14 escadrons et 6 CRS sous mes ordres, les forces de l'ordre sont capables de faire face, car elles savent faire"*, lance le parlementaire qui *"s'interroge sur les instructions, visiblement pas claires"*. *"A l'instar du Sénat, je souhaite que l'Assemblée nationale auditionne le ministre de l'Intérieur et qu'il n'y aura pas d'obstruction comme dans l'affaire Benalla car les parlementaires sont chargés du contrôle de l'exécutif, il en va de la démocratie"*.



Ancien membre du GIGN, le chef d'escadron (ER) Daniel Cerdan confie ses années passées au sein de l'unité d'élite
(Crédit photo: MG/ L'Essor)

Daniel Cerdan, président de l'UNPRG Paris

"Pour le maintien de l'ordre, la balle est dans le camp du gouvernement, Paris est indéfendable avec le peu de forces de l'ordre en sachant qu'il y a toujours 3/4 de gendarmes pour 1/4 de policiers", analyse au nom de l'UNPRG, cet ancien du GIGN qui a aussi servi dans la Garde Républicaine. "Oui, les gendarmes morflent, mais ils tiennent le coup car ils se reconditionnent la semaine pour être prêts le samedi", explique Daniel Cerdan. Il loue "le professionnalisme des gendarmes" et ne digère pas l'attitude "des syndicats de police qui sont toujours en train de se plaindre et qui nous critiquent en réclamant les mêmes avantages que nous, mais sans les inconvénients".

Gendarme Ludovic Lacipière, vice-président Gendarmerie mobile de l'APNM Gendarmes & Citoyens.



Ludovic Lacipière (Photo Gendarmes & Citoyens)

Présent samedi avec son escadron de Hyères (22/6), le gendarme Ludovic Lacipière, vice-président de l'APNM Gendarmes & Citoyens, a vécu de très près les événements et peut parler, en connaissance de cause, de l'état d'esprit des "Moblos" après cet acte XVIII.

"Nous nous demandons surtout quand ça va s'arrêter, non pas parce que nous sommes fatigués, mais parce que nous sommes entrés dans une routine en sachant que chaque samedi, on va encore avoir en face de nous des gens qui veulent nous affronter", témoigne ce gendarme. Il se fait l'interprète de ses camarades pour "obtenir plus de droits dans l'exercice de leur mission, plus de sanctions pour les agresseurs de gendarmes et les casseurs et surtout être moins mis en cause par certains hommes politiques, la justice et les médias". "Dès qu'on utilise un LBD, nous sommes mis en cause, il y a beaucoup de désinformation sur les réseaux sociaux afin de nous prendre en défaut, des vidéos qui sont des manipulations, c'est lassant à la fin", lâche ce mobile qui regrette "le manque de soutien de la population". Quant aux consignes pour réduire l'usage du LBD, dénoncées par les syndicats de police, il est formel : "Aucune consigne chez les gendarmes de la part de notre hiérarchie".

L'association de golf de la police nationale remet 13 175 euros à la gendarmerie

Accueil Actualités 2019 <https://www.gendinfo.fr/> 19 mars 2019 - Par la commandant Céline Morin



Chaque année, l'association de golf de la police nationale offre une contribution financière, récoltée lors de manifestations sportives, de manière alternée à la Fondation Maison de la gendarmerie et aux œuvres des orphelins de la police nationale. Ce mardi 19 mars, le président de l'association a remis un chèque de 13 175 euros au président de la Fondation.

En sa qualité de président de la Fondation Maison de la gendarmerie depuis le 11 décembre dernier, le général de division (2S) Jean-Jacques Taché s'est vu remettre, ce mardi 19 mars, un chèque de 13 175 euros par le président de l'Association de golf de la police nationale (AGPN), Gérard Bertinetti, également colonel de la réserve citoyenne.

Cette remise officielle s'est effectuée à la direction générale de la gendarmerie nationale, sous l'égide du général d'armée Richard Lizurey, en présence notamment de Laurence Derrua, capitaine de l'équipe de l'AGPN, du colonel Olivier Dubois, vice-président du GAGN (Golf Association de la gendarmerie nationale), représentant le général de corps d'armée Éric-Pierre Molowa, de membres du staff de l'AGPN et de nombreux partenaires.

Cette somme a été récoltée à l'occasion des Internationaux de France de golf des forces de sécurité, organisés par l'AGPN, du 1^{er} au 5 octobre 2018, au golf Belle Dune, dans la Baie de Somme, et auxquels participaient notamment les membres du GAGN.

Du golf solidaire

Chaque année, l'AGPN organise une manifestation sportive lui permettant de récolter des dons afin d'offrir une contribution financière, de manière alternée, aux œuvres des orphelins de la police nationale et à la fondation Maison de la gendarmerie. En janvier 2017, l'AGPN avait ainsi déjà remis un chèque de 10 380 € au profit de la gendarmerie. La prochaine compétition sportive, désormais baptisée « Golf solidaire », se déroulera le 19 septembre prochain. Ses bénéfices iront à Orpheopolis.

Le directeur général a remercié les membres de l'association pour ce geste et « cet esprit de solidarité », qui revêt une résonance d'autant plus particulière que la gendarmerie fête cette année ses dix ans de présence au sein du ministère de l'Intérieur.

3 millions d'euros redistribués en 2018 par la Fondation

C'est grâce aux dons qu'elle reçoit et aux souscriptions de ses membres, que la Fondation Maison de la gendarmerie peut mener à bien ses missions quotidiennes au profit des orphelins, des veuves et veufs et des blessés en service de l'Institution. En 2018, elle a ainsi pu redistribuer près de 3 millions d'euros.

Cette somme de 13 175 euros permettra également à la Fondation de poursuivre ses objectifs dans le domaine de la reconstruction et de la resocialisation des blessés par le sport.

« C'est un dispositif que nous développons depuis maintenant deux ans et je souhaite que nous accentuions nos efforts dans ce domaine, présente le GDI (2S) Taché. Nous comptons de plus en plus de gendarmes blessés en service, et notre rôle, à la Fondation, c'est de les soutenir et de les accompagner. »

Après les Champs-Élysées, des gendarmes accusent

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 20 mars 2019 A la une, Opérationnel Mériadec Raffray



Logo Préfecture de Police Paris

Décisions préparatoires surprenantes, choix tactiques erronés : aux ordres de la Préfecture de police de Paris, les spécialistes du maintien de l'ordre refusent d'être les boucs émissaires du fiasco face aux Gilets jaunes.

Au lendemain du bilan calamiteux (une centaine de commerces dégradés, incendiés ou pillés) sur les Champs-Élysées, lors de la manifestation des Gilets jaunes à Paris, ce samedi 16 mars, les professionnels du maintien de l'ordre sont remontés. « On va encore incriminer la doctrine du

maintien de l'ordre, on va à nouveau nous demander en urgence des mesures pour alimenter un nouveau plan. Or on sait tous quelles sont les raisons fondamentales de l'échec de samedi », lâche un haut responsable.

Un constat assumé dès lundi matin par Laurent Nuñez, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur. Reconnaisant un *“échec”* et évoquant des *“dysfonctionnements”* dans la *“chaîne de commandement”* et le *“positionnement des forces”*, il a pointé du doigt la Préfecture de police (PP) de Paris. Quelques heures plus tard, son patron, le préfet Michel Delpuech est limogé. Un départ suivi de celui de deux autres responsables de la PP. Trois fusibles ont donc sauté. Cela suffira-t-il à modifier la donne ?

La manifestation des Gilets jaunes du 16 mars a tourné au fiasco pour le maintien de l'ordre. En raison, certes, de la présence des 1.500 black blocs et autres ultras de gauche anti systèmes, mais pas seulement. *« Dispositif inadapté », « pilotage inapproprié », accusent les gendarmes spécialistes du maintien de l'ordre.*

Les problèmes surgissent dès la phase préparatoire. En début de semaine, au vu des renseignements collectés et du ton des Gilets jaunes, les états-majors spécialisés élaborent un dispositif musclé. Ils proposent de placer dans la capitale 34 escadrons de gendarmes mobiles (EGM), 12 compagnies républicaines de sécurité (CRS) et de constituer une force en réserve.

Dans le courant de la semaine, l'Unité de coordination des forces mobiles (UCFM) donne l'ordre aux gendarmes de mettre au repos leurs 9 escadrons mis en réserve. Résultat, samedi, ils doivent rapatrier en urgence vers la capitale 4 escadrons en mission dans le nord de la France pour faire face au regain de violence.

Dans la *« zone rouge »*, il est décidé de sanctuariser le triangle Concorde-Elysée comme chaque samedi. De plus, deux lignes de défense statique sont formées : l'une en protection de l'Arc de Triomphe, en haut des Champs-Élysées, l'autre barrant la plus belle avenue du monde à hauteur du rond-point, au milieu de l'avenue.

Le jour J, un groupe de Gilets jaunes, auxquels se mêlent des participants à la Marche pour le climat égarés, se retrouvent coincés entre les deux. Sans issue de sortie possible, la tension monte vite. Ils essuient les tirs de grenades lacrymogènes lancées de part et d'autre. *“A l'inverse de la doctrine de maintien de l'ordre en Gendarmerie qui prévoit toujours une porte de sortie pour les manifestants, on les a encagés »,* déplore un officier présent dans le dispositif. *« Au bout d'un moment, ils s'en sont pris aux boutiques sur les côtés, où les forces de sécurité étaient quasi inexistantes, ce qui n'est pas étonnant au regard du volume global mobilisé et de l'importance donnée aux points statiques”.*

Un officier supérieur ajoute : *“Cela fait des semaines que la Direction de l'ordre public et de la sécurité de la préfecture de Police nous impose son dispositif de l'encagement. On doit reculer pour éviter les drames car la violence des ultras est énorme. Un jour, ça se terminera mal, on aura un mort d'un côté ou de l'autre”.*

Les gendarmes s'interrogent, enfin, sur la présence massive des casseurs et activistes avec leurs équipements dans la manifestation. Cette fois, le renseignement aurait bien détecté l'ampleur de la menace, et alerté les autorités sans détour. Pourtant, contrairement aux manifestations de la fin de l'année, aucun dispositif ne semble avoir été prévu, ni consigne donnée, pour intercepter et fouiller les individus suspects en amont de la zone rouge. Cela pourrait être l'une des conséquences du tempo anormalement lent, ce samedi matin, avec lequel se serait effectuée la mise en place des unités de police parisienne réquisitionnées en complément des spécialistes du maintien de l'ordre déployés sur les points de défense majeurs, *« comme si leurs autorités n'avaient pas vraiment perçu le menace à son juste niveau »,* suggère un observateur bien placé...

Formation des élèves gendarmes : des changements dans les matières et les coefficients

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 22 mars 2019 A la une, Officiel D.C



La formation des sous-officiers s'appuie majoritairement sur la pratique. Quant à la partie théorique, elle est évaluée en continue à l'aide d'un logiciel appelé "hyperplanning". Ce logiciel facilite également la gestion des salles de cours et des emplois du temps. Crédit : M.Guyot/Essor.

Un arrêté modifiant conditions de déroulement de la période de formation initiale des militaires engagés en qualité d'élèves gendarmes a été publiée au Journal officiel du 21 mars 2019.

Certaines matières enseignées et évaluées par des contrôles continus changent ainsi que certains coefficients.

Ainsi dans les épreuves apparaît notamment le "contact de proximité et numérique", une matière en phase avec la police de sécurité du quotidien (PSQ) et les évolutions dans le domaine du numérique de l'Arme.

Sur le fond, pas de grand changement dans la formation, mais cette dernière a été rationalisée avec un tronc commun de 7 mois et des modules à la carte pendant un mois.

Les prochaines promotions des écoles vont appliquer ce nouveau programme qui comprend aussi des "techniques d'optimisation du potentiel" (TOP) avec des gendarmes instructeurs qui ont été formés par l'armée de Terre. Il s'agit de donner davantage de résilience aux gendarmes et notamment à les préparer psychologiquement à des situations traumatisantes ou stressantes comme l'annonce de la mort à une famille.

Enfin, pour se voir attribuer le certificat d'aptitude Gendarmerie, il faudra désormais être titulaire du brevet de natation (50 mètres).

Arrêté du 14 mars 2019 modifiant l'arrêté du 23 mai 2016 fixant les conditions de déroulement de la période de formation initiale des militaires engagés en qualité d'élèves gendarmes

Précédentes dispositions de 2016

Programme de l'examen de fin de première phase et de l'examen final les épreuves de l'examen de fin de première phase portent sur les matières suivantes : – formation militaire générale (coefficient 7) ; – formation spécifique techniques d'intervention (coefficient 3) ; – sport (coefficient 3) ; – techniques de communication (coefficient 3). Les épreuves de l'examen final, en fin de deuxième phase, portent sur les matières suivantes : – formation militaire générale (coefficient 3) ; – formation spécifique techniques d'intervention (coefficient 7) ; – appropriation territoriale (coefficient 10) ; – moyens de lutte contre la délinquance (coefficient 10) ; – sport (coefficient 7) ; – techniques de communication (coefficient 7).

La ministre des armées,

Vu l'arrêté du 23 mai 2016 fixant les conditions de déroulement de la période de formation initiale des militaires engagés en qualité d'élèves gendarmes ;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur en date du 31 janvier 2019,

Arrête :

Section 1 : Dispositions modifiant l'arrêté du 23 mai 2016 fixant les conditions de déroulement de la période de formation initiale des militaires engagés en qualité d'élèves gendarmes

Le dernier alinéa de l'article 4 est remplacé par les dispositions suivantes :

“L'absence motivée de l'élève gendarme, notamment en raison de l'un des congés prévus aux articles L. 4138-2 et L. 4138-11 du code de la défense, et qui ne résulte pas d'une sanction disciplinaire, suspend la période probatoire.”

Au troisième alinéa de l'article 10, les mots : “deuxième alinéa” sont remplacés par les mots : “premier alinéa”.

Le premier alinéa de l'article 15 est remplacé par les dispositions suivantes :

” Art. 15.-Une commission d'instruction est instituée pour chaque compagnie d'élèves gendarmes. Présidée par le chef de la division de la formation ou son représentant, elle comprend le chef du département des compétences, le commandant de compagnie, les commandants de peloton de la compagnie et deux sous-officiers de la division de la formation dont un sous-officier d'un grade égal ou supérieur au grade d'adjudant.”

L'article 19 est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 19.-La prolongation de trois mois de la période de formation initiale, mentionnée à l'article 18, renouvelable dans la limite de la période probatoire :

“1° Est accordée à l'élève non titulaire du permis de conduire de catégorie B ou du brevet militaire de conduite ;” 2° Peut être accordée à l'élève dont le comportement général observé lors de la troisième phase ne donne pas les garanties nécessaires à l'accomplissement des fonctions de sous-officiers de gendarmerie.”

A l'article 20, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

” – être titulaire du brevet de natation (50 mètres). ”

L'annexe du même arrêté est remplacée par l'annexe du présent arrêté.

Section 2 : Dispositions finales

Les modifications du présent arrêté sont applicables aux élèves gendarmes admis en école de formation postérieurement à la date de son entrée en vigueur.

CONTRÔLE CONTINU

Au cours de la première phase, les matières sur lesquelles les élèves seront évalués au titre du contrôle continu sont :

- préparation militaire opérationnelle ;
- contact de proximité et numérique ;
- sécurité du gendarme en intervention.

Au cours de la deuxième phase de formation, les matières sur lesquelles les élèves sont évalués au titre du contrôle continu sont :

- préparation militaire opérationnelle ;
- contact de proximité et numérique ;
- sécurité du gendarme en intervention ;
- sécurité des territoires et des mobilités.

PROGRAMME DE L'EXAMEN DE FIN DE PREMIÈRE PHASE ET DE L'EXAMEN FINAL

Les épreuves de l'examen de fin de première phase portent sur les matières suivantes :

- préparation militaire opérationnelle (coefficient 8) ;
- contact de proximité et numérique (coefficient 3) ;
- sécurité du gendarme en intervention (coefficient 6).

Les épreuves de l'examen final, en fin de deuxième phase, portent sur les matières suivantes :

- préparation militaire opérationnelle (coefficient 4) ;
- contact de proximité et numérique (coefficient 10) ;
- sécurité du gendarme en intervention (coefficient 8) ;
- sécurité des territoires et des mobilités (coefficient 14).

CALCUL DE LA NOTE MOYENNE DE PREMIÈRE PHASE ET DE LA NOTE MOYENNE DE DEUXIÈME PHASE

La note moyenne de première phase est déterminée comme suit :

- note de contrôle continu (coefficient 5) ;
- note obtenue à l'examen de fin de première phase (coefficient 17) ;
- note d'aptitude de première phase (coefficient 8).

La note moyenne générale de deuxième phase est déterminée comme suit :

- note moyenne de première phase (coefficient 30) ;
- moyenne des notes de contrôle continu obtenues au cours de la deuxième phase (coefficient 14) ;
- note obtenues à l'examen de fin de deuxième phase (coefficient 36) ;
- la note d'aptitude finale (coefficient 20).

Les black blocs, fer de lance des violences lors des manifestations de Gilets jaunes

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 22 mars 2019 A la une, Société Pierre-Marie GIRAUD



Violences urbaines (Photo d'illustration M.G/L'Essor).

Combien seront-ils ce samedi 23 mars à Paris et dans d'autres grandes villes, ces fameux black blocs pour défier, à coups de pavés, de cocktails molotov et autres barres de fer, policiers et gendarmes lors de l'acte XIX des Gilets jaunes?

Le samedi 16 mars, lors de l'acte XVIII, ils étaient au moins un millier à Paris, tout de noir vêtus, le visage masqué, disséminés dans les cortèges de Gilets jaunes. Ils ont incendié, cassé, dévasté et pillé près de 120 commerces : du très chic restaurant Fouquet's aux kiosques de presse, en passant par les agences bancaires et les boutiques de vêtements.

Ce samedi 23 mars, le gouvernement ne veut pas revoir ces images d'émeutes urbaines sur les Champs-Élysées. Il va donc dérouler un plan encore plus robuste que les épisodes précédents.

Les gendarmes mobiles et les CRS seront plus réactifs pour faire respecter les interdictions de manifester qui seront prises dans certains quartiers, comme les Champs-Élysées à Paris ou dans d'autres villes. Ils seront également dégagés en partie des gardes statiques devant l'Élysée, le ministère de l'Intérieur ou l'Assemblée nationale, remplacés des militaires de l'Armée de terre de l'opération antiterrorisme Sentinelle. Le samedi 16, douze unités mobiles (EGM ou CRS) avaient été fixées à la protection de ces bâtiments symboliques alors qu'elles auraient pu apporter une aide substantielle à leurs collègues déployés sur la plus belle avenue du monde, finalement dévastée par les casseurs et les pilleurs.

Les unités mobiles seront également aidées par les compagnies d'intervention et les détachements d'action rapide (DAR), constitués de policiers des BRI et des BAC. Enfin, les lanceurs de balles de défense DE 40 mm, très contestés pour les blessures graves qu'ils peuvent infliger, seront davantage utilisés que lors de l'acte XVIII.

La grande inconnue reste le niveau de mobilisation des black blocs pour cette journée du 23 mars. Mais sont ces black blocs?

Eric Delbecque, expert en sécurité intérieure décrit ce mouvement dans un livre fouillé intitulé *“Les Ingouvernables. De l'extrême gauche utopiste à l'ultragauche violente. Plongée dans une France méconnue”* (éditions Grasset).

Ce colonel de la réserve citoyenne de la Gendarmerie, a livré son analyse à L'Essor.

“Les black blocs sont en fait une galaxie de groupuscules de l'ultragauche : anarchistes autonomes, anti fa (fascistes), syndicalistes à la culture révolutionnaire dure”, décrit Eric Delbecque.

“Ce n'est pas un mouvement centralisé avec une chaîne hiérarchique mais des petits groupes qui s'agrègent le temps des violences”, explique l'auteur. Il ajoute que l'ultradroite, présente lors des premières manifestations de Gilets jaunes, est *“relativement marginale par rapport aux black blocs”*.

Communiquant par messageries cryptées, ils utilisent aussi les réseaux sociaux pour se faire connaître par des vidéos mises très rapidement en ligne. *“La France, poursuit-il, en compte potentiellement entre 2.000 et 5.000, des chiffres que l'on retrouve dans certains autres pays européens comme l'Allemagne”*.

Ces black blocs sont *“très difficiles à infiltrer par la police”*. D'autant plus, relève Eric Delbecque que les moyens des services de renseignements, ont depuis 2015, été massivement redéployés vers la lutte antiterroriste.

“Les blacks blocs n'expriment aucune revendication mais témoignent d'une contestation radicale et violente de toute forme de pouvoir pour s'installer dans l'insurrection permanente”.

Leurs rangs sont formés d'une grande majorité d'hommes – il y a quelques femmes – âgés de 16-17 à 45-50 ans, issus de tous les milieux sociaux, *“réunis par une culture de la violence”*, précise-t-il.

“Ils sont en bonne forme physique et très mobiles”, assure Eric Delbecque, relatant *“la rapidité avec laquelle ils peuvent dépaver une rue sous la protection de guetteurs”*. La lutte contre les blacks blocs passent par le renseignement en anticipation, des interpellations plus nombreuses et davantage de judiciarisation, prône Eric Delbecque.

Concours de sous-officier de Gendarmerie d'octobre 2019 : les dates et les modalités

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 22 mars 2019 A la une, Brèves, Officiel



Cours généraux, marche au pas, habillement, connaissance des grades,...L'école de Gendarmerie vise à acquérir toutes ces connaissances théoriques et pratiques avant l'affectation des élèves en brigades. (Photo d'illustration/ M.Guyot/Essor).

Les dates et les modalités pour le concours de sous-officier, session d'octobre 2019, ont été publiées au Journal officiel de ce vendredi 22 mars.

Arrêté du 21 mars 2019 autorisant l'ouverture de concours pour le recrutement de sous-officiers de gendarmerie (session d'octobre 2019)

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 21 mars 2019 sont autorisés l'ouverture des concours prévus aux 1° et 2° de l'article 13-1 du décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie.

En application de l'article 4 de l'arrêté du 27 avril 2011 modifié fixant les programmes, les conditions d'organisation et de déroulement ainsi que les coefficients attribués aux différentes épreuves des concours prévus à l'article 13-1 du décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie, l'annexe I du présent arrêté fixe les modalités d'inscription des candidats.

L'autorisation de s'inscrire (par voie télématique ou par dépôt d'un dossier de candidature) court du 25 mars 2019 au 7 juin 2019 à minuit (heure de Paris) pour les concours prévus aux 1° et 2° de l'article 13-1 du décret susmentionné.

Le calendrier des épreuves est fixé en annexe II du présent arrêté. Les candidats inscrits aux concours reçoivent à l'adresse qu'ils ont indiquée lors de leur inscription, une convocation nominative indiquant la date, l'heure et le lieu des épreuves des concours.

Les candidats n'ayant pas reçu leur convocation au plus tard quinze jours francs avant la date de la première épreuve du concours doivent se rapprocher sans délai du centre de sélection et de concours désigné lors de leur inscription.

Les centres d'examen sont ainsi répartis :

1° Pour la phase d'admissibilité :

- en fonction du volume des candidats, un ou plusieurs sites en métropole (dont un en région Ile-de-France) ;
- en fonction du volume des candidats, un ou plusieurs sites par collectivité territoriale d'outre-mer pour les candidats résidant outre-mer.

2° Pour la phase d'admission : un site au moins dans chaque zone de défense et de sécurité pour la métropole et dans chaque collectivité territoriale d'outre-mer en fonction du volume de candidats admissibles.

3° Les candidats résidant à l'étranger seront rattachés au site métropolitain de leur choix ou, sur leur demande, au site d'une collectivité territoriale d'outre-mer.

Les candidats sont soumis à une visite d'expertise médicale initiale pour laquelle ils doivent se rendre disponibles.

Le jour de leur convocation pour les épreuves d'admission, les candidats déclarés admissibles devront fournir une copie des pièces justificatives dont la liste est fixée en annexe III :

- soit au centre de sélection et de concours dont ils relèvent, pour les candidats de métropole ;
- soit au centre de recrutement, concours et sélection dont ils relèvent, pour les candidats ultramarins.

Il appartient aux candidats militaires d'informer leur hiérarchie lors du dépôt d'une candidature en vue de l'admission par concours dans une école de sous-officiers de gendarmerie.

MODALITÉS D'INSCRIPTION

a) Par voie télématique sur le site internet du recrutement de la gendarmerie <http://www.lagendarmerierecrute.fr>, onglet "inscription", rubrique "sous-officier de gendarmerie", rubrique "inscription en ligne", "déposer un dossier", "sous-officier de gendarmerie", puis choisir soit la session du "premier concours" pour le concours prévu au 1° de l'article 13-1 du décret susvisé, soit la session du « deuxième concours » pour le concours prévu au 2° de l'article 13-1 du même décret.

La procédure d'inscription se déroule comme suit :

- le candidat indique son identité ainsi que les différents renseignements nécessaires à la constitution de son dossier de candidature ;
- des écrans informatifs guident le candidat tout au long du cheminement de la saisie des données et indiquent, à la fin de la saisie, les opérations à effectuer pour que la candidature soit regardée comme valable ainsi que l'adresse du service chargé de l'organisation du concours ;
- pour procéder à l'enregistrement de son inscription, un écran informatif présente de façon récapitulative les données saisies. Le candidat les vérifie, les confirme ou les modifie puis procède à l'enregistrement. Un écran informatif indique au candidat le numéro d'enregistrement qui lui est attribué. Ce numéro d'enregistrement sera nécessaire pour modifier ultérieurement, le cas échéant, les informations de son dossier de candidature. Une confirmation d'inscription est envoyée à chaque candidat à l'adresse électronique indiquée (exclusivement adresse courriel civile – les adresses professionnelles ne sont pas acceptées) lors de son inscription ;
- après l'enregistrement, le candidat peut encore modifier sa candidature jusqu'à la date de clôture des inscriptions ;
- durant la période d'inscription, le candidat peut à tout moment renoncer à sa candidature. Un candidat qui a renoncé à une candidature à l'un des concours et souhaite à nouveau déposer un dossier pour le même concours devra le faire après téléchargement du dossier en application du processus présenté au b) de cette annexe.

b) Dépôt d'un dossier de candidature :

Le dossier de candidature peut être soit téléchargé sur le site internet du recrutement de la gendarmerie <http://www.lagendarmerierecrute.fr>, soit retiré auprès d'une brigade de gendarmerie ou d'un centre d'information et de recrutement.

Le dossier d'inscription rempli doit être adressé pour la métropole au centre de sélection et de concours dont relève le candidat et, pour l'outre-mer, au centre de recrutement, concours et sélection dont relève le candidat (la liste des différents centres est disponible dans le dossier d'inscription).

Tout dossier déposé ou posté après le **7 juin 2019** à minuit (heure de Paris) pour les concours prévus aux 1° et 2° de l'article 13-1 du décret susvisé, ne pourra pas être pris en considération, le cachet de la poste faisant foi.

CALENDRIER DES ÉPREUVES

Les concours prévus aux 1° et 2° de l'article 13-1 du décret susvisé sont organisés dans les quatre zones géographiques suivantes :

1re zone : Antilles (Martinique et Guadeloupe), Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon ;

2e zone : métropole ;

3e zone : océan Indien (La Réunion et Mayotte) ;

4e zone : Pacifique (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna).

Le calendrier des épreuves de ces concours, dont l'ouverture est autorisée par le présent arrêté, est fixé dans les tableaux ci-dessous :

ÉPREUVES D'ADMISSIBILITÉ

1er concours : Épreuve de composition de culture générale

2e concours : Épreuve de connaissances professionnelles

1re zone

Début de la première épreuve le 3 octobre 2019 à 14 heures (heure de Cayenne)

2e zone

Début de la première épreuve le 3 octobre 2019 à 14 heures (heure de Paris)

3e zone

Début de la première épreuve le 3 octobre 2019 à 14 heures (heure de Saint-Denis)

4e zone

Début de la première épreuve le 3 octobre 2019 à 12 h 30 (date et heure de Nouméa)

ÉPREUVES D'ADMISSION(1) (2)

Pour les deux concours :

- Entretien avec le jury(3)
- Epreuve physique gendarmerie

Les candidats seront convoqués quatre demi-journées maximum pour les épreuves d'admission :

- **entre le 18 novembre 2019 et le 14 février 2020** (date de Paris) pour le concours prévu au 1° de l'article 13-1 du décret susvisé ;
- **entre le 17 février 2020 et le 13 mars 2020** (date de Paris) pour le concours prévu au 2° de l'article 13-1 du même décret.

(1) Lors de leur convocation pour les épreuves d'admission, les candidats sont soumis à des questionnaires psychométriques destinés à préparer leur entretien individuel avec un psychologue. Il ne s'agit pas d'épreuves du concours.

(2) Les candidats d'outre-mer sont invités à faire connaître leur choix quant aux modalités de déroulement des épreuves d'admission (par visioconférence ou déplacement en métropole) dès les épreuves d'admissibilité.

(3) L'entretien avec le jury comporte un entretien avec un psychologue et un entretien avec un groupe d'examineurs.

Annexe

LISTE DES PIÈCES À FOURNIR PAR LES CANDIDATS DÉCLARÉS ADMISSIBLES

1° Pièces communes aux deux concours :

- a) Une photocopie d'une pièce d'identité en cours de validité ;
- b) Une photocopie du certificat individuel de participation à la journée défense et citoyenneté (JDC) ou une photocopie du certificat de dispense à la JDC ;
- c) Une photocopie de la décision du bureau du service national reclassant apte le candidat, après saisine de la commission de réforme des militaires compétente, pour l'ancien militaire précédemment radié des cadres ou rayé des contrôles pour infirmité ou réformé définitivement depuis plus de deux ans ;
- d) Un certificat médical de moins d'un an mentionnant l'aptitude du candidat à subir l'épreuve sportive, pour les candidats civils ;
- e) Un certificat médical d'aptitude au service en cours de validité, pour les candidats militaires.

2° Pièces particulières au concours prévu au 1° de l'article 13-1 du décret susvisé :

- a) Une photocopie du diplôme le plus élevé avec, s'il s'agit d'un diplôme non délivré par l'éducation nationale, toutes les pièces nécessaires à justifier de son niveau d'inscription au répertoire national des certifications professionnelles prévu par les articles R. 335-12 et R. 335-23 du code de l'éducation ;
- b) Un curriculum vitae à présenter au jury lors de l'entretien.

3° Pièces particulières au concours prévu au 2° de l'article 13-1 du décret susvisé :

a) Une des pièces suivantes permettant de justifier que le candidat, autre que volontaire dans les armées en service au sein de la gendarmerie nationale(1), remplit l'une des conditions de service exigées pour s'inscrire :

- un état signalétique et des services militaires pour les réservistes de la gendarmerie nationale ;
- une fiche de synthèse des systèmes d'information des ressources humaines (SIRH) propre à chaque armée (ou état signalétique et des services militaires) justifiant d'au moins quatre ans de service en cette qualité au 1er janvier de l'année du concours pour les militaires des forces armées autres que la gendarmerie ;
- un état des services civils accomplis justifiant d'au moins un an de service en cette qualité au 1er janvier de l'année du concours pour les adjoints de sécurité de la police nationale ;
- une photocopie de l'attestation de l'autorité d'emploi justifiant d'au moins un an de service au 1er janvier de l'année du concours pour les adjoints de sécurité de la police nationale.

b) La copie de la dernière feuille de notes ou du dernier compte-rendu de l'entretien professionnel ;

c) Le dossier professionnel(2)(3), qui sera déposé ou transmis à l'adresse du centre de sélection et de concours ou du centre de recrutement, concours et sélection dont le candidat relève avant le 6 décembre 2019 à minuit :

- soit par voie électronique, l'heure d'envoi du message faisant foi ;
- soit par voie postale en lettre recommandée avec accusé de réception (A/R) ;
- soit en mains propres, contre récépissé.

Le modèle de ce dossier est à télécharger sur le site internet du recrutement de la gendarmerie <http://www.lagendarmerierecrute.fr>.

(1) Pour les candidats gendarmes adjoints volontaires, l'administration vérifie via Agorha dans leur fiche individuelle de renseignements qu'ils justifient d'au moins un an de service au 1er janvier de l'année du concours et de la détention du diplôme de gendarme adjoint.

(2) Le fait de ne pas respecter les formalités et délais de transmission du dossier professionnel entraîne l'élimination du candidat.

(3) Le jour de l'épreuve d'entretien avec le jury, aucun exemplaire du dossier professionnel ne sera remis au candidat. Il ne disposera pas dudit document durant l'épreuve.

Un avocat menace de saisir le juge d'application des peines si Dettinger n'indemnise pas les victimes!

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 22 mars 2019 A la une, Société D.C.



L'homme qui frappe les gendarmes est identifié comme un boxeur professionnel (capture d'écran Le Parisien)

La demande de l'ex-boxeur Christophe Dettinger et de sa femme pour obtenir plus de 3 millions d'euros de dommages et intérêts de la part de la plateforme Leetchi a choqué et notamment les gendarmes.

En effet, selon les informations de 20 Minutes , l'ancien boxeur Christophe Dettinger et son épouse, Karine, ont fait délivrer, mardi 18 mars, une assignation devant le tribunal de Paris à la plate-forme Leetchi dans laquelle ils lui réclament 3.120.768 euros de dommages et intérêts au titre du "préjudice" subi, selon eux, par la clôture prématurée de la cagnotte.

Christophe Dettinger, qui a par ailleurs été suspendu de ses fonctions à la mairie d'Arpajon, estime qu'il aurait dû bénéficier de cette somme si Leetchi n'avait pas clôturé, au bout de deux jours, la cagnotte de soutien.

Rappelant que l'ex boxeur avait été condamné à indemniser les victimes, les deux gendarmes de l'escadron de Grenoble ainsi que l'APNM Gendarmes & Citoyens qui s'était constituée partie civile, l'avocat de Gendarmes & Citoyens précise que l'ex-boxeur n'a pas versé un centime!

"Il entend faire fructifier son délit sur le dos des représentants des forces de l'ordre, sans ce soucier de l'indemnisation des victimes et il témoigne par cette démarche d'un profond mépris à leur égard" écrit l'avocat qui estime que *"le juge de l'application des peines pourrait donc ainsi révoquer le sursis de Dettinger et revenir sur l'aménagement de sa peine."*

"Nous nous réservons cette éventualité de le saisir, si Monsieur Dettinger, que son délit pourrait rendre millionnaire, n'exécute pas ce à quoi il a été condamné" annoncent Me Jean-Philippe Morel, (barreau de Dijon) et Claire Daubrey (barreau de Paris).

Le tribunal d'Evry (Essonne) qui a examiné ce vendredi une demande de Leetchi qui avait saisi la justice *"afin de déterminer les conditions dans lesquelles pourra intervenir le versement"* a indiqué qu'il rendra une décision le 9 avril. Mais il aussi précisé que l'assignation du couple Dettinger posait un problème car les tribunaux d'Evry et de Paris ne pouvant trancher le même litige. Le 9 avril, il devra donc dire s'il est compétent pour arbitrer ce litige ou s'il renvoie l'affaire à Paris.

e – Service de Santé

Interview de Mickaël, kiné du SSA

Mise à jour : 19/03/2019 – Direction : DCSSA

Le Wounded Warrior Regiment du Corps des Marines des Etats-Unis organise chaque année une compétition sportive destinée au personnel militaire blessé en opération : les Marine Corps Trials (MCT). Cette année, la compétition s'est déroulée du 24 février au 10 mars. Mickaël, kinésithérapeute au sein du service de santé des armées et intégré à l'équipe de soutien médical, était au camp de base du Corps des Marine de Pendleton (Californie). Il revient sur son expérience.



Pouvez-vous nous en dire plus sur votre parcours professionnel au sein de l'HIA Percy ?

Je suis masseur kinésithérapeute de classe normal depuis plus de 6 ans au sein de L'HIA Percy à Clamart. Les kinésithérapeutes y sont très polyvalents. J'ai donc exercé dans la plupart des services de l'hôpital. Par la suite, je suis devenu référent du service de chirurgie orthopédique et plastique. Actuellement j'exerce principalement dans le service de « Médecine physique et réadaptation ».

Comment avez-vous été « sélectionné » pour participer au Marine Corps Trials ?

L'HIA Percy permet à ses kinésithérapeutes et à d'autres professionnels de santé, de participer à des missions de soutien lors de stages et compétitions sportive avec les équipes nationales militaires ou avec des blessés de l'armée Française. Je me suis donc porté volontaire pour

intégrer l'équipe de soutien médicale les blessés de l'armée de terre pour les Marines Corps Trials.

Quelles étaient les étapes de préparation de l'équipe du soutien médical avant les épreuves sportives ?

En amont de l'évènement, le staff et les athlètes participants se sont préparés au cours d'un stage effectué au Centre National des Sports de la Défense (CNSD). Une seconde préparation sur le camp Pendleton (San Diego, Californie) était prévue.

Que vous a apporté cette expérience ?

Participer aux Marine corps trials était une véritable opportunité. Professionnellement parlant, j'ai eu l'occasion d'échanger avec les équipes médicales d'autres nations, notamment américaine. Le partage d'expérience et de compétences est primordial, surtout dans le cadre des soins apportés aux blessés.

Au niveau humain, j'ai vécu des moments forts, chargés en émotion aussi bien avec la délégation française (staff et athlètes) qu'avec l'ensemble des participants toutes nations confondues. L'entraide, le partage, l'échange, la résilience étaient les maîtres-mots de cette compétition.



Droits : © Service de santé des armées

Histoire : le concept du barbier-chirurgien

Mise à jour : 19/03/2019 – Direction : DCSSA

À chacun son métier ! Si cette devise prend tout son sens aujourd'hui, cela n'a pas toujours été le cas. En effet, au Moyen-âge, les barbiers exerçaient également la profession de chirurgien. Ils alternaient entre scalpel et ciseau.

Le barbier-chirurgien apparaît vers la fin du XII^e siècle, et disparaît au cours du XVIII^e siècle. Le concept est simple : pour soigner certaines maladies ou blessures, on ne se rendait pas chez son médecin, mais chez son barbier. Au XV^e siècle, sous le règne de Charles VII, les barbiers obtiennent le droit de « faire le poil » (rasage, coupe de barbe et de cheveux) et la petite chirurgie (saignées, arrachage de dents et soins de petites blessures). Quant au médecin, son rôle se limitait à dissenter en latin sur les maladies.

La séparation entre les barbiers et les chirurgiens s'effectue au cours du siècle des Lumières. Grâce aux progrès médicaux, les chirurgiens se spécialisent peu à peu et gagnent en prestige.



Droits : © Service de santé des armées

Réinsertion des blessés psychiques : la recherche avance

Mise à jour : 19/03/2019 – Auteur : SACE Gabrielle Gabelle – Direction : DCSSA



En 2016, près de 580 militaires de l'armée de terre⁽¹⁾, n'étaient plus opérationnels pour cause de blessure psychique. Un certain nombre d'entre eux souffraient de trouble de stress post-traumatique (TPST), maladie chronique les empêchant de reprendre une activité militaire, posant ainsi la question du rétablissement pour intégrer le milieu civil. Le rétablissement des blessés psychiques est une notion encore mal connue. Cette dynamique de reconstruction en milieu militaire est tout aussi prégnante que pour les civils, voire davantage. Elle est, en effet, singulière au vu du caractère spécifique de ce milieu et du traumatisme vécu. Ce qui reste à déterminer, c'est la raison pour laquelle certains patients parviennent à se réinsérer alors que d'autres n'y arrivent pas.

Mieux comprendre les facteurs de rétablissement

Une équipe de l'Institut de Recherche Biomédicale des Armées (IRBA) a conduit une étude incluant 120 blessés afin de mieux comprendre les facteurs de rétablissement des militaires souffrant de cette maladie, ayant en général pour origine une opération extérieure. Les résultats, qui viennent d'être publiés dans la revue *Frontiers in Psychiatry*⁽²⁾, sont encourageants, car ils permettent de caractériser des profils psychologiques de rétablissement et d'établir une relation entre ces profils et la qualité de la réinsertion.

Une nouvelle approche

Pour cette étude, l'unité de neurophysiologie du stress de l'IRBA a suivi des militaires pris en charge sur le plan psychiatrique par le service de santé des armées et participant à un stage multi-sports organisé par la Cellule d'Aide aux Blessés de l'Armée de Terre (CABAT). Au cours de ces stages, appelés CReBAT (Centres de Ressources des Blessés de l'Armée de Terre), les blessés sont aussi coachés sur le plan professionnel. L'approche de l'étude est nouvelle, car elle ne prend pas seulement en compte la dimension pathogénique (centrée sur l'intensité clinique de la maladie), mais elle explore également la dimension salutogénique de celle-ci, centrée sur les ressources psychologiques disponibles chez le blessé (espoir, optimisme, motivation, forces de caractère...), connue également sous le terme de « Santé Mentale Positive ».

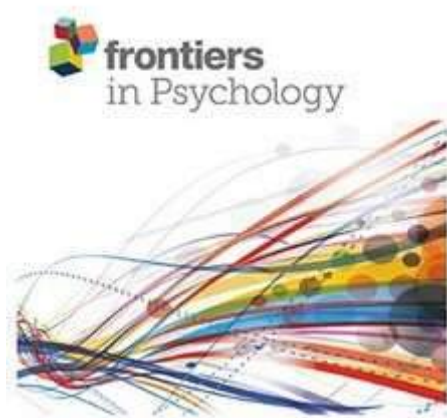
« Les CReBAT sont un énorme regain d'énergie »

À l'issue de cette étude, il apparaît que les militaires qui souffrent d'un TSPT peuvent être répartis en trois profils selon la sévérité de la maladie et leur niveau de ressources psychologiques. Ceux qui souffrent d'un TSPT sévère et disposent d'un bas niveau de ressources psychologiques sont ceux qui se réapproprient le mieux ces ressources pendant le programme militaire d'aide à la réinsertion socio-professionnelle. Surtout, selon les données actuelles, ce sont eux qui réussissent le mieux à se réinsérer professionnellement. « Ce sont ceux qui retrouvent du sens dans leur cheminement de vie et de réinsertion et pour qui les CReBAT sont un énorme regain d'énergie » explique Célia Belrose, doctorante psychologue et l'un des auteurs de l'article susmentionné. Ces résultats ouvrent de nouvelles perspectives pour les militaires blessés : ils attestent de l'utilité et de l'efficacité des CReBAT. Ils pourront également permettre de repenser certains ateliers en fonction du profil du blessé.

La prochaine étape de ce travail de recherche concerne le champ de l'inscription sociale : elle étudiera plus particulièrement les relations entre la sévérité de la blessure psychique et les représentations et croyances sociales, qui participent à la satisfaction professionnelle et

personnelle de chacun. L'objectif est toujours le même : mieux connaître le TSPT afin d'améliorer la prise en charge du militaire blessé. La détection et le suivi des blessures psychiques sont, en effet, au cœur des préoccupations du SSA.

En savoir plus : Célia BELROSE - MC Marion Trousselard – IRBA, unité neurophysiologie du stress



Lire l'article scientifique : <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fpsy.2018.00737/full>

[1] Chiffres : Cellule d'aide aux blessés de l'armée de terre (CABAT). Interview de la chef du bureau réinsertion à lire sur : <https://www.handirect.fr/la-cellule-daide-aux-blesses-de-larmee-de-terre-cabat>

[2] Challenges associated with the civilian reintegration of soldiers with chronic PTSD : a new approach integrating psychological resources and values in action reappropriation, *Frontiers in psychiatry*, January 2019, volume 9, article 737

Droits : © Service de santé des armées

Conseils de chercheurs à l'HIA Bégin pour la journée du sommeil

Mise à jour : 20/03/2019 – Auteur : @IRBA – Direction : @BCISSA

Dans le cadre de la 19^{ème} journée du sommeil¹, l'unité fatigue et vigilance de l'Institut de Recherche Biomédicale des Armées (IRBA) a organisé le 14 mars 2019, avec le concours de la mutuelle Unéo, une action de sensibilisation sur le sommeil à l'Hôpital d'Instruction des Armées Bégin à Saint-Mandé.

L'occasion de rappeler l'importance de bien dormir pour préserver sa santé.

Conseils d'experts :

De nombreux professionnels de santé, patients civils et militaires mais aussi visiteurs, venus spécialement pour trouver des solutions à des problèmes de fatigue ou d'insomnie, ont pu rencontrer une dizaine de spécialistes du sommeil. « *En vieillissant, je dors de plus en plus mal et je me réveille fatigué* » a témoigné un patient. Après avoir rempli un questionnaire sur ses habitudes de sommeil et la somnolence, il a bénéficié d'un entretien individualisé avec un spécialiste de l'IRBA qui lui a donné des recommandations pour améliorer la qualité de son sommeil.



Des vidéos, des fiches pratiques et des explications sur les travaux de recherche sur le sommeil venaient compléter la journée.



Récupération physique et psychologique :

Dans un espace spécialement aménagé, des experts militaires ont fait profiter au grand public de leur expérience et des techniques utilisées en opérations pour lutter contre la fatigue. Ainsi, de 12h à 13h30, des séances de pauses optimisées ont été dispensées par du personnel² formé aux techniques d'optimisation du potentiel (TOP) ou à la sophrologie, disciplines qui favorisent la relaxation et qui aident à améliorer la qualité du sommeil. Objectif : récupération physique et psychologique. Il est en effet scientifiquement prouvé que la sieste restaure les performances intellectuelles et physiques. Un médecin de l'IRBA a, par ailleurs, animé un atelier ludique interactif visant à faire prendre conscience des erreurs à ne pas commettre dans la chambre : il suffit parfois de faire sortir les animaux domestiques et de fermer la porte pour mieux dormir.

Le public a été conquis. « *J'ai rechargé mes batteries* » a déclaré une infirmière, en sortant d'un atelier de 30 mn.

A retenir pour bien dormir :

- maintenir la chambre à une température entre 18 et 22°C,
- limiter sa consommation de café à 3 expressos par jour,
- éviter le soir les repas trop gras et copieux,
- supprimer la lumière de la chambre, y compris celle des écrans. En effet, si l'on dort en moyenne une heure de moins qu'il y a 100 ans, c'est sans doute à cause de l'utilisation des ordinateurs et téléphones portables : la lumière qu'ils diffusent agit sur la vision et inhibe la mélatonine, hormone favorisant l'endormissement.

1 Organisée par l'Institut National du Sommeil et de la Vigilance le 22 mars 2019 partout en France

2 Deux moniteurs TOP et une sophrologue de l'HIA Bégin ; une monitrice TOP de l'HIA Percy.



Sources : @IRBA Droits : @DCSSA

Concours externe sur titres : Devenez aides-soignants civils du ministère des armées !

Mise à jour : 22/03/2019 – Direction : DCSSA

Pour participer au concours externe sur titres et devenir aides-soignants civils du ministère des armées, suivez les étapes suivantes :

- **Téléchargez votre dossier d'inscription avant le 8 avril 2019 à 12h ici :** <https://prod1-concours.defense.gouv.fr/?page=CalendrierConcoursPage>
- **Envoyez votre dossier complet par voie postale, avant le 18 avril 2019**
- **Passez les épreuves dans un des centres d'examen, à compter du 1^{er} juillet 2019 !**

Pour plus d'informations, rendez-vous sur <http://www.concours-civils.defense.gouv.fr>



Droits : © Service de santé des armées

f – Renseignement

g – Cybersécurité

Le coup d'envoi de la sixième édition de l'exercice de cyberdéfense DEFNET a été donné

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 18 mars 2019



« TGUgY291cCBkJ2Vudm9pIGRIIGxhIDZIIMOpZGI0aW9uIGRIIGwnZXhlcmNpY2UgZGUgY3liZXJkw6lmZW5zZSBERUZORVQgYSDDqXTDqSBkb25uw6k= ». Tel est le titre auquel vous avez échappé. Enfin presque puisqu'il dit exactement la même chose que celui sur lequel vous venez de cliquer pour lire ces lignes. Sauf qu'il est écrit en base64, qui, contrairement à ce que

beaucoup pensent [y compris chez les professionnels], n'est pas un algorithme de chiffrement mais une simple fonction de codage.

Pourquoi en parler? Tout simplement parce que le Commandement de la cyberdéfense [COMCYBER], qui relève de l'État-major des armées [EMA], a annoncé le lancement imminent de la 6^e édition de l'exercice DEFNET via un message écrit en base64. Ce qui, sur Twitter, a donné lieu à un échange avec le compte officiel du gouvernement. Si, en procédant de la sorte, l'objectif était de faire parler de soi, alors c'est réussi au vu des réactions et des articles publiés par la presse.

L'an passé, le COMCYBER avait eu recours à la même ficelle, mais en utilisant le code hexadécimal.

Cela étant, la communication autour de l'édition 2019 de l'exercice DEFNET est pour le moment succincte. On sait seulement qu'elle a commencé ce 18 mars pour durer pendant 9 jours, que plusieurs sites militaires seront concernés, dont certains sont implantés à Paris, Rennes [pôle d'excellence de la cyberdéfense, ndlr], à Rochefort, Toulon, Chênevières [où sont installées des unités du 53^e Régiment de Transmission] et à Mourmelon. En outre, des établissements de l'enseignement supérieur franciliens et bretons y prendront également part.

Environ 260 militaires « spécialistes en lutte informatique défensive » seront mobilisés pour cet entraînement au « combat numérique », dont, une quarantaine de réservistes, réunis sur la base aérienne 721 de Rochefort. De même que 240 étudiants, qui participeront à un exercice de type « Capture the flag » pour se frotter à la gestion de crise.

« Cela concourt à renforcer les liens privilégiés entretenus avec différentes écoles et établissements d'enseignement supérieur en informatique et à faire connaître les missions du ministère des Armées », explique l'EMA.

L'édition 2018 de DEFNET, dont le mot d'ordre était « La cyberdéfense au cœur des opérations », avait mis l'accent sur la coopération internationale, afin de développer l'interopérabilité entre pays et de nouer des partenariats opérationnels. Ce qui, à l'époque, était inédit. Visiblement, il n'en est pas question cette année. Du moins, la communication du COMCYBER ne l'évoque pas.

En revanche, de nouveaux « outils de commandement et de contrôle » feront l'objet d'expérimentations à cette occasion. Ceci expliquant sans doute l'absence d'acteurs étrangers.

Quant aux scénarios prévus pour ces « manœuvres numériques », l'EMA précise seulement qu'ils seront « réalistes et dynamiques » et qu'ils s'inscriront dans la « continuité de la politique ministérielle de lutte informatique défensive [LID] » qui, définie en janvier par Florence Parly, la ministre des Armées, vise à « renforcer la Posture permanente de cyberdéfense [PPC] » mise en place par la Loi de programmation militaire [LPM] 2019-25.

Pour rappel, aux côtés de cette Lutte informatique défensive, la ministre avait aussi indiqué que la lutte informatique offensive [LIO] devait être une « arme de supériorité opérationnelle. » Mais tel n'est pas le sujet de DEFNET, qui est un exercice à vocation défensive. Son objectif est en effet de « de vérifier la cohérence et l'efficacité des actions de la chaîne LID, en réaction à des incidents de gravité variable sur un réseau représentatif des réseaux de travail des forces armées françaises. »

En 2018, le ministère des Armées a subi près de 830 incidents de cyber-sécurité, soit une grosse centaine de plus par rapport à l'année précédente.

Photo : EMA

DEFNET 2019 : s'entraîner au combat numérique

Mise à jour : 18/03/2019

La 6^e édition de l'exercice interarmées de cyberdéfense DEFNET, se déroulera du 18 au 27 mars 2019 en France sur plusieurs sites militaires à Paris, Rennes, Rochefort, Toulon, Brest, Chênevières et Mourmelon ainsi qu'au sein d'établissements d'enseignement supérieur à Paris.

Le ministère des Armées a dû faire face à près de 830 événements de cybersécurité en 2018. Pour parer au mieux à ces attaques et améliorer la coordination entre tous les acteurs des différentes armées, directions et services dans la lutte informatique défensive, chaque année, la chaîne opérationnelle de cyberdéfense s'entraîne à la gestion de crise CYBER.

Planifier et conduire les mesures de défense CYBER, répondre à des attaques, reconquérir un réseau, apprendre des procédures communes, expérimenter et mettre en œuvre de nouveaux outils : l'exercice DEFNET poursuit différents axes d'effort. Placé sous l'autorité du Commandement de la cyberdéfense (COMCYBER) de l'état-major des armées, il participe d'une politique globale de préparation opérationnelle des forces. Il a pour objectif de maintenir un haut niveau de compétence du ministère des Armées en matière de cyberdéfense afin d'être en mesure de répondre à toute crise et attaque cyber.

Cette nouvelle édition mobilise près de 260 militaires spécialistes en lutte informatique défensive (dont 40 réservistes sur la BA de Rochefort). A leur côté, plus de 240 étudiants appartenant à 20 écoles et établissements supérieurs de la région bretonne et parisienne participeront à un exercice Capture the flag pour appréhender la gestion de crise. Cela concourt à renforcer les liens privilégiés entretenus avec différentes écoles et établissements d'enseignement supérieur en informatique et à faire connaître les missions du ministère des Armées.

Fondé sur un scénario réaliste et dynamique, cet exercice s'inscrit dans la continuité de la politique ministérielle de lutte informatique défensive annoncée par Madame Florence Parly, ministre des Armées, en janvier dernier.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

h – Service du commissariat des armées

Fort Lee 2019 : ils sont champions du monde !

Mise à jour : 18/03/2019 – Auteur : sca – Direction : sca

La compétition culinaire internationale de Fort Lee s'est achevée sur...la victoire de la TEAM SCA !!!!



Nos 4 chefs cuisiniers sont champions du monde depuis vendredi dernier !

Jamais la France n'avait remporté ce concours réunissant les meilleures équipes culinaires mondiales à Fort Lee, aux Etats-Unis.

Un grand merci @Guillaume Gomez - chef des cuisines de l'Elysée - et à ses équipes pour avoir coaché nos 4 chefs en janvier !

Bravo à nos champions du monde qui œuvrent au quotidien aux GSBdD de Lyon Mont-Verdun et de Poitiers-Saint-Maixent !

Bravo à tous ceux qui se sont investis ! Rendez-vous en Juin à Lyon, à l'Institut Paul Bocuse, pour la qualification nationale de nos prochains champions !

Sources : SCA Droits : sca

Au Joint Culinary Training Exercise 2019, l'USMC l'emporte mais la France remporte la palme des nations

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 19.03.2019 Par Philippe Chapleau



Le *Joint Culinary Training Exercise 2019* (le 44e) s'est tenu du 8 au 14 mars au Fort Lee MacLaughlin Fitness Center, sous le pilotage du *Joint Culinary Center of Excellence*.

Le palmarès a été annoncé le 15. Pour la première fois, le Corps des Marines a remporté le titre de "Culinary Team of the Year" (photo ci-dessous Dani Johnson).



22 équipes de chefs (201 personnes au total) étaient en lice, venant de quatre pays: les USA, le Canada, le Royaume-Uni et la France qui a remporté la palme par équipe nationale (ci-dessous Eric Vidal recevant le prix).



On lira ici un compte-rendu de cette compétition culinaire.
<http://www.hawaiiarmyweekly.com/2019/03/18/spc-mark-caseres-of-team-hawaii-wins-best-armed-forces-chef/>

i - Service des essences des armées

La base pétrolière interarmées a 25 ans !

Mise à jour : 20/03/2019

Créée en 1994, la BPIA est aujourd'hui le lieu incontournable pour la formation militaire et pétrolière de tous les personnels du SEA. Retour sur son histoire et ses missions.

En 1994, la base pétrolière interarmées (BPIA) est créée à Chalon sur Saône en intégrant le Centre d'Instruction du Service des Essences des Armées (SEA), à d'anciennes unités de l'armée de terre : le 708^{ème} groupement des essences issu de la force de réaction rapide et le 711^{ème} groupement des essences de corps d'armée, anciennement basé à Langres. Des moyens du 702^{ème} groupement des essences de Renchen en Allemagne sont rapatriés à l'été 1994.

Héritière des unités du service des essences de l'armée de Terre créées en 1943 en Algérie, illustres pour leurs actions en Italie, en Allemagne, en Autriche et en France entre 1943 et 1946, puis en Indochine et en Afrique du Nord, la BPIA reçoit son drapeau en 1999. Il porte dans ses plis l'inscription « AFN 1952-1962 ». Cet emblème a été décoré en 2012 de la croix de la valeur militaire avec palme de bronze et citation à l'ordre de l'armée au titre des opérations PAMIR, LICORNE et HARMATTAN.

La création de cette base est un moment clé dans l'évolution du service car en plus de modifier l'organisation, elle a un impact fort sur les mentalités existantes début des années 90 : le soutien pétrolier était bicéphale, tourné à la fois vers l'armée de l'air (les hommes en bleu) et l'armée de terre (les hommes en vert). Ce corps, unissant ceux qui servent les bleus et les verts, constitue un symbole de soutien interarmées réussi !



Sa devise : « S'instruire et servir »

C'est à la fois la maison mère de tous les engagés volontaires et cadres qui servent au SEA et une base pour les projections, comme lors du très rapide déploiement des forces françaises au Mali (opération SERVAL en 2013). Ses missions principales consistent à :

- la formation de l'ensemble des personnels du SEA ainsi que celle se rapportant au domaine pétrolier au profit de l'ensemble des armées ;
- l'entraînement et la préparation du soutien pétrolier des forces, en particulier de celles projetées en opérations.

Ancrée à Chalon sur Saône, la base assure une présence militaire dans la ville, autant en organisant les journées de défense citoyenneté qu'en assurant un gîte étape pour les unités militaires transitant vers la vallée du Rhône. C'est un relais pour le recrutement et le rayonnement militaire en Bourgogne. La présence « pétrolière » dans la ville remonte elle à 1948, soit près de 3 fois 25 ans...

Le service des essences des armées obtient la certification ISO 9001

Mise à jour : 22/03/2019

Le 2 janvier 2019, le service des essences des armées (SEA) a reçu le certificat d'approbation relatif à la certification ISO 9001:2015* de son système de management de la qualité. Résolument orienté vers le service client, le SEA installe aujourd'hui un cadre de cohérence sur l'ensemble de ces activités et un meilleur encadrement des conditions d'exécution de sa mission élémentaire. Le principal objectif du management de la qualité est de satisfaire aux exigences des clients et de s'efforcer d'aller au-delà de leurs attentes.

Engagé en 2016, le choix du système de management de la qualité (SMQ) fondé sur les exigences de l'ISO 9001 a permis de déployer une logique processus et de maîtrise des risques à l'ensemble des activités du SEA. Cette logique est inscrite désormais dans la politique de performance du SEA. Elle décrit la vision et les orientations stratégiques du directeur central du SEA, à l'instar de ce que réalisent les grands groupes industriels.

C'est la première fois qu'un service interarmées de soutien est certifié dans sa mission élémentaire au profit des forces armées.

*Cette certification aide les entreprises et organismes à gagner en efficacité et à accroître la satisfaction de leurs clients ;



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

j - Forces Prépositionnées

Forces de Souveraineté

FORCES ARMÉES EN NOUVELLE-CALÉDONIE (FANC)

FANC : Coopération franco-fidjienne pour le P400 "La Glorieuse"

Mise à jour : 18/03/2019

Déployée en mission de surveillance maritime du 4 au 22 février 2019, « *La Glorieuse* » a participé à l'exercice « CAGOU », entraînement entre les bâtiments des Forces Armées en Nouvelle-Calédonie (FANC), avant de patrouiller dans la ZEE (*Zone économique exclusive*) de Nouvelle-Calédonie et aux Fidji.

Cette mission a permis d'approfondir la coopération avec les Fidji. Lors de la patrouille de « *La Glorieuse* » dans leur ZEE, chaque piste de pêche illégale détectée a été reportée au *Fiji Maritime Surveillance & Rescue Coordination Centre*.

Une rencontre avec l'état-major du patrouilleur fidjien « *Kikau* » a permis d'échanger sur les techniques de conduite d'enquêtes de pavillon sur les navires de pêche. Un exercice conjoint d'entraînement des équipes de visite a été réalisé dès l'appareillage. Au cours de celui-ci, un officier fidjien a été accueilli à bord de « *La Glorieuse* », tandis qu'un officier français s'est rendu sur le « *Kikau* » pour un échange autour du contrôle des pêches.

Les nombreuses retombées de cette coopération dans la presse locale et sur les réseaux sociaux témoignent de l'importance accordée par les populations à la protection des ressources et de l'environnement dans cette région du Pacifique Sud.

Au sein de leur zone de responsabilité permanente, les 1 450 militaires des forces armées en Nouvelle-Calédonie ont pour principales missions d'assurer la souveraineté de la France, d'animer la coopération régionale et d'entretenir des relations privilégiées avec l'ensemble des pays riverains. Les FANC engagent régulièrement leurs moyens pour des opérations d'aide aux populations, en appui des autres services de l'État.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES ARMÉES EN POLYNÉSIE (FAP)

FAPF : Le « Prairial » en mission dans le Pacifique

Mise à jour : 19/03/2019

Depuis le 25 Janvier, la frégate de surveillance « *Prairial* », des Forces armées en Polynésie française a quitté la base navale de Papeete, son port d'attache à Tahiti pour un déploiement opérationnel de plus de deux mois.

Grâce à son « *Alouette III* », ainsi qu'aux embarcations du « *Prairial* », la frégate a d'abord procédé à des missions de reconnaissance autour de l'atoll isolé de Vanavana.

L'objectif de telles missions de reconnaissances est de collecter et de mettre à jour les informations sur les accès maritimes et terrestres des terres émergées et d'actualiser la cartographie des zones pouvant constituer des points d'appuis logistiques en cas d'intervention.

Après un passage par l'Île de Pâques, l'équipage a effectué un transit de 8 jours au Chili, dans le port de *Valparaíso*. Avec le vaisseau chilien « *Commandante Toro* », le « *Prairial* » a effectué un entraînement sur un scénario de lutte contre le narcotrafic. Au cours de cette simulation, la frégate française devait effectuer une approche discrète du navire chilien, jouant le rôle de trafiquant avant d'envoyer simultanément ses embarcations et ses hélicoptères à bord. Ce type d'exercice vise à renforcer la capacité d'intervention conjointe des deux marines, en améliorant leur interopérabilité. La lutte contre les trafics et plus particulièrement le narcotrafic maritime, constitue en effet un enjeu de sécurité partagé par le Chili et la France qui entretienne également une coopération resserrée dans le domaine de la préservation des ressources halieutiques et la gestion de crise lors de catastrophe naturelle.

Le *Prairial* a ensuite fait route vers Callao au Pérou avant de rejoindre la zone d'opération Martillo où l'équipage doit participer à la lutte contre le trafic de drogues.

Les 900 militaires des forces armées de Polynésie française constituent un dispositif interarmées à dominante maritime prépositionné qui, avec les Forces armées en Nouvelle Calédonie (FANC), a pour principale mission d'assurer la souveraineté de la France sur le « théâtre Pacifique ». Il permet à la France de pouvoir assurer sa souveraineté, y compris sur ses territoires éloignés, d'intervenir en cas de catastrophe naturelle mais également de lutter contre les menaces grandissantes comme les trafics illégaux et d'animer la coopération militaire régionale avec l'ensemble des pays riverains de la zone pacifique.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES ARMÉES DANS LA ZONE SUD DE L'OCÉAN INDIEN (FAZSOI)

FAZSOI : Les militaires du 2^e RPIMa portent secours à un randonneur

Mise à jour : 18/03/2019

Le jeudi 14 février 2018, dans le cadre de l'aguerrissement militaire, la section commandement de la compagnie de maintenance du 2^e régiment de parachutistes d'Infanterie de marine (2^e RPIMa) a réalisé une marche d'entraînement de 14 km et 700m de dénivelé positif dans la région du Piton de la Fournaise.

Vers 08h30, les parachutistes sont interpellés par un randonneur dont le visage est ensanglanté. La victime, un trentenaire en vacances sur l'île, explique qu'il marchait seul et qu'il a fait une chute dans les scories.

Après l'avoir examiné, les militaires constatent qu'il présente une coupure profonde au niveau de la joue, du menton et de la main droite. Ils lui apportent les premiers secours, puis au vu des blessures (hémorragie et choc à la tête), le commandant de compagnie et chef du détachement, le capitaine Antonios, sollicite l'intervention du peloton de Gendarmerie de haute montagne (PGHM) pour l'évacuer. L'hélicoptère de la Section aérienne de gendarmerie, l'Écureuil AS350-B2, s'est donc porté sur zone.

Les secouristes du PGHM ont pu stabiliser la victime en la conditionnant pour l'hélicoptère et le transport vers le CHU Félix Guyon.

Dès que l'évacuation par hélicoptère a été réalisée, les militaires, restés sur place avec le blessé, ont rejoint le reste du détachement et la marche a pu se poursuivre.

Les 1 700 militaires déployés aux FAZSOI garantissent la protection du territoire national et animent la coopération régionale depuis La Réunion et Mayotte. Les FAZSOI constituent le point d'appui principal du théâtre « océan Indien » pour lutter contre de nouvelles menaces comme la piraterie ou l'immigration illégale, assurer la surveillance des zones économiques exclusives (ZEE) associées à l'ensemble des îles de la zone de responsabilité et conserver une capacité régionale d'intervention rapide.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FAZSOI : Le patrouilleur Le Malin à Cape Town

Mise à jour : 21/03/2019

Pendant une semaine, le patrouilleur a effectué une relâche opérationnelle à Cape Town. Cette escale contribue aux actions de coopération et de rayonnement réalisée avec l'Afrique du Sud. Un officier de la marine sud-africaine a notamment débarqué après neuf jours passés à bord en formation.

Partenaire majeur et voisin maritime de la France, l'Afrique du Sud partage avec elle des intérêts communs dans la zone sud océan Indien. La coopération entreprise par la mission de Défense entre les forces armées sud-africaines et les Forces armées dans la zone sud de l'océan Indien (FAZSOI), s'inscrit dans ce cadre et contribue à renforcer une culture opérationnelle commune.

Le lieutenant de vaisseau Junique, commandant du *Malin*, a été reçu par l'Amiral Dlamini, commandant la base navale de Simon's Town, ce qui leur a permis d'échanger sur la collaboration entre les deux pays, notamment dans le domaine de la sécurité maritime, et sur les actions portées par la Marine nationale et la *South African Navy*.

L'arrivée du *Malin* à Cape-Town a été l'occasion d'une rencontre avec la sénatrice du Rhône, le consul général de France au Cap, le consul honoraire de Sainte-Hélène et des représentants de grandes entreprises françaises basées au Cap.

Pour la première fois de son histoire militaire, le patrouilleur *Le Malin* a franchi le cap de Bonne-Espérance. Ce fut un moment marquant pour l'équipage après sept semaines de déploiement.

Le Malin fait maintenant route vers son port-base après deux mois de déploiement opérationnel.

Les 1 700 militaires déployés aux FAZSOI garantissent la protection du territoire national et animent la coopération régionale depuis La Réunion et Mayotte. Les FAZSOI constituent le point d'appui principal du théâtre « océan Indien » pour lutter contre de nouvelles menaces comme la piraterie ou l'immigration illégale, assurer la surveillance des zones économiques exclusives (ZEE) associées à l'ensemble des îles de la zone de responsabilité et conserver une capacité régionale d'intervention rapide.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Forces de Présence

FORCES FRANÇAISES EN CÔTE D'IVOIRE (FFCI)

FFCI : Exercice amphibie en République de Côte d'Ivoire

Mise à jour : 18/03/2019

Du 25 au 27 février 2019, entre Abidjan et Grand-Béréby, un groupement tactique des Forces Françaises en Côte d'Ivoire a embarqué à bord du porte-hélicoptère amphibie « *Mistral* » dans le cadre de l'exercice amphibie PUMA III.

Lundi 25 février, à l'aube, une rame de véhicules tactiques a quitté la base de Port-Bouët pour rejoindre le port autonome d'Abidjan. Engagé sur la mission CORYMBE, le porte-hélicoptère amphibie « *Mistral* », qui y faisait escale, a accueilli à son bord les quelques 60 véhicules et 250 militaires participants à l'exercice.

Cet exercice impliquait également le patrouilleur de haute mer « *Biro* », deux hélicoptères « *Gazelle* » de l'aviation légère de l'armée de Terre et enfin un patrouilleur et un détachement de fusiliers marins commandos ivoiriens.

Cette troisième édition de l'exercice PUMA a permis à tous les protagonistes de travailler dans des conditions proches de la réalité et d'entretenir leur savoir-faire amphibie.

Bien que la météo n'ait pas permis de jouer l'exercice tel qu'il était prévu à Béréby, la manœuvre déportée sur la lagune Ebrié aura permis de qualifier les équipages des véhicules aux techniques amphibies d'embarquement et de débarquement.

Créées le 1er janvier 2015, les forces françaises en Côte d'Ivoire s'inscrivent dans la continuité de l'accord de partenariat de défense de 2012 qui scelle une proximité ancienne entre la France et la Côte d'Ivoire. Les 900 militaires engagés sont chargés de soutenir les opérations dans la zone, mais aussi de mettre en œuvre une coopération militaire avec la République de Côte d'Ivoire et une coopération régionale avec les forces partenaires.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FFCI : le retour des Fennec sur le camp de Port-Bouët

Mise à jour : 19/03/2019 – Direction : Armée de l'air

Jeudi 7 février 2019, un détachement Fennec a atterri à l'aéroport d'Abidjan afin de rejoindre les forces françaises en Côte d'Ivoire (FFCI).

Quarante-six ans après sa première mission sur le territoire (1973) et quatre ans après son retrait de la Côte d'Ivoire (2015), un détachement d'hélicoptères légers de l'Armée de l'air a de nouveau atterri sur le tarmac de l'aéroport d'Abidjan.



Débarqués de la soute d'un C-130J Super Hercules le lendemain de leur arrivée, les deux AS555 Fennec ont été pris en charge par les mécaniciens du détachement. Dans les hangars de l'aéroport, sous la chaleur abidjanaise, quatre jours leur auront été nécessaires pour remonter les deux appareils.



Déployé pour un mandat de deux mois au sein des FFCI, ce premier détachement Fennec comprend 25 personnels navigants, mécaniciens, renseignement et commandos provenant de six

unités différentes. Le détachement Fennec forme ainsi une unité polyvalente capable de répondre à diverses missions sur le territoire ivoirien, parmi lesquelles :

- assurer des évacuations sanitaires 7j/7, de jour comme de nuit ;
- garantir un appui feu léger avec des tireurs embarqués ;
- contribuer à l'entraînement des forces françaises en Côte d'Ivoire dans le cadre d'opérations interarmées.

L'arrivée du détachement Fennec vient renforcer l'interopérabilité des FFCI sur le territoire ivoirien mais également dans toute l'Afrique centrale et de l'Ouest (AFCO).

Créées le 1^{er} janvier 2015, les forces françaises en Côte d'Ivoire s'inscrivent dans la continuité de l'accord de partenariat de défense de 2012 qui scelle une proximité ancienne entre la France et la Côte d'Ivoire. Les 900 militaires engagés forment la réserve opérationnelle pour l'AFCO et sont chargés d'appuyer et de soutenir les opérations dans la zone, mais aussi de mettre en œuvre un partenariat militaire opérationnel avec la République de Côte d'Ivoire, en coopération avec les forces partenaires de la région.

Sources : Armée de l'air Droits : Armée de l'air

FORCES FRANÇAISES A DJIBOUTI (FFDj)

FFDj : Le président de la République accueilli sur la base aérienne 188 à Djibouti

Mise à jour : 19/03/2019

Le 12 mars, le général Éric Gernez, commandant les forces françaises à Djibouti (FFDj), a accueilli le président de la République, Monsieur Emmanuel Macron, sur la base aérienne 188 dans le cadre de sa visite officielle à Djibouti. Celui-ci était notamment accompagné de Madame Florence Parly, ministre des Armées et de Monsieur Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

À son arrivée, les FFDj ont rendu les honneurs militaires au président de la République. Après un briefing de présentation, la délégation présidentielle a rejoint le hangar d'aviation de l'escadron de chasse. Monsieur Emmanuel Macron s'est exprimé devant les militaires, le personnel civil et les familles qui composent les FFDj.

« Vous êtes ici non seulement à un emplacement historique, mais à un endroit qui est éminemment stratégique sur le plan militaire, sur le plan des routes maritimes, sur le plan géopolitique et stratégique, sur le plan commercial et économique. Pour toutes ces raisons, l'empreinte qui est la nôtre, qui est la vôtre, est absolument essentielle », a déclaré le président.

Il a également salué « une capacité à rayonner dans toute la région, à lutter contre le terrorisme, la piraterie, à améliorer le renseignement et à faire face à tous les risques contemporains que nous avons à affronter » avant de préciser au personnel rassemblé sur le tarmac « Votre présence ici permet de protéger, de renseigner, de lutter contre ces actions ».

Le président de la République a ensuite rencontré les militaires des trois armées et des diverses directions interarmées.

« Je sais que cette présence française, que ce travail qui est le nôtre n'est possible que parce qu'il y a votre engagement et l'engagement de vos familles et je vous en remercie » a-t-il insisté. *Les 1 450 militaires des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDJ) sont implantés à Djibouti conformément au traité de coopération de défense signé en 2011 avec ce pays. La base opérationnelle avancée (BOA) qui les accueille, offre aux armées, à l'instar de la BOA de Côte d'Ivoire, des capacités diverses : véritable réservoir de forces, elle participe à la défense des intérêts français, au soutien logistique des opérations sur le continent, tout en contribuant aux actions de coopération militaire au profit notamment de plusieurs pays africains. Par ailleurs, les forces françaises stationnées à Djibouti soutiennent leurs partenaires de la communauté*

économique régionale de l'Afrique de l'Est en vue de consolider leurs capacités militaires, notamment dans le cadre de leur participation aux opérations de maintien de la paix.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FFDj : Rétrocession d'un bâtiment d'habitation aux autorités djiboutiennes

Mise à jour : 21/03/2019

Le 4 mars, les FFDj ont rétrocédé un bâtiment destiné au logement des familles françaises aux autorités djiboutiennes. Mis à disposition de la France par Djibouti, l'immeuble a accueilli des familles de militaires FFDj depuis les années 70 jusqu'en 2017.

Son excellence monsieur Christophe Guillou, ambassadeur de France, a remis symboliquement les clés au secrétaire d'État aux Affaires étrangères en présence du général Éric Gernez, commandant les FFDj, et du général Ali Mohamed Taher des forces armées djiboutiennes (FAD). Le bâtiment accueillera dorénavant des militaires djiboutiens et leurs familles.

Cette restitution s'inscrit dans le cadre de la coopération bilatérale avec Djibouti et témoigne des liens qui unissent les forces françaises au pays hôte.

Les 1 450 militaires des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj) sont implantés à Djibouti conformément au traité de coopération de défense signé en 2011 avec ce pays. La base opérationnelle avancée (BOA) qui les accueille, offre aux armées, à l'instar de la BOA de Côte d'Ivoire, des capacités diverses : véritable réservoir de forces, elle participe à la défense des intérêts français, au soutien logistique des opérations sur le continent, tout en contribuant aux actions de coopération militaire au profit notamment de plusieurs pays africains. Par ailleurs, les forces françaises stationnées à Djibouti soutiennent leurs partenaires de la communauté économique régionale de l'Afrique de l'Est en vue de consolider leurs capacités militaires, notamment dans le cadre de leur participation aux opérations de maintien de la paix.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

ÉLÉMENTS FRANÇAIS AU GABON (EFG)

EFG: Stage « initiateur tir de combat » pour les forces armées camerounaises

Mise à jour : 19/03/2019

Du 16 au 25 janvier 2019, les instructeurs du groupement de coopération opérationnelle - 6^e Bataillon d'infanterie de Marine (GCO-6^eBIMa) des éléments français au Gabon (EFG) ont

dispensé un stage « initiateur au tir de combat » au profit d'une vingtaine de soldats des forces armées camerounaises (FAC) à N'Gaoundéré au Cameroun.

Ce stage avait pour objectif d'enseigner aux soldats camerounais les techniques de manipulations du fusil d'assaut M21 et de les former à l'instruction sur le tir de combat (ISTC).

Ces formations permettent d'améliorer les savoir-faire des FAC et d'appuyer leurs engagements visant à lutter contre la menace terroriste.

Le but était de permettre aux FAC de pouvoir conduire en toute autonomie leurs futures séances d'instruction dans leurs différentes unités. Certains d'entre eux suivront même le stage du niveau « moniteur tir de combat » dans les prochaines semaines au Cameroun.

En 2018, ce sont plus de 30 détachements d'instruction opérationnelle et technique (DIO/DIT) qui ont été réalisés au Cameroun par les EFG. Au total les EFG ont formé en 2018 plus de 570 soldats des forces armées camerounaises dans les domaines opérationnel et technique.

Pôle opérationnel de coopération, les EFG complètent la formation des militaires des pays partenaires de la communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) durant leur mise en condition avant engagement dans des opérations intérieures ou extérieures. Près de 8 400 stagiaires sont répartis chaque année au sein de plus de 200 stages hautement spécialisés. Les EFG sont également un point d'appui opérationnel et logistique (Base de Soutien Interarmées de Théâtre – BSIAT) en Afrique centrale pour la conduite éventuelle d'une opération par l'armée française ou pour le transit des forces.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

ÉLÉMENTS FRANÇAIS AU SÉNÉGAL (EFS)

EFS : Formation au logiciel QGIS pour les militaires ivoiriens

Mise à jour : 21/03/2019

L'unité de coopération régionale (UCR) des éléments français au Sénégal (EFS) a conduit un détachement d'instruction opérationnelle sur le logiciel « *quantum geographic information system* » (QGIS) au profit des forces armées de Côte d'Ivoire (FACI) du 29 janvier au 8 février 2019.

Cette formation avait pour objectifs de donner un outil d'exploitation cartographique dans le domaine militaire aux forces armées ivoiriennes et de former dix-sept opérateurs à l'utilisation de ce logiciel.

La première semaine de stage a permis de former des opérateurs à simplement mettre en œuvre le logiciel. Lors de la seconde semaine, les opérateurs les plus performants ont appris à créer eux-mêmes un projet et des outils répondant à leur besoin.

QGIS est un logiciel civil gratuit qui permet de faire du suivi tactique ou de la synthèse renseignement à l'aide d'une main courante sous format Excel. Il permet également de réaliser des cartes d'état-major.

Le stage a permis de former seize opérateur QGIS et quinze opérateurs avancés. Parmi ces derniers, 6 stagiaires ont été détectés comme ayant un potentiel de primo-formateurs et ont été déclarés aptes à suivre la formation de niveau 3.

Une cérémonie de remise des attestations de fin de stage a eu lieu dans l'intimité.

Créés le 1er août 2011, par le traité signé entre la France et le Sénégal, les 350 éléments français au Sénégal (EFS) constituent, à Dakar, un « pôle opérationnel de coopération » (POC) à vocation régionale, dont les principales missions consistent à assurer la défense et la sécurité des intérêts et des ressortissants français, appuyer nos déploiements opérationnels dans la région et contribuer à la coopération opérationnelle régionale. Les EFS disposent par ailleurs de la capacité d'accueillir, de soutenir voire de commander une force interarmées projetée.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

k - Réserves

Six nouvelles conventions de soutien à la politique de réserve

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 19.03.2019 Par Philippe Chapleau



Lundi a eu lieu à l'hôtel de Brienne une cérémonie de signatures de conventions de soutien à la politique de réserve. Six grandes entreprises et établissement d'enseignement supérieur se sont engagées en faveur des réservistes de la Garde nationale.

Ont signé les conventions avec le général Anne Fougerat, secrétaire générale de la Garde nationale :

- Antoine Bouvier, président de MBDA,
- Joël Courtois, directeur de l'EPITA,
- Antoine Frérot, président de Véolia,
- Stéphane Mayer, président de Nexter,
- Thierry Trouvé, directeur général de GRTgaz,
- Jean-François Vaquieri, directeur de la régulation et des affaires juridiques d'ENEDIS.

Ces conventions vont au-delà des obligations légales des employeurs et facilitent ainsi les conditions d'exercice des salariés engagés dans la réserve des forces de sécurité intérieure et de la défense.

Depuis le début de l'année, une quarantaine de signatures ont eu lieu à Paris ou en province. "On est à plus de 600 conventions en cours, ça augmente rapidement", se félicite-t-on du côté du Secrétariat de la Garde.

Tous types d'entreprises ou d'institutions (enseignement supérieur, collectivités territoriales), liées ou pas au domaine de la défense (exemple le laboratoire M&L dépendant du groupe l'Occitane, Enedis, Veolia Environnement...)

l - D.G.A.

Le ministère des Armées salue le choix d'une offre industrielle française pour équiper les marines belge et néerlandaise dans la lutte contre les mines

Mise à jour : 20/03/2019

Florence Parly, ministre des Armées, se félicite du choix de l'offre du consortium Belgium Naval & Robotics, réunissant les industriels français Naval Group et ECA Robotics, pour renouveler la capacité des marines belge et néerlandaise de lutte contre les mines sous-marines. La ministre salue cette coopération de trois pays actifs pour une Europe de la défense plus forte.



Ce choix s'inscrit dans la continuité d'une relation de proximité de longue date dans ce domaine entre la France, la Belgique et les Pays-Bas, puisque les chasseurs de mines actuellement utilisés par la Marine nationale et les marines belge et néerlandaise ont été conçus dans les années 1970 en partenariat entre les trois pays (chasseurs de mines tripartites - CMT).

Par ailleurs, le programme industriel franco-britannique MMCM (Maritime Mine Counter Measures) se poursuit. Les marines française et britannique recevront chacune en 2020 un prototype identique d'un système de lutte contre la menace des mines sous-marines, à base de drones navals de surface et sous-marins.

Le Missile Moyenne Portée qualifié pour opérer dans des conditions de froid extrême

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 21 mars 2019



On savait que le Missile Moyenne Portée [MMP], mis au point par MBDA, pouvait être mis en œuvre par temps chaud [voire très chaud]. D'ailleurs, depuis peu, il est déployé au Sahel, dans le cadre de l'opération Barkhane. En revanche, on ignorait son comportement quand le thermomètre affiche des températures extrêmement basses.

D'où la campagne de tests que viennent de mener la Direction générale de l'armement [DGA] et la Section technique de l'armée de Terre [STAT] sur le champ de tir de Vidsel, en Suède, près du cercle polaire, où les températures sont comprises entre -15° et -30°C.

Trois scénarios de tirs, représentatifs des utilisations opérationnelles classiques du MMP à longue portée, ont été retenus. Et, pour chacun d'entre eux, le missile de MBDA a donné pleinement satisfaction.

« Le missile a systématiquement impacté sa cible, confirmant notamment le bon fonctionnement des algorithmes de traitement d'images dans des conditions de prises de vue typiques de conditions hivernales et subpolaires (fond neigeux) », explique l'industriel, via un communiqué.

Le premier scénario a consisté à réaliser un tir sur un véhicule mobile évoluant à 70 km/h, en mode accrochage avant tir [LOBL – Lock on before launch]. Le second a permis « d'impacter une grotte en trajectoire basse et en mode LOBL ». Pour le dernier, il s'est agi de réaliser un tir en mode « au-delà de la vue directe » [TAVD] sur un char fixe dont la position était désignée par ses coordonnées GPS via le système FELIN [Fantassin à équipements et liaisons intégrés], avec, précise MBDA, un « accrochage en vol ».

« La campagne a permis de confirmer la robustesse du matériel utilisé dans des conditions extrêmes de températures négatives, mais aussi de conforter l'aisance de mise en œuvre et la bonne ergonomie du système dans un cadre d'emploi aussi exigeant, tant pour le matériel que pour l'utilisateur – compatibilité avec les équipements temps froid des fantassins par exemple (bonnets, lunettes, gants) », se félicite MBDA.

Pour rappel, seul missile de 5e génération à être opérationnel, le MMP peut traiter aussi bien les cibles « chaudes » que « froides » grâce à son autodirecteur bi-bande visible/infrarouge non refroidi. Faisant appel à des technologies liées au traitement d'image, à la liaison de données haute performance par fibre optique, il est muni d'une charge militaire polyvalente. D'après de précédents essais, il peut atteindre une cible située à 5.000 mètres de distance.

L'armée de Terre entend se doter de 1.950 exemplaires de ce MMP [avec 400 postes de tir]. Ce missile intéresse également les commandos marine, qui l'ont expérimenté en septembre dernier lors d'une campagne de tests effectués à Djibouti. D'ailleurs, MBDA prépare une version navale.

Photo : (c) Laurent Guichardon – MBDA

La DGA évalue la future optronique du Tigre

Mise à jour : 22/03/2019 <https://www.defense.gouv.fr/dga>

Le centre d'expertise et d'essais DGA Essais en vol a réalisé la première campagne d'essais d'affichage du viseur de toit *Strix* dans un casque numérique TopOwl®. Une innovation qui apportera à l'équipage du Tigre plus d'efficacité.



Dans le cadre du futur standard 3 du Tigre, véritable rénovation à mi-vie de cet hélicoptère, l'étude d'un nouveau concept de visualisation des images a été lancée début 2016 sous l'impulsion de la DGA au travers du projet d'études amont « maturation des technologies pour l'hélicoptère Tigre standard 3 » (Matti3). Cette innovation permet ainsi au tireur d'observer les images et vidéos provenant du viseur *Strix* directement en « tête haute » sur la visière, partiellement opaque, du TopOwl®.

En effet, le retour d'expérience en opérations a mis en évidence la nécessité de faire évoluer l'ergonomie de visualisation du Tigre afin de mieux l'adapter aux conditions d'emploi opérationnel, ce qui a conduit la DGA à proposer l'étude de ce nouveau concept d'affichage.

Les gains escomptés en termes de performances et de confort d'utilisation sont déterminants pour l'équipage du Tigre :

- amélioration de la perception de la situation avec conservation de la vision extérieure et du cockpit,

- amélioration de la coopération entre le tireur et le pilote,
- améliorations ergonomiques pour l'identification de cibles et l'utilisation des armements.

Une campagne d'essais au sol réalisée début 2018 a permis de valider la faisabilité de ce couplage et de définir les premiers concepts d'emploi associés à cette innovation. Elle a été suivie par une première campagne d'essais en vol réalisée entre janvier et février 2019 à Istres. Plusieurs vols de jour et de nuit sur un hélicoptère banc d'essai Puma ont été conduits par les ingénieurs et pilotes d'essais de la DGA Essais en vol, du Gamstat et d'Airbus Helicopters, pour tester le couplage entre un viseur de toit et un casque numérique.

L'exploitation des données de vol permettra notamment de définir si ce couplage permet d'envisager une utilisation pour l'identification de cibles à grande distance et délivrer les armements : les premiers résultats sont d'ores et déjà très prometteurs.

Ces essais ont été réalisés avec le concours des sociétés Airbus Helicopters (Tigre), Safran Electronics & Defense (Strix) et Thales Avionics (TopOwl®). Avec l'arrivée du Tigre standard 3, les viseurs optroniques *Strix NG* et TopOwl® DD (*Digital Display*) remplaceront, à l'horizon 2025, les viseurs *Strix HAD* et TopOwl® Conf3 actuellement en service dans les forces.



Une innovation va rendre encore plus performant l'hélicoptère d'attaque Tigre

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 22 mars 2019



Actuellement, les deux membres de l'équipage d'un hélicoptère d'attaque Tigre sont dotés du viseur de casques TopOwl, lequel dispose d'un système de visionique intégré qui permet d'effectuer des missions de jour comme de nuit, quelles que soient les conditions météorologiques, et avec le même niveau de performance que des jumelles de vision nocturne.

Mais il est question d'aller encore plus loin. Ainsi, dans le cadre du programme MATTI3 [maturation des technologies pour l'hélicoptère Tigre standard 3], c'est à dire la modernisation à mi-vie de cet appareil, la Direction générale de l'armement [DGA] a lancé une étude sur un nouveau concept de visualisation d'image, afin de répondre à un besoin exprimé dans des retours d'expérience [RETEX] d'opérations récentes.

D'où l'idée de faire afficher sur la visière du casque du tireur les images du viseur de toit Strix, qui intègre un imageur thermique, une caméra et un désignateur laser. Selon la DGA, cela permettrait d'améliorer la perception de la situation « avec conservation de la vision extérieure et du cockpit, la coopération entre le pilote et le tireur et l'ergonomie pour l'identification des cibles et l'utilisation des munitions.

Dans un premier temps, des tests effectués au sol en 2018 ont permis de valider la faisabilité de ce nouveau système et de définir des concepts d'emploi. Puis, une campagne d'essais en vol impliquant un hélicoptère banc d'essai Puma de la DGA a été réalisée à Istres avec le concours du Groupement AéroMobilité de la Section Technique de l'armée de Terre [GAMSTAT] et des industriels concernés [Airbus Helicopters, Safran pour le Strix et Thales pour le TopOwl, ndlr].

« L'exploitation des données de vol permettra notamment de définir si ce couplage permet d'envisager une utilisation pour l'identification de cibles à grande distance et délivrer les armements : les premiers résultats sont d'ores et déjà très prometteurs », assure la DGA, qui rappelle que, en 2025, les viseurs Strix HAD et TopOwl Conf3 seront remplacés par des systèmes optroniques Strix NG et TopOwl Digital Display.

11 – France : Armements & Industries

Bourse

Les profits du CAC 40 en baisse mais pas pour tout le monde

Entreprises & Finance Banques / Finance <https://www.latribune.fr/> avec AFP Par Delphine Cuny | 21/03/2019, 7:00



(Crédits : Charles Platiau)

Les entreprises faisant partie de l'indice phare de la Bourse de Paris ont dégagé au total 88 milliards d'euros de bénéfices, en repli de 8%. La finance reste le premier contributeur malgré des performances contrastées. Total a profité du rebond du pétrole et les valeurs du luxe d'une activité soutenue. Carrefour et TechnipFMC sont les deux seuls groupes en pertes.

L'entrée de Hermès dans le CAC 40 en juin dernier n'a pas inversé la tendance : malgré le bénéfice net de 1,4 milliard d'euros, en hausse de 15%, annoncé ce mercredi 20 mars par le célèbre maroquinier de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, dernier à publier ses chiffres, les profits cumulés de l'ensemble des membres de l'indice phare de la Bourse de Paris s'affichent en recul au titre de 2018, à 88,37 milliards d'euros (-de 8,46%), selon un décompte réalisé par l'AFP. Alors que certains prévisionnistes espéraient dépasser le cap symbolique des 100 milliards d'euros, la tendance observée au premier semestre (-2%) s'est amplifiée, sur fond de ralentissement de la croissance mondiale et de guerre commerciale.

Le plus gros bénéfice revient au numéro deux des poids lourds du CAC 40, **Total** (à la capitalisation boursière de 133 milliards d'euros) avec 9,7 milliards d'euros, dopé par la remontée des prix du pétrole. Au deuxième rang, **BNP Paribas** (valorisé 55 milliards) dont le résultat net a reculé de 3% à 7,5 milliards d'euros. A la troisième place figure la première capitalisation française, le groupe **LVMH** (160 milliards d'euros), avec un profit de 6,4 milliards d'euros, en croissance de 18%.

Deux groupes ont accusé des pertes, pour la deuxième année consécutive : **Carrefour** (561 millions d'euros) et **TechnipFMC** (1,6 milliard d'euros).

Comme l'an passé, le secteur de la **finance** (banques et assurances) est resté l'un des plus gros contributeurs aux bénéfices de l'indice, malgré des performances contrastées, avec un total de 17,9 milliards d'euros, en incluant Crédit Agricole (4,4 milliards, en hausse de 20,6%), Société

Générale (3,8 milliards, en hausse de 37,7%), Axa (2,14 milliards en recul de 66%, du fait de l'amortissement d'écart d'acquisition de ses actifs américains Axa Equitable).

La finance est désormais talonnée par le luxe. Avec LVMH, Hermès et Kering (Gucci), dont le bénéfice a plus que doublé à 3,7 milliards d'euros, le secteur a connu une année faste et affiche un cumul de 15,4 milliards d'euros de profits.

Le chiffre d'affaires cumulé des 40 plus grandes valeurs de la cote parisienne a, en revanche, augmenté de plus de 4% à 1.345 milliards d'euros. Il s'agit *"du chiffre d'affaires le plus élevé du CAC 40 depuis 2007"* a déclaré aux Echos Marc Lefèvre, du cabinet EY.

Commerce

Avec un "hard Brexit", le commerce extérieur serait fortement pénalisé

Économie France <https://www.latribune.fr/> Par Grégoire Normand | 20/03/2019, 6:13



Une sortie sans accord du Royaume-Uni de l'Union européenne pourrait amputer à long terme de 1,7% le produit intérieur brut français, selon l'Insee, qui appelle toutefois à la prudence sur ce chiffre, le sujet étant "entouré de beaucoup d'incertitudes" explique l'Insee. (Crédits : © Philippe Wojazer / Reuters)

Alors que la date butoir du 29 mars approche à grands pas, le flou persiste pour l'appareil exportateur français. En cas de "hard Brexit", la hausse des droits de douane pèserait sur l'économie française à hauteur de 0,6 % du PIB sans compter la multiplication des barrières non tarifaires.

À dix jours de la date officielle prévue à l'origine pour le Brexit, les entreprises sont plongées dans le flou le plus total. Actuellement, les partenaires européens étudient deux principales options selon l'agence de presse *Reuters* : un délai de deux à trois mois si Theresa May les persuade qu'elle peut trouver un accord à la Chambre des communes, ou une prolongation bien plus longue si elle accepte de se remettre au travail pour tenter de sortir de l'impasse. Si de multiples options restent sur la table, les économistes de l'Insee viennent d'établir des simulations sur l'impact économique du Brexit sur les échanges entre le Royaume-Uni et ses partenaires commerciaux. Et les résultats ne sont guère rassurants pour l'économie française.

"Au Royaume-Uni, l'incertitude sur le Brexit reste importante. En écartant l'hypothèse d'un Brexit sans accord, l'économie britannique se maintiendrait à faible régime. Les ménages outre-Manche ralentiraient leur consommation pour avoir une épargne de précaution. L'investissement des entreprises a diminué pour le quatrième trimestre consécutif pénalisé par l'attentisme en vue du Brexit. Dans les enquêtes de la banque d'Angleterre, les intentions d'investir ont aussi nettement baissé", a expliqué Clément Rousset, chef de la section zone euro à l'Insee ce mardi 19 mars.

Les entreprises françaises devraient ainsi pâtir de la décision du Brexit alors que le Royaume-Uni est un des pays avec lequel la France réalise régulièrement des excédents commerciaux. Rien qu'en 2018, l'excédent dépassait les 11 milliards d'euros selon un bilan récent des douanes avec 32 milliards d'euros d'exportations pour 20 milliards d'euros d'importations. Alors que l'impact du commerce extérieur sur le produit intérieur brut français est souvent négatif sur les deux dernières décennies, le départ du Royaume-Uni pourrait encore empirer ces résultats décevants.

Un coût de 1,7% sur le PIB en cas de "hard Brexit"

À plus long terme, les économistes de l'Insee estiment que le produit intérieur brut de la France pourrait être amputé de 1,7% dans le cas d'un "hard brexit". Dans le détail, si la France n'est pas le pays le plus exposé en Europe contrairement à l'Irlande ou l'Allemagne par exemple, l'économie

tricolore pourrait subir des répercussions négatives relativement importantes. Un divorce sans accord pourrait coûter 0,6% au produit intérieur brut hexagonal en prenant en compte seulement la hausse des tarifs douaniers. La France serait ainsi le huitième pays le plus touché de l'Union européenne dans le scénario d'un "hard brexit". Dans le détail, environ *"de 40% du choc proviendrait des services et près d'un quart serait supporté par les produits manufacturés hors matériels de transport"*. L'internationalisation des chaînes de valeur et de production complique également la tâche pour un certain nombre d'entreprises européennes qui ont des sites de production outre-Manche.

Outre les conséquences d'une augmentation des tarifs douaniers sur les flux de biens et services, les échanges pourraient également être plombés par une multiplication des obstacles liées à des contraintes réglementaires, techniques ou administratives supplémentaires. Ce qu'on appelle les barrières non tarifaires. En effet, les temps de contrôle de produits aux frontières, les normes sanitaires et réglementaires, les certifications nécessaires pour certains produits, la reconnaissance des diplômes et des formations professionnelles pourraient peser sur la rapidité et l'efficacité des échanges. *"Les barrières non tarifaires sont susceptibles d'accroître significativement l'effet du Brexit sur la valeur ajoutée des partenaires commerciaux du Royaume-Uni à un horizon plus long que celui des droits de douane"* explique l'Insee dans sa dernière note de conjoncture. L'institut de statistiques estime que *"l'activité économique française serait affectée à moyen terme de 0,3% en raison des seules nouvelles barrières non tarifaires dues au Brexit dans le cas du scénario soft et 1,1% dans le cas d'un hard Brexit"*.

Le secteur agroalimentaire en première ligne

Les résultats exposés dans les travaux de l'Insee signalent que, dans l'hypothèse d'un Brexit dur, le secteur agroalimentaire serait le plus touché à la fois par une hausse des droits de douane (+20% en moyenne) et les barrières tarifaires (+15%) en moyenne. Selon des chiffres communiqués par l'association nationale des industries alimentaires (Ania), le total des exportations agroalimentaires françaises s'élevait à 44,3 milliards d'euros en 2015. Sur ce total, 14% des ventes tricolores étaient à destination du Royaume-Uni. Ce qui représente environ 6 milliards d'euros en valeur.

Outre l'agroalimentaire, les biens manufacturés seraient également frappés par les deux types de barrière. En revanche, les services en général et plus spécifiquement services financiers ou les réseaux d'énergie et de transport ne seraient pas ou quasiment pas touchés par des tarifs de douane supplémentaires. À quelques jours de l'échéance, le doute persiste.

Finances

Réforme des retraites: la mise en garde des experts

Finances perso Retraite <http://www.lefigaro.fr/> Par Marie-Cécile Renault Mis à jour le 19/03/2019 à 06:35 Publié le 18/03/2019 à 22:00



L'IPS propose aussi d'assouplir les règles de cumul emploi-retraite et d'intégrer la prise en charge de la dépendance à la réforme. 81642405/Olivier Le Moal - stock.adobe.com

INFO LE FIGARO - L'Institut de la protection sociale (IPS) présente un livre blanc pour affirmer que la réforme des retraites fait fausse route.

Après la sortie surprise, ce week-end, d'Agnès Buzyn sur un possible report de l'âge de départ en retraite - alors qu'Emmanuel Macron a promis de le maintenir à 62 ans -, c'est au tour de l'Institut de la protection sociale (IPS) d'affirmer que la réforme des retraites fait fausse route. Ce groupe

d'experts (banques, mutuelles, institutions de prévoyance, etc.) présente mardi neuf propositions pour réussir la réforme dans un livre blanc dont *Le Figaro* a eu la primeur.

Premier reproche: la réforme n'organise pas la pérennité du financement des retraites, alors même que l'équilibre des comptes n'est toujours pas assuré. Une seconde inquiétude porte sur la gouvernance du futur système. «Avec la centralisation du pilotage entre les mains de l'État, le risque est réel d'un transfert des fonds vers d'autres objectifs», estime l'IPS. En clair, Bercy étant aux commandes, le risque est de voir des milliards d'euros, prélevés pour les retraites, être affectés à la réduction de la dette... ou tout autre projet.

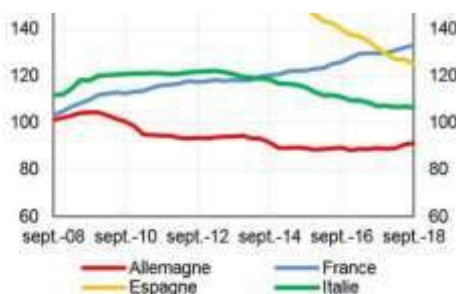
L'IPS préconise aussi de limiter le régime universel à la seule retraite de base

L'IPS propose donc de définir des règles d'or pour maintenir l'équilibre financier et de préserver la concertation avec les partenaires sociaux. Il préconise aussi de limiter le régime universel à la seule retraite de base, afin d'offrir un premier niveau de protection à l'ensemble des Français, mais de garder quelques régimes complémentaires portant les spécificités des grandes catégories professionnelles (indépendants, salariés, fonctionnaires).

Enfin, les droits déjà acquis doivent être «sécurisés» lors du passage au nouveau système, martèle l'IPS, qui propose aussi d'assouplir les règles de cumul emploi-retraite et d'intégrer la prise en charge de la dépendance à la réforme.

Envol de la dette privée : Bercy somme les banques de faire des réserves

Entreprises & Finance Banques / Finance <https://www.latribune.fr/> Par Delphine Cuny | 18/03/2019, 18:47



La France a dépassé l'Espagne comme premier grand pays européen en termes d'endettement du secteur privé (ménages et entreprises) rapporté au PIB en septembre 2018. (Crédits : Banque de France)

Le Haut conseil de stabilité financière a décidé de doubler le matelas de fonds propres des banques en cas de retournement du cycle financier. L'objectif n'est pas de ralentir l'octroi de prêt mais de garantir un coussin de fonds propres pour éviter un tour de vis brutal sur le marché du crédit. Les banques ont exprimé leur incompréhension.

[Article mis à jour à 19h20]

Dans un environnement de taux d'intérêt ultra-bas, les banques prêtent à tout-va : elles ont toutes annoncé une forte dynamique commerciale en termes de production de crédit (immobilier, à la consommation, ou aux entreprises), en présentant leurs résultats annuels. La tendance inquiète passablement les autorités : depuis plusieurs mois, le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, a sonné l'alarme, jugeant la croissance de la dette privée un peu trop forte et en décalage avec nos voisins. L'endettement des ménages et des entreprises français rapporté au PIB est désormais le plus élevé des grands pays d'Europe : à **133,3% du PIB en France** à fin septembre 2018 (dont 59,2% pour les ménages et 74,1% pour les sociétés non-financières), il a dépassé le niveau de l'Espagne et excède largement la moyenne de la zone euro (118,6%), tout en restant en deçà du Royaume-Uni (153,1%) ou des Etats-Unis (149%), selon les chiffres publiés début février.

« C'est une anomalie française » estime-t-on à la Banque de France.

Sur proposition du gouverneur, le Haut conseil de stabilité financière (HCSF), qui s'est réuni ce lundi 18 mars sous la présidence de Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie et des Finances, a donc décidé de renforcer ce que les autorités appellent « *le coussin contra-cyclique* », un matelas de fonds propres imposé aux banques en fonction de leur exposition au marché français.

En juin dernier, le HSCF avait annoncé un premier « coussin » de 0,25% des actifs pondérés par les risques que les banques devront avoir constitué dans leur bilan d'ici au 1er juillet 2019. Le coussin sera rehaussé à 0,5% à compter d'avril 2020 (la décision sera publiée le 2 avril prochain, après approbation de la Banque centrale européenne).

"Incompréhension" des banques

Ce coussin, qui peut aller théoriquement jusqu'à 2%, s'inscrit dans une logique préventive : « *il s'agit de maintenir la capacité des banques à prêter, pas de restreindre l'octroi de crédit* » insiste-t-on au ministère.

« Le HCSF relâchera le coussin en cas de retournement du cycle financier, avec application immédiate. Ce relâchement permettrait aux banques de mobiliser cette réserve de capital pour préserver leur capacité d'offre de crédit, notamment aux petites et moyennes entreprises qui sont les plus dépendantes du financement bancaire » précise le Haut conseil dans un communiqué.

Les banques, dont les dépôts sont "taxés" à 0,4% par la BCE et qui préfèrent donc prêter même à un taux bas, ont immédiatement réagi pour fustiger la décision.

« Les banques françaises ne comprennent pas cette décision, qui n'est pas cohérente avec la politique monétaire de la Banque centrale européenne, qui soutient le financement de l'économie grâce à la distribution de liquidités sur les marchés à des taux particulièrement bas » indique la Fédération bancaire française (FBF) dans un communiqué.

Le lobby bancaire a relevé que le coût du risque est en baisse de 18% en 2017 et désormais « *à son niveau le plus faible depuis 2007.* » Il a également jugé le signal donné « *contradictoire dans un contexte de croissance ralentie.* »

Cependant, une source à Bercy relève que « *la décision de juin dernier n'a eu aucun impact sur la dynamique du crédit, nous n'avons pas observé un quelconque changement de tendance* ». Le crédit bancaire aux ménages était encore en progression de 5,5% en janvier contre 3,2% en zone euro, celui aux entreprises non financières de 6% contre 3,4% en moyenne. La hausse est de 6,2% chez les PME et avoisine 7% chez les TPE. Du côté des grandes entreprises, la dynamique se maintient si l'on inclut la dette de marché.

« C'est un instrument de précaution, une arme macro-prudentielle pour éviter le risque d'arbitrage violent des banques sur les nouveaux crédits par insuffisance du capital » décrypte une source à la Banque de France.

Le niveau des crédits immobiliers ne nécessite pas de mesures spécifiques selon l'institution.

Parmi les risques pouvant causer un retournement du cycle financier, les autorités songent à un Brexit sans accord, qui pourrait provoquer des turbulences sur les marchés et rendent les conditions de crédit plus difficiles.

Impôts : vers la fin de la déclaration de revenus

Finances perso Impôts <http://www.lefigaro.fr/> Par Guillaume Guichard Mis à jour le 21/03/2019 à 09:16 Publié le 20/03/2019 à 21:07



La campagne de déclaration de revenus va bientôt débuter 32164031/PUNTO STUDIO FOTO AG - stock.adobe.com

Gérald Darmanin, le ministre de l'Action et des Comptes publics, a annoncé cette mesure, consécutive à la mise en place du prélèvement à la source.

La campagne de déclaration des revenus 2019, qui débutera en avril et durera jusqu'à début juin, sera-t-elle une des dernières du genre ? «L'année prochaine, j'annoncerai sûrement qu'on mettra fin à la déclaration d'impôt [sur le revenu, NDLR]», a déclaré le ministre de l'Action et des Comptes publics aux mardis de l'Essec, d'après un tweet des organisateurs de l'événement.

L'entourage du ministre a ensuite confirmé ces propos rapportés. «La fin de la déclaration obligatoire pour tous est un progrès envisageable à moyen terme», grâce à la mise en place du prélèvement à la source (PAS), reconnaît-on à Bercy. Mais, à trois semaines du début de la campagne déclarative 2019, «déclarer ses revenus est bien obligatoire et aucun changement n'est planifié à ce stade», insiste-t-on dans l'entourage du ministre.

Techniquement, l'administration fiscale pourrait se passer de déclaration pour tous les revenus dont elle a connaissance grâce à un tiers déclarant (employeur, banque, etc.). «Pour les salariés, dont les rémunérations sont prélevées directement par l'employeur dans le cadre du PAS, ainsi que pour les revenus de capitaux mobiliers et certaines plus-values, c'est tout à fait possible de se passer de déclaration, explique Gaëlle Menu-Lejeune, avocate associée chez Fidal. Pour les autres revenus, et notamment les indépendants, une évolution rapide semble plus difficile.» Pour supprimer la déclaration de revenus, il faudrait aussi trouver une solution pour porter à la connaissance du fisc les charges déductibles à l'impôt sur le revenu.

La taxe Gafa concerne 26 entreprises en France

Économie Conjoncture Par Le figaro.fr AFP agence Publié le 20/03/2019 à 20:33



Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, en charge du dossier de la taxe Gafa. LUDOVIC MARIN/AFP

Le cabinet Taj a listé les entreprises qui seront concernées par la taxe sur les géants du numérique. Parmi les payeurs, quatre entreprises françaises ou leur maison mère.

Les règles du jeu sont posées, et les payeurs sont désormais connus. Selon une étude du cabinet juridique et fiscal Taj, 26 entreprises devront cette année reverser 3% du chiffre d'affaires réalisé en France au fisc, dans le cadre de la taxe Gafa qui doit être appliquée de façon rétrospective au 1er janvier 2019.

La taxe, annoncée en décembre en réponse notamment au mouvement des «gilets jaunes», doit concerner les entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires sur leurs activités numériques de 750 millions d'euros dans le monde et de plus de 25 millions d'euros en France. L'étude Taj a mis en évidence les sociétés qui remplissent ces critères.

Les entreprises concernées, selon l'activité (certaines sont présentes dans plusieurs activités):

- **Vente de biens** : Alibaba, Amazon, Apple, Ebay, Google, Groupon, Rakuten, Schibsted, Wish, Zalando.
- **Intermédiaire de services** : Amadeus, Axel Springer, Booking, Expedia, Match.com, Randstad, Recruit, Sabre, Travelport Worldwide, Tripadvisor, Uber.
- **Publicité en ligne** : Amazon, Criteo, Ebay, Facebook, Google, Microsoft, Twitter, Verizon.

Parmi tous ces futurs payeurs, les entreprises françaises sont bien présentes. Criteo est une pépite de la «French Tech»: fondée en 2005 par trois Français, elle est cotée au Nasdaq et emploie 2700 personnes dans le monde pour un chiffre d'affaires de 966 millions de dollars (hors reversements). L'entreprise est spécialisée dans le marketing personnalisé à partir des données

des internautes, notamment leur historique de navigation. Un secteur d'activité visé expressément par Bruno Le Maire, qui évoque le ciblage publicitaire et «la revente de données personnelles à des fins publicitaires». «Nous visons en premier lieu les plateformes qui touchent une commission pour mettre en relation des clients et des entreprises», ajoutait le ministre au début du mois.

Des noms plus familiers des internautes sont également concernés par la taxe, malgré les apparences. Ainsi, Meetic, site de rencontre créé par Marc Simoncini et dont le propriétaire est l'américain Match.com depuis 2011. Le groupe japonais Rakuten, de son côté, est propriétaire de Priceminister, fondé par Pierre Kosciusko-Morizet. Enfin, le groupe norvégien Schibsted devra verser la taxe Gafa notamment parce qu'il possède le très populaire site de vente d'occasion Leboncoin. En revanche, comme le souligne le quotidien *Les Échos*, les groupes Accor et Solocal (les pages jaunes) ne seront pas visés en 2019, malgré leurs craintes initiales.

Un calendrier de mise en place rapide

Selon la Commission européenne, le taux d'imposition moyen des multinationales du numérique, qualifiées de Gafa (acronyme pour Google, Amazon, Facebook et Apple), n'est que de 9%, contre 23% pour les entreprises européennes en général. Comme les bénéfices sont facilement transférables vers les pays où ils sont moins taxés, comme l'Irlande, l'idée retenue par le gouvernement français est d'imposer les entreprises à hauteur de 3% du chiffre d'affaires réalisé en France.

L'Assemblée nationale se saisira à partir du 8 avril du projet de loi de Bruno Le Maire de taxation des géants du numérique, a-t-on appris de source parlementaire mardi. Le texte sera examiné en première lecture jusqu'au 10 avril. La taxe doit être appliquée de façon rétroactive à partir du 1er janvier. Cette taxe, qui fait de la France une pionnière en matière de taxation des géants du numérique, a fait naître de nombreuses critiques chez les entreprises visées par cette mesure fiscale, certaines ayant évoqué une répercussion de sur les consommateurs. Paris s'est aussi attiré les foudres de Washington, qui considère que la taxation sera «extrêmement discriminatoire à l'égard des multinationales basées aux États-Unis».

Les pistes pour augmenter à nouveau la taxe carbone sans heurter les «gilets jaunes»

Économie Conjoncture <http://www.lefigaro.fr> Par Jean-Baptiste Bernardeau Publié le 20/03/2019 à 20:21



Le CAE propose d'orienter les recettes fiscales de la taxe carbone vers les ménages les plus modestes.
161420114/annacovic - stock.adobe.com

Comment rendre acceptable la reprise de la trajectoire à la hausse de la taxe carbone? Le Conseil d'analyse économique, think-tank rattaché à Matignon, a présenté ce mercredi ses recommandations pour une fiscalité environnementale «juste et efficace».

La nécessité d'agir en faveur du climat fait, à quelques exceptions près, consensus. Face à ses engagements internationaux pris lors de la Cop 21 et à la pression d'une opinion publique de plus en plus inquiète, le gouvernement ne peut que difficilement s'en tenir au gel de la taxe carbone décidé en décembre dernier par Emmanuel Macron pour calmer la colère des «gilets jaunes». La revalorisation de cette taxe, autrement appelée Contribution Climat Énergie (CCE), devrait en théorie avoir lieu les années suivantes. Selon le principe du pollueur-payeur, l'augmentation progressive et anticipée de la fiscalité sur les prix du carburant vise à inciter les conducteurs à

réduire leur consommation carbonée, soit en roulant moins, soit en optant pour un nouveau véhicule.

Cependant, deux caractéristiques de cette taxe ont provoqué la naissance du mouvement des «gilets jaunes»: l'augmentation des tarifs devait s'appliquer à tous, et elle ne devait faire l'objet d'aucun mécanisme de compensation financière. Dans un contexte de «ras-le-bol fiscal», la revalorisation prévue pour l'année 2019 a donc été abandonnée. Le nouveau rapport du CAE vise à éviter que ce scénario ne se répète inlassablement. Afin que la hausse de la fiscalité carbone se fasse comme prévu tout en évitant que le pays ne s'embrase à nouveau, ses auteurs avancent plusieurs pistes.

Une taxe plus juste et équitable

«Une taxe juste, pas juste une taxe»: cette formule inscrite en préambule du rapport du CAE donne une idée de son ambition. Le problème central de la taxe carbone réside avant tout dans son acceptabilité. Aux yeux de nombreux Français, elle est apparue «comme injuste, notamment vis-à-vis des ménages les moins aisés», note le rapport. Ainsi, les ménages ruraux à faibles revenus et utilisant des équipements (transport et chauffage) énergivores ont été les plus durement touchés. Un ménage se chauffant au fioul et roulant au diesel s'est en moyennement acquitté de 387 euros de taxes en plus qu'un ménage au gaz et sans véhicule. Pour compenser ce phénomène, le CAE propose une redistribution croissante des recettes de la taxe carbone en fonction du revenu et de la localisation. L'objectif affiché est de soutenir le pouvoir d'achat des ménages modestes, le plus souvent éloignés des grands centres urbains. Un crédit d'impôt pourrait ainsi être accordé aux 50% des ménages qui gagnent le moins.

Suppression des exonérations pour certains secteurs

Afin que les ménages les plus aisés ne supportent pas à eux seuls le poids de la transition écologique (puisque les moins riches bénéficieraient d'une redistribution), le CAE invite au partage de l'effort fiscal. Dans cette optique, les exonérations sur la taxe carbone dont bénéficient les transports routiers et aériens devraient être supprimées. Le secteur du BTP et celui de l'agriculture seraient également amenés à s'acquitter de la Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE), ce qui n'est pas le cas actuellement. Le rapport montre que paradoxalement, la contribution fiscale des grands groupes industriels est plus faible que celle des ménages. Ainsi le prix du CO₂ appliqué à une grande entreprise est de 20 euros par tonne émise, tandis qu'il est de 44 euros pour les ménages. Pour limiter cet écart, les experts du CAE recommandent d'opter pour l'instauration d'un prix plancher du CO₂, applicable aux grandes entreprises.

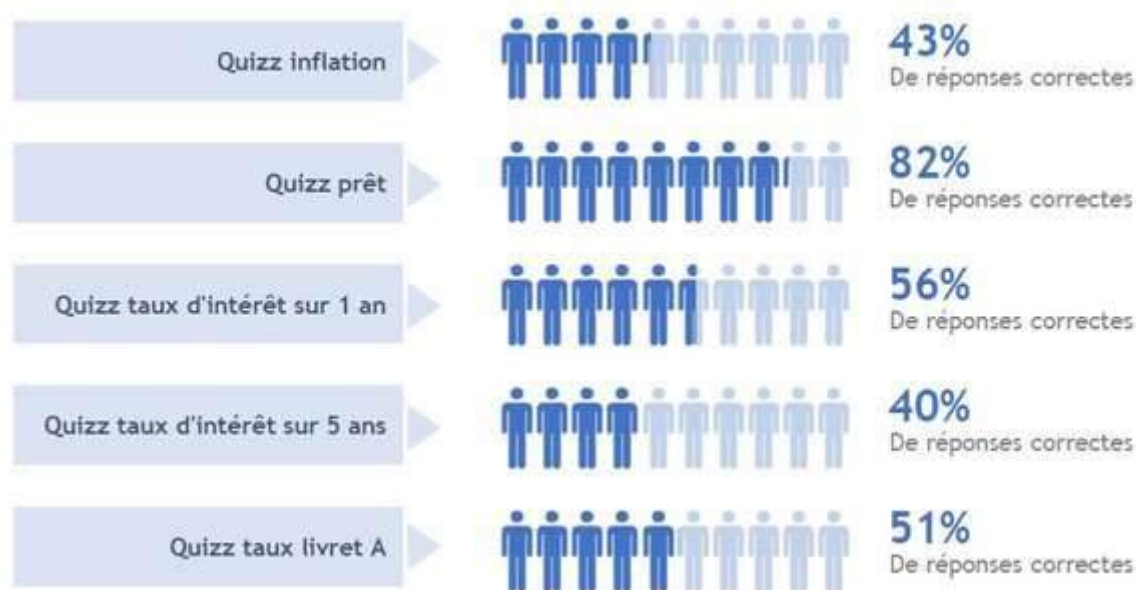
Le retour de la «taxe carbone flottante»

Mise en place sous le gouvernement de Lionel Jospin puis abandonnée, la «taxe carbone flottante» devrait, selon le CAE, faire son grand retour. L'idée est d'ajuster le montant de la contribution carbone à la volatilité des prix du cours du pétrole. Le CAE précise néanmoins que cette mesure pourrait s'appliquer uniquement dans le cas d'une inflation soudaine des cours du pétrole et n'aurait pas vocation à annuler la contribution, seulement à l'étaler dans le temps.

Enfin, pour le CAE l'ensemble de ces mesures ne peut être appliqué que si l'État consent à soutenir la transition écologique via une politique d'investissement ambitieuse.

Entre défiance et méconnaissance, les Français ont un rapport compliqué à l'argent et aux banques

Entreprises & Finance Banques / Finance <https://www.latribune.fr/> Par Delphine Cuny | 22/03/2019, 6:15



(Crédits : Banque de France)

Une vaste enquête de la Banque de France montre que les connaissances des Français, de tous âges, en matière de gestion budgétaire sont « limitées » et « perfectibles ». Ils ont une confiance « mitigée » à l'égard des banques.

Des années que la culture financière des Français est jugée peu brillante et insuffisante. Une vaste enquête réalisée par l'institut Audirep pour la Banque de France montre que les Français ne sont effectivement pas très au fait de notions assez simples comme l'effet de l'inflation sur le pouvoir d'achat ou le calcul des intérêts pour un placement. Ce sondage, mené en ligne et par téléphone auprès d'un échantillon représentatif de 2.154 personnes de plus de 18 ans, reprenait dans les grandes lignes les questions d'une enquête de l'OCDE sur les connaissances financières dans 30 pays en 2016.

« La situation n'est pas catastrophique mais il y a du travail » résume Mark Béguery, directeur de l'éducation financière à la Banque de France, qui a le rôle d'opérateur national de la stratégie d'éducation économique, budgétaire et financière des publics.

Il relève que la France était plutôt bien positionnée dans le classement OCDE (surtout dans l'aspect comportemental plus que dans les compétences). Cette nouvelle enquête est publiée à la veille de la « semaine de l'éducation budgétaire », qui se tiendra du 25 au 29 mars, dans le cadre de la « Global Money Week » à l'initiative d'une ONG néerlandaise (Child & Youth Finance International), à laquelle la Banque de France participe pour la deuxième année. Cette semaine a vocation à sensibiliser les publics, en particulier les jeunes et les populations défavorisées, aux questions d'argent.

« Dans un monde où l'on ne peut pas vivre sans compte bancaire et où les moyens de paiement sont de plus en plus dématérialisés, il faut être armé » fait valoir Mark Béguery.

Posture prudente, jeunes tentés par les crypto-actifs

Lucides, les Français ne sont que 17% à considérer qu'ils ont « une connaissance très ou assez élevée sur les questions financières », 51% la jugeant « moyenne ». Interrogés sous forme de quizz, les sondés n'ont été que 43% à répondre correctement à la question sur l'inflation (sous forme de QCM), que 40% sur le calcul d'un taux d'intérêt sur cinq ans, 49% sur la définition d'un crédit renouvelable. Mais ils comprennent bien ce que sont les agios facturés par leur

banque (75% de réponses correctes) ! Et ils ont une bonne connaissance de leur situation financière, grâce au suivi attentif de leurs comptes.

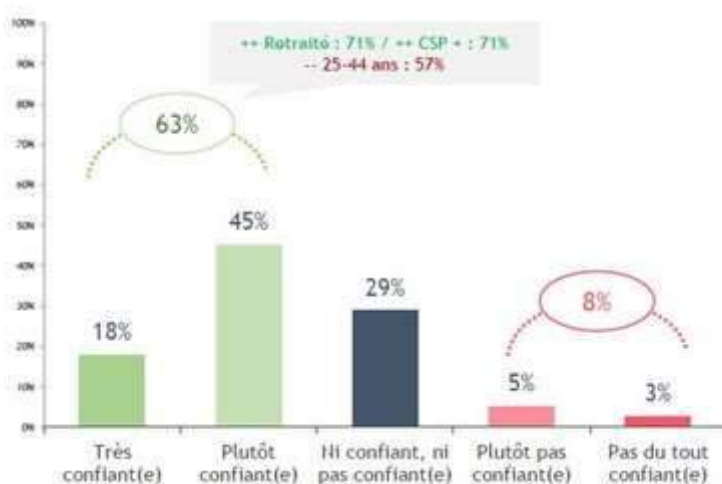
> Consulter l'intégralité de l'enquête Audirep pour la Banque de France

Dans l'ensemble, les Français ont d'ailleurs « *une posture prudente et timide avec l'argent* » note l'enquête : ils sont 77% à ne pas aimer discuter de leur situation financière avec des gens qu'ils connaissent bien et ne sont **que 39% à penser que « l'argent c'est fait pour être dépensé. »** Une aversion au risque forte (seuls 18% sont prêts à risquer une partie de leur argent lorsqu'ils font un placement), moins présente chez les plus jeunes (27%), qui s'avèrent beaucoup plus tentés par les crypto-actifs comme le Bitcoin : 29% des sondés de 18-24 ans ont déclaré croire que c'était « *le bon moment* » pour investir dans ces actifs - le questionnaire a été réalisé en juin, avant la dégringolade de fin d'année (le Bitcoin a perdu 72% de sa valeur l'an dernier). Ils ne sont que 7% à le penser chez les plus de 45 ans.

« Confiance mitigée » à l'égard des banques

Dans ce sondage, 43% des répondants ont le sentiment de ne pas disposer d'informations suffisamment fiables et neutres pour gérer efficacement leur budget et seuls 27% considèrent disposer de sources d'informations utiles et compréhensibles sur les débats économiques.

« *Les répondants sont plutôt méfiants à l'égard des institutions financières* » selon l'enquête, qui fait ressortir un niveau de « *confiance mitigée* » vis-à-vis de la banque principale : 45% disent être plutôt confiants, 18% très confiants, soit 63% au total et 57% seulement chez les 25-44 ans.



[Vis-à-vis de votre banque principale, diriez-vous que vous êtes... Crédits : Audirep Banque de France]

Ils ne sont que 29% à penser que « *l'argent déposé dans une banque sera en sécurité, même si elle fait faillite* » et 30% que les organismes financiers vont le servir « *au mieux de [ses] intérêts.* »



[Je fais confiance aux organismes financiers pour me servir au mieux de mes intérêts. Je crois que l'argent déposé dans une banque sera en sécurité même si elle fait faillite. Gris : Ne sait pas. Rouge : Pas du tout d'accord. Rose : Plutôt pas d'accord. Jaune : Ni d'accord ni pas d'accord. Vert clair : Plutôt d'accord. Vert foncé : Tout à fait d'accord. Crédits : Audirep Banque de France]

Le dernier sondage de la Fédération bancaire française (FBF) en 2016 faisait état d'une image des établissements français « *au plus haut depuis 10 ans* » avec 68% de bonnes opinions (78% pour sa propre banque).

Les banques jouent d'ailleurs leur part dans l'éducation financière, avec la publication de brochures pédagogiques (« Les clés de la banque ») et une initiative de terrain, "J'invite un banquier dans ma classe" qui existe depuis cinq ans : les employés sont encouragés à se rendre

dans les écoles élémentaires, dans des classes de CM1-CM2, pour expliquer leur métier avec un jeu de plateau coopératif sur les questions de budget.

« Le dispositif de la FBF est positif, ce sont des employés volontaires qui n'affichent pas leur banque et ne font pas la promotion de produits. Nous sommes vigilants sur les conflits d'intérêts » insiste le directeur de l'éducation financière à la Banque de France.

De son côté, l'institution publique, qui édite **un portail "Mes questions d'argent"**, met à la disposition des professeurs de collège des contenus pédagogiques et mène des actions de sensibilisation, en particulier dans les zones d'éducation prioritaire. La Banque de France a le projet d'expérimenter une sorte de "passeport" en classe de 4ème (sur le modèle de ce qu'il existe sur la sécurité routière) sur les questions budgétaires et financières. Elle n'exclut pas à l'avenir de suivre l'exemple de l'Autorité des marchés financiers (AMF), qui s'est associée à un Youtubeur (Heu?reka, qui vulgarise l'économie) afin d'expliquer les pièges à éviter avec les crypto-actifs, pour toucher un public plus jeune et plus large.

Industries

Le gaz naturel n'est pas celui qu'on croit

Économie Entreprises <http://www.lefigaro.fr/> Par Frédéric de Monicault Mis à jour le 22/03/2019 à 09:17 Publié le 22/03/2019 à 06:00



Ilek commercialise du gaz bio issu de circuits courts. Ilek

Un quart de la population confond gaz naturel et gaz vert. Le producteur d'énergie renouvelable Ilek fait œuvre de pédagogie pour que le consommateur agisse en toute connaissance de cause.

Pour faire connaître le gaz vert, tous les moyens sont bons. Ilek, un fournisseur d'énergie renouvelable et locale, n'a pas eu à chercher très loin. Mais parfois les bonnes idées ne sont pas les plus enracinées. Ilek a donc conduit une étude avec le cabinet de sondages YouGov sur la connaissance des Français en matière de gaz naturel, à partir d'un panel représentatif de 1000 personnes. La question principale est toute simple: «Qu'est-ce que le gaz naturel ?». L'analyse des réponses laisse songeur: 78% des personnes interrogées ne savent pas répondre correctement, tandis que 20% d'entre eux admettent qu'ils ne connaissent pas la réponse. Parallèlement, 38 % confondent la définition du gaz naturel avec celle du bio gaz tandis que 23 % de l'échantillon pense que le gaz naturel est une énergie renouvelable. Alors que le gaz naturel, au même titre que le pétrole, est une énergie fossile. Bref, il y a un gros travail de pédagogie à faire.

«Si les Français attendent de la transparence sur la composition et l'origine des produits alimentaires et cosmétiques, pourquoi ne pas faire de même avec le gaz.» Julien Chardon, dirigeant d'Ilek

«Aujourd'hui le gaz a beau relever de la consommation courante des Français, il y a une vraie ignorance de son origine et une confusion avec le terme naturel, qui conduit également les Français à penser qu'il s'agit d'une ressource renouvelable, résume Julien Chardon, le dirigeant d'Ilek. Nous devons donc concentrer nos efforts sur l'éducation des consommateurs. Si les Français attendent de la transparence sur la composition et l'origine des produits alimentaires et cosmétiques, pourquoi ne pas faire de même avec le gaz.» À l'heure actuelle, le biogaz représente moins de 1% de la consommation de gaz en France mais les objectifs des pouvoirs publics parient sur 10% à l'horizon de 2028.

Lancé en 2016, IleK fait partie des nouveaux fournisseurs d'énergie qui se sont lancés à l'assaut d'un marché sur lequel les deux opérateurs historiques, EDF et Engie, ont longtemps régné en maître avant de commencer à être challengés. La principale caractéristique d'IleK est de commercialiser du gaz et de l'électricité 100% verts. Mais là où la plupart des fournisseurs d'énergie renouvelable font appel à des certificats d'origine contrôlée, IleK travaille sur des circuits courts qui visent à renforcer encore davantage la traçabilité de l'électricité et du gaz verts. «Notre plateforme permet aux producteurs de renouvelable de vendre directement leur électricité et leur gaz bio aux particuliers et aux TPE-PME», souligne-t-on chez IleK qui démarre tout juste son portefeuille de clientèle. D'ici à deux ans, la société espère 30.000 clients dans le gaz.

Industries d'armement

Futurs missiles antinavires et de croisière : jusqu'ici tout va bien entre Paris et Londres

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Michel Cabirol | 19/03/2019, 6:30



La frégate Surcouf tire un missile Mer-Mer 4 (Crédits : Marine nationale)

La France et la Grande-Bretagne poursuivent leur coopération en vue de remplacer les missiles antinavires Exocet et Harpoon et les missiles de croisière Scalp et Storm Shadow. Mais les choix de concept en 2020 pourraient couler cette coopération.

Jusqu'ici tout va bien... mais l'entente cordiale entre la France et la Grande-Bretagne va-t-elle se poursuivre jusqu'au lancement d'un des programmes les plus critiques pour la souveraineté des deux pays ? De quoi parle-t-on ? Des futurs missiles antinavire et de croisière, baptisés FMAN/FMC ou, en anglais, FC/ASW, destinés à remplacer aussi bien les missiles anti-navires Exocet (France) et Harpoon Grande-Bretagne) que les missiles de croisière Scalp/Storm Shadow. Ce programme, qui s'inscrit dans le cadre de la démarche de rationalisation initiée par les accords de Lancaster House, constitue le programme le plus structurant et le plus dimensionnant de la coopération franco-britannique dans le domaine des missiles.

"Le programme se déroule bien", a fait valoir une source proche du dossier à La Tribune. En dépit des incertitudes, le programme a d'ailleurs passé un nouveau cap important vendredi. Selon nos informations, les deux pays ont approuvé la réduction du nombre de concepts (key review) dans le cadre de la phase de conception, qui court entre 2017 à 2020. Ce jalon a permis de sélectionner, parmi les sept concepts retenus jusqu'à maintenant, les plus prometteurs d'entre eux. Ces concepts font l'objet d'études système plus approfondies, en vue de la fin de la phase de concept prévue début 2020. Dès l'an prochain, MBDA, l'industriel maître d'œuvre, sera notifié d'un contrat portant sur la levée des risques, qui peut s'apparenter à un pré-développement. Un contrat qui courra jusqu'en 2024, date à laquelle le programme devra être lancé. Les premières livraisons sont envisagées en 2028.

Mais, parce qu'il y a un mais...

La première des incertitudes reste le remplacement des missiles antinavires Harpoon (Boeing), qui arrivent en bout de vie dans la Royal Navy. Le Délégué général pour l'armement (DGA), Joël Barre, avait très bien résumé la situation lors de son audition en juillet 2018 : *"Nous craignons que le remplacement du Harpoon auquel il vous faudra procéder en 2023 vous conduise à choisir un missile, quel qu'il soit, qui reporte du côté britannique le calendrier de mise en service que nous visons pour le FMAN/FMC"*, avait-il répondu à un parlementaire anglais qui l'interrogeait. Les

calendriers des deux pays sont *"parfaitement alignés : nous voulons tous deux disposer d'une capacité FMAN/FMC en 2030"*.

Pour le délégué général pour l'armement, il est clair qu'il *"ne faudrait pas"* que la Grande-Bretagne mette *"en service un missile anti-navires post-Harpoon en 2023 qui repousse, pour le Royaume-Uni, l'horizon d'aboutissement de ce projet"*. Si tel était le cas, la France et la Grande-Bretagne se retrouveraient alors avec des calendriers de besoins décalés... et une coopération plus compliquée à réussir. A Paris, l'attitude de la Grande-Bretagne est donc scrutée avec beaucoup d'attention. Londres vient de donner un signal a priori positif d'autant que le programme se poursuit dans le calendrier. Le Lieutenant-général Sir Mark Poffley, sous-chef d'état-major de la Défense (capacité militaire) au ministère de la défense avait estimé en juillet dernier que le remplacement des missiles Harpoon était *"une priorité élevée dans nos considérations de programme"*.

Le ministère de défense (MoD) britannique a lancé il y a une dizaine de jours un appel d'offres discret sur l'un des sites de la Commission européenne en vue de se procurer une arme guidée de navire de surface de nouvelle génération (SSGW), soit un système d'armes anti-navire qui a pour objectif d'être intégré sur des navires de guerre de nouvelle génération de la Royal Navy. L'installation des systèmes est prévu d'ici à 2022 tandis que la première livraison des missiles est attendue d'ici à décembre 2023. Le contrat potentiel sera d'une durée de quatre ans, avec éventuellement, en option jusqu'à neuf années supplémentaires. Londres, qui est prêt à mettre sur la table 100 et 200 millions de livres (hors TVA) pour acheter ce type de missiles, notifiera un contrat en novembre 2021.

Supersonique ou furtivité ?

Deux schémas de missiles de pénétration étaient envisagés jusqu'ici : le missile supersonique manœuvrant, qui va vite et manœuvre en arrivant sur les défenses ennemies, ou bien le missile furtif, qui est un missile indétectable le plus longtemps possible, mais nécessairement subsonique. Jusqu'à présent, la France a beaucoup travaillé sur le supersonique manœuvrant tandis la Grande-Bretagne a surtout cultivé la technologie du subsonique furtif. Le directeur général de Defence Equipment and Support (DE&S), Sir Simon Bollom, avait estimé en juillet qu'un *"missile supersonique n'est peut-être pas une solution"* en matière de frappe dans la profondeur.

L'étude de concept a par ailleurs eu pour objectif d'approfondir la compréhension des possibilités offertes par différentes architectures de missiles : supersoniques manœuvrant ou subsoniques et plus furtifs. A terme, les deux pays ont travaillé à faire émerger une solution capable de satisfaire l'ensemble des spécifications liées aux besoins anti-navires et aux besoins de frappe dans la profondeur. Soit sous la forme d'un vecteur unique (un missile qui répondrait à l'ensemble des capacités), soit sur la base d'une famille de vecteurs qui présenteraient un haut niveau de communalité, de modularité et de réutilisation possible de leurs différents composants. La seconde solution semble plus logique tant les deux missiles remplissent des missions différentes : détruire un navire (missile anti-navire, qui a d'ailleurs une plus petite charge) ou un bunker (missile de croisière). Des différences d'appréciation entre la France et la Grande-Bretagne qui pourraient au final détricoter une coopération prometteuse.

Un concurrent de plus pour le VBAE

<http://lemamouth.blogspot.com/> mardi 19 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

On s'en doutait, mais maintenant, c'est dit : le futur véhicule blindé d'aide à l'engagement (VBAE) qui doit succéder au VBL intéresse CMI Défense, société belge qui a aussi des intérêts en France (1). La société annonce réunir demain une trentaine d'industriels français prêts à la suivre sur ce projet, dans la bonne ville de Metz, dans le cadre d'une journée industrielle.

Les sociétés sont toutes des équipementiers. CMI Défense détaille les activités de certaines : électronique, optronique, traitement d'images, robotisation. La société cherche aussi actuellement à rendre ses blindés plus intelligents, avec le déploiement de minidrones capables de décoller et d'atterrir en mouvement.

Difficile de jouer les sourds à cette candidature d'un industriel belge, a fortiori s'il a un pied en France, alors que la Belgique vient d'acheter en France son programme blindé futur, et son programme de guerre des mines. Soit une facture à 3,6 milliard d'euros.

Evidemment, notre beau pays compte lui aussi des industriels du secteur terrestre, capables de développer des véhicules, mais certains d'entre eux ont connu d'incroyables retards et surcoûts. De quoi faire réfléchir les investisseurs avisés des euros du contribuable français (2).

(1) elle a investi à Commercy (55) où le secteur privé français n'était pas très enclin à le faire, et à Distroff (57). Elle est aussi partenaire demain d'une journée consacrée à l'innovation, avec l'agence d'innovation de la défense.

(2) qui n'ont pas hésité à montrer leur indépendance d'esprit, en rebattant les cartes du terrestre français, pour attribuer à Nexter/Texelis, en fait Texelis, le contrat Serval.

MBDA, qui fête ses 18 ans, est en pleine croissance

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Michel Cabirol | 20/03/2019, 6:00



Le missile tactique MMP a décroché son premier contrat à l'export (Crédits : MBDA (Laurent Guichardon))

Le missilier européen prévoit cette année une nouvelle hausse du chiffre d'affaires, de nouveaux recrutements et des commandes supérieures au chiffre d'affaires. MBDA est sur une très belle dynamique en 2019 et au-delà.

Dix-huit ans après sa création, MBDA est en pleine croissance. Comme l'a révélé La Tribune, 2018 a été pour le missilier européen MBDA une bonne année sur le plan commercial. L'an dernier, il a obtenu 4 milliards d'euros de commandes, ce qui porte son carnet de commandes à des niveaux record (17,4 milliards d'euros). Des succès qui ont permis à MBDA d'enregistrer 2,5 milliards d'euros de commandes (contre 1,6 milliard en 2017) provenant de ses clients nationaux (France, Royaume Uni, Italie et Allemagne) et 1,5 milliard d'euros à l'export (contre 2,6 milliards en 2017). Le chiffre d'affaires du missilier continue d'augmenter, atteignant 3,2 milliards d'euros. Soit cinq ans d'activité. MBDA a également affiché de bons résultats financiers avec une marge opérationnelle de près de 10%.

"Notre très bonne performance financière, en particulier sur nos marchés nationaux, traduit bien l'importance stratégique que revêt le secteur des missiles pour les pays européens", a estimé le PDG de MBDA, Antoine Bouvier.

Ce volume important de nouvelles commandes s'est accompagné tout au long de l'année par de nombreux recrutements au sein de MBDA, avec près de 1.200 nouveaux collaborateurs embauchés à travers l'Europe, dont près de 500 en France. Le missilier prévoit d'en recruter encore 1.000 cette année, dont la moitié en France.

Commandes domestiques en hausse

Parmi les commandes nationales les plus importantes en 2018, figure l'attribution d'un contrat par la Direction générale de l'armement (DGA) portant sur le développement du missile air-air MICA de nouvelle génération (MICA NG) pour un montant de près de 900 millions d'euros. La DGA a notifié également un contrat sur le renouvellement du soutien en service du missile Aster pour le compte de la France, l'Italie et le Royaume-Uni. En Grande-Bretagne, le ministère de la Défense a attribué à MBDA un contrat de 400 millions de livres (465 millions d'euros) pour le programme de maintien de la capacité du missile air-sol Brimstone, afin de prolonger sa durée de vie au-delà de

2030. Enfin, le missilier a obtenu une commande pour la modernisation et le soutien du missile de croisière Taurus en Espagne.

Les principales commandes à l'export portent sur l'armement des avions de combat Eurofighter Typhoon (autour de 1 milliard d'euros), qui seront équipés par les missiles air-air Meteor et air-sol Brimstone, et des hélicoptères NH90, armés par le missile air-sol Marte ER. Deux commandes mises en vigueur en 2018 par le Qatar. MBDA a pu également compter sur des contrats plus modestes avec la vente de missiles Taurus (Corée du Sud), MMP et Mistral (Estonie).

Année de croissance en 2019

Pour 2019, Antoine Bouvier prévoit une forte croissance de son chiffre d'affaires. Son groupe vise pour la septième année consécutive un ratio commandes sur chiffre d'affaires supérieur à 1. Il a toutefois mis un bémol sur les performances commerciales de MBDA en raison de certaines difficultés actuelles à obtenir des licences d'exportation (ITAR et Allemagne) et du Brexit.

Le missilier peut en principe compter cette année sur une commande du ministère de la Défense allemand, qui pourrait signer un contrat portant sur un système de défense aérienne et antimissiles German Taktisches Luftverteidigungssystem (TLVS). Le contrat est estimé à 3,5 milliards d'euros. La France devrait également lancer un nouveau programme cette année (autour de 200 millions), le missile air-sol terrestre futur (MAST-F) destiné à équiper les hélicoptères de combat Tigre dans la version standard 3. Il sera doté d'une capacité de neutralisation de combattants, de cibles blindées ainsi que d'infrastructures, de jour comme de nuit jusqu'à 8.000 mètres. Il remplacera notamment le missile Hellfire 2 qui équipe actuellement les Tigre.

Le MAST-F était initialement prévu dans le cadre d'une coopération franco-allemande mais Berlin a préféré privilégier sa base industrielle et technologique de défense (BITD), qui passe par... Israël. L'Allemagne, via Diehl, souhaite germaniser le missile israélien Spike, qui n'équipe même pas... les hélicoptères de Tsahal. L'armée israélienne lui préfère le missile américain Hellfire pour ses AH-64 Apache.

Futurs missiles antinavires et de croisière : jusqu'ici tout va bien entre Paris et Londres

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Michel Cabirol | 19/03/2019, 6:30



La frégate Surcouf tire un missile Mer-Mer 4 (Crédits : Marine nationale)

La France et la Grande-Bretagne poursuivent leur coopération en vue de remplacer les missiles antinavires Exocet et Harpoon et les missiles de croisière Scalp et Storm Shadow. Mais les choix de concept en 2020 pourraient couler cette coopération.

Jusqu'ici tout va bien... mais l'entente cordiale entre la France et la Grande-Bretagne va-t-elle se poursuivre jusqu'au lancement d'un des programmes les plus critiques pour la souveraineté des deux pays ? De quoi parle-t-on ? Des futurs missiles antinavire et de croisière, baptisés FMAN/FMC ou, en anglais, FC/ASW, destinés à remplacer aussi bien les missiles anti-navires Exocet (France) et Harpoon Grande-Bretagne) que les missiles de croisière Scalp/Storm Shadow. Ce programme, qui s'inscrit dans le cadre de la démarche de rationalisation initiée par les accords de Lancaster House, constitue le programme le plus structurant et le plus dimensionnant de la coopération franco-britannique dans le domaine des missiles.

"Le programme se déroule bien", a fait valoir une source proche du dossier à La Tribune. En dépit des incertitudes, le programme a d'ailleurs passé un nouveau cap important vendredi. Selon nos informations, les deux pays ont approuvé la réduction du nombre de concepts (key review) dans le

cadre de la phase de conception, qui court entre 2017 à 2020. Ce jalon a permis de sélectionner, parmi les sept concepts retenus jusqu'à maintenant, les plus prometteurs d'entre eux. Ces concepts font l'objet d'études système plus approfondies, en vue de la fin de la phase de concept prévue début 2020. Dès l'an prochain, MBDA, l'industriel maître d'œuvre, sera notifié d'un contrat portant sur la levée des risques, qui peut s'apparenter à un pré-développement. Un contrat qui courra jusqu'en 2024, date à laquelle le programme devra être lancé. Les premières livraisons sont envisagées en 2028.

Mais, parce qu'il y a un mais...

La première des incertitudes reste le remplacement des missiles antinavires Harpoon (Boeing), qui arrivent en bout de vie dans la Royal Navy. Le Délégué général pour l'armement (DGA), Joël Barre, avait très bien résumé la situation lors de son audition en juillet 2018 : *"Nous craignons que le remplacement du Harpoon auquel il vous faudra procéder en 2023 vous conduise à choisir un missile, quel qu'il soit, qui reporte du côté britannique le calendrier de mise en service que nous visons pour le FMAN/FMC"*, avait-il répondu à un parlementaire anglais qui l'interrogeait. Les calendriers des deux pays sont *"parfaitement alignés : nous voulons tous deux disposer d'une capacité FMAN/FMC en 2030"*.

Pour le délégué général pour l'armement, il est clair qu'il *"ne faudrait pas"* que la Grande-Bretagne mette *"en service un missile anti-navires post-Harpoon en 2023 qui repousse, pour le Royaume-Uni, l'horizon d'aboutissement de ce projet"*. Si tel était le cas, la France et la Grande-Bretagne se retrouveraient alors avec des calendriers de besoins décalés... et une coopération plus compliquée à réussir. A Paris, l'attitude de la Grande-Bretagne est donc scrutée avec beaucoup d'attention. Londres vient de donner un signal a priori positif d'autant que le programme se poursuit dans le calendrier. Le Lieutenant-général Sir Mark Poffley, sous-chef d'état-major de la Défense (capacité militaire) au ministère de la défense avait estimé en juillet dernier que le remplacement des missiles Harpoon était *"une priorité élevée dans nos considérations de programme"*.

Le ministère de défense (MoD) britannique a lancé il y a une dizaine de jours un appel d'offres discret sur l'un des sites de la Commission européenne en vue de se procurer une arme guidée de navire de surface de nouvelle génération (SSGW), soit un système d'armes anti-navire qui a pour objectif d'être intégré sur des navires de guerre de nouvelle génération de la Royal Navy. L'installation des systèmes est prévue d'ici à 2022 tandis que la première livraison des missiles est attendue d'ici à décembre 2023. Le contrat potentiel sera d'une durée de quatre ans, avec éventuellement, en option jusqu'à neuf années supplémentaires. Londres, qui est prêt à mettre sur la table entre 100 et 200 millions de livres (hors TVA) pour acheter ce type de missiles (entre 116,8 millions et 233,7 millions d'euros), notifiera un contrat en novembre 2021.

Supersonique ou furtivité?

Deux schémas de missiles de pénétration étaient envisagés jusqu'ici : le missile supersonique manœuvrant, qui va vite et manœuvre en arrivant sur les défenses ennemies, ou bien le missile furtif, qui est un missile indétectable le plus longtemps possible, mais nécessairement subsonique. Jusqu'à présent, la France a beaucoup travaillé sur le supersonique manœuvrant tandis la Grande-Bretagne a surtout cultivé la technologie du subsonique furtif. Le directeur général de Defence Equipment and Support (DE&S), Sir Simon Bollom, avait estimé en juillet qu'un *"missile supersonique n'est peut-être pas une solution"* en matière de frappe dans la profondeur.

L'étude de concept a par ailleurs eu pour objectif d'approfondir la compréhension des possibilités offertes par différentes architectures de missiles : supersoniques manœuvrant ou subsoniques et plus furtifs. A terme, les deux pays ont travaillé à faire émerger une solution capable de satisfaire l'ensemble des spécifications liées aux besoins anti-navires et aux besoins de frappe dans la profondeur. Soit sous la forme d'un vecteur unique (un missile qui répondrait à l'ensemble des capacités), soit sur la base d'une famille de vecteurs qui présenteraient un haut niveau de communalité, de modularité et de réutilisation possible de leurs différents composants. La seconde solution semble plus logique tant les deux missiles remplissent des missions différentes :

détruire un navire (missile anti-navire, qui a d'ailleurs une plus petite charge) ou un bunker (missile de croisière). Des différences d'appréciation entre la France et la Grande-Bretagne qui pourraient au final détricoter une coopération prometteuse.

MBDA poursuit sa croissance

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Défense Actualité Missiles 19 mars 2019 | Par Emmanuel Huberdeau



Le missile MMP de MBDA © MBDA

Le missilier européen a annoncé un chiffre d'affaire de 3,2Mds€ en 2018 et 4 Mds€ de prises de commandes.

En 2018, **MBDA** a poursuivi sa croissance. S'élevant à 3 Mds€ en 2016 et à 3,1Mds€ en 2017, le chiffre d'affaire du groupe européen est de **3,2 Mds€ en 2018**.

Les prises de commande s'élèvent à 4Mds€ en 2018. Le carnet de commande se rééquilibre progressivement entre l'export et les marchés domestiques. A l'export, l'année 2018 a été marquée par les contrats pour l'armement des Typhoon commandés par le Qatar. Doha a aussi commandé le missile anti navires **Marte ER**. La Corée du Sud a commandé pour sa part un second lot de missiles de croisière **Taurus**.

Sur les marchés domestiques, l'année 2018 a été marquée en France par l'attribution d'un PEA (Plan d'Etude Amont) pour le développement de l'**ASN4G** remplaçant de l'**ASMPA**. Un contrat important a aussi été confié pour le développement du **MICA NG**. Des contrats ont été obtenus auprès de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni pour le renouvellement du soutien des missiles Aster. L'Espagne a également signé un contrat pour le soutien de ses missiles Taurus.

Le programme franco-britannique pour un futur missile de croisière et anti navire FMAN/FMC progresse. L'étape de la revue principale d'architecture a été passée début 2019. L'étude de réduction de risques devrait être passée en 2020 et la phase de développement du missile, ou de la famille de missiles est attendue pour 2024. En 2019, MBDA attend des avancées importantes pour le programme MHT, missile dérivé du MMP destiné à être embarqué sur le Tigre standard 3.

En ce qui concerne la préparation de l'avenir, MBDA est au cœur de discussions entre la France et l'Italie pour améliorer les capacités du système **SAMPT** et du missile **Aster**. Des réflexions sont également en cours pour le développement d'une prochaine génération de missiles sol-air. Par ailleurs MBDA travaille sur deux programmes de système de combat aériens futurs. MBDA UK est impliqué dans le programme britannique **Tempest** et MBDA France et Allemagne travaillent conjointement sur le programme **SCAF**.

Le développement du successeur des missiles SCALP, Exocet et Harpoon a franchi une étape

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 20 mars 2019



Pendant que, lors d'interminables débats à Westminster, les députés britanniques n'arrivent pas à se mettre d'accord avec le gouvernement de Theresa May sur les modalités du Brexit [retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, ndlr], la coopération militaire entre Paris et Londres continue d'avancer, malgré les incertitudes actuelles. Du moins est-ce le cas pour le moment...

En effet, le 19 mars, via un communiqué, le missilier MBDA s'est réjoui du « succès de la revue principale d'architecture [« Key Review »] du programme FMAN/FMC [Futur Missile Antinavire / Futur missile de croisière] qui, lancé en 2017, vise à développer le successeur des missiles de croisière SCALP et anti-navires Exocet au cours de la prochaine décennie.

Cette revue principale d'architecture, menée conjointement par la Direction générale de l'armement [DGA] et le Defence Equipment & Support [DE&S] britannique dans le cadre d'une phase de concept pour laquelle 100 millions d'euros ont été débloqués, a permis de définir les concepts les plus pertinents et « prometteurs » sur lesquels reposera le développement de ce nouveau missile.

« Des études plus poussées de ces concepts seront poursuivies en vue de faire émerger les solutions qui seront retenues au terme de la phase de concept en 2020, pour couvrir les besoins des deux pays pour les missions d'antinavire à longue portée, de suppression des défenses ennemies et de frappe dans profondeur », explique MBDA.

Cela étant, et si l'on sait que les technologies retenues concerneront la portée, la létalité et la survivabilité de ce prochain missile, l'industriel a été avare en détail, alors que le débat entre Français et Britanniques consistait à savoir s'il fallait développer un engin supersonique et manœuvrant ou subsonique et « furtif ». Et il n'a pas dit un mot non plus sur les enjeux de la connectivité du FMAN/FMC.

« En matière de connectivité, l'enjeu est d'inscrire le FMAN/FMC au sein des systèmes d'armes du futur, à commencer par le système de combat aérien du futur, à propos duquel nos deux pays ont, pour l'heure, annoncé des projets séparés », avait en effet relevé la députée Natalia Pouzyreff, lors de la présentation d'un rapport sur ce sujet devant la commission de la Défense.

Quoi qu'il en soit, il s'agira d'établir ensuite une feuille de route « de maturation des technologies requises », puis une « phase d'élaboration et de réduction des risques », laquelle précédera le développement et la production du FMAN/FMC à l'horizon 2024, pour une mise en service en 2030.

Du moins, tel est le calendrier prévu. Au moins deux éléments peuvent le faire dérailler. Ainsi, les modalités du Brexit [avec ou sans accord, ou avec un accord différent de celui obtenu par le Foreign Office avec Bruxelles], pourraient éventuellement avoir un impact sur l'organisation « One MBDA », les efforts R&T [recherche/technologie] ainsi que sur le programme MCP-IP [Matériaux et Composants de Missiles – Innovation and Technology Partnership]. Mais c'est surtout la rupture capacitaire qui affectera la Royal Navy en 2023, c'est à dire quand ses missiles antinavires Harpoon arriveront en fin de vie, qui est source d'inquiétude.

Si ce « trou » capacitaire pourra être partiellement comblé par le missile ANL [anti-navire léger ou Sea Venom], toute la question est de savoir si la Royal Navy aura assez de patience pour

attendre le FMAN/FML en prolongeant ses Harpoon [ce qui paraît peu probable] ou si elle achètera sur étagère un autre type de missile.

Selon le rapport publié par les députés Natalia Pouzyreff, et Charles de la Verpillière, le ministère britannique de la Défense [MoD] examine plusieurs options, dont l'achat du Long-Range Anti-Ship Missile [LRASM] de Lockheed-Martin, le Naval Strike Missile [NSM] de Kongsberg et Raytheon, le RBS15 Mk3 de Saab, la version Block II+ du Harpoon, voire l'Exocet MM40 Block 3.

Quoi qu'il en soit, ont prévenu les députés, si le MoD « Si devait opter pour un achat sur étagère, et qu'il était en mesure de sécuriser le financement, un tel choix pourrait avoir d'importantes répercussions pour le programme FMAN/FMC. »

Comment Nexter se défend face à ses rivaux

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Michel Cabirol | 22/03/2019, 6:00



Le carnet de commandes de Nexter s'élevait fin 2018 à 7,7 milliards d'euros (Crédits : Nexter)

Le groupe d'armements terrestres est sur une belle trajectoire de croissance. Nexter dispose de fondamentaux économiques et financiers solides, ainsi que les résultats 2018 le démontrent.

Alors que de très nombreuses incertitudes pèsent sur l'avenir de KNDS avec le forcing de Rheinmetall, qui rêve de rafler la mise, la partie française du groupe franco-allemand - Nexter - va bien. Très bien même. Selon une communication faite aux salariés de Nexter, que La Tribune s'est procurée, son chiffre d'affaires s'est élevé à 962 millions d'euros, en hausse de 7% par rapport à 2017. Un chiffre qui remonte au niveau des années 2014 et 2015 (1,04 milliard et 1,07 milliard d'euros) après un trou en 2016 (866 millions d'euros).

Surtout la marge opérationnelle du groupe français est à un niveau excellent, à plus de 10% du chiffre d'affaires grâce à un résultat opérationnel (EBIT) atteignant l'année dernière 118 millions d'euros. Le flux de trésorerie (cash-flow) s'élevait à 96 millions fin 2018. En tant que plate-formiste, Nexter tient très bien son rang face à la concurrence européenne.

7,7 milliards de carnet commande

L'avenir de Nexter est également bien dégagé. En 2018, le groupe spécialisé dans les armements terrestres a décroché 1,1 milliard de prises de commandes fermes, dont plus de 50% à l'exportation, notamment dans les munitions. Soit un ratio commandes sur chiffre d'affaires supérieur à 1. Ce qui porte le carnet de commandes à 7,7 milliards d'euros. Le groupe a notamment décroché face à son rival Arquus le contrat du programme VBMR léger avec le Serval (978 exemplaires destinés à remplacer les VAB), dont le premier exemplaire doit être livré en 2022.

Avec plus de sept ans d'activité, Nexter a quoi voir venir... Roanne, le site phare de Nexter, a produit 153 véhicules l'an dernier. Un record. Il prévoit la production de 450 véhicules à l'horizon de 2025. Résultat, Nexter embauche : en 2018, le solde entre les départs et les arrivées est positif d'environ 300 personnes. Et le groupe va poursuivre les embauches et les investissements pour moderniser son outil de production.

Des prévisions prometteuses

Les prévisions (court et long terme) sont également très bonnes. En 2018, Nexter a signé 3,4 milliards d'euros de contrats, dont certains ne sont pas encore mis en vigueur, selon nos informations. C'est le cas du programme CaMo acheté par la Belgique, qui vise à acquérir 382

VBMR (Griffon) et 60 EBRC (Jaguar) pour 1,5 milliards d'euros (442 véhicules). Un contrat qui attend sa mise en vigueur en 2019. Tout comme certainement le VBCI au Qatar (environ 1,5 milliard).

En revanche, les échos venus d'Inde ne sont pas très positifs, Nexter semble désormais être hors course pour une commande de 1.400 canons de 155 millimètres tractés, pour lequel Nexter propose le Trajan. Ce contrat s'élèverait à 1 milliard d'euros, soit un montant jamais atteint dans le domaine de l'artillerie. Enfin, KNDS sera le maître d'œuvre du futur char franco-allemand, le MGCS (Main Ground Combat Systems), qui devrait être très profitable à Nexter.

Appontage automatique d'un drone sur un drone

<http://lemamouth.blogspot.com/> vendredi 22 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

La startup Internest m'a confié ces quelques images qui valent le détour : on y voit un minidrone aérien apponter sur le drone Rémorina de Sirenha, filiale de Naval Group. Dans les explications livrées, on apprend que ce n'est qu'une étape, et que la suivante comportera peut-être un sous-marin. Bref, pas forcément en avance sur les drones aériens comparé à leurs alters egos, les Français sont au moins dans la course pour le faire atterrir sur des objets mouvants, une belle prouesse.



Technologie

Record mondial : Thales a développé le laser le plus puissant au monde

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Michel Cabirol | 20/03/2019, 12:20



Le système ELI-NP a enregistré ses premières impulsions d'une puissance de 10 pétawatts (Crédits : Thales)

Le système laser le plus puissant au monde a été développé par Thales et ELI-NP. Il a déjà atteint une puissance record de 10 pétawatts.

Cocorico, mais en Roumanie. Le projet ELI-NP (Extreme Light Infrastructure for Nuclear Physics), basé en Roumanie, a enregistré un record mondial : le système laser ultra intense développé par Thales a livré avec succès ses premières impulsions d'une puissance de 10 pétawatts. C'est un projet qui devrait permettre au prix Nobel de physique 2018, le Français Gérard Mourou, de travailler sur son projet visant à réduire la radioactivité des déchets nucléaires grâce à des lasers de très grande puissance. Ce nouveau système développé par Thales sera d'ailleurs le cœur d'un nouveau centre unique de hautes technologies et de recherche fondamentale dans le domaine de la physique nucléaire.

"Il représente un saut d'un facteur 10 sur ce qui avait été démontré au moment du commencement du projet. C'était un véritable challenge pour Thales et la Roumanie. Un "Moon Landing" sans la possibilité d'échouer. Pour moi j'ai arrêté de respirer pendant les deux dernières années", a

expliqué Gérard Mourou, initiateur de l'infrastructure ELI, cité dans le communiqué publié mercredi par Thales.

Après une première phase de développement, de fabrication et de vérification préliminaire des performances des sous-systèmes en France, Thales a démarré à Magurele près de Bucarest fin 2016 la mise en œuvre du système laser le plus puissant du monde, permettant de générer deux faisceaux laser d'une puissance de 10 pétawatts chacun.

Une équipe franco-roumaine

Le système est désormais entièrement intégré et testé, avec la démonstration d'une puissance de 3 pétawatts avec chaque faisceau en 2018. Depuis début 2019, l'équipe Thales, composée d'ingénieurs français et roumains, travaille à la mise au point finale du système visant à augmenter l'énergie et la puissance crête progressivement. Après la démonstration d'un faisceau délivrant des impulsions de 7 pétawatts pendant plus de 4 heures de fonctionnement en continu, le système Thales a délivré ses premières impulsions avec la puissance record de 10 pétawatts le 7 mars 2019.

Thales permet à l'Institut roumain de physique nucléaire (IFIN-HH) et ELI-NP de disposer désormais du laser le plus puissant du monde. Le groupe d'électronique a rejoint le programme ELI-NP (Extreme Light Infrastructure for Nuclear Physics) en 2013 pour développer le système laser le plus puissant du monde dans son domaine (le High Power Laser System-HPLS). Ce laser soutient la recherche en physique nucléaire et aide à faire progresser la compréhension humaine de la physique de la matière.

Technologie numérique

Podcast : en plein boom, la plateforme suédoise Acast veut conquérir la France

Technos & Medias Internet <https://www.latribune.fr/> Par Anaïs Cherif | 22/03/2019, 8:15



Lancée en 2014 en Suède, la plateforme de podcasts Acast revendique 170 millions d'écoutes mensuelles - dont 25% sont enregistrées aux Etats-Unis. (Crédits : Capture d'écran / Acast)

Lancée en 2014, la plateforme de podcasts Acast débarque en France. Elle souhaite se démarquer de la concurrence en misant sur un accompagnement complet des producteurs de contenus et une monétisation personnalisée. La startup suédoise a bouclé une série C de 35 millions de dollars en décembre dernier pour financer son expansion internationale.

Le marché français du podcast est en pleine ébullition... et il attire désormais les acteurs étrangers. Le géant suédois Acast débarque en France. Lancée en 2014, cette plateforme permet aux podcasteurs de publier, distribuer et monétiser des contenus audio à la demande. Elle revendique 170 millions d'écoutes mensuelles - dont 25% sont enregistrées aux Etats-Unis. Acast était jusqu'ici principalement présente sur des grands marchés anglo-saxons (Etats-Unis, Canada, Australie, Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande, puis Irlande et Norvège depuis 2018).

"La France est un pays où l'audio est historiquement important, notamment grâce à la radio qui est très bien installée. En 2018, nous avons observé un point de bascule avec le développement des podcasts natifs", estime Yann Thébault, Pdg d'Acast France et ancien Directeur général de Spotify France. "Mais la majorité des écoutes de podcasts en France est réalisée par des replay de radio. Les podcasts natifs représentent seulement 15% du marché - contre 70 à 75% aux Etats-Unis et au Royaume-Uni - donc nous avons belle marge de progression."

Acast revendique déjà 2 millions d'écoutes mensuelles en France, via des contenus d'éditeurs partenaires comme la BBC, le *Guardian* ou encore le *Financial Times*.

Faciliter la monétisation des podcasts

Alors que les plateformes françaises de podcasts fleurissent (Binge Audio, Louie Media, Tootak, Majelan...), Acast espère tirer son épingle du jeu en *"couvrant l'intégralité des besoins des podcasteurs"*, affirme Yann Thébault.

"Nous proposons une offre complète. Acast fournit un outil CMS pour héberger les podcasts. Nous nous chargeons ensuite de les distribuer le plus largement possible, en les faisant référencer sur des agrégateurs de podcasts ou des plateformes partenaires comme Spotify. Acast s'occupe également de la promotion sur les réseaux sociaux et développe un plan de commercialisation avec les podcasteurs", liste le patron d'Acast France.

Alors que les podcasts doivent encore trouver leur business model, l'entreprise s'est fait un nom dans ce petit monde en créant une technologie dite *"d'insertion publicitaire dynamique"*. *"Auparavant, les publicités étaient 'en dur' dans les podcasts. Si vous écoutiez un podcast de quelques années, alors le contenu était diffusé avec de vieilles pub de l'époque. Avec cette méthode, nous affichons des publicités en temps réel pour l'intégralité de nos podcasts. Cela permet d'avoir un ciblage plus précis des utilisateurs, tout en permettant aux podcasteurs de monétiser leur ancien catalogue"*, explique Yann Thébault.

Acast mise également sur de la publicité très personnalisée. En 2018, la startup a signé un partenariat avec A Million Ads afin de proposer des publicités en fonction de la géolocalisation, de la météo ou encore du moment de la journée. Ainsi, la startup est capable de créer 23.100 versions pour une seule et même publicité, en ciblant les auditeurs de podcasts humoristiques par exemple, selon Campaignlive.

70,2 millions de dollars levés depuis 2014

En 2018, Acast a profité du boom de l'audio. Elle totalise désormais 3.300 podcasts, soit une hausse de +93% sur un an par rapport à 2017. Depuis sa création, le suédois a enregistré 2 milliards d'écoutes. Le premier milliard a été réalisé sur trois ans... Quand la jeune pousse a enregistré le second milliard en moins de 9 mois.

"Il y a une saturation de l'information visuelle. Le podcast permet à la fois de libérer les yeux et les mains, ce qui est très adapté à la mobilité. Il y a aussi un fort pouvoir avec le son, qui permet d'aborder toutes les thématiques possibles", juge Yann Thébault.

Acast est gratuit pour les auditeurs (via une application disponible sur Android et iOS) et pour les podcasteurs. L'intégralité de son business model repose sur la publicité. L'entreprise ne communique ni sur son chiffre d'affaires, ni sur sa rentabilité. La startup revendique néanmoins une *"croissance de 86% de nos revenus en 2018"*, chiffre Yann Thébault. Pour financer son expansion internationale, la jeune pousse a réalisé une levée de fonds en série C de 35 millions de dollars en décembre dernier. Au total, Acast a levé 70,2 millions de dollars. La plateforme devrait partir à la conquête du marché allemand dans les semaines à venir.

Transports

L'alliance Renault-Nissan doit simplifier sa gouvernance, déclare Senard

<https://www.latribune.fr/> reuters.com | 18/03/2019, 7:22



(Crédits : Kim Kyung-Hoon)

PARIS (Reuters) - Renault, Nissan et Mitsubishi ont besoin de simplifier le processus de décision de l'alliance et une intégration capitalistique plus forte n'est pas pour le moment envisagée, déclare le président de Renault Jean-Dominique Senard dans une interview au Figaro.

Les trois constructeurs ont créé mardi un nouveau conseil opérationnel de l'alliance, censé placer chaque partenaire sur un pied d'égalité et permettre de tourner la page de l'ère Carlos Ghosn.

"J'ai fait le constat que l'on devait simplifier considérablement le processus de décision de l'alliance (...) Je l'ai voulu restreint et composé de ceux qui ont le pouvoir de décision dans chaque entreprise", déclare Jean-Dominique Senard dans cette interview publiée dimanche sur le site du Figaro.

"Sans elle (l'alliance), l'avenir n'est pas envisageable pour aucune de nos sociétés."

Interrogé sur un renforcement des liens capitalistiques entre les partenaires de l'alliance, le président de Renault explique qu'une telle réflexion "ne serait à ce stade pas pertinente".

"Les équipes qui m'entourent ne sont pas mobilisées sur ce sujet", souligne Jean-Dominique Senard. "La seule fusion dont je me préoccupe est celle de nos cultures."

(Matthieu Protard, édité par Jean-Stéphane Brosse)

Aéroport : Orly-Ouest et Orly-Sud s'effacent au profit d'un terminal unique

Entreprises & Finance Services Transport & Logistique <https://www.latribune.fr/> Par Fabrice Gliszczynski | 19/03/2019, 8:01



Ce projet colossal, qui a nécessité 400 millions d'euros d'investissements, va permettre d'augmenter la capacité d'Orly de 8 millions de passagers, à plus de 40 millions de passagers. (Crédits : Gonzalo Fuentes)

Orly-Sud et Orly-Ouest ont disparu lundi soir pour laisser place à une nouvelle appellation : Orly 1, 2, 3 et 4. Une étape préalable à la mise en service d'un terminal unique grâce à l'ouverture d'un bâtiment de jonction entre les deux aérogares actuelles. Cette nouvelle infrastructure permettra d'augmenter la capacité de 8 millions de passagers.

Ne dites plus jamais Orly-Sud et Orly-Ouest. Depuis lundi soir, l'appellation des deux anciennes aérogares de l'aéroport d'Orly, mises en service respectivement en 1961 et 1971, a changé. Il y a désormais Orly 1, 2, 3 et 4.

Un seul terminal à partir de mi-avril

Ce changement de nom préfigure l'ouverture le 16 avril d'un bâtiment de jonction de 80.000 m² entre les deux "anciennes" aérogares de l'aéroport du sud parisien. À ce moment-là, il n'y aura plus qu'un seul terminal à Orly, à la manière de ce qui a été fait à Roissy-Charles de Gaulle entre les terminaux 2A et 2C et prochainement entre les terminaux 2B et 2D. L'ancien terminal Ouest abrite ainsi les nouvelles zones d'Orly 1 et 2, l'ancien terminal Sud la zone 4, et le nouveau bâtiment de jonction la zone 3.

Dans la nuit, quelque 500 panneaux d'affichage dans l'aéroport et 120 panneaux de signalétique routière ont été changés. Les dénominations des arrêts d'Orlyval - la navette automatique qui relie le RER B à l'aéroport -, et des parkings sont adaptées à celles des nouvelles zones.

« Orly 1-2-3-4 s'inscrit dans un large programme de dynamisation de l'aéroport Paris-Orly qui a débuté en 2016 pour se terminer à l'horizon 2030. Dès 2016, l'aéroport a vu ses capacités d'accueil augmenter et sa qualité de service progresser avec l'inauguration d'une toute nouvelle salle d'embarquement internationale au terminal Sud », explique ADP dans un communiqué.

Il est notamment prévu pour les prochaines grandes étapes de rénover tous les espaces communs aux opérations liées au trafic international de l'ex-Orly-Sud, de réorganiser les accès routiers et le fonctionnement routier de l'aéroport ou encore d'accueillir d'ici à 2024 la ligne de métro 14 au pied du bâtiment de jonction.

Capacité de plus 40 millions de passagers

Lancé il y a six ans et demi, ce projet colossal qui a nécessité 400 millions d'euros d'investissements, va permettre d'augmenter la capacité d'Orly de 8 millions de passagers, à plus de 40 millions de passagers. En 2018, le trafic d'Orly s'est en effet élevé à 33,1 millions de passagers (+ 3,4%), 5,4 millions de plus qu'en 2013.

« Les infrastructures actuelles étaient sous-dimensionnées. Aujourd'hui, le terminal unique va permettre d'être beaucoup plus flexible en termes d'évolution du trafic dans les années à venir », a expliqué à l'AFP Edward Arkwright, le directeur général exécutif d'ADP.

Cette hausse de capacité accompagne l'augmentation du trafic observée depuis une dizaine d'années à Orly. Avec un trafic de 27,5 millions de passagers en 2013, l'aéroport du sud parisien dépassait le record de trafic de 1994, la dernière année pleine avant l'application du fameux décret sur le plafonnement de l'aéroport à 250.000 mouvements (atterrissages, décollages), alors qu'Orly pourrait en absorber 400-450.000.

Les low-cost représentent 40% du trafic

En raison de cette limitation qui figure dans la loi Pacte incluant la privatisation d'ADP (le couvre-feu entre 23h30 et 6 heures également), l'augmentation du trafic d'Orly n'est donc pas liée à une hausse du nombre de vols mais à l'utilisation d'avions de plus grande capacité. C'est la conséquence de l'essor d'une part des compagnies à bas coûts (Transavia, Easyjet, Vueling... qui représentent désormais 40% du trafic d'Orly, contre 23% en 2010) qui utilisent des avions de type A320 et B737 d'une capacité de 150 à 180 sièges, mais aussi du développement du trafic long-courrier avec la montée en puissance d'Air Caraïbes, l'arrivée récente de La Compagnie, Level et l'ouverture de vols long-courriers d'Aigle Azur vers la Chine et le Brésil.

Pour les compagnies à bas coûts, Orly présente plus d'avantages que Roissy. La proximité des pistes des aérogares (qui limite le temps de roulage) leur permet d'effectuer des demi-tours très rapides entre l'atterrissage et le décollage (30 minutes), et donc de faire voler leurs avions jusqu'à 13 heures par jour. De quoi répartir les coûts fixes sur un nombre plus élevé de vols. Cette productivité des avions constitue l'élément clé de leur modèle. Outre ces facilités opérationnelles, l'appétence des passagers pour Orly en raison de sa proximité de Paris, permet également aux compagnies de générer une recette plus élevée.

Airbus reçoit une commande de 17 A350 de la compagnie Starlux Airlines

Accueil Economie Aéronautique Airbus <https://www.ladepeche.fr/> Publié le 19/03/2019 à 15:00 , mis à jour à 19:52 Sébastien Marcelle



Airbus A350-900 et A350-100. Photo Airbus

L'essentiel

L'avionneur européen basé à Toulouse a reçu une grosse commande de 17 Airbus A350 de la compagnie Starlux Airlines pour environ 6 milliards de dollars (prix catalogue).

La compagnie taïwanaise Starlux Airlines a passé avec Airbus une commande ferme portant sur 17 A350, dont 12 A350-1000 et 5 A350-900.

Cette nouvelle compagnie prévoit de déployer ces appareils sur des vols long-courriers reliant Taipei, la capitale de Taiwan, à l'Europe et à l'Amérique du Nord, ainsi que certaines destinations de la région Asie-Pacifique.

Dans un communiqué d'Airbus, K.W. Chang, fondateur et président de Starlux Airlines s'est déclaré "très heureux de signer ce contrat d'achat officiel [...] La capacité très long courrier de l'A350 conjuguée à ses coûts d'exploitation très bas et au niveau élevé de confort pour les passagers ont été des facteurs clés dans notre décision. Starlux s'engage à devenir l'une des meilleures compagnies aériennes dans le monde. Nous sommes convaincus qu'avec l'A350 XWB, nous serons en mesure de desservir d'autres destinations et d'offrir nos services d'excellence à davantage de passagers dans le monde dans un avenir proche."

"L'A350-1000 et l'A350-900 offrent tous deux une véritable capacité long-courrier, un plus grand confort pour les passagers, mais avec tous les avantages économiques liés à la similarité de la flotte. Nous saluons le choix stratégique de STARLUX avec gratitude et nous serons là pour accompagner leur ambition légitime", a déclaré Christian Scherer, Chief Commercial Officer d'Airbus

Fin février 2019, la famille A350 XWB enregistrait un total de 852 commandes fermes émanant de 48 clients dans le monde, qui font déjà de cet appareil l'un des gros-porteurs les plus plébiscités de tous les temps.

Corsair mise sur une flotte 100% Airbus pour s'assurer un avenir

Entreprises & Finance Services Transport & Logistique <https://www.latribune.fr/> Par Fabrice Gliszczynski | 20/03/2019, 6:30



La compagnie Corsair sera détenue à 20% par ses salariés. (Crédits : DR)

Après l'achat de Corsair au groupe TUI, le groupe allemand Intro Aviation entend développer la compagnie française en doublant le nombre d'avions d'ici à 5 ans et faisant le choix d'un seul type d'avions, l'A330. Les salariés détiennent désormais 20% du capital de la compagnie. Pour sa part, TUI a procédé à une recapitalisation de 35 millions d'euros et conservera 27% du capital pour au moins trois ans.

Au lendemain de l'annonce par le groupe touristique allemand TUI de son désengagement de Corsair après 17 ans de contrôle, la compagnie aérienne française n'est plus le "sparadrap du capitaine Haddock" pour le leader mondial du tourisme. Propriétaire de Corsair depuis 2002, TUI cherchait depuis des années à se désengager de cette compagnie, qui accuse des pertes de manière quasiment chronique et ne fait plus partie de ses priorités stratégiques, centrées depuis plusieurs années sur l'hôtellerie et les croisières. Après avoir échoué il y a quatre ans à vendre Corsair au groupe français Dubreuil, propriétaire d'Air Caraïbes et French Bee, TUI est parvenu à ses fins. Proprement, sans faire de vagues sociales comme il le souhaitait.

Certes, en vendant pour un montant confidentiel 53% des actions à Intro Aviation un groupe allemand spécialisé dans la restructuration d'entreprises d'aviation, et en cédant 20% aux salariés de Corsair, TUI conserve encore 27% du capital. Mais un pré-accord avec Intro Aviation lui donne la possibilité de vendre sa participation au bout de trois ans, à un prix déjà fixé.

TUI a procédé à une nouvelle recapitalisation avant de partir

Avant de céder ses parts, TUI a procédé à une nouvelle recapitalisation de Corsair à hauteur de 35 millions d'euros, laquelle était semble-t-il actée avant le début des négociations avec Intro Aviation. Avec ce chèque, « *la situation financière de la compagnie est robuste* », a indiqué ce mardi 19 mars, lors d'une conférence de presse, Pascal de Izaguirre, le PDG de Corsair reconduit dans ses fonctions par Intro Aviation.

« *La trésorerie a toujours été assez florissante et Corsair n'a pas de dettes* » a-t-il ajouté.

En raison de l'arrêt contraint début février de la ligne Paris-Dakar qui était bénéficiaire, Corsair a prévu de rester dans le rouge à l'issue de son exercice fiscal en cours, qui s'achèvera fin septembre.

Rachat de trois B747 à TUI

La compagnie a par ailleurs acheté à TUI les trois B747-400 qu'elle exploite encore aux côtés de ses quatre A330. Cet achat lui permettra d'éviter de payer les loyers de location et de toucher le résultat d'une éventuelle vente lorsque les très gros-porteurs quitteront la flotte à partir de septembre 2020. Selon un spécialiste du marché de l'occasion, les 747-400 valent entre 8 et 10 millions de dollars pièce selon l'état des moteurs.

Un plan de développement ambitieux

La sortie des 747 est cruciale pour l'avenir de la compagnie. Le premier sortira en septembre 2020, les deux autres début 2021. Ils seront remplacés par des A330-900 (la version remotorisée de l'A330-300), dont la commande a été signée vendredi dernier avec une société de leasing.

« Nous voulons remplacer chaque B747 par deux A330 », a expliqué Peter Oncken, en charge de tous les dossiers d'acquisition dans les compagnies aériennes chez Intro Aviation.

Le plan est par conséquent ambitieux. Intro Aviation table sur une flotte de dix A330 en 2021, puis de 13 en 2023.

« Le problème numéro un de Corsair n'est pas un problème de marque ou de qualité du produit, c'est un problème d'outil industriel inadapté. Une compagnie avec sept avions et deux types d'avions est une aberration (il est difficile de faire des économies d'échelle avec si peu d'avions. De plus, posséder deux types d'appareils est coûteux, NDLR). La rationalisation de notre flotte permettra d'améliorer notre exploitation, et de générer des diminutions de coûts et des synergies considérables », a indiqué Pascal de Izaguirre.

Plus de sièges dans les classes "affaires" et "premium"

Ces nouveaux avions seront équipés de nouveaux sièges pour poursuivre la montée en gamme initiée il y a quelques années. L'introduction, il y a plus d'un an, d'une classe affaires étant un succès selon Pascal de Izaguirre, Corsair a décidé d'augmenter le nombre de sièges en classe affaires et en Premium Economy. Les A330 Neo disposeront de 20 sièges en classe affaires (contre 12 aujourd'hui) et 21 en classe Premium (contre 12 sur les A330 et 18 sur les 747).

Pour accompagner ce plan de développement, Corsair assure disposer d'un portefeuille de créneaux horaires de décollages et d'atterrissages à l'aéroport d'Orly. Ce qui peut paraître curieux dans la mesure où, en raison de la réglementation européenne sur les créneaux, elle est obligée aujourd'hui d'utiliser les créneaux au moins à 80% pour ne pas les perdre. Cette marge de 20% (si tant est que Corsair l'utilise) semble donc insuffisante pour un doublement de la flotte. La compagnie a répondu qu'elle avait récupéré des créneaux qu'elle prêtait jusqu'ici à TUI Belgium. Ceci étant, d'ici à 2022, des créneaux peuvent se libérer et Corsair peut également utiliser les créneaux d'une compagnie en signant des accords de partage de codes. Dans le pire des cas, Peter Oncken n'a pas exclu d'assurer des vols de Roissy-Charles de Gaulle.

Les salariés détiennent 20% du capital

Reste à trouver de nouvelles destinations. Corsair entend rester, voire se renforcer, sur les Antilles et La Réunion, les deux piliers de son réseau, sur lesquels la concurrence est féroce. Mais

Peter Oncken veut aussi « *développer le réseau en diversifiant les routes pour être moins dépendant de routes spécifiques* ».

Pour l'heure, après l'ouverture en juin de la ligne-Paris-Miami, la compagnie va desservir Montréal non pas de manière saisonnière comme c'était le cas jusqu'ici, mais tout au long de l'année.

Pour s'assurer un avenir, Intro Aviation a souhaité associer les salariés au capital. Ils détiennent 20% du capital et auront un représentant au conseil d'administration. Le nouvel actionnaire s'est engagé à maintenir les salaires, les accords collectifs, à ne pas réduire les effectifs pendant 24 mois.

12 – Le Monde : Modernisations & Équipements

Généralités

« Le ticket restaurant papier va disparaître d'ici 3 ans » selon Edenred

Entreprises & Finance Banques / Finance <https://www.latribune.fr/> Par Juliette Raynal | 18/03/2019, 7:00



Dans l'Hexagone, 800.000 cartes Ticket Restaurant ont été distribuées. (Crédits : edenred)

Le géant des services prépayés dans le monde du travail accélère sur le numérique. Julien Tanguy, son directeur général pour la France, estime que son offre Ticket Restaurant sera complètement dématérialisée d'ici trois ans. A moyen terme, l'entreprise française veut jouer le rôle de "compagnon universel" dans le monde du travail.

Edenred, la maison-mère de Ticket Restaurant, pousse les feux sur le numérique. Le spécialiste des services prépayés pour le monde de l'entreprise, présent dans 45 pays à travers le monde, s'appuie sur le digital pour conquérir de nouveaux clients et étoffer sa palette de services.

L'ex-filiale d'Accor, scindée en 2010, qui a enregistré un chiffre d'affaires de 1,38 milliard d'euros en 2018, dont 239 millions réalisés en France, s'est développée autour de trois grands pôles : « les avantages aux employés » (65% de son activité), qui comprend notamment Ticket Restaurant, le pôle « solutions de mobilité professionnelle » (25%) et celui des « solutions complémentaires » (10%), qui englobe notamment les solutions de paiement interentreprises.

Aujourd'hui, elle assure que 47 millions de salariés dans le monde utilisent un produit Edenred sous forme d'applications mobiles, de plateformes en ligne et de cartes. Le groupe français a géré 15 millions de transactions sur mobile en 2018.

Investissement de 100 millions par an dans le digital

L'entreprise affirme investir chaque année 100 millions d'euros dans le digital à l'échelle mondiale. Cela se traduit à différents niveaux. Le canal numérique est ainsi devenu un levier clé dans la conquête de nouveaux clients (essentiellement des PME en France) afin de gagner en efficacité. « 20% de l'acquisition des nouveaux clients sur la partie Ticket Restaurant s'effectue aujourd'hui en ligne. C'était zéro il y a trois ans ! », indique Julien Tanguy, le directeur général d'Edenred France.

Edenred mise surtout sur le digital pour proposer de nouveaux services aux utilisateurs finaux, les salariés de ses entreprises clientes, à l'heure où de nouveaux entrants, comme la startup montpelliéraine Lunchr, entendent « *digitaliser la pause déjeuner*. »

« *Il n'y a pas de petits concurrents* », commente Julien Tanguy.

Il y a cinq ans, l'entreprise a lancé la carte Ticket Restaurant. Associée à une application mobile, elle permet de dématérialiser ce service.

« *D'ici trois ans, le ticket restaurant papier va disparaître. On passera au 100% digital* », estime le directeur général d'Edenred France.

Le Brésil, où l'entreprise s'est très fortement développée, est au tout-digital depuis 2016. Pourtant, en France, seules un peu plus de 12.000 entreprises clientes sur 65.000 (soit environ 20%) sont passées au titre-restaurant dématérialisé. Dans l'Hexagone, 800.000 cartes Ticket Restaurant ont été distribuées. « *Nous passerons sans problème le cap du million de cartes au cours de l'année* », affirme Julien Tanguy.

Les utilisateurs ont aussi la possibilité d'enregistrer cette carte dans les différents portefeuilles numériques du marché (Apple Pay, Google Pay et Samsung Pay) pour régler leur déjeuner directement depuis leur mobile. Edenred a également noué des partenariats avec une vingtaine d'acteurs de la Foodtech, comme Deliveroo, Uber Eats, Nestor ou encore Dejbox, afin de permettre aux salariés de commander leur déjeuner sur ces sites en ligne avec le moyen de paiement Ticket Restaurant, en renseignant simplement leur identifiant. « *Plus de 500.000 repas ont été commandés sur ces plateformes de livraison depuis septembre* », indique Julien Tanguy. L'entreprise entend poursuivre cette stratégie pour compter une cinquantaine de partenaires d'ici la fin de l'année.

Des synergies opérationnelles avec les startups

Pour rester compétitif et imaginer de nouveaux services, le groupe mise sur l'innovation en interne (cycles de développement courts, multiplication des focus groupes, innovations incrémentales, programme d'intrapreneuriat) et l'exposition au monde des startups. « *Dès la création d'Edenred, en 2010 [lors de sa séparation du groupe Accor, ndlr], nous nous sommes dotés d'un fonds de capital-risque* », se targue le dirigeant.

Le géant du prépayé a ainsi investi dans Zenchef, qui édite un logiciel de réservation pour les restaurants et gère leur e-réputation, ou encore dans ProwebCE, spécialiste des solutions de gestion à destination des comités d'entreprise, finalement rachetée en 2015. Edenred a, par exemple, capitalisé sur ce rachat pour développer des applications permettant aux salariés d'acheter directement une place de cinéma depuis leur smartphone, tout en bénéficiant de l'aide financière apportée par le CE : plus besoin de penser à acheter une place de cinéma auprès d'un représentant du comité d'entreprise avant de partir en week-end.

Plus récemment, Edenred est entré au capital de la startup suisse Beekeeper, qui propose des outils de communication aux entreprises dont les salariés sont mobiles. Quel lien avec les services de paiement prépayés ?

« *Notre objectif est de devenir le compagnon universel du monde du travail. Nous voulons nous inscrire dans l'expérience des gens et être acteur du bien-être au travail* », répond Julien Tanguy.

Commerce

Trump est-il en train de gagner la guerre économique contre Xi Jinping ?

Monde / Économie <https://www.slate.fr/> Richard Arzt — 22 mars 2019 à 7h34 — mis à jour le 22 mars 2019 à 12h37

Alors que les négociations continuent, Trump maintient les droits de douane punitifs à l'encontre de la Chine, qui plie.



Le président chinois Xi Jinping lors de réunion annuelle de l'Assemblée nationale populaire au Palais du peuple à Pékin, le 12 mars 2019 et le président américain Donald Trump à l'aéroport de Canton (Ohio), le 20 mars 2019. | Fred Dufour - Saul Loeb / AFP

À sa manière, pas vraiment nuancée, Donald Trump a provoqué un séisme politique en Chine. Il est le premier président américain à avoir décidé de contrer l'expansionnisme commercial chinois. Tout a commencé en mars 2018. Donald Trump fait alors savoir qu'il envisage d'infliger des surtaxes de 10 à 25% sur l'acier et l'aluminium chinois. Un mois plus tard, il vise les produits chinois de l'aéronautique, des technologies de l'information et de la robotique. Tous ces secteurs représentent 250 milliards de dollars et contiennent, affirme la Maison-Blanche, des procédés que des entreprises américaines ont été obligées de transférer à des entreprises chinoises ou que celles-ci ont pillés.

Dans un premier temps, le président Xi Jinping promet, lui, une «*nouvelle phase*» d'ouverture de l'économie chinoise. Il parle de créer en Chine des ports francs, de rendre plus facile l'accès des entreprises étrangères aux services bancaires et financiers et «*d'abaisser significativement*» les tarifs douaniers sur les produits importés, à commencer par ceux qui pèsent sur l'automobile.

La Chine en baisse de croissance

Cela fait un an que les discussions se poursuivent produit par produit. Les Chinois ont systématiquement répliqué aux augmentations de taxes décrétées par les États-Unis en annonçant qu'ils frapperaient d'un montant équivalent des produits américains. La menace concerne en particulier le soja américain. Il est importé pour nourrir des porcs chinois et provient de fermes du Midwest où les agriculteurs sont le plus souvent des électeurs de Donald Trump.

Mais la négociation est difficile pour la Chine. L'économie du pays n'est plus aussi en forme qu'il y a une dizaine d'années lorsque le taux de croissance dépassait les 10%. En 2018, ce chiffre a été de 6,6%. Pour 2019, le gouvernement chinois l'envisage entre 6 et 6,5%. Ce qui sera difficile à atteindre, selon des professeurs d'économie locaux.

Étant donné cette croissance amoindrie, le pouvoir chinois préférerait évidemment éviter les droits de douanes supplémentaires qu'annonçait l'Amérique de Donald Trump. Début décembre 2018, au sommet du G20 de Buenos Aires, lors d'une rencontre avec Xi Jinping, le président américain a accepté de ne pas mettre trop rapidement en place ces nouvelles taxes américaines. Ce devait être début mars et on parle désormais de la mi-avril. Ce report entre dans le cadre des négociations en cours et permet à l'évidence d'accentuer la pression sur les gouvernants chinois. Côté américain, les discussions sont menées par le représentant au commerce, Robert Lighthizer, qui appartient nettement au clan des faucons de l'administration Trump. Une tendance qui se déploie face à la montée en puissance de la Chine.

Lenteur du processus de décision chinois

Fin janvier 2019, Lu He, un proche conseiller de Xi Jinping, est allé à Washington pour parler avec Donald Trump. À l'époque, la rencontre à Hanoi du président américain avec le leader coréen Kim Jong-un se précisait. Côté chinois, on souhaitait que Donald Trump profite de ce rendez-vous au Vietnam pour venir en Chine et conclure solennellement avec Xi Jinping un accord commercial sino-américain. Mais rien ne s'est déroulé ainsi. D'une part, le 28 février, le sommet Trump-Kim Jong-un n'a pas eu les résultats espérés par Donald Trump et, d'autre part, les négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine n'étaient toujours pas achevées. Et elles durent encore.



Le système chinois de prise de décision ne simplifie sans doute pas ces discussions. Au sein du Parti communiste, une large concertation des nombreux dirigeants concernés par le commerce extérieur est nécessaire avant toute prise de position. À chaque étape, l'entourage de Xi Jinping doit répondre à des demandes de prise en compte de positions chinoises très diverses selon les secteurs de l'économie. L'avantage est qu'une fois dans la négociation avec les Américains, chaque argument chinois a été largement validé en interne. Mais le processus prend du temps. Et rien ne semble être fait en Chine pour faciliter les discussions des négociateurs nommés par Xi Jinping.

Plusieurs signes indiquent qu'aux yeux du président chinois, cette concertation systématique des hautes instances du Parti apparaît excessive. Ce qui explique probablement que, pendant les mois précédant la réunion annuelle de l'Assemblée nationale populaire qui s'est tenue du 5 au 15 mars, il n'y a pas eu cette année les deux sessions habituelles du Comité central du Parti communiste pendant lesquelles 200 délégués se penchent préalablement sur les questions gouvernementales. Tout porte à croire que la direction du PC préférerait éviter des débats difficiles, précisément sur la conduite à tenir face aux États-Unis.

Un «plan de bataille» pour doper l'activité en Chine

Ensuite, lors de cette réunion de l'Assemblée, les questions commerciales et la relation de la Chine et des États-Unis vont être abordées mais avec discrétion. Les réunions de commission qui peuvent traiter de ces sujets ne sont pas ouvertes à la presse. Les ralentissements économiques, en partie provoqués par l'attitude américaine, sont évoqués à demi-mot quand, le 5 mars, devant les quelque 3.000 députés de l'Assemblée, le Premier ministre lâche dans son discours d'ouverture de la session: *«La conjoncture tant nationale qu'internationale a fait basculer notre développement dans un environnement d'une grande dureté et complexité.»* Le Premier ministre a ensuite annoncé un «plan de bataille» avec une série de mesures pour doper l'activité en Chine. Cela va d'une baisse des charges pour les entreprises (d'un montant équivalent à 260 milliards d'euros) à la possibilité pour les collectivités locales de s'endetter à hauteur de 100 milliards de plus que ce qui était préalablement permis.

Une réponse officielle aux pressions américaines intervient le 15 mars, dernier jour de la session de l'Assemblée chinoise sous la forme d'une loi *«destinée à faciliter et protéger les investissements étrangers»*. Ce texte met fin aux obligations de transfert de technologies que la Chine exigeait des entreprises qui investissent dans son économie. Il interdit *«le recours à des moyens administratifs pour forcer les firmes étrangères à transférer leurs technologies»*. La loi – adoptée à 2.929 voix pour, huit contre et huit abstentions – entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Elle permettra, selon le commentaire du *Quotidien du Peuple* d'établir *«une concurrence loyale»* entre entreprises chinoises et étrangères sur le marché chinois.

L'affaire Huawei, un levier politique

Ce même matin du 15 mars, le Premier ministre Li Keqiang vient parler de l'actualité chinoise en conférence de presse. C'est le seul moment de l'année où un haut dirigeant chinois participe à un tel exercice. Les journalistes, chinois ou non, ont dû faire connaître, dans les quinze jours précédents, le thème et la formulation de ce qu'ils veulent demander. En réponse à une question dont il connaît donc la teneur, Li Keqiang indique d'abord qu'une nouvelle loi va renforcer en Chine la protection de la propriété intellectuelle étrangère. Dans une autre réponse, il dit *«espérer que les négociations sino-américaines déboucheront sur des résultats gagnant-gagnant et mutuellement bénéfiques»*. En insistant: *«La Chine et les États-Unis sont devenus étroitement liés*

à travers des années de développement et de coopération, il n'est ni réaliste ni possible de dissocier les deux économies.»

Manifestement, les négociateurs américains ne sont pas aussi conciliants. Les contacts entre responsables du commerce américains et chinois se font par téléphone ou par vidéoconférence. Et régulièrement, des fonctionnaires de Washington viennent quelques jours à Pékin pour aborder des points précis. Dans le détail, il semble que les Chinois se sont engagés récemment à ouvrir davantage leur marché à la viande de bœuf américaine et aux produits chimiques. Les tarifs douaniers chinois qui frappent l'importation d'automobiles américaines seraient abaissés sous le seuil actuel de 15%. Par ailleurs, il a été convenu que des entreprises chinoises achèteront davantage de gaz naturel aux États-Unis. En échange, les négociateurs chinois demandent que soient supprimées les barrières douanières mises en place depuis un an par Donald Trump.

«Il semble évident que les actions récentes lancées contre des entreprises et des individus chinois représentent très clairement une répression politique délibérée.» Wang Yi, le ministre chinois des Affaires étrangères

Les discussions ne sont pas facilitées par les sévères mises en cause américaines à l'encontre de Huawei, le puissant groupe de télécommunications chinois en pointe dans le déploiement de la 5G, l'internet de la cinquième génération. Les États-Unis accusent Huawei d'avoir vendu du matériel en Iran, violant ainsi l'embargo décrété par Washington à l'encontre de ce pays, et par ailleurs d'avoir volé des technologies appartenant au groupe américain T-Mobile. Washington demande que la directrice financière de Huawei, Meng Wanzhou, qui a été arrêtée au Canada soit extradée vers les États-Unis. Elle est la fille du créateur de Huawei, un milliardaire proche du pouvoir à Pékin. Huawei a attaqué en justice le gouvernement américain. Et Wang Yi, le ministre chinois des Affaires étrangères a fait ce commentaire: *«Il semble évident que les actions récentes lancées contre des entreprises et des individus chinois ne sont pas seulement des affaires judiciaires classiques, mais représentent très clairement une répression politique délibérée.»*

Les négociations se poursuivent

La relation sino-américaine est de plus en plus tendue. *«La danse que mènent les Chinois et les Américains actuellement est plutôt difficile à décoder»*, estime Jean-François di Meglio, président d'Asia-Centre. *«Les Chinois ont sans doute envie d'avancer. Ils ont besoin que la négociation avec Washington se règle. Mais il n'est pas question pour eux de montrer une faiblesse et de prendre le risque de perdre la face. Or c'est ce qui arriverait s'ils font des concessions et que Trump recule encore un accord.»*

Dans ce contexte, Xi Jinping vient en Europe le 21 mars. Il commence par l'Italie, passe ensuite une demi-journée à Monaco puis, le dimanche 24 au soir, il dîne à Beaulieu avec Emmanuel Macron avant, le 25 et le 26, d'être en visite d'État à Paris. Une source élyséenne fait savoir qu'il n'est *«pas question pour la France de s'aligner sur les positions américaines»* et que de toute façon le dossier des relations commerciales sino-européennes relève d'une compétence de l'Union européenne. Celle-ci, depuis quelques semaines, cherche à mettre au point une réponse commune aux ambitions chinoises. Pour préciser tout cela au Président chinois, Emmanuel Macron a invité à Paris la chancelière Merkel et le Président de la commission européenne, Jean-Claude Juncker.

Le 27 mars Xi Jinping sera aux États-Unis. Rien n'indique qu'un accord commercial sino-américain pourrait alors se conclure. Donald Trump ne manque pas une occasion de dire l'amitié qu'il porte à Xi Jinping tout en exprimant régulièrement son *«optimisme sur un futur accord commercial entre les États-Unis et la Chine»*. Mais le 20 mars le président américain a aussi annoncé que les tarifs douaniers que les États-Unis ont imposés à la Chine pourraient rester en place *«pour une période conséquente»*. Il a d'ailleurs prévenu: *«Nous voulons être sûrs que si nous concluons un accord avec la Chine, celle-ci le respectera.»* Dans ces conditions et jusqu'à nouvel ordre, la négociation se poursuit entre Washington et Pékin.

Finances

La Fed envisage une longue période de «patience» sur la hausse des taux

Économie Conjoncture <http://www.lefigaro.fr/> Par Pierre-Yves Dugua Mis à jour le 21/03/2019 à 06:57 Publié le 20/03/2019 à 23:11



Un trader américain, attentif pendant les annonces de la Fed ce mercredi. Brendan McDermid/REUTERS

La Banque centrale américaine a confirmé son changement de cap mercredi. Elle pourrait même ne pas relever ses taux d'intérêt cette année, dans la perspective d'un ralentissement plus marqué de la croissance aux États-Unis.

De notre correspondant à Washington

La décision hier du comité monétaire de la Réserve fédérale de ne pas modifier son taux directeur était largement anticipée. La Fed maintient en place son taux dit des «fed funds» entre 2, 25 et 2, 50%. Dans son communiqué elle note que «les récents indicateurs montrent une croissance plus lente des dépenses des ménages et des dépenses d'investissement des entreprises au premier trimestre... alors que dans l'ensemble l'inflation a reculé, en grande partie du fait des prix plus bas de l'énergie». Son changement de politique annoncé début janvier, manifesté par une pause dans ses relèvements de taux, est donc confirmé.

Dans la conférence de presse qui a suivi la publication du communiqué, le patron la banque centrale américaine, Jay Powell, a jugé que le niveau actuel de taux était proche de la neutralité. Cette position lui semble appropriée aujourd'hui et pourrait l'être pour des mois. «Nous ne voyons pas de données qui suggèrent que nous devons bouger dans un sens ou un autre. Elles suggèrent que nous restions patients et laissons la situation se clarifier au fil du temps» résume Jay Powell.

Journée banale à Wall Street

La Fed ne s'engage nullement à ne pas modifier son taux avant l'année 2020. Sa politique dépend toujours des signaux donnés par la conjoncture. Pour autant elle n'exclut pas que sa position d'attente dure jusqu'à l'année prochaine.

Cette nuance dans sa perspective de taux n'a guère ému Wall Street. L'indice S&P a reculé de 0, 3% à la clôture. En revanche elle a pénalisé les cours des banques car ces dernières sont en mesure de renforcer leurs marges lorsque la Fed favorise une remontée des taux. Le dollar a souffert initialement, perdant 0, 7% face à l'euro, avant de finir la journée sur le marché américain, pratiquement inchangé.

La possibilité d'un maintien du taux des «fed funds» à son niveau actuel jusqu'à l'hier est aussi illustrée par les graphiques publiés hier par la Fed. Ils montrent de manière anonyme quels niveaux de taux sont envisagés par les membres du comité monétaire de la banque centrale pour les prochains mois. Ces graphiques reflètent les scénarios qui paraissent crédibles aux gouverneurs et autres membres de la Fed et non pas une promesse ou une marche à suivre.

Par ailleurs la Fed confirme sa décision de ralentir le rythme de réduction de son bilan à partir de mai et de cesser totalement cette baisse en octobre. C'est en gros ce que souhaitait Wall Street, inquiète que la sortie de l'assouplissement quantitatif par le retour sur le marché d'obligations du Trésor et de titres gagés sur des hypothèques aboutisse à faire remonter trop vite les taux longs.

Industries d'armement

L'industrie allemande de l'armement critique la politique de Berlin en matière de défense

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 20 mars 2019



Visiblement, la ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, devra s'y résigner. Contrairement aux assurances données à l'Otan en juillet dernier et à ses engagements pris lors du sommet de Newport, en 2014, l'Allemagne ne portera pas ses dépenses militaires à 1,5% de son PIB d'ici 2025. Ou si elle le fait, ce sera au prix d'un effort budgétaire aussi considérable qu'improbable à partir de 2023.

En effet, selon le plan budgétaire pour la période 2019-23, le budget alloué à la Bundeswehr représentera 1,37% du PIB en 2020, 1,33% en 2021, puis 1,29% en 2022 et 1,25% en 2023. Pour le ministre allemand des Finances, Olaf Scholz, il s'agit ainsi d'anticiper une croissance économique beaucoup moindre que prévu, et donc une baisse des rentrées fiscales. D'où la nécessité de trouver près de 25 milliards d'euros d'économies pour équilibrer les comptes publics.

Évidemment, cette trajectoire budgétaire a été critiquée par les États-Unis, qui ne cessent de vilipender Berlin pour la faiblesse de ses dépenses militaires. Et, pour couronner le tout, la décision du tribunal administratif de Münster sur la légalité des frappes américaines au Yémen n'aidera pas à mettre de l'huile dans les rouages, tout la question de la présence éventuelle du chinois Huawei dans les réseaux 5G allemands.

Ainsi, Richard Grenell, l'ambassadeur américain à Berlin, a jugé « inquiétant » le projet du gouvernement allemand visant à baisser « le niveau déjà inacceptable » de ses dépenses militaires.

Cela étant, et alors qu'elle défendait, il y a moins d'un an, la nécessité de donner plus de moyens à la Bundeswehr [une question de « crédibilité » de l'Allemagne, avait-elle dit], la chancelière allemande, Angela Merkel, assume.

« Nous allons poursuivre notre effort [en matière de dépenses militaires] mais pas si ça en coûte à l'aide au développement », a en effet prévenu Mme Merkel, le 19 mars, lors du forum « Global Solutions » à Berlin. « Que le président américain juge cela insuffisant, je peux le comprendre. Beaucoup de partenaires européens jugent aussi cela insuffisant », a-t-elle ajouté.

Mais il n'y a pas que le président Trump et les partenaires européens de Berlin qui jugent cela insuffisant. Ainsi en est-il du Groupement des Industries Allemandes de Sécurité et Défense [BVSD], dont le président, Hans Christoph Atzpodien, s'est fendu d'un communiqué pour critiquer les orientations fixées par Berlin.

Ainsi, ces dernières ont été qualifiées de « décevante » par M. Atzpodien, lequel n'a pas manqué de souligner les problèmes récurrents dans le domaine des équipements [et dénoncés par les rapports parlementaires] auxquels est confrontée la Bundeswehr. Et de prévenir que cette planification budgétaire aurait des « effets négatifs sur le rôle de l'Allemagne » dans les politiques en matière de coopération militaire de l'Union européenne et de l'Otan.

Selon le communiqué du BDSV, les entreprises allemandes du secteur de l'armement redoutent non seulement des dépenses militaires moins élevées que prévu mais aussi les restrictions imposées par Berlin en matière de ventes d'armes. Le Pdg d'Airbus, Tom Enders, a déjà eu

l'occasion de dire tout le mal qu'il pensait de cette politique. D'ailleurs, son groupe cherche désormais à se passer de composants fabriqués en Allemagne afin de ne plus avoir les mains liées.

D'où l'avertissement lancé par l'Association fédérale de l'industrie allemande [BDI], après une déclaration faite par Andrea Nahles, la présidente du Parti social-démocrate [SPD], lequel fait partie de la « grande coalition » dirigée par Mme Merkel.

En effet, rapporte l'agence Reuters, Mme Nahles souhaite prolonger le moratoire sur les ventes d'armes destinées à l'Arabie Saoudite au moins jusqu'en octobre. Quitte à mettre dans l'embarras les Britanniques, qui ne peuvent honorer une commande portant sur 48 avions de combat Eurofighter ainsi que sur des missiles Meteor, des composants de ces systèmes étant produits en Allemagne.

« Il convient de convenir avec nos partenaires européens que les équipements dépendant des fournitures allemandes ne seront pas autorisés à être utilisés pour la guerre au Yémen », a ainsi expliqué un cadre du SPD à Reuters.



Matthias Wachter @WachterBDI

#Unilateral extension of ban for **#armsexports** would primarily affect **#France** & **#UK**. **@spdbt** endangers joint projects & common European **#defence** policy. With embargo and proposed 2020 budget, **#Berlin** is increasingly isolated among its closest allies.

09:57 - 19 mars 2019

Pour la BDI, la prolongation de cette « interdiction unilatérale touchera particulièrement la France et la Grande-Bretagne et pourrait mettre en péril des projets comme le développement d'un nouvel avion de combat franco-allemand. »

La position du SPD « met en danger les projets communs et la politique européenne commune de défense. Avec l'embargo et le budget proposé pour 2020, Berlin est de plus en plus isolé parmi ses alliés les plus proches », a résumé Matthias Wachter, un expert des questions de défense travaillant pour la BDI.

Photo : Bundeswehr

Transports

Le Boeing 737 MAX, l'avion qu'Airbus a poussé à faire

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Fabrice Gliszczynski | 18/03/2019, 7:37



(Crédits : Joshua Roberts)

Les autorités éthiopiennes ont indiqué que la lecture des boîtes noires de l'accident du 737 MAX 8 d'Ethiopian Airlines le 10 mars montrait des similitudes avec celui de Lion Air en octobre. Le système anti-décrochage de l'avion et sa certification sont dans le viseur. La Chambre des représentants envisage d'ouvrir une enquête sur la certification de l'avion.

Boeing est dans l'oeil du cyclone. Selon la ministre éthiopienne des Transports, Dagmawit Moges, les données des boîtes noires du 737 MAX 8 qui s'est écrasé le 10 mars en Ethiopie, faisant 157 victimes, ont mis en évidence des "similarités claires" avec le crash en octobre d'un appareil du même type de Lion Air au large de l'Indonésie. Les autorités éthiopiennes disposent désormais des données des deux boîtes noires. L'une enregistre les sons dans le cockpit, l'autre tous les

paramètres du vol. Dimanche, toutes ces données ont été téléchargées par le Bureau d'enquêtes et d'analyses (BEA) français puis "remises à l'équipe d'enquête éthiopienne".

Montée et descentes irrégulières pendant la phase de montée

Ces similarités n'ont pas été précisées par la ministre. Depuis le crash, de nombreux experts et de nombreux pays ont mis en lumière des circonstances similaires entre les deux accidents. Dans les deux cas, les deux avions flambants neufs se sont écrasés peu après le décollage après avoir connu des montées et des descentes irrégulières lors de la phase de montée. L'enquête sur l'accident de Lion Air a pour le moment mis en cause un dysfonctionnement sur le système de stabilisation en vol destiné à éviter un décrochage de l'avion, le MCAS (Manoeuvring Characteristics Augmentation System).

Le MCAS dans le viseur

Ce logiciel permet d'optimiser le profil de vol et (...) de maintenir l'avion dans une assiette" appropriée, c'est-à-dire une trajectoire sûre, a résumé Michel Merluzeau, expert aéronautique chez AirInsight à l'AFP. Il s'active lorsque l'angle d'attaque -ou degrés d'inclinaison de l'appareil- est un peu élevé et que le pilotage automatique est désactivé comme lors du décollage ou de l'atterrissage. A l'inverse, il se désactive quand l'angle d'attaque est suffisamment retombé ou si le pilote le déconnecte.

Ce système est nouveau sur la famille des moyens-courriers 737 MAX, version remotorisée du B737 NG lancé à la fin des années 90 avec un redesign complet de l'appareil par rapport aux premières versions du 737 lancées à partir du milieu des années 60. Pour faire évoluer ce dernier, l'avionneur américain a installé des moteurs plus puissants donc plus lourds, qui auraient pu engendrer un risque plus élevé de décrochages, selon un expert cité par l'AFP. D'où la mise en place du MCAS. Ce programme mesure l'angle d'attaque à l'aide d'une sonde ("Angle of attack"-AOA) et, pour éviter un décrochage de l'appareil, il met l'avion en "piqué". Ce système est censé se déclencher en cas de sortie du domaine de vol, mais semble néanmoins se déclencher également quand l'avion est dans les limites du domaine de vol en raison de mauvaises données reçues. Selon un pilote, ceci peut venir d'un dysfonctionnement des sondes d'incidence qui envoient de mauvaises informations de vitesse et d'incidence au logiciel, ou par une défaillance du système de remontées des données.

Après l'accident de Lion Air, Boeing avait publié une consigne demandant aux pilotes confrontés à des problèmes d'incidence ou de vitesse de couper les "trim" pour reprendre l'avion en manuel et se poser le plus rapidement possible. Les "trims" font bouger le plan fixe horizontal de la gouverne", explique à La Tribune un pilote.

Ce dimanche, le PDG de Boeing Dennis Muilenburg, a indiqué que l'avionneur était sur le point de "finaliser" le développement d'un correctif du MCAS.

Selon des informations du Seattle Times dimanche, qui s'appuie sur des témoignages d'anciens et d'actuels ingénieurs de Boeing, la FAA aurait fait faire en 2015, à la hâte et de façon inappropriée, le processus de certification du MCAS. La FAA, autorité de régulation fédérale et réputée indépendante, aurait délégué une grande partie de la certification du 737 MAX et de son logiciel MCAS à des ingénieurs de Boeing lui-même. Le constructeur de Seattle était sous pression pour rattraper le retard accusé face à l'A320 Neo d'Airbus. Le régulateur américain a défendu dimanche auprès de l'AFP la validité de la certification du 737 MAX "qui a suivi la procédure classique".

"Le 737 MAX a été certifié par l'Administration fédérale de l'aviation américaine (FAA) conformément aux exigences et processus qui régissent la certification de tous les avions construits par Boeing, nouveaux modèles et variantes. La FAA a examiné la configuration finale et les paramètres d'exploitation du système MCAS lors de la certification du Boeing 737 MAX, et conclu que ce système répondait à toutes les exigences réglementaires et de certification applicables".

Vers une enquête sur la certification du B 737 MAX

Selon certaines sources européennes, la manière dont ce système a été certifié (notamment le traitement des écarts qui avaient déjà été constatées sur ce système) a suscité également des interrogations en Europe après l'accident de Lion Air. C'est pourquoi la plupart des pays européens comme la France ont interdit leur espace aérien au B737 MAX alors que leur homologue américaine, la FAA, continuait à maintenir sa confiance dans l'appareil (celle-ci s'est ravisée depuis). Selon l'AFP, la commission des Transports et des Infrastructures de la Chambre des représentants envisage d'ouvrir une enquête sur la certification du 737 MAX. Selon le Wall Street Journal, le département américain des Transports (DOT) mène une enquête sur le processus d'approbation du MCAS par la Federal Administration Agency, (FAA), la direction de l'aviation civile américaine.

Pour autant, rien dans le calendrier ne permet de dire que Boeing a bâclé sa phase de développement pour rattraper l'A320 Neo. Cinq ans et demi se sont écoulés entre le lancement du programme fin 2011 et la mise en service de l'appareil, ce qui pour un appareil dérivé n'a rien de précipité. Le B737 MAX est entré en service 15 mois après l'A320 NEO, qui avait lancé 9 mois avant le B737 MAX, en décembre 2010. En revanche, Boeing a dû apporter plus de modifications sur le B737 MAX qu'Airbus sur l'A320 Neo. "Court sur pattes", le B737 ne pouvait recevoir sous ses ailes des moteurs plus gros pour augmenter le taux de dilution et la performance du moteur. D'ailleurs la nacelle des moteurs LEAP de CFM International (General Electric-Safran), du B737 MAX ont eu une forme différente à leur niveau inférieur que celle des moteurs pour l'A320 Neo. En outre, Boeing a placé les moteurs plus en avant sur la voilure par rapport au B737 classique.

Airbus a dicté sa stratégie

Une chose est sûre en tout cas. Boeing n'avait initialement pas prévu de construire cet avion. Pour la première fois de son histoire, le géant américain s'est fait dicter sa stratégie par un concurrent, Airbus et son A320 remotorisé NEO. Sans ce dernier le B737 MAX n'aurait pas vu le jour. Boeing a été poussé par Airbus à lancer cet avion.

En effet, quand Airbus a annoncé le lancement de l'A320 Neo en décembre 2010, Boeing envisageait plutôt de lancer un successeur au B737 utilisant un bon nombre des technologies du B787. Pour les dirigeants de Boeing, un tel avion aurait poussé Airbus à lancer lui aussi un nouvel avion sans avoir rentabilisé l'A320 Neo. Avec ce coup d'avance, Boeing pouvait espérer rafler une part de marché significative du segment stratégique des avions moyen-courriers, qui représente près de 70% des livraisons d'avions commerciaux du monde.

La guerre éclair d'Airbus en 2011

Un scénario catastrophe pour Airbus. Pour l'éviter, l'avionneur devait engranger un grand nombre de contrats dans un temps record. C'est ce qui s'est produit. Les annonces de commandes astronomiques se sont succédées les unes après les autres au cours du premier semestre 2011. Notamment au salon du Bourget en juin 2011. Devant cette avalanche de contrats, Boeing s'est mis à douter. Quand American Airlines, l'un de ses clients historiques, a commencé à s'intéresser à l'A320 Neo, le groupe américain n'a plus eu le choix : le B737 sera remotorisé lui aussi. Fin août 2011, Boeing lance le B737 MAX, prévu pour 2017. A ce moment-là, 1.200 A320 Neo sont déjà au compteur d'Airbus. Une avance qui ne se résorbera pas. Au contraire. Aujourd'hui, elle s'est creusée de 300 exemplaires puisque l'A320 Neo comptabilise 6.500 ventes contre plus de 5.000 pour le B737 MAX.

4 problèmes à l'origine des deux crashes du Boeing 737 MAX

<https://www.huffingtonpost.fr/> LES BLOGS 19/03/2019 18:40 CET | Actualisé 20/03/2019 10:42 CET Xavier Tytelman Consultant CGI Business Consulting, fondateur du Centre de Traitement de la Peur de l'Avion

Y a-t-il eu précipitation de la part de Boeing lors du lancement du MAX?



Xavier Tytelman Dans les usines de Boeing à Seattle en 2018, le 737 MAX sur la ligne d'assemblage.

Deux philosophies de pilotage opposent diamétralement Airbus et Boeing. Depuis le lancement de l'A320, tous les Airbus possèdent une protection de leur domaine de vol, c'est-à-dire que l'avion va refuser certaines manœuvres dangereuses que le pilote pourrait demander, comme par exemple des virages trop inclinés, une incidence trop élevée ou une vitesse trop lente. Ce procédé a permis d'éviter des accidents ou de rattraper des situations très difficiles: lors de l'amerrissage sur le fleuve Hudson, le système de protection du domaine de vol a refusé des ordres trop à cabrer émis par le pilote qui auraient par deux fois conduit à un décrochage. Les pilotes d'Airbus savent donc que l'avion peut, pour le bien de tous, refuser certains ordres. Mais les pilotes savent aussi qu'en cas de panne de ce système de protection, il se pourrait que l'appareil agisse de manière inappropriée. C'est ce qui est par exemple arrivé en 2012 sur un A330 d'Eva Air: l'appareil s'est mis en descente suite à un dysfonctionnement des sondes, et les pilotes ont donc déconnecté les ordinateurs pour reprendre leur appareil "en loi directe", c'est-à-dire en déconnectant tout ordinateur qui pourrait se trouver entre leurs ordres sur le manche et les mouvements des gouvernes de l'avion.

Boeing a toujours mis en avant une architecture inverse sur son 737: le pilote a des indications qui l'informent qu'il se rapproche d'une situation dangereuse (le manche peut vibrer ou devenir de plus en plus "lourd"), mais aucun ordinateur ne doit contrer ses ordres ou prendre des initiatives. C'est en tout cas ce que tout le monde pensait jusqu'au crash du Boeing 737 MAX de Lion Air en octobre 2018.

Problème 1: le pilote n'est pas seul aux commandes

Ce crash a montré que Boeing avait mis en place un système de protection anti-décrochage, le MCAS. Mais l'avionneur américain avait estimé que le système n'avait pas besoin d'être connu des pilotes puisqu'il devait être totalement autonome, s'activant simplement en cas de besoin pour faire prendre une action à piquer de manière normalement très progressive. En cas de déclenchement intempestif du MCAS, les pilotes étaient censés revenir à une gestion de panne connue depuis les années 60 et le Boeing 707: il faut empêcher le compensateur de se dérouler en le déconnectant (voir cet article plus complet sur la situation, et cette explication technique). Sauf que pour penser à réaliser cette action, il faut savoir qu'un système de protection existe et s'active. Cette vision très "ingénieur" de la situation a provoqué de nombreuses protestations des pilotes se sentant trahis, et une formation complémentaire a été mise en place après le premier accident.

Problème 2: le MCAS n'utilise qu'une seule sonde pour s'activer

Le deuxième gros problème est lié aux informations utilisées par le MCAS: il n'est basé que sur une seule sonde d'incidence (ou "sonde AOA") pour s'enclencher, et il possède donc un taux de panne beaucoup plus élevé que s'il utilisait les 2 capteurs de l'avion (c'est le concept de la redondance aéronautique). Il en résulte une situation inédite sur le 737 MAX résumée par cette phrase:

if an AOA vane provides an erroneous signal, the MCAS will treat the signal as valid

"Le MCAS s'enclenchera même si la sonde d'incidence envoie un signal erroné." (Capture d'écran extraite de l'application Cockpit Companion.)

Certaines compagnies utilisant l'avion, comme Southwest, ont donc décidé d'ajouter un indicateur de l'angle d'attaque pour permettre de détecter rapidement un problème, et ce dès les semaines qui ont suivi le premier accident de l'appareil (article ici). La formation complémentaire proposée par Boeing ne semblait déjà pas être suffisante pour tout le monde...

Problème 3: le MCAS est quatre fois plus rapide que prévu

Les dernières révélations montrent que le MCAS peut s'activer jusqu'à 4 fois plus vite que le rythme annoncé dans les documents de sécurité initiaux: 8 degrés par période de 10 secondes au lieu de seulement 2° annoncé. A moins d'appliquer la procédure de gestion de panne du compensateur, les actions que doivent conduire les pilotes pour contrer le MCAS sont donc quasi continues.

Problème 4: Boeing certifie tout seul une partie de ses avions

Tous les avions sont systématiquement certifiés par les autorités de régulation locales, la FAA aux Etats-Unis et l'EASA pour l'Europe. Mais les performances des avions sont telles qu'il faudrait des armées d'ingénieurs aussi importantes à la FAA que chez Boeing pour pouvoir valider chaque système. Une partie de la certification est donc laissée à la charge de l'avionneur qui s'autocontrôle. Un rapport du *Government Accountability Office* s'inquiétait déjà de la situation en 1993: 70 à 75% de la certification était réalisée par l'avionneur dans les années 80 et cette proportion était montée à 95% sur le Boeing 747-400 en 1989... L'autorité de sécurité aérienne ne vérifiait alors que 5% des spécificités techniques de l'appareil, qu'en est-il aujourd'hui?

Y a-t-il eu précipitation de la part de Boeing lors du lancement du MAX? Airbus avait dévoilé le Neo en décembre 2010 et le succès a été immédiat avec 1256 commandes enregistrées un an plus tard. Boeing se devait de répondre et a donc annoncé son Boeing 737 MAX en août 2011. Il s'est écoulé cinq ans et demi entre l'annonce de l'A320 Neo et les premières livraisons, pour Boeing ce furent six années, ce qui ne semble pas court. Sauf que les évolutions nécessaires sur le 737 sont bien plus lourdes que celles de l'A320 et que les ingénieurs de Boeing ont dû passer 200.000 heures à chercher une solution aux problèmes de batterie du B787 Dreamliner, l'appareil précédemment lancé par Boeing et lui aussi cloué au sol en 2013. Des voix nombreuses s'élèvent contre les liens trop étroits entre l'avionneur et le régulateur: la certification a-t-elle été trop rapide pour permettre à l'avionneur américain de ne pas accumuler plus de retard?

Le B787 a montré qu'un appareil pouvait retrouver une fiabilité totale après des déboires de lancement. Toutes les évolutions entre les versions NG et MAX du Boeing 737 auront été validées d'ici moins d'une semaine. Le MAX, qui réalisait plus de 8600 vols par semaine avant son interdiction de vol, reprendra les vols et aura retrouvé la fiabilité du NG qui vole et continue à voler sans défaut depuis maintenant 25 ans. Personne n'aura de doute sur la fiabilité totale de l'avion, mais la certification de l'avion fera l'objet d'enquêtes, avec des responsabilités à la fois chez l'avionneur et dans l'administration.

Tous les Boeing 737 MAX seront désormais équipés d'un signal d'alerte

<https://www.huffingtonpost.fr/> ACTUALITÉS 22/03/2019 01:57 CET | Actualisé il y a 8 heures Le HuffPost avec AFP

Après le crash d'un avion d'Ethiopian Airlines, le constructeur aéronautique a été sommé d'améliorer son système anti-décrochage MCAS.



Lindsey Wasson / Reuters Boeing va rendre obligatoire la présence d'un signal d'alerte lumineux dans ses 737 MAX (Image d'illustration : le 21 mars à Renton, aux États-Unis).

TRANSPORTS - Boeing donne ses premières réponses après l'accident d'Ethiopian Airlines. Les Boeing 737 MAX seront désormais tous équipés d'un signal d'alerte lumineux pour avertir de tout dysfonctionnement du système anti-décrochage MCAS, mis en cause dans l'accident d'un appareil de ce type ayant entraîné la mort de 189 personnes en octobre, a indiqué ce jeudi 21 mars à l'AFP une source industrielle.

Cette fonctionnalité, qui était jusqu'à présent optionnelle, va devenir partie intégrante de l'avion: c'est une des modifications que Boeing va présenter aux autorités américaines ainsi qu'aux compagnies clientes dans les prochains jours, a ajouté cette source sous couvert d'anonymat.

Elle a par ailleurs indiqué que ni le 737 MAX 8 de la compagnie indonésienne Lion Air ni celui d'Ethiopian Airlines, qui s'est écrasé le 10 mars, faisant 157 morts, n'étaient équipés d'un tel signal.

Un instrument qui aurait dû "être la norme"

American Airlines, qui exploite 24 737 MAX 8, avait, elle, acheté l'option, anticipant de potentiels désaccords entre les systèmes de l'avion, a indiqué à l'AFP une source interne. Idem pour Southwest, plus grosse cliente de cet avion, qui a même rajouté en début d'année une option supplémentaire visant à activer le "Primary Flight Display (PFD)", qui rassemble tous les paramètres nécessaires au pilotage", assure une porte-parole.

Contactés par l'AFP, Boeing et l'agence fédérale de l'aviation, la FAA, n'ont pas souhaité faire de commentaire.

Boeing a sous-estimé les changements nécessaires "Un expert aéronautique

Si la FAA n'avait pas estimé que ce signal était obligatoire jusqu'en début de mois, les experts jugent qu'il est important pour la sécurité d'un vol. "Les instruments comme des signaux lumineux d'alerte devraient être la norme parce qu'il est important pour les pilotes de savoir quand les systèmes sont en désaccord l'un avec l'autre", avance Scott Hamilton, expert au cabinet Leeham Company.

"Il y a eu manifestement un excès de confiance dans la transition du 737NG vers le MAX. Boeing a sous-estimé les changements nécessaires (...), sous-estimé les compagnies clientes qui veulent faire des économies à tous les niveaux opérationnels", ajoute un autre expert aéronautique sous couvert de l'anonymat.

Jusqu'ici payant, le signal sera gratuit

Pour Scott Hamilton, le prix du signal d'alerte n'est pas exorbitant et si Boeing en avait fait une option, c'est parce qu'il le pouvait et pour gagner de l'argent: "C'est aussi simple que ça", affirme l'expert. Le signal d'alerte est appelé "disagree light" dans le langage de Boeing. Il était jusqu'ici payant pour toute compagnie aérienne intéressée mais sera désormais gratuit.

Il s'enclencherait en cas d'informations erronées transmises par une ou deux sondes d'incidence ("Angle of attack"- AOA) au système de stabilisation MCAS. Ce système mesure l'angle d'attaque et met l'avion en piqué pour lui permettre de reprendre de la vitesse et de s'éloigner du risque de décrochage fatal.

D'après les premiers éléments de l'enquête concernant Lion Air, une des deux sondes d'incidence AOA était tombée en panne. Un autre problème est apparu lors de ce même accident: bien que défaillante, la sonde a continué à transmettre des informations aux calculateurs, notamment au

MCAS. Or cet instrument prend la main sur les commandes de vol et met l'avion en piqué, même si le pilote tente de faire le contraire, tant que le système n'est pas désactivé.

Avec l'AOA hors service, il aurait fallu désactiver le MCAS. Ce que ne savait pas l'équipage de Lion Air. Il ne savait même pas que ce nouveau système avait été ajouté uniquement sur les versions MAX du Boeing 737.

La production de 737 MAX ralentie pendant 3 jours

Il faudra sans doute encore de longs mois pour connaître les causes des tragédies de Lion Air et d'Ethiopian Airlines mais les autorités éthiopiennes, canadiennes et américaines ont évoqué des similitudes entre elles.

Les modifications (correctif du MCAS, actualisation des manuels de bord et de la formation des pilotes) sur lesquelles travaille Boeing sont au "stade final", a encore dit jeudi la source industrielle, expliquant que le constructeur aéronautique voulait s'assurer que les autorités et les compagnies aériennes seraient satisfaites.

La FAA a donné à Boeing au plus tard en avril. Le régulateur aérien, dont les liens étroits avec Boeing ont suscité des interrogations sur sa mission, a rappelé mercredi que l'inspection des changements promis par Boeing était sa "priorité". Une enquête criminelle sur le développement du 737 MAX a été ouverte aux États-Unis, tandis qu'un audit sur sa certification a été mandaté par le ministère américain des Transports.

S'il a suspendu les livraisons du 737 MAX, Boeing a décidé d'en poursuivre la production même si celle-ci sera ralentie pendant trois jours la semaine prochaine en raison de retards dus aux tempêtes hivernales et des délais chez des fournisseurs.

Au moment du crash du Boeing de la compagnie Lion Air, les pilotes cherchaient le manuel d'utilisation

Accueil France - Monde International Faits divers <https://www.ladepeche.fr/> Publié le 21/03/2019 à 12:50



Le crash de Lion Air impliquait aussi un Boeing 737 MAX-8. AFP

L'essentiel

D'après les derniers éléments obtenus par l'agence de presse Reuters, les pilotes du vol 610 de la compagnie Lion Air, dont l'avion s'est écrasé le 29 octobre dernier en mer de Java, en Indonésie, ont cherché avec insistance le manuel d'utilisation de l'appareil, un Boeing 737 MAX-8, durant les longues minutes qui ont précédé le crash de l'avion.

La nouvelle est loin de passer inaperçue dans ce contexte si particulier. Alors qu'un Boeing 737 MAX-8 transportant 157 passagers s'est écrasé en Éthiopie il y a à peine deux semaines, de nouvelles révélations sont apparues concernant les circonstances d'un autre drame : celui survenu en mer de Java cinq mois plus tôt, avec le même appareil, provoquant la mort des 189 personnes à son bord.

C'est l'agence de presse Reuters qui a relayé l'information ce mercredi. D'après plusieurs sources proches de l'enquête qui cherche à déterminer les circonstances exactes du crash du vol 610 de la compagnie Lion Air, les enregistrements sonores effectués à bord de l'appareil durant le vol laissent clairement entendre que les deux pilotes de l'avion étaient à la recherche du manuel d'utilisation de l'appareil alors que celui-ci avait échappé à leur contrôle.

Manuel introuvable

Quelques instants à peine après le décollage de l'avion, le copilote aurait ainsi fait part de dysfonctionnements à son commandant de bord, évoquant un "problème de commande de vol". Le commandant de bord lui aurait alors demandé de se mettre à la recherche du manuel d'utilisation de l'appareil afin d'y trouver la procédure à adopter en cas d'événements anormaux durant le vol.

Par la suite, alors que l'avion survolait la mer de Java, l'appareil a entamé sa chute inexorable, qui a duré près de 9 minutes. Temps durant lequel le commandant de bord et son copilote se sont évertués à chercher le fameux manuel d'utilisation, en vain. Ils n'ont jamais réussi à reprendre le contrôle de l'avion.

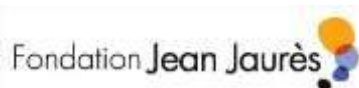
Ces nouveaux éléments vont certainement relancer les craintes qui entourent désormais les Boeing 737 MAX-8, interdits de prendre les airs en Europe et aux États-Unis, depuis le crash de l'avion de la compagnie Ethiopian Airlines au sud-est d'Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, le 10 mars dernier.

13 – Rubriques divers (Conférences, etc)

Conférences

Le 3 avril, "Europe de la défense : statu quo ou relance ?"

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 20.03.2019 Par Philippe Chapleau



Le 3 avril, de 18h30 à 20h30, la Fondation Jean-Jaurès propose une conférence-débat sur le thème "Europe de la défense : statu quo ou relance ?"

À moins de trois mois des élections européennes, l'Observatoire de la défense-Orion reçoit Louis Gautier, ancien secrétaire général à la Défense et à la sécurité nationale, actuellement chargé par le président de la République d'une mission sur les adaptations de la défense européenne, pour débattre des enjeux de défense et de sécurité en Europe.

La rencontre sera animée par Patricia Adam, directrice de l'Observatoire de la défense-Orion, ancienne présidente de la Commission de la défense nationale et des forces armées (2012-2017).

Pratique :

Fondation Jean-Jaurès 12 cité Malesherbes 75009 Paris

Entrée libre sur inscription dans la limite des places disponibles

Pour s'inscrire, c'est **ici**
https://arc2.novagouv.fr/form_dev/b5046257ae915d5879d2b0c6e8bd1dcc/?cle=lcKixl%2FHmsuslGeYrJNjmGmWrJWskmGSYd1p3ZHTkw%3D%3D#/ident/

A noter que ceux qui ne peuvent se rendre à cette conférence pourront toutefois la suivre en direct sur le site de la Fondation le 3 avril à partir de 18h30.

Salons

Salon du Bourget 2019 avec Air et Cosmos magazine le 14 juin

<http://www.air-cosmos.com/> 22 mars 2019 | Par Cyril Mikailoff, Directeur commercial



Le 53^{ème} Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace au Bourget ouvrira ses portes le 17 juin © SIAE

Le 14 juin, Air & Cosmos publiera son édition spéciale Présentation du Salon du Bourget 2019. Couplé à son site web et à Air&Cosmos International en anglais distribué aux entrées du Salon, Air&Cosmos propose un dispositif marketing-communication complet pour Le Bourget.

Une édition spéciale **Bourget** d'Air & Cosmos de 200 pages présentera les enjeux majeurs de l'aéronautique civile et militaire et du secteur spatial.

En exclusivité pour Air & Cosmos, un reportage suite à notre essai en vol de l'**#Airbus A330neo** sera présenté aux abonnés et acheteurs kiosques de cet Air&Cosmos magazine du 14 juin.

Cette année, Air&Cosmos International - magazine digital bimestriel en anglais diffusé en EMEA - sera imprimé à l'occasion du Bourget pour être mis à disposition des exposants et des visiteurs aux entrées du Salon.

Nous proposons une **offre commerciale** de couplage pour permettre à vous exposants de faire paraître votre publicité dans les 2 supports à cette date du 14 juin.

Aussi, pendant le Salon, notre site web présentera toutes les nouveautés et tous les contrats majeurs dévoilés au **Paris Airshow - Le Bourget**.

= le seul dispositif print+digital, français+anglais, à votre disposition pour votre communication et accompagner votre présence au Salon du Bourget.

Voici les grands dossiers qui paraîtront dans ce spécial Bourget du 14 juin :

- concurrence **Airbus/Boeing** sur les mono-couloirs,
- reportage exclusif pour A&C : essai en vol de l'**Airbus A330neo**
- les acteurs et enjeux techno de l'**avion toujours plus électrique**
- **moteurs** toujours plus puissants pour avions civils
- les **hélicoptères** nouvelle génération
- défense : les **avions de combat**, leurs armements et leurs marchés
- le **SCAF**
- reportage auprès des **Forces Aériennes Stratégiques** : le Rafale standard F-3 et le ravitailleur A330 MRTT
- **drones** : les nouveautés, leurs applications
- lanceurs de satellite : future **Ariane VI** et ses concurrents
- les **constellations de satellites**

Contactez-nous ASAP !

Cyril Mikailoff, Directeur commercial : cmikailoff@air-cosmos.com ; Tél. : 06 21 71 11 18

Henry de Freycinet, Business Development : hdefreycinet@air-cosmos.com ; Tél. : 06 76 14 57 02

14 – Livres & Publications

15 – Société

Sciences

Le plan complètement fou pour refroidir la planète

Sciences <http://www.slate.fr/> Repéré par Audrey Renault — 18 mars 2019 à 17h11 Repéré sur Fast Company

Selon des scientifiques, répandre du carbonate de calcium par avion pourrait réduire de moitié l'augmentation de la température mondiale.



La géo-ingénierie consiste à relâcher dans l'atmosphère des solutions chimiques qui refroidissent la température terrestre. | Andrew Palmer via Unsplash

Alors que des millions de personnes manifestent à travers le monde pour dénoncer l'inaction des gouvernements face au réchauffement climatique, des chercheurs et chercheuses en géo-ingénierie de l'université Harvard pensent tenir une solution pour endiguer le phénomène. Leur idée: charger des avions de répandre dans l'atmosphère des solutions chimiques capables de réduire la température globale, à l'image du dioxyde de soufre dont les particules réfléchissent les rayons du soleil et les renvoient vers l'espace. Après avoir travaillé sur ordinateur, par simulation, l'équipe d'Harvard pourrait être la première à tenter l'expérience en conditions réelles.

Au dioxyde de soufre, très efficace mais potentiellement néfaste pour notre santé, les scientifiques pourraient préférer le carbonate de calcium. Toujours en attente d'autorisation officielle, ils projettent de relâcher un ballon rempli de cet ingrédient –déjà présent dans nos dentifrices– dans la stratosphère pour en observer l'impact sur la température atmosphérique. D'après les scientifiques, la géo-ingénierie menée à une échelle internationale pourrait permettre de diviser par deux l'augmentation de la température mondiale. Ce qui aurait pour conséquence de réduire les inondations, les sécheresses, les ouragans, la fonte des glaces ou encore la montée des eaux. Seule 0,5% de la surface du globe pourrait être exposée à une augmentation des phénomènes liés au réchauffement climatique.

Une technique peu coûteuse mais risquée

Un chiffre bien loin des prédictions alarmistes avancées par de précédentes études. Car comme le relève Adele Peters pour Fast Company, ce procédé ne date pas d'hier. Il reprend le même processus que lors d'une éruption volcanique. Ainsi, le réveil du Mont Pinatubo, aux Philippines, en 1991 réduisit de 0,5°C la température mondiale pendant plus d'un an. Selon les estimations, le coup de la géo-ingénierie s'élèverait à moins de dix milliards de dollars (près de neuf milliards d'euros) par an. Une bouchée de pain comparée aux 500 milliards de dollars (environ 440 milliards d'euros) annuels que coûterait le réchauffement climatique selon des scientifiques américains.

Mais cette technique est loin d'être miraculeuse. Elizabeth Burns, directrice du programme de recherche en géo-ingénierie d'Harvard met en garde: «*La géo-ingénierie ne peut pas se substituer à la réduction des émissions, car cela ne s'attaque pas aux racines du changement climatique*». Précisant qu'il ne s'agit que d'un coup de pouce pour tenir les enjeux écologiques adoptés

notamment lors de la COP21, à savoir limiter le réchauffement à deux degrés d'ici 2100, Elizabeth Burns déclare espérer ne pas avoir à recourir à cette technique qui modifie le climat de la planète. *«C'est une technologie très effrayante, assez terrifiante, avoue-t-elle. Mais un monde impacté par de sévères bouleversements climatiques peut aussi être terrifiant, donc nous étudions cette technique pour pouvoir en évaluer au mieux les risques et les bénéfices.»*

Une découverte étonnante sur les pics de radioactivité à Fukushima

<https://www.ouest-france.fr/> L'édition du soir Sciences mercredi 20 mars 2019 Par Arnaud LE GALL



Dans le laboratoire IRSN de Cherbourg (Manche), les chercheurs ont révélé le rôle des bactéries dans la diffusion de la radioactivité. Une découverte qui va permettre de prévenir les variations de pollution à Fukushima.



Incités par l'arrêt des subventions qui leur étaient allouées, les habitants des zones évacuées de Fukushima reviennent peu à peu dans leurs anciens lieux de vie, au milieu des sacs de terre contaminée qui s'entassent à perte de vue.

Huit ans après l'accident nucléaire, le Japon a mené un chantier colossal de décontamination des villes et villages, mais les espaces boisés demeurent des zones à éviter. Ils constituent une réserve de radioactivité, qui libère ses radioéléments toxiques par pics, à la manière des particules fines générées par les voitures. Selon la météo, la population se retrouve plus ou moins exposée.



La terre contaminée a été entreposée dans des sacs. (Photo : Gilles Laurent / archives Ouest-France)

Les bactéries, vecteurs de radioactivité

À 10 000 km des réacteurs accidentés de Daiichi, dans la Manche, des chercheurs de Cherbourg sont parvenus à expliquer ces variations de la radioactivité. Perché sur les hauteurs de la ville, le laboratoire de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) est spécialisé dans les recherches autour des transferts de radioactivité en milieu marin et dans l'atmosphère.

« Nous savons déjà que tout ce qui est végétation pose problème, car il y a un phénomène de remise en suspension des particules. Elles reviennent dans l'atmosphère avec le vent,

introduit Denis Maro, à la tête de l'équipe d'une quinzaine de scientifiques. **Ce qui était aussi connu, c'est que les micro-organismes comme les champignons ou les bactéries accumulent la radioactivité. »**



Denis Maro devait partir au Japon pour monter un partenariat avec l'université de Tsukuba. (Photo : Ouest-France)

Les travaux du laboratoire ont mis en lumière un élément nouveau : le rôle des bactéries dans la diffusion de la pollution. **« Nous avons démontré qu'elles s'organisaient, qu'elles se groupaient. Ainsi, elles ont une prise au vent plus importante et une facilité de remise en suspension bien plus importante qu'une poussière inerte »,** révèle le chercheur.

Un outil de prévision

Cette découverte a fait l'objet d'une première thèse, vite repérée par les Japonais lors de congrès scientifiques. Un rapprochement s'est fait avec l'université de Tsukuba, au nord de Tokyo. **« Nous allons monter un projet commun, pour créer un outil de prévision »,** indique Denis Maro, qui devait s'envoler pour le Japon.

L'idée, est de croiser les données sur les bactéries, avec les mesures météo. **« Ainsi, nous pourrions prévoir les épisodes de remise en suspension ce qui permettra de rassurer la population ou de prendre telle ou telle mesure »,** prévoit le directeur du laboratoire normand.

L'attente est forte. Lors des pics qui durent entre quelques jours et une semaine, la radioactivité mesurée peut être 100 à 1 000 fois plus importante qu'une journée normale.

Pour limiter le réchauffement climatique, des chercheurs d'Harvard veulent renvoyer des rayons du Soleil dans l'espace

<https://www.businessinsider.fr/> Business Insider 22 Mar 2019, 17:05 Non classé, Stratégie



Comment freiner les effets dévastateurs du réchauffement climatique ? C'est la question qui est fortement débattue parmi les politiques et scientifiques. NASA/SDO.

Le réchauffement climatique est l'un des plus grands défis que l'humanité a connu jusqu'à présent. Comment allons-nous faire pour endiguer le réchauffement climatique et ses conséquences dévastatrices ? Les politiques et les scientifiques se passent la patate chaude. Et jusqu'à présent, l'issue de ces débats n'a pas été particulièrement fructueuse.

En revanche, des chercheurs de Harvard pourraient avoir trouvé une solution qui semble trop belle pour être vraie. A l'aide de chercheurs du MIT et de Princeton, le groupe a suggéré, afin de ralentir de réchauffement climatique, de diminuer la quantité de lumière solaire qui atteint la

surface de la Terre. Oui, vous avez bien lu. Cette technologie s'appelle la géo-ingénierie solaire ou la géotechnique solaire.

D'après une étude publiée dans *Nature Climate Change*, les chercheurs réfléchissent à ce qui pourrait arriver s'ils introduisent des particules renvoyant la lumière du Soleil dans l'espace.

Il est important de souligner que ces chercheurs ne sous-entendent pas que cette méthode est la solution au réchauffement climatique—elle n'est pas conçue pour ramener les températures à leur niveau pré-industriel ni pour résoudre le cœur du problème, notre production de dioxyde de carbone. En fait, une trop grande dose d'"obscurcissement" pourrait même aggraver la situation.

A lire aussi : Le Machu Picchu, la mer Morte, les pyramides... 29 lieux à visiter absolument avant qu'ils ne disparaissent à jamais

Le chercheur postdoctorant à l'école d'ingénierie et de sciences appliquées de Harvard John A. Paulson, Peter Irvine, était le principal auteur de l'étude.



Les émissions de dioxyde de carbone doivent encore être réduites à un niveau mondial. J. David Ake/AP

"L'analogie n'est pas parfaite", explique-t-il, "Mais la géo-ingénierie solaire est un peu comme un médicament qui traiterait l'hypertension artérielle. Une surdose pourrait être néfaste, mais une dose bien administrée peut réduire les risques. Bien sûr, c'est toujours mieux de ne pas avoir d'hypertension artérielle du tout, mais une fois que vous en souffrez, en plus d'avoir un mode de vie plus sain, cela vaut le coup d'envisager des traitements qui réduisent les risques".

L'étude indique que cette technologie pourrait réduire de moitié l'augmentation actuelle des températures, ce qui apporterait une amélioration globale sans accentuer les problèmes dans d'autres parties du monde. Parallèlement à cette mesure, les émissions de dioxyde de carbone devront en revanche quand même être réduites partout dans le monde.

Plus d'eau, moins d'ouragans



Les scientifiques ont découvert que diviser par deux le réchauffement climatique grâce à la technologie solaire rafraîchirait non seulement la planète mais réduirait également l'intensité des ouragans de 85%. David Goldman/AP

Afin de mieux comprendre si des régions pourraient être impactées négativement si cette technologie de géo-ingénierie était combinée avec des réductions d'émissions, les chercheurs ont utilisé un modèle haute-résolution de pointe afin de faire une simulation de pluies extrêmes et ouragans tropicaux. C'est le premier modèle de la sorte ayant été utilisé afin de mesurer les possibles effets de la géo-ingénierie solaire.

Les chercheurs ont étudié les températures et précipitations extrêmes, la disponibilité des ressources en eau et l'intensité des tempêtes tropicales.



Ils ont souligné que notre principale réponse à ce réchauffement climatique devrait toujours être celle de diminuer nos émissions carbone. Gian-Reto Tarnutzer/Unsplash

Ils ont découvert que diviser le réchauffement climatique de moitié grâce à la géo-ingénierie permettrait non seulement de refroidir la planète mais également de modérer l'inconstance de la disponibilité en eau et les précipitations extrêmes dans certains endroits.

Alors que les connaissances entourant la technologie de géo-ingénierie ont plus de cent ans, ce n'est que récemment — depuis que nous nous intéressons au réchauffement de la Terre — que des scientifiques ont intensifié leurs recherches dans ce domaine. Les chercheurs d'Harvard ont néanmoins attiré l'attention sur le fait que notre principale réponse au réchauffement climatique devrait être réduire nos émissions carbone, la géo-ingénierie n'étant tout simplement pas capable de remonter à la source de nos problèmes environnementaux.

Version originale : Melina Seiler and Ruqayyah Moynihan

Océan Arctique

La hausse des températures en Arctique est désormais inévitable

<https://www.bfmtv.com/> BFMTV Dossiers Planète 15/03/2019 à 22h04 Benjamin Rieth



Un navire sur l'océan Arctique - Christopher Michel / Flickr CC

Même si l'accord de Paris est respecté, les températures en Arctique devraient augmenter entre 3 et 5 degrés, selon un rapport de l'ONU. Avec des conséquences désastreuses pour la planète.

D'ici 2050, les températures **en Arctique** vont augmenter de 3 à 5 degrés par rapport à celles enregistrées entre 1986 et 2005, avertit **un rapport de l'ONU** publié mercredi. Elles devraient même atteindre 5 à 9 degrés de plus dans cette région du globe d'ici 2080.

Selon cette étude, cette hausse aura lieu même si l'accord de Paris, qui prévoit de **limiter le réchauffement climatique** à deux degrés d'ici 2100, est respecté. Et si toutes les émissions de gaz à effet de serre étaient stoppées du jour au lendemain, cela ne suffirait pas: les températures en hiver augmenteraient de 4 à 5 degrés en 2100 par rapport au niveau enregistré à la fin du XXe siècle. Une augmentation causée par les gaz à effet de serre déjà émis dans l'atmosphère et la chaleur stockée dans les océans.

Quatre millions d'habitants directement menacés

"Ce qui se passe dans l'Arctique ne reste pas dans l'Arctique", prévient Joyce Msuya, directrice exécutive par intérim d'ONU Environnement. "Nous avons la science. Il faut maintenant agir plus rapidement pour lutter contre le changement climatique et éviter une situation plus grave pour notre planète que nous ne l'imaginions."

L'Arctique et ses habitants subissent déjà les conséquences du réchauffement climatique. Mais d'ici trente ans, quatre millions de personnes et 70% des infrastructures de la région pourraient être menacées par la fonte du permafrost, qui devrait diminuer d'au moins 45% par rapport à aujourd'hui.

À l'échelle mondiale, ces sols gelés contiennent environ 1672 milliards de tonnes de carbone. Un dégel accru devrait contribuer de manière significative aux émissions de dioxyde de carbone et de méthane. Le réchauffement qui en résulterait entraînerait à son tour davantage de dégel dans une sorte de spirale infernale. Ce changement climatique accéléré pourrait alors irrémédiablement **éloigner l'objectif de 2 degrés de l'Accord de Paris**, souligne le rapport.

Acidification de l'océan Arctique

Autre conséquence de l'augmentation de la température en Arctique: la montée des mers et des océans. La fonte des glaces au Groenland et des glaciers de l'Arctique contribuerait à un tiers de l'augmentation du niveau des océans.

Par ailleurs, en imaginant que le taux de CO2 émis reste le même qu'actuellement, **l'océan Arctique pourrait être libéré des glaces** en été dès 2030. Ses eaux seraient également plus acides, impactant fortement la biodiversité. Ainsi, plus l'eau est acide, plus les coraux, les mollusques et le plancton doivent utiliser de l'énergie pour construire leurs coquilles et leurs squelettes, rappelle l'étude.

"L'urgence de réaliser les objectifs de l'accord de Paris se manifeste clairement dans l'Arctique, car il s'agit d'une des régions les plus vulnérables et les plus en mutation du monde", alerte le ministre finlandais de l'environnement, de l'énergie et du logement, Kimmo Tiilikainen.

"Nous devons considérablement réduire à court terme les émissions de gaz à effet de serre, de carbone noir et d'autres soi-disant polluants climatiques de courte durée dans le monde entier".



Océan Indien

Lutte contre la dengue : Qui sont ces renforts nationaux qui vont débarquer sur l'île ?

actu Réunion  par www.ipreunion.com le 22 mars 2019 à 06:24



photo d'archive RB imaz press reunion

Annick Girardin l'avait annoncé le dimanche 17 mars "50 agents de la protection civile viendront en renfort le plus vite possible, d'ici fin mars" pour aider dans la lutte anti-vectorielle. Une annonce qui avait fait causer sur les réseaux, Jean Hugues Ratenon s'était insurgé allant même jusqu'à qualifier cette opération de "gestion purement coloniale" s'indignant que la préférence régionale ne soit pas appliquée "alors que notre île est durement frappée par le chômage". Mais il manquait une pièce au puzzle, ces militaires appelés ForMiSC pour formation militaire de sécurité civile font partie d'une unité spécialisée dans la gestion de crise, ils viendront en soutien aux équipes déjà mobilisées sur le terrain et non en remplacement. Les ForMiSC, c'est une unité d'élite de professionnels chevronnés habitués à gérer des catastrophes naturelles ou technologiques et apporter leur soutien aux populations sinistrées en France et à l'étranger.

De retour

Les ForMiSC n'en sont pas à leur première mission à La Réunion. Sans doute, les avez-vous pris pour des militaires comme les autres, pourtant, ce sont bien eux qui sont intervenus après les cyclones Dumazile et Béjisa et les incendies du Maïdo. Après les sinistres, ils sont venus prêter main forte et mettre à disposition leur expertise, leur expérience dans la gestion de crise et leurs bras. Ils avaient notamment aidé à "libérer" les infrastructures dans les endroits les plus difficiles d'accès, les cirques et les hauts.

Quel sera leur rôle dans la lutte anti-vectorielle ?

Les missions des ForMiSC restent encore à définir. Les militaires viendront prêter main forte aux équipes déployées sur le terrain notamment aux 180 agents démousticateurs de l'agence régionale de santé. Un appui dans différents domaines : logistique, coordination, accompagnement, stratégie et sur le terrain. Ils pourraient par exemple être mobilisés lors d'opération de nettoyage d'ampleur similaire à celle qui a eu lieu dans le lit de la rivière Saint-Etienne le 14 mars dernier. Plus de 341 tonnes de déchets avaient été ramassées. La présence des ForMiSC dans le département permettrait de multiplier ce type d'opération et d'éliminer plus rapidement les gîtes larvaires.

Pourquoi interviennent-ils maintenant ?

C'est Amaury de Saint-Quentin, le préfet qui a fait la demande de déploiement à La Réunion au ministère de l'Intérieur. Si le seuil de 500 nouveaux cas recensés en une semaine était atteint, le préfet avait décidé de faire appel à des renforts. Une procédure assez classique dans ce type de situation.

Où seront-ils stationnés ?

Pour le moment, aucune réponse officielle à cette question. Vingt-deux communes de l'île sont touchées par la dengue, 80% des cas de dengue sont situés entre Saint-Pierre et Étang-salé, la moitié d'entre eux sont recensés à Saint-Louis, les militaires pourraient donc être stationnés dans le Sud pour être plus proches et faire face à l'urgence.

Autre scénario possible, les ForMiSC pourraient rester dans le Nord ou l'Est du département, les zones les moins touchées par le virus. Des zones où les 180 agents de l'agence régionale de santé font de la prévention pour éviter la propagation de la dengue. Le rôle des militaires seraient alors d'aider à contenir là l'expansion de la maladie.

Le contact avec la population

Voir des militaires pourrait être un électrochoc pour les Réunionnais. Les ramener quatorze ans en arrière, au moment de l'épisode du chikungunya, où des militaires hexagonaux avaient été envoyés en nombre. Car jusqu'ici, les différentes campagnes de sensibilisation des autorités sanitaires n'ont pas fait mouche. Croiser des militaires dans la rue pourrait peut-être permettre à certains de prendre conscience de la gravité de l'épidémie.

En plus de cela, la préfecture a annoncé qu'une nouvelle campagne de sensibilisation sur les idées reçues autour de la dengue sortirait prochainement.

Combien de temps les ForMiSC resteront-ils à La Réunion ?

Pas de date d'arrivée ni de date de départ pour le moment. Les ForMiSC resteront à La Réunion le temps qu'il faudra, le temps que la situation s'apaise. Dans son dernier bulletin, l'ARS a annoncé que le pic épidémique était attendu pour la mi-avril. Il est donc fort probable que les militaires restent dans le département jusqu'au 15 avril minimum.

Océan Pacifique

Une énorme explosion de météorite détectée 3 mois après au large de la Russie

<https://www.bfmtv.com/> BFMTV Planète Espace 18/03/2019 à 17h49 Juliette Mitoyen



Image d'illustration. - NASA - AFP

L'explosion qui s'est produite au-dessus de la mer de Béring est la deuxième plus puissante enregistrée ces trente dernières années.

Elle est passée inaperçue durant plusieurs mois, mais une énorme explosion de météorite s'est produite le 18 décembre dernier au-dessus de la mer de Béring, en Russie, au large de la péninsule de Kamtchatka, a rapporté la Nasa ce lundi. Large d'une dizaine de mètres et lourd de 1 400 tonnes, l'objet céleste est entré dans l'atmosphère à une vitesse de 32 mètres par seconde et a explosé à environ 25,6 kilomètres d'altitude.

Si l'événement - qui a eu lieu loin de toute zone habitée - n'a pas été directement repéré par l'agence spatiale américaine, il s'agit pourtant de la deuxième plus puissante explosion de la sorte enregistrée ces trente dernières années, derrière celle de Tcheliabinsk (Russie), le 15 février 2013. La récente déflagration a dégagé une énergie de 173 kilotonnes, soit environ dix fois celle libérée par la bombe atomique d'Hiroshima.

La Nasa à la recherche d'images de l'explosion

L'explosion ayant eu lieu non loin des couloirs aériens empruntés par les vols commerciaux qui relient l'Amérique du Nord à l'Asie, la Nasa serait d'après la BBC actuellement en train de contacter des compagnies aériennes susceptibles d'avoir capté des visuels de l'événement. Le satellite japonais Himawari a quant à lui pu intercepter quelques images de la chute de la météorite.

Selon la Nasa, relayée par la BBC, une météorite d'une telle taille ne frappe l'atmosphère que deux à trois fois tous les cent ans. Le fait que l'explosion ait été détectée avec trois mois de retard par les satellites militaires de l'US Air Force souligne la nécessité de mieux surveiller l'arrivée et les trajectoires des météorites qui frappent la Terre.

En 2005, le Congrès américain avait chargé la Nasa d'être capable de détecter 90% des météorites de 140 mètres de large d'ici 2020. Les scientifiques de l'agence spatiale américaine estiment cependant que cet objectif ne pourra être atteint que dans une trentaine d'années.

16 – Vie de l'UOROI

61^{ème} assemblée générale ordinaire de l'UOROI

La 61^{ème} assemblée générale ordinaire de l'UOROI s'est tenue le samedi 16 mars à la Mairie de La Possession.

Composition du conseil d'administration et du bureau pour l'année 2019 :

BUREAU					
Président	Vice-président Porte-drapeau	Secrétaire	Secrétaire adjoint	Trésorier	Trésorier adjoint
					
COL ® Dominique BERTRAND	CNE ® Eric GRONDIN	LCL (h) Marcel GILLET	Vacant	CBA ® Serge VALGRESY	LCL ® Jean-Luc TROTZIER
MEMBRES DU CA					
					
LCL (H) Jacques BERLY	CLC ® Gérard BOURDIN	LCL ® André NOBLE	LCL (H) Yves ROBERT	CNE (H) Henri- Pierre TEISSERENC	LTN ® Jimmy QUESSARY Porte drapeau